



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Les couples homosexuels et l'enregistrement de leur union: rapprochement avec les couples hétérosexuels et recherche comparative internationale.

Digoix, M.; Fassin, E.; Festy, P.; Stefánsson, K.; Waaldijk, C.

Citation

Digoix, M., Fassin, E., Festy, P., Stefánsson, K., & Waaldijk, C. (2006). *Les couples homosexuels et l'enregistrement de leur union: rapprochement avec les couples hétérosexuels et recherche comparative internationale*. Paris: Institut national d'études démographiques. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/12460>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/12460>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).



I N E D

Les couples homosexuels et l'enregistrement de leur union Rapprochement avec les couples hétérosexuels et recherche comparative internationale

Rédacteurs :

Marie Digoix (Institut national d'études démographiques, France)

Eric Fassin (Ecole normale supérieure, France)

Patrick Festy (Institut national d'études démographiques, France)

Kolbeinn Stefánsson (Oxford University, Royaume-Uni)

Kees Waaldijk (Université de Leiden, Pays-Bas)

Février 2006

Recherche réalisée avec le soutien du GIP mission de Recherche Droit et Justice

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une recherche financée par le GIP « Mission de Recherche Droit et justice » (subvention n°02.49). Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs.
Toute reproduction, même partielle est subordonnée à l'accord du GIP

Table des matières

Chapitre I

Plus ou moins ensemble

Niveaux de conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires de sexe différent et de même sexe *Analyse comparative dans neuf pays d'Europe*

Introduction-----	5
▪ Contexte-----	5
▪ Objectifs-----	5
▪ Méthodologie-----	6
▪ Pistes de recherches-----	7
Vue d'ensemble comparative -----	9
▪ Codifications utilisées dans les tableaux-----	10
▪ Conséquences parentales, matérielles et autres conséquences juridiques (Tableau O)-----	11
▪ Conséquences parentales (Tableau A)-----	14
▪ Conséquences matérielles en droit privé (Tableau B - 1ère partie) -----	18
▪ Conséquences matérielles positives en droit public (Tableau B - 2ème partie) -----	22
▪ Conséquences matérielles négatives en droit public (Tableau B - 3ème partie)-----	26
▪ Autres conséquences juridiques (Tableau C) -----	30
▪ Types de discriminations interdites dans la législation antidiscriminatoire (Tableau D) -----	34
▪ Types de couples répondant aux conditions requises (Tableau E) -----	35
▪ Autorité habilitée à fonder un mariage ou un partenariat enregistré (Tableau F) -----	36
▪ Moyens de mettre fin à un mariage ou à un partenariat enregistré (Tableau G) -----	37
Analyse Comparative-----	39
▪ Introduction -----	39
▪ Le caractère juridique du mariage civil -----	39
▪ Le caractère juridique du partenariat enregistré -----	40
▪ Le caractère juridique de la cohabitation informelle -----	42
▪ Les niveaux de conséquences juridiques du mariage civil -----	43
▪ Les niveaux de conséquences juridiques de la cohabitation informelle-----	43
▪ Les niveaux de conséquences juridiques du partenariat enregistré-----	45
▪ L'exclusion (et l'inclusion graduelle) des couples de même sexe -----	46
▪ Pour une explication des fréquences d'enregistrement des partenariats-----	48
▪ Conclusions -----	49
Questions sociologiques : en guise d'épilogue-----	51

Chapitre II

Enregistrer son union, comme d'autres se marient ? Démographie des procédures de légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels Analyse comparative dans neuf pays d'Europe

Introduction	61
Analyse comparative	63
• Dans le contexte du « démariage »	65
• Enregistrement des unions homosexuelles et statistiques	69
• Les taux bruts d'enregistrement : tendances niveaux, différences	70
• Dénombrement des couples non mariés ou non enregistrés	74
• Nuptialité des couples non mariés et légalisation des couples non enregistrés	76
• Mariages hétérosexuels et enregistrements homosexuels : autres différences	78
• Enregistrements des couples homo- et hétérosexuels : France, Pays Bas et Belgique	80
Vue d'ensemble et conclusion	83

Chapitre III

They should go all the way! To register or not: Law and behaviour in France and Iceland The symbolic and the social *Preliminary analyses of a French-Icelandic survey with in-depth interviews*

The life in couple and heteronormativity in question	95
• Steady relationship	96
The contextual determinants	98
• The legal aspects	98
Registered cohabitation, marriage, pacs and partnership	100
• Naming the declaration of commitment	101
• Naming one's significant other	102
• Miles and miles and miles and miles and miles away	103
Beyond faith	105
• Cultural tradition	105
• Religion and church matters	107
• The symbolic aspect of the church	108
A social concern	111
Parentality and filiation	111
• Family is a social construction	112
• Child's best interest and the symbolic order	113
• Children in homosexual families	114
Materiality	116
• Financial motives	116
• Life protection	117
Integrating society	119
• In search for equality	121
• "Isn't that like a partial marriage?"	123

References	126
Appendix 1: The French Icelandic survey in practice.....	129
• Methodological approach.....	131
• Icelandic sample.....	131
• French sample	132
Appendix 2: Iceland: Background information and recent development by Kolbeinn Stefánsson	135
1. Social characteristics	137
2. Legal Recognition of Same-sex Relationships.....	148

Annexes

Annexe 1

Principales conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires et de sexe différent et de même sexe dans neuf pays d'Europe

• Belgium by Kees Waaldijk & Olivier De Schutter	157
• Denmark by Kees Waaldijk & Søren Baatrup	175
• Finland by Kees Waaldijk & Rainer Hiltunen	187
• France par Kees Waaldijk & Daniel Borrillo	201
• Germany by Kees Waaldijk & Dirk Siegfried	215
• Iceland by Kees Waaldijk & Hrefna Fridriksdóttir	229
• The Netherlands by Kees Waaldijk	245
• Norway by Kees Waaldijk & John Asland	263
• Sweden by Kees Waaldijk & Hans Ytterberg	277

Annexe 2

Démographie des procédures de légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels : Analyse par pays

• Allemagne	297
• Belgique.....	301
• Danemark	305
• Finlande.....	313
• France	317
• Islande.....	321
• Norvège	325
• Pays-Bas.....	331
• Suède.....	337

Chapitre I

Plus ou moins ensemble :

Niveaux de conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires de sexe différent et de même sexe

Analyse comparative dans neuf pays d'Europe*

* Le chapitre I est une traduction extraite du volume : Waaldijk, Kees (ed).- « More Or Less Together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnerships for different-sex and same-sex partners: A comparative study of nine European countries" .- *Documents de travail n°125*, Ined, 2005. 192 p.

Table des Matières

Introduction-----	5
▪ Contexte -----	5
▪ Objectifs -----	5
▪ Méthodologie -----	6
▪ Pistes de recherches -----	7
Vue d'ensemble comparative -----	9
▪ Codifications utilisées dans les tableaux -----	10
▪ Conséquences parentales, matérielles et autres conséquences juridiques (Tableau O) -----	11
▪ Conséquences parentales (Tableau A) -----	14
▪ Conséquences matérielles en droit privé (Tableau B - 1ère partie)-----	18
▪ Conséquences matérielles positives en droit public (Tableau B - 2ème partie)-----	22
▪ Conséquences matérielles négatives en droit public (Tableau B - 3ème partie)-----	26
▪ Autres conséquences juridiques (Tableau C)-----	30
▪ Types de discriminations interdites dans la législation antidiscriminatoire (Tableau D) -----	34
▪ Types de couples répondant aux conditions requises (Tableau E)-----	35
▪ Autorité habilitée à fonder un mariage ou un partenariat enregistré (Tableau F)-----	36
▪ Modalités de rupture d'un mariage ou d'un partenariat enregistré (Tableau G)-----	37
Analyse Comparative-----	39
▪ Introduction -----	39
▪ Le caractère juridique du mariage civil -----	39
▪ Le caractère juridique du partenariat enregistré -----	40
▪ Le caractère juridique de la cohabitation informelle -----	42
▪ Les niveaux de conséquences juridiques du mariage civil -----	43
▪ Les niveaux de conséquences juridiques de la cohabitation informelle -----	43
▪ Les niveaux de conséquences juridiques du partenariat enregistré-----	45
▪ L'exclusion (et l'inclusion graduelle) des couples de même sexe -----	46
▪ Pour une explication des fréquences d'enregistrement des partenariats-----	48
▪ Conclusions -----	49
Questions sociologiques : en guise d'épilogue-----	51

Introduction

Kees Waaldijk¹

Contexte

Par l'intermédiaire de l'institution du *mariage civil*, tous les pays d'Europe reconnaissent et réglementent les couples de sexe différent. Le mariage en tant qu'institution légale peut être caractérisé comme une forme de partenariat entre deux personnes créé par un acte formel d'enregistrement, et entraînant un certain nombre de conséquences juridiques (de droits et d'obligations, à la fois entre les partenaires et entre les partenaires et autrui, y compris l'Etat). Depuis les années 1970, de plus en plus de pays européens ont étendu un nombre croissant de ces conséquences juridiques à des partenaires non mariés vivant en *cohabitation informelle*. Cette reconnaissance légale de la cohabitation informelle a parfois été limitée aux couples de sexe différent, et a parfois inclus les couples de même sexe. Depuis 1989, plusieurs pays européens ont introduit des *partenariats enregistrés*, une institution légale plus ou moins analogue au mariage dont résultent certaines ou la plupart des conséquences juridiques du mariage. Dans certains pays, le partenariat enregistré est uniquement proposé aux couples de même sexe, alors que dans d'autres, il est également proposé aux couples de sexe différent. De plus, depuis 2001, quelques pays européens ont étendu le mariage civil aux couples de même sexe.

A la suite de ces évolutions, le domaine du "droit de la famille" (au sens large du terme) est devenu plus complexe et plus varié (et plus ouvert aux droits des homosexuels) qu'auparavant. Les juristes eux-mêmes ont rarement une vision complète des différences entre les conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré dans leur propre pays, et a fortiori dans les autres. Au cours des années à venir, ces évolutions toucheront d'autres pays². Il devient donc à la fois plus intéressant et moins aisé d'analyser ce domaine juridique. Le défi est de réussir à effectuer des comparaisons dans cinq "dimensions" au moins : entre mariage, partenariat enregistré et cohabitation, entre partenaires de sexe différent et de même sexe, entre divers domaines du droit privé et du droit public, entre différents pays, et entre aujourd'hui et les années ou décennies passées.

Nous avons créé un outil permettant d'effectuer une analyse comparative aussi complexe. Il s'appelle 'Level of Legal Consequences' ('Niveau de conséquences juridiques'), ou LLC.

L'analyse porte sur les neufs pays européens qui en 2003 avaient introduit une forme de partenariat enregistré au niveau national : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Islande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

Cette étude est le résultat de la coopération de neuf juristes dans le cadre d'un projet multidisciplinaire de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) sur le phénomène des partenariats enregistrés. Ce projet englobe également des sociologues, des historiens, des statisticiens et des démographes. Le fruit de leurs travaux a été et sera publié par ailleurs³.

Objectifs

Les objectifs de l'étude sont :

- d'évaluer avec plus de précision les niveaux de conséquences juridiques (ci-après, LLC) des formes existantes de partenariats enregistrés par rapport aux LLC du mariage et aux LLC de la cohabitation ;

¹ Dr. C. Waaldijk is a senior lecturer at the E.M. Meijers Institute of Legal Studies, Universiteit Leiden, the Netherlands (www.emmeijers.nl/waaldijk). I am grateful to the Institut National d'Études Démographiques in Paris, for making this study financially possible, to Marie Digoix and Patrick Festy (of INED) and Daniel Borrillo and Hans Ytterberg, for their inspiration and support in carrying out the study, to Wout Morra (law student/research-assistant) and Riekje Boumlak (secretary at the Meijers Institute) for their technical support, and to the eight lawyers who did most of the work on the national tables: Olivier De Schutter (Belgium), Dirk Siegfried (Germany), Søren Baatrup (Denmark), Rainer Hiltunen (Finland), Daniel Borrillo (France), Hrefna Fridriksdóttir (Iceland), John Asland (Norway), Hans Ytterberg (Sweden). (The Netherlands was taken care of by myself.) Any corrections and suggestions are welcome at c.waaldijk@law.leidenuniv.nl.

² En 2004, la législation sur le partenariat enregistré a été adoptée au Luxembourg (en vigueur le 1er novembre 2004), en Suisse (soumise à un référendum qui doit être tenu en 2005), en Angleterre et au Pays de Galles (entrée en vigueur attendue fin 2005 ou début 2006). Des propositions de législation sur le partenariat enregistré sont en cours de discussion en Irlande et en République Tchèque, et une législation d'ouverture du mariage aux couples de même sexe est en préparation en Espagne et en Suède. Parmi les pays disposant d'une législation reconnaissant la cohabitation de même sexe, citons la Hongrie, le Portugal, l'Écosse et la Croatie.

³ Les premiers résultats de ce projet furent présentés lors d'une conférence à Stockholm, Suède, en septembre 2003. Le compte-rendu de la conférence est dans : Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds), *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*. - Documents de travail n°124, Ined, 2004, où l'on trouve également la "Vue d'ensemble comparative" et "l'Analyse comparative" de cette étude sur les niveaux de conséquences légales.

- de découvrir des similarités et des différences entre les neuf pays ;
- de documenter l'exclusion et l'inclusion des couples de même sexe ;
- d'indiquer des différences en LLC entre cohabitation et partenariat enregistré (et entre partenariat enregistré ou cohabitation et mariage), qui puissent expliquer les différences nationales dans la fréquence des partenariats enregistrés (ou des mariages) ;
- ces données et cet éclairage pourraient être utiles aux législateurs (de n'importe quel pays du monde) souhaitant introduire ou examiner une législation dans ce domaine, aux tribunaux ou aux juristes amenés à décider si une certaine forme de mariage/partenariat/cohabitation établie à l'étranger doit être reconnue, et pour des chercheurs, juristes ou non, tentant de mieux comprendre les évolutions dans ce domaine.

Methodologie

Nous utilisons un questionnaire (sous la forme de tableaux) à remplir par un juriste de chacun des pays concernés.

33 conséquences juridiques possibles du mariage/du partenariat/de la cohabitation ont été sélectionnées et divisées en trois champs :

- (A) 'conséquences parentales qui englobent les mesures relatives à la filiation et à l'autorité parentale',
- (B) 'conséquences matérielles' et
- (C) 'autres conséquences juridiques'.

En sélectionnant ces conséquences (parmi les centaines de droits et d'obligations légales liés au mariage dans la plupart des pays), notre intention était d'inclure toutes les conséquences juridiques pouvant avoir de l'importance pour des individus examinant l'impact juridique d'un type spécifique de relation, et/ou les conséquences mises en avant dans le débat légal ou politique sur la diversité relationnelle et la non-discrimination. Toutefois, certaines conséquences répondant à ces critères (la sécurité sociale, par exemple) ont été laissées de côté car la comparaison entre les pays aurait été trop complexe ou trop difficile. Le questionnaire a été finalisé en prenant en compte les suggestions de plusieurs juristes et non-juristes de différents pays de modifier la sélection de conséquences juridiques et de les rédiger de façon plus claire et plus précise. L'une de ces suggestions nous a amenés à diviser en trois la catégorie des 'conséquences matérielles' :

- (B, partie 1) conséquences matérielles en droit privé,
- (B, partie 2) conséquences matérielles positives en droit public, et
- (B, partie 3) conséquences matérielles négatives en droit public.

Chacun des juristes remplissant le questionnaire était invité à ajouter une conséquence juridique du mariage revêtant une importance particulière dans son pays, mais cela n'a entraîné aucune suggestion supplémentaire.

Pour compléter notre perspective du mariage, du partenariat enregistré et de la cohabitation, nous avons introduit des tableaux contenant des questions sur :

- (D) les interdictions de discrimination liée au statut civil et à l'orientation sexuelle,
- (E) les types de couples répondant aux conditions requises par le mariage ou le partenariat enregistré,
- (F) les autorités habilitées à former un mariage ou un partenariat enregistré, et
- (G) les procédures mettant fin à un mariage ou à un partenariat enregistré.

Il a été demandé à chaque juriste d'indiquer dans quelle mesure une conséquence juridique (ou une condition, une procédure, etc.) s'applique aux cohabitants de même sexe et/ou de sexe différent, aux partenaires enregistrés de même sexe et/ou de sexe différent, et aux conjoints mariés de même sexe et/ou de sexe différent. Pour chaque type de relation, il fallait répondre à chaque question par l'une de ces six codifications : 'oui', 'oui, mais', 'non, mais', 'non', 'incertain', or 'non applicable'. La source juridique de chaque réponse devait être indiquée dans une note où la réponse pouvait également être précisée ou nuancée. Pour permettre une approche plus uniforme et donc plus comparable, les juristes ont reçu un document contenant des indications à la fois spécifiques et générales sur la façon de lire et de remplir le questionnaire. Pour la même raison, les réponses et les notes fournies par les juristes ont été l'objet d'une discussion avec le coordinateur de l'étude, ce qui a pu entraîner des corrections et des clarifications de ces réponses et de ces notes.

Les neuf questionnaires remplis sont devenus les neuf chapitres nationaux de l'étude. Pour plus de clarté, de brèves introductions, et de courtes bibliographies (essentiellement en anglais) ont été ajoutées.

Pour calculer le niveau de conséquences juridiques (LLC), chaque codification dans les tableaux a reçu une valeur allant de 0 point pour 'non' à 3 points pour 'oui'. Les points ont été additionnés par tableau pour chaque type existant de relation. Pour permettre une analyse comparative, les nombres de points ont ensuite été traduits en pourcentage, sachant que le LLC du mariage entre personnes de sexe différent a été toujours considéré comme 100%. Il est ainsi devenu possible d'évaluer quel était dans chaque pays le pourcentage des conséquences juridiques (examinées dans l'étude) du mariage de sexe différent disponibles, par exemple, pour les cohabitants de même sexe ou pour les partenaires enregistrés de sexe différent.

Dans la *Vue d'ensemble comparative*, les 'tableaux comparatifs' (A à G) indiquent de façon abrégée les réponses à chaque question par pays, tandis que les nombres de points et les pourcentages des LLC correspondants sont dans les 'Tableaux de niveau' (O et A à C). Les pourcentages sont également présentés sous la forme de graphiques circulaires (O et A à C), avec la totalité du graphique représentant le LLC du mariage de sexe différent, la partie gris foncé les LLC de la cohabitation informelle, la blanc le LLC additionnel du partenariat enregistré, la gris clair le LLC additionnel du mariage, et la noir le pourcentage de conséquences juridiques non disponibles à un couple de même sexe quel qu'il soit.

La dernière étape de l'étude consistait à effectuer une *Analyse comparative* des données fournies dans les chapitres nationaux et dans la *Vue d'ensemble comparative*.

Pistes de recherche

Nous espérons que cette étude se poursuivra dans un certain nombre de directions.

Premièrement, notre analyse juridique peut être étendue à d'autres juridictions en Europe et peut-être dans le monde : dans quelle mesure les conséquences juridiques dans ces neuf pays sont-elles caractéristiques de ce que l'on rencontre dans d'autres pays (européens) ou dans les Etats ou provinces d'Amérique du Nord ?

Deuxièmement, les données et l'éclairage qu'apportent les juristes pourraient être combinés aux apports des sociologues, des historiens, des statisticiens et des démographes : les données juridiques aident-elles à mieux comprendre les différences nationales dans la fréquence d'enregistrement des partenariats ? La situation juridique peut-elle être expliquée par des facteurs non-juridiques, ou vice-versa ?

Troisièmement, les données sur les droits nationaux pourraient être comparées aux exigences du droit international des droits de l'homme et du droit de l'Union Européenne : les distinctions faites par les droits nationaux entre les partenaires de même sexe et ceux de sexe différent, ou par exemple entre le mariage et la cohabitation, constituent-elles une discrimination illégale ?

Enfin, les données sur les droits nationaux pourraient être analysées selon le droit international privé et la liberté de circulation : où, quand, en tant que quoi, et pour quelles raisons les cohabitants informels, les partenaires enregistrés et les conjoints de même sexe pourraient-ils ou devraient-ils être reconnus hors du pays dans lequel ils ont commencé à vivre ensemble, ont enregistré leur partenariat ou se sont mariés ?

Niveaux de conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires de sexe différent et de même sexe :

Vue d'ensemble comparative

by Kees Waaldijk¹

Introduction

Cette étude introduit le concept de "niveaux de conséquences juridiques" (levels of legal consequences, LLC) servant d'outil pour une analyse comparative du mariage civil, du partenariat enregistré et de la cohabitation informelle (de couples de sexe différent ou de même sexe) dans un certain nombre de pays². 33 conséquences juridiques possibles de ces types de relations ont été examinées pour neuf pays, (Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Islande, Norvège, Pays-Bas et Suède)³.

Cette comparaison est fondée sur neuf séries de tableaux (une série par pays). Chacune d'entre elle consiste en une liste de questions mise en relation avec les six types d'union (selon leur existence dans le pays concerné) : mariage civil entre personnes de sexes différents ou de même sexe, partenariat enregistré entre personnes de sexes différents ou de même sexe, et cohabitation formelle entre personnes de sexes différents ou de même sexe. Chaque série est constituée de sept tableaux. Ces derniers sont établis à partir de l'offre juridique en vigueur dans ces pays au début de l'année 2004. En ce sens, ils accusent un léger retard par rapport à l'offre effective fin 2005. Mais ils sont conçus de manière à faciliter une mise à jour régulière.

Cette vue d'ensemble contient deux types de tableaux : des *tableaux comparatifs* tout d'abord, les mêmes questions étant posées à chaque configuration nationale, et, pour les tableaux O, A, B et C, des *tables de niveaux*. Le croisement de ces deux types de tableaux permet d'élaborer des niveaux de conséquences juridiques par pays. Ces niveaux sont fonctions du nombre de points obtenus par pays. Ces tables de niveaux sont ensuite représentées sous forme de graphiques circulaires : chaque cercle correspond au niveau de conséquences juridiques du pays analysé (soit 100%). La part gris foncé correspond au LLC de la cohabitation informelle, la blanche au supplément de LLC que pourvoie le partenariat enregistré, et la part gris clair représente celui fourni par le mariage.

Les tables de niveaux sont présentées de manière à faciliter les comparaisons : sont ainsi présentées d'abord les deux pays de l'étude ayant ouvert le mariage aux couples de même sexe (les Pays-Bas et la Belgique) et un troisième pays, la France, qui a instauré un partenariat enregistré s'adressant à la fois aux couples de même sexe et de sexe différent. Ensuite figurent les pays ayant mis en œuvre un partenariat enregistré pour les couples de même sexe exclusivement. L'Allemagne est insérée entre la France et les cinq pays nordiques parce que le niveau de reconnaissance juridique de son partenariat enregistré est intermédiaire à celui de la France et ceux des pays nordiques.

Ces derniers sont répertoriés dans l'ordre chronologique dans lequel ils ont créé un partenariat enregistré, le Danemark inaugurant la tendance, la Finlande la refermant.

Les codes-pays (iso 3166) utilisés dans les tableaux comparatifs sont les suivants :

BEL = Belgique
 DEU = Allemagne
 DNK = Danemark
 FIN = Finlande
 FRA = France
 ICE = Islande
 NLD = Pays-Bas
 NOR = Norvège
 SWE = Suède
 (TOUS = les neuf pays ensemble)

¹ Dr. C. Waaldijk is a senior lecturer at the E.M. Meijers Institute of Legal Studies, Universiteit Leiden, the Netherlands (www.emmeijers.nl/waaldijk). I am grateful to Wout Morra (law student/research-assistant) and Riekje Boumlak (secretary at the Meijers Institute) for the support and patience in helping to create this overview. Any corrections and suggestions are welcome at c.waaldijk@law.leidenuniv.nl.

² Pour une discussion des différentes approches dans la littérature juridique sur les façons de catégoriser et de nommer les différents types de relations, voir : Kees Waaldijk, 'Others may follow: the introduction of marriage (and quasi-marriage or marriage) for même sexe couples in European countries', 38 *New England Law Review* 2004, pp.569-589 (disponible online sur www.emmeijers.nl/waaldijk).

³ Voir le chapitre d'introduction de ce rapport.

Codification utilisée dans les tableaux :

Type de réponse	Réponse figurant dans les tableaux par pays	Points attribués pour le calcul du niveau de conséquences juridiques	Police utilisée pour désigner les pays analysés
A des conséquences juridiques	Oui	3 pts	GRAS
La conséquence juridique est limitée ou restreinte à certaines conditions, il est possible de contracter sans en bénéficier, ou les tribunaux peuvent la mettre de côté au nom de certaines dispositions ou principes généraux, etc.	Oui, mais	2 pts	ORDINAIRE
La conséquence juridique est très limitée ou à soumise à des conditions très restrictives, ou peut-être établie par un contrat, ou par des tribunaux au nom de certaines principes généraux, etc.	Non, mais	1 pt	<i>(ITALIQUE ENTRE PARENTHESES)</i>
Pas d'effets juridiques.	Non	0 pt	Pays non répertorié
Pas d'information sur ce point, ou ambiguïté.	Incertain	1 pt	<i>(ITALIQUE AVEC INTERROGATION ENTRE PARENTHESES)</i>
Hors de propos dans la mesure où cette configuration n'est pas (encore) reconnue dans ce pays.	X	0 pt	Pays non répertorié

Ci-dessous sont représentés les tableaux suivants et les graphiques circulaires :

Tableau O (Niveaux)	Conséquences parentales, conséquences matérielles et autres conséquences juridiques
Graphique circulaire O	Idem
Tableau A (Comparaison)	Conséquences parentales
Tableau A (Niveaux)	Idem
Graphique circulaire A	Idem
Tableau B 1 ^{ère} partie (Comparaison)	Conséquences matérielles en droit privé
Tableau B 1 ^{ère} partie (Niveaux)	Idem
Graphique circulaire B	Idem
Tableau B 2 ^{ème} partie (Comparaison)	Conséquences matérielles positives en droit public
Tableau B 2 ^{ème} partie (Niveaux)	Idem
Graphique circulaire B 2 ^{ème} partie	Idem
Tableau B 3 ^{ème} partie (Comparaison)	Conséquences matérielles négatives en droit public
Tableau B 3 ^{ème} partie (Niveaux)	Idem
Graphique circulaire B 3 ^{ème} partie	Idem
Tableau C (Comparaison)	Autres conséquences juridiques
Tableau C (Niveaux)	Idem
Graphique circulaire C	Idem
Tableau D (Comparaison)	Types de discriminations interdites dans la législation antidiscriminatoire
Tableau E (Comparaison)	Types de couples répondant aux conditions requises
Tableau F (Comparaison)	Autorité habilitée à fonder un mariage ou un partenariat enregistré
Tableau G (Comparaison)	Modalités de rupture

Tableau O (Niveaux) : Conséquences parentales, conséquences matérielles et autres conséquences juridiques

Ce tableau additionne le total de points attribués aux tables de niveaux de conséquences juridiques (A : parentales, B : matérielles, C : autres). En raison de leur caractère spécifique, les tableaux D, E, F et G n'ont pas été pris en considération dans ce calcul.





33 facteurs ont été pris en considération dans ces calculs, ce qui signifie que le nombre maximum de points cumulables pour un pays est de 99.

Le nombre de points recueillis par le mariage entre personnes de sexes différents est ramené à 100% pour chaque pays.

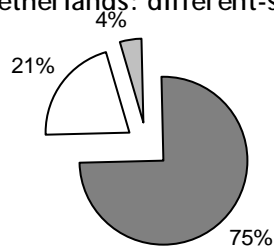
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même-sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	70 pts = 100%	67 pts = 96%	67 pts = 96%	67 pts = 96%	52 pts = 75%	51 pts = 73%
Belgique	76 pts = 100%	67 pts = 88%	38 pts = 50%	36 pts = 48%	31 pts = 41%	27 pts = 36%
France	76 pts = 100%	0 pt = 0%	48 pts = 63%	42 pts = 55%	32 pts = 42%	26 pts = 34%
Allemagne	65 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	44 pts = 68%	15 pts = 23%	11 pts = 17%
Danemark	61 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	51 pts = 84%	32 pts = 52%	27 pts = 45%
Norvège	71 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	61 pts = 86%	41 pts = 58%	34 pts = 48%
Suède	64 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	58 pts = 91%	48 pts = 75%	43 pts = 68%
Islande	71 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	60 pts = 85%	45 pts = 63%	16 pts = 23%
Finlande	64 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	56 pts = 87%	36 pts = 56%	27 pts = 42%

Graphique circulaire fondé sur le tableau O : Conséquences parentales, conséquences matérielles et autres conséquences juridiques.

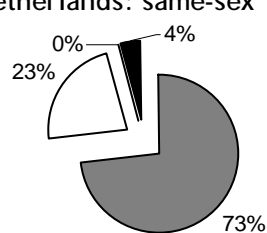
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

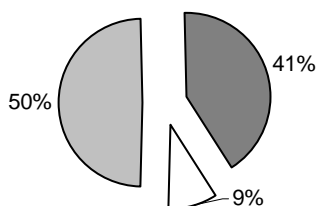
Netherlands: different-sex



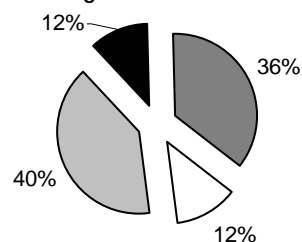
Netherlands: same-sex



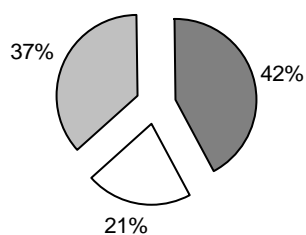
Belgium: different-sex



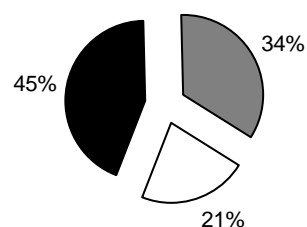
Belgium: same-sex



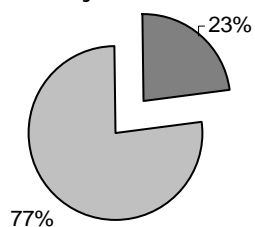
France: different-sex



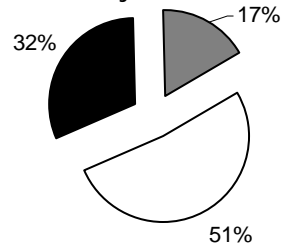
France: same-sex



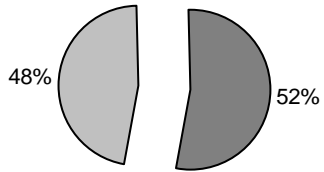
Germany: different-sex



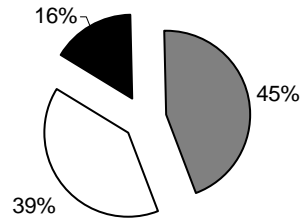
Germany: same-sex



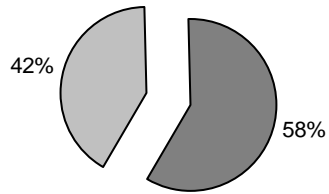
Denmark: different-sex



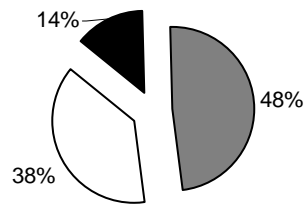
Denmark: same-sex



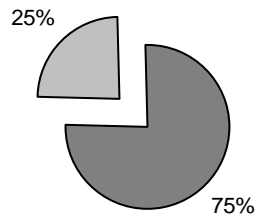
Norway: different-sex



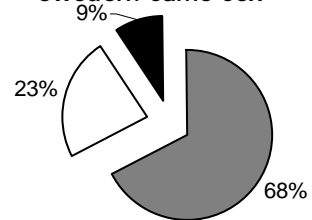
Norway: same-sex



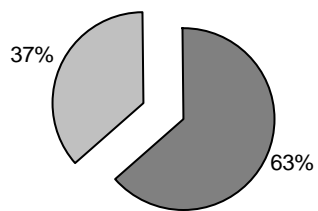
Sweden: different-sex



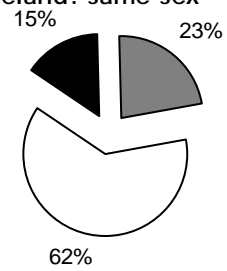
Sweden: same-sex



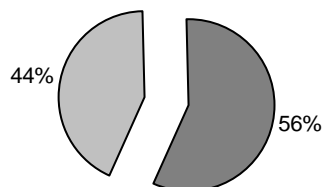
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

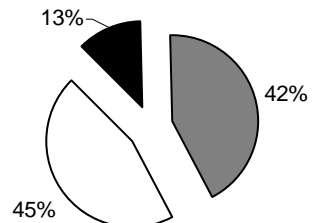


Tableau A (Comparatif) : Conséquences parentales

	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Lorsqu'une femme donne naissance, les deux partenaires deviennent les parents légaux	TOUS	(NLD)	(BEL), (FRA) (NLD)	(NLD)	DNK (BEL), (DEU) (FIN), (FRA) (ICE), (NLD) (NOR), (SWE)	
2. Le recours à la PMA est autorisé pour des femmes dans une telle relation	TOUS	BEL, NLD	BEL, NLD FRA	BEL, FIN, NLD SWE (DEU?)	BEL, DNK, FIN, NLD, SWE FRA, ICE, NOR (DEU?)	BEL, FIN, NLD SWE (DEU?)
3. Lorsque l'un seulement des partenaires est le parent légal d'un enfant, les deux peuvent obtenir l'autorité parentale ou des responsabilités dans le cadre de cette relation	DEU, FIN, ICE, NLD NOR (DNK), (SWE)	NLD	NLD	DEU, FIN, ICE, NLD NOR (DNK), (SWE)	FIN, ICE, NLD NOR (DNK), (SWE)	FIN, NLD NOR (DNK), (SWE)
4. Lorsque l'un seulement des partenaires est le parent légal d'un enfant, le second peut l'adopter et devenir ainsi le second parent	TOUS	NLD	NLD (BEL)	NLD, SWE ICE, DNK, NOR	NLD ICE (BEL)	NLD
5. Les partenaires peuvent adopter conjointement un enfant	TOUS	NLD	NLD	SWE NLD	ICE, NLD	NLD
6. Un partenaire peut adopter un enfant seul	BEL, FRA, NLD (DEU), (ICE) (NOR), (SWE)	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	BEL, FIN, NLD DEU, FRA (NOR), (SWE)	BEL, DNK, FIN, FRA, NLD DEU, SWE (ICE), (NOR)	BEL, DNK, FIN, NLD DEU, FRA, ICE, SWE (NOR)
7. Les partenaires peuvent constituer ensemble une famille d'accueil	TOUS	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	BEL, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE (DEU) (FRA?)	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE (DEU)	BEL, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE (DEU) (FRA?)





Tableau A (Niveaux) : Conséquences parentales

Le nombre de points maximal pour chacune des cases de ce tableau (qui répertorie les sept conséquences juridiques abordées ci-dessus) est 21. Pour chaque pays, le nombre total de points représenté par le mariage civil entre personnes de sexe différent est ramené à 100%.

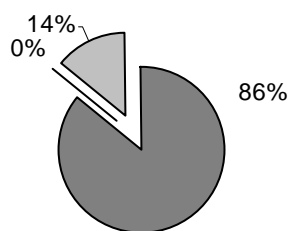
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	21 pts = 100%	18 pts = 86%	18 pts = 86%	18 pts = 86%	18 pts = 86%	17 pts = 81%
Belgique	18 pts = 100%	9 pts = 50%	11 pts = 61%	9 pts = 50%	11 pts = 61%	9 pts = 50%
France	18 pts = 100%	0 pt = 0%	9 pts = 50%	3 pts = 17%	9 pts = 50%	3 pts = 17%
Allemagne	19 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	7 pts = 37%	5 pts = 26%	4 pts = 21%
Danemark	16 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	6 pts = 37%	12 pts = 75%	7 pts = 44%
Norvège	18 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	8 pts = 44%	9 pts = 50%	6 pts = 33%
Suède	17 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	13 pts = 76%	10 pts = 59%	8 pts = 47%
Islande	19 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	8 pt = 42%	14 pts = 74%	5 pts = 26%
Finlande	18 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	12 pt = 67%	13 pts = 72%	12 pts = 67%

Graphique circulaire fondé sur le tableau A : conséquences parentales

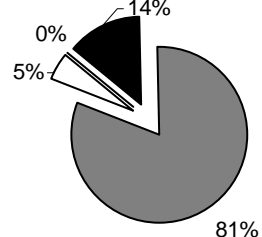
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

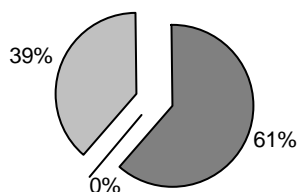
Netherlands: different-sex



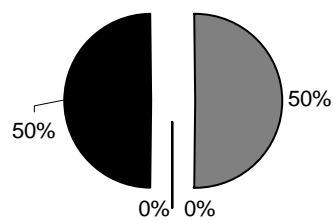
Netherlands: same-sex



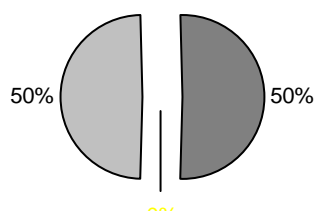
Belgium: different-sex



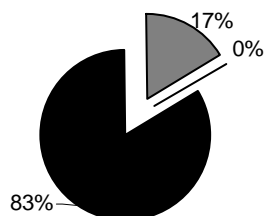
Belgium: same-sex



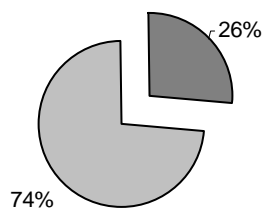
France: different-sex



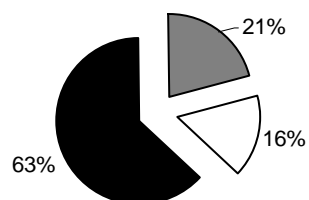
France: same-sex



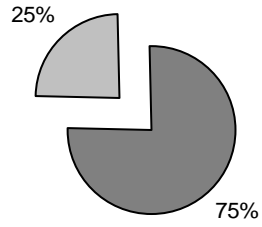
Germany: different-sex



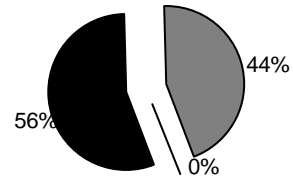
Germany: same-sex



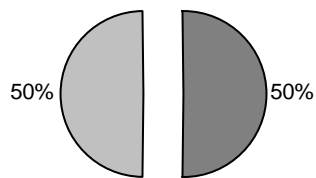
Denmark: different-sex



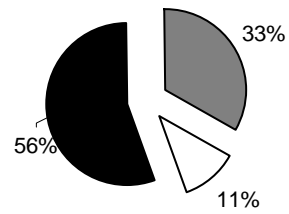
Denmark: same-sex



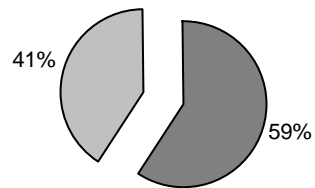
Norway: different-sex



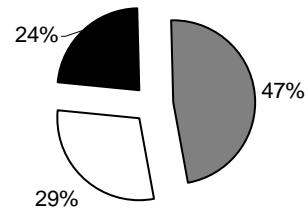
Norway: same-sex



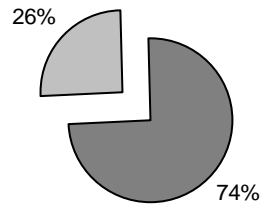
Sweden: different-sex



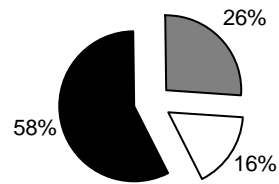
Sweden: same-sex



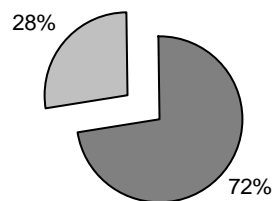
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

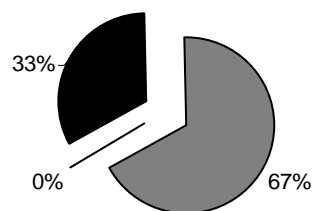


Tableau B – première partie (Comparative) : Conséquences matérielles en droit privé

	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Les biens de chaque partenaire appartiennent au couple	BEL, DNK, FRA, NLD (DEU)	BEL, NLD	FRA, NLD (BEL)	DNK, FRA, NLD (BEL)	(FRA), (NLD)	(FRA), (NLD)
2. Solidarité pour dettes	BEL, FRA, NLD (DEU), (FIN) (NOR), (SWE)	BEL, NLD	FRA, NLD (BEL)	FRA, NLD (BEL), (FIN) (NOR), (SWE)	(FRA), (NLD), (SWE)	(FRA), (NLD), (SWE)
3. Pension alimentaire en cas de rupture	BEL, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE DNK, DEU	BEL, NLD	FRA, NLD (BEL)	FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE DNK, DEU (BEL)	(BEL), (NLD)	(BEL), (NLD)
4. Règles de répartition des biens en cas de rupture	FIN, FRA, ICE, NOR DNK, DEU, SWE		FRA	FIN, FRA, ICE, NOR DNK, DEU, SWE	NOR, SWE (DEU), (FRA)	NOR, SWE (DEU), (FRA)
5. Compensation en cas de décès accidentel d'un partenaire	BEL, DEU, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE DNK, NOR	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	BEL, DEU, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE DNK, NOR	BEL, FIN, FRA, NLD, SWE DNK, ICE, NOR	FIN, FRA, NLD, SWE DNK, NOR (ICE) (BEL?)
6. Lorsque l'un des partenaires meurt sans testament, l'autre est son héritier	BEL, DNK, DEU, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR SWE	BEL, NLD	NLD	DNK, DEU, FIN, ICE, NLD, NOR SWE	(SWE)	(SWE)





Tableau B – première partie (Niveaux) : Conséquences matérielles en droit privé

Le nombre de points maximal pour chacune des cases de ce tableau (qui répertorie les six conséquences juridiques abordées ci-dessus) est 18. Pour chaque pays, le nombre total de points représenté par le mariage civil entre personnes de sexe différent est ramené à 100%.

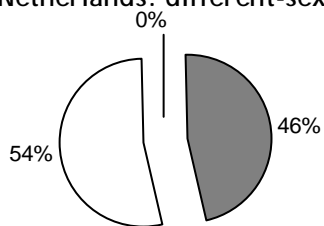
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	13 pts = 100%	13 pts = 100%	13 pts = 100%	13 pts = 100%	6 pts = 46%	6 pts = 46%
Belgique	13 pts = 100%	13 pts = 100%	6 pts = 46%	6 pts = 46%	4 pts = 31%	2 pts = 15%
France	16 pts = 100%	0 pt = 0%	13 pt = 81%	13 pts = 81%	6 pts = 38%	6 pts = 38%
Allemagne	12 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	10 pts = 83%	1 pt = 8%	1 pt = 8%
Danemark	11 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	11 pts = 100%	2 pts = 18%	2 pts = 18%
Norvège	12 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	12 pts = 100%	4 pts = 33%	4 pts = 33%
Suède	11 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	11 pts = 100%	7 pts = 64%	7 pts = 64%
Islande	12 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	12 pts = 100%	2 pts = 17%	1 pt = 8%
Finlande	13 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	13 pts = 100%	3 pts = 23%	3 pts = 23%

Graphique circulaire fondé sur le tableau B (première partie) : Conséquences matérielles en droit privé

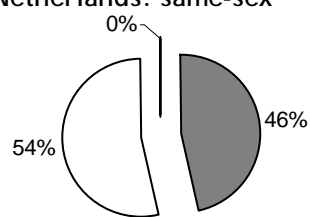
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

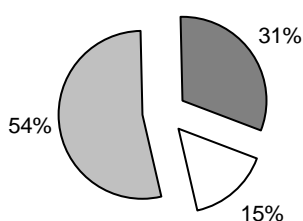
Netherlands: different-sex



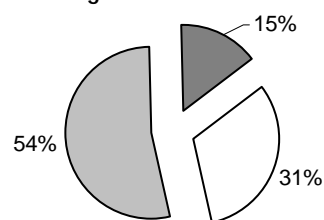
Netherlands: same-sex



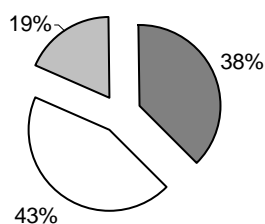
Belgium: different-sex



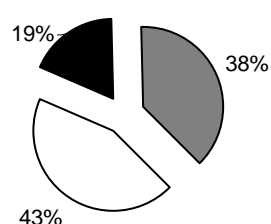
Belgium: same-sex



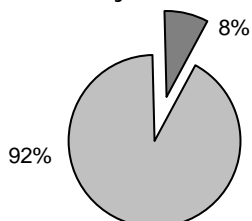
France: different-sex



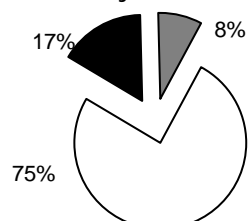
France: same-sex



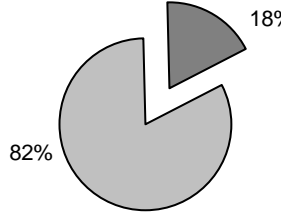
Germany: different-sex



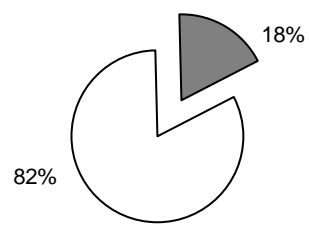
Germany: same-sex



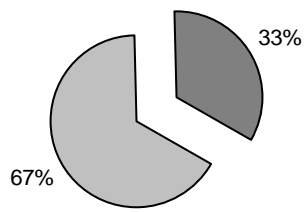
Denmark: different-sex



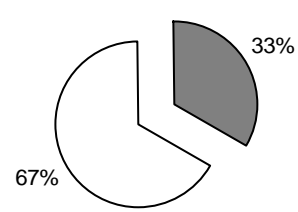
Denmark: same-sex



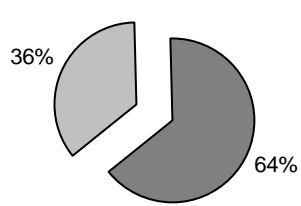
Norway: different-sex



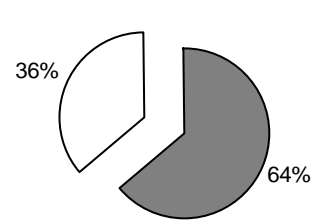
Norway: same-sex



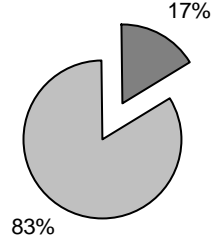
Sweden: different-sex



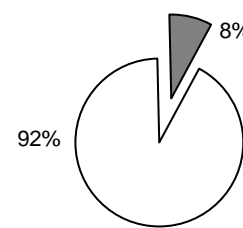
Sweden: same-sex



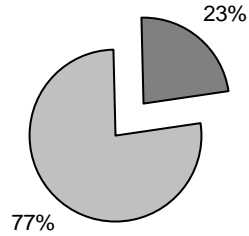
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

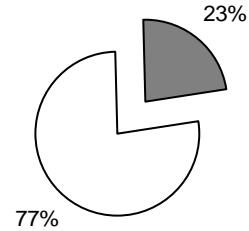


Tableau B – deuxième partie (Comparative) : Conséquences matérielles positives en droit public

	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
7. Possible réduction de l'impôt foncier	ICE, NOR (NLD)	(NLD)	(NLD)	ICE, NOR (NLD)	ICE (NLD)	(NLD)
8. Déclaration commune pouvant engendrer une réduction de l'impôt sur le revenu	DEU, DNK, FRA, ICE, NOR BEL (FIN), (NLD)	BEL (NLD)	FRA (NLD)	DNK, FRA, ICE, NOR DEU (FIN), (NLD)	ICE (DEU), (NLD)	(DEU), (NLD)
9. La protection sociale peut être étendue d'un partenaire à l'autre	DEU, FRA, NOR BEL, NLD (ICE)	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	DEU, NOR BEL, FRA, NLD (ICE)	BEL, FRA, NLD, NOR (ICE)	BEL, FRA, NLD (NOR)
10. En l'absence de revenu, la relation a un effet positif sur le versement d'allocations sociales	(NOR)			(NOR)	(NOR)	(NOR)
11. Effets positifs sur les droits relatifs à la retraite	BEL, ICE (NLD)	BEL (NLD)	(NLD)	ICE (NLD)	(ICE), (NLD)	(NLD)
12. Lorsque l'un des partenaires meurt, l'autre reçoit une pension de réversion	DEU, FIN, FRA, NOR BEL, SWE (ICE), (NLD)	BEL (NLD)	(NLD)	FIN, NOR SWE (ICE), (NLD)	NOR, SWE (ICE), (NLD)	SWE (NLD), (NOR)
13. Le partenaire survivant paie moins de taxes de succession (que ne le ferait un-e ami-e)	TOUS	BEL, NLD	NLD BEL, FRA	DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE BEL, FRA	DNK, SWE ICE, NLD, NOR (BEL), (FIN) (FRA)	DNK, SWE NLD (BEL), (FRA) (ICE), (NOR)





Tableau B – deuxième partie (Niveaux) : Conséquences matérielles positives en droit public

Le nombre de points maximal pour chacune des cases de ce tableau (qui répertorie les sept conséquences juridiques abordées ci-dessus) est 21. Pour chaque pays, le nombre total de points représenté par le mariage civil entre personnes de sexes différent est ramené à 100%.

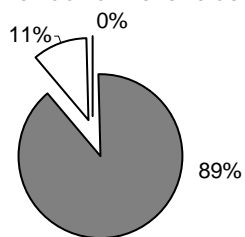
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	9 pts = 100%	9 pts = 100%	9 pts = 100%	9 pts = 100%	8 pts = 89%	8 pts = 89%
Belgique	12 pts = 100%	12 pts = 100%	4 pts = 33%	4 pts = 33%	3 pts = 25%	3 pts = 25%
France	12 pts = 100%	0 pt = 0%	7 pts = 58%	7 pts = 58%	3 pts = 25%	3 pts = 25%
Allemagne	12 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	5 pts = 41%	1 pt = 8%	1 pt = 8%
Danemark	6 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	6 pts = 100%	3 pts = 50%	3 pts = 50%
Norvège	16 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	16 pts = 100%	7 pts = 44%	4 pts = 25%
Suède	5 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	5 pts = 100%	5 pts = 100%	5 pts = 100%
Islande	14 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	14 pts = 100%	9 pts = 64%	1 pt = 7%
Finlande	7 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	7 pts = 100%	1 pt = 14%	0 pt = 0%

Graphique circulaire fondé sur le tableau B (deuxième partie) : Conséquences matérielles positives en droit public

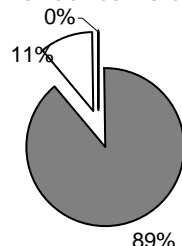
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

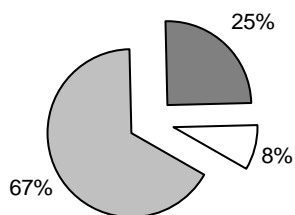
Netherlands: different-sex



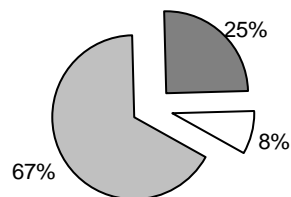
Netherlands: same-sex



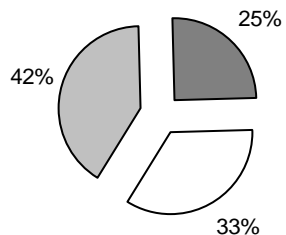
Belgium: different-sex



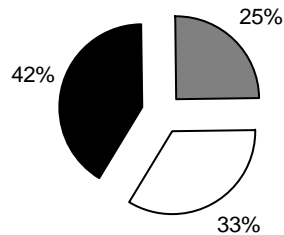
Belgium: same-sex



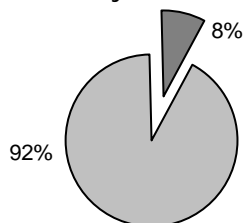
France: different-sex



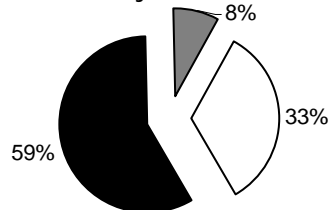
France: same-sex



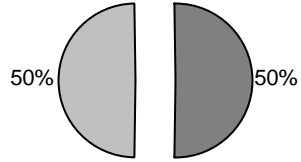
Germany: different-sex



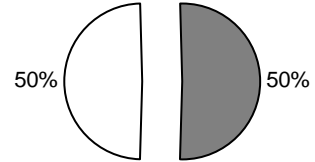
Germany: same-sex



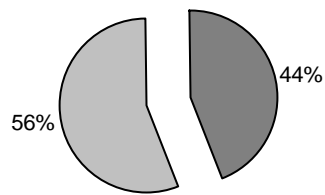
Denmark: different-sex



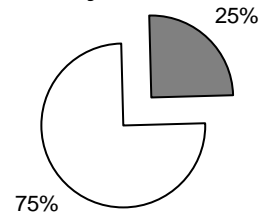
Denmark: same-sex



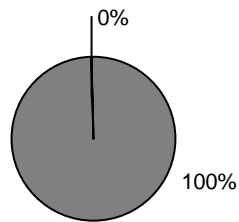
Norway: different-sex



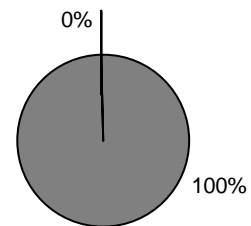
Norway: same-sex



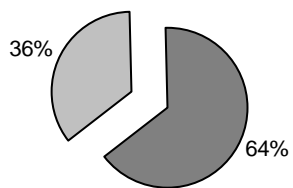
Sweden: different-sex



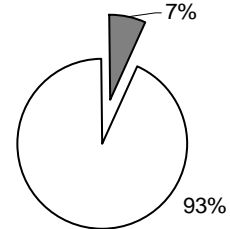
Sweden: same-sex



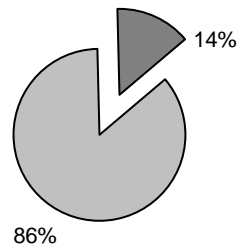
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

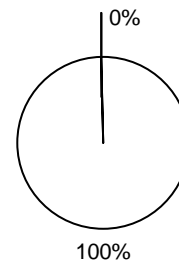


Tableau B — troisième partie (Comparative) : Conséquences matérielles négatives en droit public

	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
14. Possible augmentation de l'impôt foncier	SWE			SWE	SWE	(SWE)
15. Possible augmentation de l'impôt sur le revenu	BEL, FRA (NLD)	BEL (NLD)	FRA (NLD)	FRA (NLD)		
16. En l'absence de revenu, la relation a un effet négatif sur le versement d'allocations sociales	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE (NOR)	BEL, NLD	FRA, NLD BEL	DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE BEL (NOR)	DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE BEL (NOR)	DNK, FRA, NLD, SWE BEL (NOR) (DEU?)
17. Effets négatifs sur les droits relatifs à la retraite	DNK, FIN, ICE, NLD, NOR (SWE)	NLD	NLD	DNK, FIN, ICE, NLD, NOR (SWE)	DNK, FIN, ICE, NLD NOR	DNK, NLD (NOR)





Tableau B – troisième partie (Niveaux) : Conséquences matérielles négatives en droit public

Le nombre de points maximal pour chacune des cases de ce tableau (qui répertorie les quatre conséquences juridiques abordées ci-dessus) est 12. Pour chaque pays, le nombre total de points représenté par le mariage civil entre personnes de sexes différent est ramené à 100%.

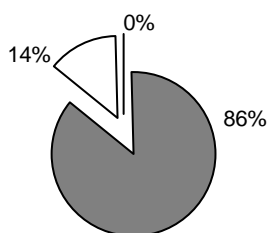
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	7 pts = 100%	7 pts = 100%	7 pts = 100%	7 pts = 100%	6 pts = 86%	6 pts = 86%
Belgique	6 pts = 100%	6 pts = 100%	2 pts = 33%	2 pts = 33%	2 pts = 33%	2 pts = 33%
France	6 pts = 100%	0 pt = 0%	6 pts = 100%	6 pts = 100%	3 pts = 50%	3 pts = 50%
Allemagne	3 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	3 pts = 100%	3 pts = 100%	1 pts = 33%
Danemark	6 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	6 pts = 100%	6 pts = 100%	6 pts = 100%
Norvège	4 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	4 pts = 100%	3 pts = 75%	2 pts = 50%
Suède	7 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	7 pts = 100%	5 pts = 71%	4 pts = 57%
Islande	6 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	6 pts = 100%	6 pts = 100%	0 pt = 0%
Finlande	6 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	6 pts = 100%	6 pts = 100%	0 pt = 0%

Graphique circulaire fondé sur le tableau B (troisième partie) : Conséquences matérielles négatives en droit public

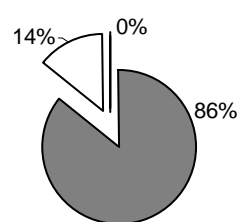
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

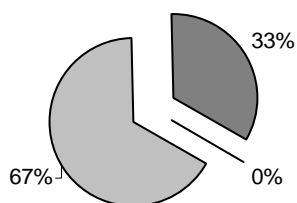
Netherlands: different-sex



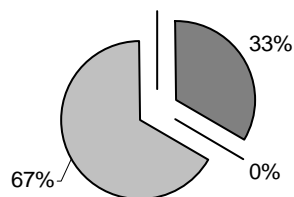
Netherlands: same-sex



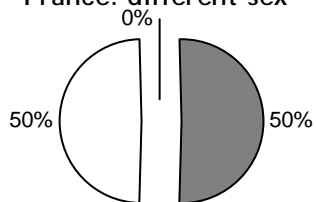
Belgium: different-sex



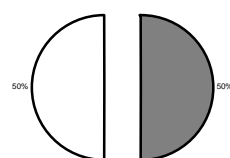
Belgium: same-sex



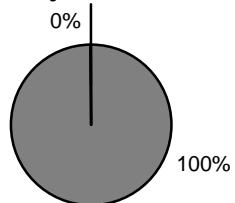
France: different-sex



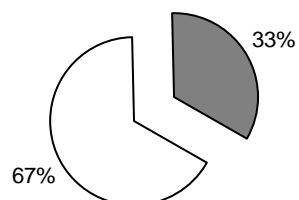
France: same-sex



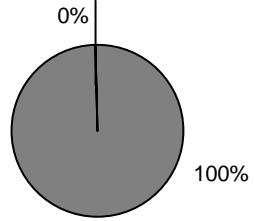
Germany: different-sex



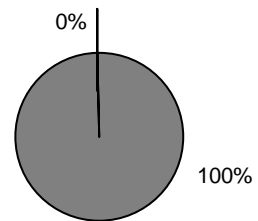
Germany: same-sex



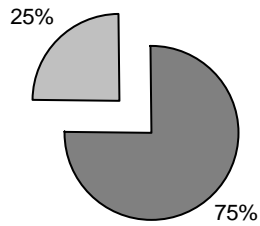
Denmark: different-sex



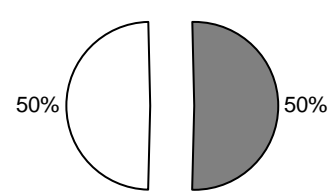
Denmark: same-sex



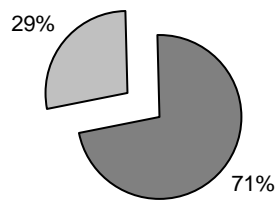
Norway: different-sex



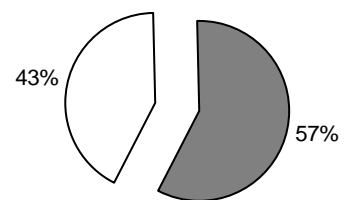
Norway: same-sex



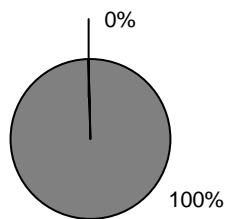
Sweden: different-sex



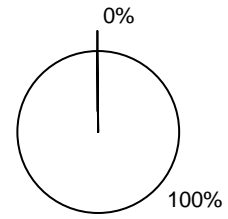
Sweden: same-sex



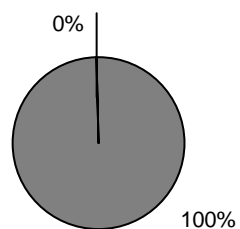
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

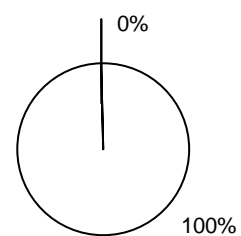


Tableau C (Comparatif) : Autres conséquences juridiques

	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Un partenaire peut prendre ou utiliser le nom de l'autre	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, NLD, NOR, SWE (ICE)	BEL, NLD	NLD	DEU, DNK, NLD, NOR, SWE (FIN), (ICE)	NOR (NLD)	NOR (NLD)
2. Un partenaire étranger obtient une carte de séjour	BEL, DEU, FRA, ICE, NOR, SWE DNK, FIN, NLD	BEL NLD	BEL FRA, NLD	BEL, DEU, ICE, NOR, SWE DNK, FIN, FRA, NLD	BEL, ICE, NOR, SWE FIN, NLD (FRA)	BEL, NOR, SWE FIN, NLD (FRA)
3. La citoyenneté est plus facile à obtenir pour le partenaire étranger	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE	BEL, NLD	NLD (FRA)	DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, SWE (FRA)	SWE ICE, NLD (FRA)	SWE NLD (FRA)
4. En cas de poursuite, un partenaire peut refuser de témoigner contre l'autre	BEL, DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE (FRA)	BEL, NLD	NLD	DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE	DNK, SWE FIN, ICE, NOR (DEU)	DNK, SWE FIN, ICE, NOR
5. En cas de violence d'un partenaire envers l'autre, des dispositions spécifiques aggravent le crime ou délit	BEL, FRA, NOR, SWE (DNK), (ICE)	BEL	BEL, FRA	BEL, FRA, NOR, SWE (DNK), (ICE)	FRA, NOR, SWE BEL (ICE)	FRA, NOR, SWE BEL (ICE)
6. En cas d'accident ou de maladie d'un partenaire, l'autre est le principal proche des autorités médicales (sans intervention d'un juge)	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE (DEU?)	BEL, NLD	BEL, NLD (FRA)	BEL, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE (FRA) (DEU?)	BEL, FIN, NLD, NOR, SWE (FRA), (ICE) (DEU?)	BEL, FIN, NLD, NOR, SWE (FRA) (DEU?)
7. Il est possible de bénéficier d'un don d'organe de son partenaire	BEL, DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE FRA	BEL, NLD	BEL, NLD	BEL, DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR (SWE?)	BEL, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE	BEL, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR (SWE?)
8. Lorsqu'un partenaire meurt, l'autre peut continuer de louer le logement	TOUS	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	TOUS	DEU, DNK, FIN, FRA, NLD, SWE ICE, NOR	DEU, DNK, FRA, ICE, NLD, SWE FIN, NOR
9. Les partenaires doivent entretenir des rapports sexuels	BEL, FRA	BEL	FRA	FRA	FRA	FRA





Tableau C (Niveaux) : Autres conséquences juridiques

Le nombre de points maximal pour chacune des cases de ce tableau (qui répertorie les neuf conséquences juridiques abordées ci-dessus) est 27. Pour chaque pays, le nombre total de points représenté par le mariage civil entre personnes de sexes différent est ramené à 100%.

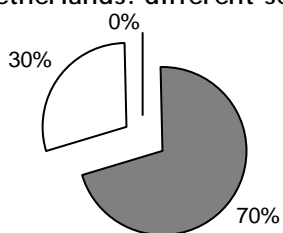
	Mariage civil		Partenariat enregistré		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Pays-Bas	20 pts = 100%	20 pts = 100%	20 pts = 100%	20 pts = 100%	14 pts = 70%	14 pts = 70%
Belgique	27 pts = 100%	27 pts = 100%	15 pts = 56%	15 pts = 56%	11 pts = 41%	11 pts = 41%
France	24 pts = 100%	0 pt = 0%	13 pts = 54%	13 pts = 54%	11 pts = 46%	11 pts = 46%
Allemagne	19 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	19 pts = 100%	5 pts = 26%	4 pts = 21%
Danemark	21 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	21 pts = 100%	9 pts = 43%	9 pts = 43%
Norvège	21 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	21 pts = 100%	18 pts = 86%	18 pts = 86%
Suède	24 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	22 pts = 92%	21 pts = 87%	19 pts = 79%
Islande	20 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	20 pts = 100%	14 pts = 70%	9 pts = 45%
Finlande	20 pts = 100%	0 pt = 0%	0 pt = 0%	18 pts = 90%	13 pts = 65%	12 pts = 60%

Graphique circulaire fondé sur le tableau C : autres conséquences juridiques

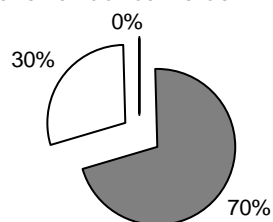
Code-couleurs utilisé : (LLC = niveau de conséquences juridiques)

- 1  LLC de *la cohabitation informelle*
- 2  complément LLC du *partenariat enregistré* (1 + 2 = LLC du partenariat enregistré)
- 3  complément LLC du *mariage civil* (1 + 2 + 3 = LLC du mariage civil)
- 4  Part du LLC dont sont exclus les couples de même sexe

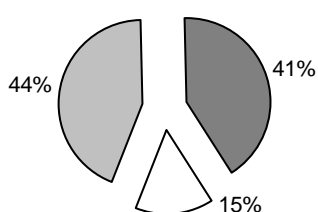
Netherlands: different-sex



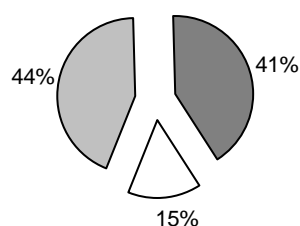
Netherlands: same-sex



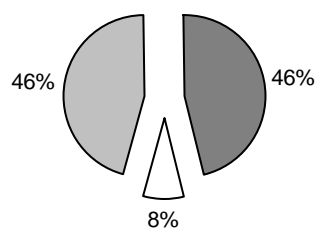
Belgium: different-sex



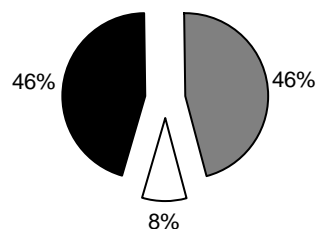
Belgium: same-sex



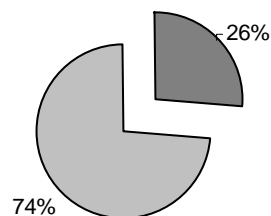
France: different-sex



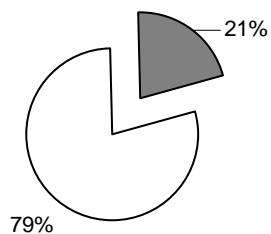
France: same-sex



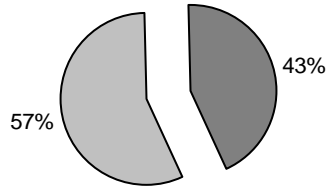
Germany: different-sex



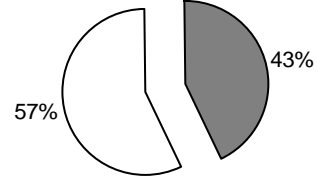
Germany: same-sex



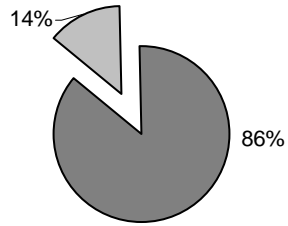
Denmark: different-sex



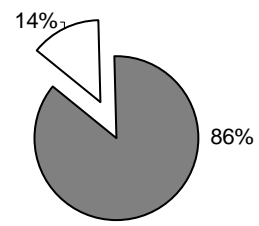
Denmark: same-sex



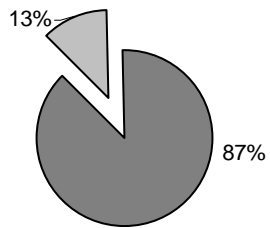
Norway: different-sex



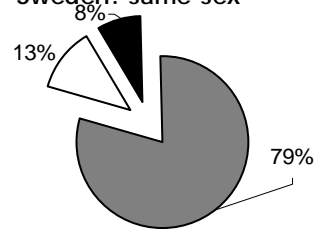
Norway: same-sex



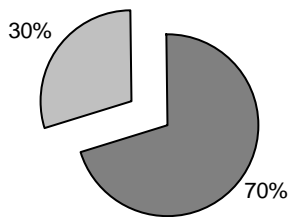
Sweden: different-sex



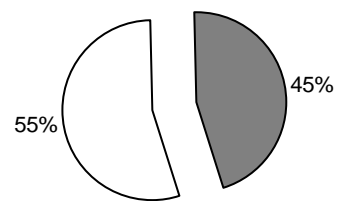
Sweden: same-sex



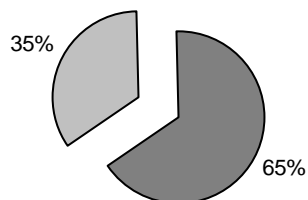
Iceland: different-sex



Iceland: same-sex



Finland: different-sex



Finland: same-sex

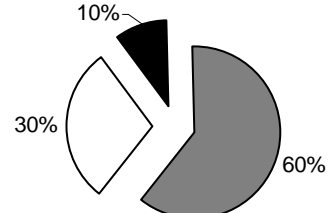


Tableau D (Comparatif) : Types de discriminations interdites dans la législation antidiscriminatoire

	Entre partenaires mariés et partenaires enregistrés	Entre partenaires mariés et partenaires cohabitants	Entre partenaires enregistrés et partenaires cohabitants	Entre partenaires de même sexe et partenaires de sexe différent (avec le même statut)
1. Relatives au logement	BEL, DNK, ICE, FIN, FRA, NLD, NOR, SWE	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE
2. Relatives à l'assurance vie	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE
3. Relatives à l'assurance maladie	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE
4. Relatives à la procréation médicalement assistée	BEL, NLD FIN, FRA	BEL, NLD FIN, FRA	BEL, NLD FIN, FRA	BEL, NLD FIN
5. Relatives à d'autres biens et services	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, FIN, FRA, NLD	BEL, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE
6. Relatives à la pension du partenaire survivant	BEL, DNK, FIN, ICE, NOR, SWE NLD (FRA?)	BEL (SWE) (FRA?)	BEL (SWE) (FRA?)	BEL, DNK, ICE, NLD, NOR, SWE (FIN) (DEU?), (FRA?)
7. Relatives aux prestations liées à l'emploi et dont bénéficie le conjoint	BEL, DNK, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE FIN (DEU)	BEL, FRA, NLD (FIN), (SWE)	BEL, FRA, NLD (FIN), (SWE)	BEL, DNK, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE FIN (FRA) (DEU?)

Tableau E (Comparatif) : Types de couples répondant aux conditions requises

		Mariage civil		Partenariat enregistré	
		Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Résident et de nationalité du pays concerné avec :	1. Résident et de nationalité du pays concerné	TOUS	BEL, NLD	BEL, FRA, NLD	TOUS
	2. Non résident et de nationalité du pays concerné	TOUS	BEL, NLD	NLD FRA (BEL?)	DEU, DNK, FIN, NLD, NOR, SWE FRA (BEL?)
	3. Résident étranger	TOUS	BEL, NLD	FRA, NLD (BEL?)	DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, NOR, SWE (BEL?)
	4. Non-résident et étranger	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, NLD, SWE ICE, NOR	BEL, NLD	NLD FRA (BEL?)	DEU, DNK, FIN, NLD, SWE FRA, NOR (BEL?)
Non-résident et de nationalité du pays concerné avec :	5. Non résident et de nationalité du pays concerné	BEL, DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, NOR, SWE	BEL, NLD	NLD (BEL?)	DEU, NLD (BEL?)
	6. Résident étranger	TOUS	BEL, NLD	NLD FRA (BEL?)	DEU, NLD FRA, NOR, SWE (DNK), (FIN) (BEL?)
	7. Non-résident et étranger	BEL, DEU, DNK, FIN, NLD, SWE ICE, NOR	BEL, NLD	NLD (BEL?)	DEU, NLD (BEL?)
Résident étranger avec:	8. Résident étranger	TOUS	BEL, NLD	FRA, NLD (BEL?)	DEU, FRA, NLD DNK, FIN, NOR, SWE (ICE) (BEL?)
	9. Non-résident étranger	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, NLD, SWE ICE, NOR	BEL, NLD	NLD FRA (BEL?)	DEU, NLD FRA, NOR, SWE (FIN) (BEL?)
Non-résident étranger avec:	10. Non-résident étranger	BEL, DEU, DNK, SWE FIN, ICE, NOR	(BEL)	(BEL?)	DEU (BEL)
11. Entre frères et sœurs		(SWE)		BEL	BEL (SWE)
12. Entre un parent et un enfant		(SWE)		BEL	BEL (SWE)

Tableau F (Comparatif) : Autorité habilitée à fonder un mariage ou un partenariat enregistré

	Mariage civil		Partenariat enregistré	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Etat-civil	BEL, DEU, FIN, FRA, NLD	BEL, NLD	BEL, NLD	BEL, FIN, NLD, DEU
2. Collectivité locale	DNK			DNK, DEU
3. Eglise	DNK, FIN, ICE, NOR, SWE			
4. Tribunal	FIN, SWE		FRA	FIN, FRA, SWE
5. Devant un agent privé mandaté	SWE (NOR)			SWE (NOR)
6. Devant notaire	NOR			NOR, DEU
7. Devant un magistrat administratif	ICE			ICE, DEU

Tableau G (Comparatif) : Modalités de rupture du mariage et du partenariat enregistré

	Mariage civil		Partenariat enregistré	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Décision de justice (sur demande conjointe ou individuelle)	BEL, DEU, DNK, FIN, FRA, ICE, NLD, SWE NOR	BEL, NLD	NLD	DEU, DNK, FIN, ICE, NLD, SWE NOR
2. Par volonté conjointe des partenaires (sans recours au tribunal)	<i>(BEL), (NLD)</i>	<i>(BEL), (NLD)</i>	BEL, FRA, NLD	BEL, FRA, NLD
3. Par volonté unilatérale (sans recours au tribunal)			BEL, FRA	BEL, FRA
4. Par conversion du mariage en partenariat enregistré et réciproquement (sans recours au tribunal)	NLD <i>(FIN)</i>	NLD	NLD	NLD <i>(FIN)</i>
5. Lorsque l'un des partenaires se marie avec une tierce personne (ou enregistre un partenariat avec une tierce personne)			BEL, FRA	BEL, FRA <i>(DEU?)</i>
6. Par substitution du partenariat en mariage et réciproquement			BEL, FRA,	BEL, FRA
7. Par décision administrative (sur demande conjointe ou unilatérale)	DNK, NOR ICE			DNK, NOR ICE

Niveaux de conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires de sexe différent et de même sexe:

Analyse comparative

Kees Waaldijk¹

Introduction

Cette étude introduit le concept de "niveaux de conséquences juridiques" (levels of legal consequences, LLC) servant d'outil pour une analyse comparative du mariage civil, du partenariat enregistré et de la cohabitation informelle (de couples de sexe différent ou de même sexe) dans un certain nombre de pays². 33 conséquences juridiques possibles de ces types de relations ont été examinées pour neuf pays, (Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Islande, Norvège, Pays-Bas et Suède)³.

En se basant sur les neuf chapitres nationaux, et sur la Vue d'ensemble comparative⁴ des informations recueillies dans chaque pays, ce chapitre vise à une première analyse comparative des données. En premier lieu, nous aborderons le caractère juridique du mariage civil, du partenariat enregistré et de la cohabitation informelle⁵, en nous inspirant largement des données qui se trouvent dans les tableaux comparatifs de la Vue d'ensemble comparative. En deuxième lieu, nous porterons notre attention sur les niveaux de conséquences juridiques que l'on rencontre pour chaque type de relation. Nous nous inspirerons alors des données des *tableaux de niveau* et des *graphiques circulaires* de la Vue d'ensemble comparative. En troisième lieu, nous nous interrogerons sur ce que cela nous enseigne sur l'exclusion (et l'inclusion) légale des couples de même sexe. Enfin, nous formulerons des hypothèses sur la façon dont les différents niveaux de conséquences juridiques pourraient expliquer les différences dans la fréquence des partenariats enregistrés dans les neuf pays.

Le caractère juridique du mariage

Cette étude s'intéresse au mariage civil (ainsi qu'au partenariat enregistré et à la cohabitation informelle) en tant qu'institution juridique. Cela signifie que d'autres aspects du mariage (sociaux, psychologiques, religieux, économiques...) sont laissés de côté. En tant qu'institution juridique, le mariage peut être décrit comme une forme de partenariat entre deux personnes créé par un acte formel d'enregistrement et dont résultent un certain nombre de droits et d'obligations légales (de droits et d'obligations à la fois entre les partenaires et entre les partenaires et autrui, y compris l'Etat). La loi établit des *conditions* qui doivent être remplies par les deux personnes voulant se marier, régit les *procédures* à suivre pour former un mariage ou y mettre fin, et indique quelles *conséquences juridiques* découlent d'un mariage.

Ces caractéristiques de la loi et du mariage se retrouvent dans chacun des neufs pays observés. En effet, l'enquête montre de grandes similarités entre les neuf pays pour ce qui est des conditions, des procédures et des conséquences juridiques du mariage.

Dans tous les pays exceptés la Belgique et les Pays-Bas, une des conditions du mariage est que les partenaires soient de sexe différent. Cette condition n'a été supprimée que récemment en Belgique (2003) et aux Pays-Bas (2001). Dans chacun des neuf pays, une condition est qu'un partenaire ne peut être une sœur, un frère, un parent ou un enfant de l'autre partenaire (voir E11 et E12)⁶. Cette condition s'applique également aux mariages

¹ Dr. C. Waaldijk (c.waaldijk@law.leidenuniv.nl) est maître de conférences au E.M. Meijers Institute of Legal Studies, Universiteit Leiden, Pays-Bas (www.emmeijers.nl/waaldijk).

² Pour une discussion des différentes approches dans la littérature juridique sur les façons de catégoriser et de nommer les différents types de relations, voir : Kees Waaldijk, 'Others may follow: the introduction of marriage (and quasi-marriage or marriage) for same-sex couples in European countries', 38 *New England Law Review* 2004, pp.569-589 (disponible online sur www.emmeijers.nl/waaldijk).

³ Voir le chapitre d'introduction de ce rapport.

⁴ La Vue d'ensemble comparative se situe juste avant cette Analyse Comparative.

⁵ Signalons que dans un souci de clarté, les distinctions faites dans les chapitres nationaux et dans la Vue d'ensemble comparative entre 'oui' et 'oui, mais' et entre 'non' et 'non, mais' sont en grande partie ignorées dans les paragraphes sur le caractère juridique du mariage, du partenariat enregistré et de la cohabitation.

⁶ Toutes les références (comme ici 'E11') font référence aux éléments correspondants dans les chapitres nationaux et dans les tableaux comparatifs de la Vue d'ensemble comparative.

entre personnes de même sexe en Belgique et aux Pays-Bas. Concernant les non-résidents et les étrangers, les neuf pays sont plutôt libéraux. Seule la France exige qu'au moins l'un des partenaires soit résident (voir E5, E7 et E10). Aux Pays-Bas (et en Belgique pour les mariages entre personnes de même sexe), au moins l'un des partenaires doit être un ressortissant ou un résident (voir E10). Dans tous les autres pays, (et en Belgique pour les mariages entre personnes de sexe différent) ni la citoyenneté ni la résidence ne sont requises.

Entre les neuf pays, les similarités quant aux procédures sont également considérables. Dans chacun des neuf pays, un mariage est formé devant une autorité publique (voir F1, F2, F4, F6 et F7). Toutefois, dans les cinq pays nordiques, un mariage civil entre personnes de sexe différent peut également être formé à l'église (voir F5), ce qui n'est pas possible en Allemagne, en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Dans chacun des neuf pays, on peut mettre fin à un mariage au tribunal. (voir G1). Toutefois, au Danemark, en Islande, en Norvège et aux Pays-Bas, on peut également y mettre fin hors du tribunal (si certaines conditions sont remplies, voir G4 et G7).

Il existe de grandes similarités entre les pays sur les conséquences juridiques liées au mariage⁷. Pourtant, des 33 conséquences juridiques considérées dans cette étude, 12 seulement s'appliquent au mariage entre personnes de sexe différent dans chaque pays⁸, et une seulement dans aucun pays (B10, impact positif de la relation sur la sécurité sociale de base). Une conséquence s'applique dans un seul pays, la Suède (B14, impôts fonciers plus élevés) ; cinq conséquences s'appliquent dans tous les pays sauf un⁹. Pour ce qui est de l'applicabilité des conséquences juridiques, les variations entre les pays concernent surtout l'autorité parentale et l'adoption individuelle (A3 et A6), les biens et les dettes communs, (B1, B2 et B4), la fiscalité (B7, B8 et B15), l'assurance maladie publique et la retraite (B9, B11, B12 et B17), la protection contre les violences domestiques (C5), et l'obligation de relations sexuelles (C9).

En Belgique comme aux Pays-Bas, les conséquences du mariage de même sexe sont presque les mêmes que celles du mariage de sexe différent ; la différence principale entre les deux pays est que l'adoption conjointe et l'adoption des enfants du partenaire (A4 et A5) ne sont pas possibles pour les conjoints de même sexe en Belgique. Dans aucun des deux pays, la conjointe de la mère ne devient automatiquement parent légal du nouveau-né (A1).

Le caractère juridique du partenariat enregistré

Une forme de partenariat enregistré a été introduite dans chacun des neuf pays¹⁰, où il est conçu comme une institution légale *plus ou moins analogue* au mariage¹¹. Il peut donc également être caractérisé comme une forme de partenariat entre deux personnes créé par un acte formel d'enregistrement et dont résultent un certain nombre de droits et d'obligations légales (de droits et d'obligations, à la fois entre les partenaires et entre les partenaires et autrui, y compris l'Etat)¹². Il serait intéressant d'examiner dans quelle mesure les aspects non-juridiques du partenariat enregistré (sociaux, psychologiques, économiques, religieux, etc.) sont également analogues à ceux du mariage, mais cela dépasse le champ de cette étude.

Comme le droit du mariage, les règles légales du partenariat enregistré mettent l'accent sur les *conditions* à remplir par les deux personnes voulant enregistrer leur partenariat, sur les *procédures* à suivre pour fonder un partenariat enregistré ou y mettre fin, et sur les conséquences juridiques qui en résultent. Sur ces trois aspects, l'étude révèle des similarités importantes entre les neuf pays, même si elles sont moindres que celles concernant le mariage.

Partout sauf en France, en Belgique et aux Pays-Bas, une des conditions du partenariat enregistré est que les partenaires soient du même sexe. A l'origine, (Danemark, 1989 ; Norvège, 1993 ; Suède, 1995 ; Islande, 1996) le partenariat enregistré est destiné à des couples *n'ayant pas le droit* de se marier parce que le mariage exige des partenaires de sexe différent. Des législations plus récentes sur le partenariat enregistré aux Pays-Bas (1998), en France (1999) et en Belgique (2000) sont destinées non seulement à des couples de même sexe, mais aussi à des couples de sexe différent ne voulant pas se marier. Toutefois, les deux lois les plus récentes sur le partenariat enregistré (Allemagne, 2001 ; Finlande, 2002) exigent de nouveau que les partenaires soient du même sexe. Dans la plupart des pays, comme pour le mariage, un partenaire ne peut être une sœur, un frère, un parent ou un enfant de l'autre partenaire. La seule exception est la Belgique, où des partenariats intergénérationnels et entre frères et sœurs peuvent aussi être enregistrés (voir E11 et E12).

Pour ce qui est des non-résidents et des étrangers, certains pays sont aussi libéraux dans le partenariat enregistré que dans le mariage (Allemagne et Pays-Bas), mais la plupart (en particulier l'Islande, le Danemark,

⁷ Rappelons que pour les besoins de l'étude, nous présupposons toujours que les conjoints mariés ou enregistrés vivent ensemble, même lorsque ce n'est pas requis par la loi.

⁸ Les douze conséquences sont : A1, A2, A4, A5, A7, B3, B5, B6, B13, C2, C7 et C8.

⁹ Les cinq conséquences sont : B16 et C3, pas en Norvège, C1, pas en Islande, C4, pas en France, et C6, possiblement pas en Allemagne.

¹⁰ C'est la raison pour laquelle ces neuf pays ont été choisis.

¹¹ Nous y reviendrons plus longuement à la fin de ce paragraphe.

¹² Sur la ligne de démarcation entre partenariat "enregistré" et cohabitation "informelle", voir également les introductions aux chapitres sur la Belgique et l'Islande en annexe.

la Finlande et peut-être la Belgique) sont plus restrictifs (voir E2 et de E4 à E10). Il est à noter que dans plusieurs pays, les conditions concernant les non-résidents et/ou les étrangers ont été rendues plus libérales quelques années après l'introduction du partenariat enregistré (Danemark, Norvège, Suède, Pays-Bas, Islande et peut-être Belgique).

Dans aucun pays, un partenariat enregistré ne peut être conclu dans une église, même dans les cinq pays nordiques, où l'on peut se marier à l'église (voir F3). Le partenariat enregistré peut être formé devant une autorité publique (voir F1, F2, F4, F6 et F7). Dans la plupart des pays, l'enregistrement du partenariat et le mariage relèvent de la même autorité publique. Toutefois, en France, l'enregistrement du partenariat ne peut se faire qu'au tribunal (voir F4), et en Allemagne, l'autorité compétente pour l'enregistrement varie d'un *Land* à l'autre.

De la même façon, dans la plupart des pays, la procédure pour mettre fin à un mariage (voir plus haut) s'applique aussi au partenariat enregistré. En Belgique et en France, toutefois, des procédures différentes s'appliquent (contrat mutuel, déclaration unilatérale, mariage entre les partenaires enregistrés ou mariage d'un des partenaires avec quelqu'un d'autre ; voir G2, G3, G5 et G6). Aux Pays-Bas, les procédures s'appliquant ordinairement pour un divorce au tribunal s'appliquent également, mais les partenaires enregistrés peuvent aussi choisir de dissoudre leur partenariat par contrat mutuel (G2) ou en le transformant en un mariage (G4). Il est intéressant de constater que les trois pays à disposer de l'éventail le plus large de moyens non-judiciaires de mettre fin à un partenariat enregistré (Belgique, France et les Pays-Bas) sont également ceux qui autorisent les couples de sexe différent à enregistrer leur partenariat.

Les conséquences juridiques du partenariat enregistré¹³ sont les plus proches de celles du mariage aux Pays-Bas, où seule la présomption de paternité (A1) ne s'applique pas, et en Suède, où cette présomption ne s'applique pas non plus et où le don d'organe entre partenaires enregistrés vivants (C7) n'est peut-être pas autorisé. Les conséquences sont également très similaires en Finlande, où seules la présomption de paternité (A1), l'adoption conjointe et l'adoption des enfants du partenaire (A4 et A5), et l'utilisation du nom de famille du partenaire (C1) sont exclues¹⁴, et au Danemark, en Islande et en Norvège, où la présomption de paternité (A1), la procréation médicalement assistée (A2), et l'adoption conjointe (A5) sont exclues¹⁵.

La liste de conséquences juridiques du mariage à ne pas découler du partenariat enregistré est un peu plus longue en Allemagne : en plus de la paternité, de la procréation, de l'adoption conjointe et de l'adoption des enfants du partenaire¹⁶, le statut de famille d'accueil (A7) n'est normalement pas possible pour les partenaires enregistrés ; en outre, le partenaire survivant ne bénéficie pas de pension de réversion (B12) ni d'une réduction substantielle des droits de succession (B13).

Les listes en France et en Belgique sont encore plus longues. En plus des exceptions mentionnées pour les autres pays¹⁷, les partenaires enregistrés en France n'ont droit ni à l'héritage en l'absence de testament (B6) ni à la citoyenneté (C3) et ne sont pas automatiquement considérés comme plus proche parent pour des besoins médicaux. (C6). En Belgique, en plus de certaines des exceptions susmentionnées¹⁸, la liste contient également les biens et les dettes communs, la pension alimentaire (B1, B2 et B3), un impact positif sur la retraite (B11), le droit de refuser de témoigner contre le partenaire (C4), et l'obligation de relations sexuelles (C9) ; jusqu'à fin 2004, la liste contenait également des impacts positifs et négatifs sur l'impôt sur le revenu (B8 et B15).

Les trois pays qui ont autorisé le partenariat enregistré aux couples de sexe différent font très peu de différences entre les partenariats de même sexe et de sexe différent. Les principales différences se rencontrent en France, où la procréation médicalement assistée (A2) et peut-être le statut de famille d'accueil (A7) sont seulement possibles pour les partenaires enregistrés de sexe différent.

Nous avons affirmé plus haut que dans les neuf pays, le partenariat enregistré est conçu comme *plus ou moins analogue* au mariage. Nous avons vu qu'au niveau de *conditions* d'accès requises, le partenariat enregistré est le plus analogue au mariage en Allemagne et aux Pays-Bas, et le moins analogue en Belgique, au Danemark, en Finlande et en Islande. Concernant les *procédures* d'accès, le partenariat enregistré est complètement analogue au mariage en Belgique et aux Pays-Bas, et le moins analogue en France. Concernant les procédures de sortie, l'analogie est totale en Allemagne et dans les pays nordiques, et la plus petite en Belgique et en France. Enfin, pour les *conséquences juridiques*, l'analogie entre mariage et partenariat enregistré est la plus grande aux Pays-Bas et dans les pays nordiques, et la plus petite en Belgique et en France.

Dans la plupart des pays, l'analogie entre mariage et partenariat enregistré est encore renforcée par l'interdiction de la discrimination. Dans tous les pays sauf en Allemagne, la discrimination entre partenaires mariés et enregistrés est illégale en ce qui concerne le logement, les assurances et de nombreux autres

¹³ Rappelons que pour les besoins de l'étude, nous présupposons toujours que les conjoints mariés ou enregistrés vivent ensemble, même lorsque ce n'est pas requis par la loi. Nous présupposons donc aussi que toutes les conséquences légales de la cohabitation informelle s'appliquent au partenariat enregistré.

¹⁴ Il est à noter qu'en Finlande (et en Allemagne), l'adoption individuelle (A6) est possible pour les partenaires enregistrés mais pas pour les individus mariés.

¹⁵ Ceci sans prendre en compte les nuances entre 'oui' et 'oui, mais', par exemple (voir plus haut).

¹⁶ Voir A1, A2, A4 et A5. Voir également la note précédente.

¹⁷ Surtout A1, A4, A5, C1 et C7, et seulement pour les partenaires enregistrés de même sexe : A2 et peut-être A7.

¹⁸ A savoir : A1, A4, A5, B6, C1 et C3.

services (D1, D2, D3 et D5), et la plupart des prestations liées à l'emploi dont bénéficie le conjoint (D6 and D7)¹⁹. En ce qui concerne la procréation médicalement assistée, la discrimination entre une femme mariée et enregistrée n'est illégale qu'en Finlande, France, Belgique et aux Pays-Bas (voir D4).

Le caractère juridique de la cohabitation informelle

On ne peut plus dire, en tout cas dans les pays étudiés, que la loi ne se préoccupe plus des cohabitants informels. Dans tous ces pays, donc, la loi établit que quand certaines *conditions* sont remplies, un certain nombre de *conséquences juridiques* découlent du fait que deux personnes vivent ensemble de façon informelle. Dans la plupart des pays, il n'y a pas de *procédures* spécifiques à suivre pour qu'un couple en cohabitation soit reconnu légalement. La principale exception est l'Islande, où pour les besoins de certaines lois spécifiques, les couples cohabitants de sexe différent doivent s'enregistrer auprès de l'Etat Civil²⁰. Toutefois, pour les besoins de notre enquête, cette "cohabitation enregistrée" reste considérée comme une forme de cohabitation informelle. Une raison en est que le partenariat n'est pas *créé* mais seulement reconnu par l'acte d'enregistrement. Dans le paragraphe qui précède, le terme de "partenariat enregistré" est réservé aux formes de partenariat "créé[es] par un acte formel d'enregistrement". Il est à noter que dans plusieurs autres pays, les couples cohabitants peuvent également être tenus de déclarer officiellement qu'ils cohabitent effectivement, qu'ils partagent un foyer, qu'ils ont une adresse commune, ou autre chose de ce type. Une telle déclaration ne veut pas dire que leur partenariat tombe dans la catégorie du "partenariat enregistré". A l'inverse, le statut relationnel appelé en Belgique "*cohabitation légale*" est créé par un acte d'enregistrement et n'est donc pas considéré dans notre enquête comme une forme de cohabitation informelle.

L'absence de *procédures* spécifiques d'accès à la cohabitation informelle se retrouve dans l'absence de règles législatives spécifiques sur la manière d'en sortir. Pour cette raison, les tableaux F et G ne traitent pas de la cohabitation informelle.

Il aurait été impossible dans le cadre de cette étude de donner une perspective complète des *conditions* à remplir pour que la cohabitation informelle d'un couple soit reconnue par la loi. La raison principale en est que non seulement ces conditions varient d'un pays à l'autre, mais aussi d'une loi à l'autre. De plus, certaines conséquences juridiques ont souvent été étendues à la cohabitation informelle à la suite de pratiques administratives en usage ou de jurisprudences, et il n'est pas toujours clair dans ces circonstances de savoir quelles en sont les conditions. Dans les chapitres par pays, on constate qu'il est rarement requis un contrat écrit ou un contact sexuel entre les partenaires, et qu'il est seulement occasionnellement requis qu'ils aient un enfant ensemble. Des conditions plus fréquentes sont que la cohabitation dure depuis un certain temps, et évidemment que les partenaires aient une adresse ou un ménage communs. Pour de plus amples détails, nous vous invitons à consulter les chapitres nationaux.

L'angle le plus riche pour étudier la reconnaissance légale de la cohabitation informelle est celui des conséquences juridiques. Dans chacun des neuf pays, certaines des conséquences juridiques du mariage ont été rattachées à la cohabitation informelle des couples de sexe différent et de même sexe. Les différences concernant ces conséquences sont significativement plus importantes d'un pays à l'autre que pour les conséquences juridiques du mariage ou du partenariat enregistré.

Le pays ayant le moins de conséquences juridiques liées à la cohabitation informelle est l'Allemagne, où elle peut avoir un impact négatif sur la sécurité sociale de base (B16), où le cohabitant survivant peut bénéficier du maintien dans le logement commun (C8), et où les cohabitants ont peut-être droit à la procréation assistée (A2) et sont peut-être considérés comme plus proche parent pour des besoins médicaux (C6)²¹. En Belgique et en France, la liste des conséquences juridiques de la cohabitation informelle est plus longue et inclut dans les deux pays : droit d'être famille d'accueil (A7), dédommagement en cas de décès accidentel mettant en cause la responsabilité d'un tiers (B5), couverture du partenaire par l'assurance maladie publique (B9), protection contre la violence domestique (C5), en Belgique, un permis de résidence pour le partenaire étranger (C2), et en France l'obligation de relations sexuelles (C9). La liste est beaucoup plus longue dans les cinq pays nordiques, notamment en Suède qui, comme les Pays-Bas, attribue le plus de conséquences à la cohabitation informelle. Dans ces deux pays, les différences principales demeurant entre le mariage et la cohabitation ont trait à la paternité (A1), à la pension alimentaire, (B3), à l'héritage en l'absence de testament, (B6) et au nom de famille (C1). On peut également ajouter en Suède l'adoption des enfants du partenaire et l'adoption conjointe (A4 et A5) et aux Pays-Bas, les biens et les dettes (B1 et B2) et le droit de refuser de témoigner contre le partenaire (C4).

Dans la plupart des pays, la cohabitation informelle n'entraîne que peu de conséquences juridiques en moins pour les cohabitants de même sexe que pour ceux de sexe différent. L'essentiel des différences se situe dans le domaine parental. La seule exception est l'Islande, où les cohabitants de même sexe ont seulement droit au

¹⁹ Dans tous les pays sauf en Allemagne et en France, cette interdiction de la discrimination au travail s'étend à la pension de réversion (D6).

²⁰ Voir l'introduction du chapitre sur l'Islande.

²¹ Outre évidemment la possibilité d'adoption individuelle (A6).

statut de famille d'accueil (A7), au don d'organe (C7), et au maintien dans le logement commun après le décès du partenaire, (C8)²² alors que les cohabitants de sexe différent ont droit à beaucoup plus²³.

En général, il n'est pas illicite pour un employeur ou un fournisseur de services de faire une distinction entre des cohabitants et des partenaires mariés ou enregistrés. Concernant le logement, les assurances et autres services, une telle discrimination est seulement interdite en Finlande, en France, en Belgique et aux Pays-Bas (D1 à D5). Et concernant la plupart des prestations liées à l'emploi dont bénéficie le conjoint, seuls la France, la Belgique et les Pays-Bas interdisent une telle discrimination (D6 et D7)²⁴.

Les niveaux de conséquences juridiques du mariage civil

Dans le cadre restreint de cette étude (33 seulement des conséquences juridiques du mariage sur plusieurs centaines ont été prises en compte ; et pour chacune, seuls cinq codes-réponses étaient disponibles), nous sommes efforcés de quantifier les niveaux de conséquences juridiques de chaque type de statut relationnel. Cette quantification introduit naturellement une limite supplémentaire : chacune des 33 conséquences juridiques pèse du même poids dans le calcul, et les cinq codes-réponses sont grossièrement traduits en zéro point pour la réponse "non", un point la réponse "non, mais" ou "douteux", deux points pour "oui, mais", et trois points pour "oui". Cela étant, un certain nombre de conclusions générales peuvent être tirées des niveaux de conséquences juridiques (levels of legal consequences, LLC) tels qu'ils sont représentés dans les tableaux de niveau et les graphiques circulaires de la Vue d'ensemble comparative.

Le premier résultat frappant est que dans aucun pays le niveau de conséquences juridiques du mariage entre personnes de sexe différent n'approche le maximum possible de $3 \times 33 = 99$ points. Il semblerait que ce soit en Belgique et en France que le mariage de sexe différent ait le niveau le plus élevé de conséquences, mais dans les deux cas il n'arrive qu'à 76 points (voir le tableau comparatif O). Dans les autres pays, le niveau est encore plus bas, du Danemark (61 points) à l'Allemagne (65 points) en passant par la Finlande et la Suède (64 points)²⁵. Il n'y a clairement aucun consensus européen sur le niveau précis de conséquences (et sur les conséquences elles-mêmes) que la loi doit attribuer au mariage. Les différences entre les pays sont faibles concernant les conséquences parentales et les conséquences matérielles en droit privé (voir les tableaux A and B, partie 1), mais assez importantes concernant les conséquences matérielles en droit public (tableau B, parties 2 et 3) et les autres conséquences (tableau C).

Pour pouvoir comparer les pays de façon satisfaisante, le niveau de conséquences juridiques a été traduit de points en pourcentage, avec le nombre total de points pour le mariage de sexe différent dans chaque pays défini comme 100%. Cela permet de conclure qu'aux Pays-Bas, le niveau de conséquences juridiques (ci-après : LLC) du mariage de même sexe est de 96%, alors qu'en Belgique il n'est que de 88%²⁶. Autrement dit, 4% du LLC du mariage de sexe différent aux Pays-Bas ne s'applique pas au mariage de même sexe. Ces 4% sont représentés par un secteur noir dans le graphique sur les Pays-Bas (voir les *graphiques* basés sur le tableau O)²⁷. Pour la Belgique, 12% du LLC du mariage de sexe différent ne s'applique pas au mariage de même sexe ; le secteur noir dans le graphique pour la Belgique est par conséquent plus grand²⁸.

Les graphiques basés sur le tableau A montrent encore plus de noir, pour les Pays-Bas comme pour la Belgique. Cela illustre que le LLC ne s'appliquant pas au mariage de même sexe est beaucoup plus important par rapport à la parentalité que par rapport aux conséquences matérielles et autres. En réalité, aux Pays-Bas comme en Belgique, le LLC pour le mariage de même sexe est de 100% pour les conséquences matérielles et pour les autres conséquences (voir les tableaux de niveau B et C).

Comme le mariage de même sexe n'est pas possible dans les sept autres pays, il n'y a pas de LLC du mariage de même sexe dans ces pays (ce qui est représenté par un LLC de "0%" dans les tableaux).

Les niveaux de conséquences juridiques de la cohabitation informelle

Il vaut mieux lire les graphiques circulaires de la Vue d'ensemble comparative dans le sens des aiguilles d'une montre, en commençant donc par le secteur vert. Celui-ci représente le LLC de la cohabitation informelle.

²² Outre évidemment la possibilité d'adoption individuelle (A6).

²³ Voir A2, A3, A4, A5, B5, B7, B8, B13, B16, B17, C2 et C3.

²⁴ Cette interdiction de discrimination dans le domaine de l'emploi ne s'étend qu'en Belgique à la pension de réversion au partenaire survivant (D6).

²⁵ On peut observer que le nombre de points pour le mariage dans ces quatre pays est inférieur au nombre de points (67) pour le partenariat enregistré aux Pays-Bas.

²⁶ Cela signifie qu'en Belgique, le LLC du mariage de même sexe est inférieur au LLC du partenariat enregistré aux Pays-Bas et en Suède (voir ci-dessous).

²⁷ Aux Pays-Bas, les conséquences du mariage de sexe différent ne s'appliquant pas pleinement au mariage de même sexe sont la présomption de paternité et l'adoption conjointe (d'un enfant venant d'un pays étranger) (voir A1 et A5 dans le chapitre sur les Pays-Bas).

²⁸ En Belgique, les conséquences ne s'appliquant pas au mariage de même sexe sont : la présomption de paternité, l'autorité parentale, l'adoption des enfants du partenaire et l'adoption conjointe (voir A1, A3, A4 et A5 dans le chapitre sur la Belgique).

Chaque graphique comporte un secteur gris foncé car dans tous les pays la cohabitation informelle (entre personnes de même sexe ou de sexe différent) comporte des conséquences juridiques, pas seulement dans le domaine des conséquences matérielles (voir les graphiques sur les trois parties du tableau B), mais aussi dans celui de la parentalité (A) et dans celui des "autres" conséquences (C). C'est un résultat important. Les neuf pays choisis pour cette étude l'ont été parce qu'ils avaient introduit une forme de partenariat enregistré, pas parce ils attribuent des conséquences juridiques à la cohabitation informelle, mais il se trouve que c'est également le cas. Il ne s'agit pas là d'une simple coïncidence : il semble raisonnable d'avancer que les pays qui reconnaissent la cohabitation informelle (entre personnes de même sexe) sont plus susceptibles d'introduire ensuite un partenariat enregistré (entre personnes de même sexe).

Toutefois, le LLC de la cohabitation informelle varie grandement d'un pays à l'autre, et d'un domaine à l'autre (et même, mais seulement en Islande, entre la cohabitation de même sexe et celle de sexe différent, voir plus haut). Pour la cohabitation de sexe différent, le LLC général (voir les graphiques sur le tableau O) est le plus élevé aux Pays-Bas et en Suède (75%)²⁹, suivis de l'Islande (63%), de la Norvège, de la Finlande et du Danemark (environ 55%), puis de la Belgique et de la France (environ 40%), et enfin de l'Allemagne (23%). Pour la cohabitation de même sexe, le LLC général est souvent à peine inférieur, sauf en Islande où le LLC de la cohabitation de même sexe (23%) dépasse à peine le tiers du LLC de la cohabitation de sexe différent. Seule l'Allemagne a un LLC inférieur pour la cohabitation de même sexe (17%).

Pour ce qui est du LLC de la cohabitation informelle, les pays diffèrent surtout quant aux conséquences matérielles en droit public (impôts et sécurité sociale) : on note une variation importante dans les graphiques basés sur les parties 2 et 3 du tableau B. Dans certains pays, la totalité ou presque des conséquences du mariage liées aux impôts et à la sécurité sociale s'appliquent aussi à la cohabitation (Pays-Bas, Danemark, Suède) ou au moins à la cohabitation entre personnes de sexe différent (Islande, Finlande). C'est également vrai en Allemagne et en Norvège, mais cela ne concerne que des conséquences négatives de la cohabitation de sexe différent ayant trait aux impôts et à la sécurité sociale (voir les graphiques sur le tableau B, partie 3). En Belgique et en France, dans le domaine des impôts et de la sécurité sociale, le LLC de la cohabitation est beaucoup plus bas ; c'est aussi vrai du LLC de la cohabitation de même sexe en Allemagne, en Norvège, en Islande et en Finlande.

Tous les pays hormis l'Allemagne accordent d'importantes conséquences parentales à la cohabitation de sexe différent (voir les graphiques sur le tableau A). Aux Pays-Bas, ce LLC atteint ainsi 86% et en Belgique, en France et dans les pays nordiques au moins 50% (26% en Allemagne). Cela reflète l'évolution qu'a connue la loi dans de nombreuses sociétés européennes en réaction au fait qu'un nombre croissant d'enfants naissent hors mariage. Pour ce qui est de la parentalité, le LLC pour la cohabitation de même sexe est seulement légèrement inférieur aux Pays-Bas, en Belgique, en Suède, en Finlande et en Allemagne, alors qu'ailleurs il est considérablement inférieur (en particulier en France en Islande). Pour la cohabitation de même sexe, le LLC de la parentalité est le plus bas en Allemagne, en France et en Islande (environ 20%), et le plus élevé aux Pays-Bas (81%) et en Finlande (67%).

Dans chacun des neuf pays, le niveau de conséquences juridiques de la cohabitation informelle s'est élevé avec le temps. Il n'existe nulle part de loi générale spécifiant les conséquences juridiques de la cohabitation. Même les lois générales sur la cohabitation en Suède (depuis 2003, suite à la réunion de plusieurs lois antérieures) et en Norvège (depuis 1991) s'intéressent surtout à la redistribution des biens après la séparation (B4) et au maintien dans le logement commun après le décès du partenaire. (C8).

Il est spécifié dans les tableaux de certains chapitres nationaux quand les législations ou les tribunaux ont commencé à considérer que certaines conséquences du mariage étaient applicables à la cohabitation (de sexe différent et/ou de même sexe). Il n'a pas été possible pour l'instant de décrire de façon exhaustive ce processus historique dans chaque pays. Les exemples les plus anciens relatifs à la cohabitation de même sexe remontent aux années 1970 : droits à l'immigration du partenaire (C2) en Suède et aux Pays-Bas, et droits locatifs (C8) aux Pays-Bas. Les exemples antérieurs ne concernent que la cohabitation de sexe différent : depuis 1965, elle peut avoir un impact négatif sur les versements de la sécurité sociale de base aux Pays-Bas (B16), un désavantage étendu à la cohabitation entre personnes de même sexe en 1987 ; et depuis 1970, les tribunaux français accordent un dédommagement au partenaire de sexe différent survivant en cas de décès accidentel mettant en cause la responsabilité d'un tiers (B5), un avantage étendu aux cohabitants de même sexe en 1995. Il est à noter qu'en France, la plupart des conséquences juridiques de la cohabitation s'appliquaient d'abord uniquement à la cohabitation entre personnes de sexe différent. Ce n'est qu'à partir de la loi de 1999 introduisant le partenariat enregistré que la plupart de ces conséquences furent étendues à la cohabitation entre personnes de même sexe. En Belgique, les exemples les plus anciens concernent le dédommagement en cas de décès accidentel mettant en cause la responsabilité d'un tiers (B5, depuis 1989 pour les cohabitants de sexe différent), la couverture du partenaire par l'assurance maladie publique (B9, depuis 1996), et l'immigration (C2, depuis 1997). L'exemple le plus ancien fourni pour la Norvège a aussi trait à l'immigration (C2, depuis 1990). En Allemagne, les droits locatifs (C8) furent reconnus pour les cohabitants de sexe différent en 1993, et pour ceux de même sexe en 2001 (au moment où le partenariat enregistré de même sexe fut introduit).

²⁹ Cela signifie qu'aux Pays-Bas et en Suède, le LLC de la cohabitation informelle est même supérieur au LLC du partenariat enregistré en Belgique, en France et en Allemagne (voir ci-dessous).

Après la première reconnaissance légale de la cohabitation informelle, le LLC de la cohabitation s'est élevé graduellement dans la plupart des neuf pays. On pourrait s'attendre à ce qu'il continue de progresser, même après l'introduction du partenariat enregistré.

Le niveau de conséquences juridiques du partenariat enregistré

Dans les graphiques de la Vue d'ensemble comparative, le LLC du partenariat enregistré est représenté à la fois par les secteurs gris foncés et blancs³⁰. Ce LLC est le plus haut aux Pays-Bas (96%) et en Suède (91%), suivis par la Finlande, la Norvège, l'Islande et le Danemark (environ 85%), et enfin par l'Allemagne (68%), la France (environ 60%) et la Belgique (environ 50%) ; voir le tableau O. Le LLC du partenariat enregistré aux Pays-Bas et en Suède dépasse le LLC du mariage entre personnes de même sexe en Belgique (88%) alors que le LLC du partenariat enregistré en Allemagne, en France et en Belgique est en dessous du LLC de la cohabitation informelle aux Pays-Bas (environ 75%) et en Suède (environ 70%).

Le LLC du partenariat enregistré aux Pays-Bas et dans les cinq pays nordiques est extrêmement élevé parce que du partenariat enregistré découlent presque toutes les conséquences du mariage. On peut donc caractériser le partenariat enregistré dans ces pays comme un "quasi-mariage"³¹. Le LLC plus bas du partenariat enregistré en Allemagne, en France et en Belgique indique que dans ces pays, le partenariat enregistré n'a qu'une partie limitée des conséquences du mariage. On peut donc caractériser le partenariat enregistré dans ces trois pays comme un "mariage"³². Il est à noter toutefois qu'en Allemagne et en France il existe des propositions et des projets d'élever le LLC du partenariat enregistré. Ainsi, dans plusieurs autres pays, le LLC du partenariat enregistré était au départ un peu inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. Dans ces pays, l'adoption par des partenaires enregistrés de même sexe (A4 et/ou A5) n'est devenue possible qu'après la promulgation de la législation subséquente (au Danemark en 1999, en Islande en 2000, aux Pays-Bas en 2001, en Norvège en 2002, en Suède en 2003). Aux Pays-Bas, en 2002, une autre législation subséquente assure automatiquement aux partenaires enregistrés l'autorité conjointe sur les enfants nés durant leur partenariat enregistré (A1 et A3). Il est tout à fait possible que le LLC du partenariat enregistré continue à progresser dans la plupart des pays, même après l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Le caractère de "quasi-mariage" du partenariat enregistré dans les pays nordiques et aux Pays-Bas apparaît encore plus clairement au vu du LLC de ce partenariat dans le domaine des conséquences *matérielles* (voir les tableaux B). En effet, celui-ci est le même que celui du mariage : 100%. En Allemagne, en Belgique et en France, par contre, le LLC du partenariat enregistré dans le domaine des conséquences matérielles est plus bas, en particulier pour les conséquences matérielles *positives* dans le droit *public* (voir le tableau B, partie 2) : 33% en Belgique, 41% en Allemagne et 58% en France. Ce n'est que pour les conséquences matérielles *negatives* dans le droit public que le LLC du partenariat enregistré est le même que celui du mariage en Allemagne et en France (100%).

Comme nous l'avons vu plus haut, les principales différences entre le partenariat enregistré et le mariage tendent à concerner les conséquences sur la *parentalité*, comme le montre le LLC dans ce domaine (voir le tableau A). Il est ainsi un peu plus bas aux Pays-Bas (86%), en Suède (76%) et en Finlande (67%), et beaucoup plus bas en Belgique (environ 55%), en Norvège, en Islande, en Allemagne, au Danemark (environ 40%)³³ et en France (17% pour les partenaires de même sexe et 50% pour ceux de sexe différent).

Pour les *autres* conséquences juridiques (voir le tableau C), le LLC du partenariat enregistré est de 100% aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Islande et aussi en Allemagne (ce qui indique qu'en Allemagne, le partenariat est déjà presque un "quasi-mariage"). Ce même LLC est un peu plus bas (environ 90%) en Finlande, où les partenaires enregistrés n'ont pas le droit de prendre le nom de famille de l'autre (C1), et en Suède où il n'est pas certain que le don d'organe entre des partenaires de sexe masculin soit autorisé (C7). En Belgique et en France, ce LLC est beaucoup plus bas (environ 55%).

Il n'y a qu'en Belgique, en France et aux Pays-Bas que le partenariat enregistré soit ouvert aux couples de sexe différent. Parmi ces pays, les Pays-Bas ont le même LLC (96%) pour les partenariats enregistrés de sexe différent et de même sexe. En Belgique et en France, le LLC un peu plus haut pour le partenariat enregistré entre personnes de sexe différent (voir le tableau O) ; cela est entièrement dû aux différences dans le domaine de la parentalité (voir le tableau A).

³⁰ Rappelons que pour les besoins de l'étude, nous présumons toujours que les conjoints mariés ou enregistrés vivent ensemble, même lorsque ce n'est pas requis par la loi. Nous présumons donc aussi que toutes les conséquences légales de la cohabitation informelle s'appliquent au partenariat enregistré.

³¹ Voir note 2 ci-dessus.

³² Idem.

³³ Au Danemark, exceptionnellement, le LLC du partenariat enregistré dans le domaine de la parentalité est plus bas que celui de la cohabitation informelle. La raison en est qu'un cohabitant informel peut adopter un enfant individuellement, ce qu'un partenaire enregistré ne peut faire (voir A6).

L'exclusion (et l'inclusion progressive) des couples de même sexe

Les couples de même sexe ont été traditionnellement exclus du mariage et des droits et obligations qui en résultent. Cette étude montre que dans aucun pays européen, cette exclusion n'a encore été complètement abolie, même si les neuf pays attribuent un nombre croissant des conséquences juridiques du mariage à la cohabitation informelle entre partenaires de même sexe, ont tous introduit une forme de partenariat enregistré plus ou moins analogue au mariage, et que deux de ces pays (les Pays-Bas et la Belgique) ont levé l'exclusivité hétérosexuelle du mariage.

Cette exclusion persistante des partenaires de même sexe des conséquences juridiques du mariage est représentée par les secteurs noirs dans les graphiques de la Vue d'ensemble comparative. Le niveau général de conséquences juridiques dont les couples de même sexe sont encore exclus (voir les graphiques sur le tableau O) est le plus élevé en France (45%) et en Allemagne (32%), est nettement inférieur au Danemark, en Islande, en Norvège, en Finlande et en Belgique (environ 15%), et est le plus bas en Suède (9%) et aux Pays-Bas (4%). Dans le domaine de la parentalité, (voir les graphiques sur le tableau A) le classement est similaire mais l'exclusion nettement plus élevée : 83% en France, 63% en Allemagne, environ 55% en Islande, au Danemark, en Norvège et en Belgique, 33% en Finlande, 24% en Suède et 14% aux Pays-Bas. Les partenaires de même sexe sont même exclus dans le domaine des conséquences *matérielles*, mais ce uniquement en Allemagne et en France (voir les graphiques basés sur le tableau B, partie 1 et 2). Ils demeurent également exclus dans le domaine des autres conséquences juridiques, mais seulement en France et dans une moindre mesure en Finlande et en Suède (voir les graphiques basés sur le tableau C).

Quels sont les principaux droits dont bénéficient les couples (mariés) de sexe différent mais dont sont exclus les couples de même sexe (qu'ils soient mariés, partenaires enregistrés ou simples cohabitants) ?

Dans tous les pays, les partenaires de même sexe ne peuvent devenir automatiquement les parents légaux de l'enfant né de l'un d'eux. (A1, une situation qui ne s'applique qu'aux couples lesbiens). En France, au Danemark, en Islande, en Norvège et peut-être en Allemagne, les femmes dans une relation lesbienne sont également exclues de la procréation médicalement assistée (A2). Dans tous les pays sauf en Suède et aux Pays-Bas, les partenaires de même sexe sont exclus de l'adoption conjointe (A5), et partout excepté en Suède de l'adoption conjointe si l'enfant vient d'un pays étranger (en théorie, l'un des moyens les plus faciles pour les hommes gays d'avoir des enfants). En Belgique, en France, en Allemagne et en Finlande, les partenaires de même sexe sont aussi exclus de l'adoption des enfants du partenaire (A4), et en Belgique et en France de toute possibilité d'obtenir la responsabilité ou l'autorité conjointe de l'enfant du partenaire (A3 et A4). L'adoption individuelle par une personne dans une relation de même sexe (au moins en théorie, lorsque certaines conditions strictes sont remplies) n'est exclue dans aucun des neuf pays (A6) ; cela est probablement aussi vrai de la possibilité pour les couples de même sexe de devenir parents d'accueil (A7).

En Allemagne et en France, les partenaires de même sexe sont exclus de la pension de réversion (B12), et doivent verser des droits de succession beaucoup plus élevés que des conjoints mariés de sexe différent (B13). En Finlande et en France, les partenaires de même sexe ne peuvent prendre le nom de famille de l'autre (C1). En France, le partenaire de même sexe d'un citoyen français n'a pas droit à la citoyenneté française (C3), les partenaires de même sexe ne sont pas considérés comme le plus proche parent de l'autre pour des besoins médicaux (C6), ils n'ont pas le droit d'effectuer de don d'organe à l'autre (C7), et sans testament, un partenaire de même sexe ne peut hériter de l'autre (B6).

L'exclusion des couples de même sexe ne concerne pas seulement les conséquences juridiques du mariage, mais aussi son statut, et des aspects procéduraux et cérémoniels de celui-ci. Le statut de couple marié n'est pas (encore) possible pour les couples de même sexe en France, en Allemagne et dans les cinq pays nordiques. Le statut inférieur de partenaires enregistrés est non seulement souligné par le niveau moindre de conséquences juridiques découlant du partenariat enregistré, mais aussi par le fait qu'en France et dans plusieurs *Länder* allemands, le Registre des naissances, des mariages et des décès n'est pas compétent pour célébrer un enregistrement de partenariat (voir le tableau F)³⁴, pas plus que ne le sont les églises dans les pays nordiques³⁵. Signalons également qu'en France (et en Belgique), un partenariat enregistré peut être dissous unilatéralement par l'un des partenaires (G3).

De plus, les partenaires de même sexe ne sont pas exclus uniquement par la législation. Ils sont également victimes de discrimination de la part d'employeurs et de fournisseurs de services. La discrimination sociale entre des partenaires de même sexe et de sexe différent ayant le même statut et entre des partenaires mariés et enregistrés est désormais interdite dans tous les pays sauf en Allemagne (voir le tableau D). Cela souligne la position inférieure qu'occupe actuellement dans le droit allemand le statut de partenaire enregistré, et plus généralement celui des partenaires de même sexe. Dans les huit autres pays, la promulgation de lois antidiscrimination couvrant l'orientation sexuelle (et le statut civil) peut être vue comme une étape nécessaire dans le processus d'abolition de l'exclusion des partenaires de même sexe. Le premier pays à l'avoir fait est la Norvège (1981), suivie par la France (1985, mais explicitement depuis 2002 seulement), le Danemark et la

³⁴ Voir Daniel Borrillo, 'Pluralisme conjugal ou hiérarchie des sexualités : la reconnaissance juridique des couples homosexuels dans l'Union Européenne', *McGill Law Journal*, vol. 46, 2001, pp. 877-922.

³⁵ Dans les cinq pays nordiques (mais pas en France, en Belgique, aux Pays-Bas ou en Allemagne), il est toujours possible de former un mariage civil à l'église (F3).

Suède (tous deux en 1987), les Pays-Bas (1992), la Finlande (1995), l'Islande (1996) et la Belgique (2003). La plupart des pays ont renforcé leurs mesures antidiscrimination dans des législations ultérieures. Une étape antérieure de la même évolution avait été l'élimination dans le droit pénal des neuf pays des différences d'âge au niveau de la majorité sexuelle et d'autres éléments discriminatoires envers les homosexuels. Le premier pays à effectuer ces changements dans son Code Pénal furent les Pays-Bas (1971), suivis par la Norvège (1972), le Danemark (1976), la Suède (1978), la France (1982), la Belgique (1985), l'Islande (1992), l'Allemagne (1994) et la Finlande (1998)³⁶.

Cette étude retrace les mesures successives prises par ces neuf pays européens pour réduire l'exclusion des couples de même sexe dans le droit de la famille et dans les domaines juridiques qui s'y rattachent (comme la sécurité sociale, le droit fiscal, l'immigration, etc.). Pour trois pays, le premier exemple dont nous disposons de conséquence juridique du mariage étendue à des partenaires (cohabitants) de même sexe a trait au permis de résidence (C2). Ce sont les Pays-Bas (1975), la Suède (années 1970) et la Norvège (1990). Il s'agit également d'un des premiers exemples en Belgique (1997). Le premier exemple au Danemark (1986) concerne les droits de succession (B13), également un des premiers exemples aux Pays-Bas (1981). Les exemples les plus anciens en France (1993) et en Belgique (1996) ont trait à l'assurance maladie (B9). Le premier exemple dont nous disposons en Allemagne (2001) concerne le droit locatif (C8), un autre exemple très ancien aux Pays-Bas (1979), en Suède (1988) et en Norvège (1991). Nous vous renvoyons aux chapitres nationaux pour de plus amples informations sur ces premiers pas sur la voie de la reconnaissance pour les cohabitants de même sexe. Comme nous l'avons indiqué, plusieurs pays ont accompli depuis des pas supplémentaires dans cette direction.

Depuis 1989, certains pays ont également tenté de réduire l'exclusion des partenaires de même sexe en introduisant une forme de partenariat enregistré. Le Danemark a ouvert la voie en 1989, suivi de la Norvège en 1993, de la Suède 1995, de l'Islande en 1996, des Pays-Bas en 1998, de la France en 1999, de la Belgique en 2000, de l'Allemagne en 2001 et de la Finlande en 2002.

Depuis 2001, une troisième voie a été inaugurée : l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, d'abord aux Pays-Bas (2001) puis en Belgique (2003). Et de la même façon que l'introduction du partenariat enregistré n'a pas entraîné l'abandon de l'instrument que constitue l'attribution de conséquences juridiques à la cohabitation informelle, l'ouverture du mariage n'a pas entraîné l'abandon de la nouvelle institution qu'est le partenariat enregistré.

Il semble probable que d'autres pays imitent les Pays-Bas et la Belgique quant à l'ouverture du mariage (La Suède et l'Espagne se préparent déjà à le faire, tout comme le Canada), que d'autres pays introduisent le partenariat enregistré (il a déjà été introduit dans la plupart des communautés autonomes d'Espagne, deviendra possible au Luxembourg en novembre 2004, la législation est presque prête en Suisse et au Royaume-Uni et d'autres pays se préparent à légiférer), et que de nombreux pays commenceront ou continueront à attribuer des conséquences juridiques à la cohabitation informelle des couples de même sexe (à l'image du Portugal et de la Hongrie).

L'évolution dans les neuf pays est résumée dans le tableau ci-dessous.

Vue d'ensemble des étapes de la reconnaissance juridique des partenaires de même sexe

	1970-1974	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2004
Décriminalisation de l'homosexualité achevée	Pays-Bas Norvège	Danemark Suède	France	Belgique	Islande Allemagne	Finlande	
Législation contre la discrimination relative à l'orientation sexuelle			Norvège	France Danemark Suède	Pays-Bas	Finlande Islande	Belgique
Première reconnaissance de la cohabitation de même sexe		Pays-Bas Suède		Danemark	Norvège France	Belgique (Finlande?) (Islande ?)	Allemagne
Introduction du partenariat enregistré				Danemark	Norvège	Suède Islande Pays-Bas France	Belgique Allemagne Finlande
Ouverture du mariage							Pays-Bas Belgique

³⁶ Voir l'appendice de Kees Waaldijk, 'Taking same-sex partnerships seriously: European experiences as British perspectives', *International Family Law*, 2003, pp. 84-95 (disponible online sur www.emmeijers.nl/waaldijk).

Pour une explication des fréquences d'enregistrement des partenariats

L'un des objectifs de cette étude est de permettre d'estimer si les différentes fréquences d'enregistrement des partenariats selon les pays peuvent être expliquées par les différents niveaux de conséquences juridiques du partenariat enregistré. Notre intention n'est pas d'effectuer cette évaluation (dans l'immédiat). Cela nécessiterait des données statistiques fiables sur la fréquence d'enregistrement dans chacun des pays, ainsi qu'une coopération étroite avec des statisticiens, des démographes, des sociologues et des juristes, et ne pourra se faire qu'à un stade ultérieur. Cette étude tente pour l'heure de fournir une indication quantifiée fiable des niveaux de conséquences juridiques liées au mariage, à la cohabitation et au partenariat enregistré.

L'utilisation des niveaux de conséquences juridiques pour expliquer les fréquences d'enregistrement pose divers problèmes. En premier lieu, il semble probable que les conséquences juridiques soient au plus *un* des facteurs influençant la décision des gens d'enregistrer ou non leur partenariat. D'autres facteurs (sociaux, psychologiques, religieux, etc.) jouent également un rôle, peut-être plus important³⁷. Il semble aussi probable que de nombreuses personnes ne soient pas pleinement et précisément conscientes des conséquences juridiques découlant du partenariat enregistré (et des autres statuts)³⁸. Leur décision peut ainsi être influencée par une conception erronée de ces conséquences juridiques. Et outre les conséquences juridiques, il peut exister d'autres facteurs juridiques influençant la fréquence d'enregistrement des partenariats. Par exemple, certains couples (étrangers, non-résidents) peuvent être exclus de l'enregistrement du partenariat dans un pays (voir le tableau E), et l'existence de moyens aisés de mettre fin à un partenariat enregistré (sans passer par le tribunal, comme aux Pays-Bas, ou même unilatéralement, comme en Belgique et en France, voir le tableau G) peut rendre l'enregistrement de partenariat plus (ou moins) populaire. Il est aussi possible que certaines personnes choisissent de s'enregistrer comme partenaires non pas pour bénéficier de telle ou telle conséquence juridique mais simplement pour pouvoir prouver plus facilement qu'ils forment un couple ; cela peut être le cas de couples qui ne vivent pas (en permanence) ensemble et ont par là même des difficultés à remplir les conditions requises des cohabitants.

Supposons toutefois que certaines personnes basent leur décision de s'enregistrer comme partenaires sur les conséquences juridiques qui en découlent. Leur décision ne serait alors pas influencée par le LLC total du partenariat enregistré mais par le LLC *additionnel* du partenariat enregistré par rapport au LLC de la cohabitation informelle. S'ils examinaient la loi de façon rationnelle, les gens regarderaient quelles conséquences juridiques ils obtiendraient en plus de celles dont ils bénéficient déjà en tant que cohabitants informels. Dans les graphiques de la Vue d'ensemble comparative, le *LLC additionnel du partenariat enregistré* est représenté par les secteurs blancs. Leur taille pourrait peut-être expliquer (en partie) les différentes fréquences d'enregistrement de partenariats selon les pays. Dans ce contexte, la possibilité aux Pays-Bas et en Belgique pour les couples de même sexe de se marier complique un peu les choses. Certains cohabitants qui seraient attirés par le LLC additionnel du partenariat enregistré pourraient également choisir de se marier³⁹.

Une autre complication est que si certaines conséquences juridiques sont clairement avantageuses pour les partenaires enregistrés (droits parentaux accrus, dédommagement en cas de décès accidentel mettant en cause la responsabilité d'un tiers, succession, impôts plus bas, sécurité sociale plus élevée, droits à la retraite, immigration et citoyenneté, etc.)⁴⁰, d'autres conséquences sont clairement désavantageuses (impôts plus élevés, sécurité sociale moins élevée)⁴¹. Il existe aussi des conséquences juridiques qui sont avantageuses ou désavantageuses selon les circonstances et la perspective de la personne qui les considère. C'est le cas des biens communs (B1), des dettes communes (B2), de la pension alimentaire (B3), de la redistribution des biens à la séparation (B4), de la protection contre la violence domestique (C5) et de l'obligation de relations sexuelles (C9). Et même si une conséquence est clairement avantageuse, cet avantage peut ne pas s'appliquer selon les circonstances. Un couple de sexe masculin, par exemple ne bénéficiera pas de la possibilité de procréation médicalement assistée (A2) ni de la présomption de "paternité" (A1). Plus généralement, les conséquences ayant trait à la parentalité ne seront pertinentes que pour des partenaires ayant ou désirant avoir des enfants. Plusieurs conséquences ne peuvent être avantageuses que pour le partenaire survivant⁴². Il semble enfin peu probable que certaines conséquences juridiques influencent plus de quelques personnes dans leur décision de

³⁷ Une première enquête à échelle réduite auprès de personnes s'étant enregistrées comme partenaires aux Pays-Bas au cours de la première année d'introduction du partenariat enregistré suggère que pour la plupart des enquêtés, les "considérations émotionnelles" jouent effectivement un rôle, mais en général pas plus important que celui des considérations "financières / pratiques". Voir Yvonne Scherf, 'Registered partnership in the Netherlands. A quick scan', commandité par le ministère de la Justice, publié à Amsterdam par Van Dijk Van Soomeren en Partners BV, 1999, pp. 23-24.

³⁸ Dans la même étude, un tiers des partenaires enregistrés interrogés ne pouvaient nommer aucune conséquence juridique du partenariat enregistré (Scherf, 1999, p. 25).

³⁹ Une autre complication concerne le passage du temps. Les niveaux de conséquences légales calculées dans cette étude reflètent la situation juridique telle qu'elle était début 2004. A ce moment-là, dans plusieurs pays, le niveau de conséquences légales du partenariat enregistré (ou du mariage ou de la cohabitation informelle) était déjà plus élevé que quelques années plus tôt. Pour corrélérer de façon véritablement précise les fréquences d'enregistrement de partenariats aux niveaux de conséquences légales, il faudrait calculer les niveaux correspondant à la période autour (ou juste avant ?) des enregistrements de partenariats dénombrés.

⁴⁰ Voir de A1 à A7, de B5 à B13, de C1 à C4, C6, C7 et C8.

⁴¹ Voir de B14 à B17.

⁴² Voir B5, B6, B12, B13 et C8.

s'enregistrer ou pas comme partenaires. Citons par exemple le droit de refuser de témoigner contre le partenaire (C4), le droit d'effectuer un don d'organe au partenaire, (C7) et l'obligation de relations sexuelles. (C9)⁴³.

On peut donc conclure qu'il est peu probable que les niveaux additionnels de conséquences juridiques du partenariat enregistré (tels qu'ils sont représentés par les secteurs blancs du graphique du tableau O) fournissent une explication *précise* des différences de fréquences d'enregistrement des partenariats de même sexe selon les pays. Une explication plus juste pourrait être donnée en attribuant un facteur de pondération à chaque conséquence juridique (par exemple un facteur de pondération de 0 pour des conséquences peu susceptibles d'influencer les gens dans leur décision de s'enregistrer ; un facteur de -1 pour des conséquences juridiques négatives ; et un facteur de 2 pour les conséquences juridiques les plus souvent mentionnées comme décisives dans les entretiens) et en recalculant ensuite les LLC additionnels du partenariat enregistré pour chaque pays. Un tel exercice devra toutefois attendre un stade ultérieur.

Pour autant, pour une explication *approximative* des fréquences d'enregistrement des partenariats de même sexe, les données présentes dans les graphiques pourraient suffire. Le LLC additionnel du partenariat enregistré pour les couples de même sexe (voir les secteurs blancs des graphiques du tableau O) est *le plus élevé* en Islande (62%) et en Allemagne (51%)⁴⁴. On pourrait donc s'attendre à une fréquence d'enregistrement de partenariats plus élevée dans ces deux pays que dans les sept autres. Cela serait largement dû au LLC très limité de la cohabitation informelle de ces deux pays. Les cohabitants de même sexe en Islande et en Allemagne ont plus à gagner de l'enregistrement de leur partenariat que les cohabitants de même sexe dans les autres pays. Le LLC additionnel du partenariat enregistré pour les couples de même sexe est le plus *bas* en Belgique (12%), puis en France, en Suède et aux Pays-Bas (environ 20%). Dans ces quatre pays, on pourrait donc s'attendre à ce que la fréquence d'enregistrement de partenariats soit inférieure à celle des cinq autres. En Belgique et en France, cela serait largement dû au LLC plutôt limité du partenariat enregistré, et en Suède et aux Pays-Bas, au LLC plutôt élevé de la cohabitation informelle. Dans ces quatre pays, les cohabitants de même sexe ont moins à gagner de l'enregistrement de leur partenariat qu'ailleurs. En Belgique et aux Pays-Bas, la possibilité pour les couples de même sexe de se marier ferait également baisser la fréquence des enregistrements.

Dans le cadre d'une étude antérieure, j'ai découvert que jusqu'aux années 1999/2000, la fréquence d'enregistrement des partenariats était la plus basse en Suède, puis en Norvège, en Islande et au Danemark, et la plus élevée aux Pays-Bas (Il n'y avait pas de chiffres pour la Belgique, la France, l'Allemagne et la Finlande)⁴⁵. Si pour la Suède, ce résultat correspond aux attentes formulées plus haut, ce n'est pas le cas pour l'Islande et les Pays-Bas. Ce décalage entre les attentes et les résultats pourrait être attribuable à des facteurs non-juridiques (voir ci-dessus) ou à des facteurs juridiques autres que les conséquences juridiques. Aux Pays-Bas, par exemple, la popularité de l'enregistrement de partenariat est peut-être due en partie à la possibilité d'y mettre fin par contrat mutuel (une option qui n'existe pas dans les cinq pays nordiques et en Allemagne, mais qui existe également en Belgique et en France).

Des données statistiques sur une durée plus longue, et pour plus de pays, pourraient indiquer si, oui ou non, les niveaux de conséquences juridiques expliquent effectivement en partie les différences d'enregistrement des partenariats.

Conclusions

Le concept de "niveaux de conséquences juridiques" (LLC) développé et appliqué dans cette étude contribue à clarifier certains aspects du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré. Il semble exister d'importantes similarités entre les neuf pays européens qui avaient introduit une forme de partenariat enregistré début 2004. Les similarités sont plus grandes concernant le mariage que le partenariat enregistré, mais moindres pour ce qui est de la cohabitation informelle. Et même pour le mariage, il existe d'importantes différences entre les pays, par exemple les conséquences précises qui en découlent.

Cette étude rectifie certaines conceptions erronées, comme celle voulant que du partenariat enregistré en Belgique ne découlent que peu de conséquences juridiques. La forme belge du partenariat enregistré est effectivement plus "légère" qu'ailleurs, mais comme les partenaires enregistrés profitent du nombre croissant de conséquences juridiques rattachées à la cohabitation informelle, le LLC du partenariat enregistré belge n'est pas beaucoup plus bas que celui du partenariat enregistré français. Une autre conception erronée est que

⁴³ De la même façon, certaines personnes pourraient être influencées par des conséquences légales autres que les 33 conséquences considérées ici. Toutefois, parce que ces 33 conséquences ont été choisies (entre autres raisons) à cause de la grande importance pratique qu'y attachent beaucoup de gens, il est peu probable que de nombreuses personnes soient influencées par d'autres conséquences que celles-là.

⁴⁴ Si l'on corrigeait les chiffres du tableau O en soustrayant les points pour les conséquences matérielles négatives en droit public (tableau B, partie 3), les LLC additionnels du partenariat enregistré de l'Islande et de l'Allemagne resteraient les plus élevés (et ceux de la Belgique, de la France, de la Suède et des Pays-Bas les plus bas).

⁴⁵ Kees Waaldijk, 'Small Change: How the Road to Same-Sex Marriage Got Paved in the Netherlands', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, pp. 462-464. Voir également : Patrick Festy, 'Pacs : l'impossible bilan', *Population & Sociétés - Bulletin Mensuel d'Information de l'Institut National d'Etudes Démographiques*, no. 369, June 2001.

le partenariat enregistré a toujours un LLC supérieur à celui de la cohabitation informelle. En réalité, le LLC de la cohabitation informelle en Suède et aux Pays-Bas est plus élevé que celui du partenariat enregistré en Belgique, en France et en Allemagne. Notons enfin qu'aux Pays-Bas, le mariage de même sexe a exactement le même LLC que le partenariat enregistré, et qu'un mariage de même sexe en Belgique a un LLC plus bas qu'un partenariat enregistré en Suède ou aux Pays-Bas.

Le concept de LLC peut contribuer à expliquer en partie les différences de fréquence d'enregistrement des partenariats entre les pays. Si les couples basent effectivement leur décision de s'enregistrer ou non comme partenaires sur la quantité de conséquences juridiques supplémentaires que leur apporte cet enregistrement, alors les niveaux de conséquences juridiques calculés dans cette étude suggèrent qu'il faudrait s'attendre à un nombre d'enregistrements de partenariats supérieur à la moyenne en Islande et en Allemagne, et inférieur à la moyenne en Suède, en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Rappelons toutefois la possibilité dans ces trois derniers pays de mettre fin à un partenariat enregistré par contrat mutuel, ce qui pourrait rendre l'enregistrement de partenariat plus populaire. Peut-être un nouveau calcul des LLC additionnels du partenariat enregistré avec un facteur de pondération pour chaque conséquence juridique permettrait-il une explication plus précise des différences de fréquences.

De plus, le concept de niveau de conséquences juridiques pourra également être utilisé pour traiter des questions de droit international privé. Une forme nationale de partenariat enregistré (ou de mariage de même sexe) peut-elle ou doit-elle être reconnue dans d'autres pays, que cela soit en général ou pour l'application de conséquences juridiques spécifiques ? A ce sujet, il importe de noter que le mariage de sexe différent est presque toujours reconnu par d'autres pays européens même si, on l'a vu, ses conséquences juridiques réelles (et donc son LLC) diffèrent d'un pays à l'autre. Les données de cette étude pourront ainsi aider un tribunal ou un fonctionnaire à surmonter une éventuelle hésitation à reconnaître un statut relationnel étranger. Le LLC d'un mariage de même sexe belge ou néerlandais (ou d'un partenariat enregistré néerlandais) est en fait supérieur au LLC d'un mariage de sexe différent allemand, finlandais, suédois ou danois (universellement reconnu),⁴⁶ et le LLC d'un partenariat enregistré d'un des pays nordiques est à peine inférieur. Par conséquent, dans les pays dotés d'une forme plus "légère" de partenariat enregistré (la Belgique, la France et l'Allemagne), les partenariats enregistrés néerlandais ou nordiques *pourraient* être traités sur la même base que le mariage. Une question plus délicate consisterait à demander si aux Pays-Bas et dans les pays nordiques un partenariat enregistré belge, français ou allemand devrait être traité sur la même base qu'un partenariat néerlandais ou nordique.

Enfin, notre étude montre également que dans les neuf pays, les couples de même sexe n'ont pas encore accès à toutes les conséquences juridiques découlant du mariage de sexe différent. Cependant, un nombre grandissant de ces conséquences ont été étendues aux couples de même sexe par la reconnaissance légale croissante de la cohabitation informelle, par l'introduction (et l'extension subséquente) du partenariat enregistré et même, dans deux pays, par l'ouverture du mariage.

⁴⁶ Voir les points (plus que les pourcentages) dans le tableau O.

Questions sociologiques

En guise d'épilogue à "Plus ou moins ensemble"

par Eric Fassin¹

Le discours juridique se présente le plus souvent comme un énoncé de faits, une déclaration de valeurs ou le développement d'un argument - et parfois, alternativement ou simultanément, comme les trois à la fois. Pour un spécialiste des sciences sociales, le projet comparatif réalisé par neuf juristes européens sous la direction de Kees Waaldijk est fascinant parce que sa présentation sort quelque peu de l'ordinaire. Il ne s'agit pas seulement de faits, de valeurs, ou d'un argument. Son intérêt spécifique réside dans le fait qu'il prend la forme d'un artefact. Les tableaux parfaitement construits et les graphiques colorés, la perfection presque absolue de la quantification (trente-trois questions, donnant jusqu'à trois points chacune, pour un total maximum de quatre-vingt-dix-neuf qui permet un calcul aisé des pourcentages), tout nous rappelle que cette comparaison est en fait une construction méthodologique. Ces "niveaux de conséquences juridiques" (du mariage, de la cohabitation, du partenariat enregistré) doivent donc être vus comme un *outil de recherche*. C'est là peut-être leur plus grande originalité.

Trois arguments

Non que les faits eux-mêmes soient d'une valeur négligeable. Au contraire, ils constituent une ressource d'une grande utilité. Les changements rapides dans le paysage juridique révélés par la politisation des "unions de même sexe" ont été presque impossibles à suivre. Par conséquent, s'il est clair qu'il a fallu des efforts considérables pour réunir les informations présentes dans ce document, il ne fait pas de doute que le résultat en vaut la peine, en dépit des mises à jour constantes qu'il nécessitera inéluctablement. Mais cette accumulation d'information est bien plus qu'un simple recueil de faits. Le premier argument, important, qui sous-tend les données empiriques recueillies ici est que, si l'on en croit les conséquences légales, il n'y a pas de définition universelle du mariage (et moins encore du partenariat enregistré et *a fortiori* de la cohabitation informelle). Ce que signifie le mariage dépend des significations dont il est investi par une société donnée à une époque donnée.

En termes de conséquences légales, par exemple, le mariage pour un couple de même sexe compte moins en Belgique que le partenariat enregistré en Suède et aux Pays-Bas ; et dans ces deux pays, la cohabitation informelle compte plus légalement que le partenariat enregistré non seulement en Belgique mais aussi en France et en Allemagne. Cela entraîne bien sûr des conséquences importantes sur le plan politique et sur le plan pratique. Le droit privé international pourrait prendre en compte ces variations, et considérer le mariage (ainsi que d'autres formes de reconnaissance légale) non pas comme un critère universel, mais comme une monnaie dont le taux de change serait à déterminer. L'éclairage méthodologique ne manque pas non plus d'intérêt. Il s'agit d'un projet comparatif qui prend en compte la difficulté de comparer des pommes et des poires - ou plutôt des réalités différentes portant le même nom, et des réalités équivalentes avec des noms différents.

Le deuxième argument est tout aussi intéressant : dans chacun des neuf pays étudiés ici, la cohabitation informelle entraîne des conséquences légales. On pourrait dire qu'il s'agit là d'une forme moderne de "mariage de droit coutumier". Le point est important. Sans cela, on pourrait être tenté de caractériser la montée des arrangements personnels informels dans toute l'Europe, autrement dit des individus organisant leurs relations intimes sans intervention de l'Etat, comme une "privatisation de la vie privée". Mais de la même manière que la cohabitation informelle ne peut être décrite comme une absence de mariage mais plutôt comme un niveau d'engagement différent, on ne peut la définir comme une absence de l'Etat mais plutôt comme un degré d'implication moindre de celui-ci. Le combat pour le mariage de même sexe révèle donc un enjeu plus large dans les sociétés contemporaines dites libérales, enjeu que le féminisme a déjà établi comme son principe

¹ Ecole normale supérieure (Paris), Laboratoire de sciences sociales (ENS / EHESS) et Genèse et transformation des mondes sociaux (EHESS / CNRS).

central : les "deux sphères" (le public et le privé) ne peuvent et ne doivent pas être séparées. La "vie privée" ne saurait être un absolu, même dans un contexte de moindre définition institutionnelle.

Le troisième argument présenté dans ce travail est que les partenariats enregistrés qui avaient vu le jour en 2003 dans les neuf pays européens étudiés doivent être appréhendés non seulement dans leur relation au mariage, mais aussi à la cohabitation informelle. Il est vrai que de tels partenariats, en termes de conséquences légales, peuvent être décrits comme des "semi-mariages" (en Belgique, en France, en Allemagne) ou comme des "quasi-mariages" (aux Pays-Bas et dans les cinq pays nordiques examinés ici, le Danemark, l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède). Mais ces partenariats doivent aussi être compris dans le contexte des définitions juridiques préexistantes de la cohabitation légale : les deux listes seraient identiques - les partenariats sont plus proches du mariage dans les pays où la cohabitation entraîne davantage de conséquences légales. Cela justifie donc pleinement non seulement l'étude des partenariats et du mariage, qui sont au centre du débat public depuis que les unions de même sexe sont à l'ordre du jour des politiques en Europe, mais également, indépendamment de la question de l'orientation sexuelle, celle de la cohabitation informelle, bien qu'elle ne soulève pas les mêmes enjeux de légitimation.

Procès et progrès

Cette construction méthodologique nous apporte bien plus que des faits : elle développe un argument, et même une batterie d'arguments. Mais elle implique également, comme le montre le déroulement de sa narration, un ensemble de valeurs. Cela ne veut pas dire que les juristes qui ont participé à cette recherche soient de "parti pris". De toute façon, leurs données ne le sont pas. Toutefois, leur engagement idéologique pour la reconnaissance des unions de même sexe nous renseigne sur leur approche : c'est une vision « libérale » de l'histoire (on dirait en anglais « whiggish »), basée sur l'hypothèse du progrès de la démocratie sexuelle. Il est vrai que l'Histoire confirme ce point de vue narratif optimiste : la cohabitation informelle, et ses conséquences légales, gagnent en importance dans les années 1970 ; les partenariats ont suivi dans les années 1990, d'abord pour les couples de même sexe puis pour ceux de sexe différent, et depuis le début des années 2000 ; le mariage s'ouvre aux couples de même sexe (aux Pays-Bas et en Belgique), ce qui s'étendra bientôt à d'autres pays européens (à commencer par l'Espagne, qui ne fait pas partie de cette étude).

La construction méthodologique de l'étude est organisée autour des principes suivants : un critère de cent correspond au mariage entre personnes de sexe différent, et les droits (et obligations) rattachés aux autres statuts (ou aux couples de même sexe) sont mesurés à cette aune. Sur cette échelle, les Pays-Bas sont les plus proches de l'égalité parfaite, non seulement parce le mariage y inclut désormais des unions de même sexe, mais aussi parce que ses conséquences légales sont presque équivalentes à celles accordées aux couples de sexe différent. A l'opposé, des pays comme la France et l'Allemagne semblent à la traîne. Ce processus de modernisation organise la narration : davantage de droits rattachés à la cohabitation informelle semblent préparer le terrain à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. La question de la discrimination sexuelle se place ainsi dans la perspective beaucoup plus large d'un récit sur le statut juridique des couples, quelle que soit leur sexualité.

Bien sûr, certains critiqueront les fondements idéologiques d'une telle histoire. Ce qui est ici analysé comme le progrès de la modernisation juridique pourrait être critiqué comme un processus de normalisation sociale, mettant l'accent par là même sur le côté sombre de l'histoire « libérale ». Cette perspective est présente en particulier dans le débat sur le mariage de même sexe : ce que certains présentent comme l'émancipation des gays et des lesbiennes est dénoncé par d'autres comme l'imposition de normes hétérosexuelles sur des pratiques *queer*. Mais la construction méthodologique nous permet de dépasser cette opposition : la narration prend toute sa valeur en nous aidant à faire sens d'une évolution. Elle nous apporte une perspective qui éclaire différemment la réalité. Le fait de replacer l'enjeu particulier du mariage de même sexe dans le contexte de l'évolution plus générale du mariage et du couple jette un jour nouveau sur l'histoire récente.

Les neuf pays examinés ici peuvent tous être définis par le fait d'avoir introduit le partenariat enregistré. Il y a pourtant une différence majeure : ce qui était au départ réservé aux couples de même sexe dans les pays nordiques (Danemark, Norvège, Suède et Islande) a ensuite été ouvert également aux couples de sexe différent (aux Pays-Bas, en France et en Belgique). Cela change la signification du partenariat enregistré : ce qui était présenté comme une option alternative au mariage au début des années 1990, apparaît ensuite comme une forme intermédiaire (et dans la pratique sociale comme une étape de transition) entre la cohabitation informelle et le mariage - et potentiellement comme un tremplin vers l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, comme cela s'est produit aux Pays-Bas et en Belgique. Même si les législateurs français n'ont pas emprunté cette voie, leur anxiété révèle que le passage de l'alternative à la transition est bien présent à l'esprit de tous aujourd'hui. L'exemple plus récent de l'Allemagne et de la Finlande (voire de la Grande-Bretagne qui n'est pas étudiée ici), avec un retour à un statut spécifique pour les couples de même sexe, peut être ainsi compris comme une réaction à l'encontre de cette nouvelle logique.

Récits alternatifs

Non que le point de vue narratif qui sous-tend cette étude soit le seul possible. En fait, elle devient encore plus intéressante si l'on prend en compte non seulement les éléments qui confirment la logique de la modernisation juridique et des droits individuels, mais aussi ceux qui trouvent mal leur place dans ce tableau de l'émancipation - car ils ne sont pas exclus mais au contraire révélés par cette enquête. La question n'est plus : ce mouvement libéral ne cache-t-il pas un processus de normalisation ? mais plutôt : n'y a-t-il pas des logiques différentes, potentiellement contradictoires, se développant en même temps et entrant parfois en conflit dans le mariage (comme dans le partenariat enregistré) ? Sur ce plan, deux éléments sont intéressants. L'un est particulièrement visible dans les tableaux, c'est la filiation. L'autre apparaît moins, c'est la citoyenneté.

Commençons par la citoyenneté. Notons-le bien : si cette question apparaît dans la catégorie "autres conséquences légales" (tableau C, 2 et 3), elle n'a pas de représentation spécifique dans les graphiques (deux conséquences parmi neuf conséquences diverses). Le problème est soulevé par l'étude elle-même : tous les éléments ont-ils la même importance ? Par exemple, la question suivante (tableau C, 4) sur le droit de ne pas témoigner contre son partenaire a-t-elle un poids comparable ? C'est bien sûr une question de perspective. De plus, la citoyenneté n'est pas seulement une conséquence ; c'est également un préalable très important (tableau E, dix premières questions sur douze). Voilà un point sur lequel les privilèges du mariage demeurent importants, et les bénéfices du partenariat enregistré de grande valeur. C'est peut-être aussi un enjeu où la tendance à la libéralisation sous-jacente au point de vue narratif de cette étude pourrait rencontrer une tendance contraire allant vers plus de contrôle : il n'y a certainement pas "informalisation" de la citoyenneté. Une tension apparaîtrait ainsi entre la logique des unions de même sexe, et celle des mariages mixtes, avec des Etats européens se montrant moins libéraux à leurs frontières qu'à l'intérieur de celles-ci...

La transition est aisée vers l'autre question qui nous occupe, celle de la filiation, car elle recoupe les enjeux de l'adoption internationale (et même de la mondialisation des politiques de la reproduction, avec par exemple l'accès à l'assistance médicale à la procréation). Dans cette étude, la spécificité des conséquences de la filiation est prise en compte. Les graphiques basés sur le tableau A sont ceux qui contiennent le plus de "rose" et même de "rouge" - c'est-à-dire que le mariage est particulièrement important dans le domaine de la filiation, surtout pour les couples de même sexe. Les limitations des droits découlant des partenariats de même sexe (notamment en France) et même du mariage de même sexe (comme en Belgique) sont d'abord et surtout liées aux enjeux de la filiation. Cela soulève une question : que montrerait un autre type d'étude qui aurait pour point de départ les droits en matière de filiation et pas de conjugalité ? La narration de la modernisation serait-elle très différente si l'on abordait ces enjeux par le biais de la filiation ?

Le point de vue narratif proposé est peut-être européen - ce qui n'a rien de surprenant dans une étude menée par des Européens sur des pays européens. Les droits de filiation ne découlent pas forcément des droits des couples. Vu d'ailleurs, le point de vue pourrait fort bien être tout autre, ainsi des Etats-Unis par exemple. L'un des arguments fréquemment avancés outre-Atlantique (dans les tribunaux et au-delà) pour justifier l'ouverture du mariage aux couples de même sexe est qu'il est établi que les gays et les lesbiennes sont de bons parents. Les droits parentaux pourraient alors ouvrir la voie aux droits pour le couple. De ce côté-ci de l'Atlantique, la logique semble fonctionner dans le sens inverse : l'accès aux droits de la procréation est souvent perçu comme une conséquence potentielle des droits du partenariat ou du mariage².

La version américaine s'inscrit-elle plus que l'européenne dont elle est symétrique dans une perspective de progrès démocratique ? D'un côté comme de l'autre, quel poids faut-il attribuer au modèle "familial" - que l'autonomie du couple soit représentée *a priori* ou *a posteriori* ? La question de la famille contrebalance-t-elle (voire affaiblit-elle) la représentation libérale des individus ? Cela mérite sans aucun doute réflexion. Contentons-nous de suggérer que chaque version comporte un paradoxe : une naissance hors mariage demeure beaucoup plus stigmatisante outre-Atlantique qu'en Europe, où, dans la pratique, le bébé précède plus fréquemment l'union, mais c'est plutôt aux Etats-Unis que le mariage peut être justifié légalement par le statut parental. Il y a donc un décalage de chaque côté entre représentations juridiques et représentations sociales.

Droit et société

Cette étude juridique engage une discussion avec les sciences sociales - démographie, anthropologie ou sociologie - et repose la question classique de la relation entre le droit et la société, c'est-à-dire entre les lois et les normes ou les pratiques. L'alternative est généralement celle-ci : les lois sont-elles un facteur déterminant des évolutions sociales ou bien est-ce l'inverse ? Il s'agit sans nul doute d'une variation sur la fameuse plaisanterie métaphysique : lequel est apparu en premier, l'œuf ou la poule ? Et même si le problème

² Cet argument est développé plus longuement dans mon article : "Same Sex, Different Politics: Comparing and Contrasting 'Gay Marriage' Debates in France and the United States", *Public Culture*, printemps 2001, vol. 13, n° 2, pp. 215 - 232.

ne doit pas être résolu ici, il est intéressant d'examiner les deux aspects de la question. Les évolutions sociales expliquent-elles les réformes juridiques ? Les réformes juridiques expliquent-elles les évolutions sociales ?

La première question nous amène à nous pencher sur ce que nous savons des transformations sociales dans les neuf pays. Et en particulier, puisqu'elle constitue le point de départ de la narration historique de cette étude, que savons-nous de la cohabitation informelle ? La chronologie juridique suit ici clairement l'évolution sociale : dans toute l'Europe, les taux de mariage déclinent depuis les années 1970 (ou, pour être plus précis, ont décliné jusqu'au milieu des années 1990), et les taux de cohabitation augmentent depuis les années 1980. Les droits juridiques attribués à la cohabitation informelle et aux partenariats enregistrés reflètent donc une évolution sociale plus large. Les choses deviennent toutefois plus complexes si l'on regarde les chiffres comparatifs des différents pays.

En Europe méridionale (et en Irlande), le niveau de la cohabitation est faible - ce qui aide à mieux comprendre l'absence de lois sur le partenariat enregistré, en tout cas jusqu'à aujourd'hui (L'Espagne devrait bientôt nous forcer à revoir nos préconceptions). Mais si l'on ne considère que les pays compris dans cette étude, les révélations sont intéressantes. Comme il fallait s'y attendre, la Scandinavie ayant ouvert la voie des partenariats enregistrés, le niveau de cohabitation est très élevé dans les pays nordiques, mais aussi, de façon plus surprenante, en France. Il est beaucoup plus faible, il fallait également s'y attendre, en Allemagne mais aussi, de façon plus surprenante, en Belgique et aux Pays-Bas³. Un autre indicateur révèle la même "hiérarchie" : les naissances hors mariage sont très basses en Europe méridionale et en Irlande, très élevées en Scandinavie mais aussi en France, et intermédiaires en Allemagne, mais aussi en Belgique et même aux Pays-Bas⁴.

Cela signifie probablement qu'il n'existe pas d'équivalence directe ou de simple relation de cause à effet entre évolutions sociales et réformes juridiques. Le classement juridique présenté dans cette étude ne reflète pas de façon précise le classement social dérivé des enquêtes démographiques. Il manque à cette représentation la sphère publique, dans laquelle les réalités sociales s'articulent en enjeux politiques avant d'être potentiellement traduites en réalités juridiques. La politique est le processus de transformation des évolutions sociales en réformes légales, pas seulement comme un reflet de réalités préexistantes, mais aussi comme une interprétation performative de la société. Pour être comprise, l'articulation entre le droit et la société doit non seulement prendre en compte les faits démographiques et la façon dont les acteurs sociaux ressentent ces faits, mais aussi la façon dont ils sont représentés politiquement dans la sphère publique.

Gardons cela à l'esprit en retournant la question. Les lois sont-elles la clé des pratiques sociales ? En particulier, le niveau de conséquences légales peut-il permettre de prévoir la fréquence des enregistrements de partenariats ? En fait, ceci pourrait également s'appliquer aux différences de taux de mariage : sont-elles liées à des variations de conséquences légales ou, plus précisément, ces différences sont-elles une conséquence de ces variations (puisque nous savons déjà que les droits de la cohabitation ont suivi l'essor de la cohabitation, diminuant par là même la valeur juridique relative du mariage et précipitant peut-être son déclin statistique) ? Comme l'indique judicieusement Kees Waaldijk, non seulement le "LLC" (Level of Legal Consequences, niveau de conséquences légales) n'est inévitablement qu'un facteur parmi de nombreux autres, mais ce facteur même peut être difficile à apprécier correctement : en effet, les acteurs sociaux sont probablement moins au fait des conséquences légales que les juristes qui, au prix d'efforts considérables, ont recueilli les données présentées dans ce document. On ne sait pas très bien pourquoi les gens se marient ou enregistrent leur partenariat, et peut-être ne le savent-ils pas non plus.

Néanmoins, grâce à cette étude, cette complexité a pu être démontrée. Si les taux relativement élevés de partenariat enregistré aux Pays-Bas comme en France se confirmaient en dépit du fait que les conséquences légales sont élevées dans le premier pays et basses dans le second, on pourrait alors mesurer le peu d'importance des avantages légaux. Un partenariat réservé aux couples de même sexe s'avère peut-être moins attractif pour les gays et les lesbiennes (comme cela semble être le cas en Scandinavie) car ils semblent répugner à légitimer un statut "séparé mais égal"⁵. De plus, pour les couples de même sexe aux Pays-Bas, les conséquences légales sont identiques pour le mariage et le partenariat enregistré. L'examen des stratégies intimes des couples de même sexe néerlandais nous aidera ainsi à mieux comprendre pourquoi les gens choisissent une option plutôt qu'une autre, quelles qu'en soient les conséquences légales. Cela pourrait constituer une façon d'aborder la signification symbolique attachée aux institutions juridiques.

³ Kiernan, Kathleen, "The State of European Unions: An Analysis of Partnership Formation and Dissolution", *Dynamics of Fertility and Partnership in Europe: Insights and Lessons from Comparative Research*, Vol. 1. Edité par Macura, M. and Beets, G., UN, 2002, pp. 57-76.

⁴ "Evolution démographique récente en Europe" ("Recent Demographic Developments in Europe"), Conseil de l'Europe, 2003, Table 3.2, p. 66.

⁵ Pour de premiers éléments de comparaison, voir Patrick Festy, "Pacs : l'impossible bilan", *Population & Sociétés*, 369, juin 2001. Voir également certaines contributions au volume *Same-Sex Couples, Same-Sex Partnerships & Homosexual Marriages*, Marie Digoix et Patrick Festy eds., "Documents de travail INED", 124, 2004.

Des réponses aux questions

Cette étude se révélera probablement aussi intéressante pour les questions qu'elle soulève que pour les réponses qu'elle contribue à fournir. Si les conséquences légales ne peuvent pleinement rendre compte des taux de mariage et de partenariats enregistrés, il faut alors se demander comment la signification du mariage est transformée par l'émergence des partenariats enregistrés et par les nouveaux droits associés à la cohabitation informelle. Les débats politiques sont très révélateurs sur la nouvelle signification du mariage. En France, les opposants au *pacte civil de solidarité* à la fin des années 1990, et plus récemment, en 2004, les opposants à la reconnaissance des mariages entre personnes de même sexe, ont été tout à fait prêts à accorder des avantages pratiques aux couples de même sexe tant qu'ils ne revendiquaient pas le mariage. En fait, les politiques qui s'étaient opposés au pacs veulent désormais l'améliorer - de manière à ne pas aller dans la direction du mariage.

Ceci n'est pas spécifique à la France : aux Etats-Unis, le président George W. Bush a exprimé son soutien à un amendement de la Constitution contre le "mariage gay" tout en exprimant un intérêt pour les unions civiles quelques jours avant d'être (ré)élu en 2004. De la même façon, en 2003, les juges qui étaient dans la minorité lors de la décision de la Cour Suprême du Massachusetts "*Goodridge v. Public Health*" étaient prêts à aller très loin pour sauvegarder l'exception hétérosexuelle du mariage : les couples de même sexe et de sexe différent doivent être égaux en droits, tant qu'ils sont séparés. Cela signifie que les opposants aux revendications politiques des gays et des lesbiennes visent à préserver au moins la signification symbolique du mariage.

Cette lecture symbolique du mariage pourrait précisément bien être ce qui est en jeu dans les pratiques des couples de même sexe - comme l'attestent, dans les pays où le mariage civil n'est pas disponible, les cérémonies religieuses aux Etats-Unis ou les cérémonies de pacs "privées" en France. Ce qui s'est passé à San Francisco autour de la Saint-Valentin 2004 ou dans le Massachusetts quelques semaines plus tard peut être compris symboliquement. Beaucoup de gays et de lesbiennes, sans être en faveur du mariage, furent émus et même tentés par de telles manifestations. La signification du mariage fut ainsi redéfinie, à la fois pour ceux qui se marièrent effectivement et pour de nombreux autres, comme une forme de "coming out" - un "coming out" individuel pour des gays et des lesbiennes et un coming out de l'homosexualité elle-même. Le mariage est un langage public pour des émotions intimes et des pratiques privées.

Cette perspective n'est pas directement celle des conséquences légales examinées ici ; mais grâce aux questions que soulève ce travail, elle devient manifeste lorsque l'on mesure l'importance de la résistance symbolique au mariage des couples de même sexe, et de sa réappropriation symbolique par ceux-ci. C'est d'autant plus intéressant que cela se produit à une période qui a pu être dite de "démariage", ou de désinstitutionnalisation du mariage, transformé en un simple choix privé. En fait, comme le révèle la bataille symbolique, le mariage est peut-être de nos jours plus ambigu qu'on ne le pensait. Le mariage comme forme ultime de "coming out" pour les couples de même sexe : voilà peut-être ce qui ressort des paradoxes des conséquences légales variables.

Si l'étude nous aide à repenser la définition du mariage, elle soulève également des questions sur la définition du couple. Qu'est-ce qu'un couple - aujourd'hui ? La question est d'importance, non seulement en termes théoriques, politiques (qui a accès aux droits liés à la cohabitation, aux partenariats et au mariage ?), mais aussi scientifiques (si les démographes, les sociologues ou les anthropologues étudient les couples, comment les définiront-ils ?). On pourrait être tenté de fonder la définition sur un critère : la cohabitation. C'est après tout la façon dont les droits juridiques se rattachent à une relation qui sinon ne serait pas sanctionnée par l'Etat - c'est-à-dire par la cohabitation informelle (qui implique ordinairement, comme nous le rappelle Kees Waaldijk, "évidemment [...] une adresse commune"). Mais la cohabitation est-elle un trait déterminant des partenariats enregistrés ? Et qu'en est-il du mariage lui-même ?

En fait, le critère de la cohabitation ne figure nulle part dans cette étude - ni dans la liste des conséquences, ni même dans celle des conditions préalables. Les couples ne sont pas définis ici par la cohabitation. Beaucoup de cohabitants ne seraient effectivement pas considérés comme des couples, alors que nombre de couples ne résident pas ensemble, par choix ou par nécessité. La cohabitation est donc un critère à la fois trop large et trop étroit pour définir le couple. Mais, au moins dans le droit français, le Code civil ne déclare-t-il pas que "les époux s'obligent mutuellement à une communauté de vie." (article 215) ? L'abandon de domicile n'est-il pas un motif de divorce : "Le divorce peut être demandé par l'un des époux lorsque le lien conjugal est définitivement altéré" (article 237), soit en cas de « cessation prolongée de la communauté de vie entre les époux, lorsqu'ils vivent séparés depuis deux ans" (article 238) ? La jurisprudence est certes hésitante, mais au moins sur le plan symbolique, la présomption de cohabitation ne joue-t-elle pas encore un rôle dans la définition des couples - selon les normes sociales, mais aussi juridiquement ? N'est-ce pas ce qui relie, même si c'est peut-être implicite, la cohabitation informelle, les partenariats enregistrés et le mariage ?

Second critère : qu'en est-il des relations sexuelles ? Elles sont bien présentes ici. Le critère est défini avec une certaine sobriété (C9) : "Les partenaires ont une obligation de relations sexuelles." C'est le cas en Belgique, mais seulement pour le mariage (de même sexe et de sexe différent), et encore plus en France, non seulement

dans le cadre du mariage mais aussi apparemment du *pacs* et du *concubinage*, de même sexe ou de sexe différent. L'exception française se traduit donc par une sexualité (y compris une homosexualité !) obligatoire. Le Code civil va même plus loin dans son interdiction de l'infidélité - mais uniquement dans le cas du mariage : "Les époux se doivent mutuellement fidélité" (article 212). Mais la France est une exception, ou presque. En plus du mariage belge, on peut mentionner la cohabitation suédoise (voir la note à la question C9 : "Pour qu'une cohabitation informelle dépende des dispositions du Cohabitation Act, la nature de la relation doit être telle que les relations sexuelles en soient habituellement considérées comme une partie intégrante").

Mais la France est-elle véritablement exceptionnelle par sa présomption de sexualité, ou seulement parce qu'elle l'exprime ? Après tout, comme nous le rappelle l'analyse comparative, en ce qui concerne le mariage, "dans chacun des neuf pays, une condition est qu'un partenaire ne peut être une sœur, un frère, un parent ou un enfant de l'autre partenaire." Mais cela s'applique aussi aux partenariats enregistrés : "La seule exception est la Belgique, où des partenariats intergénérationnels et entre frères et sœurs peuvent aussi être enregistrés." Mais ne s'agit-il pas d'une exception qui confirme la règle ? Cette possibilité n'a-t-elle pas été préservée en Belgique précisément pour distinguer les partenariats du mariage, qui, lui, était réservé aux couples de sexe différent ? De la même façon, le vide juridique suédois dans la législation n'infirme pas forcément la règle. Le mariage entre le parent adoptif et l'enfant est théoriquement possible, mais "cela a été largement critiqué et le Gouvernement a annoncé à plusieurs occasions que cette possibilité serait abolie" (voir la note suivant la question E12). En un mot, plutôt qu'une déssexualisation radicale, la prohibition systématique de l'inceste confirme effectivement une présomption de sexualité dans toute l'Europe, au moins pour le mariage et les partenariats enregistrés (les questions E11 et E12 ne sont pas envisagées pour la cohabitation informelle).

Cela ne signifie pourtant pas que le mariage (ou le partenariat enregistré ou la cohabitation informelle) doive (encore) être défini par la cohabitation, ou même par le "contact sexuel". Il semble plutôt exister une tension entre deux logiques également modernes, mais potentiellement contradictoires. D'un côté, les couples de même sexe pourraient montrer la voie d'une modernisation radicale (au sens de privatisation et d'individualisation) du mariage et d'autres formes contemporaines d'organisation de la vie privée. Selon cette perspective, un couple n'est défini ni par des relations sexuelles ni par un foyer. Un couple, ce sont deux personnes qui se considèrent comme un couple - ce qui veut dire qu'il n'y a pas de définition institutionnelle, juste une autodéfinition individuelle.

D'un autre côté, pourquoi deux, sinon parce que cette réinvention du mariage doit être comprise avec l'histoire matrimoniale pour arrière-plan ? Cette histoire ne devrait pas seulement être vue comme un héritage du passé et un fardeau pour le présent. En réalité, cette logique n'est pas moins moderne que l'autre - elle l'est différemment. Le mariage (et ses formes atténuées que sont les partenariats et la cohabitation) ne peut être vu uniquement comme une disposition pratique, élaborée par rapport à ses conséquences légales. Cette institution renouvelée devrait plutôt être perçue comme le symbole d'un coming out homosexuel, sapant la hiérarchie des sexualités. De cette autre logique résulte donc un geste social, et pas simplement privé, car c'est une revendication de légitimité, pas seulement individuelle, et car il se réapproprie la forme du couple.

Cette logique fondée sur la redéfinition symbolique de l'histoire peut ainsi être vue comme l'autre visage de la modernisation. Et l'évolution contemporaine des couples, qu'ils soient de même sexe ou de sexe différent, ainsi que les formes juridiques de reconnaissance qu'ils s'approprient, devraient être comprises comme le point de tension entre ces deux formes concurrentes de modernisation. Il y a là des possibilités d'invention, non comme l'inévitable déploiement de la logique de la modernité, mais dans les tensions entre les aspects contradictoires de la modernité incarnés dans des individus qui tentent de s'inventer en tant que couples.⁶

⁶ Pour les travaux anthropologiques et sociologiques sur cette tension, indiquons l'ouvrage fondateur de Kath Weston, *Families We Choose. Lesbians, Gays, Kinship* (Columbia U.P., New York, 1991), et plus récemment *Same Sex Intimacies. Families of Choice and Other Life Experiments*, de Jeffrey Weeks, Brian Heaphy et Catherine Donovan, Routledge, Londres et New York, 2001. J'ai essayé d'envisager les possibilités d'invention à l'intérieur du mariage et de la famille dans : "Lieux d'invention. L'amitié, le mariage et la famille", *Vacarme*, numéro spécial sur "Michel Foucault", Automne 2004, n° 29, pp. 120-123 (repris dans *L'invention de la question homosexuelle*, Amsterdam, 2005); et : "Couples homosexuels et familles homoparentales", *Femmes, sexe ou genre. L'état des savoirs*, Margaret Maruani ed., La Découverte, Paris, 2005, ch. 22, pp. 184-191.

Chapitre II

Enregistrer son union, comme d'autres se marient ?

Démographie des procédures de légalisation
des couples homosexuels et hétérosexuels
Analyse comparative dans neuf pays d'Europe

Table des matières

Introduction	59
Analyse comparative	63
• Dans le contexte du « démariage »	65
• Enregistrement des unions homosexuelles et statistiques	69
• Les taux bruts d'enregistrement : tendances niveaux, différences	70
• Dénombrement des couples non mariés ou non enregistrés	74
• Nuptialité des couples non mariés et légalisation des couples non enregistrés	76
• Mariages hétérosexuels et enregistrements homosexuels : autres différences	78
• Enregistrements des couples homo- et hétérosexuels : France, Pays-Bas et Belgique	80
Vue d'ensemble et conclusion	83

A la suite du Danemark en 1989, neuf autres pays européens ont offert aux couples la possibilité de légaliser leur union par une procédure d'enregistrement distincte du mariage. Dans six pays sur dix (les cinq pays nordiques et l'Allemagne), la loi ne s'est adressée qu'aux couples de même sexe ; dans les quatre autres (le Benelux¹ et la France), elle concerne à la fois homosexuels et hétérosexuels. En outre, les Pays-Bas puis la Belgique ont étendu aux homosexuels la possibilité de se marier, après leur avoir ouvert la voie du partenariat et de la cohabitation légale quelques années plus tôt².

La première partie du rapport s'est attachée au contenu juridique de ces procédures et à leurs conséquences légales, en comparant à la fois la situation faite aux couples homosexuels et hétérosexuels et celle faite aux participants des trois statuts de mariés, d'enregistrés (hors mariage) et de simples cohabitants. Nous nous penchons ici sur l'usage que les couples font des procédures d'enregistrement et de mariage, en mesurant la fréquence de recours à celles-ci et en les comparant. Nous nous appuyons pour cela sur les statistiques d'enregistrement, comme on le fait classiquement sur celles de mariage, et nous établissons dans quelle proportion s'engagent les couples visés par les lois des différents pays, dans les années qui suivent la mise en place de celles-ci.

Au cœur de l'étude se trouve la mesure du comportement des couples homosexuels face à des procédures d'enregistrement alternatives au mariage, à laquelle s'ajoute tout naturellement la mesure de la nuptialité de ces mêmes couples quand, aux Pays-Bas et en Belgique, leur est ouverte la possibilité de se marier. Mais fait aussi partie de l'étude le cas des couples hétérosexuels à qui s'est offerte, au Benelux et en France, la possibilité d'enregistrer leur union dans une forme autre que le mariage.

L'analyse de la nuptialité est un chapitre courant de la démographie. Elle consiste, pour l'essentiel, à établir la proportion d'adultes qui se marient et à étudier ses variations à travers le temps, l'espace, les groupes sociaux, etc. Pourtant soucieuse de définir avec précision la population « exposée au risque », la statistique démographique a cependant toujours ignoré que le mariage était réservé jusqu'à présent aux couples hétérosexuels, en se fondant implicitement sur le fait que les homosexuels ne représentent qu'une proportion numérique marginale dont l'ignorance a peu de conséquences.

Cette position n'est évidemment plus tenable quand une large partie de la recherche porte sur les couples de même sexe, d'où la nécessité d'élaborer pour eux des outils d'observation et de mesure qui permettent à la fois d'établir la statistique de leur comportement et de comparer celle-ci à la statistique du comportement des couples hétérosexuels. Ainsi, ce chapitre repose sur la possibilité de distinguer, dans le dénombrement des mariages et des enregistrements alternatifs au mariage, ceux qui sont le fait des couples homo- et hétérosexuels chaque fois que la procédure est ouverte simultanément aux uns et aux autres. Il est par ailleurs nécessaire de pouvoir conduire en parallèle un dénombrement des couples eux-mêmes en distinguant ceux de même sexe et de sexe différent.

Comme le plus souvent en démographie, les statistiques nécessaires à la recherche émanent de deux catégories de source généralement gérées par les instituts nationaux de statistique : l'état civil pour les mariages ou les enregistrements et les recensements (ou équivalents : registres de population, grande enquêtes) pour le dénombrement des couples. Nous trouvons la plupart des données dans les publications des instituts de statistique (très souvent sur leurs sites internet pour les informations récentes), avec deux réserves essentielles :

- La statistique des enregistrements n'a pas atteint le degré de systématisation de celle des mariages, parce que les petits nombres empêchent la publication des mêmes détails, ou parce que la source est spécifique et qu'elle se heurte à des obstacles depuis longtemps surmontés par l'état civil ;
- Le dénombrement des couples homosexuels suppose une adaptation des instruments mis en place par les statisticiens pour les couples hétérosexuels pour faire face aux particularités du groupe, un effort qui n'a pas toujours été fait à ce jour.

La mise en place d'un réseau de correspondants auprès des instituts de statistique des différents pays a permis d'accéder aux données disponibles, y compris quand celles-ci n'étaient pas publiées³. Nous avons procédé à des estimations, justifiées dans le texte, quand il a fallu pallier des lacunes.

¹ Le cas du Luxembourg (loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats) n'est pas étudié.

² Le cas de l'Espagne, où le mariage vient d'être ouvert aux homosexuels sans forme alternative d'enregistrement, n'est pas étudié.

³ Nous remercions pour leur contribution Turid Noack et Ane Seierstad (Statistique Norvège), Jan Latten et Lisbeth Steinhof (Bureau Central de Statistique, Pays Bas), Anna Qvist (Statistique Danemark), Ólöf Garðarsdóttir (Hagstofa, Islande), Gunnar Andersson (Max Planck Institute for Demographic Research, Allemagne).

Analyse comparative

Depuis quinze ans au Danemark, la possibilité est offerte à certains couples de légaliser leur union par une procédure autre que celle du mariage. Ceux qui l'ont fait ont été enregistrés en mairie, comme d'autres pour leur mariage. Des conséquences légales sont attachées à cet acte, qui ont été étudiées d'un point de vue juridique dans le précédent chapitre. Une d'elles est le changement d'état civil des partenaires, dont la statistique danoise fait la chronique depuis 1989. Nous nous fondons sur ces observations pour étudier le recours des couples à l'enregistrement de leur union, hors des liens du mariage. Nous nous interrogeons pour savoir s'ils sont nombreux à l'avoir fait.

La loi mise en application au Danemark en 1989 a ensuite eu des équivalents plus ou moins proches dans divers pays d'Europe, jusqu'en 2002 en Finlande (et 2004 au Luxembourg, que nous n'étudions pas ici). La chronique de l'enregistrement des unions dans ces pays s'établit donc sur des durées variables, la plus courte limitée à trois ans.

Nous posons la question de la fréquence du recours à la loi de manière relative, sur un mode comparatif, en nous demandant si les couples danois ont enregistré leur union plus ou moins fréquemment que ne l'ont fait leurs voisins et, plus généralement, en nous interrogeant sur les similitudes et les disparités entre pays en matière d'enregistrement. L'idée sous jacente est que les similitudes pourraient refléter des proximités dans le cadre contextuel qu'offrent les pays, au premier rang desquelles des similitudes dans les termes de leurs lois. Réciproquement et de façon plus convaincante encore, les disparités pourraient refléter celles des cadres contextuels nationaux, au premier rang desquelles des disparités législatives. L'étude démographique comparée est donc une étape vers une analyse interprétative ultérieure, qui intégrera aussi les résultats de l'analyse juridique comparée qui précède.

De manière relative encore, nous comparons la fréquence de légalisation de leur union par les couples homosexuels à la nuptialité des couples hétérosexuels, avec les réserves que les données statistiques mettent à cet exercice. Il y a là aussi des raisons pour cette comparaison dans le contenu même des lois, mais aussi dans les principes de non discrimination entre homosexuels et hétérosexuels qui ont souvent conduit à leur adoption. Les écarts que les juristes analysent entre le statut des époux et celui des partenaires enregistrés peuvent-ils contribuer à expliquer les écarts entre la fréquence des mariages et celle des enregistrements pour chacun des groupes concernés ?

Mais la référence au mariage n'est pas seulement celle d'une pratique ouverte à certains, fermée à d'autres, qui peut servir de repère commode parce que bien documenté aux plans juridique et statistique. C'est aussi la norme juridique et sociale dominante en matière conjugale, un élément clé du cadre national dans lequel viennent s'insérer de nouvelles procédures de légalisation des unions après des siècles de monopole. Or ce chapitre récent s'écrit dans une phase particulière de l'histoire du mariage, au moment où une proportion substantielle des couples concernés s'en détournent.

Dans un contexte de « démariage »

Adoptées à partir de la fin des années 1980 - au Danemark d'abord - les lois offrant une forme de légalisation aux couples homosexuels l'ont été dans un climat de défiance à l'égard du mariage de la part des hétérosexuels. Les premiers signes de ce mouvement étaient apparus dès les années 1960 en Scandinavie (Suède puis Danemark), avec une chute du nombre des mariages de jeunes couples, avant de se généraliser. Comparés à ce qu'ils étaient une quarantaine d'années plus tôt, les mariages (et les remariages) sont aujourd'hui sensiblement moins fréquents et plus tardifs ; les divorces rompent plus souvent les mariages et surviennent plus tôt dans la vie du couple ; les naissances se produisent moins systématiquement au sein de couples mariés.

Indicateurs de nuptialité en 2000

Pays	Proportion de femmes mariées avant 50 ans ^a	Age moyen des femmes au premier mariage ^b	Proportion de mariages rompus par divorce ^c	Proportion de naissances hors mariage ^d
Belgique	0,51	26,3 ans	0,45	
Danemark	0,73	29,5 ans	0,45	0,45
Finlande	0,62	28,0 ans	0,51	0,39
France	0,61	28,0 ans	0,38	0,43
Allemagne	0,59	27,0 ans	0,41	0,23
Islande	0,70	29,9 ans	0,40	0,65
Pays-Bas	0,59	27,8 ans	0,38	0,25
Norvège	0,60	28,3 ans	0,45	0,50
Suède	0,53	30,2 ans	0,55	0,55

^a Somme des taux de nuptialité de célibataires par âge en 2000.

^b Ages moyen calculé sur les taux de nuptialité des célibataires avant 50 ans.

^c Somme des taux de divorce par durée de mariage.

^d Proportion d'enfants nés de parents non mariés

Source : Evolution démographique récente en Europe : 2004 / Conseil de l'Europe. - Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2005. - 130 p.

La proportion de femmes mariées avant 50 ans, qui était proche de 100 % au début des années 1960 dans à peu près tous les pays, est aujourd'hui comprise entre 50 et 70 %. Si les taux de nuptialité par âge qui concourent au calcul de cette proportion devaient durablement se maintenir à l'avenir, une fraction importante de jeunes femmes ne se marieraient pas au cours de leur vie conjugale - entre 30 et 50 % selon les pays (les compléments de 0,70 et 0,50 respectivement) - alors que ce pourcentage était très faible antérieurement (inférieur à 10 %). Des résultats équivalents valent pour les hommes. C'est un bouleversement majeur : dans les larges fresques historiques et géographiques, on disait de l'Europe occidentale que la nuptialité y était modérée parce que « seulement » 90 % des hommes ou des femmes s'y mariaient, par contraste avec les continents où on s'approchait au plus près de 100 % ; mais les statistiques n'avaient jamais enregistré de fréquences aussi basses.⁴

A l'inverse, le divorce est en forte hausse. Si les taux qu'on observe aujourd'hui aux différentes durées de mariage devaient se pérenniser, la proportion de couples ainsi rompus atteindrait presque partout 40 % et même 50 % dans certains pays. Au début des années 1960, le même indicateur n'approchait 1/5 qu'au Danemark (et d'un peu moins près en Suède) et plafonnait sous 1/10 dans les autres pays. Entre temps, les conditions d'accès au divorce ont été libéralisées partout, laissant plus de place à la volonté des conjoints, qu'elle s'exprime dans un accord pour divorcer ou qu'elle se constate par la rupture de la vie commune. La force du lien qui unit les deux conjoints repose de plus en plus exclusivement sur l'affinité élective qui rapproche les deux partenaires, de moins en moins sur l'institution qui établit entre eux une communauté de vie. Cette mise en cause, qui transparaît aussi bien dans la baisse du nombre de mariages que dans la hausse de celui des divorces, porte sur les fondements mêmes de l'institution matrimoniale.

Moins fréquents, les mariages sont aussi plus tardifs. L'âge moyen des femmes à leur premier mariage est compris entre 28 et 30 ans dans la plupart des pays, contre moins de 24 quatre décennies plus tôt. Les mariages sont devenus très peu nombreux avant 25 ans, les cérémonies étant reportées à des âges plus avancés, après des périodes de cohabitation informelle de plus en plus longues. Mais ce report reste incomplet, puisque la fréquence totale des mariages est en sensible recul. La situation des années 1960 était exceptionnelle en sens inverse, car on n'avait jamais enregistré depuis au moins le XIXe siècle des mariages aussi précoces ; mais on n'avait jamais noté non plus de mariages aussi tardifs qu'aujourd'hui. La situation des années 1960 était l'aboutissement d'un mouvement vers une sexualité de plus en plus précoce, mais difficile à vivre durablement hors du cadre légal du mariage, d'où l'importance numérique des « conceptions pré-nuptiales », régularisation hâtive par le mariage d'une grossesse débutée hors de celui-ci.

Le relâchement du lien entre mariage et fécondité se marque aujourd'hui par la forte proportion de naissances issues de parents non mariés, dans un éventail ouvert entre un quart et deux tiers, à comparer avec des pourcentages généralement inférieurs à 10 % en 1960⁵. Là encore, si des particularismes régionaux ou nationaux subsistent à travers le temps et créent une hétérogénéité, l'évolution est radicale et établit une

⁴ Les résultats numériques relatifs aux hommes et aux femmes étant étroitement corrélés, on considère indifféremment les uns ou les autres.

⁵ L'Islande est un cas à part, qui perd toutefois de sa spécificité à mesure que le mariage cesse d'être le cadre privilégié pour la naissance des enfants. Depuis longtemps, les naissances hors mariage sont fréquentes, déjà de l'ordre de 25 % en 1960 quand c'était moins de 10 % ailleurs en Europe occidentale et 65 % aujourd'hui contre un maximum de 50 % dans les autres pays.

situation nouvelle. La cohabitation des partenaires sans le formalisme du mariage est devenu à peu près partout un type d'union suffisamment reconnu pour que les enfants puissent y être accueillis et élevés : la grossesse de femmes non mariées mais vivant en couple stable ne provoque plus le mariage des parents à la veille de l'accouchement comme c'était le cas il y a quarante ans.

L'évolution du taux brut de nuptialité (rapport du nombre de mariages à la population de chaque pays) permet de mieux situer la chronologie des évolutions, en particulier par rapport à celle des innovations législatives concernant les couples de même sexe.

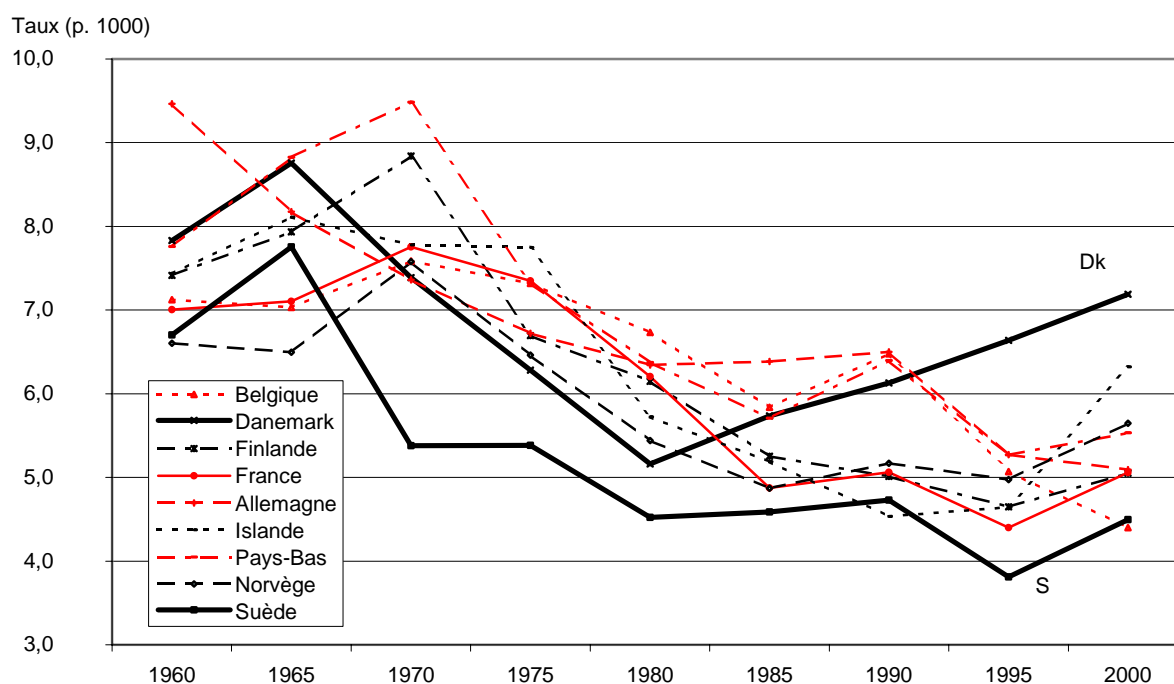
La Suède est généralement prise comme l'exemple emblématique de la longue période de recul de la nuptialité. C'est à la fois parce que le mouvement a précédé celui des autres pays, au cours des années 1960, et parce que les taux de nuptialité ont été à peu près constamment les plus faibles de tous, en particulier dans les décennies 1970 et 1980, quand la tendance se diffusait progressivement hors de l'Europe scandinave. Parce qu'il semblait donner l'exemple, on pouvait parler alors de « modèle suédois », adopté peu à peu par le reste du continent. A l'issue d'une chute, d'abord rapide puis ralentie mais toujours entretenue, le taux de nuptialité atteint un minimum au milieu des années 1990. Il est alors à un très bas niveau, inférieur à 4 pour 1 000, contre plus de 7 trois décennies plus tôt.

Non seulement la loi qui institue le partenariat homosexuel en prenant le mariage comme référence est adoptée en 1994 (et mise en application le 1^{er} janvier 1995) dans cette période d'étiage, mais l'ensemble du processus de réflexion et d'élaboration législative débuté dès les années 1980, s'est déroulé dans un contexte de très basse nuptialité, parfois considéré comme une « crise » du mariage.

Les autres pays nordiques ont emboîté le pas à la Suède avec cinq ou six années de retard (à peine une ou deux au Danemark, sur le cas duquel nous devrons revenir plus loin). La convergence est progressive : au début des années 1990, tous ont atteint une très faible nuptialité, inférieure à 5 pour 1 000.

Dans les pays non nordiques (Belgique, France, Allemagne et Pays-Bas), la France fait figure de pionnière, « à la scandinave », le taux de nuptialité descendant en-dessous de 5 pour 1 000 au milieu des années 1980, une dizaine d'années avant les autres pays de la région. Dans ces derniers pays, lorsque les diverses formes de légalisation des couples homosexuels ont été introduites, elles l'ont été avec quelques années de retard sur les voisins du nord, mais la nuptialité elle-même ne venait d'atteindre de très faibles niveaux qu'avec un certain décalage. En revanche, la France était déjà depuis plusieurs années dans cette situation au moment où a été adopté le Pacs, voire au moment où a débuté le long débat qui allait y conduire.

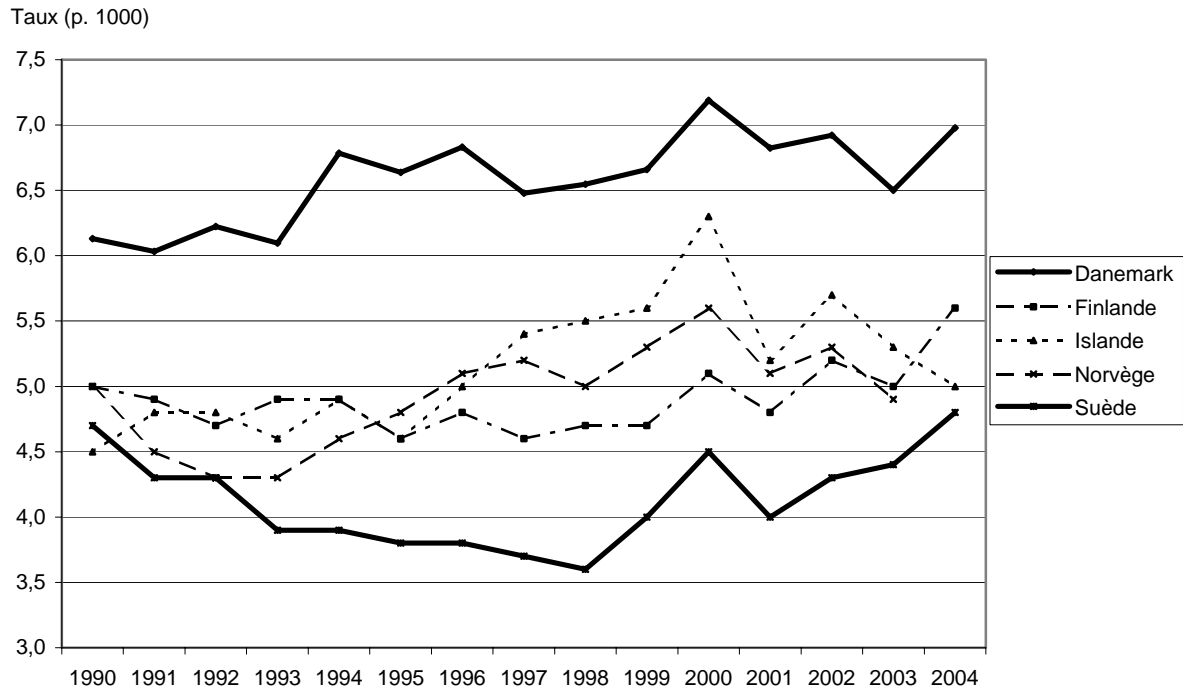
Taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)



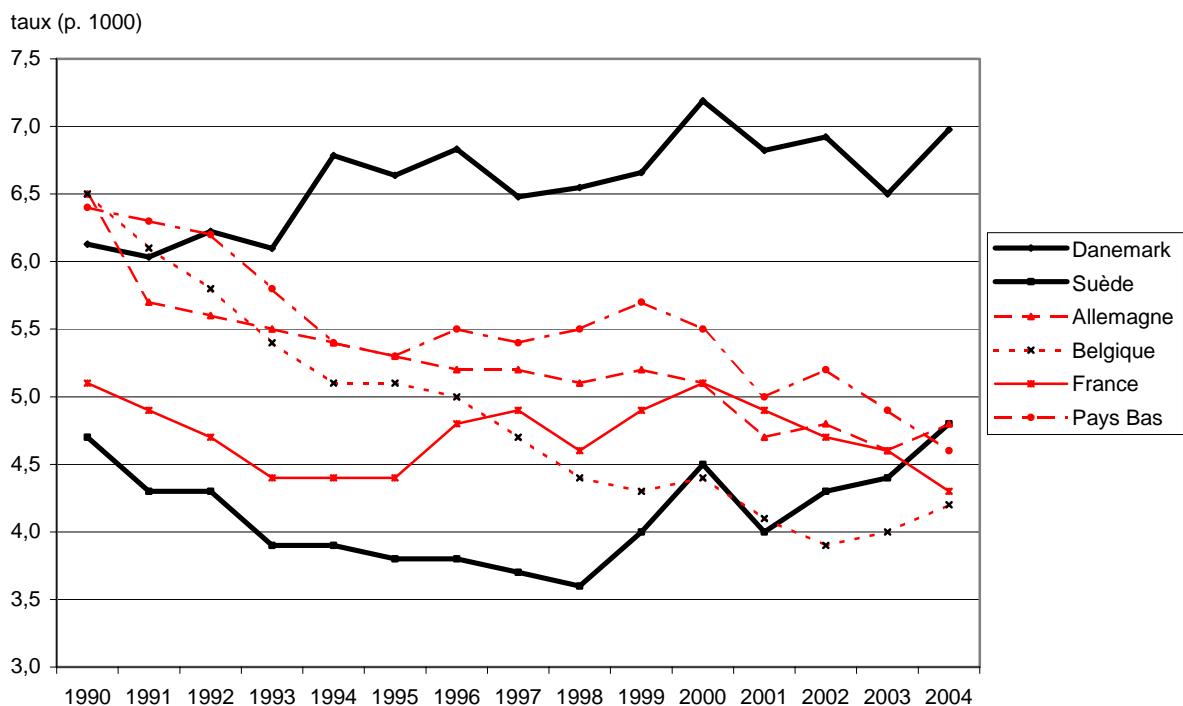
Le Danemark est un cas à part. La tendance - qui avait suivi de près celle de la Suède dans les années 1970, la nuptialité décroissant alors rapidement dans les deux pays - s'inverse brutalement dans la décennie suivante. Une reprise spectaculaire s'installe et se confirme au long de deux décennies. Le taux de nuptialité passe de 5 à 7 pour 1 000, pendant que celui de la Suède continue de décroître, même si c'est de façon irrégulière. La loi sur le partenariat enregistré a été adoptée, en 1989, alors que la nuptialité s'accroissait depuis quelques années.

Depuis que la loi est entrée en vigueur et a donné la possibilité effective aux couples homosexuels de légaliser leur union, la hausse de la nuptialité des hétérosexuels se prolonge, avec un léger ralentissement depuis 2000. Le mouvement est désormais partagé par les autres pays nordiques, dont la nuptialité s'est systématiquement relevée depuis le milieu ou la seconde moitié des années 1990. Depuis 1993 en Norvège (l'année d'adoption de la loi sur le partenariat), le taux de nuptialité est passé de 4,3 à 5,5 en 2000, avant de reculer vers 5 aujourd'hui ; depuis 1998 en Suède, il est passé de 3,6 à 4,8. La tendance est plus récente en Finlande (l'adoption de la loi sur le partenariat aussi) ; elle est plus hésitante en Islande ; mais aucune des deux ne contredit le mouvement d'ensemble de reprise de la nuptialité.

Taux brut de nuptialité. Pays nordiques



Taux de nuptialité. Divers pays



Dans les pays nordiques, si l'adoption des lois de partenariat s'est faite dans un contexte de nuptialité basse et décroissante (avec l'exception danoise, d'autant plus remarquable que le pays donne le ton en matière législative), ces lois se mettent en pratique partout au moment où la nuptialité hétérosexuelle se redresse après avoir atteint le niveau le plus bas.

Le contraste est frappant avec les pays non nordiques, où la nuptialité continue de décroître jusqu'aux années les plus récentes (Allemagne, Belgique et Pays-Bas) ou reprend dès 2000 une baisse qui l'amène aujourd'hui à son plus bas niveau (France).

Dans ces pays, la mise en pratique des procédures de légalisation des couples homosexuels, plus récente que dans le nord de l'Europe, s'accompagne d'une baisse de la nuptialité hétérosexuelle.

Enregistrement des unions homosexuelles et statistiques

Depuis l'origine de la discipline, la démographie s'est appuyée sur la compilation des actes d'état civil à l'échelon local ou national (l'exemple originel est celui des *bills of mortality* de Londres utilisés par John Graunt). Les migrations, sanctionnées par un changement de résidence, sont également prises en compte par certaines administrations qui peuvent ainsi tenir à jour de façon permanente un état de la population résidente dans un registre et retracer les composantes naturelle et migratoire de la dynamique démographique. Ce n'est pas possible dans tous les pays mais, en revanche, l'état civil au sens strict inclut à peu près systématiquement l'enregistrement des mariages, qui ne concourent pas à l'évolution numérique des populations locales ou nationales mais qui sont enregistrés et comptabilisés au même titre que les naissances et les décès. L'analyse statistique de la nuptialité s'appuie essentiellement sur ces données.

Les cheminements qui conduisent de l'enregistrement des mariages à leur prise en compte statistique sont souvent plus complexes qu'on ne l'imagine à partir de l'exemple français contemporain, où une même personne reçoit en mairie les informations sur les époux et leur union, établit l'acte de mariage, organise la circulation de l'information (transcriptions en marge d'autres actes de la personne) et assure une compilation locale (avant transmission à l'institut de statistique pour les décomptes aux échelons géographiques plus élevés). Il en va à peu près de même dans les pays voisins de la France (Belgique, Allemagne et Pays-Bas), mais les pays nordiques offrent plus de diversité à leurs concitoyens en leur laissant le choix de célébrer et d'enregistrer leur mariage religieusement ou civilement, le lieu civil pouvant lui-même faire l'objet d'un choix et variant d'un pays à l'autre (registre local de population, tribunal, notaire public, etc.)⁶. L'équivalent de l'officier d'état civil français n'est jamais une solution exclusive (son intervention n'est prévue en Finlande auprès du registre et au Danemark en mairie). Un regroupement est cependant assuré avec une grande efficacité dans des registres de population très performants.

En France, il a été exclu que le Pacs soit enregistré en mairie par l'officier d'état civil au même titre que le mariage : c'est le greffe du tribunal d'instance qui reçoit les pacsés. La procédure est donc strictement coupée de celle du mariage, aussi bien pour l'état civil proprement dit que pour la statistique. La situation de pacsé n'entre à aucun moment dans l'état civil des personnes (la mention n'est pas portée en marge des acte d'état civil) et la statistique est compilée par les greffes et centralisée par les services du ministère de la justice, sans intégration dans le circuit de l'institut de statistique.

Nulle part dans les pays voisins la distance avec la procédure d'enregistrement des mariages n'est aussi grande, mais la situation varie d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas, l'enregistrement du partenariat se fait par la même voie unique que pour le mariage : au registre de population, qui est généralement en mairie. La statistique s'établit selon la même procédure que pour les mariages. En Belgique, la cohabitation légale et le mariage sont également reçus en mairie, auprès du registre local, par l'officier d'état civil. La cohabitation légale n'est cependant pas rattachée aux autres actes d'état civil des personnes par transcription en marge. En Allemagne, la loi laisse une large liberté aux autorités locales et régionales (*länder*), d'où une grande diversité (registre, notaire public, etc.), même si la solution adoptée est unique dans chaque lieu. Dans ces deux pays, la compilation statistique reste à ce jour problématique : en Belgique, des informations ponctuelles ont été fournies sur la cohabitation légale et le mariage homosexuel par le ministère de l'Intérieur en réponse à des questions parlementaires ; en Allemagne, des informations ont été obtenues des ministères de l'Intérieur régionaux à l'initiative d'une association de juristes gays.

La situation est beaucoup plus simple et claire dans les pays nordiques. La procédure d'enregistrement des partenariats (homosexuels) est la même que celle des mariages (hétérosexuels), sauf sur un point : elle exclut l'intervention des églises. La centralisation statistique auprès des registres de population suit (à cette exception près) la même voie que celle empruntée par les mariages et la publication est faite par l'office de statistique dans des conditions similaires.

La production statistique est en outre soumise à des contraintes légales ou administratives qui en limitent la portée. Certaines sont spécifiques, d'autres sont plus générales.

En France, les décrets qui ont accompagné la mise en place du Pacs en 1999 ont limité fortement le détail possible des statistiques, en empêchant en particulier l'utilisation du sexe des partenaires comme variable de

⁶ On trouvera plus de détails dans la partie juridique du rapport : Waaldijk, Kees (ed).- *More or less together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners. A comparative study of nine European countries.* - Documents de travail n° 125, Ined, 2005, 192 p.

dénombrement⁷. Ainsi, le Pacs est ouvert aux couples homo- comme hétérosexuels, mais la distinction de ceux-ci par la statistique a été rendue impossible dans les premières années d'application de la loi. Depuis lors, l'article 16 de la loi du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel a levé cette restriction, mais aucune application n'en a encore été faite par le ministère de la Justice, qui continue de publier une statistique des enregistrements (et des dissolutions) de Pacs sans autre détail sur les personnes. Ici, on a pallié cette carence par une estimation de la part des Pacs homosexuels et hétérosexuels fondée sur des informations des greffiers de tribunaux, mais c'est une tentative aventureuse (cf. détails dans le chapitre consacré à la France).

En Belgique, la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale ouvre celle-ci aux situations de vie commune de deux personnes, aussi bien les couples homo- et hétérosexuels que les paires de proches parents (parents-enfants, frères-sœurs etc.) et d'autres. On peut décompter les cohabitations légales selon le sexe des partenaires, mais les personnes ne sont pas tenues de préciser leurs liens au-delà de leur volonté de cohabiter et il n'est donc pas possible de distinguer les couples des autres formes familiales et non familiales.

Dans les nordiques et les Pays-Bas, qui produisent leurs statistiques de partenariats enregistrés et de mariages homosexuels (Pays-Bas) à partir de leurs registres de population, ceux-ci posent certaines contraintes générales de fonctionnement. Elles portent sur les caractérisations des partenaires et des conjoints, mais pas sur leur dénombrement. Les registres ne prenant en compte les personnes qu'au moment où leur résidence dans le pays est établie, il n'est pas toujours possible de prendre en compte les caractéristiques des partenaires ou des conjoints qui, venant de l'étranger pour l'enregistrement de leur union, n'ont pas encore de résidence à cette date⁸. Par ailleurs, les enregistrements de partenariats ou de mariages homosexuels représentant souvent des effectifs modestes, la caractérisation des conjoints doit rester sommaire lors de la publication des statistiques, pour éviter les écueils de la confidentialité des données : d'où des regroupements des âges en larges classes, etc.

Enfin, malgré les efforts de coordination qui ont pu présider à l'élaboration des lois (en particulier entre pays nordiques), la diversité règne dans le domaine de la production statistique et rend difficile l'établissement de séries comparables d'un pays à l'autre. Les disparités sérieuses sont d'ordre conceptuel.

Ainsi, les conditions de résidence lors de la comptabilité des partenariats sont prises en compte différemment par les pays. Au Danemark, la statistique publiée porte sur les couples où au moins un des partenaires réside dans le pays ; en Norvège, la condition porte non pas sur un des deux mais sur l'aîné des deux ; en Finlande, le détail est publié permettant de s'ajuster aux définitions danoise et norvégienne (nombres de partenariats (i) sans condition de résidence, (ii) et (iii) ceux où l'aîné ou le plus jeune résidant hors de Finlande). En Suède, on s'appuie sur une autre base : le nombre d'enregistrements publié n'est pas celui des partenariats mais des partenaires (soit environ le double), lorsqu'ils résident dans le pays⁹.

De 1989 à 1998, le Danemark n'a pas publié de statistiques de partenariats mais des statistiques de partenaires, comme en Suède qu'on vient de citer. Mais à la différence de la Suède (et des autres pays), il ne s'agissait pas de personnes dénombrées lors de l'enregistrement au long de l'année mais comptabilisées à une date précise (31 décembre), en distinguant celles qui étaient encore dans un partenariat et celles qui ne l'étaient plus, par suite d'une séparation ou du décès du partenaire. Il ne s'agit plus alors de données événementielles liées à l'année en cours mais de nombre cumulé de personnes ayant conclu un partenariat dans le passé et ne l'ayant pas encore rompu (ou l'ayant dissous par séparation ou décès). À défaut d'informer sur les « flux » annuels de partenariats, la série chronologique de ces « stocks » permet de reconstituer approximativement le nombre de partenariats enregistrés chaque année entre 1989 et 1998.

Les défauts de comparabilité liés à ces différences conceptuelles introduisent une certaine imprécision dans les confrontations internationales. On peut les négliger la plupart du temps, car nous verrons que les contrastes entre pays sont généralement trop accentués pour tenir à ces nuances, mais des incertitudes demeurent néanmoins. Nous verrons en particulier que les cas de partenaires nés à l'étranger sont nombreux en Suède ou ceux de nationalité étrangère en Norvège, surtout dans les couples d'hommes.

Les taux bruts d'enregistrement : tendances, niveaux, différences

Le Danemark a été le pionnier dans la légalisation des couples homosexuels. Il offre donc la série chronologique la plus longue, dont l'analyse peut servir de référence. Les taux bruts d'enregistrement (nombre d'enregistrements de partenariats masculins ou féminins pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes, respectivement) peuvent être trompeurs la première année car celle-ci ne couvre que trois mois, la loi n'étant

⁷ Décret n° 99-1090 du 21 décembre 1999, *relatif aux conditions dans lesquelles sont traitées et conservées les informations relatives à la formation, la modification et la dissolution du PACS et autorisant la création à cet effet d'un traitement automatisé des registres mis en oeuvre par les greffes des tribunaux d'instance, par le greffe du tribunal de grande instance de Paris et par les agents diplomatiques et consulaires français*, article 2.

L'élaboration de statistiques est limitée à la "production d'informations rendues anonymes, exclusivement destinées à permettre de connaître le nombre de déclarations, de modifications et de dissolutions de pactes civils de solidarité ayant fait l'objet d'un enregistrement".

⁸ Les registres ayant un caractère permanent, un certain flou existe sur la date à laquelle les statistiques sont établies : une personne encore non résidente lors de l'enregistrement peut l'être devenue au moment où sont établies les statistiques, par exemple en fin d'année, voire plus tard.

⁹ Des différences du même ordre existent dans les statistiques de mariages couramment publiées et qui peuvent se référer aux couples dont au moins un des époux réside au pays (Danemark), ou l'époux (Norvège), ou l'épouse (Finlande), etc.

entrée en application qu'au 1^{er} octobre. Leur niveau élevé n'en est que plus remarquable, surtout pour les hommes. Il y a encore un taux fort en 1990, puis une stabilisation durable à un niveau plus modeste.

Il en va de même dans les autres pays : des taux élevés la première année (tronquée plus ou moins sévèrement) et parfois l'année suivante, puis un recul substantiel, qui marque généralement une stabilisation quand la loi d'enregistrement est suffisamment ancienne pour donner une série longue. L'observation n'est pas surprenante : elle correspond à l'existence d'un « stock » de couples qui attendaient depuis quelque temps l'adoption de la loi pour pouvoir enfin en faire usage. On est plutôt surpris par la brièveté et la modération de cette phase, par rapport au niveau qui s'établit ensuite : ce n'est jamais plus que les deux premières années civiles, la première étant souvent réduite à moins de douze mois. Cela suggère l'existence d'un stock peu volumineux.

Au Danemark, en Norvège et Suède, où les lois datent d'au moins une dizaine d'années, la période récente marque une augmentation par rapport au niveau de stabilisation. Le partenariat semble, à la longue, gagner en popularité. Les autres pays manquent de recul temporel pour offrir une vérification (Finlande, France, Allemagne) ; en outre aux Pays-Bas et en Belgique, les adoptions successives d'une forme de partenariat (cohabitation légale en Belgique) puis du mariage ouvert aux homosexuels rendent la lecture de tendance difficile.

Pour comparer les niveaux d'enregistrement d'un pays à l'autre, le mieux est sans doute d'éviter les toutes premières années suivant l'adoption des lois et de se situer juste après, lorsque s'amorce la stabilisation provisoire des taux (ou ce qui s'avère être tel dans les pays où le regard ultérieur permet de le vérifier).

Les disparités sont alors très fortes. L'éventail s'ouvre de moins de 2 pour 100 000 en Suède à plus de 10 dans certains pays. Ce rapport de 1 à 5 dépasse de beaucoup celui qu'on enregistre dans le même temps entre les taux bruts de nuptialité hétérosexuelle.

Du côté des faibles taux figurent également, outre la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande, tous au-dessous de 4 pour 100 000. C'est-à-dire, avec les nuances qui les séparent, l'ensemble des pays nordiques sauf le Danemark. Il faut peut-être ajouter l'Allemagne, où les taux des premiers 3 ans ½ atteignent à peine 5 pour 100 000 en moyenne annuelle, laissant imaginer une fréquence encore moindre en fin de période.

Du côté des taux élevés figure la France (environ 13 pour 100 000), avec toutes les réserves que peut inspirer la méthode d'estimation du nombre de Pacs homosexuels. Avec elle viennent les Pays-Bas, où les taux d'enregistrement du partenariat étaient de l'ordre de 10 la troisième année, puis ceux du mariage de l'ordre de 9 dans les mêmes conditions¹⁰. Au Danemark, les taux du début des années 1990 sont nettement différenciés entre gays et lesbiennes (un point sur lequel nous reviendrons) : 11 à 13 pour les premiers, 5 à 7 pour les secondes. Enfin la Belgique présente une situation complexe : des taux de l'ordre de 7 pour 100 000 pour la cohabitation légale (qui inclut des situations de non-couples) et un taux de 12 pour le mariage dans une période de deux ans après l'entrée en vigueur de la loi ; au total, une fréquence des enregistrements plutôt élevée malgré les incertitudes sur sa mesure.

Les regroupements des pays s'accordent mal aux intuitions que peut suggérer la lecture des lois instituant la légalisation des couples homosexuels. L'ensemble nordique est éclaté, bien qu'il y ait eu concertation sur un principe législatif commun : les enregistrements sont rares en Suède, peu fréquents en Finlande, Islande et Norvège et relativement nombreux au Danemark (au moins pour les hommes). A l'inverse, les pays non nordiques partagent des taux d'enregistrement largement supérieurs à la moyenne (à l'exception de l'Allemagne), alors que leur processus législatif a été extrêmement hétérogène. Par exemple, la relative proximité des résultats statistiques entre la France et les Pays-Bas contraste avec la distance qui sépare le Pacs d'une part, le partenariat enregistré puis le mariage d'autre part.

Il est extrêmement difficile de rapprocher systématiquement le contenu des lois d'enregistrement et la fréquence des légalisations, pour révéler une éventuelle influence des premières sur les secondes. Non nous contentons d'un aperçu impressionniste en retenant deux indicateurs globaux empruntés à Kees Waaldijk¹¹. Le premier mesure l'ampleur des conséquences légales attachées au statut de couple homosexuel enregistré qui manquent pour en faire l'égal d'un couple hétérosexuel marié ; ce déficit peut être envisagé comme un frein à la légalisation de leur union par les homosexuels. Le second saisit l'aspect positif de la législation en mesurant le surplus relatif de conséquences légales apporté par l'enregistrement des couples homosexuels par rapport aux couples restant sous le régime de la seule cohabitation informelle ; ce surcroît peut être envisagé comme une incitation à la légalisation de leur union par les homosexuels.

¹⁰ Les statistiques de mariages sont plus difficiles à interpréter que celle de partenariat précédemment. Il se pourrait que se soit installée aujourd'hui une réelle concurrence entre les deux formes de légalisation des couples homosexuels, le recul récent du nombre de mariages s'accompagnant d'une hausse des partenariats.

¹¹ Waaldijk, Kees.- Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners: Comparative overview.- In: Waaldijk, Kees (ed).- *More or less together*, cité, p. 10-11.

Taux brut d'enregistrement des pacs, partenariats ou mariages homosexuels (pour 100 000)

Année	Danemark		Finlande		Islande		Norvège		Suède		Pays-Bas		Allemagne		Belgique		France	
	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF
1989	19	5																
1990	24	9																
1991	13	7																
1992	12	6																
1993	11	5					5,4	1,9										
1994	11	7					4,0	2,1										
1995	12	6					3,0	1,5	5,7	1,9								
1996	11	8			8	8	3,7	2,1	2,3	1,3								
1997	9	8			4	5	3,4	1,9	1,8	1,2								
1998	9	9			4	4	3,2	2,0	1,8	1,0	21,7	16,7						
1999	11,0	10,2			4	4	3,7	2,8	1,8	1,5	11,4	10,8						5
2000	12,1	9,7			4	5	3,5	3,4	2,5	1,5	10,3	9,8			7,3			18
2001	12,1	12,5			4	6	4,8	3,4	2,2	2,1	16,9	13,3			10,2			13
2002	9,5	12,0	9,4	7,7	4	3	4,7	3,4	2,4	2,3	11,7	11,1			6,8			14
2003	11,1	12,6	3,3	4,0	5	4	5,1	3,8	2,7	2,8	9,2	9,3	6,8	3,2				13
2004			3,3	3,8	6	6			3,2	3,1	6,9	7,2			11,8			11
2005																		

Danemark : Partenariat enregistré. L'année 1989 couvre seulement 3 mois.

Finlande : Partenariat enregistré. L'année 2002 couvre seulement 10 mois.

Islande : Partenariat confirmé. L'année 1996 couvre seulement 6 mois.

Norvège : Partenariat enregistré. L'année 1993 couvre seulement 5 mois.

Pays-Bas : Les années 1998-2000 traitent du partenariat enregistré, les années 2001 et suivantes du mariage. L'année 2001 couvre seulement 9 mois.

Allemagne : *Lebenspartnerschaft*. La période est de 3 ans 5 mois, d'août 2001 à la fin 2004. Les taux sont des moyennes annuelles.

Belgique : Les années 2000-2002 traitent de la cohabitation légale, les années 2003 et suivantes du mariage (période de 2 ans à partir de juin 2003 ; taux en moyenne annuelle)

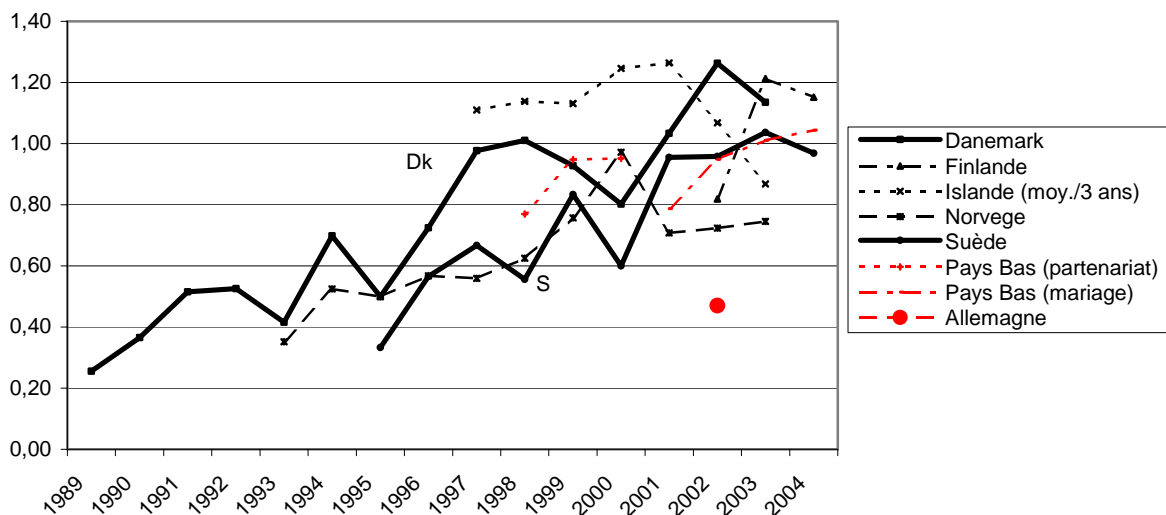
France : Pacs. L'année 1999 couvre seulement 1½ mois.

La distance entre la situation des couples homosexuels légalisés et celle des hétérosexuels mariés, frein potentiel à l'enregistrement, est maximale dans le Pacs français et le *Lebenspartnerschaft* allemand : 45 % des conséquences légales attachées au mariage manquent aux pacsés et 32 % à leurs homologues allemands (contre moins de 20 % dans les autres pays européens). Or ces deux cas s'opposent en matière d'enregistrement, le premier bénéficiant d'une adhésion beaucoup plus large que le second (avec les réserves statistiques qui s'imposent pour la France). A l'inverse, la distance est minimale entre le mariage hétérosexuel et le partenariat (ou le mariage homosexuel) aux Pays-Bas et en Suède : seules 4 % des conséquences légales attachées au mariage manquent aux Néerlandais et 9 % aux Suédois. Mais les deux cas divergent sensiblement sur la fréquence de légalisation, le taux d'enregistrement étant un des plus élevés aux Pays-Bas et le plus faible de tous en Suède.

L'absence de corrélation transparait également lorsqu'on compare le surcroît de conséquences légales attaché à l'enregistrement et la fréquence de celui-ci. Plus de 45 % des conséquences légales attachées au mariage ne sont conférées aux couples homosexuels qu'en cas de légalisation de leur union en Islande, Allemagne et Finlande, trois pays où on pourrait s'attendre à ce que les couples trouvent là une incitation plus forte qu'ailleurs à légaliser leur union plutôt qu'à rester cohabitants. A l'inverse, le surplus relatif est le moins développé en France, Pays-Bas et Suède (moins de 25 %), trois pays où les partenaires pourraient puiser là des raisons moins pressantes qu'ailleurs à légaliser leur couple¹². Or les observations sur les taux d'enregistrement s'accordent très mal avec cette analyse des lois : les légalisations sont rares dans les trois premiers pays, où la loi pourrait paraître incitatrice ; les enregistrements sont largement plus fréquents que dans la moyenne des autres pays en France et aux Pays-Bas, où les lois offrent peu d'avantages relatifs aux pacsés, partenaires enregistrés ou mariés homosexuels. Seule la Suède est en concordance avec l'hypothèse implicite d'un enregistrement influencé par la portée des lois de partenariat : celui-ci est peu incitatif car il apporte peu à ceux qui légalisent leur union, comparé à la situation des cohabitants déjà largement protégés par la loi. L'idée d'associer la fréquence des enregistrements dans les différents pays à un indicateur synthétique du contenu des lois de partenariat, pour révéler l'influence du second sur le premier, ne reçoit guère de soutien de ce rapide examen.

Les enregistrements de la première moitié des années 1990 sont fortement dominés par les hommes, dans les pays pionniers de la légalisation des couples homosexuels (Danemark, puis Norvège et Suède). Les couples lesbiens sont alors moitié moins nombreux que les gays à utiliser les lois de partenariat. Mais un mouvement continu amène progressivement à un meilleur équilibre numérique entre les sexes. C'est d'abord une évolution propre à chaque pays. Dans les trois cas cités, où des séries longues sont disponibles, le ratio des taux d'enregistrement masculins et féminins se rapproche régulièrement de l'unité : en Norvège et en Suède (où l'enregistrement est moins fréquent qu'au Danemark), les taux des deux sexes augmentent dans les années récentes mais ceux des femmes plus vite que ceux des hommes ; au Danemark, les taux masculins, d'emblée élevés, ne varient guère alors que progressent les taux féminins.

Taux d'enregistrement comparé: femmes/hommes



¹² La Belgique est difficile à classer : la cohabitation légale apporte peu et le mariage bien davantage. On notera que, malgré ce, les taux d'enregistrement ne semblent pas très différents dans les deux types de légalisation (avec toutes les réserves dues aux approximations statistiques, déjà soulignées).

A ce mouvement s'ajoute l'extension du nombre de pays proposant une reconnaissance aux couples homosexuels. Dans ces nouveaux pays (Islande, Pays-Bas, Finlande), l'équilibre numérique s'établit presque immédiatement entre gays et lesbiennes dans les années 2000. L'Allemagne est une notable exception où les partenariats des années récentes sont à large prépondérance masculine, comme ils l'étaient en Scandinavie dix ans plus tôt¹³.

L'évolution des pays pionniers suggère une accoutumance progressive des lesbiennes aux lois sur le partenariat, comme si ce groupe surmontait peu à peu des réticences à donner une visibilité à leur union par une légalisation inspirée de la pratique hétérosexuelle. Mais la vue d'ensemble laisse supposer que l'évolution ici peut être ensuite un acquis ailleurs, puisque des pays plus tard venus au principe de légalisation enregistrent rapidement les couples d'hommes et de femmes en proportions voisines. Peut-on supposer qu'une large part de l'Europe participe à un mouvement général de meilleure acceptation de l'homosexualité féminine, qui bénéficie des efforts pionniers de quelques uns ? Le souci pédagogique d'une meilleure acceptation de l'homosexualité était d'ailleurs très présent dans la volonté des législateurs danois en 1989.

Rien évidemment ne distingue les hommes des femmes dans les conditions de reconnaissance légale faites aux couples homosexuels des différents pays. On ne saurait expliquer par là les différences de taux d'enregistrement des gays et des lesbiennes. Il en va de même des évolutions temporelles, impossibles à expliquer par des changements majeurs ayant affecté le cadre législatif d'ensemble, les lois de légalisation des unions homosexuelles étant restées stables depuis leur instauration dans les pays qui les ont adoptées précocement.

Il faut sans doute à la fois supposer une sensibilité différente des deux sexes aux mêmes conditions légales et postuler que certains aspects des lois revêtent une importance plus grande que d'autres dans ce mécanisme de différenciation. On pense ici aux conditions faites à la parentalité homosexuelle, qu'on peut supposer plus cruciales pour les lesbiennes que pour les gays et éventuellement déterminantes dans leur décision de légaliser leur union.

Par exemple, les trois pays scandinaves partagent d'avoir accordé aux partenaires homosexuels enregistrés le droit d'adopter l'enfant de leur conjoint, sans offrir cette même possibilité aux couples cohabitants, longtemps après les lois de partenariat (le Danemark dix ans après en 1999, la Norvège neuf ans après en 2002 et la Suède huit ans en 2003). En Islande, le décalage est seulement de quatre ans en 2000, aux Pays-Bas de trois ans en 2001 (mais la loi bénéficie aussi aux couples non enregistrés)¹⁴. Comme la parité statistique des enregistrements, la prise en compte du statut de partenaire homosexuel dans les lois d'adoption se fait dans un petit nombre d'années autour de 2000, indépendamment de la chronologie antérieure des lois sur la légalisation des couples.

Dénombrément des couples non mariés ou non enregistrés.

Les taux bruts de nuptialité et d'enregistrement utilisés pour mesurer le comportement respectif des couples hétérosexuels et homosexuels se rapportent également à la population totale de chaque pays, comme si celle-ci était indifférenciée sexuellement. Ceci crée faussement les conditions de la comparabilité entre les comportements des hétéro- et des homosexuels, car les premiers sont beaucoup plus nombreux que les seconds. Que les taux de nuptialité soient beaucoup plus élevés que les taux d'enregistrement (les premiers sont exprimés pour 1 000 habitants, les seconds pour 100 000) reflète avant tout cette disparité.

La comparaison a bien davantage de sens si elle prend pour base respective chacun des deux groupes, en saisissant ceux-ci à la même phase du processus conduisant à la légalisation de leur union. Nous nous proposons de considérer ici les couples hétérosexuels non mariés, en mesurant la fraction de ceux qui légalisent leur union dans l'année, puis de procéder de même avec les couples homosexuels non enregistrés. Taux de nuptialité des couples hétérosexuels et taux d'enregistrement des couples homosexuels mesurent la fréquence de légalisation de façon telle qu'on puisse dire si la reconnaissance légale des unions est plus courante (plus « populaire ») chez les uns que chez les autres.

Les données nécessaires au calcul de ces taux ne sont cependant pas d'accès simple partout et la signification des résultats n'est pas toujours d'interprétation aussi directe qu'il paraît.

En France, le nombre de couples hétérosexuels non mariés est estimé grâce aux enquêtes sur l'emploi, avec une fiabilité satisfaisante depuis le début des années 1990. D'autres pays procèdent de même : l'Allemagne et les *Microzensus* depuis 1991 ; la Norvège et les *Omnibus Surveys* depuis 1993 ; la Suède et les *Living Conditions Surveys* (ULF) depuis 1985. Dans tous les cas, les couples identifiés résident dans le même ménage ; les estimations du nombre de couples vivant leur conjugalité dans des logements différents sont peu élevées¹⁵.

Dans les autres pays, il est fait recours aux registres de population. Ceux-ci s'appuient sur le constat de co-résidence des personnes et classifient comme couples non mariés les paires d'hommes et de femmes non

¹³ On n'a pas d'informations par sexe en Belgique et en France.

¹⁴ En Finlande et en Allemagne, les lois de 2001 n'ouvrent pas l'adoption pour l'enfant du partenaire enregistré.

¹⁵ Villeneuve-Gokalp Catherine.- Vivre en couple chacun chez soi.- *Population*, n° 5, 1997, p. 1059-1081.

Toulemon, Laurent.- La cohabitation hors mariage s'installe dans la durée.- *Population*, n° 3, 1996, p. 675-716

La notion de vie en couple séparé est néanmoins très hétérogène : Haskey, John.- Living arrangements in contemporary Britain: having a partner who usually lives elsewhere; Living-apart-together, LAT. A paper at *Statistics, Investment in the future*, International Conference, Prague, Czech Republic, 6-7 September 2004, 35 p.

apparentés, sous certaines conditions¹⁶. Les conditions permettent d'asseoir un jugement sur la probabilité que les deux personnes forment effectivement un couple (une différence d'âge trop grande réduit la vraisemblance, la présence d'un enfant né des deux parents ou l'emménagement simultané dans le logement actuel l'accroît fortement). Le lien de couple n'est donc pas déclaré par les intéressés mais postulé par les statisticiens¹⁷. Par construction, le dénombrement ne porte que sur les couples partageant à la même adresse. A cette restriction près, des statistiques existent dans tous les pays, qui peuvent être utilisées en confiance, moyennant quelques réserves au cas par cas.

La tâche est autrement ardue lorsqu'il s'agit d'estimer le nombre de couples homosexuels¹⁸.

La population qu'il faut mesurer étant beaucoup moins nombreuse que les couples hétérosexuels, l'utilisation des enquêtes est beaucoup plus problématique. Le recours au recensement (les micro-recensements en Allemagne) est nécessaire, avec des risques importants de sous-déclaration du lien de couple homosexuel, à cause de la sensibilité du sujet, de la concision du questionnaire et des pratiques de certains instituts de statistique peu soucieux de s'adapter aux réalités sociales contemporaines¹⁹. En Allemagne et en France, on a estimé que seuls un tiers des couples homosexuels se déclarent comme tels, les deux autres tiers se classant sans doute dans d'autres catégories comme des paires d'ami(e)s. En Norvège, le recensement de 2001 était mal adapté à un décompte fiable des couples de même sexe. En Suède, autre pays procédant par enquête pour évaluer le nombre de couples hétérosexuels non mariés, il n'y a plus de recensement de population²⁰.

Sur la base du registre de population néerlandais, la procédure adoptée pour les cohabitations hétérosexuelles a été transposée aux homosexuels²¹. A partir du constat de co-résidence d'adultes de même sexe non apparentés, un jugement est porté sur la probabilité qu'ils forment un couple à partir d'un petit nombre de critères (différence d'âge, emménagement simultané dans le même logement, etc.). Dans les autres pays où la transposition est envisageable, elle n'a pas été faite à ce jour.

En France, les couples homosexuels représentent environ 0,9 % de l'ensemble des couples à la fin des années 1990 ; en Allemagne, cette fraction est passée de 0,6 % en 1996 à 0,7 % en 2004 ; aux Pays-Bas, de 1,0 à 1,2 % entre 1995 et 2002. Hors d'Europe, le pourcentage est du même ordre aux Etats Unis (1 % vers 2000), plus faible au Canada ou en Nouvelle-Zélande. Cet éventail relativement restreint nous laisse supposer une fraction de couples homosexuels comprise entre 0,7 et 1,2 % dans les pays où nous n'avons pas d'information.

Dans tous les cas - mesure, estimation ou supputation - le nombre est celui des couples partageant un même logement. Or les couples homosexuels résident ensemble moins systématiquement que les hétérosexuels. Dans les enquêtes conduites en France auprès des lecteurs de la presse gay, le pourcentage d'hommes vivant une relation stable sans pour autant cohabiter était encore de 40 % en 1997, malgré une décroissance régulière au cours des années passées. Pour les femmes, c'était 20 % (sur un échantillon restreint). En Allemagne, d'après le même type d'enquête, 59% d'hommes dans une relation stable ne cohabitaient pas avec leur partenaire en 2003²². Si l'objectif est de dénombrer les couples homosexuels, quel que soit leur mode de résidence, les résultats fondés sur les seuls partenaires cohabitants risquent d'être sensiblement sous-estimés, contrairement à ce qui concerne les hétérosexuels.

L'interprétation des taux de nuptialité des couples non mariés et des taux de légalisation des couples homosexuels non enregistrés aborde le même écueil sous un angle un peu différent.

Pour les hétérosexuels, le rapport du nombre de mariages à celui des couples non mariés mesure correctement la nuptialité si les futurs époux vivent ensemble à la veille de la cérémonie. C'est avéré dans la plupart des pays²³. Dès les années 1980, guère plus de 5 % des jeunes Suédoises en couple avant 25 ans s'étaient mariées sans cohabitation préalable. Dans les autres pays c'était encore 10 à 20 % en Finlande, 30 à 40 % ailleurs, mais l'écart avec la Suède se comblait très vite et c'était chose faite dans la décennie suivante. Seule la Belgique

¹⁶ Pour le Danemark et la Finlande, cf. les chapitres qui suivent consacrés aux deux pays. Pour les Pays Bas, cf. Steenhof, Liesbeth & Harmsen, Carel.- Same-sex couples in the Netherlands.- In: Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 233-243.

¹⁷ L'Islande fait cependant exception : la statistique y décompte les couples non mariés dans le registre de population sur la base de leur déclaration administrative de cohabitation ; manquent donc les couples non mariés qui ne se sont pas encore déclarés. Cf. le chapitre qui suit consacré à l'Islande et *Marriages, consensual unions and separations 2003*.- Statistics Iceland, Population, 89, year 31, vol. ISSN: 1670-4479, 24 p.

¹⁸ Festy, Patrick.- Numbering same-sex couples in censuses and population registers, a paper presented at the Canadian Population Society conference in London (Ontario), 1-3 June 2005, 16 p.

¹⁹ Digoix, Marie; Festy, Patrick & Garnier, Bénédicte.- What if same-sex couples exist in France after all? In: Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships & homosexual marriages. A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail 124, INED, 2004, p. 193-210.

²⁰ Cf. les chapitres qui suivent consacrés respectivement à l'Allemagne, à la France et à la Norvège.

²¹ Steenhof, Liesbeth & Harmsen, Carel.- Same-sex couples in the Netherlands, cité.

²² Bochow, Michael.- "Steady Partnerships Among Gay Men in Germany: Findings from the National Gay Press Survey".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p. 185-191.

²³ Macura, Miroslav, Mochizuki-Sternberg, Yumiko and Lara Garcia, Jose, Eastern and Western Europe's fertility and partnership patterns: selected developments from 1987 to 1999, in Macura, Miroslav and Beets, Gijs (editors), *Dynamics of fertility and partnership in Europe. Insights and lessons from comparative research, Volume I*, United Nations, New York and Geneva, 2002, p. 27-56 (en particulier, fig. 4.7, p. 38).

fait exception avec de fréquents mariages directs, en particulier en Flandre (mais les informations sont anciennes).

Le taux de nuptialité des couples non mariés est donc pertinent dès les années 1980 dans certains pays du nord, un peu plus tard ailleurs, avec des réserves pour la Belgique.

La question peut être transposée à la légalisation des couples homosexuels, mais les éléments de réponse sont rares. Celui-ci est extrait d'une enquête auprès des séropositifs en France en 2003 : 10 % des couples gays étaient pacsés, mais c'était 21 % de ceux qui partageaient le même logement et à peu près aucun pour ceux qui ne vivaient pas ensemble²⁴. Les légalisations sont donc exclusivement le fait des partenaires cohabitants ; le taux relatif à ces couples peut donc être tenu pour pertinent. Notons par ailleurs que si des enregistrements étaient le fait de couples vivant séparément, les taux que nous calculons surestimeraient la fréquence des légalisations, ce qui renforcerait les conclusions que nous tirerons plus loin.

Nuptialité des couples non mariés et légalisation des couples non enregistrés.

Les taux de nuptialité des couples non mariés sont pour la plupart entre 9 et 12 %. Ceci peut signifier que les couples attendent en moyenne une dizaine d'années avant de se marier, mais c'est en fait le reflet d'une réalité plus complexe où une fraction seulement des couples se marient (la moitié ?), mais le font dans un délai sensiblement moindre (3-5 ans ?). Les taux faibles correspondent à des situations de mariage rare et tardif ; l'inverse pour les taux forts. Comparée à la nuptialité de l'ensemble de la population (taux bruts de nuptialité analysés précédemment), celle des couples non mariés est essentiellement affectée par la durée de cohabitation de ceux-ci, qui sont d'autant plus nombreux qu'ils vivent ensemble longtemps sans se marier.

La nuptialité des couples est élevée au Danemark (plus de 12 %) et surtout en Allemagne (plus de 16 %). La nuptialité est faible en Norvège (autour de 9 %) et surtout en Suède (6 %). Le contraste est marqué entre les deux extrêmes (Allemagne et Suède). Il est très amplifié par rapport à ce que révélaient les taux bruts de nuptialité récents, inférieurs à 5 pour 1 000 habitants dans les deux pays les années récentes. C'est que les couples non mariés sont peu nombreux en Allemagne (un couple sur dix, les neuf autres étant mariés), contrairement à la Suède (un couple sur trois) : même si dans les deux cas la cohabitation pré-nuptiale est systématique, elle est brève en Allemagne et prolongée en Suède.

Plus généralement, la nuptialité des couples mariés est plus faible dans les pays nordiques que non nordiques, parce que la cohabitation hors mariage est sensiblement plus longue, mais aucun des deux ensembles n'est vraiment homogène : le Danemark se distingue de ses voisins par une nuptialité relativement forte ; la France par une nuptialité relativement faible.

Les taux de légalisation des couples homosexuels sont pour la plupart entre 2 et 7 %, ce qui implique soit une cohabitation extrêmement longue avant l'enregistrement (en moyenne, une vingtaine d'années !), soit, plus vraisemblablement, des durées nettement plus courtes et des proportions élevées de couples ne s'enregistrant pas.

Dans les pays nordiques, les taux d'enregistrement sont faibles, sauf au Danemark. Hormis dans la période d'installation des lois, les taux ne dépassent guère 2 % ; ils sont même encore plus bas en Suède et dans les années 1990. Ces taux sont faibles par rapport à ceux des autres pays, mais surtout par rapport aux taux de nuptialité des couples non mariés. Ils ne représentent guère que 15 à 30 % de ces derniers : 15 % dans la décennie passée, avant une hausse dans les années 2000. Malgré ce mouvement récent, le recours aux procédures de légalisation est extrêmement modeste par rapport à l'usage que les hétérosexuels font du mariage.

Le Danemark est un peu à part de ses voisins nordiques, avec des taux constamment plus élevés, mais une même tendance à la hausse depuis quelques années. Comme en outre la nuptialité des non mariés est elle-même plus forte que dans le reste de la région, la spécificité danoise est moindre s'agissant de l'écart entre les comportements des homo- et des hétérosexuels. Ici aussi la légalisation est très en retrait par rapport à la nuptialité, dont elle ne représentait que 20 % au début des années 1990, avant d'atteindre 40 % aujourd'hui.

²⁴ Schiltz, Marie.-Ange.- "Pacs: the chaotic emergence of the category in social surveys".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- "Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials".- Paris: Ined [Documents de travail n°124], 2004, p. 225-232 (en particulier, p. 230).

Taux de légalisation des unions par les homosexuels et les hétérosexuels

Année	Danemark		Finlande		Islande		Norvège		Suède		Pays-Bas*		Allemagne		Belgique*		France	
	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro	Homo	Hétéro
1989	0,028 ^a	0,130																
1990	0,041	0,129																
1991	0,027	0,124																
1992	0,026	0,125																
1993	0,024	0,120					0,016 ^a	0,093										
1994	0,028	0,131					0,014	0,091										
1995	0,030	0,127					0,011	0,096	0,018	0,065								
1996	0,031	0,130					0,014	0,099	0,009	0,060								
1997	0,028	0,123					0,013	0,096	0,008	0,054								
1998	0,033	0,123			0,024 ^a	0,127	0,013	0,089	0,007	0,054								
1999	0,038	0,124			0,024	0,131	0,016	0,087	0,009	0,056							0,024 ^a	0,118
2000	0,041	0,133			0,027	0,149	0,018	0,102	0,010	0,064							0,081	0,118
2001	0,048	0,126			0,029	0,125	0,022	0,088	0,012	0,058	0,052 ^a	0,118					0,066	0,114
2002	0,044	0,127	0,042 ^a	0,099	0,020	0,141	0,021	0,083	0,013	0,057	0,041	0,121	0,027 ^b	0,165			0,072	0,104
2003	0,050	0,120	0,019	0,093	0,029	0,130	0,023	0,077	0,016	0,061	0,035	0,111					0,074	0,100
2004			0,019	0,104	0,039	0,124			0,018	0,067	0,028	0,103			0,058 ^b	0,131	0,068	0,091
2005																		

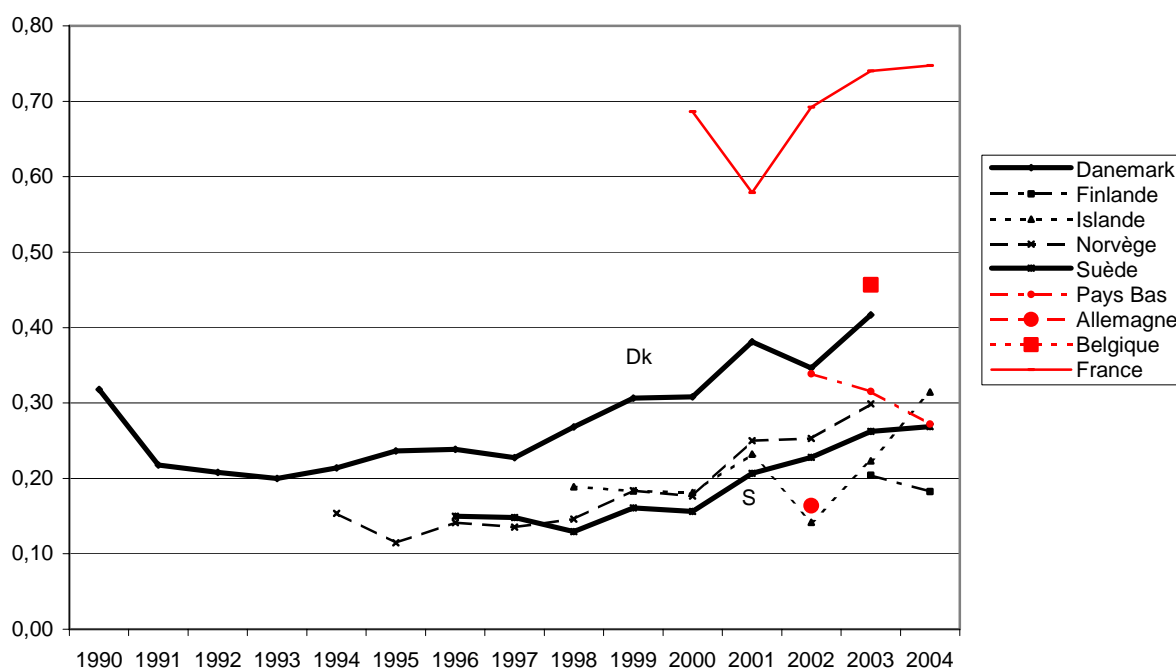
* Mariage homosexuel

^a Année incomplète

^b Moyenne annuelle

Les taux de légalisation des couples homosexuels sont une moyenne hommes femmes. Lorsque des estimation du nombre de couples ont été faites en pourcentages du nombre total de couples homo- et hétérosexuels, on a pris la moyenne des deux estimations (0,7 et 1,0 %). Voir les détails pour chaque pays dans les chapitres qui suivent.

Rapport des taux de légalisation des couples homosexuels
aux taux de nuptialité des couples hétérosexuels



Les pays non nordiques forment un ensemble plus disparate. Le taux de légalisation est faible en Allemagne (moins de 3 % par an, bien que la période inclue la phase initiale où les enregistrements sont généralement nombreux) et fort en France (7 % à partir de 2001, avec des réserves sur l'estimation du nombre de pacs homosexuels). Les Pays-Bas (mariages) sont en position intermédiaire ; la Belgique aussi, mais la période est celle de mise en place de la loi sur le mariage.

Le contraste est encore accentué si l'on considère la relation entre légalisation des couples homosexuels et nuptialité des hétérosexuels, car on a vu que cette dernière est nettement plus élevée en Allemagne qu'ailleurs, en particulier en France. L'écart entre les comportements des uns et des autres est maximum en Allemagne (les légalisations ne représentent que 15 % des mariages, bien qu'il s'agisse d'une période plutôt favorable) ; il est au contraire minimum en France. De toutes les formes de reconnaissance des couples homosexuels développées en Europe, le pacs est celle dont la « popularité » se rapproche le plus du mariage hétérosexuel : le taux d'enregistrement est égal à 70 % du taux de nuptialité, soit un déficit de seulement 30 % (sous les réserves réitérées). La Belgique, dans les deux premières années d'application de la loi sur le mariage, se trouve en position intermédiaire entre ces deux extrêmes, mais bien au-dessus de la majorité des pays, y compris les voisins néerlandais.

Dans tous les pays, les écarts déjà très substantiels entre les comportements des homo- et des hétérosexuels concernant la légalisation de leur union seraient encore accentués si la référence ne se limitait pas aux seuls couples cohabitants, mais s'étendait aussi aux relations stables vécues partiellement à distance dans deux logements séparés.

Mariages hétérosexuels et enregistrements homosexuels : autres différences

Les comportements des homosexuels à l'égard de la légalisation de leurs unions ne diffèrent pas des hétérosexuels que par leur fréquence. Les enregistrements sont aussi plus souvent faits dans les grandes villes et à des âges plus tardifs. Ils se terminent aussi plus fréquemment par une rupture.

La proportion d'enregistrements dans les grandes villes est largement supérieure à celle des mariages, partout où l'observation est faite. Mais les différences entre pays sont difficiles à interpréter, tant sont variables les découpages administratifs :

- En Norvège, de 1993 à 2002, 61 % des partenariats masculins et 44 % des partenariats féminins ont été enregistrés à Oslo, alors que la capitale n'attire que 16 % des mariages (ratios de 4 à 1 et 3 à 1, respectivement pour les hommes et les femmes).
- En Suède, 1995 à 2003, 47 % des partenariats masculins et 37 % des partenariats féminins ont été enregistrés dans le comté de Stockholm, contre seulement 27 % des mariages (ratios inférieurs à 2).

- En Allemagne, entre 2001 et 2004, plus de 20 % des partenariats ont été enregistrés dans les deux villes-länder de Berlin et Hambourg, contre 6 % des mariages (ratios de 3 à 1).
- En Belgique, en 2002-2003, environ le quart des cohabitations légales de même sexe ont été enregistrées à Bruxelles-Capitale, qui ne représente que 12% des mariages du pays (ratios de 2 à 1). Mais les deux premières années d'application de la loi (2000-2001), les enregistrements avaient surtout eu lieu en région flamande (plus de 8 enregistrements sur 10, alors que les mariages de la Flandre représentent moins de 55 % du Royaume).
- [En France, on n'a pas de détails sur le sexe des pacsés et donc aucun moyen de distinguer les homosexuels des hétérosexuels. Les Pacs sont plus nombreux dans le sud qu'au nord et dans chaque région, ils sont plus fréquents dans les départements les plus urbanisés. Le département de Paris est celui où les taux d'enregistrement sont les plus élevés, mais cette prédominance s'estompe au fil du temps.]

Les enregistrements aux jeunes âges sont beaucoup plus exceptionnels que les mariages. Pour l'observer, mieux vaut éviter les toutes premières années d'application des lois, où le phénomène est accentué par la relative abondance des régularisations de situations anciennes. Mais même par la suite, l'écart reste très net :

- En Norvège, en 1999-2001, les enregistrements avant 30 ans ne sont que 25 % des partenariats masculins et 22% des partenariats féminins (contre 42 % des hommes et 59 % des femmes dans les mariages).
- En Suède, en 2000-2004, les enregistrements avant 30 ans ne sont que 10 % des partenariats masculins et 27% des partenariats féminins (contre 26 % des hommes et 42 % des femmes dans les mariages).
- Aux Pays-Bas, les différences entre les deux types de légalisation sont minimales : 12 % des partenaires (hommes comme femmes) ont moins de 30 ans en 1999, ainsi que 10 % des mariés homosexuels et 14 % des mariées en 2002 (contre 32 % des hommes et 50 % des femmes dans les mariages hétérosexuels).

Les écarts d'âge entre partenaires sont en outre beaucoup plus larges dans les couples homosexuels que dans les mariages hétérosexuels (Norvège et Suède). Par contre les différences entre gays et lesbiennes ne sont pas les mêmes en Norvège et aux Pays-Bas (âges à l'enregistrement voisins) et en Suède (les lesbiennes plus jeunes que les gays).

A durée égale depuis la légalisation, les ruptures sont plus fréquentes chez les partenaires enregistrés que chez les hétérosexuels mariés. Mais le recul ne permet de juger que des premières années de vie commune légalisée :

- Au Danemark (1999-2003), la divortialité des partenariats d'hommes est légèrement supérieure à celle des mariages hétérosexuels (+ 12 %) ; celle des partenariats de femmes l'est plus largement (+ 58 %).
- En Islande depuis l'instauration du partenariat enregistré (1996-2004), la sur-divortialité des partenariats d'hommes est très forte (rapport de 3 à 1) ; celle des femmes un peu moindre (rapport de 2 à 1).
- En Norvège, depuis l'instauration du partenariat (1993-2001), la divortialité des partenaires masculins ne diffère pas de celle des mariés, alors que celle des partenaires féminins est double.
- En Suède (1998-2004), la divortialité des partenaires masculins est légèrement supérieure à celle des mariés (+20%), alors que celle des partenaires féminins est près du double. Au fil du temps, la sur-divortialité des partenariats se réduit, les comportements se rapprochant graduellement de ceux des mariés et l'écart entre hommes et femmes se résorbant légèrement.
- [En France, on n'a pas de détails sur le sexe des pacsés et donc aucun moyen de distinguer les homosexuels des hétérosexuels ; ces derniers sont sans doute largement majoritaires dans les enregistrements. Les risques de rupture des pacsés sont environ trois fois plus élevés que les risques de divorce des mariés. Ce ratio évolue peu au fil des ans depuis 2000.]

La divortialité est généralement plus forte dans les partenariats lesbiens que gays (sauf en Islande) ; l'écart est très net en Norvège et en Suède. La distance avec les mariés se réduit peut-être avec le temps, mais la tendance reste incertaine.

L'ensemble des disparités entre couples homo- et hétérosexuels face à la légalisation de leur union souligne bien que ceux-ci ne sont pas deux catégories-sœurs que ne distinguent que les orientations sexuelles. Sous les différences de localisation, d'âge, d'espérance de vie commune, mais aussi de partage du logement et autres, affleurent des modes de fonctionnement contrastés dont la différence des pratiques d'enregistrement sont une des dimensions. Au fil du temps, des signes apparaissent cependant, ici et là, d'un comblement des écarts entre couples de même sexe et de sexe différent : sur les âges, les risques de rupture, mais aussi la résidence conjointe, etc. Ces mouvements discrets accompagnent celui qui anime la fréquence des enregistrements, qui se rapproche lentement de la nuptialité des couples hétérosexuels, mais dans une période où celle-ci est elle-même faible et déclinante dans la plupart des pays.

Enregistrements de couples homo- et hétérosexuels : France, Pays-Bas et Belgique

Dans trois pays, la loi a ouvert simultanément et dans les mêmes termes une possibilité de légalisation pour les couples homo- et hétérosexuels. C'est la Pacs en France, le partenariat aux Pays-Bas et la cohabitation légale en Belgique. Dans ce dernier pays, la cohabitation légale n'est pas seulement ouverte aux couples mais à toute paire de personnes vivant ensemble. Aux Pays-Bas et en Belgique, après l'instauration de ces procédures, le mariage a également été ouvert aux couples homosexuels.

Ces possibilités créent des relations complexes entre légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels, puisqu'en France ces derniers ne disposent pas seulement du mariage mais également du Pacs pour donner légalité à leur union, et qu'aux Pays-Bas et en Belgique, cette pluralité de procédures a d'abord été offerte aux hétérosexuels puis étendue aux homosexuels. S'il est interdit d'être à la fois dans l'un et l'autre statuts (pacsé, partenaire ou cohabitant et marié), il est revanche possible d'être l'un puis l'autre, d'où des doubles comptes à travers le temps pour les personnes qui changent de statut.

Les couples hétérosexuels recourent aux formes de légalisation hors mariage dans des proportions inégales selon les pays et selon les années. En France et aux Pays-Bas, les taux de pacs et de partenariat sont faibles, comparés aux taux de nuptialité des non mariés, mais ils ont crû rapidement dans les années récentes, jusqu'à représenter plus du dixième des légalisations de couples hétérosexuels. En Belgique, le succès de la cohabitation légale est beaucoup mieux affirmé, avec des taux d'enregistrement largement supérieurs à ceux des deux autres pays, mais de larges fluctuations d'une année sur l'autre. En moyenne, la cohabitation légale représente plus de 20 % des différentes formes de légalisation.

On peut s'interroger sur l'existence d'une concurrence entre le mariage et les autres formes d'enregistrement auprès des couples hétérosexuels. En France et aux Pays-Bas, la montée progressive du nombre de pacs et de partenariats accompagne une baisse du nombre de mariages. Il n'est donc pas exclu que le premier mouvement contribue au second. Toutefois, le cumul pacs + mariages ou partenariats + mariages diminue aussi au fil des années récentes : l'explication de la baisse du nombre des mariages par le développement de formes alternatives ne saurait être que partielle.

Aux Pays-Bas, nouveaux partenaires et nouveaux mariés diffèrent sensiblement par leur âge, les premiers étant plus âgés que les seconds²⁵. Cet écart contredit l'idée que le partenariat serait une étape vers un mariage ultérieur ; il suggère que partenaires et mariés constituent deux « clientèles » distinctes, et non concurrentes. En outre, dans les deux pays, le pacs et le partenariat ont ouvert des possibilités administratives ou juridiques équivalentes à celles du mariage sans les contraintes attachées à celui-ci, rendant ainsi la légalisation attrayante à des couples qui ne l'auraient pas envisagée. Aux Pays-Bas, depuis 2001, la transformation aisée d'un mariage en partenariat permet de déboucher sur des ruptures plus souples, de quoi expliquer le développement récent du partenariat (en 2004, 5 000 « annulations flash » ont été prononcées dans des partenariats, contre 32 000 divorces classiques). En France, les avantages administratifs accordés aux couples pacsés contribuent peut-être en partie à la popularité croissante du pacs.

En Belgique, les fluctuations du nombre de cohabitations légales n'ont pas de répercussions perceptibles sur le nombre de mariages. En revanche, l'importance des effectifs en jeu s'accorde bien avec le fait que la baisse de la nuptialité est plus ample en Belgique que chez ses deux voisins. Les conclusions ne peuvent néanmoins qu'être prudentes, sachant que la cohabitation légale ne s'adresse pas exclusivement à des couples, mais peut bénéficier à toute paire de personnes de sexe différent résidant ensemble.

L'année où le mariage a été ouvert aux couples de même sexe aux Pays-Bas, le nombre de partenariats homosexuels a brutalement été divisé par trois et celui des mariages s'est fixé près du niveau qui avait marqué l'année inaugurale du partenariat en 1998. Comme en outre les distributions des âges au mariage et au partenariat sont très voisines (et sensiblement différentes de l'âge au mariage hétérosexuel), on peut penser que les clientèles des deux formes de légalisation se recoupent largement et font sans doute double compte à quelques années d'intervalle.

25

Type d'unions et sexe	Pays Bas. Ages au mariage ou à l'enregistrement					
	< 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-64 ans	65+ ans	Tous âges
Partenariats hétérosexuels, hommes (1999)	14%	31%	23%	24%	8%	100%
Partenariats hétérosexuels, femmes (1999)	21%	34%	22%	19%	4%	100%
Mariages hétérosexuels, hommes (2002)	32%	47%	12%	7%	1%	100%
Mariages hétérosexuels, femmes (2002)	50%	36%	9%	5%	1%	100%

Taux d'enregistrement des couples non légalisés
et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Pacs, Cohabitations, Partenariats			Mariages		
	HF	HH	FF	HF	HH	FF
France (Pacs)						
1998				117		
1999				118		
2000	5	81		118		
2001	5	66		114		
2002	6	72		104		
2003	9	74		100		
2004	11	68		91		
2005						
Belgique (Cohabitations légales et mariages)						
1998				201		
1999				185		
2000	16	33		174		
2001	75	48		152		
2002	30	34		137		
2003	37	39		133*		
2004				131*	58	
2005						
Pays-Bas (Partenariats et mariages)						
1998	3	77	66	143		
1999	2	42	44	141		
2000	2	36	40	134		
2001	4	13	13	118	54	49
2002	11	16	21	121	38	43
2003	14	12	16	111	31	38
2004	15	20	30	103	24	31
2005						

L'évolution des années récentes met cependant en doute ces conclusions. Le nombre de mariages n'a cessé de décroître, y compris en 2004 (soit trois ans après la mise en place de la loi), alors que le nombre de partenariats a commencé à augmenter après une forte baisse. Ce pourrait être le premier signe d'existence d'une alternative partenariat-mariage pour les couples homosexuels.

En Belgique, la confrontation entre les deux formes de légalisation ne date que de juin 2003 (et n'est documentée que pour cette seule année). Le nombre de dissolutions de cohabitations a fortement augmenté, atteignant 546 contre 120 l'année précédente. C'est sans doute le fait de couples désireux de passer de l'ancien statut au nouveau. Mais il n'y a pas pour autant de chute du nombre de cohabitations enregistrées en 2003, qui ont même augmenté par rapport à 2002. L'instauration du mariage ne semble pas avoir dissuadé les adeptes de la cohabitation (mais celle-ci est ouverte aussi à des paires de personnes de même sexe vivant ensemble sans lien de couple).

S'il se confirmait dans les deux pays que le partenariat (ou la cohabitation légale) et le mariage sont deux formes complémentaires plutôt qu'alternatives de légalisation des couples homosexuels, l'appréciation qu'on peut porter sur la fréquence de ces enregistrements pourrait s'en trouver sensiblement modifiée. Par exemple aux Pays-Bas en 2004, moins de 3 % des couples homosexuels se sont mariés mais près du double ont fait l'une ou l'autre démarche de légalisation. C'est « seulement » moitié moins que les hétérosexuels, une des fractions les plus élevées observées en Europe (après la France). De quoi nuancer le jugement sur la popularité de la loi néerlandaise auprès des couples homosexuels.

Vue d'ensemble et conclusion

Conduite dans neuf pays d'Europe où des lois récentes ont ouvert des possibilités d'enregistrement alternatives au mariage, l'analyse comparative des procédures de légalisation des couples, révèle trois catégories de phénomène :

- La légalisation des couples homosexuels (par les procédures nouvelles d'enregistrement ou par le mariage) est sensiblement moins fréquente que celle des couples hétérosexuels par le mariage. Et ceci malgré la désaffection qui touche l'institution matrimoniale. Ce n'est peut-être pas une surprise puisque les lois nouvelles peuvent être jugées tout à la fois trop inférieures aux lois de mariage pour être attrayantes et trop proches d'elles pour être adaptées à la spécificité des couples qu'elles visent. C'est l'occasion de s'interroger sur ce qui fait la différence entre la légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels et, plus radicalement, sur le bien-fondé de la comparaison entre les uns et les autres.
- La fréquence des enregistrements dans les différents pays est disparate, bien davantage que ne l'est le recours au mariage. Toutefois la diversité n'est pas forcément celle qu'une intuition aurait laissé attendre. Non seulement les pays nordiques, qui ont souvent paru pionniers dans l'adoption de nouveaux comportements conjugaux, ne sont pas ici en tête des plus fortes fréquences, mais ils présentent une hétérogénéité interne qui s'accorde mal avec le fait que les lois y ont suivi un processus commun d'élaboration. Plus généralement, on s'étonne que les pays qui semblent avoir accordé le plus de droits aux couples enregistrés ne soient pas toujours ceux où le recours à la loi est le plus élevé.
- Les lois ont été adoptées dans un contexte général de défiance à l'égard du mariage. Le « dé mariage » est aujourd'hui très diffusé en Europe, mais son origine historique est dans les pays du nord, là même où ont aussi été prises les premières lois dites de partenariat enregistré. D'où l'hypothèse d'une possible influence de cet environnement sur l'attitude des couples concernés à l'égard des nouvelles législations. D'autant que la faible nuptialité n'est qu'un élément d'un ensemble plus large de mise en cause des formes familiales classiques par la montée des divorces, le développement des naissances hors mariage, etc.

Les couples visés par les lois de partenariat, de pacs ou de cohabitation légale, selon les pays, n'enregistrent pas leur union aussi souvent que ceux concernés par le mariage. Le constat s'applique essentiellement à la comparaison entre homosexuels et hétérosexuels, même s'il a une portée plus générale puisque, par exemple, les couples de sexe différent qui ont le choix optent dans une large majorité pour le mariage plutôt que ses alternatives (pacs ou autres).

C'est peut-être un déficit provisoire que le temps finira par combler. Il est courant que les institutions familiales mises en place par la loi tardent à entrer dans la pratique des populations, même quand celles-ci les ont appelées de leurs vœux. Au trois grands stades de son développement, à son instauration en 1792, à sa réinstallation en 1874 et à son extension en 1975, le divorce en France n'a d'abord connu qu'un modeste afflux de demandeurs, compte tenu des attentes qu'on pouvait imaginer, avant une croissance lente et régulière de la fréquence des mariages rompus. Ainsi, huit décennies ont été nécessaires après la loi Naquet pour que s'établisse, dans les années 1950-1960, un régime stable où un mariage sur dix se concluait par un divorce. Quant au mariage, selon Georges Duby, il lui a fallu deux siècles au moins au Moyen Age pour que l'église catholique l'impose comme cadre consacré, contrôlé par le clergé, au terme d'un long conflit où l'ordre nouveau se substituait à un ordre différent, contrariant d'autres obligations morales et de vieilles habitudes. Dans les pays nordiques où les lois de partenariat offrent un recul de plusieurs années, une hausse progressive du nombre de couples enregistrés a commencé de rapprocher le comportement des couples homosexuels de celui des hétérosexuels. Cette hausse est avant tout le fait des lesbiennes dont la fréquence d'enregistrement était la plus faible dans les premières années d'application de la loi. Avec le temps qui passe, les pratiques s'installent dans la vie des couples sans pour autant que l'évolution du cadre législatif puisse être tenue pour principal responsable.

Le contenu même des lois peut cependant être invoqué aussi pour expliquer le faible recours des couples aux possibilités nouvelles d'enregistrement. Dans aucun pays, les alternatives au mariage n'ont tous les attributs du mariage. Même celui-ci quand il s'ouvre aux homosexuels aux Pays-Bas et en Belgique exclut certaines conséquences légales, qui restent propres à l'union des personnes de sexe différent. Le déficit est systématique en matière de droit à la parentalité (il n'y a jamais d'équivalent de la présomption de paternité au bénéfice de l'autre quand un des deux partenaires devient parent ; les partenaires ne peuvent se prévaloir de la légalité de leur union pour adopter ensemble un enfant qu'en Suède et aux Pays-Bas et avec des restrictions, etc.) ; des avantages matériels accordés aux mariés sont déniés aux partenaires ou pacés en Allemagne ou en France (le droit à la pension de réversion ou les exonérations de droit de succession) ; etc. Les procédures d'enregistrement diffèrent presque toujours des formes que la loi donne au mariage, soit qu'elles excluent l'intervention des églises dans les pays nordiques, soit qu'elles prévoient des voies spécifiques en France ou en Allemagne. Substantiellement ou symboliquement, il subsiste partout des éléments qui

distinguent ce que le vocabulaire différencie (partenariat et mariage) et même ce qu'il tend à confondre (mariage homosexuel et hétérosexuel).

A l'« offre » incomplète proposée par la loi se confronte la « demande » des couples qu'elle vise. Or rien n'assure que ces attentes se confondent avec celle des candidats au mariage. Les signes s'accumulent en particulier qui montrent les couples homosexuels différents des hétérosexuels par leurs conditions de vie et leurs comportements, formant un groupe à part susceptible de satisfaire des besoins spécifiques par la légalisation de leur union. Les formes de vie commune des homosexuels ne sont pas celles des hétérosexuels, avec des pratiques diverses en matière de fidélité, de partage des biens, des tâches ou des activités, etc. Les partenaires qui s'enregistrent sont souvent plus âgés que ceux qui se marient, les écarts d'âge entre eux sont plus larges, leur union est en moyenne plus éphémère. De même que la protection du mariage est inégalement recherchée par les hommes et les femmes des diverses classes sociales, de même différent par leurs besoins et leurs attentes les groupes susceptibles de s'enregistrer et de se marier. La revendication d'une originalité homosexuelle laisse attendre une spécificité des comportements vis à vis de l'institution matrimoniale. Dans le cas le plus radical, le mariage ou ses alternatives sont rejetés, quel qu'en soit le contenu, à cause de leur association historique avec l'hétérosexualité. A l'inverse, le recours à l'enregistrement peut être pris comme une mesure approximative de l'adhésion à la norme hétérosexuelle d'institutionnalisation du couple.

Les couples qui s'enregistrent le font dans des proportions très inégales selon les pays. La vue d'ensemble est encore compliquée par le fait que, parfois, les mêmes catégories de couples (homosexuels ou hétérosexuels) ont le choix entre le mariage et des procédures alternatives, qui peuvent se présenter comme des concurrents ou des étapes successive du processus de légalisation. D'autres différentiels s'ajoutent à ceux entre pays : selon le sexe, l'âge, le lieu de résidence, etc.

Les disparités internationales sont nettement plus grandes en matière d'enregistrement que de mariage, mais ces dernières ne sont pas négligeables pour autant. Le contenu même du mariage diffère selon les pays : le statut de marié a généralement moins d'implication dans les pays nordiques qu'en France et chez nos voisins, en particulier parce que les systèmes de protection sociale y sont davantage attachés à la personne qu'à l'unité familiale. Sur l'échelle établie par Kees Waaldijk pour mesurer les conséquences légales du mariage, le Danemark recueille 15 points de moins (sur 99) que la France ou la Belgique. Par ailleurs, la fréquence du recours au mariage diffère selon les pays : elle aussi est généralement moins élevée dans les pays nordiques qu'ailleurs, une fraction plus forte de couples hétérosexuels restant durablement dans le simple statut de cohabitants. Mais la corrélation se limite à ce niveau de généralité : plus en détail, il y a des disparités importantes dans le groupe nordique qui ne reflètent pas de différences visibles dans la substance légale du mariage (pourquoi la nuptialité est-elle sensiblement plus forte aujourd'hui au Danemark qu'en Suède ?) et des disparités également fortes entre les autres pays (pourquoi la nuptialité est-elle sensiblement plus forte aujourd'hui en Allemagne qu'en France ?). Au total, la diversité des comportements en matière de nuptialité est sensiblement plus grande que la diversité dans la substance du mariage, suggérant ainsi le jeu de facteurs contextuels autres que juridiques dans l'institutionnalisation des couples.

C'est à fortiori vrai pour l'enregistrement, en particulier celui des couples homosexuels, la dispersion étant encore plus grande que pour le mariage, sur les plans tant juridique que statistique. Le pacs français ou le *lebenspartnerschaft* allemand ont une portée bien moindre que le partenariat nordique ou néerlandais, en particulier parce qu'ils excluent toute conséquence sur le droit à la parentalité. Sur l'échelle de Kees Waaldijk appliquée à ces statuts, la France et l'Allemagne recueillent 24 points de moins (sur 99) que les Pays-Bas. En regard, la dispersion des comportements est impressionnante, malgré les imprécisions qui entourent sa mesure. Mais la relation entre la loi et le nombre défie la plupart des intuitions et tout essai de généralisation. Au sein du groupe nordique, qu'un esprit commun a animé dans la rédaction des lois sur le partenariat, la distance est grande entre le Danemark et les autres en matière d'enregistrement ; entre la France et l'Allemagne, également restrictives dans les conséquences attachées à la légalisation des unions, le recours à celle-ci varie sans doute du simple au triple. D'ailleurs, l'étonnement le plus grand n'est-il pas de constater que la popularité la plus grande auprès des homosexuels européens est pour le pacs (avec bien des réserves sur la validité des estimations nécessaires à l'obtention du résultat) ? Ce qu'une lecture globale des lois ne permet pas d'atteindre devra sans doute être recherché dans une lecture en détail, car l'usage que les couples font des procédures de légalisation qui leur sont proposées dépend probablement de points spécifiques.

A l'inverse, des éléments d'un contexte plus global sont également à prendre en compte. L'exemple de la comparaison entre le Danemark et la Suède permet de suggérer la direction que pourrait prendre cet effort. Le rapprochement des deux pays étonne parce que la fréquence des enregistrements y est largement différente, plus forte au Danemark qu'en Suède, alors que les lois de partenariat sont pour l'essentiel calquées l'une sur l'autre. Par ailleurs, les deux pays ont montré presque simultanément dans les années 1960 les premiers signes d'un recul profond du mariage, qui en ont fait les pionniers du mouvement ensuite diffusé à la plupart des pays d'Europe. Mais le parallélisme des tendances dans ce domaine a été rompu depuis maintenant vingt ans, la nuptialité se redressant vigoureusement au Danemark pendant qu'elle continuait à reculer en Suède, si bien que les lois de partenariat sont entrées en vigueur dans des environnements sensiblement différents. D'où le constat que les lois-sœurs adoptées à cinq ans d'intervalle ont bénéficié d'une popularité nettement plus grande dans le pays où le mariage est lui-même dans une évolution beaucoup plus positive.

En fait, la similitude apparente le contenu des lois cache sans doute une divergence profonde dans leur esprit et dans les raisons qui ont conduit à leur mise en place. La défiance des couples suédois à l'égard du mariage et le développement de la vie en couple comme simples cohabitants ont d'abord conduit le législateur à

renforcer ce statut pour améliorer la protection des partenaires, puis à envisager de faire bénéficier les couples homosexuels des mêmes progrès que les hétérosexuels dans ce domaine. Dans le même temps, le parlement danois a préféré porter ses efforts vers le mariage, pour en accroître l'attractivité, et y inclure les homosexuels par l'instauration d'un statut spécifique mais largement inspiré de celui des mariés. La loi sur le partenariat a été ici, au Danemark, le point focal d'une action concertée visant à soutenir le regain de la nuptialité, alors qu'elle est là, en Suède, une opération d'harmonisation des législations nordiques, acte étant pris d'une désaffection à l'égard du mariage.

A bien des égards, le Danemark reste une exception en Europe où la tendance générale est au « démariage ». Les procédures nouvelles de légalisation des unions ont donc été proposées aux couples, en particulier homosexuels, dans une phase de déclin de l'institution matrimoniale. Les faibles taux d'enregistrement de la plupart des pays doivent être replacés dans ce contexte, où ils ne constituent pas une surprise. Mais à l'instar du Danemark et de la Suède, les états-providences ont aussi le souci de donner aux solidarités interpersonnelles le soutien d'un cadre légal que le mariage assurait traditionnellement, en offrant des formes nouvelles d'institutionnalisation inspirées des précédentes à des groupes élargis (couples hétérosexuels non mariés, couples homosexuels, voire paires de personnes vivant conjointement). Que ce soit pour réduire les discriminations entre les uns et les autres, pour combattre des fragilités spécifiques (Sida) ou pour réduire la charge des solidarités sociales. Dans le temps court de mise en place des nouvelles lois, ce jeu de facteurs complexes peut donner des résultats contradictoires que la démographie des procédures d'enregistrement fait affleurer.

Chapitre III

They should go all the way!

To register or not:

Law and behaviour in France and Iceland

The symbolic and the social

Preliminary analyses of a French-Icelandic survey with in-depth interviews

Contents

The life in couple and heteronormativity in question	95
• Steady relationship.....	96
The contextual determinants.....	98
• The legal aspects.....	98
Registered cohabitation, marriage, pacs and partnership	100
• Naming the declaration of commitment.....	101
• Naming one's significant other	102
• Miles and miles and miles and miles and miles away	103
Beyond faith.....	105
• Cultural tradition	105
• Religion and church matters.....	107
• The symbolic aspect of the church.....	108
A social concern	111
Parentality and filiation.....	111
• Family is a social construction.....	112
• Child's best interest and the symbolic order.....	113
• Children in homosexual families.....	114
Materiality.....	116
• Financial motives.....	116
• Life protection.....	117
Integrating society	119
• In search for equality	121
• "Isn't that like a partial marriage?"	123
References	127
Appendix 1: The French Icelandic survey in practice.....	129
• Methodological approach.....	131
• Icelandic sample.....	131
• French sample	132
Appendix 2: Iceland: Background information and recent development by Kolbeinn Stefánsson	135
1. Social characteristics	137
2. Legal Recognition of Same-sex Relationships	148

They should go all the way!¹

*"No universal linkage exists between sex, love and marriage; such linkages are socially constructed"*²

The different forms of modern sexuality led behaviours to dissociate with traditional modes of life and their legal institutionalisation.

Sexuality not being granted for life takes now different forms, independently from partners as it is attested in the recent sex surveys; it is appreciated through a life course. One might even question if sexuality can assign a type of unique behaviour. Still, the law rules through well defined categories. Thus, since the nineteenth century, heterosexuality and homosexuality appeared, lately, bisexuality and transsexuality, or recently transgender became terms to categorize even more.

After the sexual revolution of the late sixties, western societies have started to reflect about the homosexuals' life conditions. Slowly, it has been acknowledged that sexual behaviours, hetero- or/and homosexuals were of private matters. It led, with more or less time, to complete the legal decriminalisation of homosexual behaviours in most of the European countries. But decriminalisation is not the single path to anti-discrimination features.

Legal access to contraception and abortion disconnected marriage and procreation, birth out of wedlock started to dramatically rise. Meanwhile, Nordic countries that had pioneered the emancipation of women at the beginning centuries in offering equal rights through marriage and divorce laws, especially towards the children, continued to individualize social rights in order to reach social equality in practice. The principle of the primacy of individual well being to constitute an homogeneous society rules. This gave a new status to marriage.

In 1989, to equate legal status of couples, Denmark became the first country in the world to legalize same-sex unions, giving homosexual couples nearly as much rights as different sex-couples, except mainly those of parenting; the country appeared a pioneer although contextual factors pointed out at that time looked more or less applicable to others, especially the closest Nordic countries, especially Sweden that had already started to integrate homosexual couples in its legal system in 1987 through a cohabiting law³.

In this legislative process, more than two parties, the state and homosexuals, interacted. Passionate discussions in the political parties and public debates but also controversial and sometimes moderate interest from some homosexual circles were all gathered in a societal and political climate scattered with emotion and adventure. But why Denmark?⁴ All and all, it's hard to really assess why Denmark was the first to go further on than just implementing the anti discrimination directives from Norden or European Union⁵. Nonetheless, it has been followed by other countries, with a small period of time in the North of Europe, more as soon as it goes

¹ Lüdvik (IS17M).

² Plummer, Ken.- "Men in love: Observations on male homosexual couples".- Corbin, Marie.- *The Couple*.- Harmondsworth: Penguin, 1978, p. 187.

³ *The Homosexual Cohabitees Act* (1987:813) entered into force, January 1, 1988.

⁴ Henning Bech has some interesting hypotheses in his article: Bech, Henning.- "Report from a rotten state".- Plummer, Ken (ed).- *Modern Homosexualities*.- London: Routledge, 1992, p. 142-144.

⁵ Digoix, Marie ; Festy, Patrick & Waaldijk, Kees.- "Same-sex couples and heteronormativity".- *Paper presented at the Population Association of America 2004 annual meeting, Boston, April 1-3, 2004*.- 2004.- 23 p.

south. Indeed, ten other countries⁶ have adopted laws to legalise same-sex unions and the context where it took place in its specific time frame is not the less revealing the process.

Independently from the contextual background and the legal side that drove to the enactment of the laws is the registration process, which we aim to understand. Where, when, who and how are closely intertwined and need to be loosened to figure out the determinants.

General conditions of social possibility and society acceptance are improving, social surveys on homosexual's welfare have proved needs for social protection and recognition. The State, that doesn't recognise anymore the couple by its reproductive function (since it has been conducted by the actors themselves, couples disregarding marriage and increased cohabitation lead to a growing percentage of birth out of wedlock spread out from Nordic countries in the late 60s) acknowledged the homosexual couple in its specificities and offered recognition and protection as to the heterosexual ones, but not fully the same. How the States have evaluated the specificities to justify a difference is difficult to assess. Nordic countries have performed extended reports on the condition of homosexuals but have more or less been driven by the Danish decision to produce registered partnership laws⁷. The Netherlands has set up a committee to propose the opening up of marriage. The other countries have followed more obscure paths that ranged from political will to civil initiative.

From the strict legal point of view as it has been concluded in the law part of this report, the laws are far from satisfying, accounting not the more on acknowledged specificities than on prejudices.

There is a discrepancy between the political discourses based on social surveys that aim to tell homosexuals are like other persons and the restrictions they get to have access to the same benefits of marriage's laws. And as marriage law has been considered as a model, nothing can prevent people to compare to it, no matter how much the interest in using it has decreased. Until they won't have access to the same law, there will be a difference that might be interpreted in different ways by people for at the end, all that matters is what is accessible, not really what you will use. It calls on the conditions of possibilities and carries on a social imaginary.

Our legal approach starts from the hypothesis that decriminalisation of homosexuality and a bigger tolerance had created social conditions where homosexuals and heterosexuals could experience similar expectations towards life and that the similarity (or not) of legal possibilities towards family life is a key understanding of the process of registration. People are living in the same social environment independently from their sexual orientation, and the teenage years where sexuality takes shape need improving conditions to come out spontaneously, either as an homosexual or as an heterosexual, without any differences.

Moreover, profile from homosexuals is changing because of the laws that create conditions of possibility that did not exist before. In this perspective, the still existing legal differences in the law are of prime importance if people feel a discrepancy between what social life offers to all and what laws are framing for them. It's not the rights granted that are important to homosexuals but the distance to what is accessible to heterosexuals, grossly as the model (the norm) is heterosexual, homosexuals mostly brought up in the heterosexual model are as well applying for. The distance between what is granted to heterosexuals is making them feel wider their difference which is only a matter of sexual orientation but any other thing, let's say like there is a difference between a right-hander and a left-hander. Although social sciences researchers have investigated this situation and assessed heterosexual and non-heterosexual forms of life are to some extent converging⁸, the society's reception is still lagging behind and is a key determinant factor of behaviours. Our work aims to measure the real and the perceived distance between situations and their effect to the process of registration.

In most of the countries concerned, statistical data have been available on registration but the data thus produced are new to demographers and sociologists to interpret. The population at risk being unknown, the figures are deprived of any contextual signification. From a statistical point of view, only comparisons between countries have a real meaning showing levels of registration that meant to be explained by societal contexts in which individual behaviours could be identified.

Through qualitative research we tackle a bottom-up approach to seize individual motivations that have been investigated with interviews in two countries in order to study differences and similarities in two societal contexts.

⁶ Belgium, The Netherlands and Spain (marriage), Finland, Iceland, Norway and Sweden (registered partnership or confirmed partnership), France, Germany and Luxemburg (civil contract)

⁷ Social surveys on the conditions of homosexuals conducted in the Nordic countries before the passing of the laws are discussed in Hrefna Friðriksdóttir.- *The Nordic gay and lesbian «marriage»: No children allowed.*- Harvard Law School LLM paper, 1996, *mimeo*, p. 144.

⁸ Bech, Henning.- *When men meet: Homosexuality and modernity [Nár mænd møtes].*- Cambridge/Oxford : Polity Press/Blackwell, 1997.- 314 p.

The life in couple and heteronormativity in question

There are many factors that can influence individual behaviours in which the personal input itself is not the least one. That's why simple biographical relation is only interesting when enlightening general trends. Studies in the United States of America⁹ and in Great-Britain¹⁰ have drawn the portrait of homosexual families in the context of societies that, if not hostile, were not offering legal protection for homosexual living arrangements. In case of juridical vacuum, and bearing in mind that law and norms are of different nature but are somewhat linked by a tight thread, we must also consider those who historically have been outside the law, sometimes casted out the norms, have different reception of social offers. From the time of repression where the only possibility was to hide, and thus preventing any social life, the decriminalisation of homosexuality in most countries had widened possibilities without offering an opening to social life. Social stigma drove people to construct strategies to part with everyday life. Those that had been developed during repression time were little by little amended and transformed by the new atmosphere of permissiveness and society acceptance. The shift between what was done because as nothing was permitted, everything being illegal lead to total inventiveness, born primarily of social adaptation to concrete reality and the normalisation process starting with the creation of laws to protect the life in couple is somewhat slow, riddled with difficulties and punctuated by irregular evolutions.

In terms of living arrangements, different forms tended to shape the homosexual life and can be related only the ones people wish to.

Societal influence is first next of kin. What emerged from the previous studies was that social network took the place of the family network because people were excluded by their family for their different sexual behaviour. But this trend that was generalized in the post sexual revolution decades is now reduced by the society tolerance allowing blood relatives to express a spontaneous solidarity that was not socially, externally, accepted before and might progressively equate the situation with heterosexuals. It's also obvious that through the legalisation of same-sex partnership, the States aimed to recreate a legal framework for couples and family. And in the meantime, as Ellen Lewin is stating, homosexual families are not new, what is new by now is this demand for legality and recognition¹¹; the laws on partnership will then join a desire of the homosexuals to be recognized and a will of the State to control and limit the non-subversion of other modes of life.

How the influence of the legal process (decriminalisation of homosexuality, law on same-sex partnership) has been perceived and in what extent it has changed the behaviours? Legalisation of unions does open in fact a normalisation of behaviours that already existed, being invisible because not legally recognised, and also creates a possible for those who had not crossed the border or even envisaged it. It settles a more favourable atmosphere and calls for a societal neutrality if not a complete acceptance that has still to be attested.

Law, norm, and social behaviours are closely linked in a temporality somewhat diffused and in a chronology no more obvious but as soon as the decriminalisation of homosexuality was achieved, the couple was legally possible leaving to individuals to take care of its appropriation. The time period between the clear emergence of new behaviours free from legal constraints depending on the society attitude.

As soon as the society will consider homosexuality as acceptable, homosexuals would be less stigmatised and would be able to adopt freely behaviours that are, or not, the same as heterosexuals but that would fit both in the environment and within their aspirations. Law is a step towards this process but, society in a whole is not changing so quickly. There is a huge difference between socio-cultural milieu, geographical or work areas. It is still in everyday life that bullying, discrimination at work, at lodging, direct or indirect, can stigmatise even if illegal.

Life in couple concerned by the law on same-sex unions is seen as following however the heterosexual model. Because mostly until now, homosexuals are born from heterosexual parents and families but also because the new generations will grow up within a more tolerant climate and won't notice such a big rejection, and at term, won't see it at all. At last, perhaps the heterosexual modes of life that are becoming now so diverse and multiple will, if not converge, make disappear the slight difference that represent the sex of the individuals in the couple.

⁹ Weston, Kath.- *Families we choose*.- New York : Columbia University Press, 1991.- 261 p.

¹⁰ Weeks, Jeffrey.- *Same-sex intimacies: families of choice and other life experiments*.- London : Routledge & Kegan Paul Ltd, 2001.- 245 p.

¹¹ Lewin, Ellen.- *Recognising ourselves: Ceremonies of Lesbian and Gay commitment*.- New York: Columbia University Press.- 288 p.

Indeed, society proceeds by replication, by reproduction. The individual is taken in a general process of civilization independently of his own characteristics. One might call here to the habitus of the dominated that would lead homosexuals to think and act in taking into account the habitus of the dominants¹².

People follow models which they incorporated. When the model does not correspond, they seldom create but adapt. To invent a new form of life is even more difficult in the context of the stigmatisation, except if this can be put to extreme as it may be seen in the so-called "homosexual ghettos". However, this can only concern a small part of the population.

This question is not new as in the field of living modes, heterosexuals have adapted the marriage model to the cohabitation model quite slowly and are somewhat stuck to the couple model, the two-individual relationship keeping its primacy despite the more opening attempts of the sexual (hetero and homo) revolution of the late 60s.

Still the questioning exists and recurrent in the homosexual circles. At the time of the elaboration of the laws, the forms in which they should take shape were vividly discussed with strong cleavages, ranging from positions coming back from further on the sexual revolution and moreover the feminist stand that went along, a practical report of necessity in some dramatic cases, or the more youngest generation, ready to take all what is offered, etc.¹³. All and all, the positions held are perhaps even more tense now that the new laws have appeared¹⁴.

Some even questioned this recognition of the state, and still ten years after in Iceland an interviewee like Bryndis clearly reflects and sums up the two-fold position in which the offered new possibilities place the people once a new life perspective is reaching them:

"...And then I often wondered, you know, why should you register a partnership, why embrace this heterosexual pattern? You know, why do we have to take that path and why is it called registered partnership? Does it mean that we are resolutely partnershiped [word play that doesn't translate well-Translator note] or you know, you are not married like men and women so I just wondered what it would mean to me and I determined that it wasn't really meaningful to me unless we were going to introduce children into the relationship. And then I think it would be relevant with regards to settling the legal side of things as well as ensuring that we would inherit each other so that, I don't know, if one of us died the other would not be left with the children having to pay rent for housing that was really theirs, or... Or, yes that the legal side would be clear with regards to the child..." Bryndis (IS3F)

In the steps of the sexual liberation, one might underline the pressure from the gay movement theoreticians, because of the idea to get free from the constraints and the drawbacks of the heterosexual model. But still, the homosexual circles have been divided as Jeffrey Weeks mentions between "*a moment of transgression and a moment of citizenship*"¹⁵ because the 70s' position is quite far from the reality of everyday life, especially thirty years later. Homosexuality is already a stigma, having a different social behaviour is increasing the difficulty to part with. Invent or even diverge from the model calls on additional resources to people who already have to achieve an acculturation work with the society. However, there is a tension between what is possible, fashionable in homosexual circles and what part of everyday life outside the circles is.

Steady relationship

Social sciences research on sexualities, and especially homosexualities has rarely investigated the field of living arrangements so far. The information on trends has been gathered throughout the years thanks to the surveys on sexual behaviours, in general population or in the time of Aids, on male specific population.

As the result of a long historical and contextual process, new living arrangements have been widely adopted in the homosexual circles, basically disconnecting sexuality from the family life as traditionally known. There is a huge gap of knowledge on the lesbian couple as same sex relationships among women have barely been condemned and as such not put in the forefront. Men in-between sexuality has been more focused on, first because laws forbidding homosexuality and especially sodomy have been put into force in condemning actors, leaving documents (media, judicial archives, literature, etc.) and second, because the Aids epidemic bringing attention to homosexual modes of life in epidemiological and social sciences studies.

Precisely, as established in the Press gay surveys, (surveys conducted on a regular basis in the peak time of Aids epidemic in a prevention aim) privileged intimate relationships were to be described as steady or stable

¹² Halvorsen, Rune.- "The Ambiguity of Lesbian and Gay Marriages. Change and Continuity in the Symbolic Order".- *Journal of Homosexuality*, n°35, 3/4, 1998, p. 219.

¹³ The conflicted views on the laws have been discussed in Digoix, Marie & Festy, Patrick.- *Registered same-sex partnership: a multidisciplinary approach*.- Paper presented at the 37th World Congress of the International Congress of Sociology "Frontiers of sociology", *Sociology and Demography session*, Stockholm, July 4-9, 2005, p.7-9.

¹⁴ See Pollak, Michael.- "L'homosexualité masculine, ou : le bonheur dans le ghetto ?".- Pollak, Michael.- *Une identité blessée*.- Paris: Métailié, 1982, p. 184-201. and its "response" 15 years later: Adam, Philippe.- "Bonheur dans le ghetto ou bonheur domestique. Enquête sur l'évolution des expériences homosexuelles".- *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 128, "Sur la Sexualité" , 1999, p. 56-72.

¹⁵ Weeks, Jeffrey.- *Same-sex intimacies...*, p.14.

relationships rather than the more common cohabiting couple scheme¹⁶. Coming out and everyday social visibility through cohabitation being difficult to handle in time of social disapproval of homosexual intercourse led a shift of behaviours. The socio-economic profile of the population identified in these surveys is quite above the average one which might be an indicator of practical possibilities¹⁷.

To have a stable relationship doesn't mean systematically monogamy. It does not imply co residency, nor the exclusivity. More than one steady relationship can coexist although it's slightly different from the family of choice concept in that it identifies a two-person relationship. It is a cell from where irradiates an explicit and/or negotiated hypergamy.

One of the clear particularities of the stable relationship model is that it is mostly experienced without living together, although the tendency to cohabit grows, which might be an indication that it could be linked with an increase of social possibilities for homosexual to cohabit without fear of strong social disapproval¹⁸. But in the meantime, and perhaps as a result of a melting of behaviours in our societies, heterosexuals have started to turn into this kind of relationships thus becoming a style and no more a constraint, with a vast range of motives, ideological or social which might be interesting to question in parallel with homosexual behaviours¹⁹.

All and all, the nineties witnessed the multiple shapes of the homosexual relationship facing a new offer: the entry into public space.

¹⁶ Schiltz, Marie.-Ange.- "Young homosexual itineraries in the context of HIV: Establishing lifestyles", *Population: An English selection*, 10 (2), 1998, p.417-446. The press gay surveys (i.e. so called because the questionnaires were distributed for free in the gay magazines) have been created by Michael Pollack and Marie-Ange Schiltz in France in 1985 and soon have been adopted in Germany. They are conducted in a regular basis. Some other countries have joined on a one off. For more information see Schiltz, Marie-Ange.- *Les homosexuels face au Sida: enquête 1995. Regards sur une décennie d'enquêtes*.- Paris : CAMS/CERMES, 1998.- 116 + 50 p.

¹⁷ The findings regarding the characteristics of the population in the Press gay surveys, in France and in Germany, have been confirmed when checked with other sources, such as surveys, censuses and population registers. (see Digoix, Marie ; Festy, Patrick & Garnier, Bénédicte.- "What if same-sex couples exist after all? "- Digoix, Marie & Festy Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships and homosexual marriages: a focus on cross-national differentials*.- Paris: Ined, 2004, p. 193-210.)

¹⁸ for more developments on steady relationship see Digoix, Marie & Festy, Patrick.- *Registered same-sex partnership: a multidisciplinary approach*....., p. 4-6.

¹⁹ Charrier, Gilda & Deroff, Marie-Laure.- "La non cohabitation: moment ou condition de la vie conjugale? "- Le Gall, Didier (ed).- *Genres de vie et intimités: chroniques d'une autre France*.- Paris: L'harmattan, 2005, p. 101-120.

The contextual determinants

Comparing individual behaviours in two countries means two different contexts are to be taken into account. Societies evolve in their own tempos and we might use different profiles to adjust to what we believe might be similar conditions of possibility or to assess if not. Contextual social specificities are there put in parallel to legal characteristics of the law and linked to individual behaviours. The relation had two different levels that are closely interlinked. Laws emerge from their social context but have also to be seen and apprehended through their distance to the norm, that is closer to people's behaviour. The partnership laws being new, this might be important to take into consideration the interval between the two. Also, because of the complex origins of the laws, a discrepancy exists between what is offered and what might be possible in people's mind, progress in rights being quicker than progress in the mentality of general population, including sometimes the actors themselves, who only through reflections of their situations can make them point out the work that still has to be done. In a cross-national comparative approach, we might be able to disentangle the effect of context on the different levels of behaviours. But basically, our interest in comparing two countries, here France and Iceland²⁰, is directed towards the study of behaviours in various social contexts. Acknowledging and interpreting the similarities and differences in the legal situation as a frame, the relation with the behaviours is determinant to assess how the population understands and deals with the law.

The legal aspects

Of the nine countries that by 2003 had a law on same-sex partnerships, France and Iceland are representative of two different juridical models that are the most distant. One is a private contract, the other was established as part of family law to offer an equivalent to marriage to homosexuals. Indeed, Iceland, in the footsteps of Denmark and the other Scandinavian countries adopted in 1996 a law similar to registered partnership called *staðfest samvist* (confirmed partnership). France enacted the Pacte civil de solidarité or pacs (Civil solidarity pact) in 1999.

From the pure mere legal side, the extent of rights and duties are of different nature and of a different spirit that lead to barely compare the two. However, they offered both the only protection for homosexual couples. While the Icelandic law is nearly an equivalent to marriage, deprived of most of the features applying to parenting, the French law is more a regulation of material aspects of the life in couple (consequently not regulating parenting rights either). It is to be specified nonetheless that these material aspects being part of the regulation through marriage, they are also included in the Icelandic law²¹. To sum up, the Icelandic law grants far more rights than the French one, from a strict content, but also from a symbolic point of view²².

In Iceland, the law on Confirmed partnership as part of the family law amends the civil status of the contracting parties. Thus, the population register has accurate figures of registration, divorce and decease. From 1996 when the law entered into force to 2004, 119 confirmed partnerships among which 59 of male couples, have been registered and 22 have been dissolved (until 2003, 11 male and 7 female by divorce, 1 male and 1 female by death)²³.

As the other Nordic countries²⁴, Iceland has a low heterosexual marriage rate which hasn't stopped to decrease since the mid-nineties and is rather irregular since then²⁵. Cohabitation is a popular living arrangement for

²⁰ Iceland is a republic since 1944 after a period of controlled autonomy called Home rule that monitored the emancipation from the kingdom of Denmark. Born out of a Norwegian settlement of a more or less deserts land in the 10th century, the country has passed from independence to Norwegian then Danish domination. However, isolation coming from the geographical and climatic specificities led the institutions to bear an independent spirit different from the colonizers. The republic of Iceland belongs to Norden, the co-operation agreement of the Nordic countries (Denmark, Finland, Iceland, Norway, Sweden). In 2004 population is 293 577 among whom 113948 live in Reykjavik. A quick scan on Iceland is provided in Appendix 2, Kolbeinn Stefánsson.- *Iceland: background information and recent developments*. 17 p. France is a republic since 1792.

²¹ See Hrefna Friðriksdóttir & Waaldijk, Kees.- "Iceland".- Waaldijk, Kees (ed.).- *More Or Less Together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnerships for different-sex and same-sex partners: A comparative study of nine European countries*.- Paris: Ined [Documents de travail n°125], 2005. p.121-136. and Borrillo, Daniel & Waaldijk, Kees.- "France".- Waaldijk, Kees (ed.).- *More Or Less Together...*, . p.93-106.

²² For a detailed comparison of the content of the laws, see Waaldijk, Kees.- "Comparative overview".- Waaldijk, Kees (ed.).- *More Or Less Together...*, p.7-36.

²³ See in the demographic analysis part of this report, the monography on Iceland in the *Analyse par pays* part.

²⁴ See Digoix, Marie ; Festy, Patrick & Waaldijk, Kees.- "Same-sex couples and heteronormativity".- *Paper presented at the Population Association of America 2004 annual meeting, Boston, April 1-3, 2004*.- 2004.- 23 p.

couples and common practice dating from the 19th century where marrying was conditional to the possibility of financial independence, land ownership among other things being quite important. Throughout the 20th century cohabitation has spread among other western European countries, and has regularly increased in Iceland as elsewhere. As to legally cover the partners in case of split, which is one of the main characteristics of marriage also, Iceland has chosen to create a framework that would cover this living arrangement also, on a voluntary basis²⁶. Registered cohabitation is now the most popular mode of life among new couples and most of them have experienced it before marrying²⁷ although it is not possible to evaluate now the cohabitants that don't register, the significance of the figures being deduced compared to marriage.

In practice, registered cohabitation (*óvígð sambúð*) is the declaration at the national registry of one's cohabitation when registered at the same address. From this situation, the recognition of share properties is covered in case of split and apply some benefits such as tax reduction, social security coverage, etc during the cohabiting period. Because it's not a law per se and that the provisions applying to people having registered are to be found in different other laws that are mentioning specifically the relationship of a man and a woman, *óvígð sambúð* is not opened to same-sex partners, as for some unclear reasons, the option of opening it up to homosexuals has been forgotten to be taken into consideration in 1995 when the law on confirmed partnership has been discussed²⁸. In 2003, a committee has been appointed by the Parliament to examine the legal situation of homosexuals and the Committee's report was delivered in September 2004, suggesting among other things to open registered cohabitation to homosexuals²⁹. The Parliament's decision has been suspended for quite a while as following the report which was divided on the topic of parenting rights, the government proposed a bill that did not include the rights to adopt and to have artificial insemination and the opposition, one which sustained them, slowing down at first the legislative process. Although it ended up with a proposal including these rights, discussions are still on with Church topic at stake generating more debates than if the registration of cohabitation, on which all the parties have agreed to grant access to, was only concerned³⁰.

What France offers to same-sex couples is of different inspiration. Being opened to different-sex couples, the law takes place at a different level by nature. Elaboration of the law had to take into consideration that marriage was in competition for heterosexual couples. When discussions on a law that would grant rights to homosexual couples started in the beginning of the nineties, only homosexual couples were concerned. In fact, from 1990 to 1998, six bill proposals have been brought in to put an end to the legal vacuum in which homosexual couples were, especially in case of illness and worse, the decease of one partner. It was even impossible by then to get a cohabiting certificate (*certificat de concubinage*) that would attest the relationship between the cohabitants and grant some minimal rights, this being granted at the same time the pacs has been adopted. Thus, with no legal tie, the cohabitation between two persons of the same sex was not recognised in any area of law, leaving for instance, to family members to rule all the affairs of the disable at the expense of his partner. At the peak of the Aids epidemic which has particularly affected France, concerns were at top in homosexual circles and started to reach political class. However, society was not ready by far to accept a high level of recognition such as partnership or marriage, mainly because homosexuality was not simply to be spoken of (the last ban on homosexuality was only repelled in 1982³¹).

Because the French called on universalism, they also repelled all the proposals that were for same-sex couples only. At the end, the law that started out as an emergency law for homosexuals in distress ended up as a new conception of the regulation of relationship between two individuals. The law is original but such law is shadowed by the possibility of heterosexuals to marry, and conversely the impossibility of homosexuals to do so, the image of the forbidden marriage still pending in the spirit of the law. That's why in a sense it failed to apply to other unions that marriage-like (few proposals had suggested to include all kind of couples, including inter-family ones), proven to be more in the spirit of the Swedish cohabitation law, and less original than the Belgian *Cohabitation légale*³², or the Norwegian "law when the community ceases to exist", for example.

If opening the law to different sex couples aimed and meant to not compete with marriage (as well as granting far less rights), it is still the only possibility for homosexuals to register legally their couple. As such, the law is not always perceived in its original terms and people managed to appropriate diversely the spirit of union through it.

²⁵ Hagstofa Ístands.- "Hjúskapur, stofnun sambúðar, skilnaðir og sambúðarslit 2003".- *Hagstíðindi- Mannfjöldi*, 16, júní 2004, p.1.

²⁶ as opposed to Sweden (*Cohabitation Act* (2003:376) replacing *The Homosexual Cohabitees Act* (1987:813)) and Norway (*The Act Relating to the Joint Residence and Household when a Household Community Ceases to Exist*, of 4 July 1991 No. 45) where the same kind of protection for couples applies though a law by default. Both Swedish and Norwegian laws concern same-sex couples as well, the legal protection in Norway even covers all sort of cohabitants whatever their sexual relationship.

²⁷ *idem*, p.3.

²⁸ Personnal interview with Hrefna Friðriksdóttir, Reykjavík, December 18, 2003.

²⁹ see Nefnd sem forsætisráðherra skipaði til að kanna réttarstöðu samkynhneigðs fólks.- *Skýrsla nefndar um réttarstöðu samkynhneigðra*.- Reykjavík: Ágúst, 2004.- 133 p.

³⁰ The draft bill has been introduced mid-November 2005 at the Alþingi.

³¹ Still, it was much later on in Iceland, in July 1992 where the age of consent became 14 for all citizens.

³² Loi instaurant la cohabitation légale, 23 novembre 1998.

Registered cohabitation, marriage, pacs and partnership

“...My view is that there should only be one marital law and that it should apply to everybody and that all that comes along with it should be included... ...On the other hand, if it's not possible to have just one marital law then there should also be some law on cohabitation for homosexuals, just like there is for heterosexuals. But in fact I think that there should be a law on cohabitation for two people like, parents and children often live together, share a home. There should be some law that makes it easier for them to do that, because they are actually doing the same thing, running a home on one, or one and a half, or two salaries depending on circumstances. So in my opinion it's kind of bizarre to differentiate them in terms of taxes. But I think this stems from the same thing, that they are constantly promoting the family, the nuclear family, that is politicians and the church, they are promoting this sacred marriage, that it's a man and a woman and two children and a house and a car and something like that, that ... yes, that a family is like that, the nuclear family, and that there shouldn't be any support for other family forms.” Magnea (IS32F)

“Parce que dans mon idée il y a dans le mariage hétéro, les mariages de sécurité, enfin qui ne sont là que pour...oui, sécuriser, parce qu'on a acheté une baraque, parce qu'on a des enfants, parce que, je ne sais pas quoi, l'héritage, je n'en sais rien, la sécurité du conjoint si l'autre meurt, enfin 36 trucs, c'est normal que pour les hétéros ça existe, euh que pour les homos ça existe aussi.”
Marc (FR13M)

As seen, confirmed partnership is meant to be the equivalent of marriage for homosexuals whereas pacs is rather a cohabitation protection. Despite both are the only forms of union proposed to homosexuals, the spectre of the Registered cohabitation in Iceland is more important than the presence of the marriage law in France. It is perhaps related to the fact that access to registered cohabitation seems more feasible in Iceland than marriage in France, and that, in a more practical way, Icelanders fancying that kind of administrative arrangement as a step towards confirmed partnership, it represents the first degree of involvement in a relation, which bears a lot of significance in a life-course. The importance of registered cohabitation as a social practice in Iceland has already been underlined with the high rate of registration by heterosexuals while marriage in both countries is considered to be on decline.

It has been noticed in most studies on marriage in Iceland that marriages often took place after the birth of the first child or even at the baptism of second child³³. Cohabitation, registered or not, has been popular since the custom of the *trúlofun* (the betrothal) common of all the Scandinavian countries³⁴, has been practiced even tolerated by church³⁵.

However, while the entry into couple relationship through cohabitation seems to be quite accepted, marriage tends to become the norm after the coming of children such as the real legal status of the relationship is hidden when not the married one³⁶. This is also made possible because spouses don't change their names in Iceland as Icelanders don't have surnames but only their first names followed by the one of their father. Thus a woman (married or not) has no other choice than to keep all her life the same name.

Registering one's cohabitation is therefore mostly considered as a step towards marriage, a stage of one's relationship status. The fact that marriage is closely linked to children and that homosexuals still have not

³³ Björn Björnsson.- *The Lutheran Doctrine of Marriage in Modern Icelandic Society*.- Oslo: Universitetsforlaget, 1971.- p.137. For a most recent but unpublished study, see: Ólóf Garðarsdóttir.- *Marriage patterns in Iceland over 150 years: Extra marital births and the transition into adulthood 1850-2000*.- Paper presented at the 3rd conference of European Social science history association, 23-26 March, 2004.- 18 p.

³⁴ see Matovic, Margareta.- “Illegitimacy and marriage in Stockholm in the nineteenth century”.- Laslett, Peter; Oosterveen, Karla & Smith, Richard (eds.).- *Bastardy and its comparative history*.- London: E. Arnold, 1980, p. 336-48. or Lundh, Christer.- “Swedish marriages”.- *Lund papers in economic history*, n°88, 2003.- 63 p.

³⁵ *Trúlofun* was a real commitment that authorized sexual relationships and can be considered as the prefiguration of what cohabitation represents nowadays.

³⁶ Björn Björnsson.- *The Lutheran Doctrine ...*, p.165-166.

been used to consider it might have also an impact on their complain not to have access to. In some cases as for, Nína, the registration of their union took place only because they could not register their cohabitation.

"Firstly, we could register a cohabitation. Obviously that wasn't allowed and we had an apartment together ... or have ... and we live together and of course we have decided to live our lives together and we couldn't register a cohabitation, and there's certain security, I think, in being registered in cohabitation. And since we were going to stay together anyway, then we decided to take this route [to confirmed partnership] and in fact we didn't have any other route to take, to do it ... yes, live together as a couple and get the rights that everyone else gets... ...I think politicians ... people are somehow also ... when I was considering this cohabitation arrangement, not being able to register cohabitation. Of course I didn't know until I sent the documents about registering us. Then I got a phone-call from the National Registry and people don't know about it." Nína (IS33F)

Still, it seems easier to claim for less than for more and many Icelanders don't see why the registered cohabitation has not been opened.

"every year I'd go to the national registry to register us into cohabitation and always got a letter where it stated that regrettably this wasn't possible for homosexuals.... ... I just got these replies, in a letter and, according to some law and something, only a man and a woman can ... or you know, I don't remember precisely ... but I decided to go there every year to register us... ...I think it's positively absurd that homosexuals can get married but not register a cohabitation, just silly, you know. But I don't really understand why it hasn't been changed already. But I did this, all these years when I was with my ex ... or all, yes, at least for 4 or 5 years." Þór (IS36M)

"...I would rather want, to have the option of registering a cohabitation, because we only have this one option, to register a partnership, while heterosexuals have marriages and cohabitation as options, then they can obviously choose to live together, enjoying certain rights for some time before they take the next step. To me it would be more important to remedy that." Drífa (IS5F)

Naming the declaration of commitment

"Have you been in a confirmed partnership?"

-No. I haven't. We call it marriage, in most cases. Of course, it's just our version of marriage.

-Yes, I just used to make a distinction

-Which is "legally" correct."

Dialogue with Iris (IS23F)

To register gives a status towards one's partner as pacs doesn't. Means of appropriation of the law in everyday life events such as how to call one's partner is somewhat a tool to measure the perception of the legal aspect in a practical way.

Iceland was the fourth European country to give a framework to homosexuals to register their union in 1996. To understand why they created *staðfest samvist* (confirmed partnership) and not opened marriage is clearly linked to the choice of its predecessors. Although driven by an internal process of reflection on the situation of homosexuals in society, the law was to follow the path of the Danish, Norwegian and Swedish ones as part of the Norden alignment³⁷. More exactly, the Danish law being pioneer and by far avant-garde, it led the associated countries to adopt the same structure. It has been clearly discussed as such by Norway that was the first to follow four years after Denmark.

The Danish choice being to create a law that would be only accessible to same-sex partners instituted the category as such defining marriage for heterosexuals and registered partnerships for homosexuals.

³⁷ The conditions of elaboration of the laws and the characteristics of the Norden association have been described in Digoix, Marie & Festy Patrick.- *L'Etat, la loi et le couple homosexuel: l'esprit nordique*.- Paper presented at the XVIIIe Congrès de l'association internationale des sociologues de langue française, Tours, July 5-9, 2004, CR 03, sociologie du droit.- p.3-4. and the case of Iceland, in Kolbeinn Stefánsson & Guðný Björk Eydal.- "Restrained reform - Securing equality for same sex couples in Iceland".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p. 129-146.

Did the choice of a particular law mean that reflections had been conducted on the particularity of homosexuals?

The Danish political decision to enact the law on same sex-partnership calls on some fundamental preliminaries: at first glance, by doing so, the Danish government was recognising the minority and to some extent its specificities. It might have to be with the multiple cross over of the topic the previous years, between the governmental bodies and the gay and lesbian association.

At a political level, after a continual progress towards anti-discrimination, one step further had to be taken. One step, not two, the proposal failing to consider filiation as part of the deal. In a way, it was much easier to create a specific law by not tackling the filiation questions than to open the marriage by excluding them (which finally proved to be feasible by Belgium some thirteen years after). In fact, despite its disaffection, marriage still had some powerful representations in people mind and was dismissed quickly after not very convincing attempts. On the other side, the discussions were closely linked with the Danish Lesbian and Gay association (LBL) that had already reflected on a framework which internally they had called partnership rather than marriage and turned to become a same-sex partnership law proposal in 1984. Thus, 4 years later, the existing framework of a law shaped by the people involved took rapidly the lead. Considering the degree of involvement of the concerned party in the discussions and in lobbying actions, it was not surprising that this led to the creation of a brand new law.

What led political and homosexuals to agree on a law that would stigmatise homosexuals and, while decreasing discrimination on one side, would increase it in the same time on the other side? Because the law starts in its wording from the marriage law, comparison with the heterosexual model is obvious. The Danish state willing to equate rights between different and same-sex couples has adapted the heterosexual model to the image the homosexual should have in its mind: the same as heterosexual without filiation and procreation rights as these couple couldn't reproduce biologically.

Registered partnership (*registreret partnerskab*) in Denmark became Confirmed partnership (*staðfest samvist*) in Iceland which in a sense is perhaps less bureaucratic than the original Danish term. However, due to the use of "register" also in Norway and Sweden, English translation tends to mix it with registered partnership.

From a mere symbolic point of view, the effect of the concept on the actors is not clearly defined. Basically, it seems that the use of the term confirmed/registered partnership, and moreover, confirmed/registered partner does purely not exist.

"...I often say like, we the married couple. But I also say I'm married. I very rarely use that word, registered partnership..." Þór (IS36M)

"I don't understand why they must give it a different name, why homosexuals aren't married as well, why we're in a registered partnership, it's like when a man and a woman register a cohabitation, we're in registered cohabitation, registered partnership, it sounds alike. It seems to me that registered partnerships are somehow much lower than marriages, a marriage is somehow sacred, the word". Katrin (IS26F)

"No, I think it's fine. I mean, marriage ... it's just a word. Maybe that it would have more significance ... that it wouldn't just be ... I think registered partnership sound very bureaucratic ... and because of taxes and rights, it's not talked about in the same way as marriage. Marriage is somehow so sacred and they make such a big deal of it, and it's on a Saturday and in a church and the wedding dress and the wedding show on TV, and things like that. It's never, registered partnerships are never in a church and you know what I mean, and it's never..." Haraldur (IS12M)

When it comes to express what kind of ceremony he would like, Njörður is just using the term wedding... *"I don't really know what sort of ceremony I would want but I would want..., yes, a wedding..."* - Njörður (IS19M). Wedding in itself has then the whole signification of the act, no more is needed to express in people's mind.

Naming one's significant other

Creating a new framework in Iceland to offer same-sex couples to register their union doesn't prevent the comparison with heterosexual marriage also when it comes to everyday life, giving the structured **mark** of one's position towards family but also society³⁸.

Thus as previously mentioned, marriage and registered cohabitation bear a somewhat vague difference that is barely perceived as such at the symbolic level. Icelanders called their different-sex significant other, wife or husband, independently of their legal status. This is also perceived among same-sex couples in confirmed partnership. The discrepancy between the legal status and the status perceived is acknowledged by the terms people use to name their significant other.

In Iceland, where the status of confirmed partner is close and supposed to be equivalent to marriage, the words husband and wife are coming most often. None of the respondents who were in a confirmed partnership

³⁸ Bourdieu, Pierre.- "Des familles sans nom".- *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 113, juin, 1996, p. 4.

used the term partner. They all referred to their spouses as "my man" or "my woman", which given the context can be assumed to mean "*eiginmaður*" or "*eiginkona*" or husband and wife³⁹.

Thus their definition of the relationship is based on the terms of intimacy, that being a husband or wife is more a representation of a personal and private relationship rather than the legal definition of marriage and registered partnership, perhaps more a social function than a legal one. This is also underlined by George Rich in his remarks on the use of the term *hjón*⁴⁰, that normally applied to married couples but is also used by cohabitants that have raised a family⁴¹.

In France, such words as "*ma femme*" or "*mon mari*", my wife or my husband would be hardly used in homosexual relationships whereas it is more common that non-married couples use these terms legally applying to married couples only. "*Mon pacs*" or "*mon pacsé*" which implies the creation of a new word is even as rare. Paced people are sticking more on "*mon ami(e)*" which can be used as well for man or woman without having to reveal one's sexual orientation as it would be basically the same with "*mon pacs*", pacs being masculine. Being clearly gendered, "*Mon copain*" / "*ma copine*" which are more often used by the different-sex partners are revealing more. In French, this doesn't specifically imply a sexual relationship but in a definite context can be mostly interpreted as one's explicit partner.

As such, naming one's partner is closely linked to the coming out⁴².

George Rich emphasises the importance of the family in the Icelandic society and especially of the family ties⁴³. It is clearly a basis of the society⁴⁴. He even sees in the fact that Icelanders don't have surnames the primacy of family of birth towards the family of procreation⁴⁵. This would sustain the observation of the importance of the coming out in Iceland, as seen in the interviews performed. Iceland being a small country, anonymity barely exists. In this context, the coming out might be an even more important step of homo life than in other countries. It could bring more pressure before but also maybe more release after. The specificity of Iceland is underlined by many of our respondents as a lot have experienced a life abroad. Drifa who had lived in Norway feels the difference between a larger country (Norway has 4,6 millions inhabitants) and Iceland

"Well, I think that Icelanders are a lot more open, a hundred times more open, but maybe it's just, the larger the country you live in, and the larger the city, the easier it becomes for people to blend in and you don't really blend in that much in Iceland. Everyone knows something about you and their just very busy spreading the work, you know. I mean, I didn't have to tell people at work, everyone just knew immediately in the first week..." Drifa (IS5F)

But on the other hand, the proximity of everybody pleads for more acceptance.

"...The Icelandic people are very interested in looking at people who are different, you know, all you need to do is to wear yellow shoes and then people are watching you. That's just the way it is. In Denmark no one is looking at anyone, it doesn't matter if you have an extravagant hairdo or something, nobody stares at you...I haven't felt prejudices. I felt a difference compared to living in Denmark. There are more people over there, it's all bigger in Denmark. People don't notice if you are, you know, holding the hand of a woman or you know. It's different here in Iceland..." Oddný (IS34F)

All and all, the easiness of Icelanders to name their partners is far from being common with the French interviewees. The diversion of the word that one can consider the Icelanders are perfectly entitled to do in the spirit of their law is probably one more thing to take into account in the evolution of their living conditions.

Miles and miles and miles and miles and miles away

One would wonder what the future will be towards the marriage legislation in Iceland. As one respondent has pointed out, the confirmed partnership law that appeared pioneering the field of legal normalisation of same-sex relationships turned to be a brake upon full equality, although The Netherlands first and now Sweden took the step further on⁴⁶. Indeed, following the Swedish legislative process, a committee has been gathered to examine the question. It is very likely that the recent developments in Europe (Belgium and Spain) and in

³⁹ Here lies a bit of uncertainty in the evaluation of the use. The full terms for wife and husband are "*eiginkona*" and "*eiginmaður*". This actually means something like "my own woman or man". Unmarried people tend to use only "*konan mín*" and "*maðurinn mín*" which translates roughly as "my woman" and "my man". However, if unmarried people don't use the "*eigin-*" term, neither do married people, or they only do so rarely.

⁴⁰ Rich, George W. - "The Domestic Cycle in Modern Iceland".- *Journal of marriage and the family*, February, 1978, p. 179.

⁴¹ Despite the fact that a special term exists for non married couples *hjónaleysingjar*, Rich, George..., *idem.*

⁴² the coming out will be a central figure of further analyses that have been impossible to develop in this report due to time constraints related to the French interviews that still have to be performed.

⁴³ Rich, George..., *idem.*, p.177.

⁴⁴ Guðný Björk Eydal & Stefán Ólafsson.- *Social and Family Policy The case of Iceland*.- Third report for the project Welfare Policy and Employment in the Context of Family Change , 2003.- p. 4.

⁴⁵ This could be somewhat tempered by the fact that the choice of firstnames is very traditionally driven as to pick in the family ancestors.

⁴⁶ when the Ombudsman against discrimination on grounds of sexual orientation put a request in the Parliament for the opening of a gender neutral marriage act: *Införande av en könsneutral äktenskapsbalk [Introduction d'un mariage sans distinction de sexe]*.- Beslut om denna framställning till regeringen har fattats av ombudsmannen, Hans Ytterberg, utan fördragning, November 25, 2003.

Canada will have an influence on the decision, especially since Sweden has granted all the other rights (full adoption and medically assisted procreation) to homosexuals and that the Lutheran Church is discussing rather favourably of it⁴⁷. It would be then a realistic belief then that it's just a matter of time for the other Nordic countries to follow.

While the Icelanders have appropriated the term marriage and the symbolic aspect attached to it, the French are more balanced. Current situation in France is far from being close to the opening of marriage but not absent from people minds and doesn't seem impossible but the current political context. However, the Spanish situation before the political shift of 2004 shows the possibility of a quick reversal. Indeed, in June 5, 2004, the first marriage of two persons of same-sex has been performed in Bègles city hall. The validity of this marriage is currently discussed in Court of Appeal as first legal instances have invalidated it. Some political parties at the forefront of the political scenes (especially the Green Party and the Socialist party) have inscribed the opening of marriage in their programmes, which let think things are moving. So to speak, people are looking out quite closely on what is happening.

"...Non, je pense qu'il eût fallu accepter certaines choses dès le départ comme le droit au mariage. Je veux dire, là, effectivement, ça aurait été vraiment une symbolique. Etant obligée de rentrer dans une fumisterie, parce que pour moi, ça aussi c'était une fumisterie ce que le maire de Bègles... a fait parce que pour moi, là, c'est un coup politique, quoi. Alors que si on avait dit : « Oui, on leur accorde le droit de se marier en mairie parce que l'Eglise...heïn séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais, nous, la Mairie on les reconnaît... ». Et ça je crois que ça aurait été vachement plus marquant, plus intéressant cette reconnaissance, quoi. Parce que, là, c'est reconnaissance du couple, quoi, et deux individus qui forment ce couple là et là c'est important d'être reconnus. On attend tous ça en fait..." Anne (FR18F)

Giving the option of rethinking the legal framework, French respondents that are more reflective than the Icelanders about marriage, would likely see an institution that would be rethought and reformed as to fit more to both heterosexual and homosexual new ways of life. Marriage is there not apprehended and discussed as the possible framework of their own relationship but rather as an "ultimate" institution. In the context of marriage decrease and on its still link with the raise of children, the consecration of a long commitment, it's likely in people minds farther to homosexual couples than to heterosexual ones.

"...moi je me dis, si effectivement on a le droit au mariage, moi je pense que je me marierais, quoi je me marierais pour ... pour faire évoluer ce mariage aussi, parce que c'est aussi une façon de, de le bousculer, de le faire ... de l'actualiser, de le voilà, je me marierais". Vincent (FR6M)

"...dans le sens où il y a des couples homosexuels qui aimeraient se marier. Moi personnellement vu heu, le cadre juridique du mariage j'ai pas envie de me marier, mais heu, oui c'est une discrimination qui ne de, qui ne devrait pas être. Heu, et puis d'ailleurs, les revendications que, qu'ont pas mal d'associations homosexuelles pour améliorer le pacs viseraient finalement à en faire quelque chose qui aurait les mêmes les mêmes avantages que le mariage, sans en avoir les inconvénients heu, partant de là pourquoi ne pas améliorer le mariage et, et le, l'ouvrir à tout le monde, ce qui fait qu'il n'y aurait plus besoin de faire mariage d'un côté, pacs de l'autre." Yves (FR16M)

But overall the French opinion on the symbolic value of marriage in our society is not far from some Icelandic ones that is expressed towards the religious aspect of the institution.

⁴⁷ Lund, Anna.- "Le mariage religieux des homos sur la bonne voie".- *Le quotidien de Têtu*, 20 septembre 2005. <http://www.tetu.com/rubrique/infos> accessed in September 2005.

Beyond faith

"...I think there should be the same rights, that everyone can get married in church." Kristján (IS16M)

*"...I think it should be an inviolable human right and I think the pope should consider his position. He's well beyond the 20th century...
...I think that is very important. We feel that power that emanates from the church as much as heterosexual people do, and for a while I was considering becoming a catholic, you know, it's important to me I just think that it should be a straight forward thing that we should be able to get married into church." Iris (IS23F)*

Cultural tradition

Compared to France, the religious question is widely brought up in interviewees' claims in Iceland. This is of course the result of the deprivation of the church ceremony attached to marriage and not to confirmed partnership that is meant to be the equivalent of marriage while French pacs is far from being identified as equal.

In Iceland, church is having an important role in society. The country has been long secularized⁴⁸ but religion is still much practiced as a belief but also as a rhythm of life course through the baptism, the confirmation and then the marriage. This is the occasion of social events regarded as essential in Icelandic culture⁴⁹.

In the Nordic countries, churches are closely linked to the States (except Sweden that has separated in 2000) that keep a minimum control of them, financially, but also in their legislation and the organisation of the hierarchy⁵⁰. Because of this close relationship between the State and the Church, one considers that people identity integrates religion. Religion is as well a sign of belonging to a nation⁵¹. That's why, in a sense, the religious wedding is not automatically linked to the religious practice. *"I would still have like the choice of being able to get married in church, even though I'm not Christian"* typically said Katrín (IS26F) who however is not representative of our sample who mostly declares being either "religious", either having a "faith".

This strong cultural tradition is also perceived in the relative lack of interest of the French towards the religion and also comes into consideration when other cultural traditions are involved. Martin doesn't not turn down the idea of marriage but mentioned that his partner is strongly opposed, on spontaneous basis, as well in fact as he's also not willing to pacs *"...Mais là ce n'est pas une question d'Etat, ce n'est pas une question de religion ou tout ce qu'on veut... parce que lui il est musulman, il m'a dit : "Ah deux hommes, ça ne se marie pas.."* Martin (FR14M). But the particularity of cultural matters it that it changes with time and it's not only reflected after the integration in the use but also the perspective of the possibility: *"...moi jusqu'à, jusqu'au pacs, je me disais « mais le mariage de toutes façons, ça n'est même pas...", enfin moi je ne m'étais jamais envisagé marié avec un garçon, ça n'était même pas dans le champ des possibles !..."* Vincent (FR6M). To get free from the cultural domination is rather a matter of time, and it depends also on how you have parted with the fact of being "different". As a matter of fact, the difference might also be on the reverse side in France where heterosexuals are able to pacs and where traditional families have to face the enunciation of a new situation, as Alix, pacsed heterosexual underlined:

"...les parents de [partenaire]... ça c'est trop drôle ils le cachent en fait, ils l'ont pas dit à leurs amis qu'on s'était pacsés, ils avaient trop honte quoi qu'on se marie pas, donc ils l'ont pas dit à leurs amis, donc ils disent rien" Alix (FR15F)

⁴⁸ see Pétur Pétursson.- *Church and Social Change. A Study of the Secularization Process in Iceland 1830-1930*. Reykjavik: University of Iceland Press.- 1990.- 221 p.

⁴⁹ Although identified as quite recent (the 50s), the taste for church marriage is significantly present as a solemn public confirmation of the engagement. Björn Björnsson.- *The Lutheran Doctrine of Marriage in Modern Icelandic Society*.- Oslo: Universitetsforlaget, 1971, p.157.

⁵⁰ Dittgen, Alfred.- "Les mariages civils en Europe: histoires, contextes, chiffres".- *Droit et société*, n°36-37, 1997, p.318.

⁵¹ Dittgen, Alfred.- "Les mariages civils en Europe..." , p.326.

Attitudes towards church blessing of same-sex unions in Iceland

About the role of religion

"Yes, I think it's important, because we are brought up in certain faiths, and I think it's bad of that religion has something against..." Aron (IS1M)

"We wanted to commit before god and it was like... we wanted to find the right priest in order to... It was mostly about the ceremony..." Anna (IS2F)

"I just think that people should be able to choose for themselves and I think that the church should open up to, because it's not a question of who you marry, it's not a question of that, it's just a question of committing to another person, you see, before god, you see. So, not necessarily whether she's like this or that, you know. I think that homosexuals should be able to do it in a church, like everyone else". Aron (IS1M)

About the church

"...I can't see that we're less to got than other people. I can't imagine that Jesus Christ, with all his love for people, that he wouldn't have blessed our relationship, because we're good people who are doing good things. I think that should be what counts rather than some, some other traditions based on some power structure from the ancient past..." Magnea (IS32F)

Religious outside church

"...I'm religious, in my own way. I'm ... you know, I would never have gone through confirmation now. And would never ... or I doubt that I will go to ... or, you know, I don't want to get married in a church orI just think it's, oh well, or I just can't be bothered, or you know, I think that they're retreating because of pressure from society, not because they want to, you know. They're opening up a bit but that's because everyone want them to, except for them. That's what I think. Then I don't like ... or you know, the church choir, even though I was in one for two years and that was a lot of fun and very cultural and all that. I know about that, the culture, but I just have my own faith which is just about the good..." Ómar (IS20M)

About the symbolic aspect

"But I don't know, for me, well I just find churches very comfortable, I enjoy being in a church and I like praying in a church and I think that there is beautiful music in churches and it's so much more that than that I believe in any specific god and that some one thing is right. So it's more the environment. Rather than it being the religion and I can't assert that Jesus Christ actually existed and I am not even going to try to do that, can't even be bothered to think about it. That is not the main thing, it doesn't matter what the god is called or what. It's just a matter of being able to have this ceremony performed in a church. It's just important to me. I just think it's more enjoyable, I think it can create a very enjoyable atmosphere". Bryndís (IS3F)

Search for a different church

"...The priest who blessed us, she just thought it was an honour. So, the priest at the independent church is the only one in this country who blesses homosexuals in a church..." Anna (IS2F)

"I think it's changing, gradually. For instance, friends of ours are getting married this summer, and they are getting married in a church with a priest. And I know that the priest who will marry them, it's a woman and her husband is also a priest and they are, you know, the only one's who want to marry homosexuals in a church. But they have also had voodoo dolls delivered to their home and a letter from Gunnar in the Cross or some madness like that. But, I mean, at least it shows that something's changing a bit, I mean, there they are, you know, ready to, I mean, you know, ten years ago it was unheard of." Oddný (IS34F)

I wait until the Church will perform

"We're not [registering partnership]. It's like that, maybe because one is waiting for the Church to take the next step, which might happen in the coming years". Einar (IS8M)

"...It's just discrimination. My love isn't worse or more wrong than any other love. I can't see who I love really matters, I just love the person and it doesn't matter whether it's a man or a woman, I ... I would, if I were to marry again, which I've stated that I won't do again, but who know, then I would like to get blessed by a priest..." Hildur (IS21F)

Mostly Lutheran, 86 % of the Icelandic population belongs to the Church of Iceland. Only 2,4 % of the population declare being outside a religious organisation⁵².

The institutionalisation of church marriage is well anchored in people's mind. A marriage can be performed by a cult minister or a civil clerk. However, more than 80% of marriages are taking place in the Church. Church wedding is prohibited to same-sex couples that have no choice than register their partnership as a civil union.

Some priests from the Church of Iceland and from the Lutheran Free Church of Iceland (4,3 % in 2004) are offering a church blessing but the civil registration is mandatory for the union to be recognised. So it's by no way equivalent to what is offered to heterosexual couples.

Obviously, the religious question is at the chore of Icelandic interviewees' preoccupations which is not the case in the French sample where the only underlining is about the position of the Church. French interviewees discussed the position of the Church, here it is mainly referred to Catholic Church as it is culturally the most vocal in France. French position is also tempered as the law is not compared to marriage as in Iceland. This is mostly where people feel that the confirmed partnership law is prejudice vis-à-vis marriage.

The church marriage in France is a secondary option that has to take place by law, in any case, after the civil marriage. It has no legal validity per se.

In the catholic tradition, marriage is a sacrament whereas it's not in the protestant religion, giving primacy to its commitment dimension as opposed to the sacred.

The religious blessing of partnership and even more the church wedding have been an issue in Iceland as it is in the other Nordic countries where at least all the State's Churches have been summoned to reflect about. The first statement has been given by the Danish Church which has done an in-depth work on the meaning of the scriptures and homosexuality⁵³. Although quite favourable to registered partnership, it didn't yet conduct any Nordic countries to perform the ceremony in Church as it seems that the idea is still controversial among the priests' ranks. However in Denmark, priests that are willing to, are giving church blessing as mentioned before.

In Sweden, a survey poll from September 7, 2005 published in *Kyrkans Tidning*, the Journal of the Lutheran Church of Sweden, shows that more than half of the candidates of the new election to the Church national assembly are favourable to the Church wedding of homosexuals⁵⁴.

In Iceland, priests from the Free Church of Iceland and from the National Lutheran Church are giving the blessing. Still the wedding is prohibited by law. However, and perhaps in the light of what is happening in the other religious communities of the Nordic countries, the fact that some priests from other congregations have started to perform, it seems that the move towards a normalisation is quite advanced. Indeed, discussions are at their peak in the religious organisations, and maybe it's not irrelevant with the fact that hopes are raised among homosexuals, giving thus, both a pressure and a feeling of resentment. As always in the public debates, emphasis is put on the extremes. One preacher, Gunnar, from a side organisation, The Cross, is raising his voice against it loudly with provocative ideas such as to give seminars "to cure homosexuality" among other arguments to ban homosexuals the access to marriage. In a small country like Iceland, such vocal stand pushed by the media has an immediate echo but it comes along the rejection side also.

Religion and church matters

Attitudes towards religion and church matters are also of different nature in both countries.

As it appears, the church ceremony of marriage is not considered in its religious aspect per se which leads us to think about the primacy of its symbolic aspect. However, it is vividly noticed that marriage is associated to church in both countries.

"...Well, see, if you go ... I you get married ... yes, go with your man to the magistrate. If you get married there, then they can also register cohabitation. It's just called, when you go to the magistrate it's just called registered cohabitation, but it's marriage if you go to church. Of course it's the same thing. It's the same regulation behind it, you sign the same document and all that, except the only difference is that one is in front of a priest, the other in front of a magistrate..." Anna (IS2F)

Whereas in one country, France, it has a negative aspect, in Iceland the faith has the primacy on the religious infrastructure.

"...L'aspect religieux du mariage me ferait choisir le pacs. Parce que je, on en revient encore entre guillemets à ma condition homosexuelle mais les églises quelles qu'elles soient, les églises chrétiennes ou les musulmans ou les juifs ou autres, enfin l'homosexualité c'est un sujet qui est extrêmement tabou, qui est montré du doigt, qui n'est pas toléré, voir même très fortement réprimé dans certains pays, donc je ne m'y reconnais pas du tout et j'ai pas besoin d'eux non plus, pour savoir ce qui est bien, ce qui est mal..." Ludovic (FR1M)

⁵² *Landshagir*. - Reykjavík. Hagstofa Íslands, 2004, p.46.

⁵³ Registreret partnerskab, samliv og velsignelse: rapport fra et af biskopperne nedsat udvalg vedrørende kirkelig velsignelse af registreret partnerskab, Århus, 1997, <http://www.folkekirken.dk/udvalg/partnerskab> accessed in February 2004.

⁵⁴ Lund, Anna.- "Les partisans du mariage religieux des homos sont de plus en plus nombreux au sein de l'Église".- *Le quotidien de Têtu*, 8 septembre 2005. <http://www.tetu.com/rubrique/infos> accessed in September 2005.

It has also to do with the strong opposition the Catholic Church showed when the pacs law has been discussed and the vocal street demonstrations held by catholic groups. Even in France, the protestant clergy has been discreet on the topic, either to favour the acceptance of the law, or in raising some questions.

In France, there is a clear distinction between the republican marriage that is to be performed and registered by an elected representative of the State and the religious marriage as mentioned before. As the pacs law is far from being close to marriage from a legal point of view, it is somewhat not surprising that the reflections on marriage and religion are not as prevalent as on the Icelandic side. Marriage in France is considered as somewhat distant and the understanding of differences is far more evident than in Iceland where the Confirmed partnership law is presented as the equivalent to marriage. There, the non-access to church ceremony is perceived as a deprivation and raises various motives, religious as well as others.

The difference between the catholic and the protestant religion is to be seen at the material level but also on religious beliefs. The belief on the Icelandic side that the clergy is wrong and that their relationship with faith is intact is very strong and raises anger against the institution.

In our sample, religion belief in itself seems already gone from French people, leaving to question only the material aspect. Thus, it doesn't appear as discrimination but as something not really linked to the right to access to marriage. Perhaps the catholic opposition is too strong also compared to the weak protestant one, which might lead to think that the Lutheran Churches will open their ceremonies soon as it raised stronger demand from the people.

The symbolic aspect of the church

If, as researches in Europe have concluded, the symbolic aspect of marriage is more fulfilled with a church ceremony than a civil ceremony, the act of marriage would be then more likely a social event only, the importance for the couple not being "the state of marriage" but the "act of marriage"⁵⁵. It's even more understandable in the case of Iceland where most of the heterosexual couples perform their marriage with a church ceremony.

"I don't know, maybe I've just been socialised into feeling that weddings should take place in a church. It is ceremonial and there is atmosphere". Bryndís (IS3F)

Thus the act is disconnected of its original meaning to become an act in itself. If it's more predominant in Iceland, it's even noticeable in France where both the quite popular civil marriage and especially the pacs are deprived of ceremonial features. « ... *Matériellement, c'est assez sordide, je trouve, comparé à... parce qu'on passe, on signe un bout de papier. Ce n'est pas officiel comme un mariage ou même si le mariage républicain c'est un peu tristounet*". (Daniel FR8M). Still, the difference between pacs and marriage is that big that people complain about the Administrative Court where the pacs is registered rather than performed as much as the missing of the church ceremony in Iceland.

"it just took place at the city magistrate and well, it would have been nice to be able to get married in a church or, if it had been more widely known, having a representative of the magistrate come to our home, which wasn't something they advertised, because it's not that romantic getting married in the magistrate's office on the same floor as people go to get divorced." Jörunn (IS24F)

The place of the registration is therefore as important to the Icelanders as to the French. There are no common features between confirmed partnership and pacs in the religious domain, but everything goes as if they complain at equal level about the symbolic aspect of the act.

The *tribunal d'instance* (Administrative Court), where the pacs are registered, seems the most unsuitable place to confirm one's love to the other⁵⁶. If Icelanders complain than the registration of Confirmed partnership is at the same place as the registration of divorces, Pacs is held at the same place as common criminal offences are dealt with. Most frequent complains are the place is symbolically deprived of intimacy. Moreover it is small, therefore it is impossible for friends to come along, no ceremonial is involved and the symbols of the Republic are absent as it is pure administrative matter. A lot of the interaction with society is missing in the lack of publicity that this situation is bringing to the act.

⁵⁵ Dittgen, Alfred.- "Les mariages civils en Europe..." , p.326.

⁵⁶ For the symbolic aspect of the registration, see Rault, Wilfried.-*Donner sens au Pacs. Approche sociologique du Pacte civil de solidarité par son enregistrement*. Thèse sous la direction de F. de Singly. Université Paris 5- René Descartes. 2005. or Rault, Wilfried.- "The best way to court. The French mode of registration and its impact on the social significance of partnerships". - Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*. - Documents de travail n°124, Ined, 2004, p 27-33.

Pacs associated with Tribunal d'instance

"...certains de nos amis étaient vraiment très, très contents pour nous et auraient aimé être là et en fait, au tout début, on avait pensé uniquement à un témoin de chaque côté, mais les gens nous avaient dit non, non, c'est juste au Tribunal d'Instance, pas besoin de témoins et le pas besoin de témoins, on l'a pris plus comme un, « venez seul ça suffit, pas besoin... enfin ne venez pas accompagnés, ne nous embêtez pas avec trop de gens dans le Tribunal ». On l'a plus pris comme ça, donc du coup on a dit, « non, pas de témoins ». Donc on a juste été juste nous deux...

...ça mérite des grosses améliorations pour rendre le truc plus humain et moins administratif". Ludovic (FR1M)

"associer ça à un tribunal, moi je trouve ça... enfin il y a quelque chose qui..." Béatrice (FR2F)

"...c'est vrai que ben, sûr le Tribunal d'Instance c'était un peu pareil, c'est à dire que bon c'est tellement pas, officiel, y a pas de témoins par exemple, on n'a pas besoin d'amener de témoins bon, y a, y a rien, que bon ben, pis on se retrouve avec un pauvre bout de papier, qu'est pas très, qu'a rien, qu'est pas non plus heu, enfin je veux dire bon heu, qu'est, qu'a rien de spécial, qu'on a fait soi même..." Alix (FR15F)

The symbolic is also something social. Homosexuals are like heterosexuals, they feel the external pressure both from the family and the society. It would be contrary to the spirit of enacting the confirmed partnership law if people were to register only to prove something to themselves. It's part of their inclusion in the society that is at stake and the law is there to help as it is probably more the State that wants to normalize than people who want to conform.

"I also think it's a certain token of recognition for the family or you know, I imagine ... or you know, at least when I told my father that we were getting married in a church he said like: "Yes, yes, indeed" or like that, you know, it's being recognised that we're normal, or you know ... that it's alright, that we can come in. In fact, and it also an emotional issue, so one understands that. But yes, it's a recognition, so to speak". Pálína (IS35F)

All and all, the complaint in Iceland is related to the non-access of something that is opened for heterosexuals. It is perfectly synthesised by Jórunn who states, without clearly expressing it as such, what is accessible to heterosexuals as her personal wish:

"...I want there to be 3 levels. I want it to be that I can register a cohabitation, pragmatism and nothing but pragmatism in order to be able to get joint taxation and all that, it doesn't involve a declaration, is less than engagement, I just want to be able to get married with a magistrate, if I feel like it, and I want to be able to get married in a church..." Jórunn (IS24F)

What maybe overcomes the religious question per se is the organisation of the Church of Iceland as a State dependant organisation, which people finance through their taxes and which a part of the population, homosexuals, can't expect the most in return: This touches the area of discrimination, but also of politics.

"I think of course that a big religious organisation like the State church should stand by all citizens. Obviously it's a state religion and a nation religion and it should stand by everyone, all citizens". Friðrik (IS10M)

"There's no one who forbids me from coming to church and no one who prevents me from participating in the activities of the congregation, but they want to baptise my children, and baptise me, and bury me and all that, but they don't want to grant me the blessing to be allowed to have an emotional relationship with a person of the same sex and undertake the same vows as heterosexual Christians, within the institution of the church. I feel that is discrimination. I resent that, but you can't let that get to you". Unnar (IS30M)

It is difficult to evaluate if this is related to the difference with the heterosexuals, although it is often presented as such, or a lack of a social act, dear to all because part of the custom, that is still impossible to perform as homosexual. The relationship with faith and church per se seems to lag behind. This is probably because the protestant faith is more turned to the own relationship of the individual to the belief than in the catholic faith, for example, where the intermission of the Church is more important. Most Icelanders who in

our sample have a lot of religious belief declare having still kept this relationship with their belief, clearly differentiating the faith and the Church representatives.

So all and all, it's not intrinsically the religious aspect that is missed by the non-access to the church blessing in Iceland, but may well be the properties associated with, the feeling of commonness, the welcome of the family, the society benevolence, all what is culturally anchored in people's mind.

"...I don't think we should boycott registered partnerships because the church isn't granting us rights. I think, obviously, that the state is above the church and if we don't register with the state, with registered partnerships, then we're really saying that we don't need marriage. So I think we have to continue doing that, but then the question becomes what the state can do to correct the rights deficit within registered partnerships..." Unnar (IS30M)

A social concern

"...No one can prove to me that... for example, that a person's ability to be a parent or to raise another person has anything to do with sexuality..." Njörður (IS19M)

Parentality and filiation

One of the general characteristics of the original same-sex union laws was that the question of parentality was mostly excluded through mainly a refusal of a full reflection on filiation. Only Spain in 2005 has coupled the two in its law, perhaps at the light of what happened in some countries like The Netherlands and Sweden that modified their views after the passing of the legislation, marriage and adoption laws being adopted after registered partnerships law in The Netherlands. Still, Spain is opening up the marriage and adoption, more than 15 years after Denmark and has already even regional laws, for Spain is quite decentralised, that had opened adoption to same-sex couples before 2005⁵⁷.

The debate on the making of the laws has drawn a vast literature about the exclusion of the filiation rights⁵⁸ which can be summed up in most of the case by shortness of reflection on the construction of the family which might be due in some cases to the lack of time.

As it's not a logic of family law that led the different states to enact same-sex partnership laws but the pressure for equal individual rights, i.e. non-discrimination rights, the laws have in a first place not primarily dealt with the children questions. But the Danish choice to nonetheless inscribe the rights in the family law raised the questions that France, in choosing pacs' form, tried, without success, to avoid.

Tackling unfair treatments related to the situation of couples was inevitably leading to the question of parenting because individuals are not disconnected with social features. Iceland, the last of the four Scandinavian countries to have adopted the law six years after Denmark could not avoid the discussion and has been first to grant rights towards the partner's child. Then the other Nordic countries amended their laws in the same way to extend them in the late nineties to the adoption of the partner's child. There, children rights are governed by particular laws independent from marriage and that's also why it was possible to tackle easily the marriage-like question without conducting reflections on filiation and parentality.

"...il y a une ... résistance incroyable quoi, sur ... sur qu'est ce que c'est le mariage ... qui est dominant qui est dominé, comment on instaure une famille, qu'est ce qu'on crée, et tout ça, les gens sont pas du tout ... et le, le, oui enfin, aussi le, le, le fait que les homosexuels puissent avoir des enfants ou les élever, ... ça remet aussi une norme, enfin une chose à laquelle personne ne veut penser, c'est qui est apte à éduquer les enfants. Parce que si des gens qui sont biologiquement pas à même d'en avoir, on leur donne le droit d'en avoir, ... qu'est ce que ça veut dire ... comment on va choisir et comment on va leur donner cette autorisation et donc du coup, si eux il faut qu'ils passent par un truc, est-ce que tout le monde a le droit d'avoir des enfants, est ce que simplement, être à même d'être père et mère ... biologiquement d'être un couple ... hétérosexuel, ça donne le droit d'avoir des enfants et ça donne la, la, le savoir et les connaissances pour les élever. Donc ça c'est un truc que la société veut pas du tout voir, parce que c'est pour le moment ... vous faites des gosses..." Vincent (FR6M)

⁵⁷ Pichardo Galán, José Ignacio.- Same-sex couples in Spain. Historical, contextual and symbolic factors.- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p. 159-173. The Spanish case is very interesting from a social and a political perspective and would deserve a particular attention in a comparative view of societal evolutions between countries like France.

⁵⁸ For more details on the topic see Fassin, Eric.- "L'illusion anthropologique: homosexualité et filiation".- *Témoin*, n° 12, mai-juin, 1998, p. 43-56.

Family is a social construction

The States have prevented to attach parental rights to same-sex partnership laws because they were considering in a sort of naturalistic assumption (that have been recurrent during the discussions of the laws, even for the access to unions' laws) that two persons of same-sex couldn't become parents. It has never been questioned that they could already be, because then existing laws would apply, nor that they want to become parents, on the grounds that existing laws makes it illegal.

This scheme of thought is national. Since non-European countries have allowed adoption for same-sex partners, since medical assisted procreation is allowed in some European countries (Belgium, The Netherlands then and now Sweden and to a lesser extent, Denmark), the question has to deal with international issues.

It does not take either into consideration the societal evolutions, the position of homosexuals in society that the creation of the registered partnerships laws were particularly wanting to improve. In other words, they didn't count on the success of homosexual integration in society that they advocated for and that homosexuals would want to become parents like any other couples.

Moreover, it didn't take into account the more recent researches concluding that family is a social construction⁵⁹.

In substance, the grounds of privacy applying to sexual relationships didn't spread in the legislator's minds to filiation and parentality, established as a society concern.

Child's best interest and the symbolic order

One concept under different names appeared in all the countries to prevent the link between the registered partnership laws and parentality: the child's best interest and the symbolic order.

Under the assumption, not evidenced⁶⁰, that a child was better raised by a man and a woman, the child's best interest led first the Nordic countries to push aside the introduction of rights towards parentality, then they started quickly to change their mind, at least for the children already born. First Iceland then Denmark and the others gave custody then adoption rights towards the child's partner, with not much more evidences than before, but on the practical situations that they faced. Homosexual couples are legally granted the right to foster children. Practically, the child's best interest (to have two parents independently from their sex) turned in the other way round. Leading their logic to the end, Sweden, after, at last, an extended survey on child's condition in homosexual families opened the adoption, including international adoption, to same-sex couples in 2003 and legalised Medical Assisted Procreation in 2005 for lesbians, going further on than The Netherlands that had granted only internal adoption⁶¹.

This is in the French debate on pacs that we can really find some insights about objectives and reasons that led to this situation.

The symbolic order appeared in French debates, perhaps because of the strong intellectual tradition (arguments being called on anthropological work of Levi-Strauss), and also of the simultaneous debate on the parity law (equal access of women to Parliament), that led the discussions on the basis of society was based on the difference of sexes. The link with filiation being that "*the couple is the institution where the difference of the sexes to the difference of the generations is articulated*"⁶². Main argument was that creating a registered partnership law would threaten that symbolic order necessary for the society to reproduce itself, and proposal was to stick to a cohabitation protection because it applies to an existing situation.

From this big debate, social sciences researchers have demonstrated that this essentialist view of society is more political than anthropological all the false arguments being dismissed, Claude Levi-Strauss himself entering the debate.

All the laws passed thanks to a strong political will of the progressive forces and with opposition from the conservative ones based from both sides on political principles more than on real investigations of the social concerns.

⁵⁹ Godelier, Maurice.- *Métamorphoses de la parenté*.- Paris : Fayard , 2004.-678 p.

⁶⁰Strangely enough, before the Swedes, European politics didn't think to call on American researchers that had conducted many studies evidencing that no difference was shown between children raised in an opposite sex family or in a same-sex family.

⁶¹ SOU 2001:10.- *Barn i homosexuella familjer: Betänkande från kommittén i homosexuella familjer*.- Stockholm: Justitiedepartementet, 2001.- 554 p. + 194 p.

⁶² Fassin, Eric & Feher, Michel.- "Parité et Pacs : anatomie politique d'un rapport".- Borillo, Daniel & Fassin, Eric (eds) .- *Au-delà du Pacs*.- Paris : PUF , 1999, p. 31., citing Irène Théry, Théry, Irène.- "Le contrat d'union sociale en question".- *Esprit*, n°236, Octobre, 1997, p. 159-187.

The need for parental rights

"We don't have any rights to have children. Consequently the laws are insufficient in that respects, which is just nonsense and a violation of human rights. It's of course a primal instinct of the human being to want to reproduce itself, to have children, no matter whether you raise your own or adopted children". Íris (IS23F)

"I think its weird to determine people's ability to raise a child on the basis of their sexuality. There are so many people out there who shouldn't have children and so many people who should be allowed to have children. And well, I just think its unfair, that I can't get assisted fertilisation because I'm a lesbian. And my girlfriend can't be the mother of my child unless I have a child from a previous relationship, except if I go to Nina Stork and have it done there, then she can adopt it like that. But we can't have a child together in Iceland, except by bypassing the system". Hildur (IS21F)

"the only thing that matters to me, if we're going to have a child I want to have all those things settled. Then we're registered as cohabitants and I can adopt the child and then it's also my child. But there's the whole process we must go through, it's a bit extensive, see. But well, but it's kind of, I don't think cohabitation is ... I think it's just something on a paper. At least mine, somehow. (In this reply cohabitation should be taken to refer to registered partnership)". Oddný (IS34F)

"...Ben, les gens qui le réclament, les homos qui le réclament c'est surtout pour les enfants parce que quand ils ont des enfants, il n'y a toujours qu'un seul parent, le parent biologique, qui est reconnu et l'autre pas du tout. Donc, en cas de séparation, l'enfant est privé de son deuxième parent, ce qui est assez insupportable. Donc avec un mariage, au moins, ça serait...ça serait bien pour ces enfants." Nathalie (FR12F)

"...dans un premier temps, j'étais prêt effectivement à ne pas avoir de statut précis de parent ou...Moi ce qui m'importe c'était avoir un contact avec une vie avec un enfant et pouvoir participer à son éducation. Que ce ne soit pas mon fils, ma fille reconnu sur les papiers, je m'en foutais un peu. Maintenant, peut-être un peu moins parce que... ..Ben oui parce que...ben, ça, c'est après tout ce qui est au niveau des droits, des droits de succession etc. C'est un peu con, effectivement, de...pourquoi m'écraser ? Pourquoi ne pas donner tous les droits, ben, comme les autres, quoi, pour la succession, enfin, bon. Donc, maintenant, je commence à y penser..." Jacques (FR3M)

"...Donc le Pacs, bon, aussi la frustration petit à petit de se rendre compte que ce n'était pas...que c'était quand même un truc un peu merdique, que même si on n'en avait pas vraiment besoin c'était énervant. Et puis quand on est arrivé sur le projet d'enfant, là on s'est vraiment rendu compte et on se rend compte tous les jours autour de nous parce qu'on a quand même connu pas mal de familles. Bon, a priori, ça serait moi qui porterais l'enfant donc on voit bien...très, très bien ce que ça veut dire pour le second parent. Enfin, aucun droit." Annie (FR5F)

"...le jour où l'agrément sera donné aux homosexuels de la même façon, qu'aux hétéros, si seul celui des deux qui a fait la démarche est le parent légal et pas l'autre, ce sera un autre problème qui se présentera à mes yeux. C'est-à-dire qu'il est évident que, si par exemple moi j'arrive à adopter un enfant, que je suis le, le père légal et que mon compagnon ne l'est pas et qu'il m'arrive quelque chose, que je meurs..., si [...] a élevé cet enfant avec moi, il n'est pas envisageable une seule seconde, que cet enfant soit confié, à mes parents ou à mes frère et sœur, plutôt qu'à [...] ; ça me semble complètement aberrant, donc, donc oui c'est un problème, mais je dirais on en est même pas là, il faudrait commencer déjà par réformer, les procédures d'agrément." Yves (FR16M)

Children in homosexual families

Homosexuals have always been married, even if in heterosexual couples⁶³. They had children and raised them. What the states are facing now is the visibility of such practices through homosexual families.

"Homosexual parents do exist, but often it's parents, at least, lesbians can get a sperm donor but there are homosexual fathers in society, maybe it isn't as common that a child is raised by two men, at least it hasn't been very visible and maybe there's a lack of experience but you've got to start somewhere, someone has to be the first because otherwise there's no progress". Sigurður (IS27)

Einar has a child from a previous heterosexual union whom he has brought up in share custody:

"Well, I think these matters are progressing fast. But where things aren't working is, of course, the issue of adoption. And I think that if people familiarise themselves with, for example, children who have been brought up by homosexuals, like with me. There's absolutely no way by which I can contaminate a child with my sexuality. It's not possible because it's born with its own sexuality. And, and, it was obvious from the start that he was heterosexual, and it didn't affect him in any way, whether I was homosexual or heterosexual. The only thing that affected him was whether I gave him love, affection, and stability and all those things that stick from childhood. But, of course, people are differently capable of raising children. I'm not saying homosexuals are any better than everyone else, but they're not worse either. And I think people would see that as soon as they looked at the issue." Einar (IS8M)

Same with Friðrik who has raised his child in his new home.

"...Obviously because we have a child, my child. So we have always taken part in his upbringing and all that. So, but we certainly would have considered it if we hadn't had him, and obviously that wouldn't have been a possibility. And, if I was interested in that now, then we're obviously too old, because it's after the age of 45, adoptions aren't allowed after that. But of course that's just a part of it. I think it's very common that people who live together for a long time, that they want to raise a child. I think that's very normal. But sometime when we were thinking about it, some years ago, then obviously it wasn't even discussed. Okay, if you are homosexual and with a person of the same sex, the obviously you're not going to have any children. Nature takes care of that, you see. And it was easy to come to terms with that, as such. It's not a big deal, coming to terms with that, but having the option of adopting a child is wonderful, of course. And it should be granted. Because obviously, even though it's a law of nature that people of the same sex can't have a child together, that doesn't mean that society can't react and loosen the rules so that it becomes possible. That's just reasonable". Friðrik (IS10M)

In Iceland, people have a different relationship to children than in France. Interviewees are still coming for most of them from big families with more than 2 or even 3 siblings. Children have a particular privilege position in the society which can explain the very positive position of the respondents towards parenthood. When questioned about children, respondents mostly go over how they had, will, have one, why they postponed it, but only at a second thought, they tackled the question of rights.

"...Well, of course I can become pregnant any time I want as long as I take care of all the procedures myself. I'm not entitled to receive any help from the state, you know, I can't have assisted fertilisation, I can't you know, if I'd get pregnant my wife would probably not get any paternity leave, most certainly not, I myself would get maternity leave, it's not like that, but I would be like a single mother and conception is then just a some sort of a, I would turn to a friend or, you know, girls are going to Copenhagen to a sperm bank there. In some ways it seems that the state is just encouraging people to take care of it themselves, which I think is bad, especially because I don't doubt that there are some people within the state apparatus who think that the only way is to go and have sex with some man, and it's really strange saying to people that they can get married, that's alright, but one of you has to cheat on the other to make a baby, we don't care. And I think it's written in the law that adultery is frowned upon in marriage. I think that's hypocrisy." Jörunn (IS24F)

"Rights. There are none, for having children. Of course I can have a child. It's just a matter of finding a donor. Well, I find it difficult to find a boyfriend who can have a child with me, but the thing is that the rights as such. What you're probably getting at is the lesbians who have gone and gotten sperm from Nina Stork, or assisted fertilisation. I think that's very good and all that. Nothing wrong with that. But I don't really see that there's a comparable institution for men, where I could go and donate sperm and they'd find an egg and they'd raise the child and then it would come to me after 9 months. I can't imagine that. But the question was what I thought about the rights of homosexuals. The other side of the coin is whether homosexuals

⁶³ Eribon, Didier.- *Sur cet instant fragile: Carnets, janvier-août 2004.*- Paris : Fayard , 2004.- p. 15.

should be banned from having children. That's the counterpoise. That's not talked about, that's not a possibility, but realistically it is that we are entitled to lead normal lives in this society and therefore they can't, then my own imagination is the limit to how close I come to having a child". Unnar (IS30M)

They mostly all reflected on having a child but very few are considering to avoid it, those in particular that already have from a previous heterosexual union. Indeed, if the homosexual couple doesn't procreate, individuals in the couple could, can and do. The age effect is perhaps to take into consideration regarding people's will of parentality. Most of the young people have been brought up in a society more progressive and more tolerant than the oldest that sometimes called on the negative perception of homosexuality for not considering it at their time when it was impossible for homosexuals to think of it. This kind of stands is almost still present in the French sample, as France seems running quite late behind Iceland in the evolution of society's tolerance.

"...Moi j'ai commencé à vivre homosexuel en me disant que ça ne serait pas possible d'avoir des enfants, quoi. Et on se rend compte quand même là entre...dans notre trentaine, que les choses ont changé. On entend parler de plein de choses et on se rend compte que c'est possible, en fait. Donc je pense que les désirs de parentalité sont...si on les avait mis sous couvert un certain temps mais on était encore jeune à la limite à l'époque, ben, là, on les exprime plus parce que c'est encore plus l'âge." Claude (FR4M)

But the concerns for the lack of rights towards the protection of the children are at their peak in the families they are raised.

"...Ensuite il y a le problème des enfants heu, c'est-à-dire que, pour adopter des enfants, il faut être un couple marié ou être célibataire, donc si on est concubin ou pacsé, on peut pas adopter des enfants, selon la loi actuelle et c'est absurde, il faudrait bien sûr que les couples pacsés puissent adopter des enfants, au même titre que les couples mariés, ensuite, quand l'un des deux partenaires a des enfants et qu'il décède, l'autre partenaire pacsé n'a aucun droit vis-à-vis des enfants, enfin tout, tout, toutes ces choses là sont à revoir, selon moi." Yves (FR16M)

"Mais je pense qu'il faut ouvrir cette possibilité là parce que je pense qu'aussi qu'en tant qu'homo on a aussi des choses à apporter à cette génération-là et que s'il n'y a pas d'enfants qui sont élevés avec des homos, ben, on retombera dans ce que, je dirais, nos parents, nos grands-parents ont connu parce que, eux, se retrouveront confrontés à quelque chose qu'ils n'auront jamais vu. Si, chez les autres." Anne (FR18F)

Materiality

"...It would just be like marriage for us. It would be because it's the only thing we're allowed to do and we're taking everything we can get and if we were going to get married we would". Rúnar (IS25M)

"Donc pour le pacs, je ne sais vraiment pas si je l'aurais fait, s'il n'y avait pas eu des, des avantages, réglementaires, disons, alors que le mariage je pense que je le ferai, parce que, moi ça me, ça me plaît bien comme acte social." Damien (FR11M)

Laws are as well existing to organise one's life in common. This is the main characteristic of the marriage law since its disconnection with procreation during the seventies. One of the incentives to register might be the material consequences attached to the status of legal union. As in the other domains of the laws, France and Iceland are not at the same level though it's perhaps the area where they are the closest. However, the connection to family law brings to the Icelanders all the rights attached in marriage such as property, insurance, inheritance, taxes, widow pensions, etc. in their full extent which are not included in pacs. Indeed these rights are often mentioned by the "married partners" as a reason to register. Discourses are always coupled with complains about the legal provisions attached to marriage they don't have but, one of the most important idea is to "secure" their partnership.

Security is material but also symbolic in a sense that it's also a feeling of having something recognised in common by the others. It gives self-confidence as regard to the outside world and to the future.

Financial motives

Tax regimes are of different nature depending countries but France and Iceland are not that far in the spirit of their systems. Contrary to most of the other Nordic countries, individual taxation has not the primacy in Iceland and couples can enjoy some benefits, through registered cohabitation, confirmed partnership and marriage.

Although the study is a bit old and on a small sample, Björn Björnsson has carefully studied in the sixties the effect of the changes in taxation (1958) between marriage and cohabitation as a determinant to marry or not⁶⁴ and tentatively concluded that the wedding rate increased when tax system favoured the married couple⁶⁵. It is not surprising in the case of Iceland, where the financial independence had been one of the historical reasons to increase cohabitation, that financial advantages might be so well took into account.

Also, in a context where the law on confirmed partnership is deprived of the symbolic aspects attached to marriage, it is not impossible that all the material aspects should be put forward to make up for it.

But financial questions can also be taken on the reverse side and pushed forward as a reason not to register. Situations are diverse and have to be considered case by case, but overall, couples with children, which in case of same-sex couples are only legally connected to one member of the couple, are mostly penalized by the registration of their union, as well for example when one of the members of the couple gets some social benefits for one reason or another. As little as these rights are given to French people, it can also have a preventive effect to registration as well.

⁶⁴ Björn Björnsson.- *The Lutheran Doctrine of Marriage...*, p.137.

⁶⁵ *idem*, p.142.

Security

"It means security, primarily. One word. Security. If anything were to happen to either of us, then a registered partnership would mean security. In terms of property, money, the future, and other things, even though ... though we don't have to register a partnership to confirm anything personal to ourselves. It's just a kind of personal security, both personally and socially". Ámundi (IS38M)

"Well, it hasn't been that long since we registered our partnerships, see, but it's obviously to have these legal rights that come with the registered partnership. Then its also signals that you want to be with that person for a long time, but that is, of course, you know, well, maybe first and foremost one is thinking about the legal framework which, you know, the security it gives you. When something happens, that is, and inheritance and taxes and such." Drifa (IS5F)

"I never want to find myself on the street because his family hates gays or like my parents say, like my father says, always, if you start living with someone or doing something, just have everything registered in your name and of course the spouse thinks the same thing, just play it safe so, you may love him a lot but when you hate him you really hate him." Rúnar (IS25)

"Parce que j'ai tellement de, non pas tellement, quelques amis au moment de la mortalité effrayante au niveau du sida, quelques amis qui sont morts et qui se sont retrouvés... les autres qui restaient dans des situations de dénuement où la famille intervenait de façon, qui se vengeait de ce qu'ils leur avaient fait vivre, quand je voyais ces gens qui n'avaient plus rien, les appartements avaient été vidés par les parents et qu'ils se retrouvaient à la rue avec plus rien du tout, je trouve que c'est quelque chose qui peut protéger..." Catherine (FR10F).

Financial motives

"Well, both because of love and then we'd also bought property together, an apartment and a car and, well, we wanted to have things settled, that it was clear that we owned it all together, if something were to happen. If someone would have had an accident or like now that we are getting divorced, and you know, that it's registered to both parties, and things like that. The apartment was only registered to her name before we got married. I would have lost out a lot if we hadn't gotten married..." Hildur (IS21F)

"...we're not in a registered partnership because of the law that cuts his benefits and thereby in fact his personal freedom. Because thereby he'd be completely financially dependent on me. I think that is a personal restriction. Which I think is absurd. He'd just be without an income and financially dependent on his spouse. I think it's a particularly crude violation of human rights". Ámundi (IS38M)

"...Lui préférerait aussi garder le RMI, pour dire qu'il participait un tout petit peu au loyer, aux courses et tout ça et effectivement, je pense que ça aurait changé quelque chose si son RMI avait sauté et qu'il se soit retrouvé à ma charge ... entretenu..." Vincent (FR6M)

"Well, we really regretted having gotten married with the magistrate when we saw how much our incomes shrunk." Anna (IS2F)

Life protection

Independently from the organisation of their own properties, and as the law is also to cover the life negative events such as marriage do, Icelanders are much more covered than French people who have no family law protection although pacs law has been enacted basically to fulfil this function. In this perspective, the French law seems rather incomplete and a lot of people are complaining about the inheritance aspects. The origins of pacs are strongly linked to the Aids epidemics that struck France quite heavily. Dramatic situations lived by partners of Aids patients denied of visiting rights at the hospital, deprived of their own properties from homophobic families legally entitled to inherit when the partners deceased, thrown out of their own apartment when the lease was not at their name, etc., let Aids care associations to call on lawyers to help the surviving partners. The increase of cases raised awareness of this situation and Aides group of lawyers drafted the first proposal. As mentioned, it took time to become pacs and in 1999, if the situation was less critical than in the beginning of the nineties, that was very present in the minds of the people concerned.

However, still some respondents feel the material aspects quite degraded compared to their aspirations and some mention other legal arrangements that could fit as well. In fact, once again the pacs law is quite ambiguous on some material aspects and regarding inheritance, it is still necessary to make a will to chose

one's partner as legitimate heir, so some underline that these material questions can be solved independently from the registration. This is even pointed out by Icelanders.

"...My attitude towards registered partnerships is so negative. I think it's meaningless. Because it doesn't affect anything except maybe some formalities, okay, you know, inheritance tax, joint taxation, inheritance and I just kind of think it's humbug, you see, why not go all the way if you are doing something..." Pétur (IS22M)

"...obviously it's a step in the right direction. But I also think it's just a bit, you know ... eee ...what ... I don't know what it changes for me. I don't know if it actually changes anything. It's just some registration, of something that I don't know what is. But obviously it's a step in the right direction..." Ingvar (IS13M)

Life protection

"...I just thought it was legally important, we had this apartment and it was registered in my name on some papers, and I was just really concerned that if something came up, then I just wanted everything to be taken care of, then I also think, at the time I just felt it was the right thing to do in those circumstances..." Jörunn (IS24F)

"...mais qu'il y ait des engagements de... par exemple, oui, la protection sociale, la protection du décès, l'assurance vie, voilà, je veux dire, des choses sur lesquelles...qui me posent aujourd'hui problème, on va parler aussi ne serait-ce que de la retraite. Hein, vous vivez 40 ans avec quelqu'un, ben, vous ne touchez rien. Et lui s'il décède à 60 ans, il aura payé pendant 40 ans, il n'en touchera pas la queue d'une et merci pour l'Etat..." Anne (FR18F)

"...Et ensuite, naturellement est venu le pacs, puisque on a vu que ça marchait bien, qu'on était bien ensemble et surtout on pensait à tous les problèmes si jamais il arrivait quelque chose à l'un ou à l'autre. On a eu le cas dans notre entourage, pas très proche mais dans notre entourage, des amis à qui c'est arrivé, où l'un des deux partenaires est décédé et l'autre s'est retrouvé très, très, très embêté par la belle-famille entre guillemets, qu'était pas vraiment belle, mais...par la belle-famille et pour pleins de raisons comme ça. Donc, on n'a pas du tout ce cas chez nous, puisque nos familles l'un comme l'autre, savent quasiment tout de nous, je dirais et ça se passe très bien, mais on ne sait jamais. Et donc on a préféré, par l'intermédiaire du pacs, prendre ce genre de précaution. Voilà. C'est aussi une des raisons qui a fait qu'on a voulu se pacser." Ludovic (FR1M)

"...One may have had them in mind. But they are a part of the deal and with regards to me personally, as I am HIV positive, to secure my husband's rights, to be in a registered partnership. But that was not a part of it, not the reason why we chose this particular arrangement..." Arnar (IS31M)

"Et il y a eu des petits acquis, c'est vrai, hein, je veux dire, ne serait-ce que par rapport aux impôts. Mais je crois que c'est le seul acquis réel qu'on ait. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, même si vous êtes pacsé et qu'il vous arrive quelque chose, ce n'est pas pour autant que votre compagne ou votre compagnon héritera de ce que vous avez." Catherine (FR10F)

"Primarily to gain these rights, to insure each other, so to speak. The man I'm living with has a child. So we have to be prepared if things go wrong. We have a lot of things together, the apartment and such". Þór (IS36M)

Integrating society

“...s’il y a une manif pour le mariage gai j’irai, pour montrer que, pour me mettre en opposition à ceux qui pourraient être contre, pour affirmer cette possibilité de droit, c’est un droit quoi ! Et, c’est un droit et, disons, voilà, c’est un droit qu’ont les couples, je les appelle.. on pourrait dire les couples non homos puisqu’on dit les couples hétéros mais..., si on est dans la même République, on doit avoir les mêmes droits, donc cette possibilité”. Béatrice (FR2F)

When calling a report on “the situation of homosexuals” and then on “the rights of homosexuals” ten years after, Iceland aimed to first gather information that would lead to reforms and thereafter assess the results. Anti discrimination concerns had led their purpose, coming from a reflection on the integration of individuals in the welfare state. The attention to the equality of rights have been long in the forefront of the states’ preoccupations in the Nordic countries, and the development of the individual, the integration of minorities have been part of a the politics conducted. It has been put into practice in the politics of gender that first Sweden and Denmark led in the beginning of the 20th century by first reforming their marriage and divorce laws, giving to women equal civil rights then in all the area of social rights, introducing reforms that would lead the politics of the individual rights at the basis of equality. They soon have been followed by the other Nordic countries in the Norden agreement of joint policies.

The stigmatisation of homosexuality that comes from the most part of a social fear in the 19th century has been progressively de-demonized but still remains among the general population traditional cliché that will take times to get rid of. Policies are needed to support the progresses of social tolerance of the difference and that’s the way taken by the welfare states. Education and laws are backing up this general will to integrate to reach a point where the same possibility to live according to the norm will be given, in taking into account differences. To recognise intrinsic value of individuals and giving them the same opportunity to live like any other in the society they are a part of. Some may have pointed out that this will of integration through normalisation is also an expression of the fear of the other, a determination to control and to force into certain norms of behaviours according to the appreciation of the state⁶⁶. Some may see there a particularity of the Nordic states and their relationship to the population⁶⁷.

It has not yet really been investigated how Iceland is integrating these models of politics, for its welfare regime is different of the other Nordic countries, but the spirit of its laws is quite well in line. This could also have been a characteristic of France which has put high above the values of the republican regime. However, one is obliged to notice that it rather led to political inertia than anything else. Pressure had to be put in the context of the Aids epidemic to force the state to reflect on the dramatic situation of people that were elsewhere already considered as deserving the equal treatment, the question of minorities being thus treated for long on the mode of the negation⁶⁸. Indeed, the road to the social recognition reached with pacs was essentially the work of associations and individuals that raised awareness of the necessity through long fights, at the end, the law adopted being drafted by two MPs. Five years later, the French state once again failed to adopt a law proposal against homophobia.

⁶⁶ Bech, Henning.- “Report from a rotten state...”, p. 134-147.

⁶⁷ Rydström, Jens.- “From outlaw to in-law. On registered partnerships for homosexuals in Scandinavia, its history and cultural implications”.- Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships and homosexual marriages: a focus on cross-national differentials*.- Paris: Ined, 2004, p.175.

⁶⁸ Chambon, Laurent.- “Le placard universaliste: quand la République se fait particulariste contre les gays”.- *Mouvements*, n°38, mars-avril 2005, p. 34-40.

Recognition

"...Well, obviously, apart from what I said before, regarding the legal side of things, it gives you an incredible array of rights, which I think is important, you know, both inheritance, taxes, and so on and so forth. Obviously it's also a token of recognition from society that it accepts this way of life. You know, a certain acceptance and I think that this is maybe the best thing about registered partnership, that there is a now a form that is accepted by society in one way or another. And well, which is tangible, if someone refuses to accept it, well that's just lame, you know. It's, you know, you have certain rights, you have certain papers to show, you know, if you are taking advantage of some, whether it's special offers on airline tickets and one of the parties has a student's discount, or just something, which I can use as an example or, if, just all this if there is something you have to show that you are living together and you just have certain papers to verify it and also just, you know, and society accepts this way of life and then it must be recognised..." Drifa (IS5F)

"The things are that it's just a paper, but something has to be said for getting societies approval, having the same rights as other people..." Rúnar (IS25M)

Well-being

"...ce désir d'enfant qui est très fort, dans les nouveaux couples, ce que j'ai eu beaucoup de mal à comprendre, mais je commence à m'y faire, mais heu, donc, ils revendiquent une place comme tout le monde, moi cette place je l'ai. Moi je crois que c'est aussi pour ça, le fait de vivre avec une femme et de pouvoir le dire, dans mon boulot, à l'extérieur, j'ai pas de problème, parce que moi j'ai des enfants et j'ai fait ce que j'avais à faire, j'ai eu la chance de pas avoir à me poser de questions pour faire ces enfants là, c'était comme ça."

"Ben les homos, à un moment donné, se sont beaucoup battus, pour heu, enfin les associations, les, se sont battus pour avoir, je vais dire un simulacre de mariage, c'est un peu ça, mais c'est seulement un contrat, un contrat civil, pour la protection des biens, je crois que c'est pour ça aussi qu'ils se battaient et peut-être pour avoir une reconnaissance, j'en sais rien et chacun à sa place fait ce qu'il a envie de faire et les associations ont des choses à défendre, heu, ça va aussi peut-être avec le désir de vie comme tout le monde, que les homos ont, parce qu'ils ont été rejetés, je crois que ça vient de là en fait. Mais pourquoi pas ma foi, ça peut exister, il peut y avoir une possibilité d'existence et puis ma foi, chacun en fait ce qu'il veut. Le prend le prend pas, selon ses besoins. Justement, d'entrer dans quelque chose de symbolique, de faire face à l'institution, comme un à deux et non pas comme un individu. Peut-être ça. Moi ça va, j'ai déjà donné, dans le à deux, ça va. Le à deux institutionnel je veux dire... Donc, j'en ai pas besoin face aux autres. Mais pour les associations homosexuelles, je crois que ça a été de grandes avancées, de la reconnaissance de la différence. Moi j'ai une position différente, parce que j'ai été mariée, j'ai fait des enfants, donc, même quand je travaillais je pouvais en parler et j'en parlais. comme tout le monde, ah ben tiens, j'ai fait ça avec mon mari et ben moi j'ai fait ça avec ma compagne et ça passait très bien. Je crois que c'est parce que j'avais prouvé à la société, que j'avais fait pour la société, j'avais été une femme à part entière..." Catherine (FR10F)

"Talk to your grandmother and ask her if she knows anyone who's been homosexual and she can name a lot of people that she grew up with. And just talk to your mother and she can also tell you about a lot of people who, old school mates who had children and who later on moved to other countries and something like that, and even who died from the plague, as they call it, HIV happened. So, you know, everyone knows someone, consciously or unconsciously, and if you just give them time and get them to open up to it, then everyone can name someone and usually a few, and most of the, before it were often people who had settled and had a child and then they just got of the bandwagon. Became single and had a child. They'd proven themselves, reproduces and done their bit for society, so its ready, I think society is ready, society isn't mean or cruel towards us". Unnar (IS30M)

"But children are positive and that's why I think we should start educating them immediately. Because they can form opinions at home, something like queer this and that. But if they are told early on that its alright and that not everyone is the same, then they form their own opinions, not necessarily something that they hear at home. So I think ... there should be more of that. The children of all my friends, they just think its very interesting and engrossing. A daughter of a friend of mine asked: Are they together? Are they lesbians then? And thought it was just ordinary, like, sure, just great, didn't really make anything of it. No problem. I mean, we are born without prejudice and in order to eradicate the few prejudices people have who don't know any better or think something, then I think that this is lacking. And I think we can start as early as in pre-school. Talking about it ... so they don't have to carry this burden. I mean, we're different, I always say what I think but my girlfriend doesn't necessarily do that. That's also the way its with small children. They may not tell and then start to become ashamed of something that they don't have to be ashamed of. I think that this is something that must be done. But I won't do it, there are others who could." Stefania (IS30F)

State's normalisation or welfare progresses process, individual well being and society recognition is an important element of the life course of an individual. From an individual point of view, all that matters is not being like the other but of feeling like the other. Homosexuals need to feel the back up of society in everyday life as to disappear in the mass, for one day, the coming-out will be one word obsolete. Until then, it is still a tricky step at the family level, and a difficult one at the life level, for coming out is never-ending process⁶⁹. Thus, the society still puts pressure on homosexuals self by imposing a silence. The impact of society's reception in the teenage years when one's discovers sexuality is of prime importance for the future of individuals⁷⁰. In this context, every measures taken in order to reaffirm the non discrimination on sexual orientation grounds sustain social policies. The suicide rates among teenagers with a non heterosexual orientation is quite high and researchers have underlined the importance of the social intolerance as well as the lack of information provided by the educational system⁷¹. Supported by the laws, increasing progresses have been noticed among the population reception, and the more favourable atmosphere is also sustained by an everyday life confrontation with homosexuality but also by an individualisation of the society, ready to acknowledge more differences as multiple of models are existing⁷². Everything leads to conclude that one is witnessing a period of change and the teenagers of the new century won't bear the same heavy stigma as the previous generations. This step goes through the equality of rights as a legal mechanism of release of both the society's reception and the actors' behaviours⁷³.

In search for equality

"I think that the most important thing is that homosexuals have the same rights as heterosexuals". Bryndis (IS3F)

"It matters a great deal having the same rights and all that". Lúðvík (IS17M)

"...vous me demanderiez de vous faire un comparatif entre le mariage et le Pacs en termes législatifs, d'engagement, j'aurais du mal à vous en faire le comparatif. Je reviendrais juste sur le fait de vous dire que l'égalité doit être la même pour...les droits doivent être les mêmes pour tous et j'en resterais là sur cet aspect là." Daniel (FR8M)

"...il n'y pas de raisons qu'effectivement deux mecs ou deux nanas ne puissent pas officialiser quelque chose juridiquement ou l'officialiser pour eux-mêmes, enfin...donc pour plus s'approcher plus du mariage, il n'y a pas de raison qu'ils ne puissent pas le faire. Tout comme les hétéros peuvent vivre ensemble, ne pas vivre ensemble, se marier, ne pas se marier, enfin selon le cas de chacun. Chacun s'adapte. Donc les homos, ça devrait se passer de la même manière aujourd'hui. Marc (FR13M)

In Iceland, discrimination is prohibited by law as to insure all the citizens' equality and to secure homosexuals the feeling of this equality⁷⁴. Discrimination is clearly expressed at the legal level but it opens a broad field of inequalities that can be visible but also hidden. This is about the feeling of the difference with others in everyday life, that might be seen or not and also perceived or not. It is important to recognise it at the legal level as to soften the incontrollable elements that are invariably linked to it in social behaviours. It always takes time between the enactment of the law and its complete assimilation by the population.

⁶⁹ As mentioned note 41, the coming out will be developed in further research.

⁷⁰ Lhomond, Brigitte.- "Attirances et pratiques homosexuelles".- Lagrange, Hughes & Lhomond Brigitte (eds).- *L'entrée dans la sexualité : les comportements des jeunes dans le contexte du sida.*- Paris: La Découverte, (Recherches), 1997, p. 184-186.

⁷¹ Verdier, Eric & Firdion, Jean-Marie.- *Homosexualités et suicide : Etudes, témoignages et analyse.*- Montblanc : H&O éditions, 2003.- 230 p.

⁷² Digoix, Marie & Festy, Patrick.- *Registered same-sex partnership...* , p.6-7.

⁷³ Eribon, Didier.- *Réflexions sur la question gay.*- Paris: Fayard , 1999.- p. 81.

⁷⁴ *Lög nr. 135 13. desember 1996 um breyting á almennum hegningarlögum*, nr. 19 12. febrúar 1940, með síðari breytingum (vernd gegn mismunun).

The persistent feeling of discrimination

Under rated marriage

"...it's just a ... a bit of a token thing. Registered partnerships, okay. Let's give gays and lesbians something called registered partnerships but not marriage. It's called registered partnership. It's just this term that was coined. I think it's a bit of a formality". Kristján (IS16M)

"...Je vois pas bien qu'est-ce qui, qu'est-ce que le pacs peut combler que ne comble pas le mariage et un couple qui veut se marier, je vois pas pourquoi il choisit de se pacser, parce que le mariage, on a les deux aspects, symbolique et légal et dans le pacs je le vois moins, donc, un couple hétérosexuel par exemple, j'imagine moins pourquoi il se pacserait et ou est-ce que ça veut dire que, ils le prennent moins au sérieux que le mariage. Donc pour eux c'est un engagement moins important et donc ils vont choisir ça pour avoir des, des avantages et pas les inconvénients, mais si c'est ça, ça veut vraiment dire que même dans leur tête, le pacs est un sous-mariage, moins important que le mariage etc" Damien (FR11M)

"Le Pacs c'est un premier pas dans la reconnaissance des couples homosexuels mais un peu de sous-couples, quoi. Enfin, à des conditions un petit peu...ben ce n'est pas une vraie, quoi. Ça n'a pas la même poids, ça n'a pas la même importance" Claude (FR4M)

On the feeling of exclusion

"...as a matter of fact, well, as a matter of fact I think that there should just be one law for everyone. I feel that it should just be the same for everyone. You know. Marriage is the relationship of two individuals... I think that registered partnerships are somehow, it's the product of its time. I think it's ... now next year will be the 10 year anniversary of these laws, and you know, it's just like wow, we shouldn't let them exist. I think we should abolish registered partnerships. I think it's like ... I think it's a bit like segregationists in the United States, when blacks entered through the back door and paid up front where the driver was and then entered through another door. You know, I am going through the same thing and I'm like I'm not going into a registered partnership, I'm getting married. So I would rather want ... I just don't think it's feasible. Registered partnership. I would rather... establish some sort of ... just well. I think it's just an insult, registered partnership..." Garðar (IS11M)

On the fight still to conduct

"...it basically just means that we don't have the same rightsThe things is that it's just a paper, but something has to be said for getting societies approval, having the same rights as other people". Rúnar (IS25M)

"...même si le pacs est au même niveau que le mariage, il faut ... que, que les couples de même sexe aient accès au mariage et qu'après on puisse choisir ce qui correspond à, à, à son désir, et qu'on nomme mariage, l'union libre et tout ça. Mais tant qu'on a pas... l'ensemble des, des choix possibles... on n'est pas, on n'a pas d'égalité, c'est justement cet... cet accès au mariage et cet accès à l'adoption... et à l'éducation des enfants qui permet, et enfin à l'adoption pour les couples... d'hommes, et à l'insémination artificielle pour les couples femmes, qui ne donne pas... qui, qui, qui montre qu'il y a bien une hiérarchie des sexualités et que, et que certaines personnes sont moins égales que d'autres, donc il faut... il faut changer tout ça et de toutes façons ..." Vincent (FR6M)

Human rights

"...No, more rights, this has to be integrated in the constitution as just a human right, I mean, those of other nationalities or religions, it's not permitted to discriminate on grounds of religion and it has to be taken up, that it is forbidden to discriminate on the grounds of homosexuality or because of sexuality. I believe that god loves us all, no matter how we are and who we love and in fact it's sort of enough for me because I am that, but it wouldn't be inconceivable to have one's marriage blessed by a church..." Sigurður (IS27M)

Recent developments on the history of the law have meant to acknowledge the lack of recognition of homosexuals and to improve the situation.

In Iceland, this concern has been at the top of the decision to conduct reports on the social situation of homosexuals, both in 1994, prior to the passing of the law on Confirmed partnership⁷⁵ and the one ten years later on the reflection on homosexual families that aimed to prepare a new law⁷⁶.

Iceland legal progresses towards the improvement of the situation are acknowledged to be fast. The dynamic answer of a small population might also be of importance towards a normalisation of homosexuality. New generations of homosexuals have now claims on the effectiveness of this equality that is secured in words through law and have a critical regard on the ones that still persist.

As well as Bryndís and Lúðvík, Þór explains as clearly the way the legal situation is perceived by most of people in Iceland.

"The most important thing is that we get all the same rights as everyone else. That they don't always pick out specific things. So it isn't just some one thing. I just think that it's absurd that people don't have the same rights in this society because of their sexuality. There's nothing more to say about that really. But the fact is that none of the rights that relate to me ... or the fact that I can't get married in a church, affect me personally, neither does not being able to adopt, because I don't want to adopt a child myself. So, it doesn't concern me personally in that way. But, but, nevertheless, these are prejudices that are directed towards me and I'm being belittled, so..." Þór (IS36M)

It's going far beyond complaining about the legal situation, and individuals are purely remembered a difference that has nothing to do with their relationship with the state as citizens. From one hand, the discourse of the state being to equate and on the other hand, the denial of full rights makes people feel the aim not fulfilled. This paradoxical situation is greatly noticed by people.

At this level, it is as striking in Iceland where more rights are granted, as in France which is lagging far behind.

"Isn't that like a partial marriage⁷⁷?"

One of the main conclusions of the demographic part of our study and also, one of the main remarks heard in the countries where homosexuals access to marriage has been granted is that once they got the right, they don't use it.

Why not? Heterosexuals don't marry, why would homosexuals do?

Nearly ten years after the law has been adopted in Iceland and six in France, views are divided on their meanings and on their properties. The laws have their pure strict legal contents but it extends to various uncontrollable effects. In priority, the way people understand and use them.

To register a partnership calls on different issues. Given that it concerns a particular population that has certain properties, in first place the one of having come out with a control of all the negative specificities, it appears among those who are likely to register that other major features enter into consideration that are still strictly linked by the pure legal side of the law.

Despite the strong complains about the lack of symbolic meaning of the law, in France as in Iceland, the material aspects attached to the law as an incentive to registration are very important.

One might explain this fact as a societal characteristic, the decrease of the necessity of a legal union to live openly as a couple, both for heterosexuals and homosexuals, has lead to rethink the registration as either a material act, either a symbolic one.

In this case, the materiality, especially the financial, of the registration is of importance as much as the protection of primacy of the relationship between the two individuals towards their families.

The symbolic aspect of the registration, confirming to the society one's relationship and also one's cultural integration is more in the sphere of the well being but nonetheless a key element of integration in society, as the origin of all the behaviours.

It is a matter of well being in the society to feel like the others, to have the same rights and to share the same laws. Nowadays, the word marriage has nearly only a symbolic interest. In the Icelandic case, it is specially linked to the church ceremony as a traditional custom. In France, the marriage is claimed in the name of equality, as its symbolic aspect of the ceremony is less strong because mostly less anchored in the population identity. The freedom from compulsory marriage has been conquered with more difficulties and is more recent to be forgotten as a painful event. Besides the image of a catholic church, strongly embedded in a traditional strict vision of marriage associated to procreation is still strong enough to give also a place of choice to the republican marriage, dividing the strength of the symbolic aspect of the ceremony. It is consequently more attached to an ideological claim.

⁷⁵ *Skýrsla nefndar um málefni samkynhneigðra*.- Reykjavík: október, 1994.- 112 p.

⁷⁶ Nefnd sem forsætisráðherra skipaði til að kanna réttarstöðu samkynhneigðs fólks.- *Skýrsla nefndar um réttarstöðu samkynhneigðra*.- Reykjavík: Ágúst, 2004.- 133 p.

⁷⁷ Elín (IS7F) on confirmed partnership.

Filiation and parenting rights that have been also ruled out the laws are paradoxically the more practically needed but also the easier to bypass as people are ready to take the risk to live a little bit longer without legal coverage. Same-sex parents families are existing and more and more are forming, the feelings are stronger than any legal possibilities. It's just then a matter for the States to wish them outside the law or not.

With access to these rights denied, it's direct symbolic feature and practical needs that brings next to nothing the legal step made by the creation of confirmed partnership in people's mind and makes it look more like registered cohabitation for heterosexuals, which of cause it didn't mean to be. For in the near future, the registered cohabitation will be opened to homosexual couples, the gap between what is offered to heterosexuals and homosexuals in the symbolic domain should appear wider and the feeling of well being and society acceptance by homosexuals could decrease, just as like in France, the fact that pacs is opened to heterosexuals makes them facing an incredible lavish legal choice compared to homosexuals.

As we may have concluded from the legal comparative analysis of the rights and duties granted by the laws in the different countries that allow same-sex couples to register their partnership when linked to registration, the feeling of discrimination and perhaps its effect is not completely related to the legal details of the rights granted but more to the norm of living that set a model and subsequently an aim or a desire to the couples. From an overall point of view, rights are important to secure the possible but they are rarely known in their full extent. The image of the rights, the collective belief of what they are can sometimes bear more significance than the real consequences of the law. However, it is acknowledged that populations which are deprived of rights, and homosexuals have been long and still are, know more about the law than others, precisely because they are constantly reminded what they don't have access to, and that's why in this case, both the symbolic and the material aspect of the law are important.

If the goal of enacting the law was to ease the society acceptance of homosexuality and favour the well being of homosexuals, considering that it only reached the material aspect of it, this is not fulfilled. It is neither by pacs nor by confirmed partnership.

In all our interviews, the evaluation of the distance between what is accessible to heterosexuals and to homosexuals is always much present, people evaluating themselves and their aspiration towards a norm, whatever accessible or not.

But it's not done blindly as a political claim. This is definitely clear in the case of the evaluation of the access to marriage in the Icelandic case where confirmed partnership is somewhat close to marriage. The homosexual circles if they do exist are still somewhat divided on the framework which might be used by both configurations of couple but they do agree on the necessity of the equivalence of rights with heterosexuals. What is important in the elaboration of their reflections is the difference in the rights granted. One might consider there the very practical way in which the question is tackled. If individuals request their equality in rights, they recognise their difference in sexuality and they could have been ready at a time to accept the different name for their union even if fundamentally, they didn't see why and for the same reason, at the light of what is happening elsewhere (The Netherlands, Canada and Spain), this is not possible anymore. This also could be an effect of cultural bias, the conditions of possibility of homosexual unions being so new that people had no time to incorporate the shift between the pre-existence and the creation of confirmed partnership, the marriage having been for most of them something clearly linked while they grew up to heterosexuals only.

All and all, the fact that confirmed partnership has been presented to the people as an equivalent to marriage, which is in practice far from being true, is a major ground for dissatisfaction. In fact, it underlines the difference with marriage and appears as a second best as it allows people to compare with in a legitimate way. Only the fact that progresses towards the rights for homosexuals have been quite fast in Iceland is highlighted by respondents as a reason to have some patience towards the politics and gives them some hope towards the future.

That's perhaps why, in one sense, it seems like Icelanders are not that reactive towards the fact that they don't have access to marriage and in a more practical way, found clearly that confirmed partnership could be an equivalent to marriage if...

With the example of the church blessing, the fact that marriage brings with it the church side is paramount in their aspiration to have access to it. On a practical side, everything goes as if it was possible that confirmed partnership was performed by a church minister, this would be as good as marriage. Few are rising what they could see in this difference of institution to legalize their unions and most of them are widely accepting the fact that two different frameworks could exist despite the constant affirmation of likeness of relationship with heterosexuals. The discrimination is seen in the difference of rights granted and not in the special access to marriage that is mostly considered as outdated at best, to be reformed or to be suppressed at worse.

On the other side, one can think that Icelanders, by appropriating marriage by the words already got a grip on the institution, without however forgetting that they do not have the legal use of it and that result from this situation the more uncontrollable inequalities. This stage in the well being of the individual is enough significant to be underlined, as it requires such a symbolic violence which can only be put in connection with the acceptance of the society.

The failure of confirmed partnership independently from its missing legal properties to equate with marriage is on its lack of symbolic features. With constant reference to marriage, it has no representative entity that would encourage people to identify to.

On the symbolic ground, because in France, pacs is far from marriage, it's not considered as well as a valid option for the ultimate consecration of an union. Perhaps French people are socially and politically more demanding than Icelanders, that the fraction of people that are claiming for the opening of marriage puts the claim at another level. Having created the pacs, with access both to heterosexuals and homosexuals, it would seem silly to have another framework opened for homosexuals only. It's not even in the agenda, mainly because French political way of republicanism has dismissed the possibility of creating a communitarian institution, however while not acknowledging marriage was one.

Specific legal frameworks also generate different behaviours, if the offers are different, what is not offered is also of importance: from one side, registered cohabitation, on the other side marriage characteristics are not part of the offer. Because registered cohabitation exists in Iceland, it can be identified with a step towards marriage that has not been reached with *staðfest samvist*. Moreover, it's often mixed, as a law presented as the equivalent to marriage is perceived by the population as an equivalent to register cohabitation.

In terms of discrimination, both legal systems are failing to reach equality between heterosexuals and homosexuals creating as such a hierarchy of sexuality. Discrimination on grounds of sexual orientation is prohibited at the European level and legislations have extended to Iceland, barely to France. Political discourses put forward that law should protect equally all individuals. France as a motto "Liberty, equality, fraternity" which is dubiously enforced.

To equate rights through the opening of marriage comes up against the grant of full parenting rights. It has still to be fully discussed in Iceland but at the light of what happened recently in few other countries, and among them Norden member Sweden which now offers the perfect equality but marriage, the next Parliament discussions should consider the topic. Still, Iceland was the first country to grant custody rights in 1996, then authorized step-adoption in 2000. If Iceland is close, France is far. Nearly everything has to be done, at the level of marriage and at the level of parenting.

Heterosexuals have use of marriage. No laws are equal to marriage in terms of rights. In a system where Confirmed partnership exists then to erase all discriminations, it should be upgraded to grant the same rights. In a system where nothing that close to marriage exists, then marriage should be necessarily opened up if the governments don't want to create other law. But *in fine*, one would wonder why the marriage should not simply opened if we recognize that there is no social difference between heterosexuals and homosexuals as our welfare states tend to? However, certain reluctances are remaining and there and it's proven still quite tricky as if The Netherlands had opened first marriage in 2001 with nearly equal rights and now Spain did with full equal rights, Belgium has deprived same-sex couples from parenting rights, creating thus an homosexual marriage instead of simply opening up marriage.

If we compared both countries at the macro level, although the differences in accessible rights, the situation is not so different from the people points of view. Deprived of their contextual characteristics, homosexuals in both countries are claiming the same: the equality with heterosexuals.

References

- Adam, Philippe.- "Bonheur dans le ghetto ou bonheur domestique. Enquête sur l'évolution des expériences homosexuelles".- *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 128, "Sur la Sexualité", 1999, p. 56-72.
- Bech, Henning.- "Report from a rotten state".- Plummer, Ken (ed).- *Modern Homosexualities*.- London: Routledge, 1992, p. 134-147.
- Bech, Henning.- *When men meet: Homosexuality and modernity [Når mænd møtes]*.- Cambridge/Oxford : Polity Press/Blackwell , 1997.- 314 p.
- Björn Björnsson.- *The Lutheran Doctrine of Marriage in Modern Icelandic Society*.- Oslo: Universitetsforlaget, 1971.- 250 p.
- Borrillo, Daniel & Waaldijk, Kees.- "France" .-Waaldijk, Kees (ed.).- *More Or Less Together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnerships for different-sex and same-sex partners: A comparative study of nine European countries*.- Paris: Ined [Documents de travail n°125], 2005. p.93-106.
- Bourdieu, Pierre.- "A propos de la famille comme catégorie sociale réalisée".- *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 100, décembre, 1993, p. 32-36.
- Bourdieu, Pierre.- "Des familles sans nom".- *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 113, juin, 1996, p. 3-5.
- Chambon, Laurent.- "Le placard universaliste: quand la République se fait particulariste contre les gays".- *Mouvements*, n°38, mars-avril 2005, p. 34-40.
- Charrier, Gilda & Deroff, Marie-Laure.- "La non cohabitation : moment ou condition de la vie conjugale?".- Le Gall, Didier (ed).- *Genres de vie et intimités: chroniques d'une autre France*.- Paris: L'harmattan, 2005, p. 101-120.
- Digoix, Marie & Festy Patrick.- *L'Etat, la loi et le couple homosexuel: l'esprit nordique*.- Paper presented at the XVIIe Congrès de l'association internationale des sociologues de langue française, Tours, July 5-9, 2004, CR 03, sociologie du droit.-17 p.
- Digoix, Marie & Festy, Patrick.- *Registered same-sex partnership: a multidisciplinary approach*.- Paper presented at the 37th World Congress of the International Congress of Sociology "Frontiers of sociology", *Sociology and Demography session*, Stockholm, July 4-9, 2005, 23 p.
- Digoix, Marie ; Festy, Patrick & Garnier, Bénédicte.- "What if same-sex couples exist after all?".- Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships and homosexual marriages: a focus on cross-national differentials*.- Paris: Ined, 2004, p. 193-210.
- Digoix, Marie ; Festy, Patrick & Waaldijk, Kees.- "Same-sex couples and heteronormativity".- *Paper presented at the Population Association of America 2004 annual meeting, Boston, April 1-3, 2004*.- 2004.- 23 p.
- Dittgen, Alfred.- "Les mariages civils en Europe: histoires, contextes, chiffres".- *Droit et société*, n°36-37, 1997, p.309-329.
- Eribon, Didier.- *Réflexions sur la question gay*.- Paris : Fayard , 1999.- 526 p.
- Eribon, Didier.- *Sur cet instant fragile : Carnets, janvier-août 2004*.- Paris : Fayard, 2004.- 257 p.
- Fassin, Eric.- "L'illusion anthropologique : homosexualité et filiation".- *Témoign*, n° 12, mai-juin, 1998, p. 43-56.
- Fassin, Eric & Feher, Michel.- "Parité et Pacs: anatomie politique d'un rapport".- Borrillo, Daniel & Fassin Eric (eds).- *Au-delà du Pacs*.- Paris: PUF, 1999, p. 13-43.
- Godellier, Maurice.- *Métamorphoses de la parenté*.- Paris : Fayard, 2004.- 678 p.
- Guðný Björk Eydal & Stefán Ólafsson.- *Social and Family Policy The case of Iceland*.- Third report for the project Welfare Policy and Employment in the Context of Family Change , 2003.- 34 p.
- Hagstofa Ístands.- "Hjúskapur, stofnun sambúðar, skilnaðir og sambúðarslit 2003".- *Hagstíðindi, Mannfjöldi*, 16, júní 2004, 24 p.
- Halvorsen, Rune.- "The Ambiguity of Lesbian and Gay Marriages. Change and Continuity in the Symbolic Order".- *Journal of Homosexuality*, n°35, 3/4, 1998, p. 207-231.
- Héðinn Halldórsson.- "Barneignir saækynhneigðra í Danmörku".- *Stúdentablaðið*, nr. 81.árgangur, 03; tölublað, 2005.

- Hrefna Friðriksdóttir.- *The Nordic gay and lesbian «marriage»: No children allowed.*- Harvard Law School LLM paper, 1996, mimeo.- 144 p.
- Hrefna Friðriksdóttir & Waaldijk, Kees.- "Iceland".- Waaldijk, Kees (ed.).- *More Or Less Together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnerships for different-sex and same-sex partners: A comparative study of nine European countries.*- Paris: Ined [Documents de travail n°125], 2005. p.121-136.
- Kolbeinn Stefánsson & Guðný Björk Eydal.- "Restrained reform - Securing equality for same sex couples in Iceland".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials.*- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p. 129-146.
- Lewin, Ellen.- *Recognising ourselves: Ceremonies of Lesbian and Gay commitment.*- New York: Columbia University Press.- 288 p.
- Lhomond, Brigitte.- "Attirances et pratiques homosexuelles".- Lagrange, Hughes & Lhomond Brigitte (eds).- *L'entrée dans la sexualité : les comportements des jeunes dans le contexte du sida.*- Paris: La Découverte, (Recherches), 1997, p. 183-226.
- Lund, Anna.- "Les partisans du mariage religieux des homos sont de plus en plus nombreux au sein de l'Église".- *Le quotidien de Têtu*, 8 septembre 2005. <http://www.tetu.com/rubrique/infos> accessed in September 2005.
- Lund, Anna.- "Le mariage religieux des homos sur la bonne voie".- *Le quotidien de Têtu*, 20 septembre 2005. <http://www.tetu.com/rubrique/infos> accessed in September 2005.
- Lundh, Christer.- "Swedish marriages".- *Lund papers in economic history*, n°88, 2003.- 63 p.
- Landshagir* [Statistical yearbook of Iceland].- Reykjavík: Hagstofa Íslands, 2004, 361 p.
- Matovic, Margareta.- "Illegitimacy and marriage in Stockholm in the nineteenth century".- Laslett, Peter; Oosterveen, Karla & Smith, Richard (eds).- *Bastardy and its comparative history.*- London: E. Arnold, 1980, p. 336-48.
- Nefnd sem forsætisráðherra skipaði til að kanna réttarstöðu samkynhneigðs fólks.- *Skýrsla nefndar um réttarstöðu samkynhneigðra.*- Reykjavík: Ágúst, 2004.- 133 p.
- Ólöf Garðarsdóttir.- *Marriage patterns in Iceland over 150 years: Extra marital births and the transition into adulthood 1850-2000.*- paper presented at the 3rd conference of European Social science history association, 23-26 March, 2004.- 18 p
- Pétur Pétursson.- *Church and Social Change. A Study of the Secularization Process in Iceland 1830-1930.* Reykjavík: University of Iceland Press.- 1990.- 221 p.
- Pichardo Galán, José Ignacio.- "Same-sex couples in Spain. Historical, contextual and symbolic factors".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials.*- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p. 159-173.
- Plummer, Ken.- "Men in love: Observations on male homosexual couples".- Corbin, Marie.- *The Couple.*- Harmondsworth: Penguin, 1978, p. 173-200.
- Pollak, Michael.- "L'homosexualité masculine, ou : le bonheur dans le ghetto?".- Pollak, Michael.- *Une identité blessée.*- Paris: Métailié, 1982, p. 184-201.
- Rault, Wilfried.- "The best way to court. The French mode of registration and its impact on the social significance of partnerships".- Digoix Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A Focus on cross-national differentials.*- Documents de travail n°124, Ined, 2004, p 27-33.
- Rault, Wilfried.- *Donner sens au Pacs. Approche sociologique du Pacte civil de solidarité par son enregistrement.*- Thèse sous la direction de F. de Singly. Université Paris 5- René Descartes.- 2005.
- Registreret partnerskab, samliv og velsignelse: rapport fra et af biskopperne nedsat udvalg vedrørende kirkelig velsignelse af registreret partnerskab, Århus, 1997, <http://www.folkekirken.dk/udvalg/partnerskab> accessed in February 2004.
- Rich, George W.- "The Domestic Cycle in Modern Iceland".- *Journal of marriage and the family*, February, 1978, p. 173-183.
- Rydström, Jens.- "From outlaw to in-law. On registered partnerships for homosexuals in Scandinavia, its history and cultural implications".- Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships and homosexual marriages: a focus on cross-national differentials.*- Paris: Ined, 2004, p.175-181.
- Schiltz, Marie-Ange.- *Les homosexuels face au Sida: enquête 1995. Regards sur une décennie d'enquêtes.*- Paris : CAMS/CERMES, 1998.- 116 + 50 p.

Schiltz, Marie.-Ange.- "Young homosexual itineraries in the context of HIV: Establishing lifestyles".- *Population: An English selection*, 10 (2), 1998, p.417-446.

Skýrsla nefndar um málefni samkynhneigðra.- Reykjavík: október, 1994.- 112 p.

SOU 2001:10.- *Barn i homosexuella familjer: Betänkande från kommittén i homosexuella familjer*.- Stockholm: Justitiedepartementet, 2001.- 554 p. + 194 p.

Verdier, Eric & Firdion, Jean-Marie.- *Homosexualités et suicide : Etudes, témoignages et analyse*.- Montblanc : H&O éditions , 2003.- 230 p.

Weeks, Jeffrey.- *Same-sex intimacies: families of choice and other life experiments*.- London: Routledge & Kegan Paul Ltd, 2001.- 245 p.

Weeks, Jeffrey.- "Same-Sex Partnerships".- *Feminism Psychology*, vol. 14, n° 1, 2004, p. 158-164.

Weston, Kath.- *Families we choose*.- New York: Columbia University Press, 1991.- 261 p.

Appendix 1: The French Icelandic survey in practice

The French Icelandic survey in practice

Methodological approach

The interviews have been performed by one team of four people in each country in the first semester of 2005. The project is still running and interviews have still to be performed, especially with heterosexuals.

Sample has been gathered by snowballing with different entries and aimed at diversifying the population. Four categories of living arrangements have been searched for. Confirmed partners in Iceland or pacsed partners in France, cohabiting partners, living apart together partners and living alone singles .

Age and social background have been diversified as well as to cover the widest range of population. Until now, geographical coverage has not been extended to countryside and the interviews have all been performed with people living in the capital areas but one (in France). An Icelander is studying in Denmark, some French and Icelanders have lived abroad for short or long periods, for their studies or for job purpose. However, Paris and Reykjavík are attractive and well-known places with a national primacy both for study, work convenience as well as for social tolerance and gay scene. Most of our interviewees are thus coming from countryside while living in the capital for the above-mentioned reasons.

In this first analysis, 56 interviews have been taken into account, 38 in Iceland, 18 in France. Interviews were in depth and semi-directive.

Names of interviewees have been changed and a serial number being assigned as given in the following listing of the sample.

Project team is : Marie Digoix (INED), Guðný Björk Eydal (Háskóli Íslands), Eric Fassin (ENS), Patrick Festy (INED), Freydís J. Freysteinsdóttir (Háskóli Íslands), Martine Quaglia (INED), Wilfried Rault (Paris V University), Kolbeinn Stefánsson (Oxford University), Géraldine Vivier (INED)

Icelandic interviews have been translated from the Icelandic by Kolbeinn Stefánsson.

IS=Iceland

FR=France

M=Male

F=Female

Icelandic sample

- IS1M Aron, 39 years old, single. Doesn't assign genders to people and feels at odd with homosexual fights based on sexuality.
- IS2F Anna, 37 years old, divorced from a confirmed partnership and now in cohabitation. She doesn't fancy homosexual circles.
- IS3F Bryndís, 25 years old, in cohabitation, he had taken close interest in the passing of the law.
- IS4M Brjánn, 24 years old, in cohabitation. Had been living with his partner the last 4 years but doesn't not consider partnership though they want children
- IS5F Drífa, 34 years old, in confirmed partnership but would have preferred registered cohabitation. She is rather more attracted by women than men but not systematically.
- IS6M Dagur, 21 years old, in cohabitation, might consider registration after more time with his present partner
- IS7F Elín, 23 years old, single with a young daughter from an heterosexual relationship
- IS8M Einar, 47 years old, in cohabitation and divorced from an heterosexual union
- IS9F Fjóla, 45 years old, in confirmed partnership, lives with her partner since the 80s
- IS10M Friðrik, 46 years old, in confirmed partnership, lives with his partner since the mid 80s, divorced from an heterosexual union
- IS11M Garðar, 24 years old, single. Doesn't think he will ever register as he considers confirmed partnership as segregation
- IS12M Haraldur, 31 years old, single, had one previous steady relationship with no cohabitation
- IS13M Ingvar, 34 years old, in cohabitation

- IS14F Guðrún, 31 years old, in cohabitation
- IS15M Jóhann, 25 years old, steady relationship with no cohabitation, doesn't fancy homosexual circles
- IS16M Kristján, 28 years old, single, has only short-term relationships, thinks confirmed partnership is irrelevant for them
- IS17M Lúðvík, 41 years old, single, has cohabited few times
- IS18M Markús, 23 years old, in cohabitation abroad. Confirmed cohabitation is too much a commitment for him at the present time.
- IS19M Njórður, 27 years old, steady relationship with no cohabitation
- IS20M Ómar, 27 years old, in cohabitation He's associating confirmed partnership with long term commitment
- IS21F Hildur, 29 years old, in cohabitation, divorced from a previous confirmed partnership, she thinks it's important the State recognizes the cohabitation
- IS22M Pétur, 29 years old, in cohabitation, thinks Confirmed partnership is material and that things can be either dealt with a lawyer independently
- IS23F Íris, 25 years old, in cohabitation, is waiting for a proper law to register
- IS24F Jórunn, 32 years old, in cohabitation, divorced from a partner, is associating marriage with the church
- IS25M Rúnar, 21 years old, single, had lived abroad in cohabitation where he suffered homophobia and discrimination
- IS26F Katrín, 24 years old, in cohabitation, she depicts confirmed partnership is love showing to all
- IS27M Sigurður, 23 years old, in cohabitation, has strong claim for equality with heterosexuals
- IS28F Lena, 23 years old, single
- IS29M Tryggvi, 21 years old, in cohabitation abroad, is associating marriage with church
- IS30M Unnar, 33 years old, single living abroad. Would eventually register for tax reduction and associates confirmed partnership with long term commitment and as a step towards marriage
- IS31M Arnar, 49 years old, in confirmed partnership, divorced from an heterosexual union
- IS32F Magnea, 47 years old, in confirmed partnership, divorced from a previous heterosexual union. Thinks confirmed partnership is a confirmation of feeling and an insurance
- IS33F Nína, 27 years old, in confirmed partnership, would like parenting rights and registered cohabitation to be granted
- IS34F Oddný, 29 years old, in cohabitation with plans to register
- IS35F Pálína, 24 years old. In cohabitation and has planned the registration of her union this year and to have a church blessing. Has lived abroad where intolerance is everyday life.
- IS36M Þór, 39 years old, in confirmed partnership but would have preferred first registered cohabitation. Register do secure his material rights
- IS37M Ragnhildur, 21 years old, in cohabitation. Is not interested by registering
- IS38M Ámundi, 41 years old, in cohabitation, is optimistic about the future progresses towards the law. He regards confirmed partnership and registered cohabitation as the same
- IS39F Stefanía, 28 years old in cohabitation, complains about the non-possibility to register the cohabitation
- IS40M Baldur, 55 years old, in confirmed partnership after a long life with his partner. He's divorced from an heterosexual union.

French sample

- FR1M Ludovic-, 25 years old, pacsed. Thinks the law is too restricted but admits progresses have been fast
- FR2F Béatrice, 39 years old, in cohabitation. Is not interested by a minor law but would eventually do it to protect her partner rights
- FR3M Jacques, 39 years old, has pacs project with Claude (FR4M). Thinks about adopting.
- FR4M Claude, 40 years old, has pacs' project with Jacques (FR3M). Thinks about adopting.

- FR5F Annie 40 years old, pacsed in 2000.
- FR6M Vincent, 40 years old, in cohabitation
- FR7M Thierry, 35 years old, steady relationship with no cohabitation. Has pacs project with no cohabitation either;
- FR8M Daniel, 45 years old, single
- FR9F and FR9Fbis Anne and Cécile, 45 years old and 34 years old. They have been interviewed together. They have pacsed in 2000 for the symbolic gesture.
- FR10F Catherine, 60 years old, in cohabitation. Divorced with two children. Is not interested by registration per se but would eventually do it to protect her partner's rights towards her blood family
- FR11M Damien, 30 years old, pacsed. Canadian settled in France with his French partner. Wish to marry and is very optimistic about the near possibility.
- FR12F Nathalie, 32 years old, in cohabitation, had a pacs project at the time of the interview that realised afterwards
- FR13M Marc, 39 years old, steady relationship with no cohabitation.
- FR14M Martin, 58 years old, in cohabitation. Divorced. Has one grown up child. Is living in the countryside. Would like to pacs to protect his younger partner.
- FR15F Alix, 28 years old, heterosexual, pacsed after in cohabitation. Her partner is spending a year abroad
- FR16M Yves, 37 years old, in steady relationship with no cohabitation. Would like to pacs but his partner is hesitating
- FR17F Valérie, 32 years old, steady relationship with no cohabitation. Has lived abroad. Pacs recognises the couple without recognising the equality
- FR18F Anne, 33 years old. In cohabitation but has kept her own apartment. She thinks the pacs law is dangerous in the perspective of granting more rights

Appendix 2: Iceland: background information and recent development by Kolbeinn Stefánsson

Iceland

Background Information and Recent Developments

Kolbeinn Stefánsson

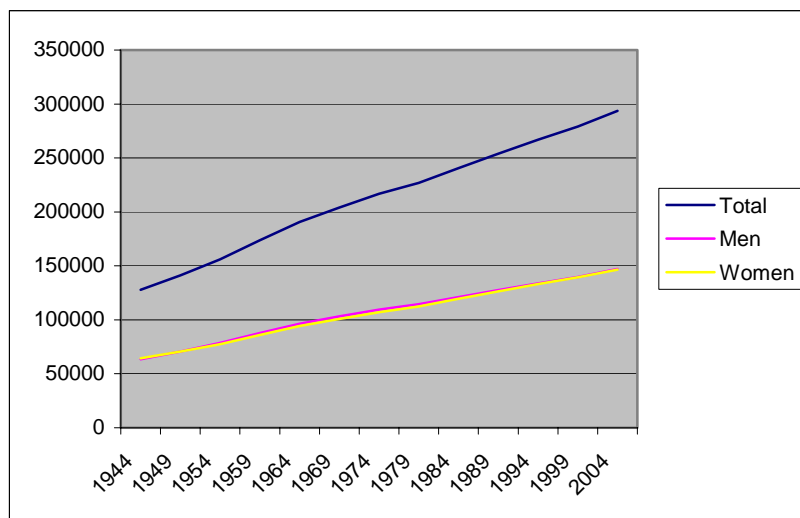
1. Societal characteristics

This paper provides background information about Iceland which serves as a context for the interpretation of interview data. The first half covers some relevant societal characteristics such as basic demographics, education and employment, and the political system. The second half describes legislative developments towards the legal recognition of same sex relationships as well as the content of the law on registered partnerships. On occasions references will be made to specific events or developments to provide context. The data is, however, purely descriptive and as such it is not sufficient for theory testing. Thus this discussion should not be regarded as conclusive in any theoretical sense, and references to events and developments are purely speculative.

1.1. Demographics

Iceland has a small population. At the end of 2004 the total population of the country was 293.577 people. Men outnumbered women by a small margin (147.170 men against 146.407 women). The Icelandic population has been growing steadily since the end of the Second World War.

Figure 1.1: Population 1944-2004:

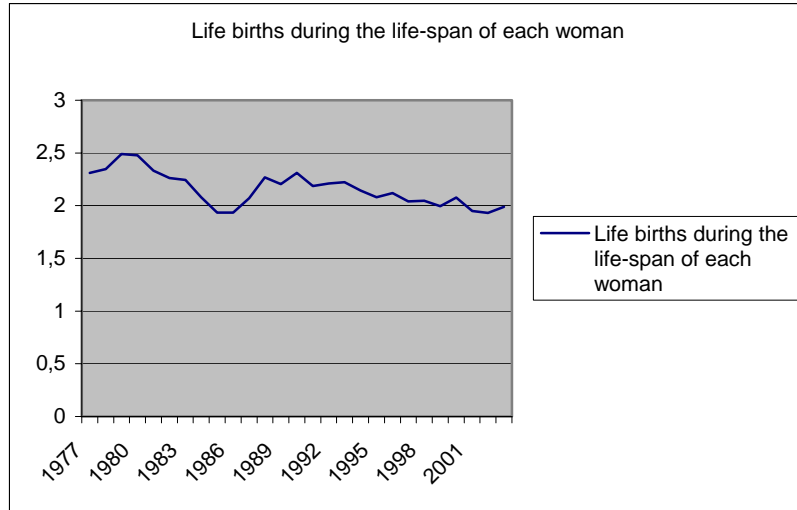


Source: Statistics Iceland 2005

Figure 1.1 shows the population of Iceland since the Second World War. The population has nearly doubled since 1951, from 146.540 people.

Birth-rates have fallen in most OECD countries in the last decades. In some cases fertility-rates have fallen below the minimum replacement rate. Figure 1.2. gives indications of fertility in Iceland since 1977.

Figure 1.2: Average life births during the life-span of each woman

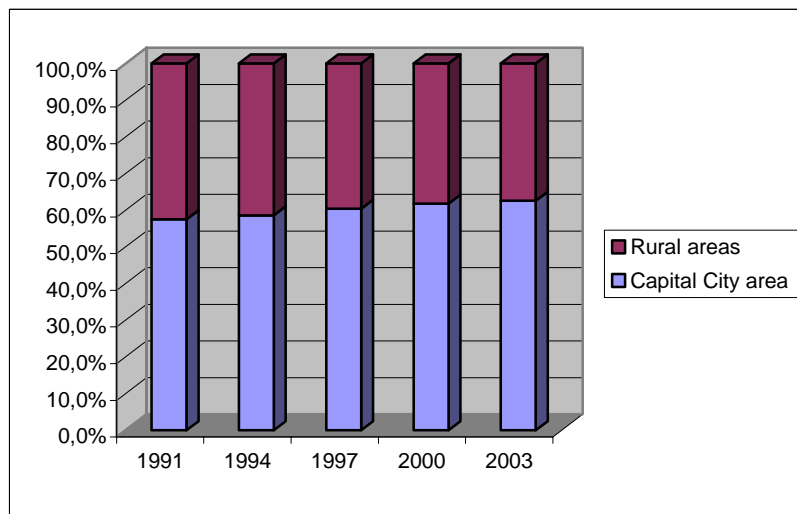


Source: Statistics Iceland 2005

The general trend is towards falling fertility over time. This development, however, took place somewhat later than it did in many other countries. It wasn't until 2001 that the fertility-rate fell below the replacement rate. It is likely that population growth will continue steadily for some time yet due to cohorts at childbearing age being somewhat larger than the oldest cohorts.

The population is unevenly distributed over the country, with most of the population concentrated in the capital city region.

Figure 1.3: Proportion of population living in the Capital City area 1991-2003

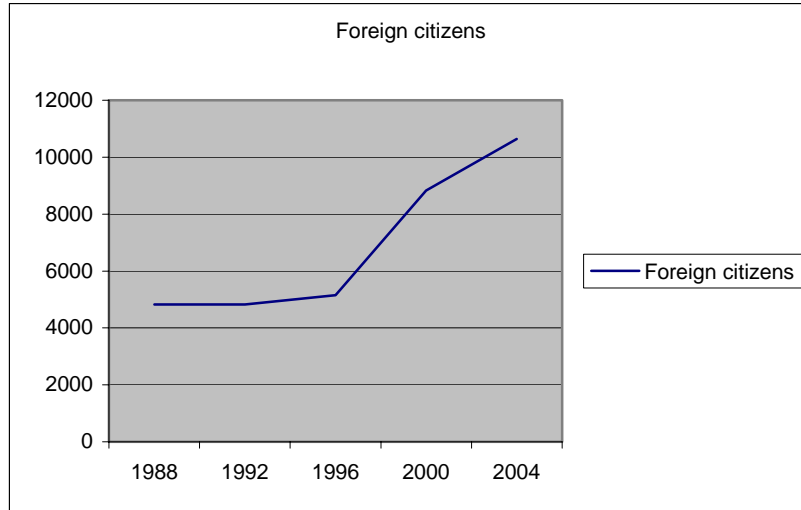


Source: Statistics Iceland 2005

In 1991 more than half the Icelandic population was living in Reykjavik and its neighbouring towns and municipalities (57,5%). This proportion has continued to grow and in 2003 it was 62,6%. There are at least two plausible reasons for this development. Firstly, restructuring of the labour market since the 1980s has favoured the urbanised Reykjavik area over the rural towns and areas. Secondly, the rural areas are very dependent on the fisheries for livelihood. The position of the fishing industry within the Icelandic economy has been weakening in recent years and many smaller communities have been hit hard by the reorganisation of that industry.

Iceland has a relatively ethnically homogenous population. Iceland has a small immigrant population, though rates of immigration have been growing in recent years. This is reflected in figure 1.4. In 1988 on 1,9% of people living in Iceland were foreign citizens. In 2004 that proportion had reached 3,6%.

Figure 1.4: Foreign citizens living in Iceland: Absolute numbers

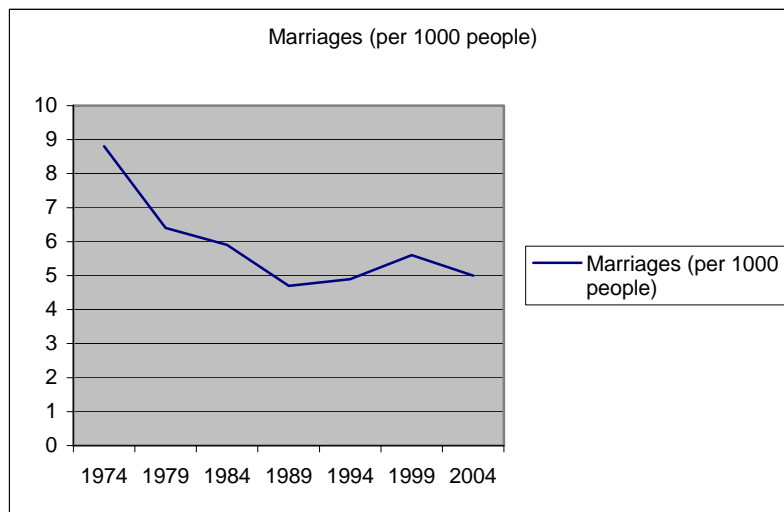


Source: Statistics Iceland 2005

The rising immigration rates are reflected by the fact that between 1988 and 1996 there was only a marginal increase in the absolute number of foreigners living in Iceland. Between 1996 and 2004 the absolute number nearly doubled.

Like many other countries Iceland has seen a proliferation of different family forms with marriage playing a smaller role as the foundation of Icelandic family life. One indication of this is the decline in marriage rates over time.

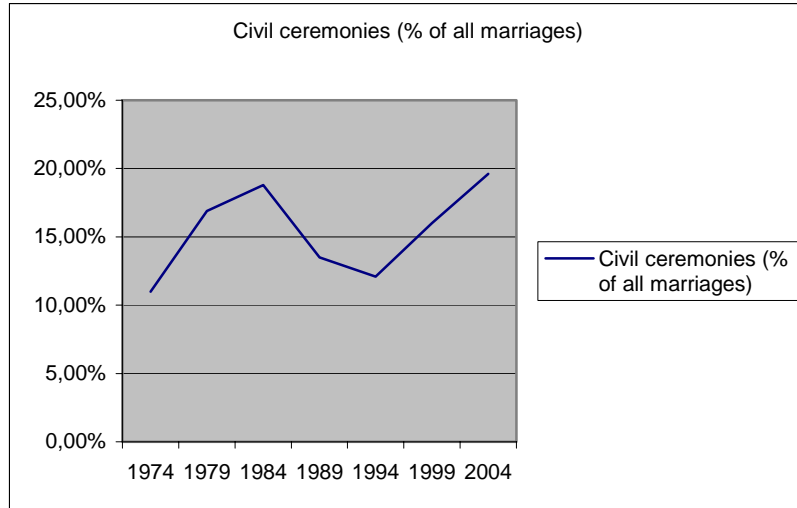
Figure 1.5: Marriage Rates and Civil Ceremonies



Source: Statistics Iceland 2005

Figure 1.5 shows a clear trend towards lower marriage rates since 1974. The numbers for 1999 and 2004 may indicate a slight rise in marriage rates, though they may also just be random fluctuations around a fairly stable mean. In any case it would be farfetched to argue that the marriage rates for 1999 and 2004 imply a return of marriage as the dominant family arrangement in Iceland.

Figure 1.6: Civil ceremonies as a proportion of all marriages

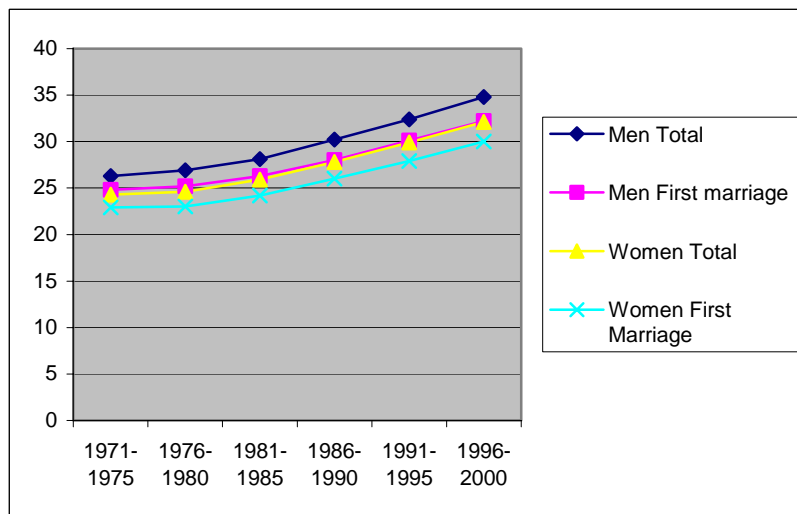


Source: Statistics Iceland 2005

The numbers for civil ceremonies as a proportion of all marriages, reported in figure 1.6, is less clear and harder to interpret. However, if we compare the year 2004 with 1974 we can assert that a smaller proportion of the population gets married in 2004, and that a larger proportion of those who marry opt for civil ceremonies.

The fact that marriage has lost some of its importance is also reflected by the fact that the marriage age has been rising steadily since the late 1970s.

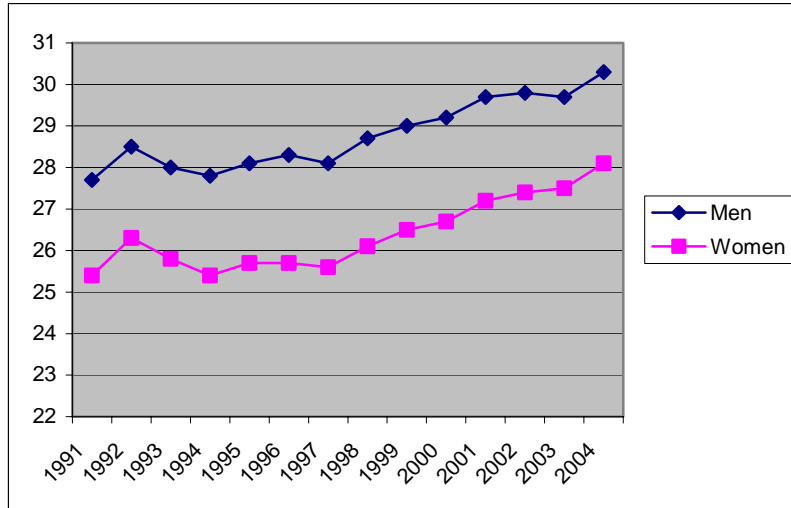
Figure 1.7: Marriage Age



Source: Statistics Iceland 2005

Women tend to marry younger than men, which reflects that the woman is in most cases the younger party in any given relationship. However, the marriage age has been rising steadily from 1980 and onwards and the average age at first marriage was 32,2 years for men in the years between 1996 and 2000, and exactly 30 years for women. One possible explanation could be that people choose to cohabit for some time before getting married.

Figure 1.8: Cohabitation age

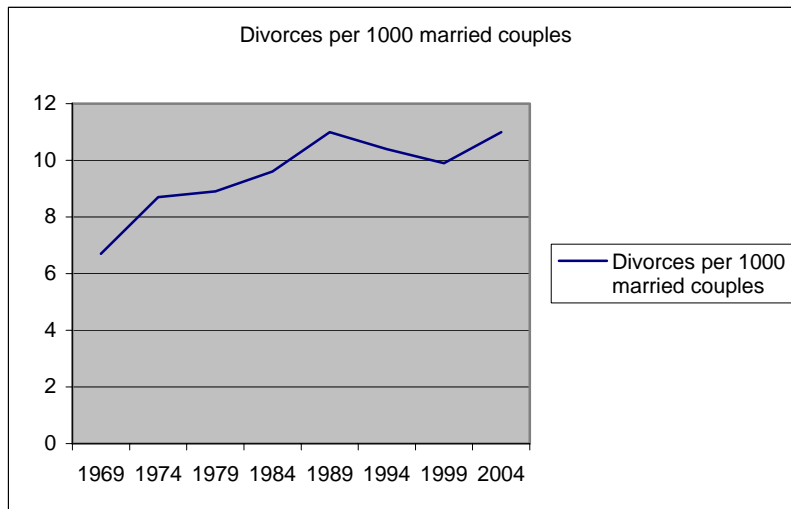


Source: Statistics Iceland 2005

Figure 1.8 shows the mean age for people registering a cohabitation. We see that people who registered cohabitations were younger, on average, than people who got married between 1991 and 2000. This lends some support to the idea that people are cohabiting for some time before they get married. However, like the marriage age, the average age of those registering cohabitation has been rising.

Divorce rates tell a similar story. Divorce rates between 1969 and 2004 are reported in figure 1.9. The general trend is towards rising divorce rates, which again points to a weakening of marriage as the foundation of Icelandic family life.

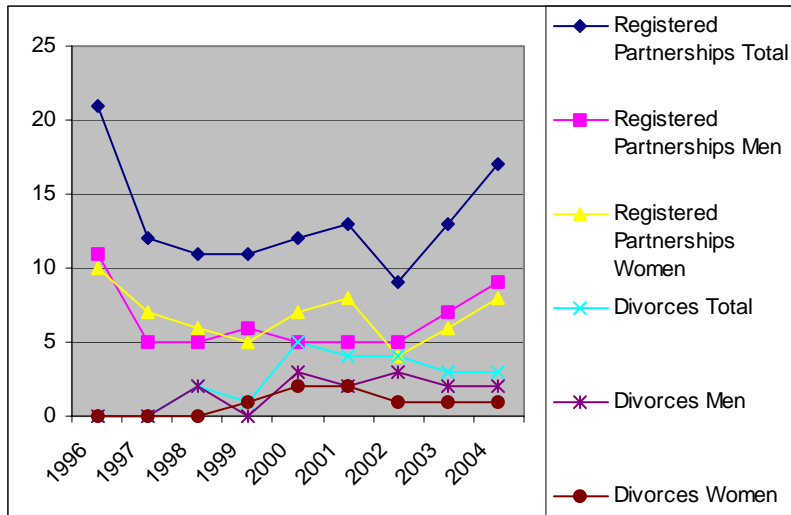
Figure 1.9: Divorces per 1000 married couples



Source: Statistics Iceland 2005

Information on registered partnerships is not included with the information about marriage rates as marriages and registered partnerships are legally distinct arrangements. Figure 1.10 reports the absolute number of registrations and terminations of partnerships from 1996 to 2004.

Figure 1.10: Registration and termination of partnerships 1996-2004

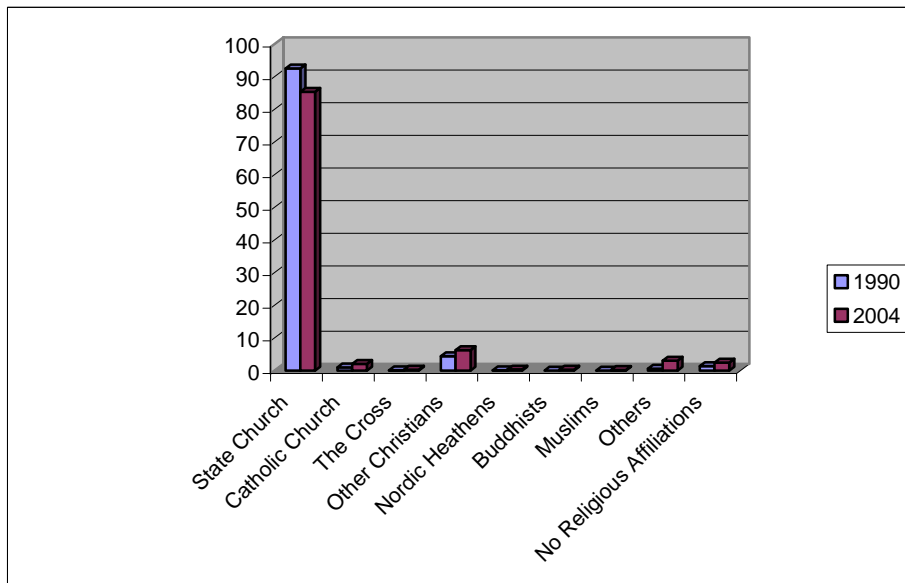


Source: Statistics Iceland 2005

The highest number of partnership registration took place in 1996. This is to be expected as this was the year that the law allowing them was passed. Otherwise there are no clearly discernible trends. In any case it is difficult to interpret the numbers as we don't have any reasonable estimates of the size of the homosexual population.

Finally, Iceland is mostly a protestant society with between 80% and 90% belonging to the Lutheran State Church. While the membership in the State Church (as proportion of population) fell slightly in the 1990s that church is unquestionably the single strongest religious organisation in the country.

Figure 1.11: Religious affiliations of the Icelandic population



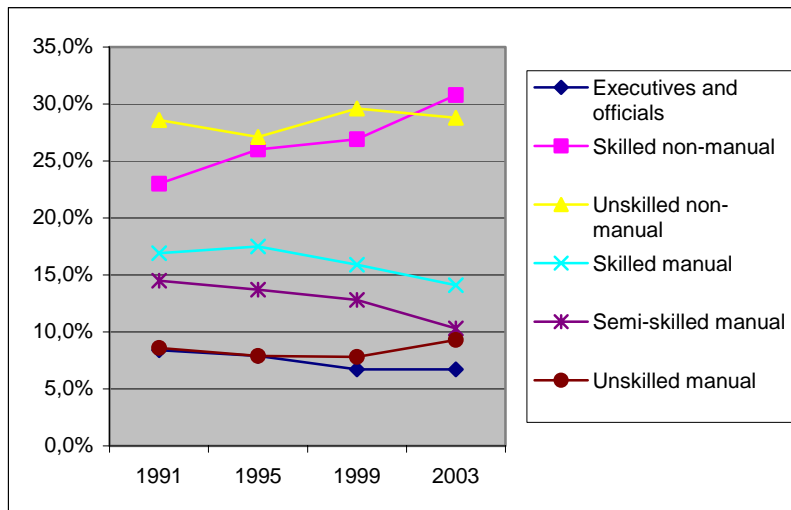
Source: Statistics Iceland 2005

It is unclear how influential religion or the State Church are in Icelandic society. For one thing the State Church tends not to get involved in political issues. However, it obviously has a say in government decisions that affect it. At the time of writing we were unable to find reliable information about church attendance. However, recent Gallup polls indicate that the State Church is one of the most trusted public institutions in the country.

1.2. Education and Employment

During the most part of the 20th century Iceland relied heavily on the fisheries and the fishing industry for employment and foreign exchange. While the fisheries are still one of the foundations of the national economy other sectors, e.g. the service and the financial sectors, have become increasingly important. These developments are accompanied by a corresponding change in occupational structure. Overall there has been a considerable increase in the number of skilled non-manual jobs relative to other kinds of jobs.

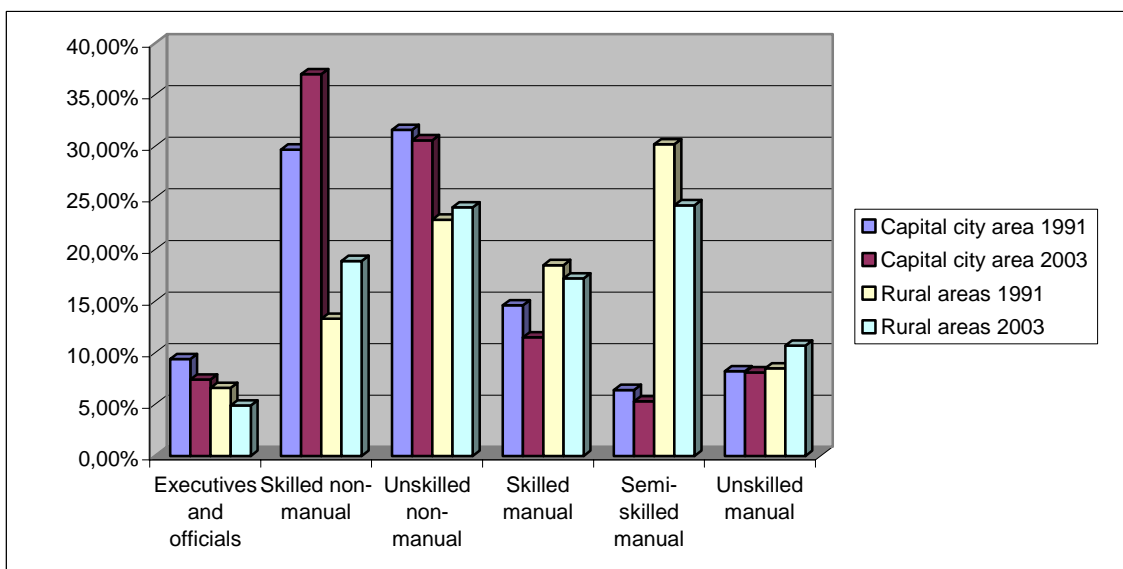
Figure 2.2: Changes in Occupations 1991-2003: Iceland as a whole.



Source: Statistics Iceland 2005

Figure 2.2. reports the proportional division of occupations for Iceland for the years 1991, 1995, 1999, and 2003. As can be seen from the table an ever growing proportion of jobs in the Icelandic labour market can be characterised as skilled non-manual jobs. In 2003 these jobs accounted for 30,8% of all employment in Iceland (up from 23% in 1991). This change is accounted for by an absolute increase in the number of such jobs (from approximately 31500 such jobs in 1991 to approximately 48400 jobs in 2003, or an 53,7% increase in the absolute number of skilled non-manual jobs). The number of unskilled non-manual jobs grew from 39.100 to 45.200, and that of unskilled manual jobs 11.800 to 14.600. Other occupations lost some jobs.

Figure 2.3: Occupational change: Capital city area vs. rural areas



Source: Statistics Iceland 2005

Figure 2.3. shows the trends reported in table 2.2 separately for the Capital City area and the rest of the country. There are many differences and some similarities. The first thing to note is that the proportion of jobs that are skilled non-manual has increased considerably in both areas, though the increase is considerably larger in the Capital City area (from 29,7% to 37% as compared to 13,3% to 18,9%). The proportion of skilled manual jobs is shrinking faster in the Capital City area than in the rural areas, but the proportion of semi-skilled

manual jobs is shrinking much faster in the latter. There is also a small increase in unskilled jobs in the rural areas. What is most striking, however, is how different these occupational structures are. Non-manual jobs account for 61,3% of all jobs in the Capital City area labour market, whereas manual jobs (especially semi-skilled jobs) account for the majority of occupation in the rest of the country (or 57,2%). The final thing to note is that the absolute number of jobs in the Capital City area rose from approximately 77.900 in 1991 to approximately 99.800 in 2003, whereas the absolute number of jobs fell slightly in the rest of the country, from approximately 59.000 in 1991 to approximately 57.200 in 2003.

Iceland has relatively low levels of unemployment when compared to many European countries and high rates of employment participation.

Table 2.1: Employment participation and unemployment: 16-74 years old (year 2004)

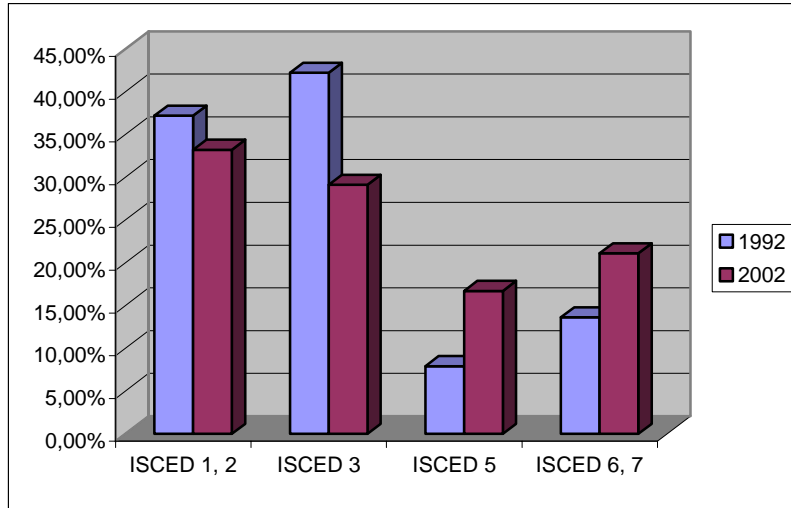
Country as a whole	Employment		Average working hours per week
	participation	Unemployment	
Total	80,7	3,1	42
Men	85	3,2	47,1
Women	76,3	2,9	35,9
<hr/>			
Capital City area			
Total	80,4	3,1	41
Men	84,1	3,3	45,7
Woman	76,8	3	35,8
<hr/>			
Rural areas			
Total	81,2	2,9	43,6
Men	86,6	3	49,5
Women	75,3	2,8	36

Source: Statistics Iceland 2005

Table 2.1. shows a snapshot of the proportion of the population aged between 16 and 74 that were active in the labour market in the year 2004, as well as the proportion of those people who were unemployed (averaged for the year). In addition the average working hours per week are reported in column 4. A higher proportion of men than women were active in the labour market. Otherwise differences are rather small. Men tend to work more hours than women, and people in the Capital City region work fewer hours per week on average.

Corresponding with changes in the labour market, the education level of the Icelandic labour force has been growing steadily in recent years. Figure 2.4 reports this development by comparing the year 2002 with 1992. Education attainment is reported according the ISCED scale for comparability. Levels 1 and 2 correspond to primary education and level 3 to secondary education. Level five includes professional qualifications and non-degree tertiary education. Levels 6 and above reflect university education at various levels.

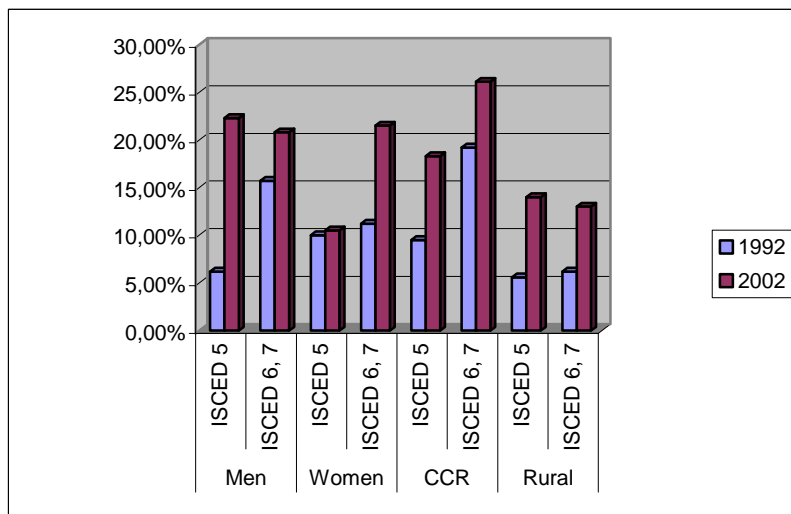
Figure 2.4: Labour force 25-64 years by education levels 1992 and 2002



Source: Statistics Iceland 2005

The proportion of the labour force with only primary or secondary education has shrunk considerably (from a combined total of 79,4% to 62,3%). At the same time the proportion of the labour force with professional qualifications and non-degree tertiary education has more than doubled. There was also a considerable increase in the proportion of the labour force that held university degree of some kind or another. These trends differ somewhat when we compare the sexes and the Capital City area to the rural areas (figure 2.5).

Figure 2.5: Labour force 25-64 years by education level 1992 and 2002 (contrasting sex and regions)



Source: Statistics Iceland 2005

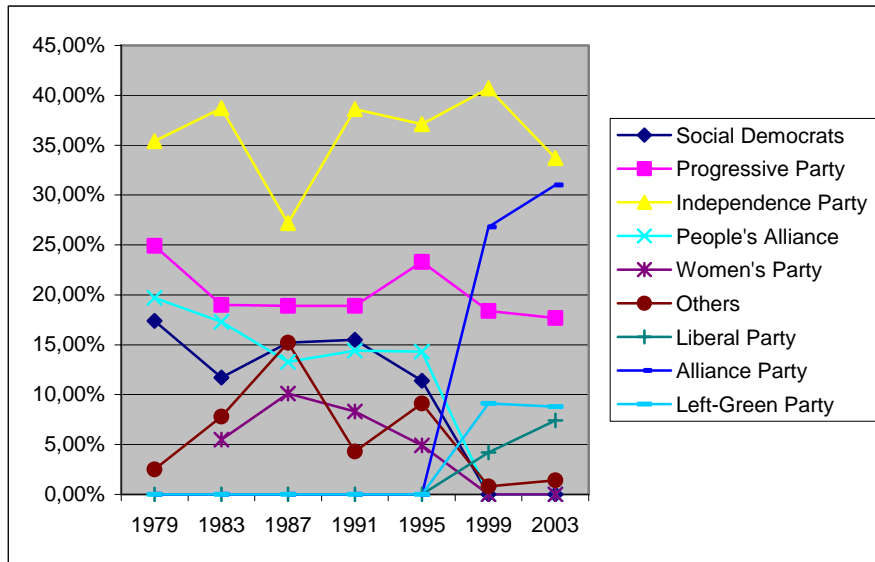
When comparing the sexes we see that the proportion of the female labour force that attains ISCED 5 qualifications remains constant between 1992 and 2002. At the same time the proportion of the male labour force with such qualifications nearly quadruples during this period (from 6,2% to 22,3%). On the other hand, while the proportion of both sexes attaining university education has grown rapidly the growth is somewhat spectacular for women. In 1992 a higher proportion of the male labour force had university degrees (15,7% compared to 11,2% of the female labour force). In 2002 a slightly higher proportion of the female labour force had university degrees (21,5% compared to 20,8% of the male labour force). In sum, a large part of the rising education level of the male labour force has come from ISCED 5 type qualifications while the rising education level of the female labour force has come almost exclusively in the form of university degrees.

When we compare geographical areas we see that the education level of the Capital City area labour force is noticeably higher. However, the education level has been rising fast on both sides. The increase has been similar when considered in absolute proportions.

1.3. Politics

Iceland differs from the other Nordic countries in that right wing political parties have enjoyed considerably more popular support than their sister parties in Norway, Denmark and Sweden. Also, Icelandic Social Democrats have, until recently, only enjoyed limited support. One plausible explanation for this is that the left-wing of Icelandic politics has been bruised by infighting, resulting in frequent splits within the Social Democratic Party. For instance, the People’s Alliance was formed out of the Socialist Party and a split from the Social Democratic Party, which in turn was formed from the Communist Party and a prior split from the Social Democrats. Also, the Icelandic Social Democrats have not enjoyed the institutional ties with the Labour Movement that benefited the other Nordic social democratic parties since long. Figure 3.1 gives an overview of the number of MPs parties have obtained in general elections from 1979 to 2003 (with their proportion of the vote in the brackets).

Figure 3.1: Electoral support of political parties (1979-2003)



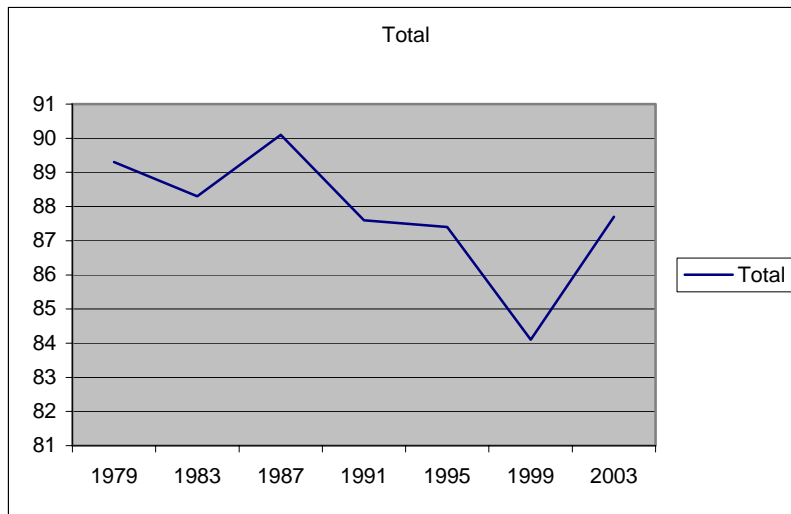
Source: Statistics Iceland 2005

The Icelandic party system is essentially a four party system. The four main parties until 1999 were the right wing Independence Party, the Progressive Party (a centre/farmers party), the Social Democratic Party, and the People Alliance (a more radical social democratic party). A notable anomaly in this four party structure is the Women’s Party, an all female political party which enjoyed considerable support for awhile. Other parties have mostly been formed from splits from the established parties. In 1987 there was a significant split in the Independence Party (which explains their low proportion of the vote, 27,2%) and in 1995 there was a split in the Social Democratic Party (the splinter group managed to gain 4 MPs).

Before the general elections in 1999 the left wing parties (Social Democrats, People’s Alliance, Women’s Party, and a splinter group from the Social Democrats) decided to join forces and formed the Alliance Party (predominantly social democratic). Some disgruntled members of those parties split off and former the Left-Green Party. The consequence was that the four party system was preserved though the centre-left managed to establish a strong presence through the Alliance Party. Furthermore, there was a small split from the Independence Party (the Liberal Party) which has managed to establish a foothold in Icelandic Politics.

Figure 3.2. shows the proportion of those eligible to vote that actually voted from 1979 to 2003.

Figure 3.2: Voter turnout

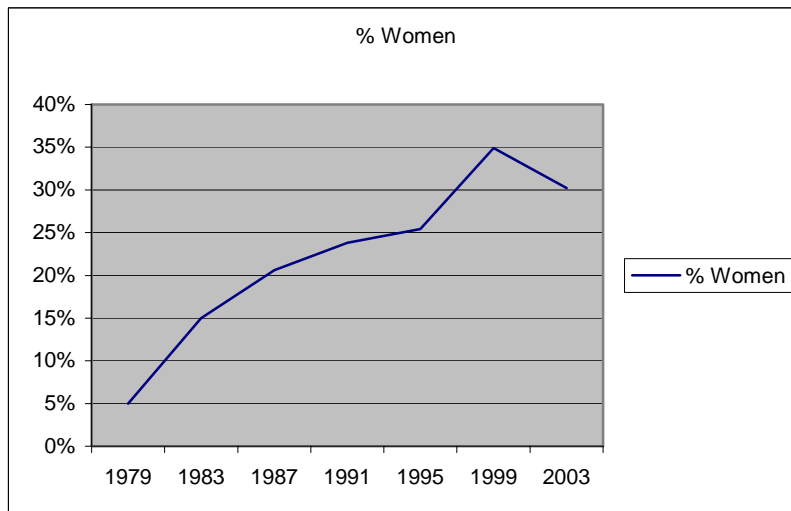


Source: Statistics Iceland 2005

There is little to be said about this figure except Iceland enjoys a relatively high voter turnout during this period. Note, however, the bump in voter turnout in 1999. One possible explanation is that the realignment on the left, left many of left-wing voters disgruntled and consequently they decided to stay home. This coincides with the biggest election victory of the Independence Party during this period (40,7%). This is consistent with the "disgruntled left-wing voters" hypothesis a higher proportion of undecided voters tend to be on the left. Note also that the electoral gains of the Alliance Party in 2003 coincide with voter turnout rising to approximately the same proportion as it was in 1995.

Final thing to note is that women have been improving their position in Icelandic politics. Figure 3.3 shows that the proportion of MPs who are women has risen gradually from 1979 to 2003.

Figure 3.3.: Percentage of MPs that are female



Source: Statistics Iceland 2005

Though women have generally improved their position from election to election the figure clearly shows that the gains are diminishing over time. If that trend had continued after 1995 the gains would have been meagre indeed. However, in that election there is a sharp increase in the proportion of MPs that are female. However, the proportion of female MPs fell again in 2003.

2. Legal Recognition of Same-sex Relationships

In this section we outline the development of the legal recognition of same-sex relationships in Iceland and outline what each step has entailed. The latter half of the '90s saw significant steps taken by the Icelandic legislature towards legal equality for same-sex couples compared to heterosexual couples. These changes took place against the backdrop of international pressure and a growing visibility of homosexuality in Iceland in the 1980s.

Table 4.1: Alþingi: types of proposals, subject and results from 1985-2003

Year and type of proposal	Subject of the proposals	Result
1985 <i>Resolution</i>	<i>That the government should appoint a committee to investigate the situation of homosexuals in Iceland and propose legislative amendments</i>	<i>Not fully discussed</i>
1992 <i>Resolution</i>	Same as in 1985	Accepted
1993 <i>An inquiry</i>	Asks the Prime Minister if the committee has been appointed- He explains why there has been some delays in appointing the committee	--
1995-1996 <i>Bill</i>	Laws on Registered Partnership	Accepted
1996-1997 <i>Bill</i>	<i>That stepparents in registered partnership shall have the right to adopt their stepchild</i>	<i>Not fully discussed</i>
1997-1998 <i>Bill</i>	<i>That stepparents in registered partnership shall have the right to adopt their stepchild</i>	<i>Not fully discussed</i>
1998-1999 <i>Bill</i>	<i>That stepparents in registered partnership shall have the right to adopt their stepchild</i>	<i>Not fully discussed</i>
1999-2000 <i>Bill</i>	Revision on the Adoption Act- rights of same sex couples not addressed in the Bill Debated- but an agreement is reached: the issue is to be addressed when the Act on Registered Partnership is revised	Accepted
1999-2000 <i>Bill</i>	Same sex couples in registered partnership gain right to adopt their stepchildren. Restrictions on nationality and residence are somewhat reduced.	Accepted
2003-2003 <i>Resolution</i>	A committee shall investigate the situation of same sex families and suggest amendments of the law-	Accepted

1980s

The issues of homosexuals and same-sex relationships remained absent from the legislatures agenda until 1985 when a group of MPs⁷⁸ proposed a parliamentary resolution to the effect that the government should appoint a committee to investigate the situation of homosexuals in Iceland and propose legislative amendments based on their findings (*Alþingistíðindi 1985A: 138*). This group included members of various political parties, but since it was the initiative of these particular MPs rather than their parties, the party-political composition of the group is of limited relevance. For the record, however, it should be noted that two parties were not represented in the group, the center-right Independence Party and the social democratic People's Party.⁷⁹

The timing of the proposal coincided with the growing visibility of homosexuals in Iceland following the founding of an official lesbian and gay movement called *Samtökin 78*, on May 2nd 1978 and resolutions from the European Council in 1981 and the Nordic Council in 1984 urging the governments of their member states to abolish discrimination against their homosexual citizens⁸⁰.

⁷⁸ Kristín S. Kvaran, Guðrún Agnarsdóttir, Helgi Seljan and Ólafur Þ. Þórðarson

⁷⁹ Sjálfstæðisflokkur og Alþýðuflokkur

⁸⁰ European Council resolution 924/1981 and Nordic Council resolution 17/1984

The proposal was referred to the parliament's General Committee⁸¹ from where it failed to remerge for a second round of parliamentary debate necessary for passing such a resolution. The fact that the General Committee buried the resolution suggests that there was not sufficient political will to engage this issue at the time.

1990s

After the proposal of the 1985 resolution the rights of homosexuals remained absent from the legislative agenda until 1992 when a group of MPs, lead by a member of the Women's Alliance⁸² and comprised of members of all the parties represented in parliament at the time, proposed a resolution similar to that of 1985 (*Alþingistiðindi* 1991-2A: 213). This time the resolution was passed by the parliament (*Alþingistiðindi* 1991-2A: 1050). The same year the parliament passed an amendment to the General Penal Code of 1940, fixing the age of consent for both homosexual and heterosexual intercourse at the age of fourteen (General Penal Code no. 19/1940 with subsequent amendments).

In 1993 the Prime Minister appointed a committee in accordance with the resolution from 1992. The committee was made up of representatives from the ministries of Justice, Education and Social Affairs, as well as a representative of *Samtökin '78*. The committee gave its report in 1994. The report was based on a thorough investigation into the legal, the social and the cultural situation of homosexuals in Iceland. The report suggested that information about homosexuality should be incorporated into the curriculum at all levels of the education system in order to combat ignorance as a source of prejudice. The committee also emphasized that the legislature should play a part in fighting prejudice by abolishing legal discrimination, and that such reform should reflect the legislatures unequivocal will to extend equal rights to homosexuals. Furthermore, the report urged that legal reform should correspond to similar reforms in the other Nordic countries (Friðriksdóttir 2003)

It is important to note that there is a historical tradition of formal Nordic co-operation in the field of family law. Family law committees were appointed in 1909, in Denmark, Norway and Sweden, and their role was to revise and to co-ordinate the Scandinavian marital legislation. (Snævarr 1983). Iceland was not formal participant in the co-operation at that time, but revised its family law in accordance with the Nordic proposals. Today the Icelandic family law committee⁸³ is a full member of the Nordic co-operation (Friðriksdóttir 1994). Historically the Nordic countries have been forerunners regarding liberalization of family law; in the 1920s all the countries revised the marital law and equality between husband and wife was gained and no-fault divorce became possible (Melby, Pykkänen and Rosenbeck 1999; Millar and Warman, 1996). The Nordic nations have also been forerunners in regards to increased legal rights of children (Björgvinsson 1997; Therborn 1993). The issue here is not that these legislative developments occurred in a Nordic cooperative context but rather that Iceland's approach to Nordic cooperation on same-sex relationships has had an effect on how the reform has developed.

When addressing the rights of homosexuals the parliament places a considerable emphasis on unity and consensus, which corresponds with the committee's recommendation that the parliaments stand, should be clear in these matters. Yet, Nordic cooperation and the consensus approach have to some extent de-politicized this issue, allowing for a more reactive stance on the rights of homosexuals which is to be decided through Nordic cooperation and limited by the possibility of consensus at any given time.

2.1. Comparing registered partnerships to marriage

The primary distinction between marriage and registered partnership can be found in article 1 of their respective laws. Marriage is the union of two people of different gender; registered partnership is the union of two people of a same gender (Law in Respect of Marriage no. 31/1993; Act on Registered Partnership no. 87/1996). These definitions are mutually exclusive and serve to preserve the integrity of one vis-à-vis the other. As was stated above the Act on Registered Partnership marks the legal recognition of same-sex relationships while falling short of granting them equal status. What the law in fact does is to grant same-sex couples the possibility of conforming to the institutional arrangements of heterosexual matrimony while effectively excluding them from it.

This being said it must nevertheless be kept in mind that the Registered Partnerships Act is not merely a token of recognition for it does grant rights and responsibilities associated with marriage. It is important to note, however, that these rights are mostly defined in the Law in Respect of Marriage rather than in the Registered Partnerships act itself. Currently a registered partnership is equal to a marriage when it comes to financial responsibilities, insurance entitlements, pension entitlements, property rights and inheritance. This list is not exhaustive but we can conclude that the financial aspects of registered partnerships are the same as those of marriage (*op cit.*). We therefore turn our attention to those aspects that differentiate registered partnerships from marriage.

Nationality

⁸¹ Alsherjarnefnd.

⁸² Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, later mayor of the capital city Reykjavik. Other members of the group were Óssur Skarphéðinsson, now chairman of the Social Democratic Alliance, Ólafur Þ. Þórðarson the Progressive Party, Guðrún Helgadóttir from the Peoples Alliance and Einar K. Guðfinnsson from the Independence Party.

⁸³ Appointed by the Ministry of Justice.

All the conditions set for people to enter into marriage apply to registered partnerships. In addition to the requirements defined by the Act in Respect of Marriage (no. 31/1993) there are further requirements defined in the registered partnerships act which relate to nationality and country of residence (Act on Registered Partnership no 87/1996, 2. art.).⁸⁴ For a same-sex couple to enter into a registered partnership in Iceland, one or both partners must be Icelandic nationals and have a permanent residence in Iceland. Foreign nationals can register a partnership if both have had permanent residence in Iceland during the 2 years prior to the registration. Citizens of Denmark, Sweden and Norway are regarded as Icelandic citizens for these purposes and the Minister of Justice can also grant such status for citizens of countries where registered partnership acts are in effect. Another provision is that articles in international treaties and agreements to which Iceland is a signatory do not apply to registered partnerships (*Alþingistiðindi* 1999-00A: 860).

These provisions were added to the Act on Registered Partnership in recognition that the legislative developments in this policy area are highly uneven on the international level (*Alþingistiðindi* 1996A: 564) and their application supposedly minimizes any potential friction between rights recognized in Iceland and elsewhere. As a result a same-sex couple from a country that offers no legal recognition of their relationship cannot come to Iceland to gain such recognition. This is interesting in the light of there being no provisions in the Law in Respect of Marriage (no. 31/1993) that prevents a heterosexual couple of a foreign nationality that cannot gain legal recognition of their relationship in their country of origin or residence from gaining such recognition from the Icelandic state. Another side to this is that Icelandic citizens who have a permanent residence in other countries cannot gain legal recognition of a same-sex relationship from their home country unless their country of residence also offers such recognition.

A Civil Arrangement

In Iceland marriage is regarded as both a civil and a religious institution, and as such it can be ratified by ministers of the official State Church⁸⁵, by leaders of recognized religious organizations, as well as by certain state officials so empowered. Only state officials, however, can ratify registered partnerships.

Technically it would have been possible for the legislature to use the State Church's institutional ties to the state to force it to accept same-sex relationships. In the same way it would have been possible to make the legal recognition of other religious organizations dependent on them doing the same. Nevertheless, it is unrealistic to assume that the state would attempt to achieve the consent of the religious community by coercion as the autonomy of religious organizations in relation to the state is held to be an important constitutional principle. The curiosity here is that the legislature did not leave it up to each religious organizations to decide for itself (*Alþingistiðindi* 1995-6A: 564). This was largely due to pressure from the State Church (*Alþingistiðindi* 1995-6A: 564), for by being barred from ratifying registered partnerships the religious community was relieved of having to resolve this internally divisive issue.

Parenting

The Act on Registered Partnerships (no. 87/1996) went a step further than comparable laws in the other Nordic countries in that it granted registered partners shared custody in cases where either party had custody over a child upon entering into the partnership. Thus the other partner becomes the stepparent of that child with same rights and duties as stepparents in married and cohabiting heterosexual families (Law in Respect of Children no. 76/2003). A stepparent shares parental responsibility with the parent, which is defined in law as the authority to determine and act on the child's interest and represent the child in pursuit of these interests.

The 1996 Act on Registered Partnership prevented registered partners from all forms of legal adoption of children. The 2000 amendments to the Act on Registered Partnership enabled registered partners to adopt their stepchildren, a practice here referred to as "secondary adoption". In the original proposal secondary adoption was extended to include all stepchildren, but the Parliament's General Committee proposed an amendment to the bill further limiting the right to secondary adoption to that of stepchildren who were either born to the custody holding partner or had been adopted from within Iceland. Thus, the amendment did not enable registered partners to adopt stepchildren that had been previously adopted from abroad nor were they primary adoption, that is the joint adoption of a child which has no prior legal relationship to either partner (*Alþingistiðindi* 2000-2001A: 860; 1032; 1240). When the parliament's General Committee added this provision the bill of amendment proposed by the Minister of Justice it emphasized that this article should always be exercised according to the child's best interest and that children's consent should be regarded of high relevance which is in line with the law in Respect of Children (no. 23/1995) and the Adoption Act (no.130/1999) (op. cit; 1032).

The legal difference between parents and stepparents is important. Though a stepparent shares full parental responsibility the stepparent has neither legal rights nor obligations to maintain a relationship with the child should the marriage/cohabitation/registered partnership end in divorce. This is contradictory for should a biological parent that holds custody of the child die, custody is as a rule transferred to the stepparent rather than the non-custodial biological parent. If the question arises who shall hold the custody the decision shall always be made with the child's best interest in mind (Law in Respect of Children no. 23/1995). Another important difference between the relationship of stepparents and biological/adoptive parents is that a stepchild is not entitled to inheritance should the stepparent die (Inheritance Act no.48/1989).

⁸⁴ There are no such provisions in the Law in Respect of Marriage.

⁸⁵ Note that ninety percent of the Icelandic population is registered members of the State Lutheran Church (Landshagir, 1999).

In addition to being barred from primary adoption, registered partners are not eligible for assisted fertilization. One would be tempted to conclude that the provision against granting registered partners access to primary adoption or secondary adoption of a spouse's foreign-adopted child was grounded in fear that this would cause some countries to disallow adoptions to Icelandic parents. Yet this makes no sense for in the latter case the child would still be living in a same-sex household, albeit with limited legal relationship with their stepparent. Furthermore, such concerns should not bar women in a same-sex relationship from receiving assisted fertilization. The fact is that by limiting the access of same-sex couples to adoption and assisted fertilization the legislature has created a number of contradictions.

For example: By granting a homosexual stepparent the right to adopt the other partner's child signals the recognition that this is in the child's best interest. At the same time same-sex couples are barred from primary adoption, which indicates ambivalence towards whether it would be in that child's best interest to be raised in a same-sex household. Furthermore the laws on adoption make special provisions that an individual can, in special circumstances, adopt a child. It must be recognized that this is a very limited provision, yet it opens up the possibility that an unmarried homosexual could adopt a child as denying such an adoption to an individual on the grounds of his or her sexual orientation would be in breach of article 65 of the Icelandic Constitution. Seeing that one of the concerns about adoption is that the child must be provided with a stable two-parent home, it seems contradictory that unmarried homosexuals have greater chance of adopting a child than do same-sex couples that have signalled their commitment by registering their partnership. Lastly, same-sex couples are considered as eligible as heterosexual couples as foster parents when children are placed in either temporary or permanent foster care (Friðriksdóttir 2003). In light of that such children often come from troubled backgrounds it seems contradictory that same-sex couples are seen as equally capable as heterosexual couples of providing nurture and support in such difficult circumstances but at the same time are not considered as capable of parenting in other less demanding contexts.

2.3. Cohabitation

It should be noted that there exists no single law defining forms of heterosexual cohabitation as recognized by the state. The Icelandic legislature has chosen to recognize legal rights of heterosexual cohabiting couples through provisions in different laws (Eydal and Ólafsson 2003). The result has been a fragmented recognition of rights⁸⁶ dependent on preconditions that vary between different areas of the law. As a result conditions, such as length of cohabitation, differ somewhat depending on the particular context and the very definition of cohabitation varies considerably between different acts of law (op cit; Eydal, forthcoming). The most common measure used to determine cohabitation is whether it has been registered with Statistics Iceland (*Act on Legal Resident no. 21/1990*). As a result there exists a distinction between registered and unregistered cohabitation where registered cohabitation entails certain rights and responsibilities whereas unregistered cohabitation does not.

Though registered cohabitation is largely seen as a step between informal relationships and marriage, or an informal alternative to marriage should a couple choose to make it a permanent arrangement, the distinction between registered and unregistered cohabitation is by no means clear and decisive as various areas of law potentially recognize unregistered cohabitation if it satisfies certain preconditions concerning the length of cohabitation, a shared responsibility for a child, or a demonstrable mutual financial commitment or dependency (*Alþingistiðindi 2000-2001A: 935*). Nevertheless this distinction has considerable implications for the recognition of same sex couples as all legal situations where unregistered cohabitation is recognized it is defined as heterosexual.

The legal fragmentation of cohabitation causes a double discrimination against same-sex couples that do not choose to enter into a registered partnership. Firstly, they have no informal alternative to "matrimony" as heterosexual couples do; secondly, unregistered same-sex couples do not enjoy the same recognition as many unregistered heterosexual couples who may satisfy some of the conditions for entitlements set down in different laws.

Though this may be something of an overstatement, the fact that registered cohabitation remains closed to same-sex couples indicates that legal recognition of same-sex relationships is granted, albeit in a limited way, on the condition that the same-sex couple attempts to mimic the ideal of the heterosexual marriage. Furthermore, as cohabitation is legally fragmented this discrimination is not as apparent and as easily assailable as it would be should a single article of law define cohabitation, as is with both marriage and registered partnerships.

2.4. Recent Developments

After having engaged in unprecedented levels of reform in this policy area in 1996 the legislature lapsed into inactivity. An MP from the Progressive Party⁸⁷ made two attempts to introduce a bill of amendments to the Act on Registered Partnership during the period from 1996- 1999 (*Alþingistiðindi 1996-7A: 835; 1997-8A: 177*). Furthermore a MP from the People's Alliance made a single attempt to introduce a similar bill of amendments (*Alþingistiðindi 1998-9A: 234*). The bills proposed that a same sex stepparent in a registered partnership should

⁸⁶ Married couples and couples in registered partnership are ensured with greater legal rights than heterosexual cohabiting couples in particular in cases of divorces or death of a spouse (Friðriksdóttir, 1994; Eydal and Ólafsson, 2003).

⁸⁷ The bill was signed by MPs from all parties: Ólafur Örn Haraldsson, Einar K. Guðfinnsson, Svavar Gestsson, Össur Skarphéðinsson, Guðný Guðbjörnsdóttir.

have access to secondary adoption.⁸⁸ These amendments were referred to the General Committee in Alþingi where they suffered a fate similar to that of the aforementioned parliamentary resolution from 1985, and were not returned from the committee.

However, in the year 2000 the minister of justice spoke for a governmental bill on amendments to the Act on Registered Partnership allowing a same sex stepparent to adopt his/hers partner's biological child. Furthermore the bill suggested somewhat less requirements on nationality for entering into registered partnerships (*Alþingistiðindi* 1999-2000A: 860). The bill was accepted and the law was changed accordingly (op cit. A: 1240). The provisions for secondary adoption were added to the amendment after a heated debate in parliament in 1999 about the lack of provisions for same-sex couples in the bill on Adoption, which was passed that year.

To date there have been no further reform, but in 2002 the parliament passed a resolution establishing another special committee to investigate possible discriminations that may exist within current legislation and to propose amendments based on the its findings (*Alþingistiðindi* 2001-2002A: 132). The committee finished its report early in 2005. It located different sources of discrimination and proposed that various laws should be updated to correct this. The committee was split on the subject of adoptions and assisted fertilization. Originally the government intended to propose a bill correcting every discrimination except for allowing homosexuals to adopt children and get assisted fertilization. However, after some political maneuvering the government pledged to propose a bill that:

1. Allows homosexuals to register cohabitations.
2. Ensures that registered cohabitations of homosexuals were equal to those of heterosexuals.
3. Grants homosexual access to marriage (though it seems that the issue of homosexuals being to get married in a church will go unresolved).
4. Allows homosexuals to adopt children and have assisted fertilization.

Alþingi was in summer recess at the time of this writing. Thus the bill hasn't been proposed yet so this discussion of its content is by necessity speculative, based on the proclamations of government ministers in the media.

References:

- Björgvinsson, Davíð Þór (1997) Iceland General Principles and Recent Developments in Icelandic Family Law in A. Bainham (Ed.) *The International Survey of Family Law 1995*, Netherlands: The International Society of Family Law pp. 215-236.
- Eydal, Guðný Björk (forthcoming) *Family Policy in Iceland 1944-84* Forthcoming PhD dissertation.
- Eydal, Guðný Björk and Ólafsson, Stefán (2003/in print) *Social and Family Policy The case of Iceland* Third report for the project Welfare Policy and Employment in the Context of Family Change (In print).
- Friðriksdóttir, Hrefna (1994) Lagaleg stada fjölskyldunnar - sífjarettur in Broddadóttir, Ingibjörg (ed) *Fjölskyldan uppspretta lífsgilda* Reykjavík: Landsnefnd um ar fjölskyldunar; Félagsmálaraduneytið
- Friðriksdóttir, Hrefna. (2003). „Leyfilegar og óleyfilega fjölskyldur - Mannréttindi og lagaleg staða samkynhneigðra fjölskyldna“ in Rannveig Traustadóttir og Þorvaldur Kristinsson (Eds.) *Samkynhneigðir og fjölskyldulíf*. Reykjavík: Iceland University Press, pp. 47-74.
- Melby, Kari; Rosenbeck, Bente and Carlsson Webberger, Christina (2001) Ekteskapslovereform En forutsetning for velferdsstaten? in *Frihed, lighed og velfærd Rpporter till Det 24. Nordiske Historikermøde 2* Århus. Jysk Selskab for Historie pp. 191-213.
- Millar, Jane and Warman, Andrea (1996) *Family Obligations in Europe* London: Family Policy Studies Centre.
- Smith, Anne Marie. (1994). *New Right Discourses on Race and Sexuality*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Snævarr, Ármann(1983) Um sífjar og sífjarétt in *Úlfjótur* 12 (3), pp. 3-20.
- Therborn, Göran (1993) Politics of Childhood in Castle, Francis, G. (ed.) *Families of Nations-Patterns of Public Policy in Western Democracies*, Adlershot, Brookfield: Dartmouth Publishing Company

Parliamentary documents:

Alþingistiðindi (various years) Reykjavík: Alþingi
 Various laws, accessible online at <http://www.althingi.is>

⁸⁸ A primary adoption is when a couple adopts a child from a third party. Secondary adoption is when stepparents adopt a child which their spouse has custody over. In the case of the former all legal ties with the non-custodial parent are severed. This is not necessarily so in the case of secondary adoption. Furthermore, secondary adoption requires the consent of the non-custodial biological parent.

Annexes

Annexe 1

Principales conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires et de sexe différent et de même sexe :

• Belgium by Kees Waaldijk & Olivier De Schutter	157
• Denmark by Kees Waaldijk & Søren Baatrup	175
• Finland by Kees Waaldijk & Rainer Hiltunen	187
• France par Kees Waaldijk & Daniel Borrillo	201
• Germany by Kees Waaldijk & Dirk Siegfried	215
• Iceland by Kees Waaldijk & Hrefna Fridriksdóttir	229
• The Netherlands by Kees Waaldijk	245
• Norway by Kees Waaldijk & John Asland	263
• Sweden by Kees Waaldijk & Hans Ytterberg	277

Annexe 2

Démographie des procédures de légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels : Analyse par pays

• Allemagne	297
• Belgique	301
• Danemark	305
• Finlande	313
• France	317
• Islande	321
• Norvège	325
• Pays-Bas	331
• Suède	337

A N N E X E S

Annexe I

Principales conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires et de sexe différent et de même sexe dans neuf pays d'Europe*

• Belgium by Kees Waaldijk & Olivier De Schutter	157
• Denmark by Kees Waaldijk & Søren Baatrup	175
• Finland by Kees Waaldijk & Rainer Hiltunen	187
• France par Kees Waaldijk & Daniel Borrillo	201
• Germany by Kees Waaldijk & Dirk Siegfried	215
• Iceland by Kees Waaldijk & Hrefna Fridriksdóttir	229
• The Netherlands by Kees Waaldijk	245
• Norway by Kees Waaldijk & John Asland	263
• Sweden by Kees Waaldijk & Hans Ytterberg	277

* L'annexe 1 a été publiée dans le volume : Waaldijk, Kees (ed).- « More Or Less Together: Levels of legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnerships for different-sex and same-sex partners: A comparative study of nine European countries".- *Documents de travail n°125*, Ined, 2005. 192 p.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Belgium

by Olivier De Schutter ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Color	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ University of Louvain, www.cpd.r.ucl.ac.be/cridho/index.php?pageid=2.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk. The authors are grateful to Paul Borghs for his useful comments on an earlier version of this text. Any remaining errors are the sole responsibility of the authors.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Civil marriage

In Belgium, the Law of 13 February 2003 had opened civil marriage to persons of the same sex (Loi ouvrant le mariage à des personnes de même sexe et modifiant certaines dispositions du Code civil). The law was published in the *Moniteur Belge* on 28 February 2003. It entered into force on 1 June 2003, according to the terms of Article 23. The differences between same-sex and different-sex marriages relate to parenting; see items A1 (paternity) and A4 and A5 (adoption), and to the possibilities for couples of non-resident foreigners to enter into a marriage in Belgium (see item E10).

Registered partnership

In the comments to the tables above, the expression 'registered partnership' - strictly speaking, such a form of union does not exist in Belgian law - should be understood to refer in fact to the 'legal cohabitation' created by the Law of 23 November 1998 (Loi instaurant la cohabitation légale, *Moniteur Belge*, 12 January 1999). This legislation entered into force on 1 January 2000 after the adoption of the Royal Decree (Arrêté royal) of 14 December 1999, *Moniteur Belge*, 23 December 1999. Where reference will be made to the 'registered partner', therefore, the reader should really understand that what is meant is 'legal cohabitee' in the meaning of this legislation.

In Belgium registered partnership is open to same-sex and to different-sex couples, and even to couples of close relatives (see E11 and E12). It is not quite clear whether it is open to foreigners and/or non-residents (see E2 to E9). Another difference between marriage and registered partnership is that the latter can be dissolved by mutual agreement of the partners, and even unilaterally by one partner - for example by marrying someone else (see G2, G3 and G5).

In its consequences registered partnership is a little stronger than informal cohabitation - see for example items B1 and B2 (joint properties and joint debts), B 13 (inheritance tax) and C8 (continuation of rent). Simultaneously, the consequences of registered partnership are far less numerous than those of marriage - see for example items A1 (paternity), A4 and A5 (adoption), B3 (alimony), B6 (intestacy), B 11 and B12 (pensions), C1 (surname) and C3 (citizenship).

There is hardly any difference between same-sex and different-sex registered partnership.

Informal cohabitation

There is no general law regulating informal cohabitation in Belgium. However, *de facto* couples are taken into account, explicitly or implicitly, in a growing number of legal rules. For examples where same-sex and different-sex cohabitation are treated in the same way, see the items B9 (public health insurance), B13 (inheritance tax in the Flemish region), B16 (basic social security), C2 (residence permits), C5 (domestic violence protection), C6 (next of kin rules for medical purposes). For a few differences between the position of same-sex and different-sex cohabitants, see items A1 (paternity), A4 (second parent adoption) and perhaps B5 (compensation for wrongful death).

Table A (Belgium): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership (2000)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	No	No, but	No	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	No	No	No	No	No	No
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	No	No, but	No	No, but	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	No	No	No	No	No
6. One partner can individually adopt a child	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
7. Partners can jointly foster a child	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	6x3 + 1x0 = 18	3x3 + 4x0 = 9	3x3 + 2x1 + 2x0 = 11	3x3 + 4x0 = 9	3x3 + 2x1 + 2x0 = 11	3x3 + 4x0 = 9

Notes to table A

A1 - The presumption of paternity established by Art. 315 Civil Code (according to which the husband is presumed to be the father of the child born within marriage or during the 300 days following its dissolution or annulment) is explicitly excluded in the case of marriage between partners of the same sex: see Art. 143 Civil Code, introduced by the Law of 13 February 2003. Moreover, although the male partner of the woman who gave birth to a child (and will be considered legally the mother) may recognize the child (reconnaissance de paternité), such a recognition will not be possible for the female partner, whether she has entered a registered partnership with the mother or whether she lives de facto with her (see Article 313(1) Civil Code). It will be noted that in the remainder of the comments to the tables above, the expression 'registered partnership' - such a form of union does not exist in Belgian law - should be understood to refer in fact to the 'legal cohabitation' created by the Law of 23 November 1998 (Loi instituant la cohabitation légale, *Moniteur Belge* 12 January 1999). This legislation entered into force after the adoption of the Royal Decree (Arrêté royal) of 14 December 1999, *Moniteur Belge* , 23 December 1999. Where reference will be made to the 'registered partner', therefore, the reader should really understand that what is meant is 'legal cohabitee' in the meaning of this legislation.

A2 - The lawfulness of medically assisted insemination does not mean that it will always be available. The consulted physician will decide according to his/her deontology: see Tribunal de première instance de Courtrai (section jeunesse, chambre civile), 24 June 1997, *Journal des Procès*, 1997, 16, note Versluys, *Journal des tribunaux*, 1998, p. 731, note Massager.

A3 - In Belgian law parental authority continues beyond the marriage or the cohabitation of the parents (Article 372 Civil Code): even where the spouses divorce or are separated, they have joint parental responsibility on the child (on the equality of both parents in that respect, see the Law of 1 July 1974; on the maintenance of this joint parental responsibility beyond divorce or separation, see the Law of 13 April 1995 on the joint exercise of parental authority (Loi sur l'exercice conjoint de l'autorité parentale), *Moniteur Belge* 24 May 1995

and Art. 374 and 376 Civil Code), and this authority is not shared with others (J.-L. Renchon, 'La nouvelle réforme législative de l'autorité parentale', *Revue trimestrielle de droit familial*, 1995, p. 388; J. Sosson, 'L'autorité parentale conjointe. Des vœux du législateur à la réalité', *Annales de droit de Louvain*, 1996, p. 115). Civil marriage has been opened to same-sex couples by the Law of 13 February 2003. But marriage between two persons of the same sex is to have no consequence whatsoever on filiation of parental authority. Therefore, even if married to another woman, a lesbian mother would have sole parental authority on the child, even where the child would be *de facto* raised within the family.

A4 - Article 13 of the Law of 13 February 2003 opening civil marriage to persons of the same sex introduces a modification in Article 345 Civil Code which confirms that, even where one of the spouses is the parent of the child, the other spouse will be authorized to adopt the child only if he/she is of the opposite sex. However, there is some case law that suggests that second parent adoption by a non-married different-sex partner should sometimes be possible. The law of 24 April 2003 (*Moniteur Belge* 16 May 2003; not yet in force) will open the possibility of second parent adoption also to registered or informally cohabiting different sex partners, who are no relatives to each other, and who have cohabited in a permanent and affective manner since a least three years (new Art. 343(1) Civil Code).

A5 - When the Law of 13 February 2003 was adopted, opening civil marriage to same-sex partners, the legislator explicitly excluded any consequences either on filiation or on the possibility to adopt jointly: Article 346 Civil Code, which provided previously that 'Nul ne peut être adopté par plusieurs si ce n'est par deux époux', has been modified to add 'de sexe différent' (Art. 14 of the Law of 13 February 2003), precisely to avoid that spouses of the same sex will seek joint adoption on the basis of this provision of the Civil Code. Neither has the regime of legal cohabitation introduced by the Law of 23 November 1998 any consequence on adoption or filiation. The law of 24 April 2003 (*Moniteur Belge* 16 May 2003; not yet in force) will open the possibility of second parent adoption also to registered or informally cohabiting different sex partners, who are no relatives to each other, and who have cohabited in a permanent and affective manner since a least three years (new Art. 346 Civil Code).

A6 - According to Art. 347 Civil Code, where a married person wishes to adopt a child (in accordance with the forms prescribed in Articles 349 ff. of the Civil Code), the spouse has to consent to the adoption, unless he/she is incapable to do so, is absent, or cannot be found to consent. See also P. Senaeve, *Compendium van het Personen- en Familierecht*, 5de uitgave, Acco, Leuven, 200, n° 907. The law of 24 April 2003 (see comments to A6 above) will apply the same condition to registered and informally cohabitation partners.

A7 - The answers given in the table refer to *de facto* fostering (see P. Borghs, 'Homoseksualiteit en ouderschap. Actuele stand van zaken', *Nieuw Juridisch Weekblad* 2004, p. 299). Aside from *de facto* taking into care of a child in need of protection ('hébergement', 'pleeggezin'), Belgian law knows an institution called 'pleegvoogdij', 'tutelle officieuse', which is regulated by Articles 475bis to 475septies of the Civil Code. Although the Civil Code refers to the 'pleegvoogd' ('tuteur officieux') only in the singular, it is generally agreed that, just like both spouses of a married couple can adopt jointly, they may jointly become the 'tuteurs officieux' of the child (see e.g. Gent (Jk.)(Jeugdrechtbank Gent), 10 December 1975, *Rechtskundig weekblad* 1977-1978, 1259, noot J. Pauwels)). It is still uncertain, however, whether non-married couples, even in legal cohabitation, can become jointly 'tuteurs officieux'. And it is even less certain that same-sex couples, even married, can do so. Generally, this institution is considered rather analogous to adoption, except that no filiation is established with the child ('tuteur officieux'). This would point towards a negative answer. There is no case-law to my knowledge; the institution is very rarely resorted to.

Table B - part one (Belgium): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership (2000)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	Yes, but	Yes, but	No, but	No, but	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	Yes, but	Yes, but	No, but	No, but	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	Yes	No, but	No, but	No, but	No, but
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	No	No	No	No	No	No
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1989)	Doubt
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	Yes	No	No	No	No
Level of legal consequences	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	1x3 + 3x1 + 2x0 = 6	1x3 + 3x1 + 2x0 = 6	1x3 + 1x1 + 4x0 = 4	2x1 + 4x0 = 2

Notes to table B - part one

B1 - With respect to this question, the situation of legal cohabitation is an intermediate situation between marriage and informal cohabitation. On the one hand, Article 1478 al. 1 Civil Code states that 'Chacun des cohabitants légaux conserve les biens dont il peut prouver qu'ils lui appartiennent, les revenus que procurent ces biens et les revenus du travail'. This contrasts the situation of legal cohabitation with that of marriage - either heterosexual or homosexual -, where the legal regime is that all revenues acquired after the date of the marriage become the joint property of the spouses ('communauté d'acquêts'): this legal regime, codified under Articles 1398-1450 Civil Code, can be modified by the matrimonial convention concluded between the spouses (see Articles 1451 ff. Civil Code); hence the 'Yes, but' which appears in the tables. On the other hand, the regime of legal cohabitation introduced by the Law of 23 November 1998 has material consequences which clearly distinguish it from 'informal cohabitation'. Indeed, according to Art. 1478 al. 2 Civil Code, which forms the major innovation of the Law of 23 November 1998 on legal cohabitation (registered partnership), 'Les biens dont aucun des cohabitants légaux ne peut prouver qu'ils lui appartiennent et les revenus que ceux-ci procurent sont réputés être en indivision'. Thus, a legal presumption of indivision applies to the property of both legal cohabitants is introduced, which distinguishes the situation of legal cohabitants from that of unmarried partners living in 'informal cohabitation' ('concubinage' or 'union libre') (see Appeals Court Bruxelles, 6 September 1996, *Revue trimestrielle de droit familial*, 1997, p. 128; Appeals Court Gent, 16 November 1993, *Revue trimestrielle de droit familial*, 1995, p. 343).

B2 - The solidarity with respect to the debts of either partner, unless these debts are excessive, is provided for in identical terms for marriage (Art. 222 Civil Code) and for legal cohabitation (Art. 1477(4) Civil Code). In both institutions, this solidarity extends however only to debts incurred by each spouse or partner for 'les besoins du ménage et l'éducation des enfants' (marriage - Art. 22 Civil Code) or for 'les besoins de la vie commune et des enfants qu'ils éduquent' (registered partnership - Art. 1477(4) Civil Code). From the year 2005 registered partners will, like married partners, be liable for each other tax debts (law of 10 August 2001, *Moniteur Belge* 20 September 2001).

B3 - Although the Civil Code stipulates no right to alimony (pension alimentaire) either in the case of a legal cohabitation or in the case of informal or *de facto* cohabitation (concubinage), there is some case-law which considers that, at least where the cohabitation has lasted for a significant period of time or has entailed certain sacrifices from the partner in need (e.g., left his/her employment to dedicate him- or herself to the home or the upbringing of the child), there is an obligation of the other partner to assist financially the partner

in need (see e.g. Justice of the Peace (Vredesrechter, Juge de Paix) Gent, 4 November 1996, *Revue trimestrielle de droit familial*, 1999, p. 176, *Rechtskundig weekblad*, 1997-1998, p. 266, note F. Aps; Justice of the Peace (Vrederechter, Juge de Paix) Gent, 6 July 1998, *Revue générale de droit civil*, 1998, p. 468; or Rechtbank van eerste aanleg (civiele afdeling) Louvain, 27 September 1996, *Journal des Procès*, 1996, p. 26 – however the case-law remains divided on this issue: see Rechtbank van eerste aanleg (civiele afdeling) Leuven, 3 June 1991, *Rechtskundig Weekblad*, 1992-1993, p. 131).

B4 - See comments to B1.

B5 - The Court of Cassation has decided, in a decision of 1989, that *de facto* cohabitants (non married partners) could be considered to have a right to compensation for the wrongful death of their partner (Cass., 2^{ème} ch., aud. plén., 1^{er} février 1989, *Pas.*, 1989, p. 582; confirmed later by Cass., 1^{ère} ch., 15 février 1990, *Pas.*, 1990, I, p. 694, *Journal des tribunaux.*, 1990, p. 216, *Revue générale assurance et responsabilité*, 1990, n°11.658, note R.O. Dalcq): previously, this was considered unacceptable, as no legal consequences could be attached to a *de facto* situation, that of cohabitation outside marriage. However, this evolution only concerned *de facto* de cohabitants living together outside marriage when their relationship has the appearance of marriage ('apparence de mariage'); it may not extend to *de facto* cohabitation between two persons of the same sex.

B6 - Legal cohabitation, as organized by the Law of 23 November 1998, has no incidence on the rules of inheritance, except for one consequence which applies in the marginal situation where the surviving registered partner is already an inheritor of the deceased partner because of being a close relative (see Art. 1478 al. 3 Civil Code). One should recall that the Law of 23 November 1998 may be relied upon, to organize a form of legal cohabitation, in many situations, including between two persons of the same family who wish to institute this material solidarity between them although they would not be able to marry (a brother and sister, e.g., could register as legal cohabitants).

Table B - part two (Belgium): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership (2000)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No	No	No	No	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	Yes, but	Yes, but	No	No	No	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but (1996)	Yes, but (1996)
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	No	No	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	Yes	Yes	No	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	Yes, but	Yes, but	No	No	No	No
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	Yes	Yes, but	Yes, but	No, but	No, but
Level of legal consequences	2x3 + 3x2 + 2x0 = 12	2x3 + 3x2 + 2x0 = 12	2x2 + 5x0 = 4	2x2 + 5x0 = 4	1x2 + 1x1 + 6x0 = 3	1x2 + 1x1 + 6x0 = 3

Notes to table B - part two

B7 - No property tax exists.

B8 - When one married partner has no income, or very little income, or is assisting in the independent business activities of the other spouse, then income tax is a little lower. From 2005 the same tax advantages will also apply to registered partners (law of 10 August 2001, *Moniteur Belge* 20 September 2001).

B9 - The public health insurance mechanism is organized by the Law of 14 July 1994 (*Loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités* - Coordinating Law on the compulsory health insurance). This law is applicable to salaried workers, including public servants. A Royal Decree of 29 December 1997 has partly aligned the rules provided for in the Law of 14 July 1994 to the self-employed (Arrêté royal du 29 décembre 1997 portant les conditions dans lesquelles la loi du 14 juillet 1994 est étendue aux travailleurs indépendants et aux membres des communautés religieuses; last modified by the Arrêté royal du 15 mai 2003 modifiant l'arrêté royal du 29 décembre 1997 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est étendue aux travailleurs indépendants et aux membres des communautés religieuses, *Moniteur Belge*, 26 May 2003). The Law of 14 July 1994 provides that the dependants of the workers contributing to the compulsory security scheme (assurance obligatoire soins de santé) will benefit from the same advantages as the contributor him- or herself (Art. 32, al. 1, 17°). These 'dependants' are the non-divorced spouse, even after separation, the children, and the ascendants (Art. 32, al. 1, 19° of the Law of 14 July 1994; Art. 123, 2° of the Royal Decree of 3 July 1996 (Arrêté Royal portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994)). However, the Royal Decree of 3 July 1996 defines as 'dependants' ('personnes à charge') the spouse or the person cohabiting with the worker (Art. 123). Certain exceptions apply.

B10 - Please refer to the comments above, under B7. Where the person having a right to a basic income (revenu d'intégration) in the absence of other revenues cohabits with either a spouse or a de facto cohabitant

or a registered partner (cohabitant légal), the basic income afforded will be of a lesser amount, as it is presumed that living in a shared environment will be less expensive for each.

B11 - In the situation where the spouse effectively cohabits with his/her wife/husband, and receives no social benefit although he/she is dependent, the statutory old age pension will be augmented by 25%. This applies only where the partners are married: it does not apply where they are legal or *de facto* cohabitantes. *De facto* cohabitation has no consequence whatsoever on the amount of the statutory old age pension (see Bouille, Etienne, Meunier, Conrardy, Demet, Kreit and Petit, 'Les pensions', *Actualités du droit*, 1993/4, p. 1103).

B12 - A pension is paid to a surviving married partner, if the marriage has lasted at least since one year (or if a child was born from the marriage, or if at the time of death one partner was receiving child benefit, or if death resulted from an accident that took place after the start of the marriage) and the surviving partner has not remarried (Art. 17 Act on Pensions for Employees, and art. 54(1) General Regulation on Pensions for Employees).

B13 - Inheritance tax is regulated by the three regions of Belgium (see Art. 48 Succession Law of Flemish Region, Art. 48 Succession Law of Walloon Region, and Art. 48 Succession Law of Brussels Region). In all regions the same tariffs as for marriage apply in the case of registered partnership, but in the Walloon region only if the partners are no relative, had been registered at least since one year, and were living together at the time of death). In the Flemish region the same tariffs as for marriage also apply in the case of informal cohabitation, but only if the cohabitants at least since one year had a joined household. This does not apply in the Walloon and Brussels regions.

Table B - part three (Belgium): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership (2000)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	No	No	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	Yes	Yes	No	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	Yes	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	No	No	No	No	No	No
Level of legal consequences	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6	1x2 + 3x0 = 2	1x2 + 3x0 = 2	1x2 + 3x0 = 2	1x2 + 3x0 = 2

Notes to table B - part three

B14 - No property tax exists.

B15 - Until 2005 the basic tax free sum is a little higher for an unmarried person than for a married person. Also, until 2005 married couples have a disadvantage with respect to any income from other sources than work: such income is taxed as part of the work income of the spouse with the highest work income (the 'breadwinner'). These disadvantages for the married will be abolished as of 2005 (law of 10 August 2001, *Moniteur Belge* 20 September 2001). See also final comment on B2.

B16 - The relevant rules are in the Law of 26 May 2002 on the right to social integration (loi concernant le droit à l'intégration sociale), *Moniteur Belge*, 31 July 2002. The right to a basic income (called 'revenu d'intégration sociale') guaranteed by this legislation is subsidiary: it is afforded when the individual does not have sufficient revenues from other sources; those revenues are calculated taking into account both the revenues of the individual concerned and the revenues of the person he/she cohabits with. Whether married or not, when a couple cohabits, the revenues of the cohabitant (whether spouse, registered partner or *de facto* cohabitant) will therefore be considered, for the allocation of any basic income to the other partner (see Art. 34(1), al. 2, of the Law of 26 May 2002). Therefore, any form of cohabitation (marriage, legal cohabitation or *de facto* cohabitation) will make it more difficult to receive basic income at the same level as for an isolated person.

Another form under which a minimum income is afforded in Belgium is through the Law of 1 April 1969 instituting a guaranteed income for elderly (Loi instituant un revenu garanti aux personnes âgées). Article 2 of this Law stipulates that married beneficiaries (even in case of separation of less than ten years, and provided a part of the revenue of the beneficiary goes to the separated spouse) will be afforded a higher income; such an advantage does not extend to cases of *de facto* cohabitation or to registered partners.

B17 - See comment on B11.

Table C (Belgium): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership (2000)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	Yes	No	No	No	No
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1997)	Yes (1997)
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	>3 years: Yes	>3 years: Yes	No	No	No	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	Yes	No	No	No	No
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes, but (1997)	Yes, but (1997)
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No
9. Partners have a duty to have sexual contact	Yes	Yes	No	No	No	No
Level of legal consequences	9x3 = 27	9x3 = 27	5x3 + 4x0 = 15	5x3 + 4x0 = 15	3x3 + 1x2 + 5x0 = 11	3x3 + 1x2 + 5x0 = 11

Notes to table C

C1 - Article 216(2) of the Civil Code states that the spouse may use the surname of the other spouse in the context of professional relationships, with the agreement of the spouse whose name is used. Once such an agreement is given, it may only be withdrawn for serious reasons. Such a provision exists neither in the rules on registered partnership (legal cohabitation); nor do they apply to *de facto* cohabitation.

C2 - A circulaire adopted on 30 September 1997 by the Ministry of the Interior (Circulaire du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable, *Moniteur Belge*, 14 November 1997) authorizes both Belgian nationals and aliens established in Belgium or authorized to reside in Belgium for periods of more than three months, to be joined in Belgium by the person with whom they have a 'stable relationship' ('relation durable'). This benefits all *de facto* couples, whether heterosexual or homosexual (indeed, the very purpose of the circulaire was to put an end to the discrimination against homosexuals with respect to family reunification, as they had no access to marriage).

Couples living under the regime of legal cohabitation will of course find it even easier to prove the 'longstanding character' of their relationship.

C3 - The foreign spouse of a Belgian national may obtain the Belgian nationality after the couple has resided in Belgium during at least three years, and provided the two spouses still are cohabiting at the time of the declaration of nationality (Art. 16 of the Code de la nationalité belge of 28 June 1984, *Moniteur Belge* 12 July 1984). Although these three years of residency in Belgium is also the period imposed to foreigners who are seeking to be naturalized as Belgians (Articles 18 to 21 of the Codes de la nationalité belge), the foreign spouse of a Belgian national does not have to be 'naturalized' by a formal act of the House of Representatives; rather, provided their declaration meets no opposition, it will automatically result in the obtention of the Belgian nationality.

C4 - See Art. 156 and 322 of the Code d'instruction criminelle (Code of Criminal Procedure), concerning the inadmissibility of testimonies by the spouse: spouses may not testify, neither can they be invited to testify in a criminal case concerning the other spouse. This is not extended either to legal cohabitantes or to cohabitantes de facto.

C5 - A Law of 24 November 1997 introduced a specific protection for the victim of intra-family violence in Article 410 of the Code pénal. This provision has been expanded by the Law of 28 November 2000, to include within that protection not only the spouse, but also the registered partner (legal cohabitant) and any *de facto* cohabitant with whom the author of the violent act entertains a durable affective and sexual relationship. See A. Jacobs, 'Les violences au sein du couple', in: *Formation permanente CUP*, February 2000, pp. 178-179. The protection of the spouse or registered partner (legal cohabitant) has also been recently ameliorated by a legislation attributing the common residence of the couple to the partner against whom abuse has been committed: see the Law of 28 January 2003 on the attribution of the family home to the spouse or the registered partner who is a victim of acts of physical violence from his/her partner and completing Article 410 of the Penal Code (Loi du 28 janvier 2003 visant à l'attribution du logement familial au conjoint ou au cohabitant légal victime d'actes de violence physique de son partenaire et complétant l'article 410 du Code pénal, *Moniteur Belge* 12 February 2003).

C6 - See Article 14(2) Law on the Rights of Patients.

C7 - Organ donation is regulated in Belgium by a Law of 13 June 1986 (Loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes; see also Arrêté royal du 24 novembre 1997 relatif au prélèvement et à l'allocation d'organes d'origine humaine, *Moniteur Belge* du 23 December 1997). No distinction is made between organ donation between spouses or other persons, including *de facto* cohabitants or registered partners. The same rules (free and informed consent, purely altruistic purposes in particular) apply in all cases.

C8 - See Article 215(2) Civil Code, which concerns marriage, and which Article 1477(2) Civil Code makes applicable to the legal cohabitation.

C9 - The duty of spouses to live together (Art. 213 Civil Code) is deemed to imply a duty to have sexual contact.

Table D (Belgium): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (2003)	Between married spouses and informal cohabitants (2003)	Between registered partners and informal cohabitants (2003)	Between same-sex and different-sex partners (with same status) (2003)
1. With respect to housing	Yes	Yes	Yes	Yes
2. With respect to life insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
3. With respect to health insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
4. With respect to medically assisted insemination	Yes	Yes	Yes	Yes
5. With respect to other services	Yes	Yes	Yes	Yes
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes	Yes	Yes	Yes
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes	Yes	Yes	Yes

Notes to table D

D1 - Under Article 2(4) the Federal Law of 25 February 2003 prohibiting discrimination and modifying the Law of 15 February 1993 creating the Centre for Equal Opportunities and Fight against Racism, which is the main legislation implementing Directive 2000/78/EC in the Belgian legal order, the prohibition of direct and indirect discrimination extends to: the provision or offering to the public of goods and services; access to employment or to self-employment, and working conditions, in both the private and the public sector; the nomination or promotion in the public service, or the assignment of a public servant to a particular service; any mention in official documents; distribution, publication or public exposition of a text or sign under any other form; access, participation in, and any exercise of an economic, social, cultural or political activity open to the public. Moreover, not only discrimination based on *sexual orientation*, but also discrimination based on *civil status* (e.g., between married couples and legal cohabitants, or *de facto* cohabitants and legal cohabitants...) is prohibited by this legislation. It should be emphasized however that - and this somewhat compensates for the broad material scope of application of the Law as well as for the long list of prohibited grounds of discrimination - direct discrimination is defined as any distinction (based on a suspect ground) which *lacks a reasonable and objective justification* (Art. 2(2)).

D2 - See comment to D1.

D3 - See comment to D1.

D4 - See comment to D1.

D5 - See comment to D1.

D6 - See comments to D1.

D7 - See comment to D1.

Table E (Belgium): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership (2000)	
		Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex
Resident national with:	1. Resident national	Yes	Yes	Yes	Yes
	2. Non-resident national	Yes	Yes	Doubt	Doubt
	3. Resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
	4. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	Yes	Doubt	Doubt
	6. Resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
	7. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
	9. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Doubt	Doubt
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes	No, but	Doubt	Doubt
11. Sister or brother with sister or brother		No	No	Yes	Yes
12. Parent with child		No	No	Yes	Yes

Notes to table E

E1 - See comments to E2.

E2 - Under Article 1476 Civil Code, which is located in Title Vbis (De la cohabitation légale) of Book III (Des différentes manières dont on acquiert la propriété), the two persons wishing to declare that they intend to define their relationship as 'legal cohabitation' must declare their common domicile. The 'cohabitation légale' consists in a declaration before the 'officier de l'état civil' of the municipality in which the partners have chosen to share their common domicile (Art. 1476(1) Civil Code: 'Une déclaration de cohabitation légale est faite au moyen d'un écrit remis contre récépissé à l'officier de l'état civil du domicile commun'). Indeed, the institution is specifically set up to facilitate a form of material solidarity between two persons sharing the same roof. Therefore, the hypothesis of a 'legal cohabitation' being contracted by a non-resident, although not explicitly excluded in the Civil Code, would seem not to correspond to the purpose of the institution. It should also be noted that the Belgian diplomatic or consular agents are not explicitly given a competence to receive a declaration of registered partnership ('cohabitation légale'), although they do have such a competence with respect to celebrating marriage.

The doubt will disappear when the new Code of Private International Law ('Loi portant le Code de droit international privé' of 16 July 2004, *Moniteur Belge*, 27 July 2004), will take effect on 1 October 2004. Article 59 of the new Code provides that registration in Belgium can only take place is, at the moment of registration, both partners have their habitual residence in Belgium. Article 60 adds that Belgian law will be applicable to such a registration.

E3 - At first, same-sex marriage in Belgium was only open to Belgians or foreigners whose national law makes it possible for them to contract such a marital relationship. This was not stated explicitly in the Law of 13 February 2003 opening marriage to persons of the same sex, but was unanimously recognized in legal doctrine. This was done on the basis of an application by analogy of Article 170ter Civil Code, explicitly concerned only with the recognition of foreign marriages (concluded in foreign jurisdictions), and which subordinates the validity of marriage to the conditions imposed by the national law of the concerned persons (according to Article 170ter of the Civil Code: 'Les mariages visés à l'article 170 [these are the marriages celebrated under foreign jurisdictions] seront, quant au fond, valables en Belgique, si les parties contractantes ont satisfait aux conditions prescrites à peine de nullité par leur statut personnel pour pouvoir contracter mariage'). That solution was confirmed by the preparatory works of the Law. However, in a circular of 23 January 2004 (*Moniteur Belge*, 24 January 2004) the Minister of Justice made it clear that any foreign legal prohibition on same-sex marriage must be considered discriminatory and contrary to Belgian public order, and therefore should not be applied. The circular goes on to say that in such cases Belgian law should be applied if at least one of the future spouses is either a Belgian citizen or a habitual resident of Belgium. This means that Dutch nationals (and perhaps citizens of Canada or Massachusetts) are no longer the only foreigners who have access to same-sex marriage in Belgium.

The content of the circular has been codified into a new Code of Private International Law ('Loi portant le Code de droit international privé' of 16 July 2004, *Moniteur Belge*, 27 July 2004), that will take effect on 1 October 2004. Article 44 of the new Code provides that a marriage can be contracted in Belgium if one of the future spouses is a Belgian citizen or has his or her domicile or (since at least three months) his or her habitual residence in Belgium. Article 46 of the new Code provides that validity of marriage will be considered according to the national law of each future spouse; but it also provides that foreign legislation prohibiting same-sex marriages will not be taken into account if one of the spouses has the citizenship of a country allowing same-sex marriages, or if one of the spouses has his or her habitual residence in such a country.

With regard to the availability to foreigners, either resident or non-resident in Belgium, of the registered partnership organized in Belgium under the Law of 23 November 1998 on legal cohabitation, two opinions may be defended. Some would reason by analogy with the private international law rule governing access to marriage (see Article 170ter Civil Code mentioned in the comment to E3): whether they reside or not in Belgium, the regime of registered partnership ('cohabitation légale') would be accessible only to foreigners provided that their national law organizes a similar institution (such as the French *pacte civil de solidarité*, the Swedish registered partnership, etc.). This position (which appears to be defended by L. Barnich, in 'L'union libre et les unions légales en droit international privé', *L'Union libre - commentaire pratique*, 2002, V.1.6.) however underestimates the difficulty to make such comparisons between institutions of different countries - in which sense precisely can it be said that the French PACS sufficiently approximates the Belgian 'cohabitation légale' so that this institution should be accessible to French nationals in Belgium? More importantly, it assimilates the 'cohabitation légale' to a form of 'civil union' or 'registered partnership', despite the fact that the institution was deliberately crafted by the Belgian legislator to be a purely material arrangement, with no consequences on civil status or obligations which would relate to an *affectio maritalis* between the partners. Therefore, doubts remain on the availability to foreigners of the institution of 'cohabitation légale' created in Belgium by the Law of 23 November 1998.

The doubt will disappear in October 2004 (see the comments to E2).

E4 - See comments to E2 and E3.

E5 - See comments to E2 and E3.

E6 - See comments to E2 and E3.

E7 - See comments to E2 and E3.

E8 - See comments to E2 and E3.

E9 - See comments to E2 and E3.

E10 - Although foreigners may celebrate their marriage in Belgium (see Articles 63 to 75 Civil Code on the celebration of marriage and its conditions), the officier de l'état civil in charge, within the municipal administration, of celebrating the marriage, will have to verify whether each of the spouses complies with the requirements of his/her national law with respect to the conditions of marriage. The exception discussed in the comments to E3 does not apply in the case of two non-resident foreigners. Only very few same-sex couples of non-resident foreigners could marry in Belgium: for example a couple of Dutch citizens.

E11 - The Law of 23 November 1998 limitatively enumerates the conditions which the parties have to fulfill to be able to register under the regime of 'cohabitation légale', in inserting in Article 1475(2) of the Civil Code that 'Pour pouvoir faire une déclaration de cohabitation légale, les deux parties doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas être liées par un mariage ou par une autre cohabitation légale;

2° être capables de contracter conformément aux articles 1123 et 1124'.

The possibility for a brother and sister, two brothers, or a parent and child, to form such a registered partnership has explicitly been envisaged in the preparatory works of the Law of 23 November 1998: the purpose was to remove the institution from anything which would tend to make it similar to marriage - although, in what has been denounced by a number of authors as anomalous, the 'cohabitation légale' still remains restricted to two, unmarried individuals.

E12 - See comments to E11.

Table F (Belgium): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership (2000)	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex
1. Registry of births, marriages and deaths	Yes	Yes	Yes	Yes
2. Local population administration	No	No	No	No
3. Church	No	No	No	No
4. Court	No	No	No	No
5. Private person with special authorisation	No	No	No	No
6. Public notary	No	No	No	No
7. Administrative magistrate	No	No	No	No

Notes to table F

F1 - The 'cohabitation légale' instituted by the Law of 23 November 1998 was presented by the legislator as an essentially patrimonial arrangement, excluding almost any affective or sexual elements (except that the 'legal cohabitantes' must be two and no more, and that the marriage of either legal cohabitantes or of the cohabitantes together automatically ends the legal cohabitation). Therefore, the 'cohabitation légale' is registered on the local registry of the population, held in the local municipality; in contrast to what was proposed when a form of 'civil union', equivalent to a registered partnership, was proposed in Belgium (Proposition de loi instituant l'union civile, *Doc. parl.*, Ch. repr., 1995-1996, n° 372/1), there is no notification in the margin of the birth act. Nevertheless, the competent authority is the same, before which both marriage and 'cohabitation légale' are passed: this is the *officier de l'état civil* of the municipal administration where the spouses / partners have their common domicile. See Article 75 of the Civil Code with respect to the celebration of marriage by the *officier de l'état civil*. See Article 1475(1) of the Civil Code, introduced by the Law of 23 November 1998, for registered partnership (cohabitation légale).

F2 - Neither persons who wish to marry nor those wishing to register their partnership as 'cohabitation légale' have the choice to go before another authority than the *officier de l'état civil* mentioned in F1.

F3 - Article 21 of the Belgian Constitution states that the religious celebration of marriage cannot precede the civil marriage by the public officer (*officier de l'état civil*). Religious marriage is without any legal effect. It is neither a substitute for, nor a condition of, civil marriage.

F4 to F7 - Articles 75 and 1475, respectively concerning marriage and registered partnership ('cohabitation légale'), stipulate that the *officier de l'état civil* is exclusively competent to celebrate marriage or to receive a declaration that partners intend to enter into a registered partnership. No other possibility is provided by the law.

Table G (Belgium): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership (2000)	
	Different-sex	Same-sex (2003)	Different-sex	Same-sex
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	Yes	No	No
2. By mutually agreed contract (outside court)	No, but	No, but	Yes	Yes
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	No	Yes	Yes
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	No	No	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	No	Yes	Yes
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	No	Yes	Yes
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	No	No	No	No

Notes to table G

G1 - An end can be put to a registered partnership ('cohabitation légale') upon the unilateral will of any of the partners, without the need for any particular justification (Article 1476(2) of the Civil Code: 'Il peut être mis fin à la cohabitation légale, soit de commun accord par les cohabitants, soit unilatéralement par l'un des cohabitants au moyen d'une déclaration écrite qui est remise contre récépissé à l'officier de l'état civil (...)'); the officier de l'état civil simply registers this unilateral notification by one partner, who simply must declare explicitly his/her desire to end the partnership but is not even required to give a justification). Therefore, there will never be any need to resort to the judge to end the registered partnership. Of course, the consequences of a cessation of the registered partnership may be disputed, and end up in being litigated.

G2 - Divorce is always pronounced by a tribunal. However, the spouses can mutually consent to the divorce, and the convention organizing their separation can be passed before a public notary. The role of the judge is then simply to ratify this agreement.

G3 - See comment on G1.

G4 - See comment on G5

G5 - Under Article 1476(2) of the Civil Code, the marriage of either of the partners registered within a 'cohabitation légale', or the marriage of these partners with one another, automatically puts an end to the partnership.

G6 - See comment on G5.

G7 - See comments on G1, G2 and G3.

Some literature in English

- Olivier De Schutter and Anne Weyembergh, ' "Statutory Cohabitation" under Belgian Law: A Step Towards Same-Sex Marriage?', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, p. 465-474.
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 147-150.
- Kees Waaldijk, 'Others may follow: the introduction of marriage (and quasi-marriage or semi-marriage) for same-sex couples in European countries', 38 *New England Law Review* 2004, p.569-589.

Some literature in French

- P. Borghs, 'Quel statut pour les parents de même sexe?', *Journal de Procès*, 4 April 2003, p. 14.
- N. Dandoy and F. Taimont, 'Contours de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale', *Revue régionale de droit*, 1995, p. 267.
- O. De Schutter and A. Weyembergh, 'La cohabitation légale: une étape dans la reconnaissance des unions entre personnes de même sexe', *Journal des tribunaux*, 2000, p. 98.
- Y.-H. Leleu, 'La loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale (Le régime juridique de la cohabitation légale)', in *Actualités du droit familial 1997-1999*, Formation permanente CUP, octobre 1999, p. 55.
- J.-L. Renchon, 'La régulation par la loi des relations juridiques du couple non marié', in X, *Le couple non marié à la lumière de la cohabitation légale*, Bruxelles, Bruylant, 2000, p. 33.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Denmark

by Søren Baatrup ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Lawyer, Frederiksberg.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Civil marriage

Only two persons of different sexes can enter into civil marriage and not if they are close family (e.g. children, grand-children, parents, grand-parents etc.). See for more details Act on Marriage of 9 March 1999 (*Ægteskabsloven*, Act no. 147; last changed by Act no. 365 of 6 June 2002); see www.retsinfo.dk.

Registered partnership

This was introduced by the Act on Registered Partnership of 7 June 1989 (*Lov om registreret partnerskab*, Act no. 372, entering into force on 1 October 1989; last changed by Act no. 360 of 2 June 1999; see www.retsinfo.dk). Only two persons of the same sex can register, and only if one of the partners lives in Denmark and is a Danish citizen or if both (foreign) partners have been living in Denmark in the last two years before the registration. Partners from countries with a similar law as the Danish are regarded as Danish citizens (see table E, below).

With a few exceptions the rules of the Act on Marriage also apply to registered partnership. The main differences between marriage and registered partnership concern the presumption of paternity, medically assisted insemination and joint adoption (see items A1, A2 and A5, below). Another difference is that unlike marriage a partnership registration cannot take place in a church (see item F3). And for marriage no residency or citizenship requirements apply (see items E5, E6 and E8).

An English translation of the Act on Registered Partnership can be found in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003.

Websites about registered partnership:

www.lbl.dk/english

www.civildir.dk/regler/aegteskab.htm (only partly in English and German)

www.steff.suite.dk/gaypol.htm

Informal cohabitation

There is no general legislation on cohabitation, but informal cohabitation is taken into account in some areas of law.

Table A (Denmark): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	Yes, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	X	X	No	Yes	No
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	X	X	Yes, but (1999)	No	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	X	X	No	No	No
6. One partner can individually adopt a child	No	X	X	No	Yes	Yes
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	5x3 + 1x1 + 1x0 = 16	7x0 = 0	7x0 = 0	1x3 + 1x2 + 1x1 + 4x0 = 6	3x3 + 1x2 + 1x1 + 2x0 = 12	2x3 + 1x1 + 4x0 = 7

Notes to table A

A1 - If a man is married he is automatically recognised as father of the child without any further investigations. See art. 1 of Act no. 460, Act of Children (*Børneloven*) of 7 June 2001. If the child is born by an unmarried woman, a man can be recognised as father if both partners declare that they will take care of the child (see art. 2 of same Act).

A2 - It is only lawful, if the woman is married or living in a similar relation with a man. See art. 3 of Act no. 460, Act on Fertilization, of 10 June 1997 as changed 8 January 1999.

A3 - A stepfather or stepmother has no authority over the child. A stepfather or stepmother has no obligation to maintain the child either, but a single bread-winner loses some public payments when entering into a new relationship.

A4 - For heterosexuals - see Act no. 1040 of 16 December 1999, Act of Adoption. For same-sex couples see art. 4(1) of Act no. 372, Act of Registered Partnership of 7 June 1989 as last changed by Act no. 360 at the 2 June 1999, which reads that one registered partner can adopt the other partner's children as long as they are not adopted from foreign countries.

A5 - This is exclusively a right for married heterosexual couples. See art. 5(2) of Act no. 1040 of 16 December 1999, Act of Adoption.

A6 - A heterosexual spouse can not adopt alone. If you are married, you can only adopt as a couple. See art. 5(2) of Act no. 1040 of 16 December 1999, Act of Adoption. Registered partners can not adopt neither as a couple nor as an individual. Singles can adopt - no matter if they are heterosexuals or not.

A7 - If they are accepted by the municipalities, everyone can foster a child.

Table B - part one (Denmark): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	Yes, but	X	X	Yes, but	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No	X	X	No	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes, but	X	X	Yes, but	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes, but,	X	X	Yes, but	No	No
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	X	X	Yes	No	No
Level of legal consequences	1x3 + 4x2 + 1x0 = 11	6x0 = 0	6x0 = 0	1x3 + 4x2 + 1x0 = 11	1x2 + 5x0 = 2	1x2 + 5x0 = 2

Notes to table B - part one

B1 - Properties of each partner are considered joint property, see art. 15 of Act no. 37 of 5 January 1995, Act on the Economical Consequences of Marriage (*Retsvirkningsloven*). But before the marriage/partnership is started, you can decide that part of one or both of the partners/spouses property or money shall be owned exclusively by the one.

B2 - See Act no. 37 of 5 January 1995, Act on the Economical Consequences of Marriage (*Retsvirkningsloven*) art. 25.

B3 - If there is a (large) difference between the income of the spouses/partners, the right to alimony can apply (see art. 5-9 of Act no. 37 of 5 January 1995, Act on the Economical Consequences of Marriage (*Retsvirkningsloven*) and art. 49-53 of Act no. 147, Act on Marriage).

B4 - All that is defined as joint property is divided 50:50. See art. 16(2) of Act no. 37 of 5 January 1995, Act on the Economical Consequences Marriage (*Retsvirkningsloven*). See also B1.

B5 - If a spouse, registered partner or a partner in an informal cohabitation loses a breadwinner the person has a right to compensation. See art. 12-13 of Act no. 750 of 4 September 2002, Act on Compensation. In all cases the other is entitled to an amount of 14.400 euro (2003).

B6 - See chapter two of Act no.727 of 14 August 2001, Act on Inheritance (*Arveloven*).

Table B - part two (Denmark): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No	X	X	No	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	Yes	X	X	Yes	No	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	No	X	X	No	No	No
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	X	X	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	No	X	X	No	No	No
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	Yes	>2 years: Yes	>2 years: Yes (1986)
Level of legal consequences	2x3 + 5x0 = 6	7x0 = 0	7x0 = 0	2x3 + 5x0 = 6	1x3 + 6x0 = 3	1x3 + 6x0 = 3

Notes to table B - part two

B7 - You do not pay property tax in Denmark any longer except for a sort of house-tax on owned houses, summerhouse and flats - and that tax is the same whether you are married/registered or not.

B8 - In Denmark all citizens have a basic tax allowance (4.600 euro a year), but married/registered couples can transfer their allowance between them if e.g. one of the spouses has no income.

B9 - The Danish public health system is not based on an insurance system, but is paid through the taxes. Since the public health system is individual, it is of no importance whether you are married/registered or not.

B10 - See B16 - See chapter two of Act no. 727 of 14 August 2001, Act on Inheritance (*Arveføren*).

B11 - See B17 - The informal cohabitation partners have to have been living together for two years or more before they pay the same inheritance tax as married couples/registered partners.

B12 - There is no statutory survivor's pension in Denmark.

B13 - The informal cohabitation partners have to have been living together for two years or more before they pay the same inheritance tax as married couples/registered partners. For same-sex partners this was introduced by Act no. 339 of 4 June 1986, which remained in force until 1 October 1989 (when registered partnership was introduced).

Table B - part three (Denmark): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	X	X	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0	4x0 = 0	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6

Notes to table B - part three

B14 - See B7 - You do not pay property tax in Denmark any longer except for a sort of house-tax on owned houses, summerhouse and flats - and that tax is the same whether you are married/registered or not.

B15 - There are no such rules, on the contrary, see B8. In Denmark all citizens have a basic tax allowance (4.600 euro a year), but married/registered couples can transfer their allowance between them if e.g. one of the spouses has no income.

B16 - According to art. 1 of Act no. 37 of 5 January 1995, Act on the Economical Consequences of Marriage (*Retsvirkningsloven*) both partners shall do what they can to make a living for the couple, which means that the authorities will take a look at the couple as a whole, before the money from the social security system is paid out (see art. 2 of Act on Active Social Politics). Concerning informal cohabitation couples it is more or less the same - in many cases they are looked upon as a couple. Only if they prove that one of the two is only renting a room - the negative consequences will not apply.

B17 - Married spouses, registered partners, informal cohabitants and singles get the same basic amount of 7.000 euro per year. On top of that you get an additional pension which is 3.300 euro per year if you are a married spouse/registered partner/informal cohabitant and 7.100 euro if you are single.

Table C (Denmark): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	X	X	Yes	No	No
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes, but	X	X	Yes, but	No	No
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	No, but	X	X	No, but	No	No
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	X	X	Yes	No	No
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	>2 years: Yes	>2 years: Yes
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	6x3 + 1x2 + 1x1 + 1x0 = 21	9x0 = 0	9x0 = 0	6x3 + 1x2 + 1x1 + 1x0 = 21	3x3 + 6x0 = 9	3x3 + 6x0 = 9

Notes to table C

C1 - Spouses and partners have to apply for the other partner's name, they do not get it automatically any longer. See art. 4 of Act no. 193, Act on Names, of 29 April 1981.

C2 - A foreigner, who is married/registered (and not an EU-citizen) with a Dane, can apply for a residence permit - see art. 9 of Act no. 608 of 17 July 2002, Act on Foreigners (*Udlændingeloven*). Please note, that the same paragraph states that the Dane does not have to be a native Dane: he/she can also be a citizen of the other Nordic countries or a 'convention refugee'. But the spouses have to be 24 years of age or more - and their relation to Denmark has to be stronger than the relation to the foreigner's homeland. The Minister of Integration has decided that these two rules do not necessarily apply on registered partners since they can not go to most of the countries and live as partners there.

C3 - To apply for a Danish citizenship you have to have a residence permit for more than seven years. You can get that permission in three ways - either through marriage/registered partnership, because you have an education which is attractive to Denmark (for example chemistry) or because you are recognised as a refugee.

C4 - See Act on Administration of Justice (*Retsplejeloven*) art. 171 (1)

C5 - The victim has a right to immediately get a divorce. See art. 34 of Act no. 147, Act on Marriage, (*Ægteskabsloven*) of 9 March 1999 as latest changed by Act no 365 of 6 June 2002.

C6 - See art. 105(5) of Act no. 129 of 15 April 1930, Act on Insurance Agreements (*Forsikringsaftaleloven*).

C7 - Special rules for persons under 18 years of age apply. See art. 13 of Act no. 402, Act on Organ Donation etc. of 13 June 1990.

C8 - If a spouse or a registered partner dies - the other spouse/partner can continue the rent. See art. 75(1) of Act no. 347 of 14 May .2001, Act on Renting homes and rooms, (*Lejeloven*). Informal cohabitation couples have the same right if they have been together for two years or more. See art. 75(2) of the same Act.

C9 - Not applicable.

Table D (Denmark): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (1989)	Between married spouses and informal cohabitants	Between registered partners and informal cohabitants	Between same-sex and different-sex partners (with same status) (1987)
1. With respect to housing	Yes	No	No	Yes
2. With respect to life insurance	Yes	No	No	Yes
3. With respect to health insurance	Yes	No	No	Yes
4. With respect to medically assisted insemination	No	No	No	No
5. With respect to other services	Yes	No	No	Yes
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes (1996)	No	No	Yes (1996)
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes (1996)	No	No	Yes (1996)

Notes to table D

D1 - There is a general ban on discrimination on the grounds of race, belief, sexual orientation etc. in the Act on Race Discrimination, Act no. 626 of 29 Oktober 1987 (*Lov om forbud mod forskelsbehandling på grund af race m.v.*). This act covers all kinds of service providers including landlords. But it will not be discrimination if the landlord demands that people who rent his flats are married or registered - and therefore refuse to rent out to informal cohabitants of all kinds.

D2 - See D1.

D3 - See D1.

D4 - As mentioned in A2, only married women or women living in a similar relation with a man are allowed to get assisted fertilisation (insemination, IVF etc.) by help from a doctor. This is a direct discrimination of lesbians.

D5 - See D1.

D6 - See D7.

D7 - See Act no. 459, Act on Discrimination of 12 June 1996 (*Lov om forbud mod forskelsbehandling på arbejdsmarkedet*) which bans discrimination in employment and occupation - and giving heterosexual couples spousal benefits which homosexual couples are being refused will be a breach of the Act on Discrimination.

Table E (Denmark): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	No
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	No, but
	7. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but
	9. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
11. Sister or brother with sister or brother		No	X	X	No
12. Parent with child		No	X	X	No

Notes to table E

E1 - See art 1-2 of Act no. 372, Act of Registered Partnership of 7 June 1989 as last changed by Act no. 360 of 2 June 1999, and Act no. 147, Act on Marriage (*Ægteskabsloven*) of 9 March 1999 as last changed by Act no 365 of 6 June 2002.

E2 - See E1.

E3 - See E1.

E4 - Beside the rules in the acts on Marriage and Registered Partnership mentioned above - also art. 9 of Act no. 608 of 17 July 2002, Act on Foreigners, applies. This means that you can get married or register your partnership - but you are not sure to be able to bring your partner to Denmark.

E5 - It is not possible for two Danes of the same sex living abroad to register - since it is a demand in art. 2(2) of the Act of Registered Partnership of 7 June 1989 as latest changed by Act no. 360 of 2 June 1999 that one of the partners is living in Denmark. Heterosexual couples are not met with the same demand.

E6 - If the resident foreigner is from a country with a similar legislation as the Danish Partnership Law they can register in Denmark. For the purposes of art. 2(2) of the Act of Registered Partnership, Norway, Sweden, Iceland, the Netherlands and Finland are considered to be such a country.

E7 - You still have to observe the rules of art. 9 of the Act on Foreigners, if the non-resident national wants to bring his/her spouse to Denmark.

E8 - For same sex-couples it is a demand that they have been living in Denmark for at least two years. However, if the foreigners (or just one of them) residing in Denmark are from countries with a similar legislation as the Danish Partnership Law, they are regarded as Danish citizens and can register like Danes, see art. 2 (2 and 3) of Act no. 372, Act on Registered Partnership (*Lov om registreret partnerskab*) of 7 June 1989 as last changed by Act no. 360 of 2 June 1999

E9 - For heterosexual couples see Act no. 147, Act on Marriage (*Ægteskabsloven*) of 9 March 1999 as last changed by Act no 365 of 6 June 2002 - and art. 9 of Act no. 608 of 17 July 2002, Act on Foreigners.

E10 - It has become quite popular among foreign heterosexual couples to go to Denmark just to get married. But of course they do not get any rights concerning social security, residence or working permit etc. The same possibility does not exist for homosexual couples.

E11 - Not applicable in Denmark.

E12 - See E11.

Table F (Denmark): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)
1. Registry of births, marriages and deaths	No	X	X	X
2. Local population administration	Yes	X	X	Yes
3. Church	Yes	X	X	No
4. Court	No	X	X	No
5. Private person with special authorisation	No	X	X	No
6. Public notary	No	X	X	No
7. Administrative magistrate	No	X	X	No

Notes to table F

F1 - See F2.

F2 - In Denmark you can start your marriage either at the City Hall or in a Church. The City Mayor (or an employee on behalf of him/her) does the investigation to find out whether the couple qualifies for marriage or partnership. The City Mayor can also delegate his authority to marry or register couples to a member of the City Council (which is rather common).

F3 - Only heterosexual couples can get legally married in a church. Homosexuals have to go to the City Hall only (but can get a blessing in a church - if they find a priest who is willing to do so).

F4 - This is not possible in Denmark.

F5 - This is not possible in Denmark.

F6 - This is not possible in Denmark.

F7 - This is not possible in Denmark.

Table G (Denmark): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1989)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	X	X	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	X	X	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes

Notes to table G

G1 - See art. 32-34, and art. 23-24 (annulment of a marriage), of Act no. 147, Act on Marriage, (*Ægteskabsloven*) of 9 March 1999, as most recently changed by Act no. 387 of 28 May 2003. The same Act states in art. 29 that a spouse (or registered partner) who does not feel he or she is able to continue the relation has a right to separation, which after one year gives the right to final divorce (see art.31 (1) of the above mentioned Act), or after 6 months if the spouses/partners agree (see art. 31(2) of the same Act).

G2 - This is not possible in Denmark.

G3 - See G2.

G4 - You can not convert a marriage into a partnership or the other way around, since it has to be two of opposite sex who marry - and two of the same sex who register. If somebody wants to change sex - he/she will have to end the marriage (or partnership) and register (or marry).

G5 - If by mistake or by will someone marries a third person, or registers a partnership with a third person, the latest marriage or partnership is looked upon as not existing.

G6 - Since you can not marry as a same-sex couple and can not enter into a registered partnership as a different sex couple this question is of no relevance for Denmark.

G7 - Most separations/divorces are given by permission by the public authorities (*Statsamtet*), but under the condition that the couple agrees on divorce/separation (see Act on Marriage, cited above).

Some literature in English

- Ingrid Lund-Andersen, 'The Danish Registered Partnership Act', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 11-23.
- Ingrid Lund-Andersen, 'The Danish Registered Partnership Act, 1989: Has the Act Meant a Change in Attitudes?', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, p. 417-426.
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 61-80.
- Morten P. Broberg, 'The registered partnership for same-sex couples in Denmark', in: *Child and Family Law Quarterly*, vol. 8, no. 2, 1996, p. 149-155.
- E. Albæk, 'Political Ethics and Public Policy: Homosexuals between Moral Dilemmas and Political Considerations in Danish Parliamentary Debates', in: *Scandinavian Political Studies*, vol. 26, no. 3, 2003, p. 245-267.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Finland

by Rainer Hiltunen ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Lawyer, Helsinki; e-mail: rainer.hiltunen@iki.fi.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Civil marriage

Civil marriage is only open for different-sex partners. See the Marriage Act (*Avoliittolaki*) 234/1929 of 13 June 1929. For an unofficial English translation by the Ministry of Justice of the Marriage Act, see www.finlex.fi/pdf/saadkaan/E9290234.PDF.

Registered partnership

Registered partnership is only open for same-sex partners. See the Act on Registered Partnerships (*Laki rekisteröidystä parisuhteesta*) 950/2001 of 9 November 2001, which entered into force on 1 March 2002. See www.finlex.fi/pdf/saadkaan/E0010950.PDF for an unofficial English translation by the Ministry of Justice of the partnership law

The main differences between marriage and registered partnership concern the presumption of paternity (see item A1, below), adoption (items A4 and A5) and the use of each other's surname (C1). Another difference is that unlike marriage a partnership registration cannot take place in a church (see item F3). And for marriage no residency or citizenship requirements apply (see items E5 to E10).

Informal cohabitation

There is no single definition of cohabitation in Finnish legislation. The description varies from one piece of legislation to the next. Usually cohabitation is defined as 'persons living in a marriage-like relationship', sometimes 'a man and a woman who live in a marriage-like relationship'. The government has decided to further define the legal position of same-sex cohabitants, but nothing has been done on that since 2001.

The definitions do not automatically rule out same-sex cohabitants, but there is no clear legislative rule or case law on this. Same-sex couples have been treated as common-law couples when the wording of the law allows it. Examples include joint parental authority (see item A3, below), fostering (A7), compensation in case of wrongful death (B5), next of kin rules (C6 and C7) and probably rent law (C8). See also items B13, B16 and B17.

Names, numbers and websites of laws cited in the notes

- Act on the Medical Use of Human Organs and Tissues (*Laki ihmisen elimien ja kudoksien lääketieteellisestä käytöstä*) 101/2001 www.finlex.fi/linkit/ajansd/20010101
- Act on Compensation for Crime Damage (*Rikosvahinkolaki*) 935/1973 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19730935
- Act on confirming the sex of a transsexual (*Laki transseksuaalin sukupuolen vahvistamisesta*) 563/2002 [http://finlex1.edita.fi/dynaweb/stp/stp/2002sd/@ebt-link?showtoc=false;target=IDMATCH\(id,20020563.sd](http://finlex1.edita.fi/dynaweb/stp/stp/2002sd/@ebt-link?showtoc=false;target=IDMATCH(id,20020563.sd)
- Act on Inheritance and Gift Tax (*Perintö- ja lahjaverolaki*) 378/1940 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19400378
- Act on Registered Partnerships (*Laki rekisteröidystä parisuhteesta*) 950/2001 www.finlex.fi/linkit/ajansd/20010950
- Act on Residential Leases (*Laki asuinhuoneiston vuokrauksesta*) 481/1995 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19950481
- Act on Social Assistance (*Laki toimeentulotuesta*) 1412/1997 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19971412
- Act on the Status and Rights of Patients (*Laki potilaan asemasta ja oikeuksista*) 785/1992 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19920785
- Adoption Act (*Laki lapseksiottamisesta*) 153/1985 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19850153
- Child Custody and Right of Access Act (*Laki lapsen huollosta ja tapaamisoikeudesta*) 361/1983 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19830361
- Code of Inheritance (*Perintökaari*) 40/1965 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19650040
- Code of Judicial Procedure (*Oikeudenkäymiskaari*) 4/1734 www.finlex.fi/linkit/ajansd/17340004
- Criminal Investigations Act (*Esitutkintalaki*) 449/1987 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19870449
- Employment Accidents Act (*Tapaturmavakuutuslaki*) 608/1948 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19480608
- Marriage Act (*Avoliittolaki*) 234/1929 www.finlex.fi/linkit/ajansd/19290234

- Names Act (*Nimilaki*) 694/1985
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19850694
- National Pension Act (*Kansaneläkelaki*) 347/1956
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19560347
- Paternity Act (*Isyyslaki*) 700/1975
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19750700
- Penal Code (*Rikoslaki*) 39/1889 as amended by law 578/1995 www.finlex.fi/linkit/ajansd/18890039
- Survivors Pension Act (*Perhe-eläkelaki*) 38/1969
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19690038
- The Aliens Act (*Ulkomaalaislaki*) 378/1991
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19910378
- The Nationality Act (*Kansalaisuuslaki*) 359/2003
www.finlex.fi/linkit/ajansd/20030359
- Workers Pension Act (*Työntekijäin eläkelaki*) 395/1961
www.finlex.fi/linkit/ajansd/19610395

Table A (Finland): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	X	X	No	No	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	X	X	No	No	No
6. One partner can individually adopt a child	No	X	X	Yes	Yes	Yes
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	6x3 + 1x0 = 18	7x0 = 0	7x0 = 0	4x3 + 3x0 = 12	4x3 + 1x1 + 2x0 = 13	4x3 + 3x0 = 12

Notes to table A

A1 - Marriage: art. 2 Paternity Act; partnership: art. 9(1) Act on Registered Partnerships. For different-sex cohabitation paternity is not automatic, but male partner can easily register paternity by announcement (art 3 Paternity Act).

A2 - No legislation on assisted insemination; in fact many lesbian couples are assisted every year.

A3 - Marriage: art. 6 Child Custody and Right of Access Act; partnership and cohabitation: art. 9(1)(i) of the same Act. Many same-sex registered couples and same-sex informal cohabiting couples have been granted joint parental authority during the last years.

A4 - Marriage: art. 6(2) Adoption Act; partnership: art. 9(2) Act on Registered Partnerships; cohabitation: art. 7 Adoption Act.

A5 - Marriage: art. 6(1) Adoption Act; partnership: art. 9(2) Act on Registered Partnerships, cohabitation: art. 7 Adoption Act.

A6 - Marriage: art. 6(1) Adoption Act; partnership and cohabitation: art. 1(1) Adoption Act.

A7 - No legislation on child fostering. No information available on the number of same-sex foster parents.

Table B - part one (Finland): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	No	X	X	No	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No, but	X	X	No, but	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes	X	X	Yes	No	No
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	X	X	Yes	No	No
Level of legal consequences	4x3 + 1x1 + 1x0 = 13	6x0 = 0	6x0 = 0	4x3 + 1x1 + 1x0 = 13	1x3 + 5x0 = 3	1x3 + 5x0 = 3

Notes to table B - part one

B1 - Marriage and partnership: art. 34 Marriage Act.

B2 - Marriage and partnership: art. 52 Marriage Act; only debts which are made for the subsistence of spouses/partners or children living in the household, are joint debts.

B3 - Marriage and partnership: art. 48 Marriage Act.

B4 - Marriage and partnership: art. 35 Marriage Act.

B5 - Marriage, partnership and cohabitation: art. 6a Act on Compensation for Crime Damage. The term used can be translated as 'person closely connected' (*läheinen*).

B6 - Marriage and partnership: art. 1 of chapter 3 of the Code of Inheritance.

Table B - part two (Finland): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No	X	X	No	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	No, but	X	X	No, but	No	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	No	X	X	No	No	No
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	X	X	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	Yes	X	X	Yes	No	No
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	Yes	No, but	No
Level of legal consequences	2x3 + 1x1 + 4x0 = 7	7x0 = 0	7x0 = 0	2x3 + 1x1 + 4x0 = 7	1x1 + 6x0 = 1	7x0 = 0

Notes to table B - part two

B7 - Relationships do not affect property tax.

B8 - Income taxation is as a rule individually based. Only in a few cases marriage or registered partnership can result in lower income tax, one example of this is that alimony payments after divorce are tax free (art. 91 Act on Income Tax).

B9 - Public health insurance is individually based.

B10 - No such impact.

B11 - No such impact.

B12 - Marriage and partnership: art. 19(1) Survivors Pension Act.

B13 - Married and registered surviving partners pay less tax (art. 11(3) Act on Inheritance and Gift Tax). The same applies to different-sex cohabitants, but only if the surviving partner has (had) a joint child with the deceased partner.

Table B - part three (Finland): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	X	X	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	X	X	Yes	Yes	No
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	Yes	X	X	Yes	Yes	No
Level of legal consequences	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0	4x0 = 0	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0

Notes to table B - part three

B14 - Relationships do not affect property tax.

B15 - No such impact.

B16 - Marriage, partnership and different-sex cohabitation: art. 3(1) Act on Social Security.

B17 - Marriage, partnership and different-sex cohabitation: art. 28(2) National Pension Act.

Table C (Finland): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	X	X	No, but	No	No
2. Foreign partner of a resident national is entitled to a residence permit	Yes, but	X	X	Yes, but	>2 years: Yes, but	>2 years: Yes, but
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	Yes, but	Yes, but
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	No	X	X	No	No	No
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes, but
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	6x3 + 1x2 + 2x0 = 20	9x0 = 0	9x0 = 0	5x3 + 1x2 + 1x1 + 2x0 = 18	3x3 + 2x2 + 4x0 = 13	2x3 + 3x2 + 4x0 = 12

Notes to table C

C1 - Marriage: art. 7(1) Names Act; partnership: art. 10(1)(iii) Names Act. The only way for a registered partner to get the name of his or her partner, is through the administrative procedure for changing a surname (see M. Savolainen, 'The Finnish and Swedish Partnership Acts - Similarities and Divergencies' in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 32-33). In that context registered partnership has been considered as a special reason needed when making an application to take a name that is already in use.

C2 - Marriage or partnership as a rule qualifies as a reason for a residence permit (art. 18(1)(i) Aliens Act). Both same-sex and different-sex cohabitation have usually been accepted as a reason for a residence permit after two years of cohabitation (art. 18(1)(i) Aliens Act).

C3 - Marriage and partnership: art. 22 Finnish Nationality Act.

C4 - Marriage, partnership and cohabitation: art. 20(1)(i) of chapter 17 Code of Procedure. This Code is from 1948 and the words used, 'married or engaged', would likely be interpreted so as to include same-sex and different-sex cohabitation.

C5 - No such provisions.

C6 - Marriage, partnership and cohabitation: art. 9(1) Act on the Status and Rights of Patients.

C7 - Art. 4(1) Act of the Medical Use of Human Organs and Tissues. The terms used 'next of kin' (*lähiomainen*) and 'person closely connected' (*läheinen henkilö*) are most likely to include informal cohabitation.

C8 - Marriage, partnership and cohabitation: art. 46(2) Act on Residential Leases. According to art. 11 of this Act, the term 'spouse' (*puoliso*) includes both married and cohabiting couples. It would be most likely to be interpreted to include also same-sex couples.

C9 - No such provisions.

Table D (Finland): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (2002)	Between married spouses and informal cohabitants (1995)	Between registered partners and informal cohabitants (2002)	Between same-sex and different-sex partners (with same status) (1995)
1. With respect to housing	Yes	Yes	Yes	Yes
2. With respect to life insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
3. With respect to health insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
4. With respect to medically assisted insemination	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but
5. With respect to other services	Yes	Yes	Yes	Yes
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes	No	No	No
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes, but	No, but	No, but	Yes, but

Notes to table D

D1 - Provisions on discrimination in the Penal Code (art. 9 of chapter 11, as amended by law 578/1995) make it a criminal offence for anyone, exercising their trade or profession, to refuse service or place someone in an unequal or an essentially inferior position, without an acceptable reason, because of [...] sexual orientation, family ties [...] or another comparable circumstance.

D2 - Idem.

D3 - Idem.

D4 - Idem. There is no law on medically assisted insemination; however, several committee reports have suggested to restrict insemination services to married couples. This might be seen by the courts as an 'acceptable reason' needed for justified differential treatment according to the Penal Code.

D5 - See note to D1.

D6 - Idem. According to art. 4a Workers Pension Act, informal cohabitants are not eligible for survivors' pensions.

D7 - See note to D1. There are differences between registered partners and married couples in spousal benefits based on collective agreements. The issue has never been brought to court as a Penal Code discrimination issue. Differential treatment would more likely be considered as prohibited discrimination when between married and registered partners or between same-sex and different-sex partners, than when between married partners and informal cohabitants or between registered partners and informal cohabitants.

Table E (Finland): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	No
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	No, but
	7. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	>2 years: Yes, but
	9. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No, but
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
11. Sister or brother with sister or brother		No	X	X	No
12. Parent with child		No	X	X	No
Level of access		9x3 + 1x2 + 2x0 = 29	12x0 = 0	12x0 = 0	4x3 + 1x2 + 2x1 + 5x0 = 16

Notes to table E

E1 - For partnership, see art. 10(1)(1) Act on Registered Partnerships. No such restrictions apply to marriage. The text of art. 10 of the Act on Registered Partnerships reads as follows:

‘(1) Partnership may be registered in Finland only if: (1) at least one of the partners is a Finnish citizen and habitually resident in Finland; or (2) both parties have been habitually resident in Finland for two years immediately before the registration.

(2) In the application of subsection (1), citizenship of a foreign state whose legislation allows for the registration of partnership with mainly the same legal effects as provided in this Act, shall correspond to Finnish citizenship.’

Governmental Decree 141/2002 currently designates corresponding citizenships to be Dutch, Icelandic, Swedish, Norwegian, German and Danish citizenships.

E2 - Idem.

E3 - Idem.

E4 - Idem.

E5 - Idem.

E6 - Art. 10(2) Act on Registered Partnerships allows registration if the resident foreigner has a citizenship of a country mentioned in the Governmental Decree 141/2002 (quoted in note to E1). No such restrictions apply to marriage.

E7 - See note to E1.

E8 - Art. 10(1)(2) Act on Registered Partnerships allows registration after two years of residence immediately before the registration for both parties, but according to 10(2) Act on Registered Partnerships two years residency is not required if one of the two resident foreigners has a citizenship of a country mentioned in Governmental Decree 141/2002 (quoted in note to E1). No such restrictions apply to marriage.

E9 - Art. 10(2) Act on Registered Partnerships allows registration if the resident foreigner has a citizenship of a country mentioned in Governmental Decree 141/2002 (quoted in note to E1). No such restrictions apply to marriage.

E10 - Art. 108(2) Marriage Act: ‘If neither the woman nor the man is a Finnish citizen and if neither is habitually resident in Finland, they have the right to marry before a Finnish authority only if the marriage is permissible under the law of Finland and if each of them has the right to marry in accordance with the law of the state whose citizen he or she is or where he or she is habitually resident, or in accordance with the law

applicable in one of these states on the examination of impediments to marriage.’ For partnership, see art. 10(1) Act on Registered Partnerships (quoted in note to E1).

E11 – Art. 7(2) Marriage Act; art. 2(1)(2) Act on Registered Partnerships.

E12 – Idem.

Table F (Finland): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)
1. Registry of births, marriages and deaths	Yes	X	X	Yes
2. Local population administration	No	X	X	No
3. Church	Yes	X	X	No
4. Court	Yes	X	X	Yes
5. Private person with special authorisation	No	X	X	No
6. Public notary	No	X	X	No
7. Administrative magistrate	No	X	X	No

Notes to table F

F1 – Art. 17(2)(ii) Marriage Act; art. 4(1) Act on Registered Partnerships, which reads as follows: ‘Partnership shall be registered by an authority entitled to perform *civil* marriage ceremonies’ (emphasis added). This means that partnership registrations can be done either by a judge of the local court of first instance, or by a registrar of the population register, which is comparable to what the French call ‘*l’état civil*’ and the English call ‘*the registry of births, marriages and deaths*’ (see M. Savolainen, ‘The Finnish and Swedish Partnership Acts – Similarities and Divergencies’ in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 30).

F2 – Marriages and partnerships can be registered by the registrar of the population register, which resembles most the Registry of births, marriages and deaths. See note to F1.

F3 – Art. 17(1) Marriage Act; art. 4(1) Act on Registered Partnerships (quoted in note to F1).

F4 – Art. 17(2)(i) Marriage Act; art. 4(1) Act on Registered Partnerships (quoted in note to F1).

F5 – No such provisions.

F6 – No such provisions.

F7 – No such provisions.

Table G (Finland): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2002)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No, but	X	X	No, but
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	X	X	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	No	X	X	No

Notes to table G

G1 - Art. 25 Marriage Act; art. 7(2) Act on Registered Partnerships.

G2 - No such provisions.

G3 - No such provisions.

G4 - Marriage and partnership: art. 2(2) Act on confirming the sex of a transsexual. When the sex of a transsexual is notarised in compliance with the procedures stated in the Act, the persons marriage is a automatically converted to registered partnership and vice versa.

G5 - No such provisions.

G6 - No such provisions.

G7 - No such provisions.

Some literature in English

- Matti Savolainen, 'The Finnish and Swedish Partnership Acts - Similarities and Divergencies', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 24-40.
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 107-110.

Principales conséquences juridiques du mariage, de la cohabitation et du partenariat enregistré pour les partenaires de sexe différent et de même sexe en France

par Daniel Borrillo ¹
et Kees Waaldijk ²

Codification utilisée dans les tableaux:

Type de réponse	Réponse figurant dans les tableaux par pays	Couleur	Points attribués pour le calcul du niveau de conséquences juridiques
A des conséquences juridiques	Oui	Blanc	3 pts
La conséquence juridique est limitée ou restreinte à certaines conditions, il est possible de contracter sans en bénéficier, ou les tribunaux peuvent la mettre de côté au nom de certaines dispositions ou principes généraux, etc.	Oui, mais	Rose léger	2 pts
La conséquence juridique est très limitée ou à soumise à des conditions très restrictives, ou peut-être établie par un contrat, ou par des tribunaux au nom de certaines principes généraux, etc.	Non, mais	Rose moyen	1 pt
Pas d'effets juridiques.	Non	Rose sombre	0 pt
Pas d'information sur ce point, ou ambiguïté.	Incertain	Rose moyen	1 pt
Hors de propos dans la mesure où cette configuration n'est pas (encore) reconnue dans ce pays.	X	Rose sombre	0 pt

Autres informations	Code réponse
La conséquence juridique n'est effective qu'après un certain nombre d'années	>x ans
La conséquence juridique n'est effective qu'après un certain nombre de mois	>x mois
Année d'entrée en application de la loi introduisant la conséquence juridique (ou le type spécifique de relation), ou année de la décision de la cour suprême établissant son existence (Quand deux années sont notes, la première indique l'introduction d'une version plus limitée de la conséquence; Quand aucune année n'est notée, la conséquence juridique s'applique généralement à compter de l'introduction du type spécifique de relation, ou depuis déjà un grand nombre d'années.)	(Année)

¹ Centre d'Études et de Recherches de Science Administrative, www.cersa.org/article67.html, et Université Paris X - Nanterre.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

Ce chapitre reflète la loi au début de 2004.

Il existe en France trois modalités d'organisation juridique de la vie du couple : le mariage, le Pacs (pacte civil de solidarité) et le concubinage.

Le code civil (Cc) ne définit pas le mariage. L'article 144 se limite à établir la limite d'âge des conjoints : « l'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage ». Seule le mariage civil produit d'effets juridiques et il est interdit de célébrer un mariage religieux avant la célébration du mariage civil.

Avant l'entrée en vigueur de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au Pacs les couples de même sexe n'étaient pas reconnus par le droit. Depuis ladite loi introduit dans le code civil un nouvel article 515-1 qui définit le Pacs comme « un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune ».

Jusqu'en 1999 les couples homosexuels ne pouvaient pas non plus accéder au statut de concubins. Ce fut la même loi de 1999 qui a également modifié le code civil en introduisant le concubinage, désormais défini par l'article 515-8 du code civil comme suit : « Le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple ».

Ces trois dispositifs conjugaux occupent une place hiérarchiquement différente dans l'ordre juridique. Les droits et obligations qui produisent chacun d'eux sont en proportion avec la formalité de l'acte. Le mariage, au sommet de la pyramide conjugale est fermé aux unions de même sexe.

Le concubinage produit des effets juridiques très limités, liés principalement au droit social : assurance maladie, réduction dans certains transports...

Bien que le Pacs permette l'octroi de plus de droits que le concubinage, il est loin de donner les mêmes prérogatives que le mariage. En effet, à la différence de ce dernier, le Pacs ne donne aucun droit de filiation (pas d'autorité parentale partagée, pas d'adoption, pas d'accès aux procréations médicalement assistées). Il ne permet pas non plus, pour les étrangers pacsés, d'obtenir immédiatement un titre de séjour et de demander au bout d'un an la nationalité française. Les partenaires pacsés n'ont pas droit à l'allocation veuvage et de surcroît s'ils bénéficient d'un tel droit (lié à un précédent mariage) ils perdent ce bénéfice une fois pacsés. Le Pacs ne modifie en rien les règles de la dévolution successorale et, en absence de dispositions testamentaires, il n'y a pas d'héritage possible. Pour les donations entre partenaires, outre le fait que l'abattement fiscal est beaucoup moins important, les pacsés doivent attendre deux ans.

Alors qu'une déclaration fiscale commune est possible immédiatement après le mariage, pour les couples pacsés il faut attendre la troisième année de l'anniversaire de la célébration du Pacs.

En matière de congés familiaux le partenaire pacsé peut uniquement en bénéficier en cas de décès de son compagnon (ou de sa compagne) alors que les conjoints mariés ont droit à ce type de congés pour les naissances, l'adoption, mariage ou mort d'un enfant ainsi qu'en cas de décès des beaux parents. Puisque le Pacs ne modifie pas l'état civil des partenaires ceux-ci ne peuvent pas choisir de porter le nom de son partenaire. Il n'existe pas non plus de représentation légale entre les partenaires (articles 218 et 219 du Cc).

Paradoxalement, la solidarité pour dettes du ménage est plus lourde dans le cas du Pacs qu'au sein du mariage (la notion de « dépenses manifestement excessives » de l'article 220 du Cc ne s'applique pas au Pacs; voir article 515-4 Cc).

Pour mettre fin au mariage, il est nécessaire de déclencher une procédure judiciaire de divorce. La liberté de rupture est de la nature même du concubinage. Concernant le Pacs, il suffit une déclaration commune ou le préavis de trois mois de l'un de partenaires pour mettre un terme à la relation.

La *Loi no 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité* a été publiée dans *Le Journal officiel de la République Française* du 16 Novembre, 1999, p. 16959, (cf : www.legifrance.gouv.fr). Sur ce site, on trouve le texte intégral du Code civil, notamment sur le mariage, le *Pacs* et *concubinage*; la traduction anglaise du Code Civil se trouve sur : www.legifrance.gouv.fr/html/codes_traduits/code_civil_textA.htm.

Pour plus d'information sur le Pacs : www.chez.com/obspacs/ et <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/ARBO/NXFAM260.html?&n=Couples&l=NX23>.

Abréviations

Cc: *code civil*

CE: *Conseil d'Etat*

Pacs: *pacte civil de solidarité*

Tableau A (France): Conséquences parentales

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe (1999)
1. Lorsqu'une femme donne naissance, les deux partenaires deviennent les parents légaux	Oui	X	Non, mais	Non	Non, mais	Non
2. Le recours à la PMA est autorisé pour des femmes dans une telle relation	Oui	X	>2 ans: Oui, mais	Non	>2 ans: Oui, mais	Non
3. Lorsque l'un seulement des partenaires est le parent légal d'un enfant, les deux peuvent obtenir l'autorité parentale ou des responsabilités dans le cadre de cette relation	Non	X	Non	Non	Non	Non
4. Lorsque l'un seulement des partenaires est le parent légal d'un enfant, le second peut l'adopter et devenir ainsi le second parent	Oui	X	Non	Non	Non	Non
5. Les partenaires peuvent adopter conjointement un enfant	>2 ans: Oui	X	Non	Non	Non	Non
6. Un partenaire peut adopter un enfant seul	Oui	X	Oui	Oui, mais	Oui	Oui, mais
7. Les partenaires peuvent constituer ensemble une famille d'accueil	Oui	X	Oui	Incertain	Oui	Incertain
Niveau de conséquences juridiques	6x3 + 1x0 = 18	7x0 = 0	2x3 + 1x2 + 1x1 + 3x0 = 9	1x2 + 1x1 + 5x0 = 3	2x3 + 1x2 + 1x1 + 3x0 = 9	1x2 + 1x1 + 5x0 = 3

Notes au tableau A

A1 - L'établissement de l'autorité parentale à l'égard des deux parents découle du principe de la présomption de paternité applicable exclusivement au sein du mariage. En vertu de l'art. 312 du Cc, l'enfant rattaché au mari de la mère est celui qui a été conçu pendant le mariage, à partir du 180ème jour après le mariage. La présomption est étendue à l'enfant conçu avant le mariage et né pendant le mariage " enfant des fiancés ", art. 314 al. 1 du Cc : " L'enfant né avant le 180ème jour du mariage est légitime et est réputé l'avoir été dès sa conception ". Dans le cadre du Pacs et du concubinage la présomption de paternité ne s'applique pas. La loi du 8 janvier 1993 institue une égalité entre les parents mariés et les parents non mariés quant à l'exercice de l'autorité parentale. A la différence du mariage, l'enfant né dans un couple de concubins (ou pacsé) de sexe différent doit être reconnu par les deux partenaires avant l'âge d'un an.

A2 - Art. L152-2 Code de la santé publique : « L'assistance médicale à la procréation est destinée à répondre à la demande parentale d'un couple. Elle a pour objet de remédier à l'infertilité dont le caractère pathologique a été médicalement diagnostiqué. Elle peut aussi avoir pour objet d'éviter la transmission à l'enfant d'une maladie d'une particulière gravité. L'homme et la femme formant le couple doivent être vivants, en âge de

procréer, mariés ou en mesure d'apporter la preuve d'une vie commune d'au moins deux ans et consentants préalablement au transfert des embryons ou à l'insémination ».

A3 - Le partenaire du parent n'a aucun droit sur son enfant.

A4 - Art. 345-1 du Cc : "L'adoption plénière de l'enfant du conjoint est permise :

1° Lorsque l'enfant n'a de filiation légalement établie qu'à l'égard de ce conjoint ;

2° Lorsque l'autre parent que le conjoint s'est vu retirer totalement l'autorité parentale ;

3° Lorsque l'autre parent que le conjoint est décédé et n'a pas laissé d'ascendants au premier degré ou lorsque ceux-ci se sont manifestement désintéressés de l'enfant".

A5 - Art. 343 du Cc : "L'adoption peut être demandée par deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de deux ans ou âgés l'un et l'autre de plus de vingt-huit ans ».

A6 - Art. 343-1 : « L'adoption peut être aussi demandée par toute personne âgée de plus de vingt-huit ans.

Si l'adoptant est marié et non séparé de corps, le consentement de son conjoint est nécessaire à moins que ce conjoint ne soit dans l'impossibilité de manifester sa volonté ». Un individu homosexuel a beaucoup moins de chances d'obtenir l'agrément administratif préalable à l'adoption. Cette pratique a été validée par le Conseil d'Etat à plusieurs reprises (affaire Ph. Fretté, CE 1er et 4e sect. réunies, 9 octobre 1996 ; affaires Parodi et Bettan, CE 12 février 1997; affaire Mlle B. CE 5 juin 2002) et confirmée par la Cour Européenne des droits de l'homme : *Fretté contre France*, 26 février 2002.

A7 - Bien que la loi ne dise rien, la jurisprudence pourrait suivre l'exemple de l'adoption et considérer qu'il est contraire à l'intérêt de l'enfant d'être accueilli par un couple ou un individu homosexuel.

Tableau B – première partie (France): Conséquences matérielles en droit privé

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe (1999)
1. Les biens de chaque partenaire appartiennent au couple	Oui, mais	X	Oui, mais	Oui, mais	Non, mais	Non, mais
2. Solidarité pour dettes	Oui, mais	X	Oui, mais	Oui, mais	Non, mais	Non, mais
3. Pension alimentaire en cas de rupture	Oui	X	Oui	Oui	Non	Non
4. Règles de répartition des biens en cas de rupture	Oui	X	Oui	Oui	Non, mais	Non, mais
5. Compensation en cas de décès accidentel d'un partenaire	Oui	X	Oui	Oui	Oui (1970)	Oui (1995)
6. Lorsque l'un des partenaires meurt sans testament, l'autre est son héritier	Oui	X	Non	Non	Non	Non
Niveau de conséquences juridiques	4x3 + 2x2 = 16	6x0 = 0	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	1x3 + 3x1 + 2x0 = 6	1x3 + 3x1 + 2x0 = 6

Notes au tableau B - Première partie

B1 - Les conjoints ou les partenaires unis par un Pacs peuvent disposer autrement. En absence de convention, les biens acquis postérieurement au mariage ou au Pacs tombent dans l'indivision par moitié. Concernant les concubins, le juge peut considérer qu'il y a partage des biens s'il est démontré qu'il existait entre les concubins une société de fait ou une indivision ou encore qu'il a eu enrichissement sans cause.

B2 - La solidarité pour les dettes des ménages est plus importante pour les partenaires pacsés (art. 515-4 al. 2 du Cc) que pour les conjoints mariés (art. 220 du Cc). Concernant les concubinages, la jurisprudence a établi une solidarité passive vis-à-vis des créanciers en invoquant la théorie de l'apparence ou de la société de fait entre concubins.

B3 - Les art.s 212 et 214 du Cc prévoient le bénéfice d'une pension alimentaire entre époux. Pour les couples pacsés, il existe également une obligation alimentaire dont les modalités sont fixées par les partenaires. Aucune obligation alimentaire est due dans le cadre du concubinage, le juge ne peut pas la prononcer.

B4 - Pour le mariage ce sont les règles de la liquidation des régimes matrimoniaux qui s'appliquent (arts 1467 et suiv. du Cc). En ce qui concerne le Pacs le Cc établit également les règles de distribution des biens après la rupture (515-7 du Cc). Pour le concubinage il n'existe pas de règle, le juge peut partager le patrimoine commun après rupture s'il est établi l'existence d'une convention d'indivision, d'une société de fait voire faire application de la théorie de l'enrichissement sans cause.

B5 - Une compensation est établie par la loi aussi bien pour les conjoints que pour les couples liés par un Pacs. En ce qui concerne les concubins une jurisprudence de la chambre mixte de la cour de cassation du 27 février 1970 octroie une réparation du préjudice résultant pour la concubine de la mort de son concubin. Il a fallu attendre un jugement du 25 juillet 1995 du TGI de Belfort pour accorder le même droit aux concubins homosexuels.

B6 - En absence de testament, seuls les couples mariés peuvent bénéficier du droit de succession : art. 731 Cc : "La succession est dévolue par la loi aux parents et au conjoint successibles du défunt dans les conditions définies ci-après".

Tableau B – deuxième partie (France): Conséquences matérielles positives en droit public

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Sexes différents	Sexes différents	Même sexe (1999)
7. Possible réduction de l'impôt foncier	Non	X	Non	Non	Non	Non
8. Déclaration commune pouvant engendrer une réduction de l'impôt sur le revenu	Oui	X	>3 ans: Oui	>3 ans: Oui	Non	Non
9. La protection sociale peut être étendue d'un partenaire à l'autre	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais	Oui, mais	Oui, mais (1993)
10. En l'absence de revenu, la relation a un effet positif sur le versement d'allocations sociales	Non	X	Non	Non	Non	Non
11. Effets positifs sur les droits relatifs à la retraite	Non	X	Non	Non	Non	Non
12. Lorsque l'un des partenaires meurt, l'autre reçoit une pension de réversion	Oui	X	Non	Non	Non	Non
13. Le partenaire survivant paie moins de taxes de succession (que ne le ferait un-e ami-e)	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais	Non, mais	Non, mais
Niveau de conséquences juridiques	4x3 + 3x0 = 12	7x0 = 0	1x3 + 2x2 + 4x0 = 7	1x3 + 2x2 + 4x0 = 7	1x2 + 1x1 + 5x0 = 3	1x2 + 1x1 + 5x0 = 3

Notes au tableau B - Deuxième partie

B7 - L'époux propriétaire est seul redevable (bien évidemment, les époux sont tous deux redevables si l'immeuble leur appartient en commun ou en indivision).

B8 - La déclaration commune est obligatoire lorsqu'on est marié, le montant de l'impôt peut être plus ou moins important, tout dépend des revenus des partenaires.

B9 - Peuvent bénéficier de l'assurance maladie le conjoint non divorcé, séparé de droit ou de fait, s'il n'est pas lui-même assuré social, et le concubin ou la personne liée par un Pacs s'il est à la charge effective, totale et permanente de l'assuré.

B10 - La vie en couple ne produit pas d'effet positif, les allocations sont individuelles. Elles peuvent être réduites ou supprimé à l'un des partenaires si le revenu du couple est supérieur à ce qui est établie par la loi.

B11 - voy. B17 - Le droit à la retraite est un droit individuel qui ne dépend pas de la situation familiale.

B12 - Il existe en France une allocation spécifique dite « allocation veuvage » attribuée sous condition de ressources aux conjoints survivants. Elle s'ajoute à la pension de réversion à condition que le survivant ne se marie pas ou ne signe pas un Pacs. Pour bénéficier de la pension de réversion il faut être âgé d'au moins 55 ans et avoir vécu marié au moins 2 ans, ce délai ne s'applique pas si le couple a un enfant.

B13 - L'abattement n'est pas le même, dans le cadre du mariage que dans celui du Pacs ou du concubinage. Les couples mariés peuvent transmettre *mortis causa* d'une manière moins onéreuse. En effet, on ne paye pas d'impôt de succession entre conjoint jusqu'à la somme de 76 000 euros, pour les pacés la somme est de 57 000 euros et pour les concubins de 1525 euros (arts. 777-bis et 779 III du code général des impôts).

Tableau B – troisième partie (France): Conséquences matérielles négatives en droit public

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Sexes différents	Sexes différents	Même sexe (1999)
14. Possible augmentation de l'impôt foncier	Non	X	Non	Non	Non	Non
15. Possible augmentation de l'impôt sur le revenu	Oui	X	>3 ans: Oui	>3 ans: Oui	Non	Non
16. En l'absence de revenu, la relation a un effet négatif sur le versement d'allocations sociales	Oui	X	Oui	Oui	Oui	Oui
17. Effets négatifs sur les droits relatifs à la retraite	Non	X	Non	Non	Non	Non
Niveau de conséquences juridiques	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6	1x3 + 3x0 = 3	1x3 + 3x0 = 3

Notes au tableau B - Troisième partie

B14 - L'individu est redevable indépendamment de sa situation familiale.

B15 - Tout dépend des revenus des partenaires. Pour les conjoints la déclaration commune est obligatoire immédiatement après le mariage, pour les couples pacsés à partir de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement du pacte. Les concubins ne font pas de déclaration fiscale commune sur leurs revenus (art. 6 du Code général des impôts).

B16 - Les partenaires d'un Pacs, comme les concubins, sont considérés comme un couple au regard des règles de plafonnements de certaines prestations sociales (minimas sociaux, allocation logement...), en fonction du revenu du couple. Le droit à l'allocation de soutien familial ou à l'allocation veuvage cesse lorsqu'un Pacs est conclu, comme lors que l'on se marie, indépendamment des ressources du partenaire.

B17 - Le droit à la retraite est un droit individuel qui ne dépend pas de la situation familiale.

Tableau C (France): Autres conséquences juridiques

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)		Cohabitation informelle	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Sexes différents	Sexes différents	Même sexe (1999)
1. Un partenaire peut prendre ou utiliser le nom de l'autre	Oui	X	Non	Non	Non	Non
2. Un partenaire étranger obtient une carte de séjour	Oui	X	>1 an: Oui, mais	>1 an: Oui, mais	Non, mais	Non, mais
3. La citoyenneté est plus facile à obtenir pour le partenaire étranger	>1 year: Oui	X	Non, mais	Non, mais	Non, mais	Non, mais
4. En cas de poursuite, un partenaire peut refuser de témoigner contre l'autre	Non, mais	X	Non	Non	Non	Non
5. En cas de violence d'un partenaire envers l'autre, des dispositions spécifiques aggravent le crime ou délit	Oui	X	Oui	Oui	Oui	Oui
6. En cas d'accident ou de maladie d'un partenaire, l'autre est le principal proche des autorités médicales (sans intervention d'un juge)	Oui	X	Non, mais	Non, mais	Non, mais	Non, mais
7. Il est possible de bénéficier d'un don d'organe de son partenaire	Oui, mais	X	Non	Non	Non	Non
8. Lorsqu'un partenaire meurt, l'autre peut continuer de louer le logement	Oui	X	Oui	Oui	Oui	Oui
9. Les partenaires doivent entretenir des rapports sexuels	Oui	X	Oui	Oui	Oui, mais	Oui, mais
Niveau de conséquences juridiques	7x3 + 1x2 + 1x1 = 24	9x0 = 0	3x3 + 1x2 + 2x1 + 3x0 = 13	3x3 + 1x2 + 2x1 + 3x0 = 13	2x3 + 1x2 + 3x1 + 3x0 = 11	2x3 + 1x2 + 3x1 + 3x0 = 11

Notes au tableau C

C1 - Seule la conjointe peut utiliser le nom de son époux (art. 264 du Cc).

C2 - Le conjoint étranger obtient immédiatement et de plein droit une carte de séjour temporaire. La conclusion d'un pacte civil de solidarité constitue l'un des éléments d'appréciation des liens personnels en France, au sens du 7° de l'art. 12 *bis* de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, pour l'obtention d'un titre de séjour. Le concubin étranger doit prouver une ancienneté du concubinage (exceptionnellement inférieure à 5 ans). Le partenaire étranger uni par un Pacs doit rapporter la preuve d'une ancienneté de vie commune d'une année sur le territoire français quelle que soit la nationalité du partenaire et la date de signature du Pacs (télégramme du 4 avril 2002 et CE, 29/7/02, n°231158). L'octroi d'une carte de séjour temporaire aux partenaires pacsés ou concubins est laissé à la discrétion de l'administration.

C3 - L'art. 21-2, alinéa 1, du Cc dispose que l'étranger ou l'apatride qui contracte mariage avec un conjoint de nationalité française peut, après un an de vie matrimoniale, acquérir la nationalité française par déclaration, à condition qu'à la date de celle-ci, il cohabite toujours avec son conjoint français. Ce délai d'un an est supprimé si un enfant de deux conjoints naît. Cette disposition ne s'applique pas aux partenaires d'un Pacs ni aux concubins. Le concubinage ou le Pacs ne donnent pas droit à la nationalité, ils peuvent constituer simplement un élément d'appréciation des liens personnels en France en vue de l'obtention de la nationalité.

C4 - Selon l'art. 335 du Code de procédure pénal, les conjoints sont tenus de témoigner mais sont dispensés de prêter serment ce qui n'est pas le cas des partenaires pacsés ou en concubinage. Autrement dit, le conjoint peut mentir dans le procès sans conséquence pénale.

C5 - Plusieurs dispositions du code pénal aggravent le crime ou le délit dans le cas où celui-ci est commis par le conjoint ou par une personne proche (p.e. art. 222-8 du Code pénal).

C6 - En principe, un conjoint peut représenter légalement l'autre pour certains actes de la vie sociale (arts. 217 et 219 du Cc). En ce qui concerne le Pacs et le concubinage, un pouvoir exprès du partenaire est nécessaire. Dans le cas d'une hospitalisation, un partenaire homosexuel peut toujours désigner son partenaire comme « personne de confiance » afin qu'il puisse prendre une décision à sa place.

C7 - D'après l'art. L 671-3 du Code de la santé publique le conjoint peut être donneur d'organes seulement en cas d'urgence.

C8 - La loi relative au Pacs a modifié les art.s 14 et 15 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 sur les rapports locatifs permettant désormais le transfert du bail au profit du partenaire en cas d'abandon ou de décès du titulaire du contrat de location avec lequel a été conclu le Pacs. Les mêmes dispositions s'appliquent aux concubins de même sexe.

C9 - Les devoirs de fidélité et de cohabitation qui découlent de l'art. 212 du Cc obligent les époux à entretenir des rapports sexuels. En ce qui concerne le Pacs, le Conseil constitutionnel a établie que la vie commune implique une « vie de couple », autrement dit, obligation d'entretenir des rapports sexuels. Dans le cas du concubinage bien qu'il n'existe pas une obligation formelle d'entretien de rapports sexuels, ceux-ci sont implicites de par la nature même de la relation, le terme concubinage vient du latin cum cubare, dormir avec. Il ne suffit pas de vivre sous le même toit pour être considéré concubin il faut surtout une communauté de lit.

Tableau D (France): Types de discriminations interdites dans la législation antidiscriminatoire

	Entre partenaires mariés et partenaires enregistrés	Entre partenaires mariés et partenaires cohabitants	Entre partenaires enregistrés et partenaires cohabitants	Entre partenaires de même sexe et partenaires de sexe différent (avec le même statut)
1. Relatives au logement	Oui	Oui	Oui	Oui (1989)
2. Relatives à l'assurance vie	Oui	Oui	Oui	Oui (1985)
3. Relatives à l'assurance maladie	Oui	Oui	Oui	Oui (1993)
4. Relatives à la procréation médicalement assistée	Oui, mais	Oui, mais	Oui, mais	Non (1994)
5. Relatives à d'autres biens et services	Oui	Oui	Oui	Oui (1985)
6. Relatives à la pension du partenaire survivant	Incertain	Incertain	Incertain	Incertain
7. Relatives aux prestations liées à l'emploi et dont bénéficie le conjoint	Oui	Oui	Oui	Oui

Notes au tableau D

D1 - Depuis la loi sur le Pacs de 1999, les administrations ou les personnes privées ne devraient pas faire de différences entre un couple marié, un couple pacsé ou un couple de concubin hétérosexuel ou homosexuel pour l'accès au logement. Par ailleurs, l'art. 158 de la loi 2002-73 de 17 janvier 2002 dite de "modernisation sociale" modifie l'art. 1er de la loi du 6 juillet 1989 : "Aucune personne ne peut se voir refuser la location d'un logement en raison de son origine, son patronyme, son apparence physique, son sexe, sa situation de famille, son état de santé, son handicap, ses moeurs, son orientation sexuelle, ses opinions politiques, ses activités syndicales ou son appartenance ou sa non appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée". Pour les trois premiers cas, il y a une protection directe fondée sur la "situation de famille", pour le quatrième cas c'est la catégorie "orientation sexuelle".

D2 - Le contrat d'assurance-vie est un moyen de protéger le partenaire qu'il soit marié, pacsé ou en concubinage. Une discrimination dans cette matière tombe sous le coup de les art.s 225-1 et 225-2 du Code pénal (refus d'un bien ou d'un service en raison de l'orientation sexuelle ou des moeurs).

D3 - Idem, mais en général l'assurance maladie fait partie de la sécurité sociale, voy. note B9.

D4 - Seuls les couples hétérosexuels mariés ou habitant ensemble depuis au moins deux ans, en âge de procréer et ayant prouvé leur stérilité peuvent accéder à la procréation médicalement assistée (art. L152-2 Code de la santé publique; voy. note A2).

D5 - Les art.s 225-1 et 225-2 du Code pénal interdisent le refus d'un bien ou d'un service en raison de l'orientation sexuelle ou des moeurs.

D6 - L'allocation veuvage peut être uniquement demandée par le partenaire survivant d'un couple marié. Elle dépend du régime générale de la sécurité sociale publique qui a le monopole dans la matière (article L356-1 du Code de la Sécurité Sociale).

D7 - En matière d'emploi, les art.s L122-35 (règlement intérieur) et L122-45 (rémunération) du Code du travail interdisent les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou les moeurs.

Tableau E (France): Types de couples répondant aux conditions requises

		Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)	
		Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
Résident et de nationalité du pays concerné avec :	1. Résident et de nationalité du pays concerné	Oui	X	Oui	Oui
	2. Non résident et de nationalité du pays concerné	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais
	3. Résident étranger	Oui	X	Oui	Oui
	4. Non-résident et étranger	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais
Non-résident et de nationalité du pays concerné avec :	5. Non résident et de nationalité du pays concerné	Non	X	Non	Non
	6. Résident étranger	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais
	7. Non-résident et étranger	Non	X	Non	Non
Résident étranger avec:	8. Résident étranger	Oui	X	Oui	Oui
	9. Non-résident étranger	Oui	X	Oui, mais	Oui, mais
Non-résident étranger avec:	10. Non-résident étranger	Non	X	Non	Non
11. Entre frères et sœurs		Non	X	Non	Non
12. Entre un parent et un enfant		Non	X	Non	Non

Notes au tableau E

E1 - Deux français ayant l'âge de 18 ans révolus peuvent contracter un Pacs. La femme dès l'âge de 16 ans peut se marier.

E2 - On peut se marier en France à condition que l'un des futurs conjoints ait un domicile en France d'au moins un mois (art. 74 du Cc). En ce qui concerne le Pacs l'art. 515-3 du Cc impose aux partenaires de fixer une résidence commune (voy. note E4).

E3 - Un français peut se marier ou contracter un Pacs avec un résident étranger.

E4 - Un résident français peut se marier avec un étranger non résident. En revanche cette même personne ne peut pas se pacser avec un étranger avec lequel il n'aurait pas une résidence commune en France. Cette disposition n'implique cependant pas que l'étranger soit résident avant la célébration du Pacs, il suffit simplement qu'il établisse sa résidence chez son partenaire au moment de se pacser.#

E5 - L'art. 165 du Cc prévoit que le mariage soit célébré par l'officier de l'Etat civil de la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence et l'art. 74 dit que au moins l'un des deux époux doit avoir sa résidence pendant un mois avant le mariage.

E6 - Un résident étranger peut se marier avec un français non-résident. Il peut également se pacser à condition de déclarer une résidence commune chez l'étranger résident.

E7 - Voy. E2. L'art. 170 du Cc dispose que « le mariage contracté en pays étranger entre français et entre français et étrangers sera valable ». Un français résidant à l'étranger peut signer un Pacs avec un étranger à l'ambassade de France.

E8 - Voy. E2.

E9 - Un résident étranger ayant une carte de séjour (y compris la carte de séjour pour études) peut contracter un Pacs avec un étranger non-résident en France à condition que ce dernier déclare la résidence commune chez le premier.

E10 - Deux étrangers non-résidents ne peuvent ni se marier ni se pacser.

E11 - Comme pour le mariage, le Pacs et le concubinage ne peut pas avoir lieu entre ascendant et descendant en ligne directe (père et fille...), entre alliés en ligne directe (beaux parents et gendre...) et entre collatéraux jusqu'au troisième degré (frère et sœur, oncle et nièce, oncle et neveu...) (art. 515-2 du Cc).

E12 - Idem.

Tableau F (France): Autorité habilitée à fonder un mariage ou un partenariat enregistré

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Etat-civil	Oui	X	Non	Non
2. Collectivité locale	Non	X	Non	Non
3. Eglise	Non	X	Non	Non
4. Tribunal	Non	X	Oui	Oui
5. Devant un agent privé mandaté	Non	X	Non	Non
6. Devant notaire	Non	X	Non	Non
7. Devant un magistrat administratif	Non	X	Non	Non

Notes to table F

F1 - Pour le mariage le registre est tenu à la Mairie par l'officier de l'Etat civil. Pour le Pacs l'enregistrement se fait au greffe du Tribunal d'Instance. Pour les concubins il n'existe pas d'acte formel.

F2 - Les autorités préfectorales n'ont pas de compétence dans la matière.

F3 - L'antériorité du mariage civil est obligatoire en France sous peine de sanction pénale.

F4 - Le Pacs doit être enregistré au greffe du Tribunal d'Instance.

F5 - Voy. F1 et F4.

F6 - Idem.

F7 - Idem.

Tableau G (France): Modalités de rupture du mariage et du partenariat enregistré

	Mariage civil		Partenariat enregistré (1999)	
	Sexes différents	Même sexe	Sexes différents	Même sexe
1. Décision de justice (sur demande conjointe ou individuelle)	Oui	X	Non	Non
2. Par volonté conjointe des partenaires (sans recours au tribunal)	Non	X	Oui	Oui
3. Par volonté unilatérale (sans recours au tribunal)	Non	X	Oui	Oui
4. Par conversion du mariage en partenariat enregistré et réciproquement (sans recours au tribunal)	Non	X	Non	Non
5. Lorsque l'un des partenaires se marie avec une tierce personne (ou enregistre un partenariat avec une tierce personne)	Non	X	Oui	Oui
6. Par substitution du partenariat en mariage et réciproquement	Non	X	Oui	Oui
7. Par décision administrative (sur demande conjointe ou unilatérale)	Non	X	Non	Non

Notes au tableau G

G1 - Seul un juge peut mettre fin au mariage.

G2 - Le Pacs peut finir par la volonté conjointe des parties ou par une déclaration unilatérale d'une des parties (art. 515-7 du Cc).

G3 - Idem.

G4 - Il n'existe pas en France la possibilité de convertir un Pacs ou un mariage.

G5 - Le mariage a pour effet la dissolution immédiate du Pacs (art. 515-7 du Cc).

G6 - Le mariage a pour effet la dissolution immédiate du Pacs (art. 515-7 du Cc).

G7 - Cette possibilité n'existe pas en France.

Quelques références en anglais

- Daniel Borrillo, "Sexual Orientation and Human Rights in Europe", in: *Peace, Justice and Freedom. Human Rights Challenges for the New Millennium*. The University of Alberta Press, Canada, 2000, pp. 303-311.
- Daniel Borrillo, "The *Pacte Civil de Solidarité* in France : Midway Between Marriage and Cohabitation", in: R. Wintemute et M. Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships: A study of National, European and International Law*, Hart Publishing, Oxford-Portland Oregon, 2001, pp. 475-493.
- Veronique Chauveau & Alain Cornec, "France", in: C. Hamilton & A. Perry (eds.), *Family Law in Europe*, second ed., London/Edinburgh, Butterworth Lexis Nexis, 2002, p. 251-290.
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 136-142.

Quelques références en français et en espagnol

- *Au-delà du PACS : l'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité* / sous la dir. de Daniel Borrillo, Eric Fassin, Paris : Presses universitaires de France, 2000. (Politique d'aujourd'hui).
- Roselyne Bachelot-Narquin, - *Le PACS entre haine et amour*, Paris : Plon, 1999.
- Gérard Bach-Ignasse, - Le Contrat d'union sociale en perspective. - *Temps modernes*. - (1998-03/04) 53e année:n° 598, p. 156-170.
- Daniel Borrillo, - Les unions du même sexe : entre mariage impossible et concubinage improbable. - *Banquet (Le)*. - (1998-01/06) n°12-13, p. 125-138.
- Idem, "Le mariage homosexuel : hommage de l'hérésie à l'orthodoxie", in *La sexualité a-t-elle un avenir?* PUF, coll. "Forum Diderot", Paris, mars 1999, p. 39-54.
- Idem, "Uniones del mismo sexo y libertad matrimonial", *Jueces para la democracia*, n° 35, juillet 1999, Madrid, pp. 15-18.
- Idem, "Fantasmes des juristes vs *Ratio juris* : la *doxa* des privatistes sur l'union entre personnes de même sexe" in *Au-delà du Pacs. L'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité* (co-direction avec E. Fassin et M. Iacub), PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, Paris, 1999.
- Idem, "La protection juridique des nouvelles formes familiales : le cas des familles homoparentales", *Mouvements* n°8, Paris, mars-avril 2000, p. 54-59.
- Idem, "L'orientation sexuelle en Europe : esquisse d'une politique publique anti-discriminatoire", *Le Temps Modernes* N° 609, Paris, juin-août 2000, p. 263-282.
- Idem, "Le Pacte civil de solidarité : une reconnaissance timide des unions de même sexe", *AJP, Aktuelle Juristische Praxis* n° 3/2001, Dike Verlag AG St Gallen Schweiz, p. 299-306.
- Idem, "Pluralisme conjugal ou hiérarchie des sexualités : la reconnaissance juridique des couples homosexuels dans l'Union Européenne", *McGill Law Journal*, vol. 46, 2001 p. 877-922.
- Idem, *Amoures égales ? Le Pacs, les homosexuels et la gauche*, (avec Pierre Lascombes), La Découverte, 2002.
- Idem, « L'aventure ambiguë du pacs » (avec E. Fassin) *Regards sur l'actualité*, La documentation française, n° 286, décembre 2002.
- Eglise catholique. Conférence épiscopale française. Conseil permanent. - *Une loi inutile et dangereuse*. - Paris : Conférence des évêques de France, 1998. - Déclaration du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, 17 septembre 1998.
- Famille, nouvelles unions, bonheur privé et cohésion sociale. - *Témoin (Paris)*. - (1998-05/06) n°12, p. 13-112.
- Fassin, Eric. - PACS socialiste : la gauche et le "juste milieu". - *Banquet (Le)*. - (1998-01/06) n°12-13, p. 147-159.
- Garneri, Stéphane. - Décision n° 99-419 DC du 9 novembre 1999. - *Revue française de droit constitutionnel*. - (2000) n°41, p. 104-120.
- Mariage, union et filiation. - *Banquet (Le)*. - (1998-01/06) n°12-13, p. 9-215.
- Mécarry, Caroline; Leroy-Forgeot, Flora. - *Le Pacs* - Paris: Presses universitaires de France, 2000. (Que sais-je ?).
- Leroy-Forgeot, Flora. - *Les enfants du PACS : réalités de l'homoparentalité* - La Ferté-Saint-Aubin : l'Atelier de l'Archer, 1999.
- « Le meccano familial » : les nouveaux enjeux de la vie privée. - *Mouvements (Paris, 1998)*. - (2000-03/04) n°8, p. 4-82.
- Moutouh, Hugues. - Controverses sur le Pacs : l'esprit d'une loi. - *Temps modernes*. - (1999-03/04) n°603, p. 189-213.
- Revillard, Mariel. - Le pacte civil de solidarité en droit international privé. - *Répertoire du notariat Defrénois*. - (2000-03-30) vol.120:n°6, p.337-351.
- Rivière, Bertrand. - PACS : pour une perspective communautaire. - *Témoin (Paris)*. - (1999-03/04) n°16, p. 183-191.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Germany

by Dirk Siegfried ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Advocate and notary, Motzstrasse 1, 10777 Berlin, Germany, mail@wss-kanzlei.de.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as in stood early in 2004.

In Germany marriage is regulated in the Civil Code (*Bürgerliches Gesetzbuch*). Marriage is only available to different-sex couples.

On 1 August 2001 the Registered partnership law (*Lebenspartnerschaftsgesetz*) of 16 February 2001 entered into force. Registered partnership (or 'life partnership') is only available to same-sex couples. To such a partnership the law only attaches a limited selection of the rights and obligations of marriage. Excluded are, among other things: presumption of paternity (see item A1, below), adoption (A4 and A5), statutory survivor's pension (B12), and certain tax reductions (e.g. with respect to income tax and inheritance tax, see items B8 and B13).

At the time of the enactment of the Registered partnership law, a proposal for a *Lebenspartnerschaftsgesetz-ergänzungsgesetz* (Life Partnership Extension Bill), aiming to also attach to 'life partnership' some of the now excluded rights, failed to get a majority in the German Senate (*Bundesrat*). The main bill that became the Registered partnership law did not require approval in the Senate.

It is expected that by the end of 2004 further legislation would raise the level of legal consequences of registered partnership.

Informal cohabitation of different-sex partners, and less often of same-sex partners, has only been recognized in German law for certain specific purposes (including some aspects of social security and of rent law; see items B8, B16 and C8, below).

The text of the Registered partnership law of 16 February 2001, plus a French and English translation of it, can be found at: www.lsvd.de/lpartg/index.html, a website that also contains a guide (*Ratgeber*) in German to the law. An English translation of the Registered partnership law can also be found in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003.

Abbreviations

BGB *Bürgerliches Gesetzbuch*- Civil Code

LPartG *Lebenspartnerschaftsgesetz* - Registered partnership law of 16 February 2001

Table A (Germany): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	X	X	Doubt	Doubt	Doubt
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	Yes (2001)	X	X	Yes	No	No
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	X	X	No	No	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	X	X	No	No	No
6. One partner can individually adopt a child	No, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	No, but	No, but	No, but
Level of legal consequences	6x3 + 1x1 = 19	7x0 = 0	7x0 = 0	1x3 + 1x2 + 2x1 + 3x0 = 7	1x2 + 3x1 + 3x0 = 5	1x2 + 2x1 + 4x0 = 4

Notes to table A

A1 - Civil marriage: art. 1592(1) BGB. Non-married different-sex partner becomes legal father if both partners agree; art. 1592(2) BGB.

A2 - There is no codification; in regard to non-married women there are different opinions in different states.

A3 - Civil marriage: art. 1687b BGB, introduced by art. 2(13) LPartG; registered partnership: art. 9 LPartG.

A4 - Art. 1741(2) BGB.

A5 - Art. 1741(2) BGB.

A6 - Art. 1741(2) BGB. Civil marriage: single adoption is only possible if the other partner has no legal capacity or is under 21. Non-married people can only adopt singly, but in practice children go to married couples almost exclusively.

A7 - Non-married people can jointly foster a child only if there are specific reasons in the particular case; art. 1775 BGB.

Table B - part one (Germany): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	No, but	X	X	No	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No, but	X	X	No	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes, but	X	X	Yes, but	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes, but	X	X	Yes, but	No, but	No, but
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes	X	X	Yes	No	No
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	X	X	Yes	No	No
Level of legal consequences	2x3 + 2x2 + 2x1 = 12	6x0 = 0	6x0 = 0	2x3 + 2x2 + 2x0 = 10	1x1 + 5x0 = 1	1x1 + 5x0 = 1

Notes to table B - part one

B1 - Married spouses can establish community of property by contract, but it's outmoded; art. 1415 BGB.

B2 - See B1

B3 - Civil marriage: art. 1361, 1569, 1585 c BGB, spouses can exclude the statutory rules, but the contracts are only valid after divorce and not during separation. Registered partnership: art. 12, 16 LPartG, partners can exclude the statutory rules, but the contracts are only valid after formal ending of the partnership, not during separation.

B4 - Civil marriage: art. 1363 BGB, deviating contracts are possible. Registered partnership: art. 6 LPartG, deviating contracts are possible. Informal cohabitation: only in very specific cases courts grant (re)distribution (mostly based on the company law notion of a commercial partnership).

B5 - Art. 844 BGB.

B6 - Civil marriage: art. 1931 BGB; registered partnership: art. 10 LPartG. The content of the rules is the same.

Table B - part two (Germany): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No	X	X	No	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	Yes	X	X	Yes, but	No, but	No, but
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	Yes	X	X	Yes	No	No
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	X	X	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	Yes	X	X	No	No	No
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	4x3 + 3x0 = 12	7x0 = 0	7x0 = 0	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5	1x1 + 6x0 = 1	1x1 + 6x0 = 1

Notes to table B - part two

B7 - There is no general property tax in Germany.

B8 - Civil marriage: art. 26 EStG (*Einkommensteuergesetz* - Income tax law).

Registered partnership: art. 33a EStG: payments to the partner of up to circa EUR 7000 per year reduces the income tax of the paying partner, but it is much less than the reduction granted to married couples (the so-called *Splitting*).

Informal cohabitation: art. 33a EStG, see explanation of registered partnership, but only if the partners social benefits have been reduced or cut or refused due to the cohabitation.

B9 - Civil marriage: art. 10(1) SGB V (*Sozialgesetzbuch V* - Social Code V of 20 December 1988); registered partnership: art. 10(1) SGB V amended by art. 3 § 52 LPartG; in both cases the public health insurance has to pay only if the other partner has no appreciable income.

B10 - No form of partnership results in higher social security payment.

B11 - There is no positive impact of any partnership on statutory old age pension.

B12 - Art. 46 SGB VI (*Sozialgesetzbuch VI* - Social Code VI of 18 December 1989). Normally the other spouse will get a statutory survivor's pension.

B13 - Art. 15, 16, 17 ErbStG (*Erbschaftsteuer- und Schenkungsteuergesetz* - Inheritance and gift tax law of 27 February 1997) - A surviving married partner can get up to 563.000 € tax free. A surviving registered partner or informal cohabitant or a mere friend can get only 5.200 € tax free.

Table B - part three (Germany): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	X	X	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	X	X	Yes	Yes	Doubt
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	1x3 + 3x0 = 3	4x0 = 0	4x0 = 0	1x3 + 3x0 = 3	1x3 + 3x0 = 3	1x1 + 3x0 = 1

Notes to table B - part three

B14 - See B7 - There is no general property tax in Germany.

B15 - No form of partnership results in higher income tax compared to single individuals.

B16 - Civil marriage: art. 11(1) BSHG (*Bundessozialhilfegesetz* - Federal social welfare law of 23 March 1994; registered partnership: art. 2 BSHG; informal different-sex cohabitation: art.122 BSHG.

Informal same-sex cohabitation: there are different opinions about the question whether art. 122 BSHG refers to them.

B17 - No form of partnership can have negative impact on statutory old age pension.

Table C (Germany): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	X	X	Yes	No	No
2. Foreign partner of a resident national is entitled to a residence permit	Yes	X	X	Yes	No	No
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	No, but	No
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	No	X	X	No	No	No
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Doubt	X	X	Doubt	Doubt	Doubt
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Yes	No	No
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	Yes (1993) (2001)	Yes (2001)
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	6x3 + 1x1 + 2x0 = 19	9x0 = 0	9x0 = 0	6x3 + 1x1 + 2x0 = 19	1x3 + 2x1 + 6x0 = 5	1x3 + 1x1 + 7x0 = 4

Notes to table C

C1 - Civil marriage: art. 1355 BGB; registered partnership: art. 3 LPartG.

C2 - Civil marriage: art. 17, 18, 23 AusIG (*Ausländergesetz* - Immigration law of 09 July 1990); registered partnership: art. 27 a AusIG, introduced by art. 3 § 11 LPartG.

Informal same-sex cohabitants could according to a decision of the Federal administrative court (*Bundesverwaltungsgericht* - BVerwG 1 C 41./93) of 27 February 1996 get a residence permit if there was enough income. The court used a general legal norm (art. 7, 15 AusIG) because of the lack of a registered partnership. It seems that authorities and courts do not grant a residence permit to an informal cohabitant after having the possibility of registration.

C3 - Civil marriage: art. 9 StAG (*Staatsangehörigkeitsgesetz* - Citizenship law); registered partnership: art. 9 StAG, amended by art. 3 § 1 LPartG.

C4 - Civil marriage: art. 52 StPO (*Strafprozeßordnung* - Criminal procedure law); registered partnership: art. 52 StPO, amended by art. 3 § 18 LPartG.

Informal cohabitation: different-sex partners engaged to be married can refuse to testify against each other (art. 52(1) StPO), however, in terms of same-sex partners there is no recognized engagement period.

C5 - There is no specific protection in any partnership.

C6 - There is no federal codification regarding this question, even married couples are advised to establish this through power of attorney.

C7 - Married spouses: art. 8(1) TPG (*Transplantationsgesetz* - Organ donation law of 05 November 1997); registered partners: art. 8 (1) TPG amended by art. 3 § 7 LPartG.

C8 - Married spouses can continue to rent the home if they lived together with the dead spouse. They are ranking above children of the dead spouse; art. 563(1,2) BGB. Registered partners who had lived together with the dead partner are ranking at the same level with children of the dead partner, if the children had lived together with the dead partner; art. 563(2) BGB amended by art. 2 LPartG. If the children did not live together with the dead partner, they are ranking above the surviving registered partner. Informal cohabitants are ranking below spouses, children and registered partners if someone from the latter three categories lived together with the dead partner; if not, spouses, children and registered partners are ranking below the informal cohabitant who had lived together with the dead partner; art. 563(2) BGB amended by art. 2 LPartG.

Before the amendment of the law there were differing decisions to this question, until the Federal civil court (*Bundesgerichtshof*) in its judgement of 13 January 1993 VIII (ARZ 6/92) affirmed this right for different-sex partners, denying it for same-sex partners, which was remarkable, because it was no case of same-sex partners. Because of this fact lower courts were not bound to this decision in same-sex cases.

C9 - There is no duty to have sexual contact in Germany.

Table D (Germany): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners	Between married spouses and informal cohabitants	Between registered partners and informal cohabitants	Between same-sex and different-sex partners (with same status)
1. With respect to housing	No	No	No	No
2. With respect to life insurance	No	No	No	No
3. With respect to health insurance	No	No	No	No
4. With respect to medically assisted insemination	No	No	No	No
5. With respect to other services	No	No	No	No
6. With respect to an occupational survivor's pension	No	No	No	Doubt
7. With respect to other spousal benefits in employment	No, but	No	No	Doubt

Notes to table D

D1 - There is no relevant federal or state anti-discrimination legislation in Germany.

D2 - See D1.

D3 - See D1.

D4 - See D1.

D5 - See D1.

D6 - There may be some protection against discrimination on the basis of sexual orientation because of art. 75 of the *Betriebsverfassungsgesetz* (Act on the Constitution of Companies).

D7 - A decision of the *Bundesarbeitsgericht* (Federal Labour Court) of 29 April 2004, based on the 'Federal collective wage agreement', has outlawed certain discriminations between married spouses and registered partners. See also D1 and D6.

Table E (Germany): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	7. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	9. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
11. Sister or brother with sister or brother		No	X	X	No
12. Parent with child		No	X	X	No

Notes to table E

E1 - There is no limitation concerning citizenship, residency or duration of residency.

E2 - See E1.

E3 - See E1.

E4 - See E1.

E5 - See E1.

E6 - See E1.

E7 - See E1.

E8 - See E1.

E9 - See E1.

E10 - See E1.

E11 - Civil marriage: art. 1307 BGB; registered partnership: art. 1(2) LPartG.

E12 - See E11.

Table F (Germany): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)
1. Registry of births, marriages and deaths	Yes	X	X	Yes, but
2. Local population administration	No	X	X	Yes, but
3. Church	No	X	X	No
4. Court	No	X	X	No
5. Private person with special authorisation	No	X	X	No
6. Public notary	No	X	X	Yes, but
7. Administrative magistrate	No	X	X	Yes, but

Notes to table F

F1 - Art. 1 LPartG: The registering authority varies from state to state and in some states from town to town. In 8 of 16 states the registry of births, marriages and deaths was installed as the authority of starting a registered partnership.

F2 - See F1.

F3 - The federal law gives no opportunity to install the church as registering authority for registered partnerships. Church weddings do not have any legal status. They are even forbidden if the couple has not first married at the registry of births, marriages and deaths; art. 67 PStG (*Personenstandsgesetz* - Personal status law of 08 August 1957).

F4 - The federal law gives no opportunity to install courts as registering authorities.

F5 - The federal law gives no opportunity to install private persons as registering authority.

F6 - See F1. In Bavaria the public notary was installed by state law as registering authority.

F7 - See F1.

Table G (Germany): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (2001)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	X	X	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partnership with a third person)	No	X	X	Doubt
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	No	X	X	No

Notes to table G

G1 - Civil marriage: art. 1313 BGB; registered partnership: art. 17 LPartG.

G2 - See G1.

G3 - See G1.

G4 - There is no same-sex marriage and no different-sex registered partnership.

G5 - Registered partnership: there is no reference to this case in LPartG, but the Federal constitutional court (*Bundesverfassungsgericht*) has requested a solution to this question by legislation or jurisdiction in its decision of 17 July 2002 (1 BvF 1/01, 1 BvF 2/01- two source numbers because of two applications, but one decision).

G6 - See G4.

G7 - See G1.

Some literature in English

- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 142-147.
- Roland Schimmel and Stefanie Heun, 'The Legal Situation of Same-Sex Partnerships in Germany: An Overview', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, p. 575-590.
- Karsten Thorn, 'The German Law on Same-Sex Partnerships', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 84-98.

Some literature in German

Civil marriage:

- Kurt H. Johannsen / Dieter Henrich: *Eherecht*, 3rd edition, München, 1998.
- Otto Palandt (Hrsg.): *Bürgerliches Gesetzbuch*, 62nd edition, München: Beck, 2003.
- Dieter Schwab: *Das neue Familienrecht*, Bielefeld, 1998.

Registered partnership:

- Manfred Bruns / Rainer Kemper (Hrsg.): *Handkommentar zum Lebenspartnerschaftsgesetz*, Baden-Baden: Nomos, 2002.
- Herbert Grziwotz: *Beratungshandbuch Lebenspartnerschaft*, München, 2003.
- Stephan Ladnar / Manfred Bruns: *Eingetragene Lebenspartnerschaft*, LSVD-Rechtsratgeber, Berlin: Lesben- und Schwulenverband in Deutschland e.V., 2001.
- Karl-Heinz Muscheler: *Das Recht der Eingetragenen Lebenspartnerschaft. Begründung - Rechtsfolgen - Aufhebung - Faktische Partnerschaft*, Berlin: Erich Schmidt Verlag, 2001.
- Dieter Schwab: *Die Eingetragene Lebenspartnerschaft - Text, amtliche Materialien, Abhandlungen*, Bielefeld, 2002.

Informal cohabitation:

- Herbert Grziwotz: *Rechtsfragen des nichtehelichen Zusammenlebens*, 2nd edition, München: dtv, 2002.
- Herbert Grziwotz: Rechtsprechung zur nichtehelichen Lebensgemeinschaft, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht*, 1994, S. 1217 ff und 1999, S. 413 ff.
- Ida Schillen / Elisa Rodé: *Familienbuch*, Berlin: Lesben- und Schwulenverband in Deutschland e.V., 2002.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Iceland

by Hrefna Fridriksdóttir ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Government Agency for Child Protection, hrefna@bvs.is.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Civil marriage

Different-sex partners can get married in church or have a civil ceremony with a magistrate. The current Marriage Act no. 31/1933 deals with issues such as impediments to marriage, solemnization of marriage, annulment of marriage, separation and divorce, responsibility of spouses for the maintenance of the family, property and proprietary rights of spouses, financial obligations of spouses, agreements between spouses, marriage settlements and legal procedure in matrimonial action.

A translation of the Marriage Act no. 31/1993 can be found at <http://eng.domsmalaraduneyti.is/laws-and-regulations/nr/112>.

Registered partnership

The Icelandic term for registered same-sex partnership is *staðfest samvist* (literally 'confirmed partnership'). The Icelandic Parliament passed a resolution in 1992 commanding the government to appoint a committee to explore the legal, cultural and social situation of homosexuals and to propose measures to abolish discrimination against homosexuals in Iceland. The committee was appointed in 1993 and issued a report in 1994. The majority of the committee recommended the adoption of laws similar to those already adopted in Denmark, Norway and Sweden. In February 1996 the government proposed a bill that was passed and the Registered Partnership Act no. 87/1996 (the RPAct) came into effect on June 27th 1996. The RPAct was amended by Act no. 52/2000 (allowing for second-parent adoption, and extending the possibilities for registering a partnership with a foreigner).

The Icelandic Parliament passed a new resolution in 2003 commanding the government to appoint a committee to explore the legal situation of homosexuals. Same-sex informal cohabitation will be looked at in particular together with the issue of homosexuals and (JOINT ?) adoption and medically assisted insemination. The committee is expected to issue a report and proposals before January 15th 2004.

Same-sex partners can register their partnership under the RPAct with a magistrate and this is the same ceremony as a civil marriage. Such registration generally affords the partners the same rights as a married couple (with a few defined exceptions). Different-sex partners cannot register their partnership under the RPAct.

See <http://eng.domsmalaraduneyti.is/laws-and-regulations/nr/117> for an English translation of the RPAct. Such a translation can also be found in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003.

Informal cohabitation

There are basically two types of cohabitation that can be defined as informal.

a) The Icelandic term *óvígð sambúð* (literally 'non-marital cohabitation') is generally used for different-sex partners that share a household and have a relationship similar to a married couple. This is a theoretical definition that evolved hand in hand with the process of attaching legal rights and obligations to non-marital cohabitation, starting before and around the middle of the 20th century in Iceland. There is no general law on such cohabitation and therefore the term does not have a single legal definition. There are only specific provisions in different laws that are controlled by different requirements. Some of these provisions mention a man and a woman and are as such clearly meant only to apply to different-sex partners. Other provisions that use the term non-marital cohabitation are generally interpreted as only to apply to different-sex partners based on the theoretical definition. As mentioned before a committee is currently working on a new report on the legal status of homosexuals in Iceland and is expected to propose changes in this area.

As a general principle of family law in Iceland *óvígð sambúð* does not automatically afford the partners the same rights as a married couple. On the whole Icelandic legislation in practice affords such different-sex partners many of the same rights and obligations as married couples and registered same-sex partners. (Some are mentioned in Tables A, B and C.)

As mentioned above specific provisions in different laws affording rights and obligations to different-sex partners are controlled by different requirements. One of such requirements is a special registration of the cohabitation with the National Registry and there has been an increasing emphasis on this formal requirement in recent years. There are no special provisions that cover this kind of registration in the National Registry Act, but a procedure had to be developed to make a distinction between this registration and a simple registration of two persons at the same address. The registration of different-sex cohabitation with the National Registry is fundamentally different from registration of same-sex partnership under the RPAct. Different-sex partners sign a special form stating their wish to be registered as partners, submit the form to the National Registry and there is no ceremony involved. In practice the cohabitation is considered to have terminated if the partners marry and one of the partners can effectively terminate the cohabitation by registering his address elsewhere.

The director of the National Registry has confirmed that this kind of registration is only available to different-sex partners. He has also confirmed that it is impossible to register different-sex cohabitation of close relatives (those that are not permitted to marry). This is based on general principles of family law.

Other general requirements of provisions affording rights and obligations to different-sex partners are a minimum length of cohabitation and/or a child in the family.

b) Two different-sex partners can choose to live together and register their joint address without registering their cohabitation with the National Registry. This option is also open to same-sex partners. Icelandic law does not generally attach any specific legal consequences to such informal cohabitation save for a few limited exceptions. Such partners are therefore generally treated as two individuals.

Websites with legal information in English:

<http://eng.domsmalaraduneyti.is/laws-and-regulations/> (contains English translations of various Icelandic laws);

<http://eng.felagsmalaraduneyti.is/information/immigrants/nr/732> (information for foreigners who move to Iceland including info on marriage and cohabitation; published by the Ministry of Social Affairs in 1998);

Table A (Iceland): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	No, but (1981)	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	>3 years: Yes	X	X	No	>3 years: Yes, but	No
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	Yes	X	X	Yes	>1 year: Yes	No
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	>3 years: Yes	X	X	>3 years: Yes, but (2000)	>5 years: Yes, but (2000)	No
5. Partners can jointly adopt a child	>3 years: Yes	X	X	No	>5 years: Yes, but (2000)	No
6. One partner can individually adopt a child	No, but	X	X	No	No, but	Yes, but
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	6x3 + 1x1 = 19	7x0 = 0	7x0 = 0	2x3 + 1x2 + 4x0 = 8	2x3 + 3x2 + 2x1 = 14	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5

Notes to table A

A1 - Paternity in marriage and different-sex cohabitation is dealt with in art. 2 of the Child Act no. 76/2003: This is new Child Act that came into effect on 1 November 2003. If the mother of a child and a man she alleges to be its father are in a different-sex cohabitation, that is registered in the National Registry, at the time of the birth of the child, that man shall be presumed to be the father. Outside marriage and different-sex cohabitation paternity may be established through formal recognition by the man alleged by the mother to be the father, or by court decision.

A2 - Art. 3 of the Act on Artificial Insemination no. 55/1996, for marriage and different-sex cohabitation that is registered in the National Registry. Art. 6 of the RPAAct, for same-sex registered partnership.

A3 - Art. 29 of the Child Act no. 76/2003: If an unmarried parent who has *sole* custody (i.e. not joint custody with the other birth-parent) marries or enters into a same-sex registered partnership (RPAAct) the stepparent shall also have custody of the child. The same rule applies when a child is born during a registered partnership of two women: in that case the stepparent shall also have custody. If an unmarried parent who has sole custody enters into different-sex cohabitation that is registered in the National Registry, the partner shall also have custody of the child after one year of registration.

A4 - Art. 2 of the Adoption Act no. 130/1999: A married couple (*in practice* the marriage shall have lasted for at least three years) or a man and a woman cohabiting for a period of at least 5 years, may be granted permission to adopt the child or the adopted child of the other. Cohabitation in the Adoption Act means the cohabitation of a man and a woman which is registered in the National Registry or which can be ascertained by other unequivocal evidence. The provisions of the Adoption Act relating to marriage and step-parent adoption apply to registered same-sex partnership, provided the child has not been adopted from another country, according to art. 6 of RPAAct, as amended with Act. nr. 52/2000.

A5 - Art. 2 of the Adoption Act no. 130/1999: A married couple (*in practice* the marriage shall have lasted for at least three years) or a man and a woman cohabiting for a period of at least 5 years can be granted permission to adopt a child. For definition of cohabitation see note to A4.

A6 - Art. 2 of the Adoption Act no. 130/1999: As a general rule partners who can adopt can only engage in adoption together. Either spouse or either partner in different-sex cohabitation may only be granted individual permission for adoption if the other one has disappeared or is in such a mental state as not to understand the meaning of adoption. A single person may be granted permission for adoption under special circumstances (if the person is considered particularly fit to care for a child) and if the adoption is clearly beneficial for the child. In this respect different-sex cohabitants that have not registered their cohabitation in the National Registry could be defined as single persons and the same applies to same-sex informal cohabitants.

A7 - Art. 66 of the Child Protection Act no. 80/2002: The Governmental Agency for Child Protection grants licenses to provide foster care for children based on an individual evaluation of each applicant.

Table B - part one (Iceland): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	No	X	X	No	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No	X	X	No	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes	X	X	Yes	No	No
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	X	X	Yes	No	No
Level of legal consequences	4x3 + 2x0 = 12	6x0 = 0	6x0 = 0	4x3 + 2x0 = 12	1x2 + 5x0 = 2	1x1 + 5x0 = 1

Notes to table B - part one

B1 - Art. 4 of the Marriage Act no. 31/1993: Each married person shall have control of his or her assets and be responsible for his or her liabilities. According to art. 53, the property of spouses can be either matrimonial property or separate property (the latter may be created by contract or by statute), and spouses may be joint owners of property. There are some limitations as to the spouses' proprietary rights during marriage (art. 60-63). The main difference between matrimonial property and separate property is that net matrimonial property of each is divided upon legal separation or divorce of spouses. Art. 5 of the RPAct: The provisions relating to marriage and spouses apply to registered same-sex partnership. All others are generally considered as individuals. Properties of each partner *can* in certain cases be considered joint property if that is proven to be the case. Courts have recognized that a partner in a different-sex cohabitation can have a part in properties accumulated during the cohabitation (leading principle in the Supreme Court judgment of 4 February 1981, H. 1981:128).

B2 - See note to B1, same principles apply to properties and debts.

B3 - Art. 50 of the Marriage Act no. 31/1993: The mutual obligation of spouses to maintain each other shall not be affected by legal separation. When legal separation takes place a decision shall be taken as to whether one spouse shall pay alimony to the other, and as to the amount of such alimony. After divorce has been granted one spouse shall not be ordered to pay alimony to the other, save in very exceptional circumstances. According to art. 5 of the RPAct, these provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners.

B4 - Art. 6 of the Marriage Act no. 31/1993: Upon legal separation or divorce of spouses, or upon the death of either spouse, the net matrimonial property of each shall be divided into two equal parts. According art. 5 of the RPAct, these provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners.

B5 - Art. 12 and 26 of the Tort Act no. 50/1993: In cases of wrongful death of a spouse the wrongdoer shall pay funeral costs, pay the other spouse for loss of a supporter and pay damages for non-material damage to the surviving spouse. According to art. 13 the provision also covers payments to cohabiting partners where the cohabitation is considered comparable to marriage. It is safe to assume that different-sex cohabitation registered in the National Registry is covered in this respect but the legal standard is otherwise uncertain. Courts can also under special circumstances order wrongdoer to pay damages to others who were close to the deceased. Art. 5 of the RPAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners.

B6 - Art. 2 of the Inheritance Act no. 8/1962. Art. 5 of the RPAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners.

Table B - part two (Iceland): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No
8. Relationship can result in lower income tax	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	No, but	X	X	No, but	No, but	No
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	X	X	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	Yes	X	X	Yes	No, but	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	No, but	X	X	No, but	No, but	No
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
Level of legal consequences	4x3 + 2x1 + 1x0 = 14	7x0 = 0	7x0 = 0	4x3 + 2x1 + 1x0 = 14	3x2 + 3x1 + 1x0 = 9	6x0 + 1x1 = 1

Notes to table B - part two

B7 - Art. 79 of the Act on Personal Income tax and Net Wealth tax no. 90/2003: The taxable base for net wealth (property and other assets) tax purposes is the aggregate value of an individual's assets at the end of the tax year, less his liabilities. According to art. 80 the taxable base of married couples consists of added assets less added liabilities. According to art. 116 of the Act, spouses have a joint responsibility for the payment of all their taxes. If one of the spouses has liabilities in excess of wealth such liabilities can lower net wealth taxes for the married couple. According to art. 62, different-sex cohabiting partners have a right to be taxed as a married couple if the woman is expecting their child, they have a child together or if the cohabitation has been registered in the National Registry for the period of at least one year. Art. 5 of the RPA: Provisions in tax law relating to marriage and spouses apply directly to registered same-sex partnership.

B8 - Art. 62 of the Act on Personal Income tax and Net Wealth tax no. 90/2003: Capital income of married couples is taxed in the hands of the spouse whose total employment income is the higher. According to art. 116 of the Act, spouses have a joint responsibility for the payment of all their taxes. Iceland's personal income tax structure is such that there is a basic tax-free income. The tax free income allowance has been made transferable between spouses and partners who are treated as married couples for tax purposes, see note to B12 (Art. 62 of the Act). Once that income has been earned in any given month, a specific tax rate is applied to all subsequent income. Incomes in excess of fixed amounts (approx. EUR 47.000 for a single individual and EUR 94.000 for a couple in 2003) are subject to a specific surtax. Certain expenses are deductible from total employment income of each individual. If total deductions for one spouse are higher than the spouse's income, the excess is added to the deductions of the other spouse (Art. 62 of the Act). According to art. 62 of the Act and art. 5 of the RPA, provisions in tax law relating to marriage and spouses apply directly to registered same-sex partnership.

B9 - Art. 9a of the Social Security Act no. 117/1993: A person who is resident in Iceland is considered insured, which means that public health insurance is based on personal individual status. The State Social Security

Institute may decide, on application, that a person insured under the Act will continue to be insured even if he is working abroad for a party who fulfills specific requirements. The same applies to the person's spouse and this seems to be the only instance where a spouse can be said to be covered by the other partners public medical insurance. Art. 44 of the Social Security Act: The same rules apply to different-sex cohabiting partners if the woman is expecting their child, they have a child together or if the cohabitation has been registered in the National Registry for the period of at least one year. Art. 5 of the RPAAct: Provisions in social security law relating to marriage and spouses apply directly to registered same-sex partnership.

B10 - See note to B16 - Local Authorities Social Services Act no. 40/1991 deals with basic social security. Each local authority is responsible for social services within its boundaries and shall ensure that persons are able to provide for themselves and their families (art. 4,12 and 21 of the Act). Each local authority lays down rules on the implementation of financial assistance so the rules are not uniform throughout Iceland. It may be assumed that assistance is generally higher for two individuals than for a married couple or different-sex cohabiting partners.

B11 - Art. 11 of the Social Security Act no. 117/1993: Persons 67 years of age or older who have been resident in Iceland for at least 3 calendar years between the ages of 16 and 67 are entitled to an old age pension. Full annual old age pension shall be paid to individuals who have been resident in Iceland for at least 40 calendar years between the ages of 16 and 67. In the case of married couples where both partners are pensioners, the income of both may be based on the time of residence of the partner possessing the longer entitlement period. The same applies to same-sex registered partners, and to different-sex cohabiting partners as defined in note B9.

B12 - Art. 6 of the Social Assistance Act no. 118/1993 deals with grants payable for six months following a spouse's death. The same applies to same-sex registered partners and different-sex cohabiting partners as defined in note B9.

B13 - Art. 4 of the Inheritance Tax Act no. 83/1984: Spouses pay no inheritance tax. Art. 5 of the RPAAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners. Art. 2 and 4 of the Inheritance Tax Act: A different-sex partner pays no inheritance tax if the deceased partner leaves a testament clearly naming the other as a cohabiting partner. According to art. 4 the Minister for Social Affairs can decide to exempt others cohabiting from inheritance tax under very special circumstances, such as people that have lived together for a very long time.

Table B - part three (Iceland): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	X	X	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	X	X	Yes	Yes	No
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	Yes	X	X	Yes	Yes	No
Level of legal consequences	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0	4x0 = 0	2x3 = 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6	4x0 = 0

Notes to table B - part three

B14 - See note to B7. There is a tax-free net wealth base (approx. EUR 54.000 for the income year 2003) that is the same for all individuals without consideration of marital/cohabitation status.

B15 - See note to B8. It may be added that some specific income-related benefits under the tax law (not directly related to income tax, such as child benefits) are higher for two individuals than for a married couple or for cohabiting partners treated as married couples for tax purposes.

B16 - Local Authorities Social Services Act no. 40/1991 deals with basic social security. Each local authority is responsible for social services within its boundaries and shall ensure that persons are able to provide for themselves and their families (art. 4,12 and 21 of the Act). Each local authority lays down rules on the implementation of financial assistance so the rules are not uniform throughout Iceland. It may be assumed that assistance is generally higher for two individuals than for a married or registered different-sex cohabiting couple.

B17 - Art. 11 of the Social Security Act no. 117/1993 deals with old age pension. The old age pension of a married person shall be reduced if the combined annual income of both spouses is higher than a fixed amount. If the income is above the fixed maximum the old age pension shall be reduced by 30% of the surplus income up to the point where it lapses entirely. The same applies to same-sex registered partners, and to different-sex cohabiting partners as defined in note B9.

Table C (Iceland): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	No, but	X	X	No, but	No	No
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes	X	X	Yes	Yes	No
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	>3 years: Yes	X	X	>3 years: Yes	>5 years: Yes, but	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	Yes, but	Yes, but
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	No, but (2000)	X	X	No, but (2000)	No, but (2000)	No, but (2000)
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	X	X	Yes	No, but	No
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	Yes, but	>1 year: Yes
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	6x3 + 2x1 + 1x0 = 20	9x0 = 0	9x0 = 0	6x3 + 2x1 + 1x0 = 20	2x3 + 3x2 + 2x1 + 2x0 = 14	2x3 + 1x2 + 1x1 + 5x0 = 9

Notes to table C

C1 - Art. 8 of the Personal Names Act no. 45/1996: The traditional rule on surnames in Iceland is that every person calls him/herself by a patronymic or matronymic so that one of the identification (first) names of his/her father or/and his/her mother is used as a surname, with the suffix "son" in the case of a man or "dóttir" in the case of a woman. Some people also have a family name; in special circumstances (art. 7) a spouse can take the family name of his or her partner as a middle name. Art. 5 of the RPAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partnership.

C2 - Art. 13 of the Act on Foreigners no. 96/2002: The closest family members of an Icelandic national or a national of another Nordic country residing in Iceland, or those of a foreigner allowed to stay in Iceland under a permit to stay which is not subject to limitations, or under a residence permit, shall be entitled to a permit to stay in Iceland, subject to a few conditions. According to art. 13 the closest family members are considered to be the foreigner's spouse, registered same-sex partner or different-sex cohabiting partner (see also art. 5 of the RPAct).

C3 - Art. 5a of the Icelandic Citizenship Act no. 100/1952, as amended with Act no. 62/1998 and no. 96/2002. A person can apply for citizenship if he/she has been resident in Iceland for three years from the date of marriage or same-sex partnership registration with an Icelandic citizen (who has been so for at least five years). A person can also apply for citizenship if he/she has been resident in Iceland for five years from the date of different-sex cohabitation according to the National registry with an Icelandic citizen (who has been so for at least five years). A single person can apply for citizenship if he/she has been resident in Iceland for seven years; in the case of a national of one of the other Nordic countries, the requirement is only four years.

C4 - Art. 50 of the Code of Criminal Procedure no. 19/1991: Spouses can refuse to testify against their married partners. Art. 5 of the RPAAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners. A judge can exempt others from the duty to testify if they are closely connected to the defendant, such as a cohabiting partner.

C5 - In the year 2000 a new chapter was added to the Code of Criminal Procedure no. 19/1991 (amendment no. 94/2000): Chapter XIII A, on restraining orders. One of the main purposes of the legislation is to protect victims of domestic violence and abuse but such victims are not specifically mentioned or defined in the provisions of the Code.

C6 - Art. 7 of the Act on the Rights of Patients: Provisions of the Legal Majority Act no. 71/1997 apply to the consent to treatment of patients who, on account of lack of intelligence or for other reasons provided for by that Act, are incapable of making a decision regarding treatment. According to the Legal Majority Act the plaintiff in a case involving a request for deprivation of legal competence or for involuntary commitment can be the respondent's spouse by marriage. Art. 6 of the Act on the Rights of Patients no. 74/1997: If a patient is unable to master information on his health and treatment the information shall be given to a close relative or, if the patient has been deprived of legal majority, to his legal guardian. There is no definition of a close relative but it is safe to presume that a spouse, a registered same-sex partner and a different-sex cohabiting partner would generally be considered close relatives in this respect.

C7 - Art. 1 of the Act on Organ Donation no. 16/1998: Anyone over the age of 18 can donate their organs to another person of choice.

C8 - Art. 45 of the Rent Act no. 36/1994. If a tenant dies before the end of the rental period, the tenant's surviving spouse or family members of the tenant's household at the time of his death, shall be permitted to take over the lease unless the landlord presents valid reasons why they should not do this. According to art. 3, provisions of the Act regarding married couples or spouses shall also apply to cohabiting couples, the term 'cohabiting couple' referring to a man and woman who live together, both of them being unmarried, if they have had a child together, or if the woman is pregnant or if their cohabitation has lasted for at least one continuous year, or to another form of cohabitation between two individuals if it has lasted for at least one continuous year. Art. 5 of the RPAAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partners.

C9 - No such duty exists.

Table D (Iceland): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (1996)	Between married spouses and informal cohabitants	Between registered partners and informal cohabitants	Between same-sex and different-sex partners (with same status) (1996)
1. With respect to housing	Yes	No	No	Yes
2. With respect to life insurance	Yes	No	No	Yes
3. With respect to health insurance	Yes	No	No	Yes
4. With respect to medically assisted insemination	No	No	No	No
5. With respect to other services	Yes	No	No	Yes
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes	No	No	Yes
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes	No	No	Yes

Notes to table D

D1 - Art. 65 of the Constitution of the Republic of Iceland no. 33/1944, as amended with Act no. 97/1995: Everyone shall be equal before the law and enjoy human rights irrespective of sex, religion, opinion, national origin, race, color, property, birth or other status. Art. 180 of the General Penal Code no. 19/1940, as amended with Act. no. 135/1996: It is prohibited to an employer or a service provider to deny anyone goods, services or access to public places or forums, on the basis of race, color, national origin, religion or sexual orientation. It is therefore widely prohibited to discriminate against anyone on the basis of sexual orientation. It is not generally prohibited to discriminate between people on the basis of their marital status or form of cohabitation.

Same-sex partners can register their partnership under the RPAct and such registration generally affords the partners the same rights as a married couple (with a few defined exceptions). It is generally prohibited to discriminate between married couples and registered same-sex partners. On the other hand it is accepted to afford married couples and registered same-sex partners more rights and obligations than informal cohabiting partners. Different-sex cohabitation does *not* generally afford the partners the same rights as a married couple (see general notes). Discrimination between married partners and registered same-sex partners is therefore generally prohibited but discrimination between married partners/same-sex registered partners on the one hand and different-sex cohabiting partners on the other, is not prohibited. As stated in the general notes different-sex cohabitation can be registered in the National Registry but not same-sex cohabitation and it is therefore not considered prohibited to discriminate between that type of different-sex and same-sex informal cohabitation. The status of informal same-sex cohabitants and different-sex cohabitants that choose not to register their cohabitation in the National Registry is the same with a few exceptions; discrimination between them is generally prohibited by art. 180 of the General Penal Code.

D2 - See note to D1.

D3 - See note to D1.

D4 - See note to D1 but also note to A2. The Act on Artificial Insemination no. 55/1996 applies the same rule to married spouses and different-sex cohabiting partners that meet certain requirements but the Act does discriminate between married spouses and registered same-sex partners.

D5 - See note to D1.

D6 - See note to D1.

Table E (Iceland): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	>2 years: Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	No
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	>2 years: Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	No
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	No
	7. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	>2 years: No, but
	9. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
11. Sister or brother with sister or brother		No	X	X	No
12. Parent with child		No	X	X	No

Notes to table E

E1 - Art. 13 of the Marriage Act no. 31/1993 and Regulation no. 326/1996 as amended with Regulation no. 87/2001. Art. 2 of the RPAct, as amended with Act no. 52/2000: Same-sex partnership can only be registered in Iceland if two conditions are cumulatively fulfilled: a) at least one of the individuals concerned is an Icelandic national; and b) both individuals concerned have resided in Iceland for the two years preceding the registration. For the purposes of the Registered Partnership Act persons of Danish, Norwegian or Swedish nationality shall enjoy the same rights as Icelandic nationals. The Minister of Justice may decide by administrative provisions that nationals of other countries, where similar legislation on registered partnership is in effect, shall also enjoy the same rights as Icelandic nationals. This has not been done yet.

E2 - See note to E1.

E3 - See note to E1.

E4 - For source see note to E1. Icelandic nationals can always marry non-resident citizens from Norway, Denmark, Finland or Sweden. Icelandic nationals can marry other non-resident foreigners provided they have a permit to stay in Iceland. Art. 8, 15 and 35 of the Act on Foreigners no. 96/2002: Danish, Finnish, Norwegian and Swedish nationals may stay in Iceland without the issue of a permit. EEA nationals may enter Iceland without a particular permit and stay in Iceland for up to three months, or for up to six months if arriving for the purpose of seeking employment. Other foreigners may stay in Iceland for up to three months unless their entry is dependent upon a visa. A foreigner who has been staying in Iceland for a continuous period of three years under a permit to stay and has attended a course in the Icelandic language for foreigners may be granted a residence permit. A residence permit grants a right to stay in Iceland indefinitely

E5 - See note to E1 and E2.

E6 - See note to E1 and E2.

E7 - See note to E1, E2 and E4.

E8 - See note to E1.

E9 - See note to E1, E2 and E4.

E10 - For source see note to E1 and E4. Non-resident foreigners from Norway, Denmark, Finland or Sweden can marry in Iceland. Other non-resident foreigners can marry provided they have a permit to stay in Iceland.

E11 - Art. 9 of the Marriage Act no. 31/1993 and art. 2 of the RPAct.

E12 - See note to E11.

Table F (Iceland): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)
1. Registry of births, marriages and deaths	No	X	X	No
2. Local population administration	No	X	X	No
3. Church	Yes	X	X	No
4. Court	No	X	X	No
5. Private person with special authorisation	No	X	X	No
6. Public notary	No	X	X	No
7. Administrative magistrate	Yes	X	X	Yes

Notes to table F

F1 -Registration in the National Registry is not an authority for starting a marriage or registered partnership.

F2 - The National Registry (see F1) is also similar to a local population administration.

F3 - Art. 17 of the Marriage Act no. 31/1993: Religious solemnization of marriage is performed by the ministers of the National Church, and priests or other representatives of registered religious organizations in Iceland who have been empowered to perform such ceremonies by the Ministry of Justice and Ecclesiastical Affairs.

F4 - Not applicable.

F5 - Not applicable.

F6 - Not applicable.

F7 - Art. 17 of the Marriage Act no. 31/1993 and art. 4 of the RPAAct. The Act on Executive Power in Government no. 92/1989 outlines the role of Magistrates in Iceland. Magistrates are the representatives of executive authority in administrative areas and they have no judicial powers. The magistrates have many functions, including acting as commissioners of police and directors of customs, collecting revenues for the Treasury, performing civil marriages and granting licences for judicial separations and divorces, delivering rulings on rights of access to children and maintenance payments following divorce, ruling on the legal competence of individuals, registering official documents, taking various measures in connection with estates following death, seizing property and carrying out other measures of compulsory possession and distraint and holding auctions in execution of judgement.

Table G (Iceland): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1996)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	X	X	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	X	X	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	Yes, but	X	X	Yes, but

Notes to table G

G1 - Art. 41 of the Marriage Act no. 31/1993: Permits for legal separation and divorce are granted by administrative magistrates (see note to F7) if both parties agree. An individual petition for separation or divorce can be submitted in court. Art. 5 of the RPAAct: Provisions relating to spouses apply directly to registered same-sex partnership.

G2 - See note to G7.

G3 - Art. 34, 36, 38, 39 and 40 of the Marriage Act no. 31/1993: One spouse can claim legal separation and divorce but has to seek resolution in court. See note to G1 on registered same-sex partnership.

G4 - Not applicable, see note to G6.

G5 - The RPAAct (referring to art. 11 of the Marriage Act no. 31/1993) requires a permit for divorce before a person can marry, or register partnership, with a third person.

G6 - Different-sex registered partnership would be considered to have ended without any formal resolution if the partners marry each other.

G7 - Art. 41 of the Marriage Act no. 31/1993: Permits for legal separation and divorce are granted by administrative magistrates (see note to F7) only if both parties agree. See note to G1 on registered same-sex partnership.

Some literature in English

- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 103-107.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in the Netherlands

by Kees Waaldijk ¹

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Dutch laws have no numbers. Each new or amending law is published in a numbered issue of the '*Staatsblad*' (official journal). The full text of the updated version of legislation in force in the Netherlands can be found at <http://wetten.overheid.nl>. There are no official translations available in other languages than Dutch, but see: Ian Sumner & Hans Warendorf, *Family Law Legislation of the Netherlands. A translation including Book 1 of the Dutch Civil Code, procedural and transitional provisions and private international law legislation*, Antwerp/Oxford/New York: Intersentia, 2003.

For governmental information in English see www.overheid.nl/guest/sites/ and www.postbus51.nl; for family law see www.ministerievanjustitie.nl:8080/a_BELEID/fact/fact.htm; for social security see www.socialezekerheid.nl/english/index.html; for taxation see www.minfin.nl; and for immigration and citizenship see www.immigratiedienst.nl/Home.asp?LangID=1.

Civil marriage

Civil marriage ('*huwelijk*') is regulated by Book 1 of the Civil Code (*Burgerlijk Wetboek* = CC). Since 1 April 2001 art. 30(1) of Book 1 states that a 'marriage can be contracted by two persons of different sex or of the same sex'. On that date civil marriage was opened up to same-sex couples by the amendment of this article (and some others) by the law of 21 December 2000 (*Staatsblad 2001, nr. 9*). Also on 1 April 2001 the possibility of adoption was opened up to same-sex partners, whether married, registered as partners or only cohabiting (law of 21 December 2000, *Staatsblad 2001, nr. 10*). Summary-translations into English of parts of these laws can be found at www.emmeijers.nl/waaldijk. See also the translation of Book 1 of the Civil Code, by Sumner & Warendorf, cited above.

There are only two legal differences between a marriage of two people of the same sex and a marriage of two people of different sexes. One exception concerns intercountry adoption, which is only available to married different-sex couples (see item A5, below). The other exception is the presumption of paternity: when a child is born to a woman married to a man, the man is deemed to be the father of the child. That rule does not apply when a child is born to a woman married to another woman (see item A1, below). However, since 2002 a new rule provides that when a child is born in a marriage of two women, both women automatically get joint parental authority over the child, unless a man has acknowledged the child as his own before its birth (see items A1 and A3).

Registered partnership

Registered partnership ('*geregistreerd partnerschap*') is also regulated by Book 1 of the Civil Code. It was introduced, both for same-sex couples and of different-sex couples, on 1 January 1998 by the insertion of art. 80a to 80e into Book 1, by the law of 5 July 1997 (*Staatsblad 1997, nr. 324*). Almost all procedures and consequences of marriage also apply to registered partnership. This follows from art. 80b of Book 1 CC, from the many amendments of more than one hundred other laws that were made by the law of 17 December 1997 (*Staatsblad 1997, nr. 660*) that also came into force on 1 January 1998, and from various later amendments, including those contained in the law of 21 December 2000 to open up marriage to same-sex couples (*Staatsblad 2001, nr. 9*) and the law 13 December 2000 (*Staatsblad 2001, nr. 10*). See the summary-translations into English of some provisions at www.emmeijers.nl/waaldijk. See also the translation of Book 1 of the Civil Code, by Sumner & Warendorf, cited above.

There are very few difference between registered partnership and marriage. In a very simple procedure any registered partnership can be converted into a marriage, and vice versa. A difference exists with respect to the ways to split up: unlike a marriage a registered partnership can also be ended by way of mutual contract (see item G2, below). The legal consequences of registered partnership are the same as those of marriage, with two main exceptions: Registered partners are excluded from intercountry adoption (see item A5, below). And when a child is born to a woman in a registered partnership, her (male or female) partner does not automatically become a legal parent (see item A1). However, since 2002 a new rule provides that when a child is born in a registered partnership, both partners automatically get joint parental authority over the child, unless a man has acknowledged the child as his own before its birth (see items A1 and A3).

Informal cohabitation

There is no general law on informal cohabitation. Informal cohabitation of different-sex and same-sex partners has been recognised since the 1970s in an ever growing number of laws and policies. The first example can be found in the policy guidelines for immigration, which since 1975 recognised cohabitation. In legislation cohabitation was recognised for the first time in 1979, for the purposes of rent law (see item C8, below), and in 1981 for the purposes of inheritance tax (see item B13, below). By 2004 almost all legal consequences of marriage are also available to cohabitants. The exceptions include the presumption of paternity (item A1), intercountry adoption (item A5), joint property (B1), joint debt (B2), alimony (B3), inheritance (B6 and B13)

and use of each other's surname (C1). The only difference between the legal position of same-sex cohabitants and that of different-sex cohabitants is that only an unmarried male can simply acknowledge the child of his female partner. Others need to go through an adoption procedure (see items A1, A3 and A4).

Most laws that now do recognise informal cohabitation, refer to the fact of two persons having a lasting joint household (*duurzaam gemeenschappelijke huishouding*). Some legal provisions in the Civil Code, however, use the undefined notion of '*levensgezel*' (life companion).

Cohabitants may choose to make a cohabitation contract (for example with the help of a public notary), but in general such a contract will only bind themselves, not third parties. Cohabitation contracts are subject to general contract law and legally enforceable. However, there are no specific legislative provisions regulating cohabitation contracts. Some legal provisions, and some pension funds, require a cohabitation contract from cohabitants who want to be recognised for a specific purpose.

Abbreviation

CC = Civil Code (*Burgerlijk Wetboek*) as amended by numerous laws, including those mentioned above.

Table A (Netherlands): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership (1998)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	No, but (2002)	No, but	No, but (2002)	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	Yes	Yes (2001/2002)	Yes (1998/2002)	Yes (1998/2002)	Yes (1986)	Yes (1998)
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	>3 years: Yes (1979)	>3 years: Yes (2001)	>3 years: Yes (1998)	>3 years: Yes (2001)	>3 years: Yes (1998)	>3 years: Yes (2001)
5. Partners can jointly adopt a child	>3 years: Yes (1956)	>3 years: Yes, but (2001)	>3 years: Yes, but (1998)	>3 years: Yes, but (2001)	>3 years: Yes, but (1998)	>3 years: Yes, but (2001)
6. One partner can individually adopt a child	Yes (1998)	Yes	Yes	Yes	Yes (1998)	Yes (1998)
7. Partners can jointly foster a child	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1980s)	Yes (1980s)
Level of legal consequences	7x3 = 21	5x3 + 1x2 + 1x1 = 18	5x3 + 1x2 + 1x1 = 18	5x3 + 1x2 + 1x1 = 18	5x3 + 1x2 + 1x1 = 18	5x3 + 1x2 + 1x0 = 17

Notes to table A

A1 - The man married to the woman giving birth is deemed to be the father of the child (art. 199(a) Book 1 CC). An unmarried man can become the legal father of a child by acknowledging it, before or after its birth, (*erkenning*; art. 199(c) Book 1 CC), whether or not he is the registered partner or informal cohabitant of the child's mother. Both rules do not apply to women: in a lesbian relationship the mother's partner can only become the legal parent of the child through second-parent adoption (see A4). However, when a child is born in a lesbian marriage or in a lesbian or different-sex registered partnership, both partners automatically get joint parental authority (including financial responsibility), unless a man (normally with consent of the mother) has acknowledged the child as his own before its birth. This is possible since 1 January 2002 (art. 253aa and 253sa, introduced by the law of 4 October 2001, *Staatsblad 2001, nr. 468*).

A2 - There is no legislation limiting the categories of women that can receive medically assisted insemination. The *Wet donorgegevens kunstmatige inseminatie* (Act on donor data in case of artificial insemination, of 25 April 2002, *Staatsblad 2002, nr. 240*) only regulates the keeping of records of data about donors.

A3 - Married partners automatically have joint parental authority over their common children (art. 251 Book 1 CC). From January 2002 registered partners, too, can *automatically* have joint parental authority (including financial responsibility), but only over children born to a female partner after the partnership registration (art. 253aa and 253sa, introduced by the law of 4 October 2001, *Staatsblad 2001, nr. 468*), and unless a man (normally with consent of the mother) has acknowledged the child as his own before its birth. This also applies to children born into a lesbian marriage (art. 253sa). In other situations joint parental authority can be requested (art. 252 and 253t).

A4 - See art. 227 Book 1 CC, as amended by the law of 24 December 1997 (*Staatsblad 1997, nr. 772*, in force from April 1998) so as to allow adoptions by unmarried different-sex partners, and by the law of 21 December

2000 (*Staatsblad 2001, nr. 10*, in force from April 2001) so as to allow adoptions by same-sex partners (whether married, registered as partners, or neither). Whatever their civil status or gender-combination, the partners must have lived together for three years (art. 227(2)).

A5 - Idem. However, intercountry adoption is only possible for married different-sex couples (art. 1 and 2 of the *Wet opnemng buitenlandse kinderen ter adoptie* (Act on reception of foreign children for adoption) of 8 December 1988, *Staatsblad 1988, nr. 566*), as amended by the the law of 8 March 2001, *Staatsblad, 2001, nr. 128*). Each year only very few Dutch children are available for joint adoption by a couple; the number of foreign children available for joint adoption is much larger. Unmarried couples, and married same-sex couples, are excluded from the possibility of intercountry adoption.

A6 - Art. 227 Book 1 CC, as amended by the law of 24 December 1997 (*Staatsblad 1997, nr. 772*, in force from April 1998), allows adoptions by 'one person alone', whether or not that person has a partner of any gender. Intercountry adoption by any person alone is not excluded.

A7 - There is no legislation limiting the categories of persons that can become foster parents. (From January 1998, foster parents can have joint authority over their foster children; art. 282 Book 1 CC, as amended by the law of 30 October 1997, *Staatsblad 1997, nr. 506*.)

Table B - part one (Netherlands): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership (1998)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but	No, but	No, but
2. Debts of each partner are considered joint debt	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but	No, but	No, but
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	Yes	Yes	Yes	No, but	No, but
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	No	No	No	No	No	No
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1992)	Yes (1992)
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No
Level of legal consequences	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	3x3 + 2x2 + 1x0 = 13	1x3 + 2x0 + 3x1 = 6	1x3 + 3x1 + 2x0 = 6

Notes to table B - part one

B1 - Art. 93 and 94 Book 1 CC provide that, in the absence of a prenuptial contract, spouses have community of property: from the moment of marriage almost all present and future goods and debts of each spouse are considered joint property. According to art. 80b this also applies to registered partners. There are exceptions for some gifts and inherited goods (art. 94(1), for some very personal goods and debts (art. 94(3)), and for some pension rights (art. 94(4)). The (future) spouses and (future) registered partners can prevent some or all of their goods and/or debts from becoming joint property, by agreeing a prenuptial contract (*'huwelijks voorwaarden'*; art. 114-148 Book 1 CC). For informal cohabitants, the sole fact of cohabitation does not result in joint property. However, the cohabitants can become the joint owners of a specific good if they if they acquire the property jointly.

B2 - Idem, but household debts are always joint (art. 85 Book 1 CC).

B3 - When a marriage ends in court, the court may stipulate alimony for one partner (art. 157 Book 1 CC). The same applies when a registered partnership ends in court (art. 80e). When a registered partnership is ended by mutual contract, the contract must contain a provision on alimony (art. 80d). Cohabiting partners may make a cohabitation contract in which alimony is stipulated. In theory this can be an implicit, unwritten contract or stipulation (see W.M. Schrama, *Vermogensrecht voor ongehuwde samenlevers*, Kluwer, Deventer, 2000, p. 31-33).

B4 - The law makes no provision for a re-distribution of properties, so they will be distributed according to existing ownership; joint properties are divided (see B1).

B5 - According to art. 108 Book 6 CC the married, registered or cohabiting partner is entitled to compensation for loss of financial or other support. For registered partners this is so since the law of 17 December 1997, *Staatsblad 1997, nr. 660*; for cohabiting partners since the revision of the Civil Code in 1992.

B6 - In the absence of a testament the married or registered partner inherits in the same way as a child (art. 10 Book 4 CC). This does not apply to cohabitants.

Table B - part two (Netherlands): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership (1998)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but
8. Relationship can result in lower income tax	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but (1989)	Yes, but (1989)
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	No	No	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but (1987)	No, but (1987)
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	No, but	No, but	No, but	No, but	No, but (1996)	No, but (1996)
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	Yes	Yes	Yes	>6 months: Yes, but (1981/1985/2002)	>6 months: Yes, but (1981/1985/2002)
Level of legal consequences	1x3 + 1x2 + 4x1 + 1x0 = 9	1x3 + 1x2 + 4x1 + 1x0 = 9	1x3 + 1x2 + 4x1 + 1x0 = 9	1x3 + 1x2 + 4x1 + 1x0 = 9	2x2 + 4x1 + 1x0 = 8	2x2 + 4x1 + 1x0 = 8

Notes to table B - part two

B7 - In general it must be said that (since 2001) there is no property tax in the Netherlands. However, the phenomenon that is usually known as property tax can be said to be incorporated in the Dutch income tax : taxes are not imposed on the basis of property itself, but on what is supposed to be gained from it. Accordingly, a hypothetical rent value of the owned home is added to the owner's tax able income (art. 3.112 of the *Wet Inkomstenbelasting 2001*, Income Tax Act 2001, *Staatsblad 2000, nr. 215*). The income tax legislation also assumes a 4% profit on savings and investments, whatever the actual level of interest or dividend; a 30% tax is imposed on this 4% profit. The fact that a relationship can result in a lower 'property' tax follows from art. 5.1, 5.2, 5.5 and 1.2 of the *Wet Inkomstenbelasting 2001*. No tax is imposed over the first circa EUR 19.000 owned (for most people over 65 a higher threshold applies). In case of marriage, registered partnership or informal cohabitation, this amount can be doubled for one of the partners if the other partner is willing to forgo that tax-free threshold. If the latter owns less than circa EUR 19.000, this will result in a lower tax for the couple as a whole.

B8 - For most purposes income tax is the same for individuals and for persons in any relationship. However, in some cases a relationship can result in lower income tax, e.g. when all mortgage payments on the home owned by the couple can be tax-deducted by the partner with the highest income (art. 2.17 of the *Wet Inkomstenbelasting 2001*, Income Tax Act 2001, *Staatsblad, 2000, 215*), or when one partner works without salary in the company of the other partner (art. 3.78 of the *Wet Inkomstenbelasting 2001*). See also note B7.

B9 - Public health insurance (which takes the form of a statutory, compulsory insurance for mainly employees) is only available for people with an income below a certain level. If the partner of the person with such a low income earns even less or nothing, that partner is mostly also covered by the insurance (art. 4 *Ziekenfondswet*, Public Health Insurance Funds Act, *Staatsblad, 1964, nr. 392*). Art. 1(2) includes the insured person's registered partner (since the law of 17 December 1997, *Staatsblad 1997, nr. 660*, in force since 1998) in the

definition of spouse, and (since the law of 15 December 1988, *Staatsblad 1988, nr. 610*, in force since 1989) art. 1(3) does this for the unmarried/unregistered partner with whom the insured person has a joint household.

B10 - A relationship cannot have a positive impact with respect to basic social security.

B11 - In some cases, where the person entitled to the old age pension has a (married, registered or cohabiting) partner younger than 65 years whose income is below what he or she would receive at 65, the relationship may have a positive impact on the total income of the couple. See art. 8 and 11 of the *Algemene Ouderdomswet*.

B12 - Art. 14 and 3 *Algemene nabestaandenwet* (General Survivors Act, of 21 December 1995, *Staatsblad 1995, nr. 690*) only provides a statutory survivor's pension to the surviving (married or cohabiting, or since 1998 registered) partner who either was born before 1950, or who has an unmarried child under 18 which is not being raised in someone else's household, or who is medically unfit to have paid employment at the moment his or her partner dies, or who is pregnant.

B13 - The married or registered surviving partner does not pay inheritance tax over the first EUR 485,000 (art. 32 *Successiewet 1956* (Inheritance Tax Act 1956), as amended from time to time), and a lesser percentage than other inheritors over any amount above that sum (art. 24(1)). The same applies (since 1981/1985) to informal cohabitants who have had a joint household for at least five years. Since the law of 14 December 2001 (*Staatsblad 2001, nr. 643*) the same also applies to informal cohabitants who have had a joint household for less than five years but more than six months, but only if at least six months ago they have gone to a public notary to make a cohabitation contract containing a mutual obligation of support, and if they have also chosen to be treated as a couple for the purposes of income tax (art. 24(2)). Informal cohabitants were first recognised in an amendment to the *Successiewet 1956* by the law of 17 December 1980 (*Staatsblad 1980, nr. 686*), and first on an equal footing to married partners in an amendment by the law of 8 November 1984 (*Staatsblad 1984, nr. 545*).

Table B - part three (Netherlands): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership (1998)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	No	No	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No, but	No, but	No, but	No, but	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1965)	Yes (1987)
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1987)	Yes (1987)
Level of legal consequences	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	2x3 + 2x0 = 6	2x3 + 2x0 = 6

Notes to table B - part three

B14 - A relationship cannot result in a higher 'property' tax ; see note B7.

B15 - Only in very exceptional cases (e.g. small profit from a company) a marriage or registered partnership can result in a higher income tax . Informal cohabitants can always choose to be tax ed as individuals.

B16 - In principle a single person entitled to basic social security ('*bijstand*') will receive a payment which is 50% of the payment provided to a couple entitled to basic social security (see art. 30 *Algemene bijstandswet* (General Social Security Act, *Staatsblad*, 1995, nr. 199). However, for two reasons a relationship can have a negative impact on basic social security payments. Firstly, there is no entitlement to basic social security, if the (married, registered or cohabiting) partner earns enough to support both partners. And secondly, the local authorities have a discretionary power to pay out more than 50% to a single person, if he or she cannot share with someone else the basic costs of living (art. 33 *Algemene bijstandswet*); this supplement will stop as soon as the single beneficiary enters into cohabitation, marriage or registered partnership. Already under the predecessor of this Act (the *Algemene Bijstandswet* of 1965) different-sex cohabiting partners were treated in the same way as married partners. The law of 6 November 1986 (*Staatsblad* 1986, nr. 564) codified this equal treatment of different-sex cohabiting and married partners, and introduced the equal treatment of same-sex and different-sex cohabitants (see J.L.M. Schell, *De Algemene bijstandswet*, Tilburg University Press, 1995, p. 142-143). The equal treatment of married, registered and informal cohabitants can now be found in art. 3 of the *Algemene bijstandswet* (as amended by the law of 17 December 1997, *Staatsblad* 1997, nr. 660).

B17 - The statutory old age pension provided to a single living person constitutes 70% of the minimum wage, whereas (married, registered or cohabiting) partners will only receive 50% each. See art. 1 and 9 of the *Algemene Ouderdomswet*, General Old Age Act, of 31 May 1956, *Staatsblad*, 1956, nr. 287; art. 1 of the Act was amended by the law of 6 November 1986, *Staatsblad* 1986, nr. 563 to include informal cohabitants per 1987, and by the law of 17 December 1997, *Staatsblad* 1997, nr. 660 to include registered partners per 1998).

Table C (Netherlands): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership (1998)		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	Yes	Yes	Yes	No, but	No, but
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but	Yes, but (1975)	Yes, but (1975)
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	>3 years: Yes	>3 years: Yes	>3 years: Yes (2003)	>3 years: Yes (2003)	> 3 years: Yes, but (1985)	>3 years: Yes, but (1985)
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	No	No	No	No	No	No
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes (1995)	Yes (1995)
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	Yes	Yes	Yes	>2 years: Yes (1979)	>2 years: Yes (1979)
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	No	No	No	No	No
Level of legal consequences	6x3 + 1x2 + 2x0 = 20	6x3 + 1x2 + 2x0 = 20	6x3 + 1x2 + 2x0 = 20	6x3 + 1x2 + 2x0 = 20	3x3 + 2x2 + 1x1 + 3x0 = 14	3x3 + 2x2 + 1x1 + 3x0 = 14

Notes to table C

C1 - No one gets a different name through marriage or partnership registration: in Dutch law each partner keeps his or her own name. However, according to art. 9 Book 1 CC, a married or registered woman or (since 1998) man is entitled *to use* the name of his or her partner, or *to use* a combination of his or her own name and that of the partner (even without permission by that partner). In theory unmarried/unregistered partners may give each other permission *to use* each other's name, but this is not specified in the Civil Code.

C2 - Art. 3.13 to 3.17 of the Aliens Decree 2000 (*Vreemdelingenbesluit 2000*, *Staatsblad 497*, in force since 1 April 2001) allow for the immigration of married, registered and unmarried/unregistered partners, provided that they live together and have a joint household. One of the conditions is that the 'receiving' partner has a sufficient income, i.e. 100% of the official minimum wage (art. 3.22 and 3.74; until 1 April 2004, 70% of the official minimum wage was considered sufficient for most married or registered partners; but not for informal cohabitants). See www.immigratiedienst.nl/Home.asp?LangID=1. Until 1 April 2001 the right to immigration of

partners was contained in policy guidelines (*Vreemdelingencirculaire*), which since 1975 recognized informally cohabiting different-sex and same-sex partners of Dutch citizens (see A.H.J. Swart, *De toelating en uitzetting van vreemdelingen*, Deventer, Kluwer, 1978, p. 165-166).

C3 - To acquire Dutch citizenship, a foreigner normally must have resided in the Netherlands for at least five years (art. 8(1) of the *Rijkswet op het Nederlanderschap*, Act on Dutch Nationality, *Staatsblad*, 1984, nr. 628). This condition does not apply to a foreigner who has been married to a Dutch citizen for at least three years (art. 8(2)). From 1 April 2003 the five year condition no longer applies to a foreigner who has been the registered partner of a Dutch citizen for at least three years (this follows from art. 1(2) as amended by the law of 21 December 2000, *Staatsblad* 2000, nr. 618). With respect to a foreigner who has been living together for at least three years in a permanent relationship with an unmarried/unregistered Dutch citizen, the requirement of five years of residence is reduced to one of three years of residence (Art 8(4), in force since 1985). See <www.immigratiedienst.nl/Home.asp?LangID=1>.

C4 - Art. 217 of the Code of Criminal Procedure (*Wetboek van Strafvordering*, as amended in by the law of 17 December 1997, *Staatsblad* 1997, nr. 660) exempts current and former married or registered partners, but not cohabitants.

C5 - Legislation is being prepared to increase the limited protection now provided under criminal law (art. 300 and 304 Penal Code, *Wetboek van Strafrecht*) and in divorce law (art. 821 and 822 Code of Civil Procedure, *Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering*).

C6 - Art. 450 and 465 Book 7 CC provides that for the purposes of a 'medical treatment contract' a patient who is incapable of considering his or her own interests, may be represented (in the absence of anyone mandated in writing by the patient) by his or her married or registered partner or by his or her 'life companion' (*levensgezel*). (This and the other articles on the 'medical treatment contract' were inserted into the Civil Code in 1995, by law of 17 November 1994, *Staatsblad* 1994, nr. 837; the reference to 'registered partner' has been inserted by the law of 17 December 1997, *Staatsblad* 1997, nr. 660.)

C7 - The Law on Organ Donation (*Wet op de orgaandonatie*, *Staatsblad* 1997, nr. 580) makes no restrictions as to those who can benefit from an organ donation by a living person over 18 years of age (see art. 3).

C8 - According to art. 268 Book 7 CC the rent contract is continued on the death of the tenant by the co-tenant. According to art. 266 the tenant's married partner is automatically the co-tenant; since 1998 this rule also applies to the tenant's registered partner, as amended by the law of 17 December 1997, *Staatsblad* 1997, nr. 660). According to art. 267 (as amended by the law of 21 June 1979, *Staatsblad* 1979, nr. 330) the tenant's partner in a 'lasting joint household' is entitled to become co-tenant after two years of cohabitation. Art. 268 (as amended by the said law of 1979) provides that the sub-district court may allow the continuation of the rent also to a tenant's cohabiting partner who on the death of the tenant has not yet become a co-tenant. Until 1 August 2003, the articles 266 to 268 could be found (as articles 1623g to 1623i) in Book 7A CC; on that day the law of 21 November 2002 (*Staatsblad* 2002, nr. 587) recodifying rent law came into force (see *Staatsblad* 2003, nr. 230).

Table D (Netherlands): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (1998)	Between married spouses and informal cohabitants (1994)	Between registered partners and informal cohabitants (1998)	Between same-sex and different-sex partners (with same status) (1992/1994)
1. With respect to housing	Yes	Yes	Yes	Yes
2. With respect to life insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
3. With respect to health insurance	Yes	Yes	Yes	Yes
4. With respect to medically assisted insemination	Yes	Yes	Yes	Yes
5. With respect to other services	Yes	Yes	Yes	Yes
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes, but (1998/2000)	No	No	Yes
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes	Yes	Yes	Yes

Notes to table D

D1 - With respect to provision of goods and services, and to contracts relating to such provision, art. 7 General Equal Treatment Act (*Algemene wet gelijke behandeling, Staatsblad, 1994, nr. 230*) prohibits discrimination on many grounds, including sexual orientation and civil status. According to the text of art. 7, almost all forms of commercial, professional or public provision of services are covered, including services provided by institutions in the field of housing, welfare, health care, culture and education. From the *travaux préparatoires* of the law introducing registered partnership it appears that anyone can have one of three possible civil statuses: married, registered as partner, or unmarried/unregistered (see the Parliamentary Papers of the Second Chamber: *Kamerstukken II 1996/1997, 23761, nr. 11, p. 3*; and the Parliamentary Debates of the Second Chamber: *Handelingen II 1996/1997, p. 3285*). Since 1992, most sexual orientation discrimination in the performance of a 'profession, business, or official capacity' was already prohibited by art. 429quarter Penal Code (as amended by the law by the law of 14 November 1991, *Staatsblad 1991, nr. 623*); that provision does not cover civil status discrimination.

D2 - Idem.

D3 - Idem.

D4 - Idem. That this service is not excluded from the anti-discrimination rules governing other services, was confirmed by the Equal Treatment Commission (*Commissie Gelijke Behandeling*) in its opinion of 7 February 2000 nr. 2000-4. See <www.cgb.nl>.

D5 - See D1.

D6 - In the Netherlands most employees automatically are covered by the pension fund of their employer. Pensions therefore are part of the conditions of employment. With respect to employment, sexual orientation discrimination is prohibited by art. 5 of the General Equal Treatment Act of 1994, and since 1992 also by art. 429quarter Penal Code (see D1). Civil status discrimination in the field of employment is also prohibited by art. 5 of the General Equal Treatment Act (see D1), but art. 5(6) exempts survivor's pensions from that prohibition of civil status discrimination. Nevertheless, the Equal Treatment Commission has given a narrow interpretation to the exception of art. 5(6). According to several opinions of the Equal Treatment Commission only discrimination between cohabitants on the one hand, and married or registered partners on the other, is exempted; distinctions between married and registered survivors are not generally exempted from the prohibition (opinions of 13 August 2002, nrs. 2002-111 and 2002-113, see <www.cgb.nl>). However, art. 2c of the *Pensioen- en spaarfondsenwet* (Pension Funds Act), inserted by the law of 17 December 1997 (*Staatsblad 1997, nr. 660*) and amended by the law of 25 May 2000 (*Staatsblad 2000, nr. 256*), provides that surviving registered partners whose partner died, retired or changed to another pension scheme between January 1998 and June 2000 may receive a substantially smaller pension than surviving married partners (this probably affects less than 100 persons).

A limited number of pension funds in the Netherlands continue to exclude unmarried/unregistered partners from their schemes for survivor's pensions. However, art. 2b of the *Pensioen- en spaarfondsenwet* (inserted by the law of 21 December 2000, *Staatsblad 2000, nr. 625*) demands that employees covered by such a fund may opt-out from the provision for a (hypothetical) surviving partner; in stead they would then get a higher (or sooner) old age pension for themselves. This opt-out system only mitigates the discriminatory effects of any remaining exclusion of unmarried/unregistered partners.

D7 - With respect to other spousal employment benefits all civil status and sexual orientation discrimination is prohibited (see D6)

Table E (Netherlands): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership (1998)	
		Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
Resident national with:	1. Resident national	Yes	Yes	Yes	Yes
	2. Non-resident national	Yes	Yes	Yes	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	Yes	Yes	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Yes (2001)	Yes (2001)
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	Yes	Yes	Yes
	6. Resident foreigner	Yes	Yes	Yes	Yes
	7. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Yes (2001)	Yes (2001)
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	Yes	Yes	Yes
	9. Non-resident foreigner	Yes	Yes	Yes (2001)	Yes (2001)
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	No	No	No	No
11. Sister or brother with sister or brother		No	No	No	No
12. Parent with child		No	No	No	No

Notes to table E

E1 - Both art. 43(1) Book 1 CC, and art. 2 of the Act on Conflicts of Law with Respect to Marriage (*Wet Conflictenrecht Huwelijk, Staatsblad 1989, nr. 392*), require for marriage that one partner either has residency in the Netherlands or has Dutch citizenship. Since April 2001 the same applies to partnership registration (art. 80a(4) Book 1 CC, as amended by the law of 13 December 2000, *Staatsblad 2001, nr. 11*). Whether or not the law of the country of origin of a foreigner permits or recognises registered partnership or same-sex marriage is not relevant in the Netherlands (see Katharina Boele-Woelki, 'Registered Partnership and Same-Sex Marriage in the Netherlands', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 43).

E2 - Idem

E3 - Idem

E4 - Idem. From January 1998 to 1 April 2001 a foreigner without lawful residency in the Netherlands could not enter a registered partnership.

E5 - Idem

E6 - Idem

E7 - See E4.

E8 - See E1.

E9 - See E4.

E10 - See E1. Two non-resident foreigners cannot come to the Netherlands to get married or to register their partnership.

E11 - This follows from art. 41(1) Book 1 CC, declared applicable to partnership registrations by art. 80a(6). However, the Minister of Justice may allow a marriage or partnership registration between those who are brother(s) / sister(s) through adoption (art. 41(2)).

E12 - This, too, follows from art. 41(1) and 80a(6) Book 1 CC.

Table F (Netherlands): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership (1998)	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
1. Registry of births, marriages and deaths	Yes	Yes	Yes	Yes
2. Local population administration	No	No	No	No
3. Church	No	No	No	No
4. Court	No	No	No	No
5. Private person with special authorisation	No	No	No	No
6. Public notary	No	No	No	No
7. Administrative magistrate	No	No	No	No

Notes to table F

F1 - Art. 63 of Book 1 CC, declared applicable to partnership registrations by art. 80a(6). Normally, the Registry is in the town hall.

F2 - Not applicable.

F3 - Church weddings have no legal effect in the Netherlands. Art. 68 Book 1 CC even prohibits church weddings of couples who have not first married each other at the Registry (see F1).

F4 - Not applicable.

F5 - Not applicable.

F6 - Not applicable.

F7 - Not applicable.

Table G (Netherlands): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership (1998)	
	Different-sex	Same-sex (2001)	Different-sex	Same-sex
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	Yes	Yes	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No, but (2001)	No, but	Yes	Yes
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	No	No	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	Yes (2001)	Yes	Yes (2001)	Yes (2001)
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	No	No	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	No	No	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	No	No	No	No

Notes to table G

G1 - For marriage this follows from art. 149 Book 1 CC, for registered partnerships from art. 80c and 80e. The Registry is at the town hall.

G2 - For registered partnership this follows from art. 80c Book 1 CC. Both partners and at least one advocate or notary has to sign a declaration that the partners have agreed a contract to end the registered partnership. To sort effect, the declaration has to be registered in the same way as the divorce judgment of a court. Art. 80d specifies which points need to be covered in the contract. Indirectly, the possibility of a contractual divorce is also available for mutually agreeing married couples: they can first convert their marriage into a registered partnership (see G4), and then dissolve that by contract as provided by art. 80c.

G3 - Not applicable.

G4 - For marriage this follows from art. 77a Book 1 CC and for registered partnerships from art. 80g. Conversion only requires the consent of the two partners, and takes place at the Registry of births, marriages and deaths.

G5 - For a marriage or partnership registration both partners need to be unmarried and not registered as anyone's partner (art. 33, 42, 80a(1) and 80a(2) Book 1 CC).

G6 - Idem.

G7 - Not applicable.

Some literature in English

- M. Antokolskaia, 'Recent developments in Dutch filiation, adoption, and joint custody law', *Familia* 2002, p. 781-804.
- Katharina Boele-Woelki, 'Registered Partnership and Same-Sex Marriage in the Netherlands', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 41-53.
- Astrid Mattijssen, Charlene Smith & Nancy Maxwell, 'Legal protection for all children: Dutch-American comparison of lesbian and gay parent adoptions', 3.1 *Electronic Journal of Comparative Law* 1999, <http://law.kub.nl/ejcl/31/abs31-2.html>.
- Nancy Maxwell, 'Opening civil marriage to same-gender couples: A Netherlands-United States comparison', 18 *Arizona Journal of International and Comparative Law* 2001 p. 141-207. See also in the *Electronic Journal of Comparative Law* 2000, <http://law.kub.nl/ejcl/43/abs43-1.html>
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 111-129.
- Barbara Reinhartz, 'The Netherlands', in: C. Hamilton & A. Perry (eds.), *Family Law in Europe*, second ed., London/Edinburgh, Butterworth Lexis Nexis, 2002, p. 437-467.
- Wendy M. Schrama, 'Registered partnership in the Netherlands', *International Journal of Law, Policy and the Family* 1999-13, p. 315-327.
- Ian Sumner, 'Comparative analysis and assessment of the gradual recognition of homosexuality with respect to the Netherlands and England' 9 *Maastricht Journal* 2002, p. 29-56.
- Ian Sumner & Hans Warendorf, *Family Law Legislation of the Netherlands. A translation including book 1 of the Dutch Civil Code, procedural and transitional provisions and private international law legislation*, Antwerp/Oxford/New York: Intersentia 2003.
- Kees Waaldijk, 'Small Change: How the Road to Same-Sex Marriage Got Paved in the Netherlands', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, p. 437-464.
- Kees Waaldijk, 'Others may follow: the introduction of marriage (and quasi-marriage or semi-marriage) for same-sex couples in European countries', 38 *New England Law Review* 2004, p.569-589.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Norway

by John Asland ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ University of Oslo, www.jus.uio.no/ifp/ansattesider/ansatte/asland.html.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

This chapter aims to represent the law as it stood early in 2004.

Translations of many Norwegian laws can be found at www.ub.uio.no/ujur/ulov/. This site also links to the current Norwegian text of these laws.

Civil marriage

The Marriage Act (lov om ekteskap) of 4 July 1991 No. 47, which entered into force 1 January 1993, contains the main provisions of civil marriage according to Norwegian law. The act contains procedural provisions regarding marriage and divorce (part I). The Act also regulates the property relationship between spouses both during marriage and by divorce; in fact most of the provisions in the Norwegian Marriage Act are provisions regarding the economic relationship between the spouses (part II), such as the right of disposal of property, liability of spouses for debts and agreements regarding property. Part II of the Marriage Act does also contain regulations on the division of assets in case of separation. Part III contains provisions of maintenance and spouse's pension.

The provisions in the Marriage Act of 1991, or similar provisions were earlier found in three different acts; the Act on Contraction and Dissolution of Marriage of 31 May 1931 No. 2, the Act on Spouses Property Relationships of 20 May 1927 No. 1, and finally the Probate Act of 21. February 1930. However, the main principles in Norwegian family law are the same in the present Marriage Act as it was under the previous regulations.

The Marriage Act is not exhaustive regarding legal consequences of marriage. E.g. the National Insurance Act of 28 February 1997 No. 19, regulates the question of statutory survivor's pension, and the right to take the other spouse's name is regulated in the Act Relating to Names of Natural Persons of 6 July 2002 No. 19. Other consequences of marriage are regulated in a broad spectre of acts and regulations in various fields of law.

The wording of the law is of course the main source of law in Norwegian law in fields of statutory law, as it is in most other countries. In Norway, the preparatory works of the acts are also of great importance as sources of law. There are also quite a few Supreme Court decisions on family law. Preparatory works and Court decisions can be found at www.lovdاتا.no/. There is not much literature in English on Norwegian family law. The only reference I can give is P. Lødrup, 'Norway', in: C. Hamilton & A. Perry (eds.) *Family Law in Europe*, London/Edinburgh, 2002.

Registered partnership

The Act on Registered Partnerships for Homosexual Couples (partnerskapsloven) of 30 April 1993 No. 40, which entered into force 1 august 1993, was the first legislation in Norway that gave homosexual partners the possibility of having a formalized relationship with almost the same rights and liabilities as married couples have. Even though the relationship is not called a marriage, most of the provisions in the Marriage Act do apply also to registered partners.

The equal status of registered partnerships and marriages is emphasized in the Partnerships Act section 3. In the first paragraph of section 3, it says that 'registration of partnerships has the same legal consequences as entering into marriage, with the exceptions mentioned in section 4'. (Section 4 says that the Adoptions Act does not apply to registered partnerships). The main principle in the first paragraph is followed up in the second paragraph which says that 'the provisions in Norwegian legislation dealing with marriage and spouses shall be applied correspondingly to registered partnerships and registered partners'.

The Partnerships Act has been amended several times, for example by the Act of 21 December 2000 No. 104 (citizenship and residence requirement) and by the Act of 15 June 2001 No. 36 (adoption). The right of registered partners to adopt is an issue that is discussed at high level in the Norwegian parliament, where more amendments are likely to come. An English translation of the Act up to the amendments of 2001 can be found in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp, Intersentia, 2003, p. 218-219.

Informal cohabitation

There is no act that regulates the major consequences of informal cohabitation, such as the Marriage Act does for civil marriages and the Act on Registered Partnerships for Homosexual Couples does for registered partnerships. However, different-sex and same-sex informal cohabitation has been recognised in several laws. The regulations are very fragmentary, and you have to look up several acts and regulations to get an overview of the consequences of informal cohabitation. The Act Relating to the Joint Residence and Household when a Household Community Ceases to Exist, of 4 July 1991 No. 45, seems to be the only act that specifically regulates informal cohabitation.

The Norwegian government has set up an expert commission in connection to the legal aspects of informal cohabitation. Such commissions or expert panels are often set up when important acts are going to be revised, or when legislation is needed in a new area. The committee gives a draft bill or several draft bills and a

detailed report on the needs for legislation and the present state of the law in that specific field of law. These preparatory works are the first step of the legislation process in Norway. The preparatory works are printed in *Norges offentlige utredninger* (Public Reports of Norway) and published by the government. NOU 1999:25 *Samboerne og samfunnet* (The Cohabitants and the Community) contains all drafts to amendments to the present legislation. The draft can be found at www.lovdato.no (only Norwegian text).

In this first step of the legislation process the committee has, among other things, proposed a legal definition of informal cohabitants. Today there are several definitions of informal cohabitants. Some definitions refer to a marriage-like relationship; other definitions emphasize the permanence of the relationship (they have a time limit, e.g. two years) or whether the parties have common children. The committee emphasizes that a definition must include relationships that are marriage-like and stable. The criteria presented by the committee are that the parties must be over 18 years of age, they are not married (to somebody else), they are not close relatives, they have a common household, and that there are only two of them. If they have common children, there is no requirement for permanence, but if they do not have any children together, the relationship must have lasted for more than two years. The two year limit is not randomly picked. Statistics show that informal cohabitants break up 14 times more often than married couples do in the first two years of the relationship, but only four times more often after four years of cohabitation. For the proposed criteria for a legal definition of informal cohabitants and the statistics, see NOU 1999:25, chapter 12.1. The two year limit is also the most frequent requirement in legislation that gives informal cohabitants and married couples equal rights.

The next step in the legislation process is a hearing based on the NOU and a report from the ministry in charge of the specific field of law containing draft bills to the Parliament (*Stortinget*). This second step is not yet reached for legislation on informal cohabitation. However, the preparatory works will probably lead to more legislation on informal cohabitants, and give them a more equal status to married couples (and registered partners).

Abbreviations

AA = Act on Adoption of 28 February 1986 No. 8.

PA = Act on Registered Partnerships for Homosexual Couples of 30 April 1993 No. 40.

MA = Marriage Act of 4 July 1991 No. 47.

NIA = National Insurance Act of 28 February 1997 No. 19.

Table A (Norway): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	X	X	No	Yes, but	No
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	Yes, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	X	X	Yes, but (2002)	No	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	X	X	No	No	No
6. One partner can individually adopt a child	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	5x3 + 1x2 + 1x1 = 18	7x0 = 0	7x0 = 0	1x3 + 2x2 + 1x1 + 3x0 = 8	1x3 + 2x2 + 2x1 + 2x0 = 9	1x3 + 1x2 + 1x1 + 4x0 = 6

Notes to table A

A1 - In marriage, the mother's husband is automatically recognized as legal parent due to the *pater est* provision in art. 3 of the Children's Act of 8 April 1981 No. 6. In different sex informal cohabitation, the male partner has to admit to public authorities that he is the biological father to the child in order to be recognized as legal parent (art. 4). The partner in a lesbian relationship will never become legal parent when her partner gives birth.

A2 - The cohabitation has to be 'marriage-like', i.e. the couple must have lived together for some period of time or having children together (art. 2-2 of the Act on Biotechnology of 5 August 1994 No. 56). The act excludes same-sex couples because it is required that the inseminated female shall be married to or in a 'marriage-like' relationship with a man.

A3 - Both partners can have parental authority only if the other parent of the child is dead. Then the court can decide to give the authority to the remaining parent and his/her partner.

A4 - Registered partners cannot adopt the child if the child is originally adopted from a country that does not permit such adoption (art. 5a AA). Registered partners were given the right to adopt the other partner's children, with the exception mentioned above, by amendment of 2001, which is in force from 1 January 2002.

A5 - Art. 5 AA.

A6 - Married spouses can only adopt individually if the other spouse is mentally incapacitated or has disappeared (art. 5 AA). The AA does not exclude registered partners from adopting individually if the general provisions in art. 2 and 3 AA are fulfilled, neither does the Act exclude informal cohabitants from adopting individually. However, it must be said that individual adoptions are rather rare, and that it requires a special binding between the child and the adoptive parent, e.g. biological relationship or a previous foster parent relationship.

A7 - Persons selected as foster parents shall have a special aptitude for giving children a secure and good home (art. 4-22 (2) of the Act Relating to Child Welfare Services of 17 July 1992 No. 100). The act does not by its wording exclude same-sex couples but the practise from the children welfare authorities show that they are quite reluctant to let homosexual parents foster children that are not one of the partners' own children.

Table B - part one (Norway): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	No	X	X	No	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No, but	X	X	No, but	No	No
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes	X	X	Yes	Yes, but (1991)	Yes, but (1991)
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes	X	X	Yes	No	No
Level of legal consequences	3x3 + 1x2 + 1x1 + 1x0 = 12	6x0 = 0	6x0 = 0	3x3 + 1x2 + 1x1 + 1x0 = 12	2x2 + 4x0 = 4	2x2 + 4x0 = 4

Notes to table B - part one

B1 - Marriage entails no joining of properties and no limitation of the right of a spouse to dispose of what he or she owns when the marriage is contracted or later acquires (art. 31 MA). The same applies to registered partners (art. 3 PA). The same of course also applies to informal cohabitants.

B2 - The general rule regarding the liability of debts is that a spouse may not contract a debt which affects the other spouse unless this is specially authorized (art. 40 MA and art. 3 PA). However married couples and registered partners may on the liability of both spouses enter into ordinary agreements regarding the daily housekeeping and the upbringing of the children and ordinary agreements to cover the necessary requirements of individual spouse (art. 41 MA).

B3 - Chapter 16 MA.

B4 - Art. 62, 67 and 74 MA. There are special provisions regulating the common house, apartment, and movables. For informal cohabitants similar provisions are found in art. 2 of the Act Relating to the Right to the Joint Residence and Household when a Household Community Ceases to Exist of 4 July 1991 No. 45. This act does only apply to cohabitants who have lived together for more than two years or who have children together or are expecting children together (art.1).

B5 - It depends on whether the partner or spouse actually was supported economically by the deceased, regardless of any statutory obligation to support (see P. Lødrup, *Lærebok i erstatningsrett* (Law on torts), Oslo, 1995, p. 396 et seq.).

B6 - Art. 6 etc. of the Inheritance Act of 3 March 1972 No. 5.

Table B - part two (Norway): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	Yes	X	X	Yes	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	Yes	X	X	Yes	No	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	Yes	Yes, but (2002)	No, but (2002)
Level of legal consequences	5x3 + 1x1 + 1x0 = 16	7x0 = 0	7x0 = 0	5x3 + 1x1 + 1x0 = 16	3x2 + 1x1 + 3x0 = 7	4x1 + 3x0 = 4

Notes to table B - part two

B7 - There are two classes of tax payers: class 1 and class 2. Class 2 does only apply to married (and registered) couples. Married and registered partners can decide for themselves whether to be taxed as class 1 or class 2 tax payers. The major difference between tax payers of class 1 and class 2, is that when a couple are taxed as class 2 tax payers, their joint income and joint allowances are summed up and subject to common assessment. The class 2 tax may be lower than class 1, but the total effect depends on the total economy of the family, and on which allowances can be made. See the Parliament's tax decisions for the year 2003 (tax decisions are taken annually by the Parliament (Stortinget); according to the Norwegian Constitution (Grunnloven of 17 May 1814) and constitutional doctrine, tax decisions are not considered as legislation but as plenary decisions).

B8 - A married or registered couple can choose whether to have separate or common assessment. It will depend on their income whether separate or common assessment gives the highest income tax (art. 2-10 to 2-12 of the Tax Act of 26 March 1999 No. 14).

B9 - Public health insurance covers medical costs for married spouses and registered partners. Public health insurance covers medical costs of the other cohabitant only if the couple have children together, previously have had children together or previously have been married (or registered partners) (art.1-5 NIA). (Only the last alternative will apply to same-sex cohabitants.)

B10 - See note B8 old / B16 new - It depends on the municipality social welfare office's discretionary power.

B11 - See note to B10 old / B17 new - Married spouses, registered partners, and cohabitants if the couple have children together, previously have had children together or previously have been married (or registered partners), get less pension than singles (art. 3-2, 3-3, 19-5 and 1-5 NIA).

B12 - Married and registered partners may have survivor's pension pursuant to chapter 17 of the NIA. The same applies to cohabitants if the couple have children together, previously have had children together or previously

have been married (or registered partners) (art. 1-5 NIA). (Only the last alternative will apply to same-sex cohabitants.)

B13 - Surviving married partners are exempted from paying any inheritance tax (art. 4(3) of the Act Relating to Inheritance Duty and Duty on Certain Gifts of 19 June 1964 No. 14). The same applies to surviving registered partners (art. 3(2) PA). By Act of 28 June 2002 No. 49, art. art 4(3) of the Act Relating to Inheritance Duty and Duty on Certain Gifts was amended, and the present provision applies to informal cohabitants (same-sex and different-sex). Informal cohabitation is defined in art. 47a, which refers to art. 1-5 NIA, i.e. informal cohabitants who have children together, who previously have had children together, or who previously have been married (or registered partners). Only the last alternative will apply to same-sex cohabitants.

Table B - part three (Norway): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	No	X	X	No	No	No
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
Level of legal consequences	1x3 + 1x1 + 2x0 = 4	4x0 = 0	4x0 = 0	1x3 + 1x1 + 2x0 = 4	1x2 + 1x1 + 2x0 = 3	2x1 + 2x0 = 2

Notes to table B - part three

B14 - The Parliament's tax decisions for the year 2003.

B15 - See note B8 - A married or registered couple can choose whether to have separate or common assessment. It will depend on their income whether separate or common assessment gives the highest income tax (art. 2-10 to 2-12 of the Tax Act of 26 March 1999 No. 14).

B16 - It depends on the municipality social welfare office's discretionary power.

B17 - Married spouses, registered partners, and cohabitants if the couple have children together, previously have had children together or previously have been married (or registered partners), get less pension than singles (art. 3-2, 3-3, 19-5 and 1-5 NIA).

Table C (Norway): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	X	X	Yes	Yes, but	Yes, but
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes	X	X	Yes	>2 years: Yes (1990)	>2 years: Yes (1990)
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	No	X	X	No	No	No
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	Yes, but	Yes, but
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	Yes, but (1991)	Yes, but (1991)
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	7x3 + 2x0 = 21	9x0 = 0	9x0 = 0	7x3 + 2x0 = 21	4x3 + 3x2 + 2x0 = 18	4x3 + 3x2 + 2x0 = 18

Notes to table C

C1 - Married spouses and registered partners may use the surname of the other; art. 4 (1)(1) of the Act Relating to Names of Natural Persons of 6 July 2002 No. 19. The same applies to informal cohabitants who have children together or have been living together for more than two years (art. 4(2)).

C2 - Art. 9 of the Immigration Act of 24 June 1988 No. 64. This article uses the concept of 'closest members of the family', which is defined by art. 23(b) of an administrative regulation of 21 December 1990 (No. 1028); this definition includes informal cohabitants who have been living together for more than two years and who intend to keep on living together.

C3 - The provisions on citizenship do not say anything about this question.

C4 - Married spouses and registered partners can refuse to testify against the other (art. 122 of the Criminal Procedure Act of 22 May 1981 No. 25). The same applies to persons living together in a marriage like relationship; i.e. informal cohabitants who have for some period of time lived together or have children (or are expecting children) have the same status as married couples and registered partners.

C5 - Art. 228 of the General Civil Penal Code art. 228. ('Civil' is in contrast to military; there also is a military criminal code.)

C6 - Art. 3-3 of the Act of 2 July 1999 No. 63. The legal situation on this point was the same prior to 1999.

C7 - Art. 1 of the Transplantation Act of 9 February 1973 No 6. The act does not say anything about couples or partners.

C8 - Widows, widowers and widowed registered partners may continue to rent the home (art. 8-2 of the Tenancy Act of 26 March 1999 No 17). The same applies to informal cohabitants who have lived together for more than two years or who have children together or are expecting children together (art. 1 of the Act Relating to the Right to the Joint Residence and Household when a Household Community Ceases to Exist of 4 July 1991 No. 45).

C9 - Neither married couples, registered partners nor informal cohabitants have a duty to have sexual contact. However, in order to be registered partner it is provided that you are homosexual (PA art 1), but this does off course not imply that you are obliged to be sexually active. If a spouse, registered partner or informal cohabitant, by force compels his or her partner to perform sexual activities, this may constitute a rape under Norwegian law.

Table D (Norway): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners	Between married spouses and informal cohabitants	Between registered partners and informal cohabitants	Between same-sex and different-sex partners (with same status)
1. With respect to housing	Yes (1993)	No	No	Yes (1981)
2. With respect to life insurance	Yes (1993)	No	No	Yes (1981)
3. With respect to health insurance	Yes (1993)	No	No	Yes (1981)
4. With respect to medically assisted insemination	No	No	No	No
5. With respect to other services	Yes (1993)	No	No	Yes (1981)
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes (1998)	No	No	Yes (1998)
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes (1998)	No	No	Yes (1998)

Notes to table D

D1 - Discrimination because of homosexual lifestyle is a punishable offence (art. 349a of the General Civil Penal Code, as amended by the Act of 8 May 1981 No. 14)

D2 - See note D1.

D3 - See note D1.

D4 - Art. 2-2 of the Act on Biotechnology of 5 August 1994 No. 56.

D5 - See note D1.

D6 - Employment discrimination because of homosexual lifestyle is forbidden by Art. 55a of the Worker Protection and Working Environment Act (Lov om arbeidsmiljø) of 4 February 1977, as amended by the Act of 30 April 1998 No. 24.

D7 - See note D6.

Table E (Norway): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	Yes, but
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	No
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but
	7. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but (2001)
	9. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	Yes, but (2001)
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes, but	X	X	No
11. Sister or brother with sister or brother		No	X	X	No
12. Parent with child		No	X	X	No

Notes to table E

E1 - Chapter 1 MA and art. 2 PA regulate these questions. People are qualified for starting a civil marriage or registered partnership if the general requirements (age 18, not close relatives, not mentally incapacitated, not already married, not already registered as partner) are fulfilled. For civil marriage there are no restrictions concerning the residence or citizenship of the parties involved; however non-resident foreigners who wish to marry or register as partners in Norway, must be there on a legal basis (art. 5a MA; see P. Lødrup, 'Norway', in: C. Hamilton & A. Perry (eds.) *Family Law in Europe*, London/Edinburgh, 2002, p. 497). For partnership registration at least one of the partners must be a habitual resident in Norway; this residency must have lasted for at least two years prior to the registration, unless the resident partner has Norwegian, Swedish, Danish, Icelandic, Finnish or Dutch citizenship (art. 2(3) PA).

E2 - See note E1.

E3 - See note E1.

E4 - See note E1.

E5 - See note E1.

E6 - See note E1.

E7 - See note E1.

E8 - See note E1.

E9 - See note E1.

E10 - See note E1.

E11 - Art. 3 MA prohibits marriage between sisters and brothers. According to art. 2(1) PA this also applies to partnership registration.

E12 - Art. 3 MA prohibit marriage between parent and child. According to art. 2(1) PA this also applies to partnership registration.

Table F (Norway): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)
1. Registry of births, marriages and deaths	No	X	X	No
2. Local population administration	No	X	X	No
3. Church	Yes	X	X	No
4. Court	No	X	X	No
5. Private person with special authorisation	No, but	X	X	No, but
6. Public notary	Yes	X	X	Yes
7. Administrative magistrate	No	X	X	No

Notes to table F

F1 - The Registry of births, marriages and deaths has no authority to start a marriage or registered partnership in Norway. They are merely a register, and a branch of the local tax authorities.

F2 - See note F1.

F3 - Civil marriages may be started in a church (art. 12 MA). The churches are not available for entering a registered partnership (art. 2(2) PA). It was a part of the compromise in the Norwegian parliament when the PA was passed, that the church should not have anything to do with the ceremony, and that the word marriage was reserved for the regular civil marriage.

F4 - The courts have the authority to end marriages and registered partnerships, but not to start them.

F5 - In areas where there are a very long distance to the nearest church or public notary, the government may give private persons a special assignment for starting marriages.

F6 - Art. 12 MA. The *notarius publicus* is an ordinary judge who also is competent to do marriages and partnership registrations.

F7 - Not applicable.

Table G (Norway): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1993)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes, but	X	X	Yes, but
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	X	X	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partner with a third person)	No	X	X	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes

Notes to table G

G1 - In Norwegian divorce law, the courts rarely have a role to play (for example in cases of domestic violence, or where the marriage or partnership is void; see art. 23 and 24 MA and art. 3(2) PA). See P. Lødrup, 'Norway', in: C. Hamilton & A. Perry (eds.) *Family Law in Europe*, London/Edinburgh, 2002, p. 504-506.

G2 - See G7.

G3 - See G7.

G4 - Marriage must be with partners of different sex and registered partnership must be with partners of same sex.

G5 - Idem.

G6 - Idem.

G7 - After one year of separation (or after two years of cessation of cohabitation), either spouse or registered partner (or both spouses/partners jointly) can ask the County authorities (*Fylkesmanner*) for a divorce by administrative decision (art. 21 and 22 MA and art. 3(2) PA).

Some literature in English

- Maarit Jänterä-Jareborg, 'Registered partnerships in private international law: the Scandinavian approach' in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 137-158.
- Peter Lødrup, 'Norway', in: Carolyn Hamilton & Alison Perry (eds.) *Family Law in Europe* (second edition), London/Edinburgh: Butterworths, 2002, p. 493-519.
- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 80-94.
- Tone Sverdrup, 'Norway', in: K. Boele-Woelki, B. Braat & I. Sumner (eds.), *European Family Law in Action, Volume I - Grounds for Divorce*, Antwerp: Intersentia, 2003.
- Tone Sverdrup, 'Norway', in: K. Boele-Woelki, B. Braat & I. Sumner (eds.), *European Family Law in Action, Volume II - Maintenance between Former Spouses*, Antwerp: Intersentia, 2003.

Major legal consequences of marriage, cohabitation and registered partnership for different-sex and same-sex partners in Sweden

by Hans Ytterberg ¹
and Kees Waaldijk ²

Symbols and words used in the national tables:

Applicable answer	Answer code	Colour	Points given for calculation of level of legal consequences
The legal consequence applies.	Yes	White	3 pt
The legal consequence applies in a limited way or not in all circumstances, or it can be contracted out of, or courts can set it aside using some general legal principle, etc.	Yes, but	Light pink	2 pt
The legal consequence only applies in a very limited way or in very few circumstances, or it can be established by contract, or by courts using some general legal principle, etc.	No, but	Middle pink	1 pt
The legal consequence does not apply.	No	Dark pink	0 pt
No information was available on this point, or the legal position is unclear.	Doubt	Middle pink	1 pt
The column is not applicable in the country, because this type of relationship is not legally recognised (yet).	X	Dark pink	0 pt

Additional information	Answer code
The legal consequence is only available after the specified number of years.	>x years
The legal consequence is only available after the specified number of months.	>x months
Year of entry into force of the legislation providing the legal consequence (or the particular relationship type), or year of supreme court decision establishing its existence. (Where two years are given, the first indicates the introduction of a more limited version of the consequence; where no year is given, the legal consequence mostly applies since the introduction of the particular relationship type, or already for a long time.)	(Year)

¹ Associate Judge of Appeal and Ombudsman against Discrimination on grounds of Sexual Orientation, www.homo.se.

² Universiteit Leiden, www.emmeijers.nl/waaldijk.

Introduction

The tables refer to the legal situation as of 5 April 2004.

The term '*resident*' in the tables and notes shall be taken as meaning the same as what is often called 'having habitual residence' in private international law.

A reference between brackets containing a year, ':' and a number, refers to the year and number of publication in SFS (Svensk författningssamling), i.e. the official bulletin for the publication of all Acts of Parliament and Government decrees. Example: Registered Partnership Act (1994:1117). A searchable free of charge data base - albeit in Swedish language only - of all Acts of Parliament and Government Decrees presently in force, as well as some of the travaux préparatoires can be found at the web site of the Swedish Parliament at www.riksdagen.se/debatt/Index.asp. For Acts of Parliament and Government Decrees, you then click on '*Författningar i fulltext*' (full text) or '*Författningsregister*' (references to amendments and dates of entry into force and reference data to search for texts of travaux préparatoires). Then you either type the number of the Act (or Government Decree) in the box titled '*SFS-nummer*' or you type any word you expect to be found in the text of the document in the box titled '*Fritext*'. For access to the full text of the travaux préparatoires of Acts of Parliament from 1993 and onwards, you instead click on '*Propositioner och skrivelser*'.

The Registered Partnership Act (also in English) and the Cohabitation Act can also be found at the web site of the Ombudsman against Discrimination on grounds of Sexual Orientation at www.homo.se. An English translation of the Registered Partnership Act can also be found in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003. For translations into English of (other) Swedish Acts of Parliament or Government Decrees, please write to: Regeringskansliet, SE-103 33 STOCKHOLM, Sweden.

Civil marriage

According to older Swedish law, a marriage brought with it several important legal consequences on a personal level. Thus, in older times a woman's public rank and status would follow that of her husband. Domestically her husband would also have the right to take decisions with respect to the children and servants of the common household. He would also be the legal guardian of his wife in all matters except where she was the defendant in a criminal investigation or in matters of legal conflict between the spouses themselves.

With the introduction of the Matrimonial Code [Giftermålsbalken] of 1920, the position of the husband as legal representative of his wife disappeared altogether. From then on, under Swedish law, spouses are considered equal with respect to both economical and personal status matters. The purely personal rights and obligations between spouses were considered to be more of an ethical nature and were only reflected in legal terms in a catalogue (chapter 11 of the Code) of acts committed by one spouse, which gave the other spouse an immediate right to divorce. This list of reasons for immediate divorce was abolished in the reform of 1973 (Prop. [Government Bill] 1973:32, bet. [Parliament Standing Committee Report] LU 1973:20). Since then, marriage and divorce law in principle ignores how spouses treat each other from a purely personal perspective.

Under older Swedish marriage law, there was an obligation for the spouses to live together. To obtain dissolution of a marriage, a court order regarding physical separation was therefore necessary. Present day marriage legislation contains no corresponding obligations.

Today's Marriage Code [*Äktenskapsbalken* (1987:230)] entered into force 1 January 1988. Under this Code the spouses are equal. The general principle is that each spouse is the owner of her or his property and is solely responsible for her or his debts. However, there are some legal restrictions on what a spouse can do with important parts of her or his property, notably e.g. the common home, without the formal consent of the other spouse. Upon divorce, there is also a right to redistribution of property between the former spouses in the absence of a pre-nuptial agreement. Scattered provisions throughout Swedish legislation make reference to the marital status of a person. In general, however, spouses are treated as individuals rather than as couples. Exceptions from this general approach are found primarily in rules on property (fortune) taxes and parts of social security and pension law.

There is at present no possibility for same-sex couples to marry under Swedish law. Different-sex partners can, on the other hand, not register their partnership; see below regarding this latter legal instrument. The Swedish Parliament, however, on 29 April 2004 requested that the Government set up a special commission to look into the possibility of amending the Marriage Code in order to make it gender neutral.

For a comprehensive guide to the Swedish Marriage Code, albeit in Swedish, see Tottie, Lars, *Äktenskapsbalken* [a commentary to the Marriage Code], Norstedts Förlag, Stockholm 1990.

Registered partnership

The Registered Partnership Act [*Lag* (1994:1117) *om registrerat partnerskap*] entered into force 1 January 1995 (Bet. [Parliament Standing Committee Report] 1993/94:LU28). The Act was adopted explicitly to create a possibility for same-sex couples to legalise their relationship in order to have most of the legal rights and obligations of a heterosexual marriage applied to their relationship. At the same time, to simply open up access to marriage under the Marriage Code itself for same-sex couples was not considered politically possible.

According to the general equal treatment rule of the Registered Partnership Act (art. 1 of chapter 3), the legal consequences of a registered partnership are the same as that of a marriage and all provisions in Swedish law regarding married spouses apply *mutatis mutandis* to registered partners, unless specifically exempted.

Originally the possibility of adopting children, jointly or in the form of second-parent adoption, as well as the possibility to exercise joint custody over children, was exempt from this rule. Through an amendment of the Registered Partnership Act, which entered into force on 1 February 2003 (Förordning (2002:769) om ikraftträdande av lagen (2002:603) om ändring av lagen (1994:1117) om registrerat partnerskap [Government Decree (2002:769)] on the entering into force of the Act (2002:603) amending the Registered Partnership Act [1994:1117]), registered partners and married spouses are now treated equally also in these respects. Still exempted from the material rule of equality between married spouses and registered partners are provisions regarding presumption of paternity of children and access to assisted procreation within the public health service.

Informal cohabitation

Some statutory minimum protection for the financially more vulnerable party in a cohabiting different-sex couple has been in existence under Swedish law since 1974. With legal effect from 1 January 1988, similar legislation was introduced for same-sex couples. As of 1 July 2003 these earlier existing separate pieces of legislation that have applied to informal cohabitation depending on whether the cohabitantes are of the same sex or different sexes respectively, are now merged into one single Cohabitation Act (2003:376) (Prop. [Government Bill] 2002/03:80, bet. [Parliament Standing Committee Report] 2002/03:LU19). The merger brings about only few material legal changes.

For the Cohabitation Act to apply to couples (irrespective of sexes), there is no need for any registration or similar formalities. After a certain time (no statutory time limit exists) of cohabitation, the rules of the Act simply begin to apply, provided that both persons are unmarried and not in a registered partnership, that they share a common household and that their relationship is of the kind, in which sexual relations is generally an integral part. In the individual case, however, a sexual relation between the parties concerned is no requirement for the rules to apply. The provisions concern only the joint home and household goods. Such property is subject to redistribution rules in the event of a breakdown of the relationship. There are also restrictions regarding the right of a cohabitant to dispose of her or his property, which is used as common home or household goods to the couple, without the formal consent of the other cohabitant.

Abbreviations

FB = the Parents and Children Code [*Föräldrabalken* (1949:381)].

ÄktB = the Marriage Code [*Äktenskapsbalken* (1987:230)]

PL = the Registered Partnership Act [*Lag* (1994:1117) *om registrerat partnerskap*]

Cohabitation Act = *Sambolag* (2003:376); in force 1 July 2003, replacing *Lag* (1987:232) *om sambors gemensamma hem*, i.e. the Cohabitees (Joint Home) Act and *Lag* (1987:813) *om homosexuella sambor*, i.e. the Homosexual Cohabitees Act, both in force 1 January 1988

1999 Sexual Orientation Discrimination Act = *Lag* (1999:133) *om förbud mot diskriminering i arbetslivet på grund av sexuell läggning*

Table A (Sweden): Parenting consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)	Different-sex	Same-sex
1. When female partner gives birth, both partners automatically become legal parents	Yes	X	X	No	No, but	No
2. Medically assisted insemination is lawful for women in such a relationship	Yes	X	X	Yes, but	Yes	Yes, but
3. When only one partner is the parent of a child, both partners can have parental authority or responsibilities during their relationship	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
4. When only one partner is the parent of a child, the other partner can adopt it and thus become its second parent	Yes	X	X	Yes (2003)	No	No
5. Partners can jointly adopt a child	Yes	X	X	Yes (2003)	No	No
6. One partner can individually adopt a child	No, but	X	X	No, but	Yes, but	Yes, but
7. Partners can jointly foster a child	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	5x3 + 2x1 = 17	7x0 = 0	7x0 = 0	3x3 + 1x2 + 2x1 + 1x0 = 13	2x3 + 1x2 + 2x1 + 2x0 = 10	1x3 + 2x2 + 1x1 + 3x0 = 8

Notes to table A

A1 - Art. 1 of Chapter 1 FB. This provision on statutory legal parenthood for the husband, over a child born by a married mother was already from the start exempt from the general rule in art. 1 of chapter 3 PL that all legal consequences of a marriage apply in the same way for a registered partnership and registered partners. The exception is still found in art. 3 of chapter 3 PL. When a child is born by an *unmarried* woman, her male partner (informal cohabitation) can become the legal parent of the child by signing a confirmation that he is indeed the father. For such a confirmation to become legally valid and binding, it must however also be approved both by the mother and by the local social security board (art. 3-4 of chapter 1 FB). As the law now stands, a female partner of the mother can only become a legal parent of the child through a step child (second-parent) adoption.

A2 - The key words here are ‘lawful for women’. Medically assisted insemination is yet another area which was exempt (art. 2 of chapter 3 PL) from the equal treatment clause of the Registered Partnership Act. This means that access to assisted procreation through the public health system is denied to lesbian couples. It is even a punishable offence (art. 7 of the Insemination Act [*Lag* (1984:1140) om insemination]) to perform insemination on a woman who is neither married nor living in a long-term relation with a man, if it is done ‘habitually’ or for money. For a woman living in a lesbian relationship it is however perfectly lawful to have the insemination carried out in private with the non-commercial assistance of e.g. a male friend or to go to a clinic abroad. At the time when the possibilities of being considered for joint and second-parent adoption were opened up for registered same-sex partners, the government announced that it would come back to Parliament with a bill making also assisted procreation available on equal terms for lesbian couples as soon as possible. However, no such bill has been presented yet.

A3 - A partner - of whatever sex and civil status - can never have parental authority over his or her partner’s child, together with the parent. Nevertheless, some *responsibilities* can fall upon such a partner in relation to the child. The partner is obliged to support the child financially together with his or her partner who is a

parent of the child, to the extent that the child can not obtain sufficient child support from the other legal parent who is not living with the child. This special obligation can occur only if the partner is the married or registered partner of the parent of the child, or if they, apart from the child in question, also have other children who are the children of both partners (art. 5 of chapter 7 FB). With respect to the former condition, the obligation could occur in the case of same-sex couples only from the entry into force of the Registered Partnership Act on 1 January 1995. With respect to the latter, the situation can clearly occur from 1 February 2003 when the amendment opening up the possibility for registered partners to adopt children together entered into force. However, also for same-sex informal cohabitants, at least theoretically, the situation could occur. This could be the case if they were joint adoptive parents after legally having adopted a child together (or after a second-parent adoption) abroad, where according to the law of that country such adoptions are possible. Under Swedish private international law, such an adoption is then valid also in Sweden automatically, albeit only under certain conditions (see art. 3 of the Act on International Legal Relations concerning Adoption [*Lag (1971:796) om internationella rättsförhållanden rörande adoption*]).

A4 - Married spouses as a general rule can only adopt jointly (art. 3 of chapter 4 FB). An exception from that general principle is given for the situation where one spouse wants to adopt a child of the other spouse, in order for them both to become the legal parents of that child (art. 3 last sentence of chapter 4 FB). In accordance with the general equal treatment rule of the Registered Partnership Act (art. 1 of chapter 3), the same applies to registered partners. Only married spouses and registered partners are allowed to adopt each other's children (a contrario art. 1 of chapter 4 FB). Therefore these possibilities do not exist for informal cohabitants of whatever sexes.

A5 - Art. 3 of chapter 4 FB and art. 1 of chapter 3 PL. Through the amendment of the Registered Partnership Act that entered into force 1 February 2003 (see also the general note above), registered partners can now adopt children jointly (including all forms of international adoptions) on the same conditions as married spouses. Only married spouses and registered partners are allowed to adopt jointly (art. 4 of chapter 4 FB).

A6 - According to art. 3, first sentence, of chapter 4 FB and art. 1 of chapter 3 PL, married spouses and registered partners are only allowed to adopt jointly or to adopt the child of the spouse/registered partner in order for both spouses/registered partners to become legal parents of that child. This general rule has one exception. According to the provision in art. 3, second sentence, of chapter 4 FB and art. 1 of chapter 3 PL, a spouse or registered partner may adopt individually if the other spouse or registered partner has disappeared or is suffering from a serious mental disorder. When it comes to informal cohabitants (of whatever sex), there is no legal provision stopping them from adopting individually. Since they will need the consent of the local social security board (subject to legal appeal) to obtain a court ruling granting the adoption, this may however be difficult in practice. During the home investigation, which is carried out to assess whether an adoption would be in the best interest of the child, questions would probably be raised as to why the cohabitants do not opt to marry or register their partnership in order to be able to adopt the child jointly. An unwillingness to do so may perhaps be interpreted as a sign of instability of the relationship or inability to put the best interest of the child first. I do not know of any such applications being turned down for this reason, however.

A7 - Without the permission of the local social security board (*'socialnämnden'*), a child must not be received for the purpose of care or fostering in the home of anyone who is not a legal parent of the child or who does not have parental authority over it (art. 6 of chapter 6 of the Social Services Act [*Socialtjänstlagen (2001:453)*]). There are no provisions with respect to sexual orientation or civil status in the Act, defining who can obtain such a permission. Sometimes when a child is placed in foster care also the parental authority over the child is transferred to the foster 'parents'. Such a transfer is possible under art. 10a of chapter 6 FB. This provision together with art. 1 of chapter 3 PL and art. 1 of the Cohabitation Act (*Sambolag [2003:000]*) respectively makes no difference between same-sex and different-sex couples.

Table B - part one (Sweden): Material consequences in private law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)	Different-sex	Same-sex
1. Properties of each partner are considered joint property	No	X	X	No	No	No
2. Debts of each partner are considered joint debt	No, but	X	X	No, but	No, but	No, but
3. In case of splitting up, statutory rules on alimony apply	Yes	X	X	Yes	No	No
4. In case of splitting up, statutory rules on redistribution of properties apply	Yes, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but (1988)
5. In case of wrongful death of one partner, the other is entitled to compensation	Yes (2002)	X	X	Yes (2002)	Yes (2002)	Yes (2002)
6. When one partner dies without testament, the other is an inheritor	Yes, but	X	X	Yes, but	No, but	No, but
Level of legal consequences	2x3 + 2x2 + 1x1 + 1x0 = 11	6x0 = 0	6x0 = 0	2x3 + 2x2 + 1x1 + 1x0 = 11	1x3 + 1x2 + 2x1 + 2x0 = 7	1x3 + 1x2 + 2x1 + 2x0 = 7

Notes to table B - part one

B1 - Chapter 7 ÄktB deals with property of spouses. There are no provisions that would make property of any of the spouses joint property of them both. The fact that distribution rules apply after the split-up of a marriage is a different matter, see B14 below. The same property regime applies to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). The Cohabitation Act also does not contain any joint property rules. Also for these relationships, there are distribution rules if the relationship breaks down.

B2 - There are no such provisions for any of the categories. A different matter is that if one spouse, partner, or cohabitant has a lot of debts, this will affect what the other will be able to get in accordance with the distribution rules after a split-up. This is so because the debts of one party have to be covered by property belonging to that party before any distribution can take place (art. 2 of chapter 11 ÄktB, art. 1 of chapter 3 PL and art. 13-14 of the Cohabitation Act). Also bankruptcy rules and some rules of procedure applicable for the purposes of securing the payment of debts of one spouse, partner or cohabitant can make it difficult to prove that certain property in joint *possession* (normally in the joint home) does not belong to the indebted partner but to the other and should therefore not be liquidated to cover the debts in question.

B3 - Art. 7 of chapter 6 ÄktB stipulates that after a divorce, each spouse is responsible for herself or himself, but also that under certain conditions an obligation to pay alimony can be imposed on one of the spouses, for a limited or longer period of time. These provisions apply also to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). There are no provisions on alimony in the Cohabitation Act.

B4 - Chapters 9-13 ÄktB deal extensively with the issue of distribution of properties after divorce. These provisions apply also to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). The possibility of opting out of the distribution rules exists through (pre-)nuptial agreements. Informal cohabitants are also subject to distribution of property rules in case of a breakdown of their relationship. These rules are found primarily in sections 8-22 of the Cohabitation Act, but only apply to the joint home and household goods (as a difference from the rules for married couples and registered partners which include all their properties as a general principle). Also for informal cohabitation, regardless of sexes, there is a possibility to opt out of most of the statutory distribution rules (art. 9 of the Cohabitation Act).

B5 - In the absence of statutory rules on this subject, case law from the Supreme Court (*Högsta domstolen*) had gradually developed. Entering into force 1 January 2002, this case law has now been codified and somewhat extended through art. 2 of chapter 5 of the Tort Act [*Skadeståndslag* (1972:207)] as amended by the Act (2001:732) amending the Tort Act. Compensation can now be claimed by anyone who was 'particularly close to

the deceased'. There is no doubt that married spouses, registered partners and informal cohabitants of whatever sex would all qualify for such compensation under this provision.

B6 - Art. 1 of chapter 3 of the Inheritance Code [*Ärvdabalken* (1958:637)] stipulates that a surviving spouse inherits from her or his deceased spouse. There are however some limitations to this right if the deceased also leaves children that are not the children also of the surviving spouse. On the other hand there is a special minimum protection rule (art. 1(2) of chapter 3 of the Inheritance Code), which even in such cases always gives the surviving spouse the right to enough property from the estate as to cover the equivalent of a certain minimum sum of money (approximately EUR 16000 for the year 2003), even if what the spouse would have a right to under the distribution rules is not enough to reach that sum. All these rules apply also to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). Informal cohabitants do not inherit from each other in lack of a testament. There are, nevertheless, rules applicable regardless of the sexes of the cohabitantes, that give the surviving cohabitee a certain minimum level of protection, unless the cohabitantes have opted out of the distribution rules (see B14 above). The surviving cohabitee thus always has the right to enough property from the estate as to cover the equivalent of a certain minimum sum of money (approximately 8 000 Euros for the year 2003), even if what the surviving cohabitee would have a right to under the distribution of joint home and household goods rules is not enough to reach that sum (art. 18 of the Cohabitation Act).

Table B - part two (Sweden): Positive material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)	Different-sex	Same-sex
7. Relationship can result in lower property tax	No	X	X	No	No	No
8. Relationship can result in lower income tax	No	X	X	No	No	No
9. Public health insurance of one partner covers medical costs of other partner	No	X	X	No	No	No
10. Relationship can have positive impact on basic social security payment in case of no income	No	X	X	No	No	No
11. Relationship can have positive impact on statutory old age pension	No	X	X	No	No	No
12. When one partner dies, the other can get a statutory survivor's pension	Yes, but	X	X	Yes, but	Yes, but	Yes, but
13. Surviving partner pays no inheritance tax (or less than a mere friend would)	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
Level of legal consequences	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5	7x0 = 0	7x0 = 0	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5	1x3 + 1x2 + 5x0 = 5

Notes to table B - part two

B7 - There are no such rules for any of the categories, see further under B15 below.

B8 - For the purposes of income tax everyone is taxed individually.

B9 - The public health insurance is individualized.

B10 - There are no such rules for any of the categories, see also B16 below.

B11 - There are no such rules for any of the categories, see also B17 below.

B12 - In accordance with chapter 4 of the Act on Survivor's Pension and Pension for Surviving Children [*Lag (2000:461) om efterlevandepension och efterlevandestöd till barn*], the conditions for getting a statutory survivor's pension are that, at the time of death, you have not reached the age of 65 and that you and the deceased partner were living together. Furthermore, one of the two following criteria must be fulfilled: 1. You had been living together for at least five years at the time of death, or 2. at the time of death, you were living together with a child under the age of 18 over whom you, or you and the deceased together, had parental authority. This provision is applied also to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). For informal cohabitants, this applies if earlier they have been married to each other or have lived together in a registered partnership or if, at the time of death, they had, or had had or were awaiting children together. The latter could apply to same-sex informal cohabitation with respect to adoptive children.

B13 - According to Section 28 (as amended by the Act amending the Inheritance and Gifts Taxation Act [*Lag (2003:1198) om ändring i lagen (1941:416) om arvsskatt och gåvoskatt*]), married spouses, registered partners (by virtue of the general equality provision in art. 1 of chapter 3 PL) and informal cohabitants (with respect to same-sex cohabitants by virtue of the general equality provision in art. 1 of the Cohabitation Act) pay no inheritance tax at all.

Table B - part three (Sweden): Negative material consequences in public law

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)	Different-sex	Same-sex
14. Relationship can result in higher property tax	Yes	X	X	Yes	Yes, but	No, but
15. Relationship can result in higher income tax	No	X	X	No	No	No
16. Relationship can have negative impact on basic social security payment in case of no income	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
17. Relationship can have negative impact on statutory old age pension	No, but	X	X	No, but	No	No
Level of legal consequences	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	4x0 = 0	4x0 = 0	2x3 + 1x1 + 1x0 = 7	1x3 + 1x2 + 2x0 = 5	1x3 + 1x1 + 2x0 = 4

Notes to table B - part three

B14 - According to art. 19 and 21 of the Act on State Tax on Property [*Lag (1997:323) om statlig förmögenhetsskatt*], married spouses are taxed together for the purposes of property tax (or 'fortune tax'), as a difference from the ordinary income tax. This results in the couple reaching the limit for how much property you can own without having to pay property tax, quicker than if they had been taxed separately. The same rules apply to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL). For informal cohabitants these 'negative' rules apply only if they have been married to each other or have been living in a registered partnership with each other before (to avoid sham divorces) or if they have, or have had, children together (art. 21 of the Act on State Tax on Property).

B15 - For the purposes of income tax everyone is taxed individually. See also under B7 above.

B16 - Rules on social security payment are found in art. 1-3 of chapter 4 of the Social Services Act [*Socialtjänstlag (2001:453)*], supplemented by art. 1 of chapter 2 of the Social Services Decree [*Socialtjänstförordning (2001:937)*]. Persons who share a common household always get a lower basic social security payment each than they would have got if they had been living alone. This is the case regardless of whether they have an intimate relation of one kind or another with any of the other members of the same household. See also under B10 above.

B17 - The pension system is extremely complicated and can not be described here in any comprehensive manner. The information is therefore limited to what is in general relevant for the majority of the population and only to strictly statutory payments. There are no such rules in the *general* statutory old age pension schemes for any of the categories. For persons born before 1954, there are some special rules due to the total reform of the Swedish pension system. For such persons being married or in a registered partnership may result in a lower old age pension than if they are single or living in informal cohabitation. The relevant legislation is primarily the Act regarding Income-based Old-age Pension [*Lag (1998:674) om inkomstgrundad ålderspension*] and the Act on Pension Guarantees [*Lag (1998:702) om garantipension*]. See also under B11 above.

Table C (Sweden): Other legal consequences

	Civil marriage		Registered partnership		Informal cohabitation	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)	Different-sex	Same-sex
1. One partner can have or use surname of the other	Yes	X	X	Yes	No	No
2. Foreign partner of resident national is entitled to a residence permit	Yes	X	X	Yes	Yes (1970s)	Yes (1970s)
3. Relationship makes it easier for foreign partner to obtain citizenship	Yes	X	X	Yes	Yes (2001)	Yes (2001)
4. In case of criminal prosecution, one partner can refuse to testify against the other	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
5. When one partner uses violence against other partner, specific statutory protection applies	Yes (1998)	X	X	Yes (1998)	Yes (1998)	Yes (1998)
6. In case of accident or illness of one partner, the other is considered as next of kin for medical purposes (even without power of attorney)	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
7. Organ donation from one living partner to the other is lawful	Yes	X	X	Doubt	Yes	Doubt
8. When one partner dies, the other can continue to rent the home	Yes	X	X	Yes	Yes	Yes
9. Partners have a duty to have sexual contact	No	X	X	No	No	No
Level of legal consequences	8x3 + 1x0 = 24	9x0 = 0	9x0 = 0	7x3 + 1x1 + 1x0 = 22	7x3 + 2x0 = 21	6x3 + 1x1 + 2x0 = 19

Notes to table C

C1 - Art. 9-10 and 24 of the Names Act [*Namlagen* (1982:670)] and art. 1 of chapter 3 PL. When contracting a marriage, the spouses have some options. They can each of them keep their own surname or they can decide to take the surname of one of them as their common surname. One spouse who has taken the surname of the other as her or his surname may opt to also keep her or his own former surname as a 'middle name'. If they have chosen to keep each one their own surname, one of them may still take the surname of the other and use it as a 'middle name'. Both spouses can not use the surname of the other as a 'middle name'. These options are open to the spouses also later on during the marriage. All these options are open also to registered partners. Informal cohabitantes of whatever sex do not have these possibilities.

C2 - It has been a very long tradition (at least since the 1970s) not to tie the right to obtain a residence permit to civil status. Instead the immigration authorities have evaluated every application on its own merits, trying to determine if an intimate relationship between a legal resident and her or his non-resident foreign partner (regardless of sexual orientation) is a genuine one or not. This practice is now codified in art. 4 of chapter 2 of the Aliens Act [*Utlänningslag* (1989:529)], art. 1 of chapter 3 PL and art. 1 of the Cohabitation Act.

C3 - According to art. 12(2) of the Swedish Citizenship Act [*Lag (2001:82) om svenskt medborgarskap*], an applicant who is married to or cohabiting with a Swedish citizen can obtain citizenship after a shorter time of residence in the country than the statutory terms otherwise prescribe. It is not specified in the provision how much shorter the term can be. The rule also applies to registered partners and cohabitants of the same sex (art. 1 of chapter 3 PL and art. 1 of the Cohabitation Act). Before the entering into force in 2001 of this new Act on Swedish Citizenship, these shorter time requirements only applied to married couples and, with the entering into force in 1995 of the Registered Partnership Act, to registered partners.

C4 - Art. 3 of chapter 36 of the Code of Judicial Procedure [*Rättegångsbalk (1942:740)*] states that any person who is married to or in any similar way closely related to a party in the proceedings may refuse to testify against that party. After the entering into force of the Registered Partnership Act in 1995, the marriage exemption applies also to registered partners (art. 1 of chapter 3 PL) and informal cohabitants of whatever sex have for a long time been considered to be 'in a similar way related to a party...', for the purposes of this provision.

C5 - In 1998 the Penal Code [*Brottsbalk (1962:700)*] was amended through the Act (1998:393) amending the Penal Code, which introduced two new provisions (art. 4a(1-2)) into chapter 4 of the Penal Code, making it an specially aggravated offence to commit certain violent or threatening crimes against e.g. a partner or an ex-partner, making no distinction between married spouses, registered partners and informal cohabitants of whatever sex.

C6 - Art. 2b of the Health and Medical Services Act [*Hälso- och sjukvårdslag (1982:763)*] states that a patient shall be given individualised information about her or his state of health and about the existing methods for examination, care and treatment. If the information can not be given to the patient, it shall instead be given to 'someone who is close to the patient' (*'närstående'*). In an authoritative commentary on the Act, the term *'nära anhörig'* - which appeared in earlier versions of the Act and which must be interpreted as a more narrow concept - is described. Examples given include the person that the patient herself or himself has indicated as the next of kin upon admittance to e.g. a hospital. In the absence of such information, the term would include a spouse or informal cohabitee of whatever sex (the Registered Partnership Act did not exist at the time of release of the Commentary), children (including adopted children), parents and sisters and brothers (see Jan Sahlin, Jan, *Hälso- och sjukvårdslagen med kommentarer* ['The Health and Medical Services Act with Commentary'], 3 ed., Stockholm, Norstedts Tryckeri, 1990, p. 82).

C7 - According to Art. 7 of the Act on Transplantation [*Lag (1995:831) om transplantation m.m.*], biological material that does not reproduce itself (e.g. a kidney) may only be taken from a living human being if the donor is a relative of the receiver or otherwise is 'close to' the receiver. The purpose of this statutory limitation, according to the travaux préparatoires (*Prop. [Government Bill] 1994/95:148*), is to avoid commercial trade in organs. Spouses, registered partners and informal cohabitants of whatever sex are considered to be 'close to' the receiver. There is however one specific complication for registered partners and cohabitants of the same sex. The National Board for Health and Welfare [*Socialstyrelsen*] has issued administrative instructions and guidelines [*Föreskrifter och allmänna råd*] to avoid transmission of disease in relation to transplantations (SOSFS 1994:4 M - see www.sos.se/sosfs/1994_4/1994_4.htm). The instructions (binding upon health and medical services staff) forbid the use of a donor who 'can be suspected of having been exposed to hiv infection'. In the guidelines (not binding upon health and medical services staff) to this instruction, examples are given of such persons. The examples include men who have or have had sexual relations with other men. I know of no case where the issue has been raised.

C8 - Chapter 12 of the Real Estate Code [*Jordabalk (1970:994)*] deals, among other things, with the renting of houses or apartments for the purpose of using them as homes. Art. 34(2) of that chapter states that a person 'close to' (*'närstående'*) a deceased tenant who has lived in the home with the tenant, has a right to take over the contract of the apartment, unless the landlord has good reasons to object. Married spouses, registered partners and informal cohabitants are all considered 'close to' a deceased tenant for the purposes of this provision. Furthermore, they all have an even stronger right, than other persons, visavis the landlord to continue renting the home. This is a consequence of the distribution of properties rules (art. 8 of chapter 7 ÄktB, art. 1 of chapter 3 PL and art. 16, 18 and 22 of the Cohabitation Act, respectively; see B4 above).

C9 - No such obligation exists in the individual case for any of the categories. However, for an informal cohabitation to come under the provisions of the Cohabitation Act the relationship must be of such a nature, that sexual relations are usually considered an integral part of it.

Table D (Sweden): Types of discrimination by employers or service providers that are prohibited in anti-discrimination legislation

	Between married spouses and registered partners (1995)	Between married spouses and informal cohabitants	Between registered partners and informal cohabitants (1995)	Between same-sex and different-sex partners (with same status)
1. With respect to housing	Yes	No	No	Yes (1987)
2. With respect to life insurance	Yes	No	No	Yes (1987)
3. With respect to health insurance	Yes	No	No	Yes (1987)
4. With respect to medically assisted insemination	No	No	No	No
5. With respect to other services	Yes	No	No	Yes (1987)
6. With respect to an occupational survivor's pension	Yes (1999)	No, but (1999)	No, but (1999)	Yes (1999)
7. With respect to other spousal benefits in employment	Yes (1999)	No, but (1999)	No, but (1999)	Yes (1999)

Notes to table D

D1 - There are no anti-discrimination provisions in Swedish law that specifically target discrimination on grounds of civil status, i.e. a non-justified difference in treatment between persons that are married and those that live in a registered partnership, in informal cohabitation or are single. Nevertheless, such differences in treatment can be construed as directly or indirectly discriminatory on grounds of (homo-)sexual orientation, which indeed is a protected category under both criminal law anti-discrimination provisions regarding goods and services and civil law provisions prohibiting such discrimination in employment. With respect to housing, art. 9 of chapter 16 of the Penal Code is applicable. This provision forbids private businesses as well as all public officials (employees as well as persons holding public office) to treat a person less favourably than they would treat another on grounds of his or her homosexual (NB not 'sexual') orientation. The provision is not applicable to the relationship between an employer on the one hand and employees or employment seekers on the other. The amendment to this provision, extending its protection from ethnic and religious discrimination only to also homosexual orientation discrimination, entered into force on 1 July 1987. However, at that point in time there was no registered partnership legislation in Sweden. Therefore, demanding that a person be married to be allowed to rent or buy an apartment or a house, would have amounted 'only' to discrimination of all unmarried persons on grounds of civil status, which is not covered by this prohibition. It also does not cover indirect discrimination, since there has to be a direct - albeit not malicious - link between the difference in treatment and the homosexual orientation. With the entering into force of the Registered Partnership Act in 1995, the issue must be judged differently. The Registered Partnership Act was adopted explicitly to create a possibility for same-sex couples to legalise their relationship in order to have access to a legal institution corresponding to that of civil marriage for heterosexual couples. Under Swedish law only different-sex couples can marry and only same-sex couples can register partnership in spite of the fact that the two systems result in virtually the same legal consequences. As a result, treating persons who are registered partners less favourably than how persons who are married would be treated most probably would amount to direct discrimination on grounds of homosexual orientation and therefore be unlawful under this penal code provision. The issue has never been tested in the courts as far as I know. However, according to an authoritative commentary on the provision, different treatment of cohabitantes (who also come under two 'different but equal' sets of rules) depending on whether they are of the same sex or different sexes, amounts to unlawful discrimination under this provision of the Penal Code (see Lena Holmqvist, '16 kap. Om brott mot allmän ordning' ['Chapter 16 On Crimes against Public Order'], in: L. Holmqvist, M. Leijonhufvud, P.O. Tråskman & S. Wennberg, 'Brottsbalken - En kommentar' ['The Penal Code - a Commentary'], Stockholm, Norstedts Juridik AB, 2002, p. 16:43-53). It is therefore most likely that the same would apply to registered partners compared to married spouses.

D2 - See D1.

D3 - See D1.

D4 - The anti-discrimination provision in art. 9 of chapter 16 of the Penal Code requires that a comparison is made between how a homosexual person is treated compared to how a heterosexual person would be treated.

This indicates that the persons compared must be, if not in an identical, at least in a similar (comparable) situation. In the case of medically assisted procreation, there are specific provisions excluding women in registered partnerships from access to such services. It is even a punishable offence (art. 7 of the Insemination Act) to perform insemination on a woman who is neither married nor living in a long-term relation with a man, if it is done 'habitually' or for money. Therefore, the situations of a married woman and a woman living in a registered partnership would probably not be considered 'comparable' for the purposes of this penal code anti-discrimination provision.

D5 - See D1.

D6 - Being married as well as being a registered partner (or living in a registered partnership) are different but equal civil statuses under Swedish law. Same-sex couples are not allowed to marry and different-sex couples are not allowed to register as partners. Instead, the Registered Partnership Act was meant precisely to create the same rights and obligations for same-sex couples as a marriage gives to different-sex couples. Therefore, if an occupational survivor's pension is included in the employment benefits for persons who work for a certain employer - private or public - it would amount to direct sexual orientation discrimination to treat married employees differently from how employees living in a registered partnership would be treated. Thus, such a difference in treatment would be unlawful under the 1999 Sexual Orientation Discrimination Act; see art. 3 and 5. The Act makes no exception from the discrimination prohibition for differential treatment on grounds of marital status. Discrimination between *married spouses* and *same-sex informal cohabitants* could be construed as indirect sexual orientation discrimination, since same-sex couples can not marry under Swedish law, and would therefore also be unlawful under the 1999 Sexual Orientation Discrimination Act; see art. 4 and 5. Such a difference in treatment visavis *different-sex informal cohabitants* would however not violate the discrimination prohibition since there is no general prohibition in Swedish law against discrimination on grounds of marital status alone. Discrimination between *registered partners* and *informal different-sex cohabitants* could likewise be construed as indirect (hetero-)sexual orientation discrimination, since different-sex couples can not register partnership under Swedish law, and would be unlawful under the 1999 Sexual Orientation Discrimination Act; see art. 4 and 5. Such a difference in treatment visavis *same-sex couples* would however not violate the law since there is no general prohibition against discrimination on grounds of civil status alone in Swedish law. Discrimination between *same-sex* and *different-sex informal cohabitants* would be direct sexual orientation discrimination and therefore also unlawful under the 1999 Sexual Orientation Discrimination Act; see art. 3 and 5.

D7 - Any employer who treats employees differently with respect to any form of spousal benefits on grounds of sexual orientation violates the discrimination prohibitions in art. 3-5 of the 1999 Sexual Orientation Discrimination Act; see D6 above.

Table E (Sweden): Types of couples that qualify for starting a civil marriage or registered partnership in the country itself

		Civil marriage		Registered partnership	
		Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)
Resident national with:	1. Resident national	Yes	X	X	Yes
	2. Non-resident national	Yes	X	X	Yes
	3. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes
	4. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes
Non-resident national with:	5. Non-resident national	Yes	X	X	No
	6. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but (2000)
	7. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
Resident foreigner with:	8. Resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but (2000)
	9. Non-resident foreigner	Yes	X	X	Yes, but (2000)
Non-resident foreigner with:	10. Non-resident foreigner	Yes	X	X	No
11. Sister or brother with sister or brother		No, but	X	X	No, but
12. Parent with child		No, but	X	X	No, but

Notes to table E

E1 - The general principle in Swedish Private international law with respect to the possibility of entering into marriage before a Swedish authority is that the right to marry is tried for each of the future spouses individually, applying the law of the state of which he or she is a citizen; see art. 1 of chapter 1 of the Act on certain International Legal Conditions regarding Marriage and Guardianship [*Lag (1904:26 s. 1) om vissa internationella rättsförhållanden rörande äktenskap och förmynderskap*]. Therefore when a Swedish national wants to marry another Swedish national, regardless of residence, internal Swedish law will apply. According to art. 3 of chapter 1 PL, the right to register partnership is always considered applying Swedish law. Originally the PL stipulated that a partnership could only be registered if at least one of the partners was a resident Swedish national (art. 2 of chapter 1 PL of 1 January 1995). This provision has since been amended by the Act (2000:374) amending the Act (1994:1117) on Registered Partnership, which entered into force 1 July 2000. The purpose of the amendment was to broaden the possibilities of partnership registration in Sweden to a wider category of same-sex couples. The provision as it stands now says that at least one of the parties must *either* be a resident Swedish national (Art. 2(2) of chapter 1 PL) *or* have been residing in Sweden for at least 2 years (Art. 2(1) of chapter 1 PL). For the purposes of the Registered Partnership Act, Danish, Dutch, Icelandic and Norwegian citizens are treated as if they were Swedish citizens (last sentence of art. 2 of chapter 1 PL). To conclude, a resident national (or of equivalent nationality) can always register partnership with another resident national (or of equivalent nationality).

E2 - Since both parties are Swedish nationals, they can always marry in Sweden; see E1. Since one of the partners is a resident Swedish national they can register their partnership; see E1.

E3 - *Marriage*: So long as the law of the state of which a resident foreigner is a citizen does not prevent him or her from marrying, neither does Swedish law; see E1. If a foreigner has been resident since at least two years he or she can also have the right to marry considered exclusively under Swedish law (art. 2 of chapter 1 of the Act on certain International Legal Conditions regarding Marriage and Guardianship). Foreigners who are not resident or who have not been resident that long can still obtain this possibility by applying specially to the Government (last sentence of art. 2 of chapter 1 of the same Act). *Registered partnership*: Since one of the partners also in this example is a resident Swedish national, the couple can register their partnership; see E1.

E4 - See E3

E5 - *Marriage*: See E1. *Registered partnership*: Since there is always a residence requirement for at least one of the parties wanting to enter into a registered partnership before a Swedish authority and according to Swedish law, partnership registration is not possible in this situation; see E1.

E6 - *Marriage*: See E3. *Registered partnership*: Since only the foreigner is a resident, he or she must *either* be a Danish, Dutch, Icelandic or Norwegian citizen (i.e. equivalent to Swedish citizenship) *or* have been residing in Sweden for at least two years for the partnership registration to be allowed; see also E1.

E7 - *Marriage*: See E3. *Registered partnership*: See E5.

E8 - *Marriage*: See E3. *Registered partnership*: As long as at least one of the parties *either* has Danish, Dutch, Icelandic or Norwegian citizenship (i.e. equivalent to Swedish citizenship) *or* has been resident for at least two years in Sweden, they can register their partnership; see E1.

E9 - *Marriage*: See E3. *Registered partnership*: As long as the resident foreigner *either* has Danish, Dutch, Icelandic or Norwegian citizenship (i.e. equivalent to Swedish citizenship) *or* has been resident for at least two years in Sweden, they can register their partnership; see E1.

E10 - *Marriage*: See E3. *Registered partnership*: See E5.

E11 - It is not allowed for sisters and brothers (biological or by adoption) to marry each other (Art. 3(1) of chapter 2 ÄktB). Half-brothers and half-sisters may not marry each other without a special permission from the state (Art. 3(2) of chapter 2 ÄktB). The same rules apply to partnership registration (Art. 3(1-2) of chapter 1 PL).

E12 - Parents and biological children are neither allowed to marry each other (Art. 3(1) of chapter 2 ÄktB), nor are they allowed to register as partners (Art. 3(1) of chapter 1 PL). However, if an adoptive parent marries the adopted child, the adoption automatically ceases to have any legal effects. The same goes for registered partnerships between adoptive parents and children (Art. 7(2) of chapter 4 FB and art. 1 of chapter 3 PL). From this you can conclude that such marriages and registered partnerships are possible. This has been widely criticised and the Government has on several occasions announced that this possibility will be abolished.

Table F (Sweden): Authority for starting a civil marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)
1. Registry of births, marriages and deaths	No	X	X	No
2. Local population administration	No	X	X	No
3. Church	Yes	X	X	No
4. Court	Yes	X	X	Yes
5. Private person with special authorisation	Yes	X	X	Yes
6. Public notary	No	X	X	No
7. Administrative magistrate	No	X	X	No

Notes to table F

F1 - No such possibility is provided for; see F3-F5 below.

F2 - Idem.

F3 - A legally valid marriage can be performed either by a priest belonging to the Church of Sweden (art. 3(1) of chapter 4 ÄktB) or a priest or other official of certain other churches or religious organisations (art. 3(2) of chapter 4 ÄktB). No such possibilities exist for legally valid celebrations of registered partnerships.

F4 - A legally valid marriage can also be performed by a district court judge (Art. 3(3) of chapter 4 ÄktB). The same goes for a legally valid celebration of a registered partnership (art. 8 of chapter 1 PL). The ceremonies are almost identical.

F5 - A legally valid marriage can also be performed by any individual who has received special authorisation from the County administration to do so (Art. 3(4) of chapter 4 ÄktB). The same goes for a legally valid celebration of a registered partnership (art. 8 of chapter 1 PL). The ceremonies are almost identical. The use of this alternative is less common than the one mentioned in F4 above, both for marriages and registered partners.

F6 - No such possibility is provided for; see F3-F5 above.

F7 - Idem.

Table G (Sweden): Means of ending a marriage or registered partnership

	Civil marriage		Registered partnership	
	Different-sex	Same-sex	Different-sex	Same-sex (1995)
1. By court decision (after joint or individual petition)	Yes	X	X	Yes
2. By mutually agreed contract (outside court)	No	X	X	No
3. Unilaterally by one partner (outside court)	No	X	X	No
4. By conversion of marriage into registered partnership, or vice versa (outside court)	No	X	X	No
5. By one registered partner marrying a third person (or starting a registered partnership with a third person)	No	X	X	No
6. By the registered partners marrying each other (or by the married partners starting a registered partnership together)	No	X	X	No
7. By administrative decision (after joint or individual petition)	No	X	X	No

Notes to table G

G1 - Art. 2 of chapter 2 PL stipulates that chapter 5 ÄktB applies *mutatis mutandis* also to the dissolution of a registered partnership. Chapter 5 ÄktB provides that dissolution can be obtained by a court decision, immediately if the spouses agree and neither one of them is living with a child under the age of 16 over which that spouse has parental authority, and otherwise after a 6 months period of reconsideration (art. 1-2 of chapter 5 ÄktB).

G2 - No such possibility is provided for.

G3 - Idem.

G4 - Idem.

G5 - Idem. In fact, marrying a third person would be a criminal offence for any person who is already married or a registered partner (art. 1-1a of chapter 7 of the Penal Code).

G6 - No such possibility is provided for.

G7 - Idem.

Some literature in English

- Yuval Merin, *Equality for Same-Sex Couples. The legal recognition of gay partnerships in Europe and the United States*, Chicago/London: The University of Chicago Press, 2002, p. 94-103.
- Åke Saldeen, 'Sweden', in: C. Hamilton & A. Perry (eds.), *Family Law in Europe*, second ed., London/Edinburgh, Butterworth Lexis Nexis, 2002, p. 619-660.
- Matti Savolainen, 'The Finnish and Swedish Partnership Acts - Similarities and Divergencies', in: K. Boele-Woelki & A. Fuchs (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Couples in Europe*, Antwerp: Intersentia, 2003, p. 24-40.
- Lars Tottie, *Äktenskapsbalken* [a commentary to the Marriage Code], Norstedts Förlag, Stockholm 1990.
- Hans Ytterberg, ' "From Society's Point of View, Cohabitation Between Two Persons of the Same Sex is a Perfectly Acceptable Form or Family Life". A Swedish Story of Love and Legislation', in: Robert Wintemute & Mads Andenaes (eds.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships*, Oxford: Hart Publishing, 2001, p. 427-436.

For more literature references, see the database of the CERSGOSIG project at www.cersgosig.informagay.it/.

Annexe II

Démographie des procédures de légalisation des couples homosexuels et hétérosexuels

Analyse par pays

• Allemagne.....	297
• Belgique.....	301
• Danemark.....	305
• Finlande.....	313
• France.....	317
• Islande.....	321
• Norvège.....	325
• Pays-Bas.....	331
• Suède.....	337

Allemagne

L'Allemagne compte 82 500 849 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 396 007. Au cours des 25 dernières années, ce nombre a d'abord connu une légère hausse au cours des années 1980. Il culmine alors à 530 000 et un taux brut de 6,8 pour 1 000 habitants. Depuis lors la baisse a été sensible et à peu près continue, le nombre de mariages étant descendu jusqu'à 380 000 dans les années récentes (soit un recul de 150 000) et le taux brut étant désormais bien inférieur à 5 pour 1 000.

Allemagne. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	496603	6,3	1990	516388	6,5	2000	418550	5,1
1981	487832	6,2	1991	454291	5,7	2001	389591	4,7
1982	486856	6,2	1992	453428	5,6	2002	391963	4,8
1983	495392	6,3	1993	442605	5,5	2003	382911	4,6
1984	498040	6,4	1994	440244	5,4	2004	396007	4,8
1985	496175	6,4	1995	430534	5,3			
1986	509320	6,6	1996	427297	5,2			
1987	523847	6,7	1997	422776	5,2			
1988	534903	6,8	1998	417420	5,1			
1989	529597	6,7	1999	430674	5,2			

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a été à peu près stable au long des années 1990, autour de 19 500 000. Il est en léger recul depuis le début des années 2000 et ne dépasse plus guère 19 000 000. En revanche, le nombre de couples non mariés s'est accru constamment depuis 1991, passant de 1 400 000 à 2 400 000, une hausse qui compense largement la baisse du nombre de couples mariés. La part des non mariés dans le total des couples est passée de 7 à 11 %. Ce dernier pourcentage reste cependant faible par rapport aux résultats observés ailleurs en Europe occidentale.

L'augmentation de la proportion de couples non mariés marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Le taux de nuptialité des couples non mariés est constamment très élevé, quoique en très fort recul. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation a été divisée par deux depuis 1991, de 33 à 16 %. Il pourrait y avoir dans ces valeurs fortes une part due au fait que tous les mariages ne sont pas précédés par une phase de cohabitation des couples non mariés, mais les enquêtes des années 1990 ne font pas apparaître l'Allemagne très différente de ses voisins sur ce point, le mouvement vers une prévalence systématique de la cohabitation avant mariage semblant irrésistible ici comme ailleurs. Il faut sans doute incriminer plutôt une sous déclaration des couples non mariés, suggérée à la fois par leur faible part dans l'ensemble des couples et par les taux de nuptialité très forts chez le non mariés. Le recul du taux reflète néanmoins, en l'amplifiant, celui du nombre de mariages.

Allemagne. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
en avril de chaque année
et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1990				2000	19455000	2113000	0,198
1991	19492000	1393000	0,326	2001	19357000	2185000	0,178
1992	19633000	1485000	0,305	2002	19307000	2276000	0,172
1993	19703000	1582000	0,280	2003	19185000	2361000	0,162
1994	19662000	1658000	0,266	2004	19200000	2400000	0,162
1995	19658000	1741000	0,247	2005			
1996	19590000	1824000	0,234				
1997	19617000	1904000	0,222				
1998	19541000	1982000	0,211				
1999	19479000	2054000	0,210				

Micro-recensements en avril de chaque année

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date de août 2001. Il est organisé dans les länder et ne donne pas lieu à un décompte au niveau fédéral. Il n'y a pas de statistiques des enregistrements (ou des dissolutions) de partenariat sur le modèle de ce qui est réalisé pour les statistiques d'état civil. Toutefois en 2005, un groupe de travail de juristes gays (« Bundesarbeitsgemeinschaft Schwule Juristen ») a conduit une enquête auprès des ministères de l'intérieur des seize länder allemands en vue de connaître le nombre de partenariats enregistrés depuis l'instauration de la loi jusqu'à la fin de 2004. Les résultats manquent pour le Niedersachsen et ils ne couvrent pas l'ensemble de la période dans sept autres länder. La distinction entre partenariats d'hommes et de femmes manque dans le Niedersachsen et dans trois autres länder¹. C'est néanmoins une base suffisante pour estimer de façon fiable le nombre de partenariats enregistrés en Allemagne en 3 ans et 5 mois, en supposant que les partenariats non encore enregistrés dans certains länder sont en nombre proportionnel aux mois manquants et à la population du land (pour le Niedersachsen).

De août 2001 à décembre 2004, il aurait été conclu 14 000 partenariats, dont 9 400 partenariats d'hommes et 4 600 partenariats de femmes. En moyenne annuelle, c'est respectivement 2 750 et 1 350. Soit des taux bruts d'enregistrement de 6,8 pour 100 000 hommes et 3,2 pour 100 000 femmes.

La prédominance numérique des partenariats masculins est forte : ils sont plus des deux tiers du total des enregistrements.

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on dispose d'une estimation du nombre de couples homosexuels tirée des Mikrozensus depuis 1996. Le dénombrement identifie d'abord les personnes qui ont déclaré leur lien de couple dans la question sur la composition du ménage. Il s'élargit ensuite aux paires de personnes de même sexe appartenant au même ménage. Dans la définition restreinte, le nombre de couples homosexuels passe de 38 000 en 1996 à 56 000 en 2004 (la prépondérance des couples masculins décroît au fil du temps, de 61 % à 54 %) ; la part dans l'ensemble des couples est de 0,2 % en début de période et 0,3 en fin. Dans la définition large, le nombre de couples homosexuels passe de 124 000 en 1996 à 160 000 en 2004 ; la part dans l'ensemble des couples est de 0,6 % en début de période et 0,7 en fin. Les réticences des couples homosexuels à se déclarer comme tels dans les opérations statistiques de grande ampleur conduisent à privilégier la définition large.

¹ Cf. <http://typo3.lsvd.de/223.0.html>

Allemagne. Nombre de couples homosexuels aux micro-recensements,
selon le mode de dénombrement

Date	Couples homosexuels déclarés comme tels			Ménages d'adultes de même sexe
	Ensemble	Couples d'hommes	Couples de femmes	
04/1996	38000	23000	15000	124000
04/1997	39000	22000	17000	114000
04/1998	44000	25000	19000	134000
04/1999	41000	25000	16000	128000
05/2000	47000	27000	20000	142000
04/2001	50000	29000	21000	147000
04/2002	53000	31000	22000	148000
05/2003	58000	32000	26000	159000
03/2004	56000	30000	26000	160000

Source : Ergebnisse des Mikrozensus, Statistisches Bundesamt

Pour calculer le taux d'enregistrement des couples homosexuels, on utilise le nombre de ceux-ci en mai 2003, qui est à peu près au milieu de la période couverte et on retranche la moitié du nombre cumulé de partenariats enregistrés. La répartition entre couples d'hommes et de femmes est celle constatée sur les couples qui se sont déclarés comme tels (55%/45%).

Les taux d'enregistrement (0,033 pour les hommes et 0,020 pour les femmes) sont sensiblement inférieurs au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés.

Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés et des mariages

Comparé au nombre de ménages dans chaque land, le nombre de partenariats enregistrés entre 2001 et 2004 est largement supérieur à la moyenne dans les deux länder de Berlin et Hambourg, où ont eu lieu plus de 20 % des partenariats allemands (contre 6 % de la population du pays).

A l'inverse, le nombre de partenariats est le plus faible dans les länder de l'est (hormis Berlin : Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt et Thüringen), où ont lieu 6 % des partenariats (contre 16 % de la population du pays).

Belgique

La Belgique compte 10 445 852 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 43 326. Au cours des 25 dernières années, ce nombre a d'abord connu un creux au milieu des années 1980, avant de se reprendre vers 1990. Le taux brut de nuptialité est alors de 6,5 pour 1 000 habitants et le nombre absolu approche 65 000. Depuis lors la baisse a été sensible, les derniers résultats étant en recul de 20 000 par rapport à ces valeurs et le taux brut n'étant plus que de 4 pour 1 000. Les deux dernières années (2003 et 2004) marquent une légère reprise par rapport aux précédentes.

Belgique. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	66369	6,7	1990	64554	6,5	2000	45123	4,4
1981	64380	6,5	1991	60740	6,1	2001	42110	4,1
1982	62341	6,3	1992	58156	5,8	2002	40434	3,9
1983	59629	6,1	1993	54112	5,4	2003	41777*	4,0*
1984	58962	6,0	1994	51962	5,1	2004	43326*	4,2*
1985	57559	5,8	1995	51402	5,1			
1986	56780	5,8	1996	50552	5,0			
1987	56563	5,7	1997	47759	4,7			
1988	59075	6,0	1998	44393	4,4			
1989	63511	6,4	1999	44171	4,3			

* Il n'est pas précisé si la statistique englobe les mariages de couples homosexuels.

Le nombre de couples hétérosexuels mariés est en légère décroissance (environ - 80 000 en dix ans). En revanche, le nombre de couples non mariés s'est accru de plus de 130 000 dans le même temps, en doublant de 130 000 à 260 000. La part des non mariés dans le total des couples est passée de 5 à 11 %. Malgré la hausse, ce dernier pourcentage reste faible.

Belgique. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés au 1^{er} janvier de chaque année et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1990				2000	2146403	258707	0,174
1991	2225916	128151	0,474	2001	2130000	277000	0,152
1992				2002	2120000	295000	0,137
1993	2227730	150456	0,360	2003	2110000	313000	0,133
1994				2004	2100000	331000	0,131
1995	2215944	180601	0,285	2005			
1996							
1997	2195878	205814	0,232				
1998	2182757	220553	0,201				
1999	2164203	238778	0,185				

Estimations faites par Michel Poulain (Gédap, Université Catholique de Louvain-la-Neuve), sur la base des données fournies par l'INS et le Registre National

L'augmentation de la proportion de couples non mariés marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Le taux de nuptialité des couples non mariés est constamment très élevé, quoique en très fort recul. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation a été divisée par trois depuis 1991, de 47 à 17 %. Il pourrait y avoir dans ces valeurs fortes une part due au fait que tous les mariages ne sont pas précédés par une phase de cohabitation des couples non mariés. Il faut peut-être incriminer aussi une sous déclaration des couples non mariés, suggérée par leur faible part dans l'ensemble des couples. Le recul du taux reflète néanmoins, en l'amplifiant, celle du nombre de mariages.

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des « cohabitations légales » date de janvier 2000 ; il est possible aussi bien pour les couples homo- qu'hétérosexuels, mais il est ouvert aussi aux paires de proches parents (parents-enfants, frères-sœurs etc.). On peut décompter les cohabitations légales selon le sexe des partenaires, mais les personnes ne sont pas tenues de préciser leurs liens de parenté et il n'est donc pas possible de distinguer les couples des autres formes familiales. Les informations statistiques disponibles (par année de 2000 à 2003) émanent du Ministère de l'Intérieur, en réponse à une question parlementaire².

Par la suite, le mariage a été ouvert aux homosexuels en juin 2003. Il n'est pas clair si la statistique des mariages publiée par l'Institut national de statistique depuis lors inclut les mariages de couples de même sexe. Des informations sur le nombre de ces mariages ont été données par le Ministère de l'Intérieur pour la période de deux ans à partir du 1^{er} juin 2003³.

Belgique. Nombre annuel de cohabitations légales et de mariages homosexuels selon le sexe et taux brut pour 100 000 hommes ou femmes

Année	Cohabitations			Mariages		Taux de cohabitation		Taux de mariage	
	HF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF
1998									
1999									
2000	4269	745				7,3			
2001	20345	1052				10,2			
2002	8189	712				6,8			
2003	10374	789		□		7,6		□	
2004				□	2442*			□	11,8**
2005				□				□	

* Du 1^{er} juin 2003 au 10 juin 2005, soit environ deux ans.

** Du 1^{er} juin 2003 au 10 juin 2005, rapporté à une dimension annuelle.

Le nombre de cohabitations légales entre partenaires de même sexe a été compris entre 700 et 800 chaque année entre 2000 et 2003, avec une valeur record au-dessus de 1 000 en 2001. D'où une moyenne sur quatre ans de 825 enregistrements. Les taux bruts sont de l'ordre de 7 pour 100 000 personnes avec une pointe au-dessus de 10 en 2001 (moyenne : 8,0). Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, il n'y a pas eu un nombre d'enregistrements exceptionnellement élevé la première année d'application de la loi, puis un recul les années suivantes. Il n'y a pas non plus de chute du nombre de cohabitations enregistrées en 2003, l'année où le mariage a été ouvert aux couples homosexuels. En revanche, cette année, le nombre de dissolutions de cohabitations a fortement augmenté, atteignant 546 contre 120 l'année précédente⁴. Rappelons que ces statistiques ne permettent pas d'identifier les couples de même sexe (ou de sexe différent), ceux-ci n'étant pas distingués des cohabitations entre frères, ou entre sœurs, ou entre père et fils ou mère et fille.

Il y a eu 2442 mariages entre conjoints de même sexe dans les deux ans qui ont suivi la mise en œuvre de la loi. Soit un taux brut moyen annuel de l'ordre de 12 pour 100 000 hommes ou femmes. Ces nombres sont sensiblement supérieurs à ceux des cohabitations légales entre partenaires de même sexe les deux premières années d'application de la loi.

² Réponse du ministre de l'Intérieur du 31 mars 2004 à la question n° 177 de M. Servais Verherstraeten du 11 février 2004. In : Chambre, 2^e session de la 51^e législature, p. 4161-4162.

³ Réponse de la ministre de la Justice du 6 juillet 2005 à la question n° 635 de Mme Hilde Vautmans du 19 avril 2005. In : Chambre, 3^e session de la 51^e législature, p. 14977-14978.

⁴ Les cohabitations entre partenaires de sexe différent suivent une évolution beaucoup plus irrégulière. L'année initiale est celle où le nombre d'enregistrements a été le plus faible.

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés car la statistique belge ne le fournit pas. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays Bas en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute plus de 0,7 % en 1999) des couples hétérosexuels. On utilise une estimation du nombre de couples hétérosexuels dans les premières années 2000 extrapolé des valeurs connues, soit 2 400 000.

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise : en moyenne 0,029 contre 0,049 pour les enregistrements de cohabitations légales en 2000-2003 ; en moyenne 0,042 contre 0,073 pour les deux premières années d'application de la loi sur le mariage, à partir de juin 2003. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés.

Autres aspects de la vie des cohabitations légales

Les deux premières années d'application de la loi sur la cohabitation légale (2000-2001), les enregistrements ont surtout eu lieu en région flamande, qu'il s'agisse de partenaires de même sexe ou de sexe différent (plus de 8 enregistrements sur 10, alors que la population de la Flandre représente moins de 6/10 du Royaume). Les deux années suivantes (2002-2003), la sur-représentation est dans les deux autres régions mais il en va différemment pour les partenaires de même sexe et ceux de sexe différent : environ le quart des cohabitations de même sexe ont été enregistrées à Bruxelles-Capitale (qui ne représente que le dixième de la population du pays) ; la moitié des cohabitations de sexe différent ont été enregistrées en Wallonie (dont la population est le tiers du total belge).

Danemark

Le Danemark compte 5 411 405 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 37 711. Il s'est accru continuellement quoique irrégulièrement depuis les années 1980. Il était nettement inférieur à 30 000 au milieu des années 1980 ; il est largement supérieur à 35 000 depuis le milieu des années 1990. De même le taux brut de nuptialité est passé de moins de 5 à plus de 7 pour mille.

Cette hausse marque une reprise de la nuptialité après un sensible déclin. En témoignent des indicateurs beaucoup plus raffinés que le nombre annuel brut de mariages ou le taux brut de nuptialité (table de nuptialité ou indicateur conjoncturel de primo-nuptialité).

Danemark. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	26448	5,2	1990	31513	6,1	2000	38388	7,2
1981	25411	5,0	1991	31099	6,0	2001	36567	6,8
1982	24330	4,8	1992	32188	6,2	2002	37210	6,9
1983	27096	5,3	1993	31638	6,1	2003	35041	6,5
1984	28624	5,6	1994	35321	6,8	2004	37711	7,0
1985	29322	5,7	1995	34736	6,6			
1986	30773	6,0	1996	35953	6,8			
1987	31132	6,1	1997	34244	6,5			
1988	32080	6,3	1998	34733	6,5			
1989	30894	6,0	1999	35439	6,7			

The number of marriages in Denmark comprises marriages which satisfy the condition that at least one of the two spouses is resident in Denmark. The number of persons married comprises male or female, Danish residents who marry. The basis for compiling the statistics is Statistics Denmark's populations register, which again is based on information drawn from the Central Population Register (CPR) about each married person with residence in Denmark.

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a diminué du début des années 1980 au milieu des années 1990, de 1 100 000 à 1 million. Il s'est légèrement repris et stabilisé depuis.

Le nombre de couples hétérosexuels non mariés s'est accru continuellement depuis le début des années 1980 jusqu'à aujourd'hui : de 160 000 à 290 000. La hausse est nettement ralentie, voire interrompue depuis la fin des années 1990.

Les deux mouvements se compensent à peu près : moins de couples mariés et davantage de non mariés pour un nombre total de couples à peu près inchangé. La part des non mariés dans l'ensemble des couples a été presque doublée : de 1/8 à près de 1/4 (de 12,5 à 22,1%).

L'augmentation de la proportion de couples non mariés, très minoritaire en début de période, marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions. Toutefois, la stabilité du nombre de couples mariés montre une résistance du mariage, aussi attestée par l'augmentation de sa fréquence (cf. plus haut).

Danemark. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
au 1^{er} janvier de chaque année

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés
1980	1120542	160355	1990	1024147	244916	2000	1023872	288854
1981	1107247	169419	1991	1019387	251343	2001	1026378	290999
1982	1092857	178692	1992	1016434	258201	2002	1026775	292101
1983	1077707	189983	1993	1013419	263171	2003	1026806	291828
1984	1065957	199757	1994	1009220	268865	2004	1024065	291266
1985	1056606	207907	1995	1009611	272445	2005	1024386	290030
1986	1048409	216664	1996	1013636	276641			
1987	1042683	225361	1997	1017221	277930			
1988	1037033	233350	1998	1018806	281668			
1989	1030625	238248	1999	1021701	286318			

Families can be divided in three main types. Families consisting of *couples*, families of *single persons* and families consisting of a *child not living with its parents*. For families of couples or single persons the family can include one or more children living with the parent(s).

Children are defined as persons who are under the age of 18, who have never been married, who do not have children by themselves and who are not parts in cohabiting couples (cf. below). If a child has a parent reference number to at least one adult person in the same household, the child is living at home, and if not the child is not living at home.

All persons who are not *children* are *adult persons*. Every adult person who is not part of a couple is a *single person*. There are four types of *couples*:

1. *Married couples*. The two persons have spouse reference numbers to each other.

2. *Registered partnerships*. The partners refer to each other in the CPR register in the same way as married persons.

3. *Consensual unions*. The two persons have at least one joint child (in this context the age of the child is immaterial) living in the home, or they had so on 1 January 1990 or 1 January in a subsequent year. If there are no joint children living in the home any longer, the parents must have been living together at all later dates of population status (= 1 January).

4. *Cohabiting couples*: A cohabiting couple consists of two persons of opposite sex with no joint children, but possibly with separate children. The two persons have an age difference of less than 15 years, they are not from the same family of origin as far as the reference numbers show and there are no other adult persons living at the address. Persons down to the age of 16 can be regarded as cohabiting.

A family is identified by the CPR number of the woman in the family in the case of a couple consisting of a man and a woman. In other cases by the CPR number of the oldest person in the family. The person whose CPR number identifies the family is sometimes called the *head person* or the *key person* of the family and the other adult person as the *partner* in the family.

Depuis la fin des années 1980, le taux de nuptialité des couples non mariés est à peu près constant, avec de faibles variations entre 12,0 et 13,3 %. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation n'a guère varié depuis 1989 (année d'instauration du partenariat enregistré pour les couples homosexuels).

Cette stabilité contraste avec l'augmentation du nombre de mariages, car celle-ci est balancée par la montée parallèle du nombre de couples non mariés. Il y a donc davantage de couples non mariés, une fréquence constante de leur légalisation, donc un nombre croissant de mariages au fil des ans.

Danemark. Taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1980	0,165	1990	0,129	2000	0,133
1981	0,150	1991	0,124	2001	0,126
1982	0,136	1992	0,125	2002	0,127
1983	0,143	1993	0,120	2003	0,120
1984	0,143	1994	0,131	2004	0,129
1985	0,141	1995	0,127		
1986	0,142	1996	0,130		
1987	0,138	1997	0,123		
1988	0,137	1998	0,123		
1989	0,130	1999	0,124		

Au début des années 1980, la fréquence de légalisation était sensiblement plus élevée (et en régression). Il ne faut sans doute pas y voir le signe d'une légalisation plus fréquente des couples. C'est sans doute bien davantage dû au fait qu'une proportion encore importante de couples se mariaient sans avoir préalablement vécu ensemble. L'existence de tels couples en proportion non négligeable fausse le sens du taux de nuptialité des couples non mariés. Ainsi d'après les enquêtes FFS, la proportion de jeunes suédoises qui « consacrent » leur premier couple d'emblée par un mariage, sans cohabitation préalable, tombe sous 10% dans la première moitié des années 1980 (on n'a pas d'information semblable pour le Danemark).

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date de 1989, mais la statistique de ces enregistrements débute seulement en 1999. En parallèle, le Bureau central de statistique a cependant établi depuis le début les nombres d'hommes et de femmes vivant en partenariat ou n'y vivant plus par suite de la séparation des partenaires ou le décès de l'un d'eux. Nous avons utilisé l'évolution de ces nombres d'année en année pour estimer le nombre d'enregistrements entre 1989 et 1998.

Danemark. Nombre annuel de partenariats homosexuels selon le sexe
et taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes

Année	Partenariats		Taux		Année	Partenariats		Taux		Année	Partenariats		Taux	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1980					1990	329	113	24	9	2000	177	131	12,1	9,7
1981					1991	183	88	13	7	2001	178	169	12,1	12,5
1982					1992	167	82	12	6	2002	140	163	9,5	12,0
1983					1993	161	62	11	5	2003	148	172	11,1	12,6
1984					1994	150	98	11	7	2004				
1985					1995	177	82	12	6					
1986					1996	157	106	11	8					
1987					1997	124	113	9	8					
1988					1998	137	127	9	9					
1989	263	62	19	5	1999	161	137	11,0	10,2					

De 1989 à 1998: nos estimations.

The number of partnerships in Denmark comprises partnerships which satisfy the condition that at least one of the two partners is resident in Denmark. The number of persons partnered comprises male or female, Danish residents who partner. The basis for compiling the statistics is Statistics Denmark's population register, which again is based on information drawn from the Central Population Register (CPR) about each partnered person with residence in Denmark.

Le nombre de partenariats masculins est élevé les deux premières années et il se stabilise ensuite autour de 150 annuellement (taux brut autour de 11 pour 100 000). Le nombre de partenariats féminins est beaucoup plus faible les premières années, mais il est en hausse continue depuis dix ans (triplement, de 62 en 1993 à 172 en 2003). Les deux dernières années, le nombre de partenariats féminins dépasse celui des partenariats masculins (taux brut supérieur à 12 pour 100 000).

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés car la statistique danoise ne le fournit pas, malgré la tenue d'un registre de population performant. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays Bas en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute plus de 0,7 % en 1999) des couples hétérosexuels.

Aux Pays Bas, la proportion de couples homosexuels par rapport aux couples hétérosexuels a légèrement augmenté au fil du temps, de 1,0 à 1,2 % entre 1995 et 2002. Il n'est pas exclu qu'un semblable mouvement se soit déroulé au Danemark.

Danemark. Estimations du nombre de couples homosexuels non enregistrés
au 1^{er} janvier de chaque année

Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989	8222	7004	4796	4086	1998	8427	7179	4916	4188
1990	8224	7005	4797	4086	1999	8476	7220	4944	4212
1991	8234	7014	4803	4092	2000	8506	7246	4962	4227
1992	8260	7036	4818	4104	2001	8537	7272	4980	4242
1993	8272	7047	4826	4111	2002	8546	7280	4985	4247
1994	8282	7055	4831	4115	2003	8545	7279	4984	4246
1995	8308	7077	4846	4128	2004	8523	7261	4972	4235
1996	8361	7122	4877	4155	2005	8517	7256	4968	4232
1997	8393	7149	4896	4170					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés, tel que publié chaque année par Statistique Danemark.

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés. En fin de période par exemple, c'est-à-dire près de 15 ans après la loi sur le partenariat, le taux d'enregistrement est de l'ordre de 3 à 7 % selon les hypothèses, alors que le taux de nuptialité reste supérieur à 12 %.

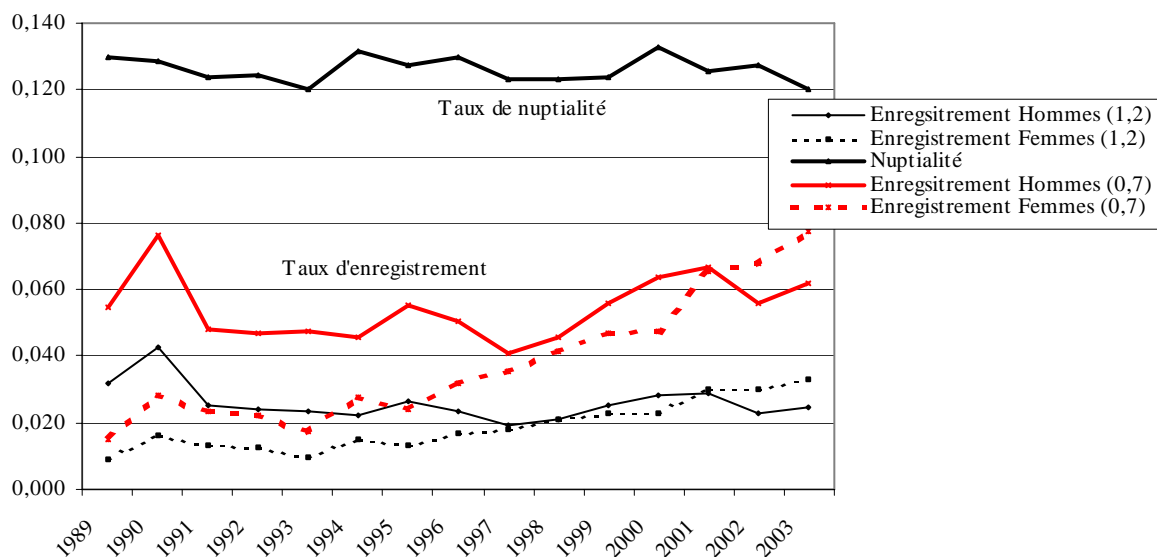
Danemark. Taux d'enregistrement des couples homosexuels

Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989	0,032	0,009	0,055	0,015	1998	0,021	0,021	0,046	0,042
1990	0,042	0,016	0,076	0,028	1999	0,025	0,023	0,056	0,047
1991	0,025	0,013	0,048	0,023	2000	0,028	0,023	0,064	0,048
1992	0,024	0,012	0,047	0,022	2001	0,029	0,030	0,067	0,066
1993	0,023	0,009	0,047	0,017	2002	0,023	0,030	0,056	0,068
1994	0,022	0,015	0,046	0,028	2003	0,025	0,033	0,062	0,078
1995	0,027	0,013	0,055	0,024	2004				
1996	0,024	0,017	0,050	0,032	2005				
1997	0,019	0,018	0,041	0,035					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés, tel que publié chaque année par Statistique Danemark.

L'évolution du taux d'enregistrement au fil du temps est beaucoup plus difficile à dessiner. La hausse au cours des années récentes est sensiblement plus forte si la proportion de couples homosexuels est plus faible (hypothèse 0,7 %). Elle serait nettement moins forte si la proportion s'avérait élevée (hypothèse 1,2 %). Mais surtout, elle pourrait être complètement gommée si, comme aux Pays-Bas, si la proportion de couples homosexuels s'est élevée légèrement au fil du temps. Sur ces points la conclusion est indécise.

Danemark. Taux d'enregistrement et taux de nuptialité



Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés

Le nombre de partenariats rompus chaque année par un divorce est connu depuis 1999. Cette année là, les ruptures concernent des couples enregistrés au cours des 10 années précédentes. En 2000, ce sont des couples enregistrés sur 11 ans ; en 2001, sur 12 ans, etc. La lecture de la série des divorces s'en trouve compliquée. Il faut procéder indirectement, en prenant par exemple les risques de divorce des couples mariés comme référence :

- Nous calculons combien de divorces de couples enregistrés on aurait observé chaque année depuis 1999 si les risques de divorce à chaque durée de partenariat avaient été les mêmes que les risques de divorce par durée de mariage ;
- Nous comparons ensuite le résultat de ce calcul avec la réalité et mesurons ainsi le ratio de sur- ou sous-divortialité des partenaires par rapport aux mariés.
-

Danemark. Divorces dans les partenariats enregistrés et divortialité comparée à celle des mariés

Année	Divorces observés		Divorces attendus		Sur-divortialité		Divorce par mariage
	HH	FF	HH	FF	HH	FF	
1999	45	36	42,7	21,5	1,1	1,6	0,42
2000	60	33	47,0	25,6	1,3	1,2	0,44
2001	60	40	49,4	28,6	1,2	1,4	0,45
2002	50	62	53,0	32,4	0,9	1,9	0,46
2003	62	59	56,4	36,7	1,1	1,6	0,47
Moyenne	55,4	46,0	49,7	29,0	1,12	1,58	0,450

Chez les couples mariés, les taux de divorce par durée de mariage ont été obtenus en rapportant les divorces par durée au nombre de mariages célébrés dans le passé, chaque année. Ces taux ont été appliqués aux partenariats enregistrés dans le passé pour calculer le nombre de divorces attendus. La sur-divortialité est le rapport divorces observés/divorces attendus.

La somme des taux de divorce par durée de mariage mesure la proportion de mariages rompus par divorce (dernière colonne).

La divortialité des partenariats d'hommes est légèrement supérieure à celle des mariages hétérosexuels (+ 12 % en moyenne sur cinq ans). La divortialité des partenariats de femmes est largement supérieure à cette même référence (+ 58 % en moyenne). Les divorces sont donc sensiblement plus fréquents dans les partenariats de femmes que d'hommes.

La sur-divortialité par rapport aux mariés est d'autant plus remarquable que la fréquence des divorces est déjà forte chez les mariés. Toutes durées de mariage combinées, la fréquence des mariages rompus approche 50 %.

On reste vraisemblablement en dessous de cette valeur pour les partenariats car les durées supérieures à 15 ans ne sont pas représentées, en l'absence de partenariats enregistrés depuis aussi longtemps.

Au fil des ans, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants et participant à un partenariat enregistré n'a cessé d'augmenter, ne serait-ce que par cumul des nouvelles enregistrées d'année en année. En conséquence, le nombre d'enfants mis au monde par ces femmes augmente lui aussi, passant de 9 en 1993 à 70 dix ans plus tard.⁵

Les mères jeunes sont peu nombreuses, à la fois parce que les femmes dans un partenariat sont peu nombreuses avant 30 ans et parce que la fécondité de ces femmes est sensiblement inférieure à celle des mariées, un écart qui ne cesse de se réduire à mesure de l'avance en âge. Au delà de 30 ans, la différence entre les deux groupes est modeste : la sous-fécondité des lesbiennes est de l'ordre d'un quart.

Danemark. Nombre de naissances et taux de fécondité des femmes dans un partenariat enregistré

Année	Total	Age de la mère					
		< 25 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans
Nombre de naissances							
1993	9						
1994	8						
1995	21						
1996	14						
1997	24						
1998	40						
1999	33						
2000	48						
2001	59	-	18	22	17	2	-
2002	59	3	7	30	15	4	-
2003	70	1	22	32	12	3	-
Taux de fécondité par femme (moyenne 2001-2003)...							
...des partenaires		0,05	0,10	0,10	0,04	0,01	-
...des mariées		0,22	0,22	0,14	0,05	0,01	-

Depuis juin 1999, une modification de la loi sur le partenariat enregistré permet l'adoption de l'enfant du (de la) partenaire, à condition que cet enfant n'ait pas fait lui-même l'objet d'une adoption internationale et qu'il n'ait pas son autre parent. En 1999 et 2000, les adoptions ont porté fréquemment sur des enfants relativement âgés car des situations anciennes ont été régularisées à cette occasion. Depuis, quatre adoptions sur cinq portent sur des enfants de moins d'un an et environ 50 adoptions ont lieu chaque année.

Si on suppose que les adoptions des enfants du (de la) partenaire portent essentiellement sur les enfants nés de mères dans un partenariat enregistré, tels que décrits au tableau précédent, on peut établir un lien entre naissances et adoptions. Par exemple les enfants adoptés avant un an sont une fraction de ceux nés la même année et l'année précédente ; les enfants adoptés entre un et deux ans sont une fraction de ceux nés un et deux ans auparavant. A ces âges, les taux d'adoption de 2001-2003 sont respectivement 75 % et 9 %. Le total des adoptions avant 5 ans représente 100 % des naissances nées de mères lesbiennes dans les cinq et six années passées. Ce total ne laisse pas de place à d'autres types d'adoption (enfants nés d'une union précédente, enfants adoptés préalablement par l'autre parent), soit que ces pratiques soient très peu fréquentes, soit que l'adoption des enfants nés de mères lesbiennes ne soit pas aussi systématique qu'il paraît et que d'autres types d'adoption compensent.

⁵ A noter : L'insémination assistée n'est pas autorisée pour les partenaires enregistrés, si elle est réalisée par un médecin, mais elle peut l'être un(e) infirmier(e).

Danemark. Nombre et taux d'adoptions d'enfants du partenaire enregistré par âge et sexe

Année	Total	Age de l'enfant						Sexe	
		0 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5+ ans	Garçons	Filles
Nombre d'adoptions									
1999	61	7	17	12	4	4	17	36	25
2000	44	17	6	7	6	-	8	28	16
2001	46	36	3	1	-	2	4	19	27
2002	57	46	4	1	3	-	3	29	28
2003	51	37	5	2	4	1	2	27	24
2001-2003	51,3	39,7	4,0	1,3	2,3	1,0	3,0	25,0	26,3
Taux d'adoptions (pour 100 naissances de mères partenaires enregistrées à chaque âge)									
2001-2003	100	75	9	4	8	4			

Les adoptions par âge sont rapportées aux naissances de femmes dans un partenariat enregistré du tableau précédent. Par exemple, les 37 adoptions avant un an en 2003 sont rapportées aux naissances de 2002 et 2003 $[(59+70)/2=64.5]$; les 5 naissances entre un et deux ans sont rapportées aux naissances de 2001 et 2002 $[(48+59)/2=53.5]$; etc. On n'a pas inclus dans le calcul les enfants adoptés après 5 ans.

Finlande

La Finlande compte 5 236 611 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels non mariés

Le nombre de mariages en 2004 est de 29 389. Il n'avait jamais atteint cette valeur depuis vingt ans, évoluant dans une étroite marge entre 24 000 et 27 000. Le taux brut de nuptialité restait le plus souvent inférieur à 5 pour 1000, ce qui est faible historiquement. Après un minimum à la fin des années 1990, nombre de mariages et taux brut marquent un léger regain depuis le début des années 2000.

Finlande. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	29388	6,1	1990	24997	5,0	2000	26150	5,1
1981	30100	6,3	1991	24732	4,9	2001	24830	4,8
1982	30459	6,3	1992	23560	4,7	2002	26969	5,2
1983	29474	6,1	1993	24660	4,9	2003	25815	5,0
1984	28550	5,8	1994	24898	4,9	2004	29389	5,6
1985	25751	5,3	1995	23737	4,6			
1986	25820	5,2	1996	24464	4,8			
1987	26259	5,3	1997	23444	4,6			
1988	25933	5,2	1998	24023	4,7			
1989	24569	4,9	1999	24271	4,7			

'Marriages' refer to marriages contracted by women permanently resident in Finland. The basis for compiling the statistics is Statistics Finland's populations register.

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a légèrement diminué depuis les années 1980 de plus de 1 million à moins de 950 000 aujourd'hui.

Dans le même temps, le nombre de couples hétérosexuels non mariés s'est accru continuellement et substantiellement : de 100 000 à 280 000.

Ainsi, il y a moins de couples mariés et davantage de non mariés pour un nombre total de couples en légère hausse. La part des non mariés dans l'ensemble des couples a plus que doublé : de moins de 1/10 à près de ¼ (de 9 à 23 %).

L'augmentation de la proportion de couples non mariés, très minoritaire en début de période, marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Finlande. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
au 1^{er} janvier de chaque année

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés
1980			1990			2000	953395	255389
1981	1014044	102100	1991	1004514	189367	2001	950887	262713
1982			1992			2002	948385	272000
1983			1993	993732	204648	2003	947501	277811
1984			1994	988674	209231	2004	945701	283816
1985			1995	982204	213654	2005		
1986	1025128	134341	1996	975531	221305			
1987			1997	968270	229100			
1988			1998	964472	237615			
1989			1999	958826	246500			

A cohabiting couple is defined as two spouseless adults of different sex aged 18 and over and occupying the same dwelling on a permanent basis, provided their age difference is less than 16 years and they are not siblings. In case the couple has a common child these specifications do not apply. Same-sex persons living together are not inferred as cohabiting couples. Only registered partnerships are recorded in the statistics.

The computer program classifies persons on the basis of their permanent residence code into household-dwelling units. The record of each person permanently residing in the dwelling includes the personal identification codes of his or her parents, spouse and children. By comparing them the program forms the families.

Before 1990, cohabiting couples were solely inferred with the help of common children. Since year 1992 inferences have been made using a different program. After joining married couples in the household-dwelling units the program identifies as cohabiting partners persons who live in the same dwelling, do not have a spouse, are aged 18 or over, and are of the opposite sex, provided they are not siblings and their age difference is not more than 15 years. These rules do not apply to cohabiting couples with common children.

According to the former concepts, a sole-supporter mother with whom a man of suitable age is residing will be classified as a cohabiting couple. Likewise the daughter of a family and a man of a suitable age possibly residing with the family now form a cohabiting couple.

The inference of families is made difficult by the fact that the population information system is unable to distinguish between subtenants and the rest of the family. According to the reliability study of the 1990 census, there were less than 20,000 subtenants in Finland at that time. Hence any inferences where the subtenant is identified as the cohabiting partner of the landlord/lady cannot amount to any considerable number, as the condition is that the subtenant is of a suitable age and a different sex from the spouseless landlord/lady.

Depuis le milieu des années 1990, le taux de nuptialité des couples non mariés est à peu près constant, avec de faibles variations autour de 10 %. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année.

Cette stabilité contraste avec l'augmentation récente du nombre de mariages (après le creux des années 1990), car celle-ci est balancée par la montée parallèle du nombre de couples non mariés. Il y a donc davantage de couples non mariés, une fréquence constante de leur légalisation, donc un nombre croissant de mariages au fil des ans.

Finlande. Taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1980		1990		2000	0,102
1981	0,295	1991	0,131	2001	0,095
1982		1992		2002	0,099
1983		1993	0,120	2003	0,093
1984		1994	0,119	2004	0,104
1985		1995	0,111		
1986	0,192	1996	0,111		
1987		1997	0,102		
1988		1998	0,101		
1989		1999	0,098		

Au cours des années 1980, la fréquence de légalisation était sensiblement plus élevée (et en régression). Il ne faut sans doute pas y voir le signe d'une légalisation plus fréquente des couples. C'est sans doute bien davantage dû au fait qu'une proportion encore importante de couples se mariaient sans avoir préalablement vécu ensemble. L'existence de tels couples en proportion non négligeable fausse le sens du taux de nuptialité des couples non mariés. Ainsi d'après les enquêtes FFS, la proportion de Suédoises qui « consacrent » leur premier couple d'emblée par un mariage, sans cohabitation préalable, tombe sous 10% dans la première moitié des années 1980. Le comportement des Finlandaises suit de près dans le temps celui des Suédoises. Par ailleurs on a vu que le nombre de couples cohabitants pendant les années 1980 était sous-estimé par une mauvaise prise en compte des couples sans enfants.

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date du 1^{er} mars 2002.

Finlande. Nombre annuel de partenariats homosexuels selon le sexe, taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes et taux d'enregistrement des couples homosexuels

Année	Partenariats		Taux brut		Année	Couples homosexuels				Année	Taux d'enregistrement			
						1,2 % des hétérosexuels		0,7 % des hétérosexuels			1,2 % des hétérosexuels		0,7 % des hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
2000					2000					2000				
2001					2001					2001				
2002	240	206	9,4	7,7	2002	7908	6737	4613	3930	2002	0,031	0,031	0,052	0,052
2003	84	106	3,3	4,0	2003	7700	6558	4392	3739	2003	0,011	0,016	0,019	0,028
2004	84	102	3,3	3,8	2004	7643	6475	4324	3647	2004	0,011	0,016	0,019	0,028

The number of partnerships refers to those registered in without conditions of residence. In 2002, 20 male partnerships and 5 female partnerships had one partner residing abroad; in 2003, they were respectively 16 and 8.

The basis for compiling the statistics is Statistics Finland's populations register, which again is based on information drawn from the Central Population Register (CPR) about each partnered person with residence in Finland.

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés, tel que publié chaque année par Statistique Danemark.

Le nombre de partenariats est élevé la première année (bien que réduite à 10 mois), avec une prédominance masculine. Il est nettement plus faible et semble stabilisé dès l'année suivante, avec une prédominance féminine cette fois.

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés car la statistique finlandaise ne le fournit pas, malgré la tenue d'un registre de population performant. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays Bas en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute plus de 0,7 % en 1999) des couples hétérosexuels.

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, même en 2002. En 2003 et 2004, le taux d'enregistrement varie de 1 à 3 % selon le sexe et selon les hypothèses, alors que le taux de nuptialité atteint 10 %.

Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés

Le nombre d'enfants mis au monde par des femmes des femmes vivant dans un partenariat enregistré a été de 6 en 2002 et 11 en 2003.⁶

⁶ A noter : L'insémination médicalement assistée est autorisée pour les partenaires enregistrés.

France

La France (métropolitaine) compte 60 561 200 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 259 400. Au cours des 25 dernières années, baisses et reprises ont alterné de manière quasi-cyclique : (i) recul jusqu'en 1986-1987 (il y a alors 265 000 mariages pour un taux brut de 4,8 pour 1 000 habitants), (ii) bref regain puis nouvelle décroissance jusqu'au milieu des années 1990 (254 000 mariages et taux brut de 4,4 pour 1 000), (iii) nouvelle reprise culminant en 2000 et rechute, le taux brut retombant à 4,3 pour 1 000.

France. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	334377	6,2	1990	287099	5,1	2000	297922	5,1
1981	315117	5,8	1991	280175	4,9	2001	288255	4,9
1982	312405	5,7	1992	271427	4,7	2002	279087	4,7
1983	300513	5,5	1993	255190	4,4	2003	275963	4,6
1984	281402	5,1	1994	253746	4,4	2004	259400*	4,3
1985	269419	4,9	1995	254651	4,4			
1986	265678	4,8	1996	280072	4,8			
1987	265177	4,8	1997	283984	4,9			
1988	271124	4,8	1998	271361	4,6			
1989	279900	5,0	1999	286191	4,9			

France métropolitaine

* Provisoire

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a légèrement reculé depuis 1990, de 500 000 environ jusque vers 12 millions. En revanche, le nombre de couples non mariés s'est accru constamment et fortement dans le même temps : une augmentation largement supérieure au million et un doublement, de 1,4 à 2,7 millions. La part des non mariés dans le total des couples est passée de 10 à 18 %. Désormais, plus d'un couple sur cinq vit ensemble sans avoir légalisé son union par un mariage.

L'augmentation de la proportion de couples non mariés marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Le taux de nuptialité des couples non mariés est élevé mais en rapide régression au début des années 1990. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. Il pourrait y avoir dans ces valeurs fortes une part due au fait que tous les mariages ne sont pas précédés par une phase de cohabitation des couples non mariés, le mouvement progressif vers une prévalence systématique de la cohabitation avant mariage atteignant sans doute son terme vers le milieu de la décennie, d'après les enquêtes conduites au cours de cette période. Il faut peut-être incriminer aussi une sous déclaration des couples non mariés, ensuite effacée par l'amélioration des instruments de collecte⁷.

Au milieu des années 1990, les taux de nuptialité des couples non mariés sont modérés (13 %). Ils ne cessent de diminuer depuis, pour n'être plus que 9 % en 2004. Une faible fraction des couples non mariés légalisent désormais chaque année leur union par un mariage.

⁷ Leridon, Henri; Villeneuve-Gokalp, Catherine. - Les nouveaux couples: nombre, caractéristiques et attitudes. - *Population*, 1988, vol. 43, 2, p. 331-374. (en particulier, p. 368-373)
Toulemon, Laurent. - La cohabitation hors mariage s'installe dans la durée. - *Population*, 1996, vol. 51, 3, p. 675-716 (en particulier, p. 707-710).

France. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
en avril de chaque année
et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1990	12631200	1362100	0,211	2000	12136400	2523700	0,118
1991	12511600	1570900	0,178	2001	12118200	2535700	0,114
1992	12490100	1732100	0,157	2002	12076100	2686400	0,104
1993	12537400	1857000	0,137	2003	12040000	2770000	0,100
1994	12546300	1931100	0,131	2004	12000000	2850000	0,091
1995	12438900	1988600	0,128	2005			
1996	12372700	2063900	0,136				
1997	12292200	2251700	0,126				
1998	12326800	2312900	0,117				
1999	12231300	2419300	0,118				

France métropolitaine

Enquête sur l'emploi en avril de chaque année.

Extrapolation tendancielle du nombre de couples mariés et non mariés en 2003 et 2004

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des Pacs date de mi-novembre 1999. Il a lieu au greffe des tribunaux d'instance et la statistique est dressée par le ministère de la Justice. Les décrets qui ont accompagné la mise en place de la loi ont limité fortement le détail possible de ces statistiques, en empêchant en particulier l'utilisation du sexe des partenaires comme variable d'identification⁸. Ainsi, le Pacs est ouvert aux couples homo- comme hétérosexuels, mais la distinction de ceux-ci par la statistique a été rendue impossible dans les premières années d'application de la loi. Depuis lors, l'article 16 de la loi du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel a levé cette restriction, mais aucune application n'en a encore été faite par le ministère de la Justice, qui continue de publier une statistique des enregistrements (et des dissolutions) de Pacs sans autre détail sur les personnes.

Toutefois, les greffiers des tribunaux se livrent à des décomptes « sauvages » qui distinguent les enregistrements qui sont le fait de couples homo- et hétérosexuels. Une représentante de l'ensemble des greffiers français cite les pourcentages suivants : 45 à 50 % de couples homosexuels (et 50 à 55 % de couples hétérosexuels) en 2000, 15 à 20 % (et 80 à 85 %, respectivement) en 2004. La validité de ces résultats est impossible à préciser, mais nous les utiliserons faute de mieux, en interpolant linéairement entre ces valeurs pour estimer ceux des autres années.

Il a été enregistré plus de 6 000 Pacs en seulement un mois et demi en 1999 (soit 4 000) par mois). Les 22 000 de l'an 2000 puis les 19 000 de 2001 marquent donc en fait un continuel recul par rapport à cette courte période initiale. En revanche, les années suivantes, le nombre d'enregistrements est en constante et sensible progression : en 2004 il est double de ce qu'il était trois ans plus tôt.

⁸ Le décret n° 99-1090 du 21 décembre 1999, *relatif aux conditions dans lesquelles sont traitées et conservées les informations relatives à la formation, la modification et la dissolution du PACS et autorisant la création à cet effet d'un traitement automatisé des registres mis en oeuvre par les greffes des tribunaux d'instance, par le greffe du tribunal de grande instance de Paris et par les agents diplomatiques et consulaires français*, a abordé dans son article 2 la question de la production de statistiques relatives au Pacs.

Une disposition réglementaire très restrictive a toutefois été prise, limitant l'élaboration de statistiques à la "production d'informations rendues anonymes, exclusivement destinées à permettre de connaître le nombre de déclarations, de modifications et de dissolutions de pactes civils de solidarité ayant fait l'objet d'un enregistrement".

France. Nombre annuel de Pacs selon le sexe,
taux brut de Pacs homosexuels pour 100 000 hommes ou femmes
et taux d'enregistrement des couples homosexuels non pacsés

Année	Nombre de pacs				Taux brut		Couples homosexuels non pacsés**	Taux d'enregistrement
	Total	HF*	HH*	FF*	HH	FF		
1999	6139	3100	3100		5 (*8)		131900	0,024 (*8)
2000	22108	11600	10500		18		128800	0,081
2001	19410	11600	7800		13		118500	0,066
2002	24979	16900	8100		14		112400	0,072
2003	31161	23400	7800		13		105800	0,074
2004	38763	32000	6800		11		100000	0,068

France métropolitaine

* Selon la présidente de l'association des greffiers en chef, il y aurait eu environ 45 à 50% de Pacs entre homosexuels en 2000 et 15 à 20% en 2004 (audition par le groupe de travail sur l'évaluation et l'amélioration du pacte civil de solidarité, mis en place par le ministre de la Justice). Nous avons estimé le pourcentages intermédiaires par interpolation linéaire.

** Le nombre de couples homosexuels est estimé à 0,9 % des couples. On en retranche le nombre cumulé de Pacs enregistrés et non dissous (on suppose que le nombre de Pacs dissous chaque année est réparti entre Pacs homo- et hétérosexuels au prorata du nombre cumulé de Pacs enregistrés)

L'évolution du nombre de Pacs homosexuels est sensiblement différente de celle de l'ensemble. Après le recul des premières années (environ 2 000 Pacs par mois fin 1999, puis 900 en 2000 et 650 en 2001), le nombre se stabilise entre 7 et 8 000 chaque année. Les taux bruts sont eux-mêmes stables autour de 13 pour 100 000 hommes ou femmes. On n'a pas d'éléments pour estimer séparément les Pacs d'homme et de femmes⁹.

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés. Il n'y a pas de source unique susceptible de nous fournir une information fiable sur ce sujet. Le recensement de 1999, qui devrait être le meilleur instrument d'observation compte tenu de sa couverture quasi exhaustive, n'a pas comptabilisé les couples homosexuels qui s'étaient déclarés comme tels. En revanche, on y dénombre 76 000 ménages formés de deux personnes de même sexe s'étant déclarées comme ami(e)s (les cas d'étudiants partageant un même logement ont été exclus). Les caractéristiques de ces ménages sont semblables à celles qu'on connaît par ailleurs des couples homosexuels et cette similitude donne à penser qu'il s'agit de couples qui ne se sont pas déclarés comme tels¹⁰. D'ailleurs la procédure suivie dans d'autres pays pour identifier les couples homosexuels à partir des registres de population aurait conduit à la même conclusion¹¹. Au recensement de 1999, les ménages formés de deux personnes « amies » de même sexe (et d'éventuels enfants) représentent 0,6 % des couples.

Par ailleurs dans les enquêtes sur l'emploi conduites dans la seconde moitié des années 1990 permettent d'estimer le nombre de couples de même sexe qui se sont déclarés comme tels, car ils n'ont pas été rejetés de la procédure de classification comme cela a été le cas au recensement. En 1995-1999, ils ont été en moyenne 45 000 chaque année, soit 0,3 % des couples dénombrés aux mêmes enquêtes.

⁹ La hausse du nombre de Pacs à partir de 2001 serait entièrement concentrée sur les Pacs hétérosexuels, qui passeraient en trois ans de 11 600 à 32 000, soit un accroissement supérieur à 20 000.

Dans le même temps, le nombre de mariages a reculé de 29 000, de 288 000 à 259 000, l'un compensant donc dans une large mesure l'autre, sans qu'il soit possible sur cette seule base un lien de cause à effet entre hausse du nombre de Pacs hétérosexuels et baisse du nombre de mariages.

Une fraction des mariages est le fait de couples précédemment pacsés. On en a une idée de la statistique de dissolutions de Pacs du fait du mariage d'au moins un des partenaires, bien qu'on mélange ici les cas où les deux partenaires prolongent leur union par un mariage et ceux où un seul d'entre eux rompt l'union par son mariage avec une tierce personne (ces dernières situations sont sans doute minoritaires). Ils étaient 88 en 2000, puis 246, 307, 504 et 721 les années suivantes (France métropolitaine et département d'outre mer). C'est donc une fraction faible des mariages (moins de 0,3 % en 2004).

Si on cumule en 2004 mariages et Pacs hétérosexuels, le total est de 219 400 et le taux de nuptialité des couples non mariés passe de 9 à 10 %, ce qui ne modifie guère les conclusions qu'on pourra tirer ni sur l'évolution au fil du temps (recul sensible depuis une dizaine d'années, quand le taux était encore de 13 %), ni sur les comparaisons européennes (la France parmi les pays de faible nuptialité des couples non mariés).

¹⁰ Digoix, Marie; Festy, Patrick & Garnier Bénédicte.- What if same-sex couples exist in France after all?, In: Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 193-209.

¹¹ Steenhof, Liesbeth & Harmsen, Carel.- Same-sex couples in the Netherlands, In: Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 233-243.

On peut ainsi estimer à 0,9 % des couples (0,6 % + 0,3 %), la fraction homosexuelle des couples français. Ce résultat est dans la fourchette des valeurs que nous utilisons pour les pays où nous manquons totalement de données, soit 0,7 à 1,2 %, ce dernier résultat étant celui estimé par les statisticiens néerlandais à partir des registres de population de leur pays.

Après un recul les deux premières années d'application de la loi sur le Pacs, la fréquence des enregistrements parmi les couples homosexuels s'est stabilisée autour de 7 %. C'est à comparer avec le taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, de l'ordre de 9 % (10 % si on inclut les Pacs hétérosexuels). L'écart entre les deux est mince : le recours aux Pacs par les couples homosexuels n'est que légèrement inférieur au recours au mariage par les couples hétérosexuels¹².

On a cependant noté précédemment que la nuptialité des hétérosexuels est elle-même faible. Par ailleurs, l'estimation du nombre de pacs homosexuels et celle des couples homosexuels sont fragiles.

Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés et des mariages

Depuis l'instauration du Pacs au 15 novembre 1999 jusqu'à la fin 2004, 144 225 ont été enregistrés (y compris dans les départements d'outre-mer) et 17 624 ont été dissous, dont 14 433 par commun accord des partenaires, 807 par demande unilatérale d'un d'entre eux et 1 866 par mariage d'au moins un partenaire. On peut supposer que cette dernière catégorie concerne essentiellement des mariages entre partenaires du Pacs, plutôt que des ruptures par constitution d'un autre couple, le nombre total de ruptures se fixant donc à 15 240. On n'a pas de détails sur le sexe des pacsés et donc aucun moyen de distinguer les homosexuels des hétérosexuels ; on sait cependant que ces derniers sont vraisemblablement largement majoritaires dans les enregistrements.

Si les risques de rupture des pacsés avaient été identiques aux risques de divorce des mariés (à durée égale depuis l'enregistrement de leur union), le nombre de dissolutions aurait été trois fois moindre¹³. Ce ratio évolue peu au fil des ans depuis 2000. Il témoigne d'un sensible sur-risque des pacsés, reflet sans doute de la situation des hétéro- plus que des homosexuels.

France. Nombre de couples dissous par séparation chaque année dans les Pacs, comparé au nombre attendu si les risques étaient les mêmes que dans les mariages

	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Couples dissous	461	1498	2777	4665	5839	15240
Couples dissous attendus*	163	488	931	1475	2171	5229
Ratio	2,8	3,1	3,0	3,2	2,7	2,9

* On suppose que les risques de divorce par durée de mariage (moins 1 an) valent pour les partenariats par durée depuis l'enregistrement

Rapportés à la population de la région, les Pacs sont plus nombreux dans le sud de la France qu'au nord (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'un côté ; Nord-Pas de Calais, Picardie, de l'autre) et dans chaque région, ils sont plus fréquents dans les départements les plus urbanisés. Le département de Paris ressort comme celui où les taux sont les plus élevés, mais cette prédominance s'estompe au fil du temps¹⁴.

¹² On peut aussi mesurer le recours au Pacs par les couples hétérosexuels non mariés non pacsés. En 2004, cette fréquence est de l'ordre de 1 %, soit sensiblement moins que pour les couples homosexuels. A la différence de ceux-ci également, ce pourcentage est en hausse rapide depuis 2001, où il n'était que de 0,25 %, soit un quadruplement en trois ans.

¹³ Les délais de dissolution des Pacs sont sensiblement moindres que les délais de divorce. On en a tenu compte en décalant d'un an les taux de divorce. Ce n'est qu'une approximation car les divorces en début de mariage, ici concernés, bénéficient inévitablement de procédures courtes.

¹⁴ Belliot, Nicolas.- Cinq années d'application du pacte civil de solidarité en France : bilan statistique et disparités géographiques.- In *La population de la France: évolutions démographiques depuis 1946* (édition préparée par Christophe Bergouignan, Chantal Blayo, Alain Parant, Jean-Paul Sardon, Michèle Tribalat.) - Pessac, CUDEP, 2005, vol. 1, p. 253-270

Islande

L'Islande compte 293 577 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels non mariés

Le nombre annuel de mariages, qui fluctuait autour de 1 300 jusqu'au milieu des années 1990, s'est sensiblement accru depuis et dépasse régulièrement 1 500. Le taux brut des cinq dernières années s'établit en moyenne autour de 5,5 pour 1 000 habitants.

Islande. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	1306	5,7	1990	1154	4,5	2000	1777	6,3
1981	1357	5,9	1991	1236	4,8	2001	1484	5,2
1982	1303	5,6	1992	1241	4,8	2002	1652	5,7
1983	1396	5,9	1993	1219	4,6	2003	1532	5,3
1984	1413	5,9	1994	1310	4,9	2004	1472	5,0
1985	1252	5,2	1995	1238	4,6			
1986	1229	5,1	1996	1349	5,0			
1987	1160	4,7	1997	1481	5,4			
1988	1294	5,2	1998	1529	5,5			
1989	1176	4,7	1999	1560	5,6			

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a légèrement augmenté au cours des années récentes, suite à la hausse du nombre de mariages. Il approche désormais 50 000.

Dans le même temps, le nombre de couples hétérosexuels non mariés a peu varié tout proche de 12 000.

La part des non mariés dans l'ensemble des couples est de l'ordre de 1/5.

Toutefois, le nombre de couples non mariés publié par Hagstofa (Statistique Islande) sous-estime sans doute la réalité car il reflète le nombre de couples ayant enregistré leur union dans une procédure certes simple et fréquemment suivie par les couples mais qui ne concerne ni l'ensemble des non mariés, ni toute la période de vie en couple hors mariage.¹⁵

Parmi les mariages de 2001-2004, 87 % des mariages ont été précédés par une cohabitation enregistrée, témoignant à la fois que la cohabitation enregistrée n'est pas une étape systématiquement respectée mais que la pratique est extrêmement répandue.

A cause de ces insuffisances, le rapport du nombre de mariages au nombre de couples non mariés surestime sans doute un peu la mesure qu'on voudrait atteindre de la nuptialité des non mariés.. L'indice varie peu, autour de 13 % dans les années récentes.

¹⁵ Les données publiées sont extrêmement riches et permettent une analyse détaillée du groupe des couples hétérosexuels enregistrés. Pour 100 couples s'étant enregistrés, environ 68 finissent par se marier (moyenne 2001-2004) et 40 finissent par se séparer sans se marier (moyenne 2001-2004). [Notez que les indices étant calculés par période et non pas pour une cohorte, la somme des indices de mariage et de dissolution peut dépasser 100 %]. Ceux qui se marient le font en moyenne 6 ou 7 ans après s'être enregistrés (2001-2004) ; ils le font de plus en plus tard au fil des quatre années. Ceux qui se séparent le font en moyenne 4 ans après s'être enregistrés (1996-2004) ; ils le font de plus en plus tard au fil des neuf années. Quelle que soit leur issue, les cohabitations de couples hétérosexuels sont de plus en plus durables.

Cf. *Marriages, consensual unions and separations 2003*. - Statistics Iceland, Population, 89, year 31, vol. ISSN: 1670-4479, 24 p. <http://www.statice.is/lisalib/getfile.aspx?ItemID=940H>

Islande. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
au 1^{er} janvier de chaque année
et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1998	45905	12000	0,127
1999	46364	11947	0,131
2000	46749	11964	0,149
2001	47426	11831	0,125
2002	47740	11683	0,141
2003	48111	11784	0,130
2004	48473	11872	0,124
2005	48812	12037	

Les couples non mariés sont ceux ayant enregistré leur union hétérosexuelle.

Specific provisions in different laws affording rights and obligations to different-sex partners are controlled by different requirements. One of such requirements is a special registration of the cohabitation with the National Registry and there has been an increasing emphasis on this formal requirement in recent years. There are no special provisions that cover this kind of registration in the National Registry Act, but a procedure had to be developed to make a distinction between this registration and a simple registration of two persons at the same address. The registration of different-sex cohabitation with the National Registry is fundamentally different from registration of same-sex partnership under the RPAct. Different-sex partners sign a special form stating their wish to be registered as partners, submit the form to the National Registry and there is no ceremony involved. In practice the cohabitation is considered to have terminated if the partners marry and one of the partners can effectively terminate the cohabitation by registering his address elsewhere.

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date du 27 juin 1996.

Islande. Nombre annuel de partenariats homosexuels selon le sexe
et taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes

Année	Partenariats		Taux brut		Année	Couples homosexuels				Année	Taux d'enregistrement			
						1,2 % des hétérosexuels		0,7 % des hétérosexuels			1,2 % des hétérosexuels		0,7 % des hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1996	11	10	8,1	7,5	1996					1996				
1997	5	7	3,7	5,2	1997					1997				
1998	5	6	3,6	4,4	1998	359	303	203	169	1998	0,014	0,020	0,025	0,035
1999	6	5	4,3	3,6	1999	359	299	201	165	1999	0,017	0,017	0,030	0,030
2000	5	7	3,6	5,0	2000	355	297	197	162	2000	0,014	0,024	0,025	0,043
2001	5	8	3,5	5,6	2001	357	295	197	159	2001	0,014	0,027	0,025	0,050
2002	5	4	3,5	2,8	2002	355	290	195	153	2002	0,014	0,014	0,026	0,026
2003	7	6	4,8	4,2	2003	356	290	194	152	2003	0,020	0,021	0,036	0,040
2004	9	8	6,1	5,5	2004	354	287	191	148	2004	0,025	0,028	0,047	0,054
2005					2005	350	283	186	143	2005				

Le nombre de partenariats est élevé la première année (bien que réduite de moitié). Il est nettement plus faible et semble stabilisé dès l'année suivante. Il y a peut-être une baisse encours dans les années très récentes. Sur l'ensemble de la période, il s'est conclu 58 partenariats d'hommes et 61 de femmes

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés car la statistique islandaise ne le fournit pas. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays Bas

en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute plus de 0,7 % en 1999) des couples hétérosexuels¹⁶.

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés. En 2004, où les taux d'enregistrement sont au plus haut, ceux-ci sont compris entre 2,5 et 5 % selon le sexe et selon les hypothèses

Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés

Depuis l'instauration du partenariat enregistré en 1996, 14 partenariats d'hommes ont été dissous par divorce sur les 58 conclus (soit 24 %) et 8 partenariats de femmes sur les 61 conclus (13 %).

Dans le même temps, 7 % des mariages célébrés en 1996-2004 ont été rompus. La sur-divortialité des partenariats d'hommes est donc très forte (rapport de 3 à 1) ; celle des femmes un peu moindre (rapport de 2 à 1).

¹⁶ On retranche le nombre de couples déjà enregistrés et non dissous.

Norvège

La Norvège compte 4 604 745 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2003 est de 22 361. Au cours des 25 dernières années, ce nombre est passé par un minimum au début des années 1990, avec moins de 19 000 mariages par an (taux brut de nuptialité de 4,3 pour 1 000 habitants). Depuis lors, la reprise a été sensible, avec des nombres bien supérieurs à 22 000 et des taux bruts supérieurs à 5 pour 1 000. C'est un regain substantiel après un fort déclin, mais les taux bruts restent faibles historiquement.

Norvège. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	22230	5,4	1990	21123	5,0	2000	25356	5,6
1981	22271	5,4	1991	19065	4,5	2001	22967	5,1
1982	21706	5,3	1992	18627	4,3	2002	24069	5,3
1983	20803	5,0	1993	18741	4,3	2003	22361	4,9
1984	20537	5,0	1994	19866	4,6	2004		
1985	20221	4,9	1995	20981	4,8			
1986	19873	4,8	1996	22478	5,1			
1987	20285	4,8	1997	22933	5,2			
1988	20806	4,9	1998	22349	5,0			
1989	19950	4,7	1999	23455	5,3			

The bridegroom resident in Norway

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a légèrement régressé au cours des dix dernières années (environ - 40 000, de 870 000 à 830 000), mais la hausse du nombre de couples non mariés a plus que compensé (de moins de 210 000 à plus de 280 000, soit un accroissement supérieur à 70 000). La part des non mariés dans le total des couples dépasse désormais 25 %.

L'augmentation de la proportion de couples non mariés, très minoritaire en début de période, marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Norvège. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés au 1^{er} janvier de chaque année et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1990				2000	844000	248000	0,102
1991				2001	829000	260000	0,088
1992				2002	836000	289000	0,083
1993	876000	201000	0,093	2003			
1994	865000	217000	0,091	2004			
1995	859000	219000	0,096	2005			
1996	868000	226000	0,099				
1997	847000	238000	0,096				
1998	849000	252000	0,089				
1999	837000	269000	0,087				

Estimated from the Omnibus Surveys 1993-2002, conducted each year on a representative sample of about 7,000 men and women aged 16-79. Proportions of persons in married or unmarried couples have been applied to the age and sex-specific population at the 1st of January of the year

Depuis les premières des années 1990, le taux de nuptialité des couples non mariés est à peu près constant, avec de faibles variations autour de 9 %. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation n'a guère varié depuis 1993 (année d'instauration du partenariat enregistré).

Cette stabilité contraste avec l'augmentation du nombre de mariages, car celle-ci est balancée par la montée parallèle du nombre de couples non mariés. Il y a donc davantage de couples non mariés, une fréquence constante de leur légalisation, donc un nombre croissant de mariages au fil des ans.

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date d'août 1993.

Norvège. Nombre annuel de partenariats homosexuels selon le sexe
et taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes

Année	Partenariats		Taux		Année	Partenariats		Taux	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1990					2000	78	76	3,5	3,4
1991					2001	108	77	4,8	3,4
1992					2002	105	78	4,7	3,4
1993	115	41	5,4	1,9	2003	116	88	5,1	3,8
1994	86	47	4,0	2,1	2004				
1995	64	34	3,0	1,5					
1996	80	47	3,7	2,1					
1997	74	43	3,4	1,9					
1998	71	44	3,2	2,0					
1999	82	62	3,7	2,8					

Elder partner resident in Norway

Le nombre de partenariats masculins a été élevé la première année, bien que celle-ci n'ait duré que 5 mois. Il s'est stabilisé ensuite autour de 80 annuellement (taux brut entre 3 et 4 pour 100 000). Les trois dernières sont d'un niveau nettement supérieur avec plus de 100 enregistrements et des taux bruts de l'ordre de 5 pour 100 000 hommes. Le nombre de partenariats féminins a été beaucoup plus faible les premières années (moins de 50 enregistrements et des taux bruts autour de 2 pour 100 000 femmes). La hausse récente laisse les nombres d'enregistrement et les taux bruts bien en dessous des équivalents masculins.

La statistique norvégienne ne fournit pas de statistique fiable sur les couples homosexuels¹⁷. Pour calculer un taux d'enregistrement des couples non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays Bas en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute 0,9 % en à la fin des années 1990 ; en Allemagne 0,7 % dans les années 2000) des couples hétérosexuels. On retranche le nombre cumulé de partenariats enregistrés non dissous.

¹⁷ Le recensement de 2001 ne visait pas à recueillir de l'information sur les personnes mais sur leur logement, en vue de préciser leur adresse dans le registre de population. Un questionnaire était envoyé aux personnes figurant dans le registre pour qu'elles confirment leur adresse et le nom de ceux avec qui elles partageaient ce logement. Un dénombrement des couples homosexuels a été réalisé à partir des réponses des recensés.

"To be classified as living in a same sex cohabitation, some conditions had to be fulfilled.

- Both cohabitants should be registered at the same address in the Central Population Register.
- At least one of the two should have responded in the questionnaire that they were cohabiting.
- None of the two should be a member of another couple
- They should not be related
- Both should be minimum 16 years of age

Given these conditions, 2 295 couples were registered as same sex cohabitants (1 136 male and 1 159 female couples). These 2 295 couples constitute 0.2 per cent of all couples (married, cohabitants, same sex and opposite sex) or 1.2 per cent of all cohabitant couples." [Information de Turid Noack (Statistics Norway), qui ajoute:]

"As for opposite sex cohabitants, the conditions to be registered as a cohabitant couple is stricter than in our surveys. Comparing survey and census data, the census seems to register 80-85% of the numbers we estimate from surveys. The underreporting may be even greater for same sex cohabitants, since we believe that not everybody want to confirm their relationship." [Turid Noack, 27/05/2004]

Aux Pays Bas, la proportion de couples homosexuels par rapport aux couples hétérosexuels a légèrement augmenté au fil du temps, de 1,0 à 1,2 % entre 1995 et 2002. Il n'est pas exclu qu'un semblable mouvement se soit déroulé au Norvège.

Norvège. Estimations du nombre de couples homosexuels non enregistrés au 1^{er} janvier de chaque année

Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989					1998	6718	5873	3747	3342
1990					1999	6695	5869	3708	3324
1991					2000	6532	5735	3584	3224
1992					2001	6448	5671	3509	3167
1993	6981	5947	4072	3469	2002	6593	5808	3556	3221
1994	6905	5939	3980	3447	2003				
1995	6780	5859	3871	3381	2004				
1996	6824	5916	3871	3400	2005				
1997	6690	5824	3760	3328					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés non dissous

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés. En fin de période par exemple, c'est-à-dire près de 10 ans après la loi sur le partenariat, le taux d'enregistrement est de l'ordre de 2 ou 3 % selon les hypothèses, alors que le taux de nuptialité est au moins trois fois plus élevé (environ 9 %)

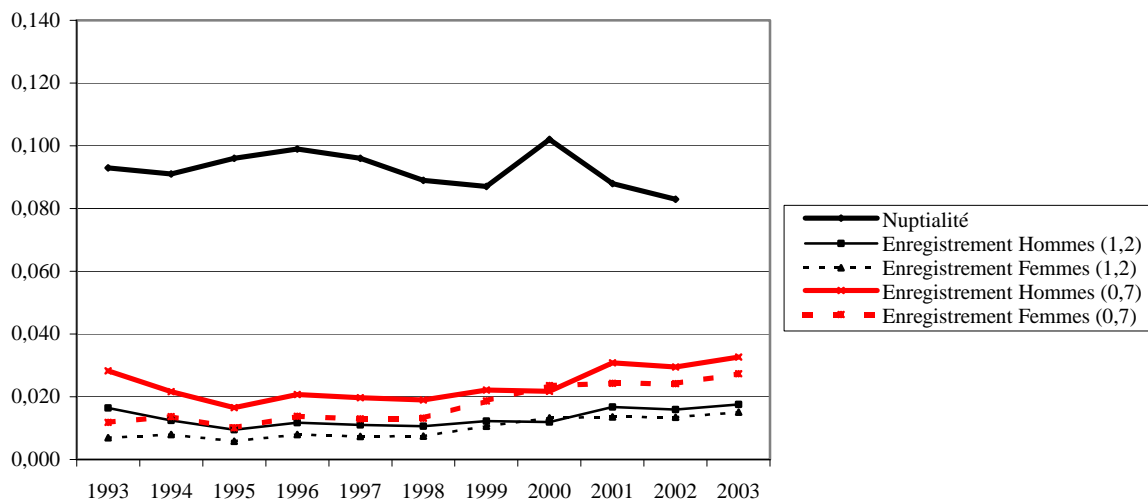
Norvège. Taux d'enregistrement des couples homosexuels

Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989					1998	0,011	0,007	0,019	0,013
1990					1999	0,012	0,011	0,022	0,019
1991					2000	0,012	0,013	0,022	0,024
1992					2001	0,017	0,014	0,031	0,024
1993	0,016	0,007	0,028	0,012	2002	0,016	0,013	0,030	0,024
1994	0,012	0,008	0,022	0,014	2003	0,018	0,015	0,033	0,027
1995	0,009	0,006	0,017	0,010	2004				
1996	0,012	0,008	0,021	0,014	2005				
1997	0,011	0,007	0,020	0,013					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés non dissous.

L'évolution du taux d'enregistrement au fil du temps est beaucoup plus difficile à dessiner. La hausse au cours des années récentes est perceptible pour les hommes et les femmes, quelle que soit l'hypothèse sur le nombre de couples homosexuels. Mais s'il s'avérait que ce nombre s'est accru au fil du temps, comme ça a été le cas aux Pays Bas, la hausse du taux d'enregistrement pourrait s'en trouver réduite voire éliminée. Sur ces points la conclusion est indécise.

Norvège. Taux d'enregistrement et taux de nuptialité



Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés

En dix ans, de 1993 à 2002, 61 % des partenariats masculins et 44 % des partenariats féminins ont été enregistrés à Oslo, les autres ayant lieu dans le reste du pays¹⁸. Il s'agit d'une très forte sur représentation de la capitale, qui par exemple n'attire que 16 % des mariages.

Seulement 57 % des partenariats masculins ont été conclus entre deux hommes de nationalité norvégienne. C'est le cas de 81 % des partenariats féminins¹⁹. Par comparaison, 71 % des mariages de 2003 ont uni deux époux de nationalité norvégienne. Dans les mariages, ce sont les femmes plus que les hommes qui sont de nationalité étrangère (20 % contre 27 %).

15 % des partenariats masculins et 26 % des partenariats féminins ont été précédés d'un mariage hétérosexuel (28 % des mariages des années récentes font suite eux aussi à un autre mariage). Des pourcentages à peu près égaux concernent les partenariats où un au moins des partenaires a déjà eu des enfants (13 et 24 %, respectivement)²⁰.

L'âge au partenariat des hommes comme des femmes est sensiblement supérieur à l'âge au mariage des époux et des épouses. Les événements conclus avant 30 ans suffisent à donner un aperçu de la moindre précocité des partenariats. Le phénomène est particulièrement accentué les premières années, quand le partenariat attire des couples qui régularisent une situation déjà ancienne, mais les années récentes sont encore très marquées par les enregistrements tardifs : en 1999-2001, les enregistrements avant 30 ans ne sont encore que 25 % des partenariats masculins et 22 % des partenariats féminins (contre 42 % des hommes et 59 % des femmes dans les mariages).

Les larges différences d'âge entre partenaires sont nettement plus fréquentes chez les hommes que chez les femmes (35 % des premiers et 13 % des secondes ont dix ans ou plus d'écart)²¹.

¹⁸ Les partenariats sont classés par lieu de résidence du partenaire le plus âgé.

¹⁹ Anderson, Gunnar ; Noack, Turid ; Seierstad, Ane & Weedon-Fekjær, Harald.- The demographics of same-sex "marriages" in Norway and Sweden.- In Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 254.

²⁰ *Idem, ibidem*

²¹ *Idem, ibidem*

Norvège. Distribution des âges au mariage ou à l'enregistrement selon le sexe (1993-2001)

Type d'unions et sexe	Âges au mariage ou à l'enregistrement					
	< 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-64 ans	65+ ans	Tous âges
Partenariats, hommes	22%	38%	26%	12%	1%	100%
Partenariats, femmes	20%	45%	24%	11%	0%	100%
Mariages, hommes	42%	38%	13%	6%	1%	100%
Mariages, femmes	59%	29%	9%	3%	0%	100%

Données aimablement communiquées par statistique Norvège.

Depuis l'instauration du partenariat, 60 couples d'hommes et 69 couples de femmes ont été rompus par un divorce (1993-2001). Si, à durée égale, les taux de divorce des couples mariés avaient prévalu chez les partenaires enregistrés, ces nombres auraient été de 60 et 32. C'est dire que la divortialité des partenaires masculins ne diffère pas de celle des mariés, alors que celle des partenaires féminins est double. Dans une comparaison directe, la divortialité des couples de femmes est deux fois plus élevée que celle des couples d'hommes.

Les facteurs classiquement associés au risque de divorce chez les mariés le sont aussi, dans la plupart des cas, chez les partenaires²² :

- Risque plus élevé chez les partenaires les plus jeunes lors de l'enregistrement, surtout chez les hommes ;
- Risque moindre dans les couples de deux Norvégiens que dans les couples « mixtes » ou entre étrangers.

Aucun des facteurs associés au risque de divorce des partenaires n'est susceptible d'expliquer le surcroît de divortialité des couples de femmes.

²² *Idem*, p. 257 et 259.

Pays-Bas

Les Pays-Bas comptent 16 305 526 habitants au 1^{er} janvier 2005.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 74 914. Au cours des 25 dernières années, ce nombre a d'abord connu un creux au milieu des années 1980, avant de se reprendre vers 1990. Le taux brut de nuptialité dépasse alors 6 pour 1 000 habitants et le nombre absolu approche 100 000. Depuis lors la baisse a été sensible, les derniers résultats étant en recul de 20 000 par rapport à ces valeurs et le taux brut passant sous les 5 pour 1 000.

Pays-Bas. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	90182	6,4	1990	95649	6,4	2000	88074	5,5
1981	85574	6,0	1991	94932	6,3	2001	79677	5,0
1982	83516	5,8	1992	93638	6,2	2002	83970	5,2
1983	78451	5,5	1993	88273	5,8	2003	78928	4,9
1984	81655	5,7	1994	82982	5,4	2004	74914	4,6
1985	82747	5,7	1995	81469	5,3			
1986	87337	6,0	1996	85140	5,5			
1987	87400	6,0	1997	85059	5,4			
1988	87843	6,0	1998	86956	5,5			
1989	90248	6,1	1999	89428	5,7			

Until October 1994, the figures refer to all the marriages contracted in The Netherlands, irrespective of registration of the persons(s) in the municipal registers.

From October 1994, the figures refer to married couples of which at least one partner is recorded in the municipal registers, irrespective from the country where the marriage was performed

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a été à peu près stable depuis dix ans, au-dessus de 3 400 000, avec une baisse légère dans les toutes dernières années. En revanche, le nombre de couples non mariés s'est accru de plus de 200 000 dans le même temps, de 520 000 à 730 000. La part des non mariés dans le total des couples est passée de 13 à 18 %. Ce dernier pourcentage reste cependant modéré.

L'augmentation de la proportion de couples non mariés marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions.

Au milieu des années 1990, le taux de nuptialité des couples non mariés est élevé, proche de 16 %. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation a reculé ensuite sensiblement, jusqu'à 10 %, en 2004. Il pourrait y avoir dans les valeurs fortes des années 1990 une part due au fait que tous les mariages ne sont pas précédés par une phase de cohabitation des couples non mariés. Le recul du taux reflète néanmoins, en l'amplifiant, celle du nombre de mariages.

Pays-Bas. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés
au 1^{er} janvier de chaque année
et taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Taux de nuptialité
1990				2000	3440642	657579	0,134
1991				2001	3442027	674085	0,118
1992				2002	3432715	696290	0,121
1993				2003	3425384	714200	0,111
1994				2004	3416714	726722	0,103
1995	3436991	518116	0,157	2005			
1996	3429247	552889	0,153				
1997	3425385	583194	0,146				
1998	3427189	609834	0,143				
1999	3434157	633625	0,141				

The statistics on households are mainly based on integral data from the municipal population registers. These registers do not, however, contain all the information that is required to distinguish between all types of households. The position in the household and the composition of the household can be established if the relation between persons living at the same address is clear, which is the case in roughly 90 percent of the households. These are persons living alone, married couples with or without children, single-parent families, brothers and/or sisters living together, i.e. essentially anyone who either lives alone or has a family relationship with all other persons living at that address. If two persons move to the same address on the same date, they are included in the category 'unmarried couples'. Persons in homes and institutions are also individually identified. The composition of the remaining 10 percent of households is estimated by imputation. For some address types the probability of occupants belonging to one household is estimated on the basis of household information from the Labour Force Survey. By means of these probabilities the household composition is imputed.

If two persons are living together, it is assumed that they have a steady relationship. If a person does not have a steady relationship with the reference person and is not blood-related to the reference person nor to his/her partner, he/she is included in the category 'other member', (e.g. boarders, younger of two brothers constituting one household or foster children). Lastly, persons who live together with their children at the same address but without a partner, are included in the category 'single parents'.

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date de janvier 1998 ; il est possible aussi bien pour les couples homo-qu'hétérosexuels. Par la suite, le mariage a été ouvert aux homosexuels en avril 2001. Cette suite d'innovations juridiques rend parfois difficile le suivi des tendances statistiques. Par exemple, à partir de 2001, le nombre de partenariats homosexuels est en net recul par rapport aux années précédentes, le mariage s'offrant comme une possibilité nouvelle de légaliser une vie de couple, sans qu'on sache précisément combien des nouveaux mariés avaient précédemment enregistré leur union avec le même partenaire.

Un autre effet de la loi de 2001 est d'introduire une passerelle d'accès facile entre les statuts de partenaires et de mariés. Il en résulte, chez les couples hétérosexuels, une fréquente transformation de leur mariage en partenariat, en vue de procéder à une dissolution de celui-ci par une procédure allégée²³. Il y a eu 5 000 « annulations flash » en 2004 pour 32 000 divorces classiques. La hausse très forte du nombre de partenariats homosexuels enregistrés à partir de 2001 est largement due à ce phénomène. On ne saurait exclure que les couples homosexuels procèdent de même, ou au moins que certains choisissent le partenariat plutôt que le mariage pour la souplesse que le premier offre en cas de dissolution.

²³ On 1 April 2001 the legal possibility was created to transform a registered partnership into a marriage and vice versa. The transformation is laid down in writing by a registrar.

The formal dissolution of a marriage is always settled in a court procedure but dissolution of a registered partnership can be settled before a lawyer or notary public, provided both partners agree on the dissolution and the agreement is laid down in writing before a lawyer or notary public. Apportionment of joint property and granting of alimony are settled in the agreement. The partnership is not formally terminated, until the agreement is entered into the municipal population registers.

Pays-Bas. Nombre annuel de partenariats et de mariages homosexuels selon le sexe et taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes

Année	Partenariats			Mariages		Taux de partenariat		Taux de mariage	
	HF	HH	FF	HH	FF	HH	FF	HH	FF
1998	1616	1686	1324			21,7	16,7		
1999	1500	894	863			11,4	10,8		
2000	1322	815	785			10,3	9,8		
2001	2847	285	245	1339	1075	3,6	3,0	16,9	13,3
2002	7581	358	382	935	903	4,5	4,7	11,7	11,1
2003	9577	262	280	735	764	3,3	3,4	9,2	9,3
2004	10190	432	527	552	590	5,4	6,4	6,9	7,2
2005									

Le nombre de partenariats homosexuels a été élevé la première année (largement supérieur au millier pour les hommes comme les femmes ; taux brut supérieur à 20 pour 100 000 hommes et proche de 17 pour 100 000 femmes). Il a ensuite baissé fortement et en deux temps, d'abord quand on s'est éloigné de la mise en place, l'année 1998, puis lors de l'ouverture du mariage aux homosexuels en 2001. Depuis, le nombre annuel oscille entre 250 et 500, les résultats de 2004 étant nettement supérieurs à ceux des années précédentes. Systématiquement supérieurs aux enregistrements de couples féminins les quatre premières années, les enregistrements de couples masculins sont au contraire minoritaires en 2002, 2003 et 2004²⁴.

Le nombre de mariages reproduit, à partir de 2001, la même tendance que l'avait fait le nombre de partenariats les premières années. Il y a eu plus d'un millier de mariages d'hommes et à peine moins de femmes en 2001 (sur seulement neuf mois). Le nombre a ensuite baissé rapidement, surtout pour les hommes, les mariages féminins devenant majoritaires à partir de 2003. Ce parallélisme à quelques années de distance peut suggérer que les premiers adeptes du mariage faisaient souvent déjà partie des pionniers du partenariat. Toutefois, la prolongation du recul en 2004 au moment où les partenariats s'accroissent amènent les uns et les autres proches d'un niveau commun difficile à interpréter. La prééminence du mariage sur le partenariat ne semble pas aussi forte qu'on aurait pu le penser. Alors que les deux sont aujourd'hui simultanément disponibles et directement accessibles, le passage par le partenariat reste-t-il une étape vers le mariage, ou le retour vers le partenariat devient-il, comme pour les hétérosexuels, une étape vers le divorce, ou les deux statuts constituent-ils une alternative entre lesquelles les couples choisissent en fonction de leurs conditions personnelles ?

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on utilise le nombre de couples non encore légalisés estimé par la statistique néerlandaise²⁵. Au-delà de 2002, quand de telles estimations ne sont plus disponibles, on suppose que le nombre de couples homosexuels continue de représenter 1,2 % des couples hétérosexuels, soit la plus forte proportion qu'on enregistre dans les pays où cette mesure peut être prise (de 1995 à 2002, cette proportion est passée de 1,0 à 1,2 % aux Pays Bas). On retranche une estimation du nombre de couples déjà légalisés par partenariat ou mariage.

²⁴ Les enregistrements de couples hétérosexuels suivent une évolution très différente. Après un lent recul de la première à la troisième année d'application de la loi, la réforme de 2001 ne crée pas comme chez les homosexuels une concurrence entre partenariat et mariage comme formes alternatives d'enregistrement au détriment de la première. Elle ouvre au contraire un passage commode entre les deux statuts qui popularise le partenariat comme mode d'obtention d'une dissolution rapide. Conséquence de ces motifs divergents, le nombre de partenariats hétérosexuels restait sensiblement inférieur à celui des partenariats homosexuels jusqu'en 2001, même si la proportion croissait légèrement. Il y a désormais un rapport de 10 à 1 entre les premiers et les seconds.

²⁵ Steenhof, Liesbeth & Harmsen, Carel.- Same-sex couples in the Netherlands, In: Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 233-243.

Pays-Bas. Estimations du nombre de couples homosexuels non légalisés et non mariés
au 1^{er} janvier de chaque année

Année	Couples		Couples non légalisés		Couples non mariés	
	HH	FF	HH	FF	HH	FF
1995	20000	19000	20000	19000	20000	19000
1996	21000	19000	21000	19000	21000	19000
1997	22000	19000	22000	19000	22000	19000
1998	22000	20000	22000	20000	22000	20000
1999	23000	21000	21300	19700	23000	21000
2000	25000	22000	22400	19800	25000	22000
2001	25000	22000	21700	19100	25000	22000
2002	26000	22000	22200	18600	24700	20900
2003	26000	22000	21800	18000	23800	20000
2004	26000	22000	21500	17600	23100	19300
2005	26000	22000	21100	17000	22600	18800

Jusqu'en 2002, le nombre de couples et celui des couples non légalisés (ni enregistrés, ni mariés) est calculé d'après les données du CBS.

Après 2002, ce sont des estimations personnelles où le nombre de couples est estimé constant, soit 1,2 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). Pour estimer le nombre de couples non mariés, on retranche le nombre cumulé de mariages célébrés depuis 2001 (net des divorces estimés d'après l'expérience des partenariats dissous en 1998-2001). Pour estimer le nombre de couples non légalisés (ni enregistrés, ni mariés), on retranche le nombre de couples non mariés et celui des couples enregistrés (nets des divorces et dissolutions), moins une estimation des doubles comptes (mariés ayant transformé leur partenariat en mariage). En 2001, les données du CBS montrent que 1000 des 1339 mariages d'hommes étaient une conversion d'un des 3300 partenariats déjà conclus (soit 30 %) ; pour les femmes c'était 25 %. On a supposé que ces pourcentages se maintenaient ensuite.

Le taux d'enregistrement des partenariats à partir de 1998, puis le taux de mariage des couples homosexuels à partir de 2001, sont sensiblement inférieurs au taux de nuptialité des couples hétérosexuels, toujours supérieurs à 10 % au cours des années récentes. Même si on suppose que la somme des taux d'enregistrement et de mariage a un sens, par exemple en 2004, parce que ceux qui forment un partenariat et ceux qui concluent un mariage sont peut-être deux groupes mutuellement exclusifs, cette somme reste bien inférieure à 10 %.

L'évolution du taux d'enregistrement au fil du temps est beaucoup plus difficile à dessiner. Le changement de législation en 2001 rend les tendances incertaines, en l'absence d'informations sur le nombre de mariés qui avaient été précédemment unis par un partenariat. Les seules évolutions clairement perceptibles, parce qu'elles se reproduisent à trois ans d'intervalle sont (i) le recul après une année initiale exceptionnelle et (ii) le passage d'une minorité à une majorité de légalisations de couples féminins. La position majoritaire des femmes dans les années récentes est encore plus claire sur les taux que sur les nombres absolus, puisque les couples lesbiens sont moins nombreux que les couples gays.

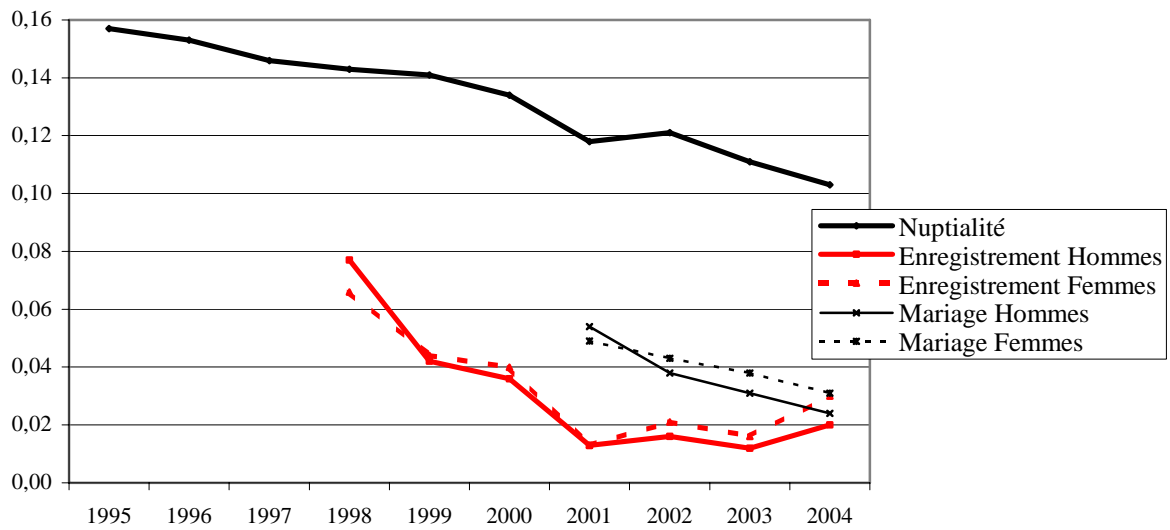
Pays-Bas. Taux d'enregistrement et de mariage des couples homosexuels

Année	Taux d'enregistrement		Taux de mariage		Année	Taux d'enregistrement		Taux de mariage	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1995					2000	0,036	0,040		
1996					2001	0,013	0,013	0,054	0,049
1997					2002	0,016	0,021	0,038	0,043
1998	0,077	0,066			2003	0,012	0,016	0,031	0,038
1999	0,042	0,044			2004	0,020	0,030	0,024	0,031

Le taux d'enregistrement est calculé en rapportant le nombre de nouveaux enregistrements au nombre de couples non légalisé (ni mariés, ni enregistrés).

Le taux de mariage est calculé en rapportant le nombre de mariages au nombre de couples non mariés.

Pays Bas. Taux d'enregistrement, taux de mariage et taux de nuptialité



Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés et des mariages

Une fois passée l'année de mise en place de la loi, qui est un peu particulière (partenariats ou mariages à des âges un peu plus élevés que par la suite), la distribution des âges à l'enregistrement ou au mariage est très rapidement stabilisée. Les différences entre partenariats homosexuels et mariages homosexuels sont minimes, ce qui n'est guère surprenant si on suppose qu'il y a de grandes similitudes, à trois ans d'intervalle entre les personnes qui suivent les deux types de procédure pour légaliser leur union. En revanche, l'écart est sensible entre partenariats hétérosexuels et mariages hétérosexuels, les seconds étant célébrés à des âges nettement plus jeunes que les premiers. C'est plus surprenant si on considère que le partenariat est une forme juridique intermédiaire entre la cohabitation informelle et le mariage, dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elle s'intercale entre les deux dans le cycle de vie conjugale des couples hétérosexuels. Plus généralement, il y a peu de différence entre les trois groupes, partenaires homo- et hétérosexuels et mariés homosexuels, et tous trois se distinguent sensiblement des mariés hétérosexuels par un âge à la légalisation plus tardif.

Pays-Bas. Distribution des âges au mariage ou à l'enregistrement selon le sexe

Type d'unions et sexe	Âges au mariage ou à l'enregistrement					
	< 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-64 ans	65+ ans	Tous âges
Partenariats homosexuels, hommes	12%	34%	28%	22%	5%	100%
Partenariats homosexuels, femmes	12%	41%	29%	15%	2%	100%
Partenariats hétérosexuels, hommes	14%	31%	23%	24%	8%	100%
Partenariats hétérosexuels, femmes	21%	34%	22%	19%	4%	100%
Mariages homosexuels, hommes	10%	31%	33%	23%	3%	100%
Mariages homosexuels, femmes	14%	43%	28%	14%	1%	100%
Mariages hétérosexuels, hommes	32%	47%	12%	7%	1%	100%
Mariages hétérosexuels, femmes	50%	36%	9%	5%	1%	100%

Partenariats 1999.

Mariages 2002

En outre, les écarts entre hommes et femmes sont modérés dans ces trois groupes, à peine plus marqués dans les mariages homosexuels (les mariages lesbiens moins tardifs que les mariages gays) que dans les partenariats homo- et hétérosexuels. Cette modération contraste avec la classique différence d'âge entre hommes et femmes dans les mariages hétérosexuels.

Suède

La Suède compte 9 008 883 habitants au 1^{er} novembre 2004.

Le mariage des couples hétérosexuels

Le nombre de mariages en 2004 est de 43 088. Au cours des 25 dernières années, ce nombre a connu une hausse spectaculaire à la fin des années 1980 (modification de la loi sur les pensions de réversion), avant de baisser sensiblement. Depuis la fin des années 1990, une hausse soutenue a ramené le nombre de mariages de moins de 32 000 à plus de 43 000 et le taux brut de nuptialité de 3,6 à 4,8 pour 1 000 habitants. Cette augmentation d'un tiers en six ans est un regain substantiel après un fort déclin, mais les taux bruts restent faibles historiquement.

Suède. Nombre annuel de mariages hétérosexuels et taux brut de nuptialité (pour 1000 habitants)

Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux	Année	Nombre	Taux
1980	37569	4,5	1990	40477	4,7	2000	39895	4,5
1981	37793	4,5	1991	36836	4,3	2001	35778	4,0
1982	37051	4,5	1992	37173	4,3	2002	38012	4,3
1983	36210	4,3	1993	34005	3,9	2003	39041	4,4
1984	36849	4,4	1994	34203	3,9	2004	43088	4,8
1985	38297	4,6	1995	33642	3,8			
1986	38906	4,6	1996	33784	3,8			
1987	41223	4,9	1997	32313	3,7			
1988	44229	5,2	1998	31598	3,6			
1989	108919	12,8	1999	35628	4,0			

The bride resident in Sweden

Le nombre de couples hétérosexuels mariés a nettement régressé depuis 1985 (de plus de 1,5 million à moins de 1,4 aujourd'hui ; un recul de plus de 150 000), mais la hausse du nombre de couples non mariés a plus que compensé (de 440 000 à 640 000, soit un accroissement de 200 000). La part des non mariés dans le total des couples est passée de 22 à 32 %. Ce dernier pourcentage est très élevé : 1 couple sur trois n'est pas marié.

Suède. Nombre de couples hétérosexuels mariés et non mariés au 1^{er} janvier de chaque année

Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés	Année	Couples mariés	Couples non mariés
1980			1990	1531500	475000	2000	1381000	626500
1981			1991	1521500	472500	2001	1359500	615000
1982			1992	1515500	495000	2002	1359500	672000
1983			1993	1489000	497500	2003	1358000	638500
1984			1994	1481500	510500	2004		
1985	1523000	440500	1995	1471500	518000			
1986			1996	1441000	564500			
1987			1997	1473500	593500			
1988			1998	1404500	586000			
1989			1999	1381000	633500			

Estimated from the Living Conditions Surveys (ULF) 1985-2003. Averages of the male and female married populations aged 16-74; averages of the male and female cohabiting populations aged 16-74. Married populations of each sex are estimated with a +/-62000 confidence interval (95%); cohabiting populations of each sex are estimated with a +/-300000 confidence interval (95%).

L'augmentation de la proportion de couples non mariés marque la diversification des formes conjugales et la moindre formalité des unions. Dès 1985, le fait que près du quart des couples vivait hors du mariage témoignait d'une notable précocité de la Suède dans ces mouvements.

Depuis le milieu des années 1980, le taux de nuptialité des couples non mariés est faible, inférieur à 9 %. Ce ratio est une mesure de la proportion de couples non mariés qui légalisent leur union chaque année. La fréquence de cette légalisation a reculé au long des années 1990, jusqu'à 5,4 %, avant de reprendre. Sous l'effet combiné d'un léger accroissement du nombre de couples non mariés et d'une plus fréquente nuptialité de ceux-ci, le nombre de mariages connaît une hausse sensible depuis quelques années.

Suède. Taux de nuptialité des couples non mariés

Année	Taux	Année	Taux	Année	Taux
1980		1990	0,085	2000	0,064
1981		1991	0,078	2001	0,058
1982		1992	0,075	2002	0,057
1983		1993	0,068	2003	0,061
1984		1994	0,067	2004	0,067
1985	0,087	1995	0,065		
1986		1996	0,060		
1987		1997	0,054		
1988		1998	0,054		
1989		1999	0,056		

Estimated from the Living Conditions Surveys (ULF) 1985-2003. Averages of the male and female married populations aged 16-74; averages of the male and female cohabiting populations aged 16-74. Married populations of each sex are estimated with a +/-62000 confidence interval (95%); cohabiting populations of each sex are estimated with a +/-300000 confidence interval (95%).

L'enregistrement des partenariats homosexuels

L'enregistrement des partenariats date de janvier 1995.

Suède. Nombre annuel de partenariats homosexuels selon le sexe et taux brut pour 100 000 hommes ou 100 000 femmes

Année	Partenariats		Taux		Année	Partenariats		Taux	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1990					2000	109	70	2,5	1,5
1991					2001	98	93	2,2	2,1
1992					2002	106	105	2,4	2,3
1993					2003	120	129	2,7	2,8
1994					2004	143	141	3,2	3,1
1995	249	84	5,7	1,9					
1996	101	59	2,3	1,3					
1997	79	52	1,8	1,2					
1998	79	46	1,8	1,0					
1999	77	67	1,8	1,5					

Partners resident in Sweden (/2)

Le nombre de partenariats masculins a été élevé la première année (près de 250 ; taux brut proche de 6 pour 100 000). Il a ensuite baissé fortement (moins de 80 enregistrements par an et des taux bruts inférieurs à 2 pour 100 000 à la fin des années 1990). Depuis lors, la reprise a été substantielle, le taux brut dépassant 3 pour 100 000 en 2004. Le nombre de partenariats féminins a été beaucoup faible les premières années (moins de 50 enregistrements et un taux brut de 1 pour 100 000 femmes, en 1998). Mais la hausse du début du siècle a amené très rapidement les nombres et taux féminins au niveau de leurs équivalents masculins.

Pour calculer un taux d'enregistrement des couples homosexuels non enregistrés, comparable au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés, on estime le nombre de couples non encore enregistrés car la statistique suédoise ne le fournit pas. On fait pour cela deux hypothèses conformes aux quelques données dont on dispose pour d'autres pays, en supposant que les couples homosexuels sont 1,2 % (comme aux Pays-Bas en 2002) ou 0,7 % (aux Etats Unis c'est 1 % en 2000 ; en France sans doute plus de 0,7 % en 1999) des couples hétérosexuels. On retranche le nombre cumulé de partenariats enregistrés non dissous.

Suède. Estimations du nombre de couples homosexuels non enregistrés
au 1^{er} janvier de chaque année

Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989					1998	12470	10793	7096	6215
1990					1999	12569	10888	7130	6254
1991					2000	12468	10801	7047	6184
1992					2001	12171	10574	6840	6032
1993					2002	12465	10826	6980	6154
1994					2003	12155	10551	6765	5959
1995	12892	10982	7520	6406	2004	12089	10468	6689	5868
1996	12747	10987	7332	6374	2005				
1997	13045	11267	7464	6513					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés non dissous

Aux Pays-Bas, la proportion de couples homosexuels par rapport aux couples hétérosexuels a légèrement augmenté au fil du temps, de 1,0 à 1,2 % entre 1995 et 2002. Il n'est pas exclu qu'un semblable mouvement se soit déroulé en Suède.

Quand la proportion de couples homosexuels est supposée plus forte, le taux d'enregistrement apparaît plus faible, ce qui n'est pas une surprise. Mais quelle que soit la proportion supposée, le taux d'enregistrement est toujours sensiblement inférieur au taux de nuptialité des couples hétérosexuels non mariés. En fin de période par exemple, c'est-à-dire près de 10 ans après la loi sur le partenariat, le taux d'enregistrement est de l'ordre de 1 ou 2 % selon les hypothèses, alors que le taux de nuptialité est au moins trois fois plus élevé (supérieur à 6 %)

Suède. Taux d'enregistrement des couples homosexuels

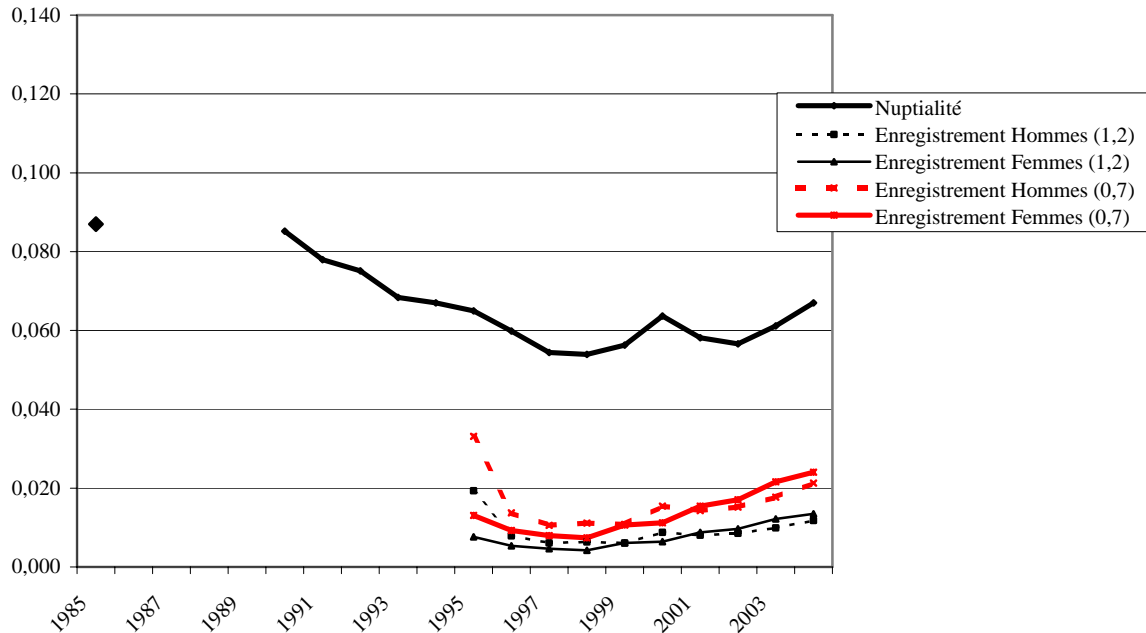
Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels		Année	1,2 % des couples hétérosexuels		0,7 % des couples hétérosexuels	
	HH	FF	HH	FF		HH	FF	HH	FF
1989					1998	0,006	0,004	0,011	0,007
1990					1999	0,006	0,006	0,011	0,011
1991					2000	0,009	0,006	0,015	0,011
1992					2001	0,008	0,009	0,014	0,015
1993					2002	0,009	0,010	0,015	0,017
1994					2003	0,010	0,012	0,018	0,022
1995	0,019	0,008	0,033	0,013	2004	0,012	0,013	0,021	0,024
1996	0,008	0,005	0,014	0,009	2005				
1997	0,006	0,005	0,011	0,008					

Selon deux hypothèses, on suppose que le nombre de couples homosexuels est égal à 1,2 % ou 0,7 % des couples hétérosexuels (mariés ou non). On retranche de ce nombre celui des couples homosexuels enregistrés non dissous.

L'évolution du taux d'enregistrement au fil du temps est beaucoup plus difficile à dessiner. La hausse au cours des années récentes est perceptible pour les hommes et les femmes, quelle que soit l'hypothèse sur le nombre

de couples homosexuels. Mais s'il s'avérait que ce nombre s'est accru au fil du temps, comme ça a été le cas aux Pays-Bas, la hausse du taux d'enregistrement pourrait s'en trouver réduite voire éliminée. Sur ces points la conclusion est indécise.

Suède. Taux d'enregistrement et taux de nuptialité



Autres aspects de la vie des partenariats homosexuels enregistrés

De 1995 à 2003, 47 % des partenariats masculins et 37 % des partenariats féminins ont été enregistrés dans le comté de Stockholm, les autres ayant lieu dans le reste du pays. Il s'agit d'une très forte sur représentation de la capitale, qui par exemple n'attire que 27 % des mariages.

Seulement 55 % des partenariats masculins ont été conclus entre deux hommes nés en Suède. C'est le cas de 70 % des partenariats féminins²⁶. Par comparaison, 78 % des mariages de 1993-1999 ont uni deux époux de nés en Suède.

20 % des partenariats masculins et 27 % des partenariats féminins ont été précédés d'un mariage hétérosexuel (27 % des mariages des années récentes font suite eux aussi à un autre mariage). Des pourcentages du même ordre concernent les partenariats où un au moins des partenaires a déjà eu des enfants (19 et 34 %, respectivement, mais c'est 58 % pour les mariages, une forte proportion de ceux-ci étant conclus après la naissance d'enfants dans une période de cohabitation pré-nuptiale ou dans une union antérieure)²⁷.

L'âge au partenariat des hommes comme des femmes est sensiblement supérieur à l'âge au mariage des époux et des épouses. Les événements conclus avant 30 ans suffisent à donner un aperçu de la moindre précocité des partenariats. Le phénomène est particulièrement accentué les premières années, quand le partenariat attire des couples qui régularisent une situation déjà ancienne, mais les années récentes sont encore très marquées par les enregistrements tardifs : en 2000-2004, les enregistrements avant 30 ans ne sont encore que 10 % des partenariats masculins et 27 % des partenariats féminins (contre 26 % des hommes et 42 % des femmes dans les mariages).

Les larges différences d'âge entre partenaires sont nettement plus fréquentes chez les hommes que chez les femmes (34 % des premiers et 15 % des secondes ont dix ans ou plus d'écart)²⁸.

²⁶ Anderson, Gunnar ; Noack, Turid ; Seierstad, Ane & Weedon-Fekjær, Harald.- The demographics of same-sex "marriages" in Norway and Sweden.- In Digoix, Marie & Festy, Patrick (eds).- *Same-sex couples, same-sex partnerships, and homosexual marriages: A focus on cross-national differentials*.- Documents de travail n° 124, Ined, 2004, p. 254.

²⁷ *Idem, ibidem*

²⁸ *Idem, ibidem*

Suède. Distribution des âges au mariage ou à l'enregistrement selon le sexe (2000-2004)

Type d'unions et sexe	Âges au mariage ou à l'enregistrement					
	< 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-64 ans	65+ ans	Tous âges
Partenariats, hommes	10%	35%	29%	22%	4%	100%
Partenariats, femmes	27%	39%	24%	9%	1%	100%
Mariages, hommes	26%	45%	17%	11%	1%	100%
Mariages, femmes	40%	39%	13%	7%	1%	100%

Partenariats 2000-2003.

Depuis l'instauration du partenariat, 350 d'hommes et 317 femmes ont été impliqués dans le divorce de leur partenariat (1998-2004). Si, à durée égale, les taux de divorce des couples mariés avaient prévalu chez les partenaires enregistrés, ces nombres auraient été de 294 et 171. C'est dire que la divortialité des partenaires masculins est légèrement supérieure à celle des mariés (+20%), alors que celle des partenaires féminins est près du double. Dans une comparaison directe, la divortialité des couples de femmes est largement plus élevée que celle des couples d'hommes.

Au fil du temps, il semble que la sur-divortialité des partenariats se résorbe, les comportements se rapprochant graduellement de ceux des mariés et l'écart entre hommes et femmes se résorbant légèrement. Ces conclusions restent cependant fragiles, compte tenu des modestes effectifs en jeu.

Suède. Nombre d'hommes et de femmes divorcés chaque année dans les partenariats, comparé au nombre attendu si les risques étaient les mêmes que dans les mariages

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Hommes divorcés	45	42	53	43	47	61	59	350
Hommes divorcés attendus*	25,0	32,4	38,6	41,8	46,2	52,5	58,0	294,4
Ratio	1,8	1,3	1,4	1,0	1,0	1,2	1,0	1,2
Femmes divorcées	16	38	48	62	45	52	56	317
Femmes divorcées attendues*	10,7	15,0	19,5	22,9	27,6	34,2	41,3	171,2
Ratio	1,5	2,5	2,5	2,7	1,6	1,5	1,4	1,9

* On suppose que les risques de divorce par durée de mariage valent pour les partenariats par durée depuis l'enregistrement

Les facteurs classiquement associés au risque de divorce chez les mariés le sont aussi, dans la plupart des cas, chez les partenaires²⁹ :

- Risque plus élevé chez les partenaires les plus jeunes lors de l'enregistrement et risque accru par la différence d'âge entre partenaires ;
- Risque moindre dans les couples de niveau d'instruction élevé.

Aucun des facteurs associés au risque de divorce des partenaires n'est susceptible d'expliquer ni le surcroît de divortialité des partenaires par rapport aux mariés, ni l'écart entre partenaires masculins et féminins. En outre, la fréquente absence d'enfants dans les partenariats ne semble pas de nature à expliquer la sur-divortialité par rapport aux mariés : celle-ci subsiste lorsqu'on limite l'observation aux couples sans enfants, qu'ils soient partenaires ou mariés.

²⁹ *Idem*, p. 257 et 259.

